

**Conférence de La Haye de droit international privé  
Hague Conference on Private International Law**

**Actes et documents  
de la Vingt-deuxième session**

**Proceedings  
of the Twenty-Second Session**

**Tome I**

**Jugements**

**Judgments**

**Cahier 3      Commission spéciale  
Book 3        Special Commission**



Actes et documents de la Vingt-deuxième session  
Proceedings of the Twenty-Second Session



Conférence de La Haye de droit international privé  
Hague Conference on Private International Law

# Actes et documents de la Vingt-deuxième session 18 juin au 2 juillet 2019

# Proceedings of the Twenty-Second Session 18 June to 2 July 2019

Tome I

Jugements

Judgments

Cahier 3 Commission spéciale

Book 3 Special Commission

Édités par le Bureau Permanent  
Publiés par la HCCH/La Haye/2023

Edited by the Permanent Bureau  
Published by HCCH/The Hague/2023

eBook: ISBN 978-90-83320-69-4

© 2023 Hague Conference on Private International Law

Hague Conference on Private International Law  
Churchillplein 6B  
2517 JW The Hague | Netherlands  
fax: +31 (0)70 360 4867  
<[www.hcch.net](http://www.hcch.net)>

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, microfilming, recording or otherwise, without written permission from the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law.

---

## Avis au lecteur

---

La présente publication est la première d'une série de deux tomes intitulés *Actes et documents de la Vingt-deuxième session*. Cette série contient l'ensemble des procès-verbaux et documents de travail ayant trait à la Vingt-deuxième session de la HCCH, ainsi que les documents afférents aux réunions préparatoires de la Commission spéciale et aux études préliminaires menées par le Bureau Permanent. Sa forme et son contenu ont été définis dans un souci de mettre à la disposition de toutes les personnes intéressées – juges, universitaires, avocats, particuliers, administrations nationales – les travaux qui ont conduit à l'adoption de la *Convention du 2 juillet 2019 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile ou commerciale*, en vue de permettre au lecteur de mieux comprendre le texte et les débats qui ont déterminé les solutions consacrées dans la Convention.

Ce premier tome, divisé en cinq cahiers, rassemble les documents directement liés au texte final de la Convention HCCH Jugements de 2019, dont le Rapport explicatif élaboré par les Professeurs Francisco Garcimartín et Geneviève Saumier.

Le tome II, consacré aux matières diverses, renferme des informations générales telles que la composition des délégations et les procès-verbaux des séances d'ouverture et de clôture. La suite est consacrée au texte intégral de l'Acte final de la Vingt-deuxième session, ainsi qu'aux propositions de travail et procès-verbaux de la Commission II sur les affaires générales et la politique. Tous les documents afférents aux réunions annuelles du CAGP, qui se sont tenues entre les Vingt et unième et Vingt-deuxième sessions, ne sont pas inclus dans le tome II mais sont disponibles sur le site web de la HCCH (<[www.hcch.net](http://www.hcch.net)>).

La HCCH est une organisation bilingue, l'anglais et le français étant ses langues officielles au moment de la tenue de la Vingt-deuxième session. Par conséquent, les documents contenus dans les *Actes et documents* sont reproduits, dans la mesure du possible, dans les deux langues. Conformément à la pratique de la HCCH, les interventions formulées par les délégués lors de la Vingt-deuxième session ont été rendues en français ou en anglais selon la langue dans laquelle l'intervention a été prononcée.

Les travaux d'édition afférents à la publication des *Actes et documents* ont été assurés par Mmes Hélène Guérin, Lydie De Loof, Sandrine Brard et Anna Koelewijn.

---

## Notice to the reader

---

This publication is the first in a series of two Tomes entitled *Proceedings of the Twenty-Second Session*. This series contains all the minutes and working documents of the Twenty-Second Session of the HCCH as well as relevant documents from the preparatory Special Commission meetings and the preliminary studies carried out by the Permanent Bureau. Its form and its content have been determined by the concern to render accessible to all interested persons – including judges, academics, lawyers, private individuals, and national administrations – the working materials which led to the *Convention of 2 July 2019 on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil or Commercial Matters*, with the aim of enhancing the reader's comprehension of the text and the thinking that determined which solutions were to be embodied in the Convention.

This first Tome, which is divided into five books, encompasses the documents directly related to the final text of the HCCH 2019 Judgments Convention, including the Explanatory Report drawn up by Professor Francisco Garcimartín and Professor Geneviève Saumier.

Tome II concerning Miscellaneous matters includes general information such as the membership of the delegations and the minutes of the Opening and Closing Sessions. The complete text of the Final Act of the Twenty-Second Session appears thereafter. It also contains the documents relating to the Twenty-Second Session's Commission on General Affairs and Policy. All documents related to the annual CGAP meetings that were held between the Twenty-First and Twenty-Second Sessions are not included in Tome II but are available on the HCCH website (<[www.hcch.net](http://www.hcch.net)>).

The HCCH is a bilingual organisation with both English and French being its official languages at the time of the Twenty-Second Session. Thus, the documents included in the *Proceedings* are reproduced to the extent possible in both languages. In accordance with the practice of the HCCH, the remarks made by delegates during the Twenty-Second Session have been rendered in French or in English depending on the language in which the intervention was made.

Editing of the *Proceedings* was carried out by Ms Helene Guerin, Mrs Lydie De Loof, Mrs Sandrine Brard and Mrs Anna Koelewijn.

La collection complète des *Actes et documents de la Vingt-deuxième session (2019)* se présente comme suit :

*Tome I – Jugements (cinq cahiers)*

*Tome II – Matières diverses*

Rompant avec les pratiques antérieures, le présent Cahier reproduit les Documents de travail des quatre réunions de la Commission spéciale sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers. Les différents projets de textes illustrant l'évolution de la Convention HCCH Jugements de 2019 revêtent une importance particulière. Le présent Cahier renferme également les aide-mémoires du Président de la Commission spéciale, qui résument les progrès réalisés lors des réunions, les questions ayant fait l'objet de discussions et certaines questions spécifiques nécessitant un examen plus approfondi.

Les *Actes et documents de la Vingt-deuxième session* sont uniquement disponibles en format électronique.

Les publications de la HCCH peuvent être consultées sur le site web (<[www.hcch.net](http://www.hcch.net)>). Le Bureau Permanent peut être contacté à l'adresse suivante : Churchillplein 6b, 2517 JW La Haye, Pays-Bas (courrier électronique : [secretariat@hcch.net](mailto:secretariat@hcch.net)).

Le Secrétaire général  
de la HCCH,

C. BERNASCONI

Le Président de la  
Vingt-deuxième session,

P. VLAS

The complete collection of the *Proceedings of the Twenty-Second Session (2019)* is as follows:

*Tome I – Judgments (five books)*

*Tome II – Miscellaneous matters*

In a break with past practice, this Book reproduces the Working Documents of the four meetings of the Special Commission on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments. Of particular importance are the various draft texts illustrating the evolution of the HCCH 2019 Judgments Convention. The current Book also contains the *Aide memoires* of the Chair of the Special Commission, which summarised the progress made at the meetings, the issues discussed, and some specific matters that required further consideration.

The *Proceedings of the Twenty-Second Session* are only available in electronic format.

Publications of the HCCH can be consulted on the website (<[www.hcch.net](http://www.hcch.net)>). The Permanent Bureau can be contacted at Churchillplein 6b, 2517 JW The Hague, The Netherlands (e-mail: [secretariat@hcch.net](mailto:secretariat@hcch.net)).

The Secretary General  
of the HCCH,

C. BERNASCONI

The President of the  
Twenty-Second Session,

P. VLAS



# Commission spéciale Special Commission

---

## Note du Bureau Permanent

---

Conformément à la pratique antérieure, les procès-verbaux de la Commission spéciale n'ont pas été reproduits dans le présent tome. Exceptionnellement cependant, les Documents de travail de la Commission spéciale sont reproduits dans le présent tome car ils peuvent présenter un intérêt particulier pour les lecteurs souhaitant comprendre l'évolution des négociations sur la Convention HCCH Jugements de 2019, en particulier à travers les différents projets de textes.

Le présent Cahier présente également les aide-mémoires du Président de la Commission spéciale, rapports qui accompagnaient les projets de Convention résultant de chaque réunion de la Commission spéciale. Ces aide-mémoires donnent un aperçu de l'avancement des réunions de la Commission spéciale, exposent certaines questions spécifiques discutées et identifient des sujets nécessitant une discussion plus approfondie.

---

## Notice by the Permanent Bureau

---

In keeping with prior practice, the Minutes of the Special Commission have not been reproduced in this tome. Exceptionally however, the Working Documents of the Special Commission are published herein as they may be of particular interest for readers wishing to comprehend the evolution of the negotiations on the HCCH 2019 Judgments Convention, in particular through the various draft texts.

The present Book also features the Aide memoires of the Chair of the Special Commission, reports that accompanied the draft Conventions resulting from each Special Commission meeting. These Aide memoires provided overviews of the progress of the Special Commission meetings, set out some specific issues discussed, and identified matters requiring further discussion

---

## Liste des participants à la Commission spéciale

## List of participants in the Special Commission meetings

La Commission spéciale a siégé du 1<sup>er</sup> au 9 juin 2016, du 16 au 24 février 2017, du 13 au 17 novembre 2017 et du 24 au 29 mai 2018.

The Special Commission met from 1 to 9 June 2016, from 16 to 24 February 2017, from 13 to 17 November 2017 and from 24 to 29 May 2018.

EXPERTS DES MEMBRES REPRÉSENTÉS  
EXPERTS OF THE MEMBERS REPRESENTED

### Afrique du Sud/South Africa

Mr *Siya Mpongosa*<sup>2, 4</sup>, State Law Advisor (International Law), Office of the Chief State Law Advisor, Department of International Relations and Cooperation (DIRCO), Pretoria  
Mr *André Stemmet*<sup>2, 3, 4</sup>, Legal Counsellor, Embassy of the Republic of South Africa, The Hague

### Allemagne/Germany

Mr *Rolf Wagner*, *Ministerialrat*, Head of Division for Private International Law, *Bundesministerium der Justiz und für Verbraucherschutz*, Berlin  
Mr *Anton Geier*<sup>2</sup>, Maître en Droit (Aix-Marseille), Division for Private International Law, *Bundesministerium der Justiz und für Verbraucherschutz*/Federal Ministry of Justice and Consumer Protection, Berlin  
Ms *Petra Schmitt*<sup>3, 4</sup>, Third Secretary, Legal Affairs, Embassy of Germany, The Hague (previously Attaché<sup>2</sup>)

### Arabie saoudite/Saudi Arabia\*

H.E. Mr *Abdulaziz Abdullah Abohaimed*<sup>2, 4</sup>, Ambassador of the Kingdom of Saudi Arabia, Royal Embassy of Saudi Arabia, The Hague  
Mr *Mohammed Abdulrahman Alshammeri*<sup>2</sup>, Head of Legal Affairs, Consular Affairs, Minister Plenipotentiary, Ministry of Foreign Affairs, Riyadh  
Mr *Yaser Hmad A. Alasim*<sup>3</sup>, Counsellor, Ministry of Justice, Riyadh  
Mr *Farhan Al Farhan*<sup>3, 4</sup>, First Secretary, Political Coordinator, Royal Embassy of Saudi Arabia, The Hague

---

<sup>1</sup> A assisté à la Première réunion. Si aucun numéro n'est indiqué, cela signifie que le participant a assisté aux quatre réunions de la Commission spéciale./Attended the First Meeting. The absence of numbers indicates that the participant attended all four Special Commission meetings.

<sup>2</sup> A assisté à la Deuxième réunion./Attended the Second Meeting.

<sup>3</sup> A assisté à la Troisième réunion./Attended the Third Meeting.

<sup>4</sup> A assisté à la Quatrième réunion./Attended the Fourth Meeting.

\* Membre lors des réunions de la Commission spéciale de février 2017, novembre 2017 et mai 2018./Member during the February 2017, November 2017 and May 2018 Special Commission meetings.

Mr *Faisal Falah Alharbi*<sup>2, 3</sup>, Counsellor, Royal Embassy of Saudi Arabia, The Hague  
Mrs *Rabbah Nasser M. Almushaikh*<sup>2</sup>, Second Secretary, Ministry of Foreign Affairs, Riyadh  
Mr *Abdulaziz Saleh Alsuheyman*<sup>4</sup>, Execution Judge, Ministry of Justice, Riyadh  
Mr *Meshal Abdulaziz Akhrijji*<sup>4</sup>, Administration Assistant, Ministry of Justice, Riyadh  
Mr *Abdullah Muhanna Almuhanna*<sup>4</sup>, Administration Assistant, Ministry of Justice, Riyadh  
Mr *Mubarek Mansour Al Qasim*<sup>4</sup>, Administration Assistant, Ministry of Justice, Riyadh

### Argentine/Argentina

Ms *Erica Silvina Lucero*<sup>2, 3, 4</sup>, First Secretary, Embassy of Argentina, The Hague (previously Second Secretary<sup>1</sup>)  
Ms *Andrea Laura Mackielo*<sup>2, 4</sup>, Third Secretary, Office of the Legal Adviser (15th floor), Ministry of Foreign Relations and Worship, Buenos Aires (previously Secretary of Embassy<sup>1</sup>)  
Ms *Carolina Daniela Iud*<sup>1, 2, 3</sup>, Professor of Private International Law, University of Palermo and University of Buenos Aires, Buenos Aires  
Ms *Yanina Berra Rocca*<sup>3, 4</sup>, First Secretary, Embassy of Argentina, The Hague

### Australie/Australia

Mr *Andrew Walter*<sup>1, 2</sup>, Assistant Secretary, Civil Law Unit, Attorney General's Department, Barton  
Ms *Autumn O'Keeffe*<sup>3</sup>, Assistant Secretary (A/g), Civil Law Unit, Attorney General's Department, Canberra  
Ms *Melissa-Jane Ford*<sup>4</sup>, Acting Director, Private International Law and Commercial Policy Unit, Attorney General's Department, Canberra (previously A/g Principal Legal Officer<sup>3</sup>)  
Ms *Sophie Vasenszky*<sup>1, 2</sup>, Senior Legal Officer, Private International Law, Attorney General's Department, Barton  
Mr *Edward Lee*<sup>4</sup>, Senior Legal Officer, Private International Law and Commercial Policy Unit, Attorney General's Department, Canberra  
Mr *Richard Garnett*<sup>1, 2</sup>, Professor, University of Melbourne, Law School, Parkville  
Mr *William Underwood*<sup>1</sup>, Second Secretary, Embassy of Australia, The Hague  
Ms *Christina Hey-Nguyen*<sup>2</sup>, Second Secretary, Legal Adviser, Embassy of Australia, The Hague

### Autriche/Austria

Ms *Petra Peer*<sup>3, 4</sup>, Judge, Directorate General for Civil Law, *Bundesministerium für Justiz*, Vienna

### Bélarus/Belarus

Mr *Mikalai Kernazhytski*<sup>2</sup>, Counsellor, Embassy of the Republic of Belarus, The Hague

### Belgique/Belgium

M. *Biagio Zammitto*, Attaché, Direction générale de la législation et des libertés et droits fondamentaux, Service du droit patrimonial et du droit de la procédure civile, Service Public Fédéral de la Justice, Bruxelles

### Bésil/Brazil

H.E. Mr *Piragibe dos Santos Tarragô*<sup>1</sup>, Ambassador of Brazil, Embassy of Brazil, The Hague

Mr *André de Carvalho Ramos*<sup>3</sup>, Federal Prosecutor, *Procuradoria-Geral da República*, Brasília  
 Mr *Luiz Otávio Ortigão de Sampaio*<sup>4</sup>, Counsellor, Embassy of Brazil, The Hague  
 Mr *Paulo Camargo Carneiro*<sup>2, 3, 4</sup>, Deputy-Head, Division for International Legal Cooperation, *Ministério das Relações Exteriores*, Brasília  
 Mr *Boni de M. Soares*<sup>1, 3, 4</sup>, State Attorney for Brazil; Director of International Department, Office of the Attorney General of the Union, Brasília  
 Mrs *Nereida de Lima Del Águila*<sup>2</sup>, State Attorney, International Department, Attorney General's Office, Brasília  
 Mr *Arnaldo José Alves Silveira*<sup>2</sup>, General-Coordinator for International Legal Cooperation, Department of Assets Recovery and International Legal Cooperation, Ministry of Justice, Brasília  
 Ms *Denise Neves Abade*<sup>4</sup>, Federal Prosecutor, *Procuradoria-Geral da República*, Brasília  
 Mr *Marcelo de Nardi*, Professor, Federal Judge, Federal Regional Court of the 4th Region, Porto Alegre  
 Ms *Nádia de Araújo*, Lawyer, Professor of Private International Law, *Pontifícia Universidade Católica do Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro  
 Ms *Inez Lopes Matos Carneiro de Farias*<sup>2, 3, 4</sup>, Professor of Private International Law, Faculty of Law, University of Brasília, Rio Branco Institute, Campus Darcy Ribeiro, Brasília  
 Mr *Fabricio Bertini Pasquot Polido*<sup>2, 3, 4</sup>, Professor of International Law, Faculty of Law, Federal University of Minas Gerais (UFMG), Minas Gerais  
 Ms *Fabiana Arazini Garcia Kanadoglu*<sup>1, 2</sup>, First Secretary, Embassy of Brazil, The Hague  
 Ms *Claudia Perotto Biagi*<sup>1</sup>, International Legal Cooperation Division, *Ministério das Relações Exteriores*, Brasília  
 Mr *Leonardo Luis Gorgulho Fernandes*<sup>2</sup>, Minister-Counsellor, Embassy of Brazil, The Hague  
 Ms *Lidia Spitz Spilberg*<sup>4</sup>, Visiting Scholar, Duke University, School of Law; PhD Candidate at State University of Rio de Janeiro, Rio de Janeiro

#### **Bulgarie/Bulgaria**

Ms *Ekaterina Todorova*<sup>3, 4</sup>, Head of Cooperation in Civil Matters Unit, International Legal Co-operation and European Affairs Directorate, Ministry of Justice, Sofia (previously State Expert<sup>2</sup>)  
 Ms *Mitka Zaharlieva*<sup>2, 4</sup>, Counsellor for Justice and Home Affairs, Permanent Representation of the Republic of Bulgaria to the European Union, Brussels (previously State Expert, International Legal Cooperation and European Affairs Directorate, Ministry of Justice, Sofia<sup>1</sup>)  
 Ms *Liliana Gurova*<sup>1</sup>, State Expert, International Legal Cooperation and European Affairs Directorate, Ministry of Justice, Sofia  
 Mrs *Nadia Zhivkova-Vaneva*<sup>3</sup>, Third Secretary, Legal Adviser, Embassy of the Republic of Bulgaria, The Hague  
 Ms *Tsvetana Kamenova*<sup>2</sup>, Professor, Law Faculty, University of National and World Economy (UNWE), Sofia

#### **Canada**

H.E. Ms *Sabine Nölke*<sup>2</sup>, Ambassador of Canada, Embassy of Canada, The Hague  
 Ms *Kathryn Sabo*, General Counsel, Constitutional, Administrative and International Law Section, Department of Justice Canada, Ottawa  
 Ms *Sarah J. Dafoe*<sup>2, 4</sup>, Chief of Staff to the Deputy Minister, Alberta Justice and Solicitor General, Edmonton  
 Mr *Russell Getz*<sup>1</sup>, Counsel, Civil Law Policy and Legislation, Ministry of the Attorney General for British Columbia, Victoria

M. *Patrick Ferland*<sup>2, 3, 4</sup>, Associé, LCM Avocats, Montréal  
 Mr *Michael Ryan*<sup>3</sup>, Counsel, Innovation Science and Economic Development Legal Services, Department of Justice Canada, Ottawa  
 Mme *Christine Hudon*<sup>4</sup>, Avocate, Services juridiques ISDEC, Ministère de la Justice Canada, Ottawa  
 Mme *Frédérique Sabourin*<sup>1, 3, 4</sup>, Avocate, Direction des orientations et politiques, Direction générale de l'accès à la justice, Ministère de la Justice du Québec, Québec  
 Ms *Geneviève Saumier*, Peter M. Laing Q.C. Professor of Law, Faculty of Law, McGill University, Montreal  
 Mr *Gregory K. Steele*<sup>1</sup>, Barrister and Solicitor (Retired), West Vancouver  
 Ms *Neelu Shanker*<sup>2</sup>, Second Secretary (Political and Legal Affairs), Embassy of Canada, The Hague

#### **Chili/Chile**

H.E. Ms *María Teresa Infante*<sup>1, 2, 4</sup>, Ambassador of Chile, Embassy of the Republic of Chile, The Hague  
 Ms *Verónica Paz Pincheira Hill*<sup>1</sup>, Lawyer, Ministry of Justice, Santiago  
 Mr *Juan Enrique Loyer*<sup>4</sup>, Second Secretary, Diplomat, Embassy of the Republic of Chile, The Hague (previously Third Secretary<sup>1, 2</sup> and Legal Adviser<sup>3</sup>)  
 Mrs *Javiera Soto*<sup>2</sup>, Lawyer, Assistant for the Chilean Delegation, Embassy of the Republic of Chile, The Hague

#### **Chine/China**

Mr *Ang Sun*<sup>1, 2</sup>, Deputy Director-General, Department of Treaty and Law, Ministry of Foreign Affairs, Beijing  
 Mr *Jin Sun*<sup>3, 4</sup>, Counsellor, Department of Treaty and Law, Ministry of Foreign Affairs, Beijing (previously Deputy Director-General, International Cooperation Department, Supreme Court of the People's Republic of China<sup>1, 2</sup>)  
 Mr *Yong Zhou*<sup>1, 3, 4</sup>, Deputy Director, Department of Treaty and Law, Ministry of Foreign Affairs, Beijing  
 Mr *Guanqiao Chen*<sup>2</sup>, Deputy Director, Department of Treaty and Law, Ministry of Foreign Affairs, Beijing  
 Mr *Tanshuo Xu*<sup>1</sup>, Attaché, Department of Treaty and Law, Ministry of Foreign Affairs, Beijing  
 Mr *Qiong Wu*<sup>2, 3, 4</sup>, Third Secretary, Department of Treaty and Law, Ministry of Foreign Affairs, Beijing  
 Mr *Qisheng He*<sup>2</sup>, Senior Legal Officer, Department of Treaty and Law, Ministry of Foreign Affairs, Beijing  
 Mr *Zhaohui Zeng*<sup>1</sup>, Director, International Cooperation Department, Supreme People's Court of the People's Republic of China, Beijing  
 Ms *Shu Tong*<sup>3, 4</sup>, Senior Judge, Intellectual Property Division, Supreme People's Court of the People's Republic of China, Beijing  
 Mr *Xiangyang Xi*<sup>1, 2, 3</sup>, Senior Judge, No 4 Civil Division, Supreme People's Court of the People's Republic of China, Beijing  
 Mr *Zhaohui Zeng*<sup>3</sup>, Senior Judge, Supreme People's Court of the People's Republic of China, Beijing  
 Ms *Xiaomin Dong*<sup>2</sup>, Judge, No 3 Civil Division, Supreme Court of the People's Republic of China, Beijing  
 Mr *Fuen Qiu*<sup>2, 3</sup>, Deputy Division Director, Department of Treaty and Law, State Intellectual Property Office, Beijing  
 Ms *Shuang Hu*<sup>3</sup>, Section Chief, International Affairs Division, Copyright Department, National Copyright Administration of China, Beijing  
 Ms *Lei Zhao*<sup>4</sup>, Second Secretary, Embassy of the People's Republic of China, The Hague  
 Mr *James Ding*<sup>4</sup>, Deputy Law Officer (Treaties and Law), International Law Division, Department of Justice, Central Hong Kong SAR  
 Mr *Haibo Gou*<sup>1</sup>, Legal Counsellor, Embassy of the People's Republic of China, The Hague

Mr *Guoshun Sun*<sup>2, 3, 4</sup>, Counsellor, Legal Adviser, Embassy of the People's Republic of China, The Hague  
Ms *Peggy Au-Yeung*<sup>3, 4</sup>, Acting Senior Assistant Solicitor General (Special Duties), Department of Justice, Hong Kong SAR (previously Deputy Principal Government Counsel (Acting), Legal Policy Division<sup>2</sup>)

Ms *Melody Po Yu Hui*, Senior Government Counsel (Treaties and Law), International Law Division, Department of Justice, Hong Kong SAR

Mr *Dexue Liu*<sup>2</sup>, Director, Legal Affairs Bureau, *Direcção dos Serviços de Assuntos de Justiça* (DSAJ), Macao SAR

Ms *Ilda Cristina Fernandes de Sousa Ferreira*<sup>3, 4</sup>, Department Head of the International and Inter-Regional Law Department, Legal Affairs Bureau, *Direcção dos Serviços de Assuntos de Justiça* (DSAJ), Macao SAR

Ms *Wong Kio Chan*<sup>3</sup>, Division Head, Treaty Division, Legal Affairs Bureau, *Direcção dos Serviços de Assuntos de Justiça* (DSAJ), Macao SAR (previously Acting Division Chief<sup>1</sup>)

Mr *Rui Miguel Prista Patricio Cascão*<sup>3</sup>, Legal Advisor, Department of Legislation Production, Legal Affairs Bureau, *Direcção dos Serviços de Assuntos de Justiça* (DSAJ), Macao SAR

Mr *Licheng Chen*<sup>2</sup>, Adviser of the Office of the President of the Court of Final Appeal, Court of Final Appeal, Macao SAR

Mr *Weng Hei Ho*<sup>2</sup>, Senior Officer, Legal Affairs Bureau, *Direcção dos Serviços de Assuntos de Justiça* (DSAJ), Macao SAR

Mr *Guangjian Tu*<sup>3</sup>, Full Professor of Law, University of Macao, Macao SAR

Mr *Qisheng He*<sup>1, 3, 4</sup>, Professor of Law, School of Law, Wuhan University, Wuhan

Mr *Song Lu*<sup>2</sup>, Professor of Law, China Foreign Affairs University, Beijing

Mr *Guojian Xu*, Managing Partner, Boss and Young Attorneys-at-Law, Shanghai<sup>1, 2, 3</sup>; Dean of International Law School, Shanghai University of Political Science and Law, Shanghai<sup>3, 4</sup>

### Chypre/Cyprus

Mr *Symeon C. Symeonides*<sup>4</sup>, Dean Emeritus and Alex L. Parks Distinguished Chair in Law, Willamette University, College of Law, Salem, OR, United States of America (previously Dean and Alex L. Parks Distinguished Professor of Law<sup>1, 2</sup>)

Mr *Nicos Argyrides*<sup>2, 3, 4</sup>, Deputy Head of Mission, Embassy of Cyprus, The Hague (previously Second Secretary<sup>1</sup>)

Ms *Elena Charmpis*<sup>3</sup>, Advisor, Embassy of Cyprus, The Hague  
Ms *Maria Charitou*<sup>3</sup>, Embassy of Cyprus, The Hague

### Corée, République de/Korea, Republic of

Mr *Jongsun Kang*<sup>1, 2, 3</sup>, Counsellor, Embassy of the Republic of Korea, The Hague

Mr *Seung Jun Mo*<sup>4</sup>, Counsellor, Embassy of the Republic of Korea, The Hague

Ms *Juhee Han*<sup>4</sup>, Third Secretary, Treaties Division, Ministry of Foreign Affairs and Trade, Seoul

Mr *Jiyong Jang*<sup>4</sup>, Judge, Research Fellow, Judicial Policy Research Institute, Seoul Central District Court, Seoul

Mr *Guksik Kim*<sup>4</sup>, Judge, Seoul Southern District Court, Seoul

Mr *Injun Hwang*<sup>1, 2, 4</sup>, Judge, Suwon District Court, Gyeonggi-do

Mr *Dongjin Lee*<sup>1, 2</sup>, Judge, Incheon District Court, Incheon  
Mrs *Yoon Jong Kim*<sup>3</sup>, Judge, Judicial Research Division, Supreme Court of Korea, Seoul

Ms *Eunkyung Park*<sup>3</sup>, Second Secretary, Treaties Division, Ministry of Foreign Affairs, Seoul

Mr *Junhyok Jang*, Professor, Sungkyunkwan University Law School, Seoul

Mr *Sanghyun Kim*<sup>4</sup>, Prosecutor, International Legal Affairs Division, Ministry of Justice, Gyeonggi-Do

Mr *Joohyun Park*<sup>4</sup>, Deputy Director, International Legal Affairs Division, Ministry of Justice, Gyeonggi-Do

### Costa Rica

Mrs *Alexandra Gonzalez Arguedas*<sup>1, 2, 3</sup>, Minister Counsellor, Embassy of the Republic of Costa Rica, The Hague

Mr *Christian Kandler Rodriguez*<sup>2</sup>, Minister Counsellor, Embassy of the Republic of Costa Rica, The Hague

Ms *Ana Lorena Villalobos*<sup>4</sup>, Minister Counsellor, Embassy of the Republic of Costa Rica, The Hague

Mr *Juan José Obando Peralta*<sup>3</sup>, *Abogado y Notario*, Bufete Notarios Obando, Peralta & Rodriguez, OPR Legal S.A., San Jose

### Croatie/Croatia

Mr *Davor Ljubanovic*<sup>2, 3, 4</sup>, Minister-Counsellor, Embassy of the Republic of Croatia, The Hague

### Danemark/Denmark

Mr *Jesper Aagaard*<sup>4</sup>, Head of Section, Procedural Law Division, Danish Ministry of Justice, Copenhagen

Mr *Peter Arnt Nielsen*<sup>4</sup>, Professor, Copenhagen Business School, Frederiksberg (previously Professor in Private International Law, Copenhagen Business School and College of Europe, Bruges, Belgium<sup>1, 2, 3</sup>; Head of Law Department, Copenhagen Business School<sup>2</sup>)

Mr *Kenny Rasmussen*<sup>1</sup>, Head of Section, Ministry of Justice, Copenhagen

Mr *Emil Wetendorff Nørgaard*<sup>2</sup>, Head of Section, Procedural Law Division, Ministry of Justice, Copenhagen

Mr *Lars Solskov Lind*<sup>3</sup>, Head of Division, Procedural Law Division, Danish Ministry of Justice, Copenhagen

### Équateur/Ecuador

Ms *Mireya Muñoz Mera*<sup>1, 2</sup>, Ambassador/Consul of Ecuador, The Hague

Mr *José Yturalde*<sup>1, 2</sup>, Vice Consul, Embassy of Ecuador, The Hague

Mr *Luis Felipe Aguilar Feijoo*<sup>2</sup>, Officer, *Dirección Nacional de Asuntos Internacionales y Arbitraje de la Procuraduría General del Estado, Procuraduría General del Estado*, Quito

Mr *Fernando Echeverria Davila*<sup>3</sup>, Second Secretary, Embassy of Ecuador, The Hague

Mr *Nicolás Ortiz*<sup>3</sup>, Intern at the Consulate of Ecuador, Embassy of Ecuador, The Hague

### Espagne/Spain

Mr *Francisco J. Garcimartín Alférez*, Professor of Private International Law, *Universidad Autónoma de Madrid, Ciudad Universitaria de Cantoblanco*, Madrid

Mr *Fernando Fernandez-Aguayo*<sup>3</sup>, Legal Adviser, Embassy of Spain, The Hague (previously Counsellor<sup>2</sup>)

### Estonie/Estonia

Ms *Pille Kriibi*<sup>2</sup>, Counsellor for Judicial Affairs, Permanent Representation of Estonia to the European Union, Brussels, Belgium

Ms *Maarja Torga*<sup>3</sup>, Expert, Ministry of Justice, Tallinn (previously Advisor in the Supreme Court, Supreme Court of Estonia, Tartu<sup>2</sup>)

Ms *Gea Lepik*<sup>3</sup>, Expert, Ministry of Justice, Tallinn  
Ms *Käddi Tammiku*<sup>2</sup>, Ministry of Justice, Tallinn

#### États-Unis d'Amérique/United States of America

##### *Representatives*

Mr *John J. Kim*<sup>1, 2</sup>, Assistant Legal Adviser for Private International Law, U.S. Department of State, Washington, D.C.  
Mr *Michael Coffee*<sup>3, 4</sup>, Attorney-Adviser, Office of Private International Law, Office of the Legal Adviser, U.S. Department of State, Washington, D.C.

##### *Alternative representative*

Mr *Timothy Schnabel*, Attorney-Adviser, Office of the Legal Adviser, U.S. Department of State, Washington, D.C.

##### *Advisers*

Mr *David Carson*<sup>3</sup>, Senior Counsel for Copyright, Office of Policy and International Affairs, Patent & Trademark Office, U.S. Department of Commerce, Alexandria, VA  
Mr *Christian A. Hannon*<sup>3, 4</sup>, Patent Attorney, Office of Policy and International Affairs, Patent & Trademark Office, U.S. Department of Commerce, Alexandria, VA  
Mr *Paul Herrup*, Trial Attorney, Office of Foreign Litigation, Commercial Litigation Branch, Civil Division, U.S. Department of Justice, Washington, D.C.  
Ms *Jennifer McDowell*<sup>3</sup>, Assistant General Counsel, Office of the U.S. Trade Representative, Executive Office of the President, Washington, D.C.  
Mr *Joseph Whitlock*<sup>3</sup>, Senior Director for Innovation and Intellectual Property, Office of the U.S. Trade Representative, Executive Office of the President, Washington, D.C.

##### *Private sector advisers*

Mr *Ronald A. Brand*<sup>1, 2, 3</sup>, Professor of Law, University of Pittsburgh, School of Law, Pittsburgh, PA  
Ms *Anita Ramasastry*<sup>1</sup>, Chair, Uniform Law Commission; Professor, Washington State University, School of Law, Seattle, WA  
Mr *Michael Shapiro*<sup>2</sup>, Intellectual Property (IP) Senior Counsel, U.S. Patent & Trademark Office, Alexandria, VA  
Ms *Louise Ellen Teitz*<sup>3</sup>, Professor of Law, Roger Williams University, School of Law, Bristol, RI (previously also Uniform Law Commission, Chicago, IL<sup>1, 2</sup>)  
Mr *Lee Yeakal*<sup>3</sup>, United States District Judge, U.S. Courthouse, Austin, TX (previously Uniform Law Commission, Chicago, IL<sup>2</sup>)

#### Finlande/Finland

Ms *Maarit Leppänen*, Counsellor of Legislation, Ministry of Justice, Helsinki

#### France

M. *Nicolas Castell*, Juriste au Bureau du droit de l'Union du droit international privé et de l'entraide civile (BDIP), Direction des Affaires Civiles et du Sceau, Ministère de la Justice, Paris  
Mme *Sandrine Clavel*<sup>1, 2</sup>, Professeur, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, Faculté de droit et de science politique, Guyancourt

#### Géorgie/Georgia

Mrs *Teona Tsintsalashvili*<sup>3</sup>, Legal Adviser, Public International Law Department, Ministry of Justice, Tbilisi

Ms *Maia Sartania*<sup>3</sup>, Specialist, Public International Law Department, Ministry of Justice, Tbilisi  
Mr *Levan Gulua*<sup>3</sup>, Legal Adviser, Public International Law Department, Ministry of Justice, Tbilisi

#### Grèce/Greece

H.E. Ms *Teresa Paraskevi Angelatou*<sup>1</sup>, Ambassador of Greece, Embassy of Greece, The Hague  
Mrs *Caterina Ghini*<sup>2</sup>, Counsellor and Deputy Head of Mission, Embassy of Greece, The Hague  
Mrs *Ioanna Klendrou*<sup>1</sup>, Attaché, Embassy of Greece, The Hague  
Ms *Foteini Emvolidou*<sup>2</sup>, Legal Advisor, Embassy of Greece, The Hague

#### Hongrie/Hungary

H.E. Mr *Zoltán Nemessányi*<sup>2, 3, 4</sup>, Deputy State Secretary for Cooperation in International Justice Affairs, Ministry of Justice, Budapest  
Ms *Ágnes Ninausz-Bartók*<sup>2</sup>, Conseillère juridique/Conseillère de l'administration publique, Department of Private International Law, Ministry of Justice, Budapest  
Ms *Zsuzsa Degrell*<sup>4</sup>, Legal Advisor, Department of Private International Law, Ministry of Justice, Budapest  
Mr *Botond Czellecz*<sup>3, 4</sup>, Legal Adviser, Department of Private International Law, Ministry of Justice, Budapest  
Mr *Péter Danku*<sup>1</sup>, Third Secretary, Embassy of Hungary, The Hague  
Mr *Joël Antonie*<sup>1, 2, 4</sup>, Political Analyst and Multilateral Advisor, Embassy of Hungary, The Hague

#### Inde/India

Ms *Kajal Bhat*<sup>4</sup>, Counsellor (Legal), Embassy of India, The Hague (previously First Secretary (Legal)<sup>1, 2, 3</sup>)  
Ms *Aparna Kundu*<sup>3</sup>, Attaché (E&C), Embassy of India, The Hague

#### Irlande/Ireland

Ms *Regina M. Terry*, Principal Officer, Department of Justice and Equality, Dublin

#### Israël/Israel

Mr *Roy Schondorf*<sup>1</sup>, Deputy Attorney General (International Law), Ministry of Justice, Tel Aviv  
Ms *Yael Weiner*<sup>4</sup>, Senior Director (International Law), Office of the Deputy Attorney General (International Law), Ministry of Justice, Tel Aviv  
Mr *Itai Apter*, Director, International Civil Affairs, Office of the Deputy Attorney General (International Law), Ministry of Justice, Tel Aviv  
Ms *Na'ama Daniel*<sup>2, 3</sup>, Advocate, Legislation and Legal Counsel, Intellectual Property Law Department, Ministry of Justice, Jerusalem  
Mr *Howard Poliner*<sup>2</sup>, Advocate, Head, Intellectual Property Law Department, Legal Counsel and Legislation, Ministry of Justice, Jerusalem  
Mr *Yehuda Cedric Sabbah*<sup>2</sup>, Advocate, Office of the Deputy Attorney General (International Law), Ministry of Justice, Tel Aviv  
Mr *Reut Yamen*<sup>2</sup>, Advocate, Office of the Legal Adviser, Ministry of Foreign Affairs, Jerusalem  
Mr *Merav Marks*<sup>3</sup>, Advocate, Office of the Legal Adviser, Ministry of Foreign Affairs, Jerusalem  
Ms *Meital Nir-Tal*<sup>3</sup>, Legal Adviser, Embassy of Israel, The Hague

## Italie/Italy

M. *Fausto Pocar*<sup>4</sup>, Professeur émérite de droit international, Université de Milan, Milan (previously also Judge, International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia (ICTY), The Hague<sup>1, 2</sup>)

Mr *Tarek Chazli*<sup>1, 2</sup>, Deputy Head of Mission/Counsellor, Embassy of Italy, The Hague

Mr *Pietro Franzina*<sup>4</sup>, Associate Professor of International Law, *Dipartimento di Scienze Giuridiche, Università di Ferrara*, Ferrara

## Japon/Japan

Mr *Keisuke Takeshita*, Associate Professor, Hitotsubashi University Graduate School of Law, Tokyo

Ms *Yuko Nishitani*<sup>1, 2, 3</sup>, Professor, Kyoto University Graduate School of Law, Kyoto

Mr *Masayoshi Furuya*<sup>1, 2, 3</sup>, First Secretary/Legal Adviser, Embassy of Japan, The Hague

Mr *Yosuke Ito*<sup>4</sup>, First Secretary, Legal Affairs Section, Embassy of Japan, The Hague

## Kazakhstan\*

Mr *Yerbol Nurmakhan*<sup>4</sup>, Counsellor, Embassy of the Republic of Kazakhstan, The Hague

Ms *Merei Kasteyeva*<sup>4</sup>, Embassy of the Republic of Kazakhstan, The Hague

Ms *Arai Akimova*<sup>4</sup>, Embassy of the Republic of Kazakhstan, The Hague

## Lettonie/Latvia

Mrs *Dace Dobrāja*<sup>2</sup>, Deputy Head of Mission, Embassy of the Republic of Latvia, The Hague (previously Counsellor and Deputy Head of Mission<sup>1</sup>)

Ms *Simona Adlere*<sup>2</sup>, Intern, Embassy of the Republic of Latvia, The Hague

Mr *Reinis Legzdins*<sup>2</sup>, Intern, Embassy of the Republic of Latvia, The Hague

Ms *Laura Ozolina*<sup>3</sup>, Intern, Embassy of the Republic of Latvia, The Hague

Ms *Katrina Marija Sitniece*<sup>4</sup>, Intern, Embassy of the Republic of Latvia, The Hague

Ms *Lūcija Pričina*<sup>4</sup>, Intern, Embassy of the Republic of Latvia, The Hague

## L'Ex-République yougoslave de Macédoine/The Former Yugoslav Republic of Macedonia

Ms *Viktorija Chavkoska*<sup>1</sup>, First Secretary, Embassy of the Republic of Macedonia, The Hague

## Lituanie/Lithuania

Ms *Ausrine Pociutė*<sup>1</sup>, Minister Counsellor, Embassy of the Republic of Lithuania, The Hague

Ms *Auguste Dauksaite*<sup>2</sup>, Trainee, Embassy of the Republic of Lithuania, The Hague

## Luxembourg

Mme *Viviane Faber*<sup>2, 3, 4</sup>, Conseiller de Direction, Ministère de la Justice, Luxembourg (auparavant Attaché du Gouvernement<sup>1</sup>)

M. *Tom Hansen*<sup>4</sup>, Attaché, Ministère de la Justice, Luxembourg

## Malte/Malta

Mr *Paul Cachia*<sup>2</sup>, Lawyer, Office of the Attorney General, The Palace, Valletta

Ms *Victoria Buttigieg*<sup>2</sup>, Assistant Attorney General, Office of the Attorney General, The Palace, Valletta

Mrs *Catherine Mizzi Grima*<sup>2</sup>, Policy Officer, Permanent Representation of Malta to the European Union, Brussels, Belgium

Mr *Gabriel Camenzuli*<sup>2</sup>, First Secretary, Embassy of Malta, The Hague

Mr *Ivan Hartsema*<sup>2</sup>, Intern, Embassy of Malta, The Hague

## Maroc/Morocco

M. *Najim Ech-Chaouny*<sup>3, 4</sup>, Conseiller Juridique, Ambassade du Royaume du Maroc, La Haye

## Mexique/Mexico

Ms *María Elena Mansilla y Mejía*<sup>2</sup>, External Adviser to the Office of the Legal Adviser, *Secretaría de Relaciones Exteriores, Consultoría Jurídica*, Mexico, D.F. (previously External Adviser on Private International Law<sup>1</sup>)

Mr *Mauricio Torres Cordova*<sup>3</sup>, Deputy Head of Mission, Embassy of the United Mexican States, The Hague

Mr *Andrés Linares Carranza*<sup>4</sup>, Magistrate, President of the Fifth Family Court of Mexico City, Supreme Court of Justice, Ciudad De México

Mr *Alejandro León Vargas*<sup>4</sup>, Legal Adviser, Embassy of the United Mexican States, The Hague (previously Second Secretary/Legal Counsel<sup>1</sup>)

Mr *Jorge Antonio Delgado Sumano*<sup>3, 4</sup>, Second Secretary, Embassy of the United Mexican States, The Hague

## Norvège/Norway

Mrs *Tonje Meinich*<sup>3, 4</sup>, Deputy Director General, Norwegian Ministry of Justice and Public Security, Oslo

Ms *Giuditta Cordero-Moss*<sup>3, 4</sup>, Professor, Department of Private Law, Faculty of Law, University of Oslo, Oslo

## Nouvelle-Zélande/New Zealand

H.E. Ms *Janet Lowe*<sup>1</sup>, Ambassador of New Zealand, Embassy of New Zealand, The Hague

Mr *David J. Goddard*, QC, Barrister, Thorndon Chambers, Wellington

Ms *Marisa Macpherson*<sup>1</sup>, Deputy Head of Mission, Embassy of New Zealand, The Hague

Ms *Erin Morriss*<sup>2</sup>, Deputy Head of Mission, Embassy of New Zealand, The Hague

Mr *Paul J. Vinkenveugel*<sup>1, 3</sup>, Policy Adviser, Embassy of New Zealand, The Hague

## Panama

H.E. Mr *Willys Delvalle Velasco*<sup>2</sup>, Ambassador of Panama, Embassy of Panama, The Hague

Mrs *Sofia Raquel Huerta Altafulla*<sup>3, 4</sup>, Legal Counsel, International Law and Treaty Department, General Directorate of Legal Affairs and Treaties, *Ministerio de Relaciones Exteriores*, Ciudad de Panama

Mr *Manuel José Calvo Castillo*<sup>4</sup>, Undersecretary General, Supreme Court of Justice, *Organo Judicial, Corte Suprema de Justicia, Presidencia*, Ciudad de Panama

Mrs *Armonia Chang de Belchieur*<sup>2, 3, 4</sup>, Attaché, *Chargé d'affaires a.i.*, Embassy of Panama, The Hague

Mr *Milciades Castillo*, Economic Counsellor, Embassy of Panama, The Hague

\* Membre lors des réunions de la Commission spéciale de novembre 2017 et mai 2018./Member during the November 2017 and May 2018 Special Commission meetings.

## Paraguay

Ms *Miryam Peña Candia*<sup>2</sup>, *Ministra – Vicepresidenta Segunda, Corte Suprema de Justicia*, Asunción

## Pays-Bas/Netherlands

Mr *Paul Vlas*, President of the Netherlands Standing Government Committee on Private International Law; Professor, *Vrije Universiteit Amsterdam, Faculteit der Rechtsgeleerdheid*, Amsterdam; Advocate General, Supreme Court of the Netherlands, The Hague

Mr *Luc Strikwerda*, Vice-President of the Netherlands Standing Government Committee on Private International Law; former Advocate-General Supreme Court, Heemstede

Mrs *Paulien M.M. van der Grinten*<sup>2</sup>, Co-ordinating Legal Advisor, Legislative Department, Private Law Section, H528, *Ministerie van Justitie Directie Wetgeving en Juridische Zaken*, The Hague

Mr *Nick P.H. Kruijssen*<sup>3</sup>, Policy Adviser, Ministry of Economic Affairs and Climate, The Hague

Ms *Nicole Hagemans*<sup>1, 2, 3</sup>, Legal Counsel, Directorate of Legislation and Legal Affairs, Private Law Section, Ministry of Justice and Security, The Hague

Mr *Emile Schmieman*<sup>1</sup>, Counsellor, Permanent Representation of the Kingdom of the Netherlands to the European Union, Brussels

## Pérou/Peru

H.E. Mr *Carlos Andrés Miguel Herrera Rodríguez*<sup>2</sup>, Ambassador of Peru, Embassy of Peru, The Hague

Ms *Ana María Aranda Rodríguez*<sup>4</sup>, Judge of the Supreme Court of Justice, Chief of the Office of Control of Magistrature, Lima

Ms *Nathalie Ingaruca*<sup>3</sup>, Chief of the Advisory Staff, Presidency of the Judiciary of Peru

Ms *Maria Leticia Niño Neyra Ramos*<sup>4</sup>, Superior Judge of the Judicial District of Lima, Lima

Mr *Paul Duclos*<sup>1, 2</sup>, Deputy Chief of Mission, Embassy of Peru, The Hague

Mr *Lucas Otero*<sup>4</sup>, First Secretary, Legal Affairs, Embassy of Peru, The Hague (previously Second Secretary<sup>1, 2</sup>)

Mr *Erik Gielisse*<sup>1</sup>, Intern, Embassy of Peru, The Hague

## Philippines

H.E. Mr *Jaime Victor Badillo Ledda*<sup>1, 2, 4</sup>, Ambassador of the Philippines, Embassy of the Philippines, The Hague

Mr *Zoilo A. Velasco*<sup>3, 4</sup>, Second Secretary, Embassy of the Philippines, The Hague (previously Second Secretary and Consul<sup>1, 2</sup>)

Ms *Maria Sheila Monedero-Arnesto*<sup>2</sup>, Director, Office of Legal Affairs, Department of Foreign Affairs, Pasay City

Mrs *Elizabeth Aguilin-Pangalangan*<sup>1, 3, 4</sup>, Professor of Private International Law, College of Law, University of the Philippines, Quezon City (previously also Director, Institute of Human Rights<sup>2</sup>)

Mr *Edgar Adolfo V. Guibone*<sup>4</sup>, Legal Officer and Attaché, Embassy of the Philippines, The Hague

## Pologne/Poland

H.E. Mr *Marcin Czepelak*<sup>4</sup>, Ambassador of Poland, Embassy of Poland, The Hague

M. *Maciej Lewandowski*, Conseiller auprès du Ministre, Ministère de la Justice, Varsovie

Mr *Grzegorz Zyman*<sup>4</sup>, First Counsellor, Embassy of Poland, The Hague

## Portugal

Ms *Sara A. Nunes de Almeida*<sup>3</sup>, Head of Division, International Affairs Department of Civil Justice, *Direcção-Geral da Política de Justiça, Gabinete de Relações Internacionais, Ministério da Justiça*, Lisbon

Ms *Sónia Duarte Afonso*<sup>1, 2</sup>, Legal Adviser, *Direcção-Geral da Política de Justiça, Gabinete de Relações Internacionais, Ministério da Justiça*, Lisbon

Mr *Pedro F. Lacerda*<sup>4</sup>, Legal Counsellor, *Direcção-Geral da Política de Justiça, Gabinete de Relações Internacionais, Ministério da Justiça*, Lisbon

Ms *Filipa Figueiroa Quelhas*<sup>2</sup>, Counsellor for Justice and Home Affairs, Permanent Representation of Portugal to the European Union, Brussels, Belgium

Ms *Susana Moreira Lopo*<sup>1</sup>, Technical Adviser, Embassy of Portugal, The Hague

## République tchèque/Czech Republic

Ms *Marta Zavadilová*<sup>1</sup>, Head of EU Civil Law Unit, International Department for Civil Matters, Ministry of Justice, Prague

Mrs *Petra Pejchová*<sup>1, 2</sup>, Legal Counsel, EU Civil Law Unit, International Department for Civil Matters, Ministry of Justice, Prague

Mrs *Lenka Fialová*<sup>3, 4</sup>, Legal Counsel, International Department for Civil Matters, Ministry of Justice, Prague

Mrs *Katerina Dlabolová*<sup>3, 4</sup>, Legal Counsel, International Department, Industrial Property Office, Prague – Bubenec

Mr *Pavel Zeman*<sup>3, 4</sup>, Director of Separate Division of Copyright Law, Ministry of Culture, Prague

Mr *Martin Pizinger*<sup>3</sup>, Political Counsellor, Embassy of the Czech Republic, The Hague

Mr *Martin Brož*<sup>2</sup>, First Secretary, Embassy of the Czech Republic, The Hague

## Roumanie/Romania

Ms *Ioana Burduf*<sup>3</sup>, Head of Unit, International Law and Judicial Cooperation Department, Ministry of Justice, Bucharest

## Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord/United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Ms *Emma Burgess*, Senior Lawyer, Civil and Family Division, Ministry of Justice Legal Advisers, Government Legal Department, Ministry of Justice, London

Mr *Michael Sherlock*<sup>3</sup>, Senior Policy Advisor, International Institutions and Strategy, United Kingdom Intellectual Property Office, Newport

Ms *Ruth Douglas*<sup>3</sup>, Lawyer, Government Legal Department, Legal Advisers, Ministry of Justice, London

Ms *Alicia Swannell*<sup>4</sup>, Lawyer, Civil and Family Division, Ministry of Justice Legal Advisers, Government Legal Department, Ministry of Justice, London

## Russie, Fédération de/Russian Federation

Mr *Mikhail Vinogradov*<sup>1, 2</sup>, Director, Department of International Law and Co-operation, Ministry of Justice, Moscow

Ms *Elizaveta Pomyaksheva*<sup>2</sup>, Senior Expert, Department of International Law and Co-operation, Ministry of Justice, Moscow (previously Expert<sup>1</sup>)

Ms *Elena Kulikova*, Head of Section, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs, Moscow

Ms *Olga Zentsova*<sup>4</sup>, Deputy Director, Department of International Law and Co-operation, Ministry of Justice, Moscow

Ms *Yulia Antipova*<sup>4</sup>, Legal Department, Ministry of Economic Development, Moscow  
Ms *Victoria Goncharova*<sup>3, 4</sup>, Legal Advisor, Embassy of the Russian Federation, The Hague (previously Third Secretary<sup>2</sup>)  
Ms *Elena Kozko*<sup>1, 2</sup>, Legal Advisor, Legal Department, Ministry of Economic Development, Moscow  
Mr *Konstantin Timokhin*<sup>1</sup>, Second Secretary, Embassy of the Russian Federation, The Hague

#### **Serbie/Serbia**

Mrs *Maria Stajic-Radojic*<sup>2</sup>, First Counsellor, Embassy of the Republic of Serbia, The Hague

#### **Singapour/Singapore**

Ms *Yee Sze Thian*<sup>1</sup>, Director-General, Legal Group, Ministry of Law The Treasury, Singapore  
Ms *Sarala Subramaniam*<sup>1, 2, 3</sup>, Deputy Director, International Legal Division, Ministry of Law The Treasury, Singapore  
Ms *Delphia Lim*<sup>2, 3</sup>, Senior Assistant Director, International Legal Division, Ministry of Law The Treasury, Singapore (previously Assistant Director<sup>1</sup>)  
Ms *Qui Jun Fu*<sup>4</sup>, Senior Assistant Director, Legal Policy Division, Ministry of Law The Treasury, Singapore  
Mr *Tiong Min Yeo*<sup>3, 4</sup>, Yong Pung How Chair, Professor of Law, School of Law, Singapore Management University, Singapore (previously Dean, School of Law<sup>1, 2</sup>)

#### **Slovaquie/Slovakia**

Mr *Stefan Majernik*<sup>2, 3, 4</sup>, State Counsellor, Private International & European Law Division, Ministry of Justice, Bratislava (previously Counsel<sup>1</sup>)  
Ms *Dana Hulková*<sup>3</sup>, Deputy Head of Mission, Embassy of the Slovak Republic, The Hague

#### **Slovénie/Slovenia**

Ms *Judita Dolžan*<sup>4</sup>, Undersecretary, Bureau for International Cooperation and International Legal Assistance, Ministry of Justice, Ljubljana (previously Undersecretary, Department for International Cooperation and EU Law<sup>1, 2</sup>)  
Ms *Jana Kulevska Crepinko*<sup>4</sup>, Advisor, Embassy of the Republic of Slovenia, The Hague

#### **Sri Lanka**

Mr *D.P.J. de Livera*<sup>4</sup>, Solicitor General, Attorney General's Department, Colombo  
Ms *Wathsala Indunil Amarasinghe*<sup>1</sup>, Second Secretary, Embassy of Sri Lanka, The Hague  
Mrs *J.A. Charmini Piyumanthi Peiris*<sup>4</sup>, Additional Secretary (Legal), Ministry of Justice, Colombo  
Ms *Padmini Sakunthala Rajamanthri Gedara*<sup>4</sup>, Legal Officer, Ministry of Foreign Affairs, Colombo

#### **Suède/Sweden**

Mr *Freddy Larsson*<sup>1</sup>, Legal Advisor, Division for Procedural Law and Court Issues, Ministry of Justice, Stockholm  
Mr *Erik Sterner*<sup>1</sup>, Legal Advisor, Division for Procedural Law and Court Issues, Ministry of Justice, Stockholm  
Mr *Jonas Öhlund*<sup>2, 3, 4</sup>, Legal Advisor, Division for Procedural Law and Court Issues, Ministry of Justice, Stockholm

#### **Suisse/Switzerland**

M. *Niklaus Meier*, Chef (en jobsharing) de l'Unité droit international privé, Département fédéral de justice et police (DFJP), Office Fédéral de la Justice (OFJ), Berne  
Ms *Tanja Domej*, Professor, *Lehrstuhl für Zivilverfahrensrecht, Privatrecht, IPR und Rechtsvergleichung, Universität Zürich*, Zurich  
Mr *Jürg Herren*<sup>2, 3, 4</sup>, Head Legal Services, General Law, Designs and Enforcement, Deputy Head Legal and International Affairs, Swiss Federal Institute of Intellectual Property, Bern  
Mme *Nadine Olivieri Lozano*<sup>4</sup>, Ministre-Conseiller, Ambassade de Suisse, La Haye

#### **Tunisie/Tunisia**

S.E. M. *Mohamed Karim Ben Becher*<sup>1</sup>, Ambassadeur de la République Tunisienne, Ambassade de la République Tunisienne, La Haye  
M. *Nizar Chakroun*, Secrétaire des Affaires étrangères, Ambassade de la République tunisienne, La Haye  
Mme *Salma Nanous*<sup>4</sup>, Conseiller des Affaires étrangères, Ambassade de la République Tunisienne, La Haye

#### **Turquie/Turkey**

Mr *Abdullah Murat*<sup>2, 3, 4</sup>, Judge, Head of Department, General Directorate of International Law & Foreign Relations, Ministry of Justice, Ankara  
Mr *Ozgür Karaca*<sup>1, 2, 3</sup>, Judge, General Directorate of International Law and Foreign Relations, Ministry of Justice, Ankara  
Mr *Hüseyin Serkan Yildiz*<sup>4</sup>, Judge, Directorate General of International Law & Foreign Relations, Ministry of Justice, Ankara  
Mr *Hakan Abdulhamid Yavuz*<sup>1</sup>, Judicial Counsellor, Embassy of Turkey, The Hague  
Mrs *Gülüm Özçelik*<sup>4</sup>, Associate Professor, Faculty of Law, Bilkent University, Bilkent (Ankara)

#### **Ukraine**

H.E. Mr *Vsevolod Valeriyovich Chentsov*<sup>4</sup>, Ambassador of Ukraine, Embassy of Ukraine, The Hague  
Mrs *Lyudmyla Ruda*<sup>3</sup>, Deputy Head of Division on International Legal Assistance, Head of the Unit on the Conclusion of International Treaties on Legal Assistance, Department of International Law, Ministry of Justice, Kyiv  
Ms *Lali Moroz*<sup>2</sup>, Second Secretary, Embassy of Ukraine, The Hague

#### **Union européenne/European Union**

##### **Commission européenne/European Commission**

Ms *Karen Vandekerckhove*<sup>2</sup>, Head of Unit, Directorate General Justice and Consumers, European Commission, Brussels (previously Acting Head of Unit<sup>1</sup>)  
Mr *Andreas Stein*<sup>3, 4</sup>, Head of Civil Justice Unit, Directorate General Justice and Consumers, European Commission, Brussels  
Mr *Jean-Luc Gal*<sup>3</sup>, Policy Officer, Intellectual Property & Fight Against Counterfeiting Unit, Directorate General Internal Market, Industry, Entrepreneurship and SMEs, European Commission, Brussels  
Ms *Elvina Morkyte*, Legal Officer, Civil Justice Unit, Directorate General Justice and Consumers, European Commission, Brussels  
Ms *Andrea Schulz*<sup>4</sup>, Legislative Officer, Civil Justice Unit, Directorate General Justice and Consumers, European



Commission, Brussels (previously Seconded National Expert<sup>1</sup> and Desk Officer<sup>2, 3</sup>)

Mr *Norel Rosner*<sup>4</sup>, Legislative Officer, Civil Justice Unit, Directorate General Justice and Consumers, European Commission, Brussels

Mr *Paul R. Beaumont*, Independent Expert for the EU Delegation; Director of the Centre for Private International Law; Professor of European Union and Private International Law, University of Aberdeen, School of Law, Old Aberdeen, United Kingdom

#### **Conseil de l'Union européenne/Council of the European Union**

Mr *Gabriel Blaj*<sup>1, 2</sup>, Political Administrator, Secrétariat général, Conseil de l'Union européenne, Bruxelles

Ms *Barbara Makal*<sup>1, 2</sup>, Political Administrator, Secrétariat général, Conseil de l'Union européenne, Bruxelles

Ms *Anna Lo Monaco*<sup>3</sup>, Political Administrator, General Secretariat, Council of the European Union, Brussels

Ms *Irma Krušinskaite*<sup>4</sup>, Political Administrator, Judicial Co-operation in Civil Matters and e-Justice Unit, Directorate General Justice and Home Affairs, General Secretariat, Council of the European Union, Brussels

#### **Uruguay**

Mr *Marcos Dotta*<sup>2, 3, 4</sup>, Deputy Director of International Law Affairs, *Dirección de Asuntos de Derecho Internacional, Ministerio de Relaciones Exteriores*, Montevideo

#### **Venezuela**

Ms *Gradiska Puglisi Cabrera*<sup>4</sup>, Coordinator of the International Legal Cooperation Area, Office of Consular Affairs, Ministry of People's Power for Foreign Affairs of the Bolivarian Republic of Venezuela, Caracas

#### **Viet Nam**

Mr *Nguyen Van Tuan*<sup>2</sup>, Head of Private International Law Division, International Law Department, Ministry of Justice, Hanoi

Mr *Le Manh Hung*<sup>2</sup>, Head of International Law Division, International Cooperation Department, Supreme People's Court of Vietnam, Hanoi

Mr *Nguyen Hai Luu*<sup>3, 4</sup>, Counsellor, Embassy of the Socialist Republic of Viet Nam, The Hague

Mr *Ngo Quoc Chien*<sup>2</sup>, Lecturer, Foreign Trade University, Hanoi

#### **OBSERVATEURS – OBSERVERS**

#### **REPRÉSENTANTS D'ÉTATS INVITÉS – REPRESENTATIVES FOR INVITED STATES**

#### **Arabie saoudite/Saudi Arabia**

Mr *Mohammed Alharbi*<sup>1</sup>, First Secretary, Royal Embassy of Saudi Arabia, The Hague

Mr *Abdelmajid Essadiki*<sup>1</sup>, Translator, Royal Embassy of Saudi Arabia, The Hague

#### **Colombie/Colombia**

Ms *Lucia Teresa Solano Ramirez*<sup>2, 3</sup>, Second Secretary, Embassy of Colombia, The Hague

#### **Indonésie/Indonesia**

Ms *Lefianna H. Ferdinandus*<sup>3</sup>, Director of Legal and Socio-Cultural Treaties, Directorate of Legal and International Treaties in Socio-Cultural, Ministry of Foreign Affairs, Jakarta Pusat

Mr *Azharuddin*<sup>3</sup>, Assistant Deputy Director of Central Authority Economic Law and International Organisations, Ministry of Law and Human Rights, Jakarta Selatan

Mr *Nurjaman*<sup>3</sup>, Assistant Deputy Director of Sea, Space and Environmental Law, Ministry of Law and Human Rights, Jakarta Selatan

Mr *Randy Yulianan*<sup>3</sup>, Cooperation Agreement Analyst, Ministry of Law and Human Rights, Jakarta Selatan

Mr *Hanafi Athena*<sup>3</sup>, Assistant Deputy Director of Legal and Socio-Cultural Treaties, Directorate General of Legal and International Treaties, Ministry of Foreign Affairs, Jakarta Pusat

Ms *Regia Mutiara Rozuah*<sup>3</sup>, Staff of Directorate of Legal and Socio-Cultural Treaties, Directorate General of Legal and International Treaties, Ministry of Foreign Affairs, Jakarta Pusat

Mr *I. Gede Widhiyasa*<sup>3</sup>, Drafter for Report and Evaluation, Ministry of Law and Human Rights, Jakarta Selatan

Mr *Etra Efendi*<sup>3</sup>, Institutional Analyst and Bureaucracy Reform, Ministry of Law and Human Rights, Jakarta Selatan

Ms *N.P. Widhia S. Asak*<sup>2</sup>, Third Secretary, Embassy of the Republic of Indonesia, The Hague

#### **Iran**

Ms *Afsaneh Nadipour*<sup>1</sup>, Minister-Counsellor, Embassy of the Islamic Republic of Iran, The Hague

Mr *Seyed Kamal Mirkhalaf*<sup>3, 4</sup>, Counsellor and Legal Advisor, Embassy of the Islamic Republic of Iran, The Hague (previously Legal Expert<sup>2</sup>)

Mr *Alireza Daneshara*<sup>3</sup>, Judge, Deputy Director of Tehran Judiciary Department, Tehran

Mr *Mehdi Hadi*<sup>3</sup>, Legal Adviser of Vice-President of the Judiciary Power

#### **Kazakhstan**

Mr *Yerbol Nurmakhan*<sup>2</sup>, Counsellor, Embassy of Kazakhstan, The Hague

#### **Qatar**

Mr *Khalid Fahad Al-Hajri*<sup>2</sup>, Counselor, Embassy of Qatar, The Hague

Mr *Hassan Ahmed Al-Hammadi*<sup>2</sup>, Legal Researcher, Department of Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs, Doha

#### **République dominicaine/Dominican Republic**

Mrs *Acsamary Guzmán*<sup>3</sup>, Minister Counsellor, Embassy of the Dominican Republic, The Hague

#### **Thaïlande/Thailand**

Miss *Rangsima Rattana*<sup>1, 2, 3</sup>, Legal Officer, Legal Execution Department, Ministry of Justice, Bangkok

Miss *Mutiita Sarapat*<sup>2</sup>, Legal Counsel, Civil Procedure Law Section, Office of the Council of State, Bangkok

Miss *Siphanee Nakmee*<sup>1</sup>, Justice Officer, Office of Justice Affairs, Ministry of Justice, Bangkok

Mr *Prasit Pivavatnapanich*<sup>2</sup>, Professor of Law, Faculty of Law, Thammasat University, Nonthaburi

Ms *Tanyarat Mungkalarungsi*<sup>4</sup>, Minister-Counsellor, Royal Thai Embassy, The Hague  
Ms *Kanokwan Ketchaimas*<sup>1, 2</sup>, Counsellor, Royal Thai Embassy, The Hague

REPRÉSENTANTS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES –  
REPRESENTATIVES FOR INTERGOVERNMENTAL ORGANISATIONS

**Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI)**  
**United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL)**

Ms *Jenny Clift*<sup>3</sup>, Principal Legal Officer; Head, Legislative Branch, International Trade Law Division, Office of Legal Affairs, UNCITRAL Secretariat, Vienna, Austria (previously Senior Legal Officer<sup>1, 2</sup>)

**Commission Internationale de l'État Civil (CIEC)**  
**International Commission on Civil Status (ICCS)**

M. *Nicolas Nord*<sup>4</sup>, Secrétaire Général adjoint de la CIEC et Maître de Conférences à l'Université de Strasbourg, CIEC Secrétariat général, Strasbourg, France

**Office européen des brevets (OEB)**  
**European Patent Office (EPO)**

Mr *Stefan Luginbuehl*<sup>1, 3, 4</sup>, Lawyer, European & International Legal Affairs, PCT | Directorate 5.2.2, EPO, Munich, Germany

**Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle (OMPI)**  
**World Intellectual Property Organization (WIPO)**

Ms *Eun-Joo Min*<sup>1, 2, 3</sup>, Senior Legal Counsellor, Building Respect for IP Division, WIPO, Geneva, Switzerland

**Organisation mondiale du commerce (OMC)**  
**World Trade Organization (WTO)**

Mr *Wolf Meier-Ewert*<sup>2</sup>, Counsellor, Intellectual Property, Government Procurement and Competition Division, WTO, Geneva, Switzerland

**Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA)**  
**Organisation of for the Harmonization of Business Law in Africa**

M. *Dorothé Cossi Sossa*<sup>2</sup>, Secrétaire Permanent, OHADA, Yaoundé, Cameroun

**Secrétariat des pays du Commonwealth**  
**Commonwealth Secretariat**

Mr *Simon Park*<sup>1, 2</sup>, Assistant Legal Officer, Rule of Law Division, Commonwealth Secretariat, London, United Kingdom

REPRÉSENTANTS D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES –  
REPRESENTATIVES FOR NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS

**Asian Business Law Institute (ABLI)**

Ms *Adeline Chong*<sup>2</sup>, Associate Professor, Singapore Management University, School of Law; Project Leader Foreign Judgments, ABLI, Singapore

**Asociación Americana de Derecho Internacional Privado (ASADIP)**  
**American Association of Private International Law**

Ms *Nádia de Araújo*<sup>1</sup>, Professor of Private International Law, *Pontificia Universidade Católica*; Lawyer, Rio de Janeiro, Brazil

Mrs *Maria Blanca Noodt Taquela*<sup>2, 3</sup>, Professor of Private International Law, *Universidad de Buenos Aires*, Buenos Aires, Argentina

Ms *Verónica Ruiz Abou-Nigm*<sup>2, 3, 4</sup>, Faculty of Law, University of Edinburgh, Edinburgh, United Kingdom

Ms *Lidia Spitz Spilberg*<sup>3</sup>, Visiting Scholar, School of Law, Duke University, Durham, NC, United States of America; PhD Candidate at State University of Rio de Janeiro, Brazil

Mr *Ralf Michaels*<sup>4</sup>, Arthur Larson Professor of Law, School of Law, Duke University, Durham, NC, United States of America

**Association Internationale pour la Protection de la Propriété Industrielle (AIPPI)**  
**International Association for the Protection of Intellectual Property**

Ms *Anne Marie Verschuur*<sup>3, 4</sup>, Second Deputy Reporter General of AIPPI, General Secretariat, AIPPI, Zurich, Switzerland

**Association internationale du barreau**  
**International Bar Association (IBA)**

Mr *Pieter W. Tubbergen*<sup>2</sup>, Schaap Advocaten Notarissen, Rotterdam, Netherlands

Ms *Ana Reyes*<sup>2</sup>, Williams & Connolly LLP, Washington, D.C., United States of America

M. *Benoit Mauron*<sup>2, 3</sup>, Lalive Avocats, Genève, Suisse

Ms *Mercedes Romero*<sup>3</sup>, Pérez-Llorca, Madrid, Spain

Mr *Ke Hu*<sup>3</sup>, Jingtian & Gongcheng, Beijing, People's Republic of China

Ms *Alessio Bottero*<sup>3</sup>, *Tossetto, Weigmann e Associati*, Milan, Italy

Ms *Sara Chisholm-Batten*, Partner, Member, IBA Litigation Committee, Michelmores LLP, London, United Kingdom

Mr *Thijs Bosters*<sup>1</sup>, Nauta Dutilh N.V., Rotterdam, Netherlands

Ms *Christa Feltham*<sup>3, 4</sup>, Michelmores LLP, London, United Kingdom

**Chambre de Commerce Internationale**  
**International Chamber Of Commerce (ICC)**

Ms *Emily O'Connor*<sup>2, 3, 4</sup>, Head of Policy, ICC Commission on Commercial Law & Practice (CLP), ICC Headquarters, Paris, France (previously Senior Policy Manager<sup>1</sup>)

Ms *Hélène van Lith*<sup>2</sup>, Secretary, ICC Commission on Arbitration, ICC Headquarters, Paris, France

Mr *Ennio Piovesani*<sup>2</sup>, Lawyer, Buffa, Bortolotti & Mathis, Torino, Italy

### **Comité Maritime International (CMI)**

Mr *Jonathan Lux*<sup>2</sup>, Co-rapporteur for the CMI International Working Group on Judicial Sales of Ships, London, United Kingdom

Mr *Taco van der Valk*<sup>2</sup>, Executive Counsellor of the CMI; President of the Maritime Law Association of the Netherlands, Rotterdam, Netherlands

### **Groupe européen de droit international privé (GEDIP) European Group for Private International Law (EGPIL)**

M. *Andrea Bonomi*<sup>2, 3, 4</sup>, Professeur à l'Université de Lausanne (Unil) ; Vice-directeur de l'École de droit ; Directeur du Centre de droit comparé, et européen et international (CDCEI), Université de Lausanne, Lausanne, Suisse

### **Institut de Droit international (IDI) Institute of International Law (IIL)**

M. *Raymond Ranjeva*<sup>1</sup>, Troisième Vice-Président, IDI, Genève, Suisse

Mr *Hans van Houtte*<sup>1</sup>, President, Iran-United States Claims Tribunal, The Hague; Associate Member of the IIL, Geneva, Switzerland

Mr *Symeon C. Symeonides*<sup>4</sup>, Dean Emeritus and Alex L. Parks Distinguished Chair in Law, Willamette University, College of Law, Salem, OR, United States of America

### **International Council for Commercial Arbitration (ICCA)**

Ms *Lisa Bingham*<sup>2</sup>, Deputy Executive Director, ICCA; Legal Counsel, Permanent Court of Arbitration, The Hague  
Mr *Prince-Alex Iwu*<sup>2</sup>, Legal Intern, ICCA, The Hague

### **International Federation of the Phonographic Industry (IFPI)**

Ms *Xenia Iwaszko*<sup>3</sup>, Head of International Trade, IFPI Secretariat, London, United Kingdom

### **International Law Association (ILA)**

Mr *Paul R. Dubinsky*<sup>2</sup>, Professor of International Law, Wayne State University, Law School, Detroit, MI, United States of America

Mme *Sabine Corneloup*<sup>2</sup>, Professeur, Université Panthéon-Assas (Paris II), Paris, France (auparavant Professeur à l'Université de Bourgogne, Dijon<sup>1</sup>)

Mme *Marie-Laure Niboyet*<sup>1, 2</sup>, Professeur à l'Université de Paris X-Nanterre, Chatou, France

Mr *Sierd J. Schaafsma*<sup>1</sup>, *Raadsheer, Handelssector*, Court of Appeal, The Hague; Professor of Private International Law, Faculty of Law, University of Leiden, Leiden, Netherlands

### **International Law Institute (ILI)**

Ms *Louise Ellen Teitz*<sup>4</sup>, Professor of Law, Roger Williams University, School of Law, Bristol, RI, United States of America

Mr *Niels van Loon*<sup>4</sup>, Jones Day, Amsterdam, Netherlands

### **International Swaps And Derivatives Association (ISDA)**

Mr *Peter M. Werner*<sup>1, 2, 3</sup>, Senior Counsel, ISDA, London, United Kingdom

### **International Trademark Association (INTA)**

Mr *Geert Johann Seelig*<sup>1, 2, 3</sup>, Task Force Leader supervising the work on INTA's comments to the draft Convention, *Luther Rechtsanwalts-gesellschaft mbH*, Hamburg, Germany  
Ms *Iris Gunther*<sup>1, 2, 3</sup>, Advisor, External Relations – Enforcement, INTA, New York, NY, United States of America

### **P.R.I.M.E Finance Foundation**

Mrs *Camilla M.L. Perera-de Wit*<sup>2, 4</sup>, Head of Secretariat, P.R.I.M.E. Finance Foundation; Legal Counsel; Permanent Court of Arbitration, Peace Palace, The Hague

Ms *Olivia Kefei Wu*<sup>4</sup>, P.R.I.M.E. Finance Foundation, Permanent Court of Arbitration, Peace Palace, The Hague

Ms *Emma Iannini*<sup>4</sup>, P.R.I.M.E. Finance Foundation, Permanent Court of Arbitration, Peace Palace, The Hague

### **Société de législation comparée (SLC)**

M. *Dominique Hascher*<sup>1, 2, 3</sup>, Président, SLC, Paris, France

### **Union Internationale des Avocats (UIA) International Association of Lawyers**

Mr *Angel Maria Ballesteros Barros*<sup>1, 2, 3</sup>, Observer for UIA, *Concordia Abogados SLP*, Seville, Spain

### **Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires (UIHJ) International Union of Judicial Officers**

Mme *Françoise Andrieux*<sup>2</sup>, Président de l'UIHJ, Paris, France  
M. *Mathieu Chardon*<sup>1, 2</sup>, Secrétaire général, UIHJ, Paris, France

M. *Jonathan van Leeuwen*, Huissier de justice, UIHJ, Paris, France ; Judicial Officer, Amsterdam, Netherlands

### **Union Internationale des Magistrats International Association of Judges**

M. *Maximiliaan Carette*<sup>1, 2</sup>, Juge, Conseiller honoraire à la Cour d'Appel d'Anvers, Anvers-Borgerhout, Belgique

### **Union Internationale du Notariat (UINL) International Union of Notaries**

M. *Jeffrey A. Talpis*<sup>1</sup>, Docteur en droit, Notaire, Centre de Commerce Mondial de Montréal ; Professeur, Faculté de droit, Université de Montréal, Montréal, Canada

Ms *Maria Marta Herrera*<sup>1</sup>, Notary, Chargé d'Affaires, Buenos Aires, Argentina

M. *Cyril Nourissat*<sup>1</sup>, Professeur, Agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin, Faculté de Droit, Lyon, France

### **Experts invités Invited experts**

Ms *Cristina M. Mariottini*<sup>3, 4</sup>, Senior Research Fellow, Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law, Luxembourg

Ms *Cara North*, Associate, Lipman Karas LLP, London, United Kingdom

Mr *João Ribeiro*<sup>4</sup>, First Secretary, Hague Conference on Private International Law, The Hague (*as per 1 July 2018*)

Mr *Thomas Machuelle*<sup>4</sup>, Translator/Reviser, Hague Conference on Private International Law, The Hague (*as per 1 September 2018*)

*Président de la Commission spéciale*  
*Chair of the Special Commission*

Mr *David J. Goddard*, QC (Nouvelle-Zélande/New Zealand)

*Vice-présidents de la Commission spéciale*  
*Vice-Chairs of the Special Commission*

Mr *Paul Herrup* (États-Unis d'Amérique/United States of America)  
Mr *Boni de M. Soares* (Brésil/Brazil)  
Mr *Ang Sun* (Chine/China)

*Co-Rapporteurs de la Commission spéciale*  
*Co-Rapporteurs of the Special Commission*

Mr *Francisco J. Garcimartín Alférez* (Espagne/Spain)  
Ms *Geneviève Saumier* (Canada)

*Président du Comité de rédaction*  
*Chair of the Drafting Committee*

Mr *Fausto Pocar* (Italie/Italy)

SECRÉTARIAT – SECRETARIAT

**Secrétaire général – Secretary General**

Mr *Christophe Bernasconi*

**Premiers secrétaires – First Secretaries**

Mr *Philippe Lortie*  
Mrs *Marta Pertegás*

**Collaborateurs juridiques – Legal Officers**

Mr *Thomas John*, Attaché to the Secretary General  
Ms *Mayela Celis*, Principal Legal Officer  
Mrs *Laura Martínez-Mora*, Principal Legal Officer  
Ms *Maja Groff*, Senior Legal Officer  
Mrs *Ning Zhao*, Senior Legal Officer  
Ms *Kerstin Bartsch*, Senior Legal Officer  
Ms *Cristina Mariottini*, Senior Legal Officer (previously Legal Officer)  
Mr *Frédéric Breger*, Legal Officer  
Mr *Brody Warren*, Legal Officer  
Ms *Caroline Armstrong Hall*, Temporary Legal Assistant  
Ms *Capucine Page*, Temporary Legal Assistant  
Ms *Romina Ursic*, Temporary Legal Assistant

**Personnel détaché – Seconded personnel**

Mr *Injun Hwang*, Judge on Secondment  
Mr *Jiyong Jang*, Judge on Secondment  
Mr *Seungwoo Cha*, Judge on Secondment

**Secrétaires rédacteurs – Recording Secretaries**

Mr *Martino Azonhotode*  
Mr *Derek Bayley*  
Ms *Céline Camara*  
Mme *Amandine Faucon Alonso*  
Ms *Reyna Ge*  
Ms *Eva M. Jüptner*  
Ms *Alexandra Kaye*  
Mr *Justin Monsenepwo*

---

## Documents de travail Nos 1 à 5

## Working Documents Nos 1 to 5

*Distribués le mercredi 1<sup>er</sup> juin 2016*

*Distributed on Wednesday 1 June 2016*

---

### **No 1 – Proposition du Conseil des barreaux européens (CCBE) – Proposal of the Council of Bars and Law Societies of Europe (CCBE)**

*Prise de position du CCBE relative au projet sur les Jugements liés à la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (No 2)*

Le Conseil des barreaux européens (CCBE) représente les barreaux de 32 pays membres et 13 pays associés et observateurs, soit plus d'un million d'avocats européens. Le CCBE répond régulièrement au nom de ses membres aux consultations sur les politiques qui concernent les citoyens et les avocats européens.

Le comité Droit privé européen du CCBE suit activement les évolutions relatives au projet sur les Jugements liés à la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale de la HCCH.

Les commentaires repris dans le présent document se basent sur le « Rapport de la cinquième réunion du Groupe de travail relatif au projet sur les Jugements (du 26 au 31 octobre 2015) et projet de texte résultant de la réunion » (Doc. pré-l. No 7A de novembre 2015 à l'attention du Conseil de mars 2016 sur les affaires générales et la politique de la Conférence). Ce texte reflète en grande partie les idées et les inquiétudes exprimées par le CCBE dans sa Prise de position du CCBE relative au projet sur les jugements liés à la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (No 1, en anglais uniquement) datant du 29 novembre 2013. Compte tenu des nombreuses modifications apportées depuis lors au projet de texte de la future Convention, le CCBE souhaite formuler les commentaires suivants :

#### 1 *Champ d'application*

Selon l'article premier, la Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements en matière civile et commerciale. Le CCBE estime que l'exclusion des matières fiscales, douanières et administratives est appropriée. Dans la version anglaise, le mot « *other* », utilisé dans l'expression « *other administrative matters* », doit être supprimé.

Comme précisé dans sa précédente prise de position, le CCBE considère que l'inclusion et l'exclusion de certaines décisions constituent une approche adéquate<sup>1</sup> :

---

<sup>1</sup> Il est fait référence au Rapport de la deuxième réunion du Groupe de travail relatif au projet sur les Jugements (du 24 au 28 février 2014) disponible sur le site web de la HCCH (<www.hcch.net>), p. 1.

- Les « mesures provisoires et conservatoires » : au stade actuel, de telles mesures ne sont pas conformes à la définition de « jugement » prévue au paragraphe 1 de l'article 3 du projet de texte (« [I]es mesures provisoires et conservatoires ne sont pas des jugements ») : seuls les jugements en tant que tels sont reconnus et exécutés (voir article 1). Le CCBE accueillerait favorablement le fait que des décisions provisoires soient incluses dans le champ d'application de la Convention pour autant que certaines conditions soient remplies : des mesures provisoires ne doivent être incluses que si le défendeur a été cité à comparaître et qu'il a une possibilité effective de défendre ses droits.

En outre, afin de garantir une protection suffisante, les mesures provisoires à inclure peuvent être inscrites de manière exhaustive. À titre d'exemple, le CCBE se féliciterait de l'inclusion de :

- la saisie des biens immobiliers ;
- du gel des comptes bancaires.
- Les « jugements par défaut » sont soumis à des dispositions particulières (article 4, paragraphe 2, article 11, paragraphe 1(b)), mais en principe, ils sont soumis aux dispositions de la présente Convention puisqu'ils ne sont pas formellement exclus (article 2(1)(f)).
- Les « transactions judiciaires » seront équivalentes aux jugements dans des conditions particulières (article 10).

Cette catégorisation s'inscrit dans la lignée de la prise de position du CCBE.

#### 2 *Exclusions du champ d'application*

Le CCBE est favorable à la suppression des contrats de consommation et de travail de la liste des exclusions.

Le CCBE note que la liste des exclusions n'est pas exactement la même que celle reprise dans la *Convention du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for*, mais convient des différences qui en découlent dans le champ d'application.

Le CCBE salue également l'ajout de l'article 2(4) (exclusion des « accords selon lesquels un différend est soumis à une personne ou à un organe autre qu'un tribunal pour l'obtention d'une décision contraignante »), tout comme l'exclusion de l'arbitrage et des procédures y afférentes.

#### 3 *Définitions*

Pour la définition de « jugement », voir point 1. Le CCBE salue l'ajout de « personne contre laquelle la demande ou la demande reconventionnelle a été introduite » dans la définition de « défendeur ».

#### 4 *Dispositions générales*

Le CCBE propose de remplacer « *has effect* » (« produit ses effets ») dans le paragraphe 3 de l'article 4 de la version anglaise par « *is effective* ».

#### 5 *Fondements de la reconnaissance ou de l'exécution*

Cette nouvelle version du projet de texte présente une approche très différente de la précédente quant à la question des fondements de la reconnaissance ou de l'exécution.

Alors que la plupart des conditions de reconnaissance à remplir étaient initialement prévues et constituait des motifs supplémentaires de refus à l'article 5, paragraphe 3 (« filtres juridictionnels »), elles sont désormais présentées comme des principes de base de la reconnaissance et de l'exécution à l'article 5, paragraphe 1.

Le CCBE est favorable à cette approche. Elle semble plus simple et permet une meilleure compréhension de ces dispositions.

Cette nouvelle approche conserve une sorte de règles de compétences indirectes dans le projet de Convention, conformément aux recommandations du CCBE.

À cet égard, le CCBE se réjouit également de constater que certaines de ses recommandations ont généralement été suivies. Il souhaiterait néanmoins formuler les remarques suivantes :

- a) « La résidence habituelle de la partie contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est requise » est peut-être le cas de figure le plus fréquent et doit être salué, tout comme l'ajout du point (a)(ii) concernant les situations dans lesquelles la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est requise est son successeur. Le CCBE propose cependant d'ajouter le terme « légal » après « successeur ».
- b) Lorsque la personne contre laquelle la reconnaissance (ou l'exécution) est requise était la personne qui a saisi le tribunal de la demande à l'origine du jugement, l'exécution est, dans la plupart des cas, requise pour la demande reconventionnelle.

Cette approche est conforme à l'ajout des demandes reconventionnelles à l'article 3. Cet ajout ne doit cependant pas conduire à la reconnaissance des jugements uniquement fondée sur la juridiction du défendeur. Le CCBE ne voit aucun inconvénient à la formulation actuelle, mais souhaite qu'une attention particulière y soit portée si la proposition devait être reformulée.

- c) Aucun commentaire.
- d) En ce qui concerne les consommateurs ou les employeurs, les jugements dans lesquels le défendeur a expressément consenti à la compétence du tribunal d'origine ne peuvent être inclus que si le défendeur a été informé des conséquences de son consentement. Le CCBE estime que l'article 5(2)(a) ne donne pas une protection suffisante aux consommateurs et employés.
- e) Obligations contractuelles : le CCBE est convaincu que la formulation actuelle peut engendrer de nombreuses difficultés bien connues au sein de l'Union européenne à l'article 5.1 du Règlement Bruxelles (UE 44/2001, aujourd'hui remplacé par l'article 7.1 du Règlement UE 1215/2012). La détermination du « lieu d'exécution » où l'obligation a été prononcée dans le jugement « selon l'accord des parties ou en vertu de la loi applicable au contrat » (qui doit encore être tranché par le juge de l'État où la reconnaissance est requise selon ses propres règles de droit international privé) peut être une question épineuse, donnant lieu à des litiges connexes. Il en va de même pour « les activités du défendeur en relation avec la transaction n'avaient clairement pas de lien substantiel et intentionnel avec cet État ». Puisqu'il n'existe aucune Cour suprême pour trancher ces affaires, les tribunaux des États contractants peuvent aboutir à une interprétation diffé-

rente de ces formulations. Le CCBE suggère de simplifier cette disposition. À tout le moins, au sujet de l'accord sur le lieu d'exécution, le CCBE propose de revenir au projet d'article 5(3)(f) précédent :

*[Cet accord découle des dispositions prévues dans le contrat.]*

Pour les contrats les plus courants, tels que les contrats de biens et services, la solution énoncée à l'article 7.1 du Règlement Bruxelles I bis peut être une source d'inspiration. [« b) aux fins de l'application de la présente disposition, et sauf convention contraire, le lieu d'exécution de l'obligation qui sert de base à la demande est :

- pour la vente de marchandises, le lieu d'un État membre où, en vertu du contrat, les marchandises ont été ou auraient dû être livrées,
- pour la fourniture de services, le lieu d'un État membre où, en vertu du contrat, les services ont été ou auraient dû être fournis »].

En outre, le CCBE approuve le retrait de l'exception relative aux obligations sous forme de paiement d'argent précédemment inclus à la fin de l'article 5(3)(f) (« La présente disposition ne s'applique pas si l'obligation contractuelle consiste au paiement d'une somme d'argent, à moins que ce paiement ait constitué l'obligation principale du contrat »).

## 6 Fondements exclusifs

Le CCBE salue les dispositions prévues à l'article 6(a) concernant les brevets, les marques et tout autre droit analogue.

À l'article 6(b), à propos des baux d'immeubles, le CCBE doute que la reconnaissance d'un tel jugement, rendu dans l'État sur le territoire duquel se trouve l'immeuble, soit appropriée (indépendamment de la durée minimum de six mois qui est également discutable). Si le propriétaire initial de l'immeuble a déménagé dans un autre État, il n'y a aucune raison pour que la demande ne soit pas introduite dans l'État où il réside et que le jugement ne soit pas reconnu et exécuté dans d'autres États contractants. Ce point est d'autant plus important que l'effet de l'article 6 se trouve renforcé par le nouvel article 15.

## 7 Motifs de refus

Le CCBE avait exprimé son souhait de voir intégrés dans le projet de Convention tous les motifs de refus repris dans l'article 9 de la Convention de La Haye sur les accords d'élection de for.

L'article 7, paragraphe 1, du projet de Convention reprend une liste de ces motifs de refus conformément aux critères exprimés par le CCBE.

Néanmoins, les motifs de refus ne donnent que la possibilité, et non le devoir, de refuser la reconnaissance ou l'exécution. Au nom de la sécurité et de la prévisibilité, le CCBE recommande de rendre obligatoire la majorité des motifs de refus.

Dans l'article 7(1)(d), le CCBE suggère d'ajouter « à moins que l'accord n'ait été nul en vertu du droit de l'État du tribunal élu », et ce, pour être en accord avec l'article 9(a) de la Convention sur les accords d'élection de for.

Les ajouts apportés à l'article 7(2) concernant les procédures pendantes devant les tribunaux de l'État requis doivent être salués sur le principe, mais la formulation actuelle complique sa mise en pratique. Le CCBE suggère de la simplifier.

Concernant les « dommages et intérêts exemplaires ou punitifs » mentionnés dans l'article 9, le CCBE avait proposé d'ajouter un motif de refus supplémentaire. Cela a été fait puisque le paragraphe 1 de l'article 9 prévoit un motif de refus spécial si les dommages et intérêts accordés à une partie ne compensent pas le véritable préjudice subi par cette partie.

Le paragraphe 2 de l'article 9 prévoit que « [l]e tribunal requis tient compte du fait que, et de la mesure dans laquelle, le montant accordé à titre de dommages et intérêts par le tribunal d'origine est destiné à couvrir les frais et dépens du procès ». Cette formulation pourrait donner lieu à la reconnaissance de décisions accordant des dommages et intérêts plus élevés que le véritable préjudice subi si l'excédent est destiné à indemniser la partie pour les coûts engendrés par les procédures.

Le CCBE souligne que le caractère indéterminé de l'exception peut donner lieu à des abus et à la réintroduction d'une forme de dommages et intérêts punitifs. Par conséquent, le texte se doit d'être plus restrictif.

## 8 Questions préjudicielles

L'article 8 prévoit des réponses à deux types de questions :

- Comment traiter les décisions relatives aux questions préjudicielles sur les matières exclues en vertu de l'article 2, paragraphe 1, ou sur les matières pour lesquelles l'article 6 prévoit des compétences exclusives, si le tribunal n'est pas prévu à l'article 6, alors la décision ne sera pas reconnue ou exécutée en vertu de la Convention.
- Comment traiter les jugements fondés sur une décision relative à une matière exclue en vertu de l'article 2, paragraphe 1, ou une matière visée à l'article 6 qui a été rendue par un autre tribunal que celui désigné en vertu de l'article 6 ; la reconnaissance ou l'exécution « peut être refusée ».

Dans un souci de clarté, le CCBE propose que les motifs de refus mentionnés à l'article 8, paragraphe 2, soient intégrés à l'article 6.

Le CCBE constate néanmoins que dans certains cas, en fonction de la structure des décisions de certains États contractants, il peut s'avérer difficile de déterminer si l'affaire a été jugée en tant que « question préliminaire » ou si le jugement était fondé sur une décision relative à ces matières (les « décisions » ne sont pas définies par le projet de Convention). Étant donné que ces deux cas de figure sont jugés de façon différente, il convient d'élaborer une définition permettant de les distinguer.

## 9 Pièces à produire

L'article 11 énumère les pièces nécessaires à l'obtention d'une reconnaissance ou d'une exécution. Le CCBE se félicite de la présence de la traduction certifiée dans cette liste.

## 10 Effets équivalents

Le CCBE souhaite également exprimer son soutien à l'ajout d'une possibilité d'adapter les mesures prévues par le jugement lorsque les mesures ne sont pas disponibles dans l'État requis.

\* \* \*

*CCBE Position Paper on the Judgments Project concerning jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters (No 2)*

The Council of Bars and Law Societies of Europe (CCBE) represents the bars and law societies of 32 member countries and 13 further associate and observer countries, and through them more than 1 million European lawyers. The CCBE responds regularly on behalf of its members on policy issues which affect European citizens and lawyers.

The European Private Law Committee of the CCBE has actively followed developments concerning the Judgments Project on jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters of the Hague Conference on Private International Law.

The comments set out in this paper are based on the HCCH "Report of the Fifth Meeting of the Working Group on the Judgments Project (26-31 October 2015) and proposed draft text resulting from the meeting" (Prel.Doc. No 7A of November 2015 for the attention of the Council of March 2016 on General Affairs and Policy of the Conference). This text largely reflects the ideas and concerns expressed by the CCBE in the "CCBE Position Paper on the Judgments Project concerning Jurisdiction and the Recognition and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial matters (No 1)" dated 29 November 2013. In view of the various amendments that have been made since then to the proposed future text of the Convention, the CCBE wishes to make the following comments:

### 1 Scope of application

According to Art. 1, the Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments relating to civil or commercial matters. According to the CCBE, the exclusion of revenue and customs is appropriate, as well as the exclusion of administrative matters. The word "other" used in the English version in the expression "other administrative matters" should be deleted.

As stated in its previous position paper, the CCBE considers that the inclusion/exclusion of certain decisions is an appropriate approach:<sup>1</sup>

- "Provisional and protective measures": At the present stage, such measures do not fall under the judgment definition contained in Art. 3, para. 1, of the draft ("An interim measure of protection is not a judgment"): only judgments as such shall be recognised and executed (see Art. 1). The CCBE would welcome the inclusion of provisional decisions in the scope of application of the Convention, provided certain conditions are fulfilled: provisional measures should only be included if the defendant has been summoned to appear and had an effective possibility to defend his rights.

<sup>1</sup> Reference is made to the Report on the Second Meeting of the Working Group on the Judgments Project (24-28 February 2014), available on the HCCH website (<www.hcch.net>), p. 1.

Furthermore, in order to ensure sufficient protection, the provisional measures to be included may be listed exhaustively. As an example, we would welcome the inclusion of:

- the seizure of moveable assets,
- the freezing of bank accounts.
- “Default judgments” shall be subject to specific provisions (Art. 4, para. 2, Art. 11, para. 1(b)), but on the principle they are subject to the provisions of the proposed Convention, as they are not expressly excluded (Art. 2(1)(f)).
- “Judicial settlements” shall be an equivalent to judgments under specific conditions (Art. 10).

This categorisation is in line with the CCBE position paper.

## 2 Exclusions from scope

The CCBE welcomes the removal of consumers’ contracts and employments contracts from the exclusions.

The CCBE notices that the exclusions are not strictly the same as in the *Convention of 30 June 2005 on Choice of Courts Agreements* but agrees with the differences in the scope of application arising therefrom.

The addition of Art. 2(4) (exclusion of “agreements to refer a dispute to binding determination by a person or body other than a court”) is welcomed, as well as the exclusion relating to arbitration and related proceedings.

## 3 Definitions

For the judgments definition, see point 1. The addition of persons against whom counterclaims have been brought into the “defendant” definition is welcomed by the CCBE.

## 4 General provisions

The CCBE suggests that the English text for “*produit ses effets*” in Art. 4(3) (“has effect”) be replaced by “is effective”.

## 5 Bases for recognition and enforcement

The new draft gives a very different approach from the previous text on this issue: whereas most conditions to be fulfilled for recognition were previously foreseen as additional grounds for refusal in Art. 5(3) (“jurisdictional filters”), they are now drafted as basic conditions for recognition and enforcement in Art. 5(1).

The CCBE welcomes this approach as it seems simpler and allows a better understanding of these provisions.

This new approach maintains a kind of indirect jurisdictional rules into the proposed Convention, which the CCBE had recommended.

The CCBE is also pleased to note that some of its recommendations in this respect have generally been followed. It nevertheless wishes to make the following additional remarks:

- a) The habitual residence of the party against whom recognition or enforcement is sought might be the most usual case and is to be welcomed. So does the

addition of (a)(ii) about the case where the person against whom recognition or enforcement is sought is its successor. The CCBE recommends adding the term “legal” before “successor”.

- b) Where the person against whom recognition (or enforcement) is sought was the claimant in the initial proceedings, enforcement will in most cases be sought for the counterclaim. This is in line with the addition of counterclaims into Art. 3. However, this addition must not lead to the recognition of judgments based solely on claimant’s jurisdiction. The CCBE does not see such danger with the current wording but asks that special attention be given to this provision in case of re-drafting.

- c) No comments.

- d) Where consumers or employees are concerned, judgments where the defendant expressly consented to the jurisdiction of the court of origin may only be included if it is ensured that the defendant has been instructed about the consequences of such consent. The CCBE considers that Art. 5(2)(a) is not sufficient for a proper protection of consumers and employees.

- e) Contractual obligations: the CCBE believes that the current wording may give rise to multiple difficulties, quite well known within in the EU under Art. 5.1 of the Brussels Regulation (EU 44/2001, now replaced by Art. 7.1 of EU 1215/2012). The determination of the “place of performance” of the obligation ruled upon by the judgment “under the parties’ agreement or under the law applicable to the contract” (which is still to be determined by the judge of the State where recognition is sought as per his own rules of international private law) may be a difficult issue, giving rise to satellite litigation. So does the question whether “the defendant’s activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State”. Given that there is no Supreme Court ruling on such matters, courts of Contracting States may reach different interpretations of such wording. The CCBE suggests simplifying this provision. At the very least, in relation to the agreement on the place of performance, reverting to the previous drafting of Art. 5(3)(f) may be a solution:

*[This agreement should derive from the provisions of the contract.]*

For the most common contracts as sales and services contracts, the solution set forth in Art. 7.1 of the Brussels I bis Regulation may be a source of inspiration. *[“(b) for the purpose of this provision and unless otherwise agreed, the place of performance of the obligation in question shall be:*

- *in the case of the sale of goods, the place in a Member State where, under the contract, the goods were delivered or should have been delivered,*
- *in the case of the provision of services, the place in a Member State where, under the contract, the services were provided or should have been provided”].*

Besides, the CCBE agrees with the deletion of the exception regarding obligations consisting in the payment of money previously included at the end of Art. 5(3)(f) (“This shall



not apply if the contractual obligation consists of a payment of money, unless such payment constituted the main obligation of the contract”).

## 6 *Exclusive bases*

The provisions of Art. 6(a) for patent, designs, trademarks and similar rights are welcomed by the CCBE.

In Art. 6(b), regarding tenancies of immovable property, the CCBE doubts whether the recognition of only such judgments rendered in the state of location of the property makes sense – independently from the minimum period of 6 months, which is also questionable. In cases where the initial tenant of the immovable property moved to another State, there is no reason why a claim should not be brought in his new State of residence and the judgment should not be recognised and enforced in other Contracting States. This is even more important as the effect of Art. 6 is reinforced by the new Art. 15.

## 7 *Grounds for refusal*

The CCBE had expressed the wish that all grounds for refusal contained in Art. 9 of the Hague Convention on Choice of Court Agreements shall be taken over in the proposed Convention.

Art. 7(1) of the proposed Convention contains a list of such refusal grounds, reflecting the criteria expressed by the CCBE.

However, all grounds for refusal give only a possibility, not a duty to refuse recognition or enforcement. For the sake of security and foreseeability, the CCBE would suggest making most of the refusal grounds mandatory.

Under Art. 7(1)(d), the CCBE would suggest adding “unless the agreement was null and void under the law of the State of the chosen court” in order to be in line with Art. 9(a) of the Convention on Choice of Court Agreements.

The additions made in Art. 7(2) regarding pending proceedings before courts of the requested State are to be welcomed on the principle, but the current wording makes its application quite uneasy. The CCBE suggests a simplification.

Regarding “punitive damages” and “exemplary damages” addressed under Art. 9, the CCBE had suggested to add an additional ground for refusal. This has been done under Art. 9, para. 1, which foresees a special ground for refusal if the damages attributed to a party do not compensate a real loss suffered by the party.

Para. 2 of Art. 9 states: “The court addressed shall take into account whether and to what extent the damages awarded by the court of origin serve to cover costs and expenses relating to the proceedings.” This might allow the recognition of decisions awarding damages higher than the actual harm suffered, when the surplus is meant to indemnify the party for the costs of the process.

The CCBE points out that the indeterminate character of the exception may allow misuse and the reintroduction of some kind of punitive damages. The text should therefore be more restrictive.

## 8 *Preliminary questions*

Art. 8 provides for answers to two kinds of questions:

- How to deal with rulings on preliminary questions on matters excluded under Art. 2(1) or on matters for which Art. 6 provides for exclusive jurisdiction, if the court is not the one referred to in Art. 6, then the “ruling on that question” shall not be recognised or enforced under the Convention.
- How to deal with judgments which were “based on a ruling” on matters excluded under Art. 2(1) or on a matter referred to in Art. 6 if the court is another than the one referred to in Art. 6; the recognition or enforcement “may be refused”.

For the sake of clarity, the CCBE would suggest that the refusal ground mentioned in Art. 8(2) be inserted into Art. 6.

The issues of preliminary questions addressed under Art. 8(1) should remain ruled in a separate provision.

However, the CCBE observes that in some cases, depending on the structure of decisions in some Contracting States, there might be difficulties to decide whether the issue at stake was ruled as a “preliminary question” or whether the judgment was “based on a ruling” on such matters (whereby “rulings” are not defined in the Convention draft). Given the fact that both cases are ruled in a different way, there should be a definition helping to distinguish them.

## 9 *Documents to be produced*

Art. 11 enumerates the documents necessary in order to obtain recognition or enforcement. One of them is the certified translation of the decision, which is welcomed by the CCBE.

## 10 *Equivalent effects*

The CCBE also wishes to express its support for the addition of a possibility to adapt the relief provided by the judgment when this relief is not available in the requested State.

## **No 2 – Proposal of the Observer of the International Union of Latin Notaries (UINL)**

The present document is submitted by the International Union of Latin Notaries (UINL), in support of including “authentic instruments that are immediately enforceable in the State of origin” in Article 10 of the Proposed Draft Text of the Working Group on the Judgments Project emanating from its fifth meeting.

The Judgments Project refers to the work undertaken by the HCCH since 1992 on the international jurisdiction of courts and the recognition and enforcement of their judgments abroad. On November 17, 1998, at the Special Commission on the question of the jurisdiction, recognition, and enforcement of foreign judgments in civil and commercial matters, the UINL submitted a proposal to include the recognition and execution of authentic instruments. No decision was taken on this proposal and others that followed, and the project was subsequently scaled down to focus on international cases involving choice of court agreements. This, in turn, led to the conclusion of the *Hague Convention of 30 June 2005 on Choice of Court Agreements*.

### *The Judgments Project*

Following the decisions of the General Council in 2011 and 2012, a working group was established and prepared a proposed draft text, for discussion at the Special Commission

to be held June 1-9, 2016, in view of preparing a draft Convention.

In light of the fact that the Working Group did not include enforceable authentic instruments in Article 10 of the Proposed Draft Text, the UNIL hereby proposes anew that “authentic instruments which are enforceable in the Contracting State of origin” be considered for inclusion within the scope of Article 10.

Authentic instruments are documents formally drawn up by public officials who have the power to authenticate the document, the contents of which may be an agreement with mutual obligations, or an express and conclusive statement of a party’s obligation.<sup>1</sup>

Article 2(c) of the new Regulation of the European Union (Brussels 1a), No 1215 (2012), provides a definition for authentic instruments as follows:

“(c) ‘authentic instrument’ means a document which has been formally drawn up or registered as an authentic instrument in the Member State of origin and the authenticity of which:

- (i) relates to the signature and the content of the instrument; and
- (ii) has been established by a public authority or other authority empowered for that purpose”.

In most civil law jurisdictions such instruments are, or can be, enforceable without further formality, and they carry the same force as court-rendered judgments. The authentic instrument plays an important role as a simple, fast and cost-efficient vehicle, providing an effective basis for execution of a debt without the need to institute court proceedings to obtain an order of the court declaring the debt enforceable.

It comes as no surprise then, that in the new Regulation (“Brussels 1a”), as in the previous “Brussels I” and “Brussels and Lugano Conventions,” authentic instruments that are immediately enforceable in their State of origin are put on par with court-rendered judgments with respect to their enforceability in the Member States.

Article 58 of the Regulation establishes the enforceability of authentic enforcements among Member States:

“1. An authentic instrument which is enforceable in the Member State of origin shall be enforceable in the other Member States without any declaration of enforceability being required. Enforcement of the authentic instrument may be refused only if such enforcement is manifestly contrary to public policy (*ordre public*) in the Member State addressed.

The provisions of Section 2, Subsection 2 of Section 3, and Section 4 of Chapter III shall apply as appropriate to authentic instruments.

2. The authentic instrument produced must satisfy the conditions necessary to establish its authenticity in the Member State of origin.”

<sup>1</sup> The involvement of a public authority for the issuance of an authentic instrument was recognized by the Fifth Chamber of the EU Court on June 17, 1999, in the “UNIBANK case”: “[...] The involvement of a public authority is therefore essential for an instrument to be capable of being classified as an authentic instrument within the meaning of Article 50 of the Lugano Convention [...]” (<http://eur-lex.europa.eu>).

*Basis for including authentic instruments in the scope of the Proposed Draft Text:*

- 1 *The authentic instrument is a traditional and efficient alternative to court proceedings in civil law countries*

The primary function of authentic instruments is to provide an enforceable document that, based on the debtor’s advance *consent* to enforcement of the terms of the instrument, may be executed without resort to court proceedings. The validity of this function is rooted in the participation of an impartial holder of public office, such as a civil law notary, who is responsible for the contents of the instruments he prepares, and who must ensure the full and informed understanding of parties bound by such instruments.

The authentic instrument is a useful tool in a variety of circumstances, but is frequently used in the context of contracts a means to secure a creditor by way of consent of the debtor.

As a rule, the use of an authentic instrument allows the creditor to enforce an obligation of a defaulting debtor, without the need to undertake legal proceedings in the courts.

While authentic instruments, by their very nature, are oriented toward creating ease for creditor in respect of enforcing obligations due to him, the added convenience for the creditor comes with several special protections for the debtor. For example, authentic instruments impart the debtor with the right to challenge enforcement by taking such actions as filing a motion to stay execution. In fact, the debtor bound by an authentic instrument typically has more rights of defense than a judgment debtor since, unlike the latter, he is not barred from arguing that the claim is unfounded or not due. As well, in contrast to a judgment debtor, the debtor in an authentic instrument enjoys a certain lack of constraints in relation to whether the defense arises before or after the instrument was signed: authentic instruments do not have the force of *res judicata* or issue preclusion. Finally, the creditor typically must pay damages in the event of unlawful enforcement of an authentic instrument, much like as with unlawful enforcement of a judgment.

In sum, an authentic instrument can, with the debtor’s consent, operate as a functional equivalent to a court-rendered judgment, and do so in a way that is in the best interest of all parties. The quasi-judicial function of authentic instruments can be seen in its treatment across a variety of jurisdictions.

For example, under German law,<sup>2</sup> notaries are competent to draw up authentic documents through which a person declares his indebtedness to another and consents to immediate enforceability of the instrument (“*notarielle vollstreckbare Ausfertigung*”). Such an instrument possesses authoritative force similar to that of a judgment in matters of execution. In Germany, notarial instruments are widely used in transactions involving immovable property, but they are also used to secure loans and other obligations to pay money. The instrument becomes enforceable upon default of the debtor in respect of his obligations. It is estimated that in Germany 90-95% of all real estate transfer agreements contain immediately enforceable clauses of this nature. As well, virtually every loan of significant size is secured by the debtor’s declaration of immediate enforceability in an authentic instrument. The German legislator has extended

<sup>2</sup> § 794 Sec. 1 No. 5 *Zivilprozessordnung* (Code of Civil Procedure).

the field of application of immediately enforceable notarial instruments to a wide variety of obligations, although some exceptions exist. The German approach is but one example of a strong legislative trend to entrust notaries with the task of alternative dispute resolution on the basis of notarial authentic instruments.

Procedurally, in order to enforce a notarial instrument in Germany, the notary must first issue a special copy of the instrument (“*vollstreckbare Ausfertigung mit Vollstreckungsklausel*”). The instrument is then given to the authority for enforcement. If the conditions for enforcement established in the notarial instrument and prescribed by law are not fulfilled, the debtor has the right to file a motion to stay execution. The debtor thus enjoys the same rights as he would under the execution of a court judgment. As well as being identical to the procedure for enforcing a judgment in German courts, the use of authentic instruments is reminiscent of the three-phased procedure of “judgment entry and docketing-execution” used in American courts.

Under French law, enforceable authentic instruments are put on par with judgments by the Civil Code and the Code of Civil Procedure, insofar as execution is concerned (art. 1317 cc).

Similarly, European Community law contains certain Regulations concerning execution of judgments that apply equally to authentic instruments. For instance, EC Regulation No 805/2004 of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004 creates a “European Enforcement Order for uncontested claims”.<sup>3</sup>

Similarly, Article 60(1) of the new European Regulation on Successions, EU No 650/2012 of the European Parliament and of the Council of Europe of July 4, 2012, is to the same effect.<sup>4</sup>

## 2 *Authentic instruments are functionally equivalent to certain forms of accelerated judgments*

It seems that in other member states of the HCCH, as well as in certain non-member states, and especially in common law jurisdictions, the goals served by various kinds of accelerated judgments, such as consent judgments, judgments by confession and *cognovits* clauses, are entirely similar to the goals served by authentic instruments.

Specifically, authentic instruments and accelerated judgments both make possible the avoidance of lengthy and costly court proceedings. As well, both devices rely upon the parties’ consent (or at least the debtor’s consent) for the enforcement of obligations. As such, the term “procedural *confessia juris*” is appropriate for both. The only important difference between accelerated judgments and authentic instruments is that the latter are produced without the participation of a court.

A brief look at the practice of U.S. state and federal courts with respect to consent judgments and judgments by confession is helpful to illustrate the parallels between accelerated judgments and authentic instruments.

Under U.S. laws, courts may render “consent judgments” where the parties have stipulated the intent and desire to end litigation. No judicial determination of the parties’ rights or the merits of the case is made. Rather, consent

<sup>3</sup> <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/>.

<sup>4</sup> “An authentic instrument which is enforceable in the Member State of origin shall be declared enforceable in another Member State on the application of any interested party in accordance with the procedure provided for in Articles 45 to 58.”

judgments embody the compromise the parties have negotiated out of court. Nonetheless, it is generally accepted that a consent judgment has the same force and effect as any other (litigated) judgment, *i.e.* it is enforceable after entry.

A “judgment by confession” is a device through which a creditor is authorized to obtain a judgment against the debtor without the institution of legal proceedings. By confessing judgment, a person substantially acknowledges that a debt is justly due. This declaration can be made not only during judicial proceedings but also outside of proceedings, by virtue of an agreement or contract.

Finally, a *cognovit* clause allows a debtor to offer advanced consent to obtain a judgment by confession against him, without prior notice or hearing. *Cognovit* clauses are not *per se* in violation of due process unless there is disparity of bargaining power. The standard for valid use of the *cognovit* clause under the U.S. Constitution is that the judgment debtor in an arms-length transaction made a voluntary, knowing and intelligent waiver of his rights to pre-judgment notice and hearing, with full awareness of the legal consequences.

While judgment by confession is historically a common law device, some states have embodied it in statute. Examples include Section 3218 of the New York Civil Procedure Practice Law and Rules (CPLR)<sup>5</sup> and Section 1132a of the California Civil Procedure (CCP) Act.<sup>6</sup>

Comparing the civil law authentic instrument, which is enforceable, to the common law judgment by confession employed in certain U.S. states, the number of similar or even identical characteristics between them is striking. Essentially, the only important difference between the two devices is that in the U.S., the confession instrument will be filed with the clerk to be entered as a judgment, while in countries following the Latin notary tradition, the fully enforceable authentic instrument will be drawn up by the notary. This difference may be viewed as minor, if not irrelevant for the following reason: the clerk who enters judgment does not exercise a judicial function in the proper meaning of the word because he is not responsible for making a judicial determination of the parties’ rights and obligations. By entering and docketing the agreement negotiated by the parties out of court, the U.S. clerk merely performs an administrative task wherein the agreement is accorded the force of a judgment. Although the procedure results in a formal “judgment”, the enforceable obligation actually stems from a contractual agreement of the parties or a simple statement of indebtedness, sometimes sworn by the debtor.

While the clerk handling a judgment by confession serves an administrative role, the notary, who is a trained lawyer and professional entrusted by the state with the power to produce enforceable instruments and the duty to be responsible for their contents, serves a role in the context of authentic instruments that is substantially closer to a judicial function, even if the resulting product is not called a “judgment”.

<sup>5</sup> <http://codes.findlaw.com/ny/civil-practice-law-and-rules/>.

<sup>6</sup> 1132. (a) A judgment by confession may be entered without action either for money due or to become due, or to secure any person against contingent liability on behalf of the defendant, or both, in the manner prescribed by this chapter. Such judgment may be entered in any superior court. (b) A judgment by confession shall be entered only if an attorney independently representing the defendant signs a certificate that the attorney has examined the proposed judgment and has advised the defendant with respect to the waiver of rights and defenses under the confession of judgment procedure and has advised the defendant to utilize the confession of judgment procedure. The certificate shall be filed with the filing of the statement required by Section 1133. (<http://www.leginfo.ca.gov/>.)

On the other hand, both instruments have the same underlying rationale, serve the same function and save time as well as money. Both instruments are used in contractual contexts to provide security for a loan, payment of purchase price, or other obligation, and both rely indispensably on the consent of the parties. Even the risks are identified and dealt with similarly.

In conclusion, it is safe to say that the authentic instrument, in its typical scope of application, is the functional equivalent of a judgment by confession. Their differential treatment, however, leads to an alarming dichotomy in national and international law. While both authentic instruments and confessed judgments serve nearly identical functions, only the latter will be enforceable abroad under the current draft text of the Convention, which provides only for the recognition and enforcement of “judgments”. Again, the difference in treatment flows from a rather irrelevant difference. Treating authentic instruments differently than accelerated judgments, such as judgments by confession, would create an approach to international recognition and enforcement that is not only unbalanced, but particularly puzzling in light of the important practical role and frequent use of authentic instruments in many of the member and non-states. Thus, the UNIL proposes that authentic instruments be placed on par with judgments in the proposed Convention, as has been done in Article 58 of the European Regulation of December 12, 2012.

3 *Authentic instruments function similarly to judicial settlements, proposed as for Article 10 of the Proposed Draft Text,<sup>7</sup> as is demonstrated by their similar treatment in other conventions*

Currently, judicial settlements (*transactions judiciaires*) are being proposed as the primary object of a new Article 10 of the Proposed Draft Text.<sup>8</sup> In the interest of consistency and for other reasons, explained above, the UNIL proposes that the proposed Article 10 be expanded to include authentic instruments. It is important to note that authentic instruments and judicial settlements are treated similarly and are grouped together in three existing private international law conventions: the 1968 Brussels Convention (Title IV, Authentic Instruments and Court Settlements), the Lugano Convention (Title IV, Authentic Instruments and Court Settlements) and Brussels Ia (Chapter IV, Authentic Instruments and Court Settlements).

The similar treatment of these instruments is no doubt related to the fact that both flow from agreements made as between the parties, and are made enforceable by presentation to an authority who is competent to deem them enforceable without further formalities.

4 *Excluding authentic instruments would run counter to a key objective of the proposed Convention: reducing costs and uncertainties in cross-border transactions and facilitating trade and investment*

As was stated in the fifth meeting of the Working Group on the Judgments Project (26-31 October 2015), one of the objectives of the Proposed Draft Text is to:

“facilitate trade and investment, thus contributing to economic growth by enhancing legal certainty and reducing costs and uncertainties associated with cross-

<sup>7</sup> “Explanatory Note Providing Background on the Proposed Draft Text and Identifying Outstanding Issues”, drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 2 of April 2016 for the attention of the Special Commission of June 2016 on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments, available on the HCCH website (<[www.hcch.net](http://www.hcch.net)>), at paras 183-187.

<sup>8</sup> *Ibid.*

border dealings, and with the resolution of cross-border disputes”.

In view of this, one of the Convention’s aims is to provide parties with methods and procedures that allow them to avoid, or minimize, their time before congested courts, where lengthy delays have become the rule rather than the exception. In many if not most of the developed legal systems in the world, courts have become progressively backlogged, resulting not only in delays, but also in increases of their attendant costs. The Convention endeavors to redress this problem, saving litigants, courts and communities both time and money, and facilitating the ease of international transactions.

To reduce burdens on courts, many legislators encourage resolution of disputes by agreement of the parties, rather than by litigation. In the U.S., for example, various forms of court-annexed alternative dispute resolution methods are employed (e.g. mediation, mini-trials, moderated settlement conferences, summary jury trials, non-binding arbitration, etc.). Despite the variety of methods, the primary purpose is resolution of disputes by agreement of the parties early in the dispute. To be enforceable, however, agreements reached through these alternative methods must, like all settlement agreements, be incorporated in a final judgment of a court.

In a similar manner, civil law countries in which authentic instruments are enforceable frequently rely on such instruments as an out-of-court alternative for enforcing obligations. In fact, a number of civil law countries today are increasingly using the traditional tool of such authentic instruments as a “modern” means to relieve congestion in the courts. Arguably the national legislators’ struggle for efficiency in the legal system would be thwarted if their instrument of choice was not recognised and accorded the force of a judgment in all member states to the proposed Convention.

Given the universal trend of handling disputes through alternative dispute-resolution methods, the cross-border enforceability of authentic instruments, which are enforceable in their own right, would provide a welcome and effective addition to the smorgasbord of methods currently used around the world to lessen the burden on courts.

5 *Enforcing authentic instruments is a manifestation of international comity*

Although comity is not a rule of private international law, courts in many countries often refer to this principle to help justify giving effect to, and thus not questioning, the content of the laws made by foreign sovereign legislatures or foreign judgments. Under the laws of most civil law jurisdictions, the authentic instrument is enforceable as a judgment. The principle of comity, while not the legal basis for the enforcement of foreign judgments, provides another reason to include authentic instruments that are enforceable in the state of origin in Article 10 of the Convention.

RECOMMENDATION

Should the delegates favour the UNIL’s proposal to include enforceable authentic instruments in Article 10 or in another article of the Convention, several options exist for so doing. The Commission could, for example:

1. **Include** authentic instruments that are enforceable in the State of origin in the current Article 10, together with a

definition of authentic instruments, such as that hereinabove suggested;

2. **Include** the authentic instrument provision just described, but with a *proviso* that allows Contracting States to opt out by way of a declaration not to enforce such instruments;

3. Or, if neither of the options above are preferred, at least **provide for the election of an option** to treat authentic instruments as enforceable judgments on the basis of reciprocity. This “opt-in” formulation was proposed in Working Document No 316 at the Special Commission on International Jurisdiction and the Effect of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters, held at The Hague, October 25-30, 1999, by the delegations of Austria, Denmark, France, Germany, Hungary, Luxembourg, the Netherlands, Portugal, Spain, United Kingdom and the International Union of Latin Notaries. It provided as follows:

“Article X

Each Contracting State may declare that it will enforce authentic instruments formally drawn up or registered and enforceable in the state of origin in another Contracting State subject to reciprocity.

The authentic instrument must have been established by a public authority and the authenticity must affect not only the signature but the content of the document.

The Provisions concerning recognition and enforcement provided for in Chapter III shall apply as appropriate.”

### No 3 – Proposal of the delegation of Brazil

*Extend circulation of judgments to collective employment contracts*

Following suggestion registered in the *explanatory note* provided by the Permanent Bureau in paragraph 149 for the consideration by the Special Commission on the inclusion of the judgments that ruled on collective employment cases within the special regime of the future Convention, the Brazilian delegation proposes that Article 5(2)2 of the current draft be changed to the following reading:

#### Article 5 *Bases for recognition and enforcement*

[...]

2 If recognition or enforcement is sought against a consumer in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters relating to ~~[an individual]~~ [a] contract of employment –

- (a) paragraph 1(d) applies only if the consent was given before the court;
- (b) paragraph 1(e) does not apply.

### No 4 – Proposal of the delegation of Brazil

*Drafting proposal on Article 3(1) to declare the definition of consumer:*

#### Article 3 *Definitions*

1 In this Convention –

- (a) “defendant” means a person against whom the claim or counterclaim was brought in the State of origin;
- (b) “judgment” means any decision on the merits given by a court, whatever it may be called, including a decree or order, and a determination of costs or expenses by the court (including an officer of the court), provided that the determination relates to a decision on the merits which may be recognised or enforced under this Convention. An interim measure of protection is not a judgment;

(c) “consumer” is a person or a legal entity that acquires or uses a product or service as a final user. [...]

### No 5 – Proposal of the delegation of Israel

#### Article 4 *General provisions*

1 A judgment given by a court of a Contracting State (State of origin) shall be recognised and enforced in another Contracting State (requested State) in accordance with the provisions of this Chapter. Recognition or enforcement may be refused only on the grounds specified in this Convention.

2 Without prejudice to such review as is necessary for the application of the provisions of this Chapter, there shall be no review of the merits of the judgment given by the court of origin. The court addressed shall be bound by the findings of fact on which the court of origin based its jurisdiction, unless the judgment was given by default.

3 A judgment shall be recognised only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin, and its execution has not been stayed.

4 Recognition or enforcement may be postponed or refused if the judgment is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired. A refusal does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment. In such cases, the court addressed may also make enforcement conditional on the provision of such security as it shall determine.

*Distribués le jeudi 2 juin 2016*

*Distributed on Thursday 2 June 2016*

---

### No 6 – Proposal of the delegation of Australia

*Drafting proposal on Article 4(4):*

4 Recognition or enforcement may be postponed or refused if the judgment is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired. ~~In such cases~~ Alternatively, the court addressed may also make enforcement conditional on the provision of such security as it shall determine. A refusal under this Article does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

### No 7 – Proposal of the delegation of Australia

*Drafting proposal on Articles 5(1)(a), 5(1)(b) and succession:*

*Article 5(1)(a)*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met

- (a) ~~(i) the person who was the party in the proceedings in the court of origin and is the person against whom recognition or enforcement is sought was habitually the defendant was resident in the State of origin at the time that person they became a party to the proceedings in the court of origin, or;~~
- ~~(ii) the person against whom recognition or enforcement is sought is not the person who was the party in the proceedings in the court of origin but is the successor to the obligations of the judgment, and the person who was the party in the proceedings in the State of origin was habitually resident there at the time that person became a party to those proceedings;~~

*Article 5(1)(b)*

- (b) ~~the person against whom recognition or enforcement is sought~~ the defendant was the person that brought the claim on which the judgment is based ~~or is the successor to that person;~~

*New Article 5(3)*

3 A judgment eligible for recognition and enforcement under paragraph 1 may be enforced by any party or its successor against a party or its successors, in accordance with the procedure for enforcement of judgments available under this Convention.

### No 8 – Proposal of the delegation of Israel

Article 5

*Bases for recognition and enforcement*

*Article 5(1)(e):*

- (e) the judgment ruled on a contractual obligation and it was given in the State in which performance of that obligation took place or should take place under the parties' agreement ~~or under the law applicable to the contract~~, unless the defendant's activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State;

*Article 5(1)(i):*

- (i) the judgment concerns the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, and the State of origin is –
- (i) designated in the trust instrument as a State in which disputes about such matters are to be determined;
- (ii) the State whose law is expressly or impliedly designated in the trust instrument as the law governing the trust; or
- (iii) the State expressly or impliedly designated in the trust instrument as the State in which the principal place of administration of the trust is situated.

This provision shall not apply to any third party claim in regards to the validity, construction, effects, administration or variation of the trust.

*Article 5(2):*

2 If recognition or enforcement is sought against a consumer in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters relating to an individual contract of employment –

- (a) paragraph 1(d) applies only if the consent was given before the court and it was verified by the court that the consumer or employee was aware of the implication of the consent to the recognition and enforcement of the judgment abroad;
- (b) paragraph 1(e) does not apply.

### No 9 – Proposal of the delegation of Japan

*Proposed amendments to Article 5(1)*

- (e) the judgment ruled on a contractual obligation and it was given in the State in which performance of that obligation took place or should take place under the parties' agreement or under the law chosen by the parties to govern applicable to the contract, unless the defendant's activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State;
- (f) the judgment ruled on a non-contractual obligation and –

(i) the act or omission directly causing harm occurred in the State of origin, or

(ii) the direct harm occurred in the State of origin, unless the person held to be responsible could not reasonably have foreseen that the act or omission could result in a harm of the same nature in that State;

(xx) (i) the judgment ruled against a number of defendants and any one of them was habitually resident in the State of origin, provided the claims were so closely connected that it was expedient to hear and determine them together to avoid the risk of irreconcilable judgments resulting from separate proceedings;

(ii) the judgment ruled against the same defendant on a number of claims and any one of them was subject to the jurisdiction of the State of origin pursuant to this paragraph, provided the claims were so closely connected that it was expedient to hear and determine them in the same proceedings;

#### No 10 – Proposal of the delegation of China

##### Article 4(3)

A judgment shall be recognised only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin. If such a judgment is the subject of ordinary review in the State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired, the court addressed may –

- (a) postpone the recognition and enforcement;
- (b) refuse the recognition and enforcement without preventing a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment; or
- (c) make enforcement conditional on the provision of such security as it shall determine.

*Article 4(4) to be deleted.*

#### No 11 – Proposal of the delegation of China

##### Article 5(2)

2 If recognition or enforcement is sought against a consumer in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters relating to an individual contract of employment –

- (a) paragraph 1(d) applies only if the consent was given before the court;
- (b) paragraph 1(e) does not apply.

For the purposes of this paragraph a consumer means a natural person acting primarily for personal, family or household purposes.

#### No 12 – Proposal of the delegation of Switzerland

##### Article 4

Deletion of second sentence of paragraph 2.

#### *Simplified wording of Article 5(1)(a)*

##### *Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if –

- (a) recognition or enforcement is sought against a party to the proceedings before the court of origin who was habitually resident in the State of origin at the time it became a party to those proceedings, or against a successor to the obligations under the judgment of such a party.

(To discuss: should the issue of legal succession be limited to Article 5(1)(a) or would a general provision in Article 3 or 4 be preferable?)

##### *Article 5(1)(k)*

Deletion of Article 5(1)(k).

#### **No 13 – Proposal of the delegation of the United States of America**

##### Article 4 *General provisions*

[...]

4 An application for recognition or enforcement may be postponed or dismissed if the judgment is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired. In such cases,

- (a) a dismissal does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment, and
- (b) the court addressed may also make enforcement conditional on the provision of such security as it shall determine.

*Redline version:*

4 An application for rRecognition or enforcement may be postponed or ~~refused~~ dismissed if the judgment is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired. In such cases,

- (a) ~~A refusal~~ a dismissal does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment, and
- (b) ~~In such cases,~~ the court addressed may also make enforcement conditional on the provision of such security as it shall determine.

#### **No 14 – Proposal of the delegation of the United States of America**

##### *Article 5(1)(i)*

Because different aspects of a trust may be governed by different jurisdictions' law, we suggest specifying that the relevant law for purposes of Article 5(1)(i)(ii) is the law governing the aspect of the trust that is the subject of the litigation.

- (i) the judgment concerns the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created

voluntarily and evidenced in writing, and the State of origin is –

- (i) designated in the trust instrument as a State in which disputes about such matters are to be determined;
- (ii) the State whose law is expressly or impliedly designated in the trust instrument as the law governing the aspect of the trust that is the subject of the litigation that gave rise to the judgment; or
- (iii) the State expressly or impliedly designated in the trust instrument as the State in which the principal place of administration of the trust is situated;

#### No 15 – Proposal of the delegation of the European Union

##### Article 4

[...]

4 Recognition or enforcement may be postponed or refused if the judgment is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired. Such a refusal does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment. In such cases, the court addressed may also make enforcement conditional on the provision of such security as it shall determine.

##### Article 5(1)(e)

(e) the judgment ruled on a contractual obligation and it was given in the State in which performance of that obligation took place or should take place under the parties' agreement or, if the parties' agreement cannot be identified, under the law applicable to the contract, unless the defendant's activities in relation to the transaction clearly did not constitute a [purposeful and] substantial connection to that State;

#### No 16 – Proposal of the delegation of the Russian Federation

##### Article 4

Add new paragraph 5:

5 Recognition and/or enforcement may be annulled when the judgment is quashed or amended in the State of origin.

#### No 17 – Proposal of the delegations of Japan and the Republic of Korea

##### Article 5

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

[...]

(e bis) the judgment ruled on tenancies of immovable property and it was given in the State in which the property is situated.

##### Article 6

Notwithstanding Article 5 –

[...]

(b) a judgment that ruled on rights *in rem* in immovable property [...] shall be recognised and enforced if and only if the property is situated in the State of origin.

2 Notwithstanding Article 5, the court of the State requested may refuse to recognise a judgment that ruled on tenancies of immovable property [for a period of more than six months], if that State has made the declaration according to Article [ ] to that effect.

#### No 18 – Proposal of the delegation of the European Union

##### Article 3(1)(c)

[...]

(c) “consumer” means a natural person acting primarily for personal, family or household purposes.<sup>1</sup>

##### Article 5(2)

2 If recognition or enforcement is sought against a consumer in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters concerning the relationship between the employee and the employer relating to a an individual contract of employment –

- (a) paragraph 1(d) applies only if the consent was given before the court;
- (b) paragraph 1(e) does not apply.

#### No 19 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea

##### Article 5

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

[...]

(e) the judgment ruled on a contractual obligation and it was given in the State in which performance of the obligation characteristic of the type of the contract in question took place or should take place under the parties' agreement or under the law applicable to the contract, unless the defendant's activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State;

[...]

(k) the court of origin would have had jurisdiction in accordance with the law of the requested State concerning recognition and enforcement of foreign judgments, on condition that the State of origin has a substantial connection with the dispute], which shall be presumed to not exist if one of the following grounds is the only basis of jurisdiction: wording to be possibly proposed by the Experts' Group).

##### Article 6

Notwithstanding Article 5 –

<sup>1</sup> Art. 2(1)(a) Choice of Court Convention.



- (a) a judgment that ruled on the grant or validity of patents, trademarks, designs, or other similar rights required to be deposited or registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which deposit or registration has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument; [...]

#### Article 15

Subject to Article 6, this Convention does not prevent the recognition or enforcement of judgments under national law, on condition that the State of origin has a substantial connection with the dispute, which shall be presumed to not exist if one of the following grounds is the only basis of jurisdiction: *wording to be possibly proposed by the Experts' Group*.

#### No 20 – Proposal of the delegation of Argentina

##### Article 5

Art. 5(1)(d): the defendant expressly consented to the jurisdiction of the court of origin in the course of the proceedings in which the judgment was given, provided that such consent is allowed under the law of the required State and it is not a matter subject to the exclusive jurisdiction of that State;

Art. 5(1)(e): Add a final phrase: if the case involves more than one contractual obligation, and the judgment was given in the State in which the performance of any of them took place or should have taken place under the parties' agreement or under the law applicable to the contract/s, unless the defendant's activities in relation to the transactions clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State;

Art. 5(1)(f): the judgment ruled on a non-contractual obligation arising from death, physical injury, damage to or loss of property, and the act or omission directly causing such harm, or the harm itself occurred in the State of origin irrespective of where the harm occurred;

Art. 5(2): If recognition or enforcement is sought against a consumer in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters relating to an individual contract of employment –

(a) paragraph 1(d) applies only if the consent was given before the court, provided that such consent is allowed under the law of the required State;

(b) paragraph 1(e) does not apply.

#### No 21 – Proposal of the delegation of the European Union

##### Article 4

[...]

4 Recognition or enforcement may be postponed or refused if the judgment is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired. Such a refusal does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment. In such cases, the court addressed may also make enforcement conditional on the provision of such security as it shall determine.

#### Article 5(1)(e)

- (e) the judgment ruled on a contractual obligation and it was given in the State in which performance of that obligation took place or should take place under the parties' agreement or, if the parties' agreement cannot be identified, under the law applicable to the contract, unless the defendant's activities in relation to the transaction clearly did not constitute a [purposeful and] substantial connection to that State;<sup>1</sup>

#### No 22 – Proposal of the Observer of the International Union of Judicial Officers (UIHJ)

*The current Article 3 states:*

- (b) “judgment” means any decision on the merits given by a court, whatever it may be, including a decree or order, and a determination of costs or expenses by the court (including an officer of the court), provided that the determination relates to a decision on the merits which may be recognised or enforced under this Convention. An interim measure of protection is not a judgment.

*The UIHJ proposes to add the following paragraph to Article 3:*

An undisputed enforceable title or order delivered by a professional or body entrusted by the State with power to produce such instruments recognised as such by its law and within the scope of Article 1 is also considered as a judgment in the present Convention.

#### Purpose

1 In several States professionals or State bodies are entrusted by the State power to produce an enforceable title. These enforceable titles are not solely delivered by a court and can be defined other than a judgment.<sup>1</sup>

2 One reason behind this is to avoid having to go to court for matters relating to undisputable claims. For instance, in France, the State social security bodies can deliver an enforceable title (*contrainte*) for unpaid compulsory contributions. Enforcement agents of some countries are also entitled in some cases to issue an enforcement title.<sup>2</sup>

3 A second reason is to reduce costs, which appear unnecessary when the issue of the procedure is invariable: that of the recognition of the pecuniary claim owed by the defendant.

<sup>1</sup> A specification may be needed in case of performance of a contractual obligation purely online (no material place of performance). In such situations, the place of performance may need to be deemed to be situated, for instance, at the habitual residence of either of the parties.

<sup>1</sup> The definition of an enforceable title has been described in Article 3 of the Global Code of Enforcement. In the Global Code on Enforcement the term “Enforceable title” has been adopted with a broader interpretation. Besides the definition as described in the recent text of Article 3, the Global Code of Enforcement includes “those documents to which the law grants the power of enforceability” as an enforceable title.

<sup>2</sup> In France, in matters relating to unpaid checks or in case of recognition of the agreement between the creditor and the debtor under the conditions of Article 1244-4 of the French Civil Code (Art. L111-3.5° of the French Enforcement Civil Procedure Code).

Also in France, enforceable titles can be delivered by the State Legal Entities qualified as such, and there are decisions whose effects are legally considered as equivalent as those of a judgment (Art. L111-3.6° of the French Enforcement Civil Procedure Code).

In Belgium, in matters of non-disputed claims between the creditor and the debtor in a B2B relation, it is possible for the Enforcement agent (judicial officer) to deliver an order which holds an enforceable title, such without any court proceedings (Act of the 19th of October 2015, B.S. 22.10.2015, p. 65084).

4 A third reason is practical and takes into consideration the current trend in favor of alternative dispute resolution, which avoids going to court and saves time and money.

*Comments*

5 Non-judicial bodies currently deliver numerous enforceable titles in various countries. It is foreseeable that in the future, and with reference to the already existing possibilities, the number of these instruments will grow.

6 These instruments may come under various forms. It is understood that the identification of these instruments can be difficult for a foreign country.

7 This issue should however not prevent the possibility to include these instruments in the Judgments Convention.

8 If the current Special Commission considers that the proposed change of Article 3 is unsuitable, the UIHJ suggests that the Convention should nevertheless reflect the possibility of broadening the definition of “judgment” mentioned in this Article to include in the future the introduction of such undisputed enforceable titles or orders.

---

Documents de travail Nos 23 à 35

Working Documents Nos 23 to 35

*Distribués le vendredi 3 juin 2016*

*Distributed on Friday 3 June 2016*

---

**No 23 – Proposal of the delegation of Israel**

Article 6

*Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

(b) a judgment that ruled on rights ~~*in rem*~~ in relation to immovable property ~~or tenancies of immovable property for a period of more than six months~~ shall be recognised and enforced if and only if the property is situated in the State of origin.

**No 24 – Proposal of the delegation of Israel**

Article 7

*Refusal of recognition or enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

(a) the document which instituted the proceedings or an equivalent document, including a statement of the essential elements of the claim –

(i) was not notified to the defendant in sufficient time and in such a way as to enable him to arrange for his defence, unless the defendant entered an appearance and presented his case without contesting notification in the court of origin, provided that the law of the State of origin permitted notification to be contested; or

(ii) was notified to the defendant in the requested State in a manner that is incompatible with fundamental principles of the requested State concerning service of documents;

(b) the judgment was obtained by fraud ~~in connection with a matter of procedure;~~

(c) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the public policy of the requested State, including situations where the specific proceedings leading to the judgment were incompatible with fundamental principles of procedural fairness of that State, as well as infringements of security or sovereignty of that State;

(d) the proceedings in the court of origin were contrary to an agreement or a designation in a trust instrument under which the dispute in question was to be determined in a court other than the court of origin;

(e) the judgment is inconsistent with a judgment given in the requested State in a dispute between the same parties;

(f) the judgment is inconsistent with an earlier judgment given in another State between the same parties on the same cause of action, provided that the earlier judgment fulfills the conditions necessary for its recognition in the requested State;

(g) recognition or enforcement may be refused or postponed if proceedings between the same parties and having the same subject matter are pending before a court of the requested State, where the court of the requested State was seised before the court of origin, and

(h) the court of the requested State satisfies one of the bases for recognition and enforcement under Article 5, or there exists a close connection between the dispute and the requested State; or

(i) the proceedings before the court of origin were brought for the purpose of frustrating the effectiveness of the pending proceedings;

and the pending proceedings were not contrary to an agreement or designation in a trust instrument under which the dispute in question was to be determined in a court other than the court of origin.

**No 25 – Proposal of the delegation of Israel**

IP

The proposed draft (in various provisions) envisages the possibility of enforcing judgments regarding the registration or validity of IP rights. Such an arrangement might not correspond with the notion that IP rights are territorial and are not amenable to a cross-border automatic mechanism. While there is a degree of harmonization regarding the scope of IP rights and eligibility/validity criteria, there is

still no “global IP”. Consequently, domestic law should prevail over foreign judgments in a variety of circumstances, and there could be cases in which recognition or enforcement of foreign judgments is, or should be, moot or impossible.

Referring to another component of the envisaged mechanism, it should be noted that there are several IP rights which do not require registration or deposit. The proposed mechanism currently allows for recognition and enforcement judgments of some of these rights (copyright and related rights), but not others. The Convention should allow recognition and enforcement of monetary judgments resulting from an infringement of other unregistered IP rights such as trade secrets, unregistered designs, etc.

In some jurisdictions in relation to IP, it is sometimes possible to be awarded damages without having to prove actual loss or harm suffered. Accordingly, it will be important to ensure that such judgments can still be enforced.

*The following proposals for the different Articles address the issues described:*

#### Article 2 *Exclusions from scope*

1 This Convention shall not apply to the following matters –

[...]

(l) the validity, registration and scope of protection of intellectual property rights.

#### Article 5 *Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

[...]

(g) the judgment is a monetary judgment given with respect to ruled on an infringement of a patent, trademark, design, trade secret or other similar intellectual property right required to be deposited or registered and it was given by a court in the State of origin and the right arose under the law of the State of origin in which the deposit or registration of the right concerned has taken place;

(h) the judgment is a monetary judgment given with respect to an ruled on the validity or infringement of copyright or related rights and the right, and it was given by a court in the State of origin and the right arose under the law of the State of origin;

Suggested merged Article 5(1)(g): the judgment is a monetary judgment given with respect to an infringement of a patent, trademark, design, trade secret, copyright, related rights or other intellectual property right, given by a court in the State of origin and the right arose under the law of the State of origin;

#### Article 6 *Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

~~(a) a judgment that ruled on the registration or validity of patents, trademarks, designs, or other similar rights required to be deposited or registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which deposit or registration has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument;~~

#### Article 7 *Refusal of recognition or enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

[...]

(g) the monetary judgment was given on the infringement of an intellectual property right that was subsequently invalidated in the State of origin, and only in the State of origin.

#### Article 9 *Damages*

1 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment awards damages, including exemplary or punitive damages, that do not compensate a party for actual loss or harm suffered.

2 The court addressed shall take into account whether and to what extent the damages awarded by the court of origin serve to cover costs and expenses relating to the proceedings.

3 This Article shall not apply to judgments in relation to intellectual property rights.

#### **No 26 – Proposal of the delegation of the European Union**

##### *Article 5(2)*

2 If recognition or enforcement is sought against a consumer in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters concerning the relationship between the employee and the employer relating to a an individual contract of employment –

(a) paragraph 1(d) applies only if the consent was given before the court;

(b) paragraph 1(e) does not apply;

(c) Article 15 does not apply.

#### **No 27 – Proposal of the delegation of the European Union**

##### *Article 5(1)(h)*

With regard to Article 5(1)(h) the European Union suggests considering the extension of this rule to use-based trade marks, trade names, and unregistered designs as other types of unregistered intellectual property rights.

#### **No 28 – Proposal of the delegation of Australia**

##### *Article 5(1)(j)*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

- (j) the judgment ruled on a counterclaim that arose out of the transaction or occurrence on which the original claim was based. ~~However, the judgment on a counterclaim need not be recognised and enforced under this Convention if the law of the State of origin required the counterclaim to be brought under penalty of preclusion to the extent that the counterclaim claimant was unsuccessful on the counterclaim;~~

Article 5(1)(k)

- ~~(k) the court of origin would have had jurisdiction in accordance with the law of the requested State concerning recognition and enforcement of foreign judgments.~~

**No 29 – Proposal of the delegation of the European Union**

*(Ce document est remplacé par le Document de travail No 32/ This document was replaced by Working Document No 32)*

Article 5(1)(g)

- (g) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, design[, plant breeders' right,] or other similar right required to be deposited or registered and it was given by a court in the State in which the deposit or registration of the right concerned has taken place or is deemed to have taken place;

**No 30 – Proposal of the delegation of Argentina**

Article 7(1)

[...]

- (b) the judgment was obtained by fraud ~~in connection with a matter of procedure;~~
- (c) recognition or enforcement would be ~~manifestly~~ incompatible with the public policy of the requested State, including situations where the specific proceedings leading to the judgment were incompatible with fundamental principles of procedural fairness of that State;

[...]

- (e) the judgment is inconsistent with a prior or simultaneous judgment given in the requested State in a dispute between the same parties; or

**No 31 – Proposal of the delegation of Argentina**

*Intellectual property*

Article 5(1)

[...]

- (g) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, design or other similar right required to be deposited or registered and it was given by a court either in the State in which the deposit or registration of the right concerned has taken place or in which the infringement occurred;
- (h) the judgment ruled on the validity or infringement of copyright or related rights and the right arose under the law of the State of origin, or the infringement occurred therein;

**No 32 – Proposal of the delegation of the European Union**

*(Ce document remplace le Document de travail No 29/This document replaces Working Document No 29)*

Article 5(1)(g)

- (g) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, design[, plant breeders' right,] or other similar right required to be deposited or registered and it was given by a court in the State in which the deposit or registration of the right concerned has taken place or is deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument;

**No 33 – Proposal of the informal working group on Article 5(1)(i)**

Article 5

*Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

[...]

- (i) the judgment concerns the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, and the State of origin is –
- (i) designated in the trust instrument as a State in which disputes about such matters are to be determined;
- (ii) the State whose law is expressly or impliedly designated in the trust instrument as the law governing the trust; or
- (iii) the State expressly or impliedly designated in the trust instrument as the State in which the principal place of administration of the trust is situated;

This provision does not apply to judgments ruling on [disputes] [questions] between persons legally representing the interests of the trust and third parties not party to the internal relationships of the trust.

**No 34 – Proposal of the informal working group on Working Document No 16**

Article 5

*Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

- (j *bis*) the judgment that revised or overturned a previous judgment that was eligible for recognition and enforcement in accordance with this Convention was given by the State that gave such previous judgment.

**No 35 – Proposal of the delegations of Brazil and the Russian Federation**

Article 6

*Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

[...]

- (c) a judgment that ruled on a matter that falls within the exclusive jurisdiction of the State addressed, in accordance with its national law, is not eligible for recognition and enforcement, provided that the State addressed made the declaration referred to in Article 15 *bis*.

Article 15 *bis*  
*Declarations limiting recognition and enforcement*

A State may declare that its courts may refuse to recognise or enforce a judgment given by a court of another Contracting State if the matter falls within its exclusive jurisdiction, in accordance with its national law.

---

Documents de travail Nos 36 à 40

Working Documents Nos 36 to 40

*Distribués le lundi 6 juin 2016*

*Distributed on Monday 6 June 2016*

---

**No 36 – Proposal of the delegation of Australia**

*Article 7(2)*

*Refusal of recognition or enforcement*

- (a) Recognition or enforcement may be refused or postponed if proceedings between the same parties and having the same subject matter are pending before a court of the requested State, where:
- (i) the court of the requested State was seised before the court of origin; and
  - (ii) the pending proceedings were not contrary to an exclusive choice of court agreement or designation in a trust instrument under which the dispute in question was to be determined in the court of origin.
- (b) A refusal under paragraph 7(2)(a) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

**No 37 – Proposal of the delegation of Australia**

*Drafting proposal on Article 2 and Article 8*

This proposal draws together and simplifies the relevant provisions addressing preliminary questions, namely Article 2(2) and Article 8(1) and (2).

*Article 2*

Delete Article 2, paragraph 2.

*Article 8*

1 A judgment is not excluded from the scope of this Convention where a matter excluded under Article 2, paragraph 1, or a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled, arose merely as a preliminary question. In particular, the mere fact that the matter arose by way of defence does not exclude a judgment from the scope of the Convention.

~~12 Any ruling on a preliminary question referred to in paragraph 1. Where a matter excluded under Article 2, paragraph 1, or a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled arose as a preliminary question, the ruling on that question shall not be recognised or enforced under this Convention.~~

~~23 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a preliminary question referred to in paragraph 1, matter excluded under Article 2, paragraph 1, or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled.~~

**No 38 – Proposal of the delegation of Israel**

Article 2  
*Exclusions from scope*

1 This Convention shall not apply to the following matters –

- (a) the status and legal capacity of natural persons, including adoption and parentage of children;
- (b) maintenance obligations;
- (c) other family law matters, including matrimonial property regimes and other rights or obligations arising out of marriage or similar relationships;
- (d) wills and succession;
- (e) insolvency, composition and analogous matters;
- (f) the carriage of passengers and goods;
- (g) marine pollution, limitation of liability for maritime claims, general average, and emergency towage and salvage;
- (h) liability for nuclear damage;
- (i) the validity, nullity, or dissolution of legal persons, and the validity of decisions of their organs;
- (j) the validity of entries in public registers;
- (k) defamation.

2 Notwithstanding paragraph 1, a judgment is not excluded from the scope of this Convention where a matter excluded under that paragraph arose merely as a preliminary question in the proceedings in which it was given, and not as an object of the proceedings. In particular, the mere fact that a matter excluded under paragraph 1 arose by way

of defence does not exclude a judgment from the Convention, if that matter was not an object of the proceedings.

3 This Convention shall not apply to arbitration and related proceedings.

4 This Convention shall not apply to agreements to refer a dispute to binding determination by a person or body other than a court, or to proceedings pursuant to such an agreement.

5 A judgment is not excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State, including a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party to the proceedings – *Propose to allow States to exclude the application of this paragraph in whole or in part.*

6 Nothing in this Convention shall affect privileges and immunities of States or of international organisations, in respect of themselves, of their officials and of their property.

### **No 39 – Proposal of the delegation of Israel**

The following is an initial proposal for a declaration clause for the Convention without prejudice to its location/s in the text (in one or two specific articles/general provision/general provision with reference to specific articles) or to the Articles that can be subject to such declarations. Assuming that the Special Commission will not have the time to conduct a focused discussion on the final clauses, the proposal can be used to facilitate informal and inter-sessional discussions.

#### *Proposed text:*

Where a state has a strong interest that any of the Articles [YY] of this Convention shall not apply, and/or that it has a strong interest that Articles [ZZ] shall be limited in application, in its territory, in regards to recognition and enforcement of judgments of other Contracting States, it may make a declaration to that effect with the depositary. The Declaring State shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that it is clearly and precisely defined.

A Contracting State may notify the depositary that it will apply the Convention to recognition and enforcement, in its territory, of judgments from any Declaring State only to the extent that the judgments of its courts are capable of recognition and enforcement in the Declaring State, taking into account the Declaring State's declaration under paragraph 1.

### **No 40 – Proposition de l'Union Internationale du Notariat Latin – Proposal of the International Union of Latin Notaries**

#### *Article 10*

#### *Proposition A (Opting out)*

#### *Article X*

Les actes authentiques qui sont exécutoires dans un État contractant sont exécutoires dans un autre État contractant sans qu'une déclaration constatant la force exécutoire ne soit nécessaire.

Les dispositions du chapitre II s'appliquent, le cas échéant, aux actes authentiques.

L'acte authentique produit doit réunir les conditions nécessaires à son authenticité dans l'État membre d'origine.

#### *Article Y*

Tout État contractant peut faire connaître au moment de la ratification, de l'acceptation, ou de l'adhésion à la présente Convention ou à tout moment ultérieure, au moyen d'une déclaration, qu'il n'appliquera pas l'article X concernant les actes authentiques.

#### *Ou*

#### *Proposition B (Opting in)*

#### *Article X*

Chaque État contractant peut déclarer qu'il exécutera sous réserve de réciprocité, les actes authentiques reçus et exécutoires dans un autre État contractant.

Les dispositions concernant l'exécution figurant au chapitre II seront en tant que besoin applicables.

#### *Définitions 3(1)(c) Acte authentique*

- (c) « acte authentique », un acte dressé ou enregistré formellement en tant qu'acte authentique dans un État contractant d'origine et dont l'authenticité :
- (i) porte sur la signature et le contenu de l'acte, et
  - (ii) a été établie par une autorité publique ou toute autre autorité habilitée à le faire;

#### *3(1)(d)*

- (d) l'acte authentique exécutoire est considéré comme jugement pour les fins de la présente Convention.

\* \* \*

#### *Article 10*

#### *Proposition A (Opting out)*

#### *Article X*

An authentic instrument which is enforceable in a Contracting State of origin shall be enforceable in another Contracting State without any declaration of enforceability being required.

The provisions of Chapter II shall apply as appropriate to authentic instruments.

The authentic instrument produced must satisfy the conditions necessary to establish its authenticity in the Contracting State of origin.

#### *Article Y*

Each Contracting State may make known at the time of its ratification acceptance or adhesion to the present Convention or at any later time, by way of a declaration, that it will not apply Article X concerning authentic instruments.

#### *Or*

*Proposition B (Opting in)*

*Article X*

Each Contracting State may declare that they will enforce authentic instruments formally drawn up and enforceable in another Contracting State, subject to reciprocity.

The provisions concerning enforcement provided for in Chapter II shall apply as appropriate.

*Definitions 3(1)(c) authentic instrument*

- (c) “authentic instrument” means a document which has been formally drawn up or registered as an authentic instrument in a Contracting State of origin and the authenticity of which:
  - (i) relates to the signature and the content of the instrument; and
  - (ii) has been established by a public authority or other authority empowered for that purpose;

*3(1)(d)*

- (d) the enforceable authentic instrument is also considered as a judgment for the purposes of the present Convention.

---

*Distribué le lundi 6 juin 2016*

---

*Distributed on Monday 6 June 2016*

---

**No 41 – Texte révisé sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers**

---

**No 41 – Revised Draft Text on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments**

CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION  
ET DÉFINITIONS

CHAPTER I – SCOPE AND DEFINITIONS

Article premier  
*Champ d'application*

Article 1  
*Scope*

1 La présente Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements en matière civile et commerciale. Elle ne recouvre notamment pas les matières fiscales, douanières ou administratives.

1 This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments relating to civil or commercial matters. It shall not extend in particular to revenue, customs or other administrative matters.

2 La présente Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution, dans un État contractant, d'un jugement rendu dans un autre État contractant.

2 This Convention shall apply to the recognition and enforcement in one Contracting State of a judgment given in another Contracting State.

Article 2  
*Exclusions du champ d'application*

Article 2  
*Exclusions from scope*

1 La présente Convention ne s'applique pas aux matières suivantes :

1 This Convention shall not apply to the following matters –

- (a) l'état et la capacité des personnes physiques ;
- (b) les obligations alimentaires ;
- (c) les autres matières du droit de la famille, y compris les régimes matrimoniaux et les autres droits ou obligations découlant du mariage ou de relations similaires ;
- (d) les testaments et les successions ;
- (e) l'insolvabilité, les concordats et les matières analogues ;
- (f) le transport de passagers et de marchandises ;
- (g) la pollution marine, la limitation de responsabilité pour des demandes en matière maritime, les avaries communes, ainsi que le remorquage et le sauvetage d'urgence ;
- (h) la responsabilité pour les dommages nucléaires ;
- (i) la validité, la nullité ou la dissolution des personnes morales, ainsi que la validité des décisions de leurs organes ;
- (j) la validité des inscriptions sur les registres publics ;
- (k) la diffamation.

- (a) the status and legal capacity of natural persons;
- (b) maintenance obligations;
- (c) other family law matters, including matrimonial property regimes and other rights or obligations arising out of marriage or similar relationships;
- (d) wills and succession;
- (e) insolvency, composition and analogous matters;
- (f) the carriage of passengers and goods;
- (g) marine pollution, limitation of liability for maritime claims, general average, and emergency towage and salvage;
- (h) liability for nuclear damage;
- (i) the validity, nullity, or dissolution of legal persons, and the validity of decisions of their organs;
- (j) the validity of entries in public registers;
- (k) defamation.



2 Nonobstant le paragraphe 1, un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention lorsqu'une matière exclue en vertu de ce paragraphe est soulevée seulement à titre préalable et non comme un objet du litige. En particulier, le seul fait qu'une matière exclue en vertu du paragraphe 1 ait été invoquée en tant que moyen de défense n'exclut pas le jugement du champ d'application de la Convention, si cette question n'était pas un objet du litige.

3 La présente Convention ne s'applique pas à l'arbitrage et aux procédures y afférentes.

4 La présente Convention ne s'applique pas aux accords selon lesquels un différend est soumis à une personne ou à un organe autre qu'un tribunal pour l'obtention d'une décision contraignante, ni aux procédures fondées sur un tel accord.

5 Un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention du seul fait qu'un État, y compris un gouvernement, une agence gouvernementale ou toute personne agissant pour le compte d'un État, était partie au litige.

6 La présente Convention n'affecte pas les privilèges et immunités dont jouissent les États ou les organisations internationales, pour eux-mêmes et pour leurs biens.

### Article 3 *Définitions*

1 Au sens de la présente Convention :

- (a) le terme « défendeur » signifie la personne contre laquelle la demande ou la demande reconventionnelle a été introduite dans l'État d'origine ;
- (b) le terme « jugement » signifie toute décision sur le fond rendue par un tribunal, quelle que soit sa dénomination, telle qu'un arrêt ou une ordonnance, de même que la fixation des frais du procès par le tribunal (y compris le greffier du tribunal), à condition qu'elle ait trait à une décision sur le fond susceptible d'être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention. Les mesures provisoires et conservatoires ne sont pas des jugements.

2 Une entité ou une personne autre qu'une personne physique est réputée avoir sa résidence habituelle dans l'État :

- (a) de son siège statutaire ;
- (b) selon le droit duquel elle a été constituée ;
- (c) de son administration centrale ; ou
- (d) de son principal établissement.

## CHAPITRE II – RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION

### Article 4 *Dispositions générales*

1 Un jugement rendu par un tribunal d'un État contractant (État d'origine) est reconnu et exécuté dans un autre État contractant (État requis) conformément aux dispositions du présent chapitre. La reconnaissance ou l'exécution ne peut être refusée qu'aux motifs énoncés dans la présente Convention.

2 Notwithstanding paragraph 1, a judgment is not excluded from the scope of this Convention where a matter excluded under that paragraph arose merely as a preliminary question in the proceedings in which it was given, and not as an object of the proceedings. In particular, the mere fact that a matter excluded under paragraph 1 arose by way of defence does not exclude a judgment from the Convention, if that matter was not an object of the proceedings.

3 This Convention shall not apply to arbitration and related proceedings.

4 This Convention shall not apply to agreements to refer a dispute to binding determination by a person or body other than a court, or to proceedings pursuant to such an agreement.

5 A judgment is not excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State, including a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party to the proceedings.

6 Nothing in this Convention shall affect privileges and immunities of States or of international organisations, in respect of themselves and of their property.

### Article 3 *Definitions*

1 In this Convention,

- (a) “defendant” means a person against whom the claim or counterclaim was brought in the State of origin;
- (b) “judgment” means any decision on the merits given by a court, whatever it may be called, including a decree or order, and a determination of costs or expenses by the court (including an officer of the court), provided that the determination relates to a decision on the merits which may be recognised or enforced under this Convention. An interim measure of protection is not a judgment.

2 An entity or person other than a natural person shall be considered to be habitually resident in the State –

- (a) where it has its statutory seat;
- (b) under whose law it was incorporated or formed;
- (c) where it has its central administration; or
- (d) where it has its principal place of business.

## CHAPTER II – RECOGNITION AND ENFORCEMENT

### Article 4 *General provisions*

1 A judgment given by a court of a Contracting State (State of origin) shall be recognised and enforced in another Contracting State (requested State) in accordance with the provisions of this Chapter. Recognition or enforcement may be refused only on the grounds specified in this Convention.

2 Sans préjudice de ce qui est nécessaire pour l'application des dispositions du présent chapitre, il n'est procédé à aucune révision au fond du jugement rendu par le tribunal d'origine. [Le tribunal requis est lié par les constatations de fait sur lesquelles le tribunal d'origine a fondé sa compétence, sauf si le jugement a été rendu par défaut.]

3 Un jugement n'est reconnu que s'il produit ses effets dans l'État d'origine et n'est exécuté que s'il est exécutoire dans l'État d'origine.

4 ~~La reconnaissance ou l'exécution peut être différée ou refusée si~~ Si le jugement, qui produit ses effets et qui est exécutoire dans l'État d'origine, fait l'objet d'un recours dans l'État d'origine ou si le délai pour exercer un recours ordinaire n'a pas expiré. Un tel refus n'empêche pas une demande ultérieure de reconnaissance ou d'exécution du jugement. Dans de tels cas, le tribunal requis peut également subordonner l'exécution au dépôt d'une caution dont il fixera le montant., le tribunal requis peut

(a) accepter la reconnaissance ou l'exécution, voire subordonner cette exécution à la constitution d'une sûreté, qu'il détermine ;

(b) différer la reconnaissance ou l'exécution ;

(c) refuser la reconnaissance ou l'exécution.

Le refus visé au paragraphe (c) n'interdit pas de demander ultérieurement la reconnaissance ou l'exécution du jugement.

#### Article 5

##### *Fondements de la reconnaissance ou de l'exécution*

1 Un jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté si l'une des exigences suivantes est remplie satisfait :

(a) (i) ~~la personne qui était partie à la procédure dans l'État d'origine et qui est la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est requise~~ demandée avait sa résidence habituelle dans l'État d'origine au moment où cette personne est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine ; ou

(ii) ~~la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est requise n'est pas la personne qui était partie à la procédure dans l'État d'origine mais celle qui lui a succédé dans les obligations découlant du jugement, alors que la personne qui était partie à la procédure dans l'État d'origine avait sa résidence habituelle dans cet État au moment où cette personne lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine ;~~

(b) ~~la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est requise~~ était la personne demandée est celle qui a saisi le tribunal de la demande à l'origine du jugement ou qui a succédé à cette personne ;

(c) ~~le défendeur avait une succursale, une agence ou tout autre établissement dénué de personnalité morale dans l'État d'origine, au moment où il est devenu une partie à la procédure devant le tribunal d'origine, et la demande à l'origine du jugement résultait des activités de cette succursale, de cette agence ou de cet établissement ;~~

2 Without prejudice to such review as is necessary for the application of the provisions of this Chapter, there shall be no review of the merits of the judgment given by the court of origin. [The court addressed shall be bound by the findings of fact on which the court of origin based its jurisdiction, unless the judgment was given by default.]

3 A judgment shall be recognised only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin.

4 ~~Recognition or enforcement may be postponed or refused if the~~ If a judgment, which has effect or is enforceable in the State of origin, is the subject of review in the that State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired. A refusal does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment. In such cases, the court addressed may also make enforcement conditional on the provision of such security as it shall determine., the court addressed may

(a) grant recognition or enforcement, which enforcement may be conditional on the provision of such security as it shall determine;

(b) postpone the recognition or enforcement; or

(c) refuse the recognition or enforcement.

A refusal under (c) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

#### Article 5

##### *Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

(a) (i) ~~the person who was the party in the proceedings in the court of origin and is the person against whom recognition or enforcement is sought was~~ habitually resident in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin; or;

(ii) ~~the person against whom recognition or enforcement is sought is not the person who was the party in the proceedings in the court of origin but is the successor to the obligations of the judgment, and the person who was the party in the proceedings in the State of origin was habitually resident there at the time that person became a party to those proceedings;~~

(b) ~~the person against whom recognition or enforcement is sought~~ is the person that brought the claim on which the judgment is based or is the successor to that person;

(c) ~~the defendant maintained a branch, agency, or other establishment without separate legal personality in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin, and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that branch, agency, or establishment;~~

- (d) [le défendeur a expressément consenti à la compétence du tribunal d'origine au cours de la procédure dans laquelle le jugement a été rendu ;]
- (e) le jugement porte sur une obligation contractuelle et a été rendu dans l'État dans lequel ~~ladite obligation~~ l'obligation a été exécutée ou ~~devrait aurait dû~~ être exécutée selon l'accord des parties ou, à défaut de lieu d'exécution convenu entre les parties, en vertu de la loi applicable au contrat, sauf si les activités du défendeur en relation avec la transaction n'avaient clairement pas de lien ~~substantiel et intentionnel et sub-~~ stantiel avec cet État ;
- (f) le jugement porte sur une obligation non contractuelle découlant d'un décès, d'un dommage corporel, d'un dommage subi par un bien corporel ou de la perte d'un bien corporel et l'acte ou l'omission directement à l'origine du dommage a été commis dans l'État du tribunal d'origine, quel que soit le lieu où le ~~résultat du~~ dommage s'est produit est survenu ;
- (g) le jugement porte sur la contrefaçon d'un brevet, d'une marque, d'un dessin ou modèle ou de tout autre droit analogue donnant lieu à dépôt ou à un enregistrement et a été rendu par un tribunal de l'État dans lequel le dépôt ou l'enregistrement du droit en question a été effectué ;
- (h) le jugement porte sur la validité ou la contrefaçon de droits d'auteur ou de droits voisins qui sont nés en vertu de la loi de l'État d'origine ;
- (i) le jugement porte sur la validité, l'interprétation, les effets, l'administration ou la modification d'un trust créé volontairement et dont la preuve est apportée par écrit, et l'État d'origine est :
- (i) désigné dans l'acte constitutif du trust comme étant l'État dans lequel les litiges relatifs à ces questions doivent être tranchés ;
- (ii) l'État dont la loi est désignée, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust comme étant la loi qui régit le trust ; ou
- (iii) désigné, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust comme étant l'État dans lequel est situé le lieu principal d'administration du trust ;
- (j) le jugement porte sur une demande reconventionnelle résultant de la transaction ou des faits sur lesquels la demande initiale était fondée. Toutefois, la présente Convention n'impose pas la reconnaissance et l'exécution d'un jugement statuant sur une demande reconventionnelle lorsque la loi de l'État d'origine imposait l'introduction de la demande reconventionnelle à peine de forclusion, dans la mesure où l'auteur de la demande reconventionnelle n'a pas eu gain de cause ;
- ~~(k) le tribunal d'origine aurait été compétent en vertu des règles de l'État requis applicables en matière de reconnaissance et d'exécution des jugements étrangers.~~
- (j bis) le jugement révisé ou annule un jugement antérieur susceptible d'être reconnu ou exécuté en vertu de la présente Convention, et a été rendu par un tribunal de l'État où l'a été le jugement antérieur.
- (d) [the defendant expressly consented to the jurisdiction of the court of origin in the course of the proceedings in which the judgment was given;]
- (e) the judgment ruled on a contractual obligation and it was given in the State in which performance of that obligation took place or should ~~take~~ have taken place under the parties' agreement, or, in the absence of an agreed place of performance, under the law applicable to the contract, unless the defendant's activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State;
- (f) the judgment ruled on a non-contractual obligation arising from death, physical injury, damage to or loss of tangible property, and the act or omission directly causing such harm occurred in the State of origin, irrespective of where that harm occurred;
- (g) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, design or other similar right required to be deposited or registered and it was given by a court in the State in which the deposit or registration of the right concerned has taken place;
- (h) the judgment ruled on the validity or infringement of copyright or related rights and the right arose under the law of the State of origin;
- (i) the judgment concerns the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, and the State of origin is –
- (i) designated in the trust instrument as a State in which disputes about such matters are to be determined;
- (ii) the State whose law is expressly or impliedly designated in the trust instrument as the law governing the trust; or
- (iii) the State expressly or impliedly designated in the trust instrument as the State in which the principal place of administration of the trust is situated;
- (j) the judgment ruled on a counterclaim that arose out of the transaction or occurrence on which the original claim was based. However, the judgment on a counterclaim need not be recognised and enforced under this Convention if the law of the State of origin required the counterclaim to be brought under penalty of preclusion to the extent that the counterclaim claimant was unsuccessful on the counterclaim;
- ~~(k) the court of origin would have had jurisdiction in accordance with the law of the requested State concerning recognition and enforcement of foreign judgments.~~
- (j bis) the judgment revised or overturned a previous judgment that was eligible for recognition and enforcement in accordance with this Convention and was given by a court of the State that gave such previous judgment.

2 Si la reconnaissance ou l'exécution est requise contre une personne physique agissant principalement dans un but personnel, familial ou domestique (un consommateur) en matière de contrats conclus avec un consommateur contrat de consommation, ou contre un employé [en matière de ~~contrats individuels~~ contrat individuel de travail] :

- (a) la lettre (d) du paragraphe 1 ne s'applique que si le consentement a été donné devant le tribunal ;
- (b) la lettre (e) du paragraphe 1 ne s'applique pas.

Article 6  
*Fondements exclusifs de la reconnaissance  
ou de l'exécution*

Nonobstant l'article 5 :

- (a) un jugement portant sur l'enregistrement ou la validité d'un brevet, d'une marque, d'un dessin ou d'un modèle ou de tout autre droit analogue donnant lieu à dépôt ou à un enregistrement n'est reconnu ou exécuté que si l'État d'origine est celui dans lequel le dépôt ou l'enregistrement a été demandé ou a été effectué, ou est réputé avoir été demandé ou avoir été effectué conformément aux dispositions d'un instrument international ou régional ;
- (b) un jugement portant sur des droits réels immobiliers ou des baux d'immeubles conclus pour une durée supérieure à six mois n'est reconnu ou exécuté que si l'immeuble est situé dans l'État d'origine.

Article 7  
*Refus de reconnaissance ou d'exécution*

1 La reconnaissance ou l'exécution peut être refusée si :

- (a) l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent contenant les éléments essentiels de la demande :
  - (i) n'a pas été notifié au défendeur en temps utile et de telle manière qu'il puisse organiser sa défense, à moins que le défendeur ait comparu et présenté sa défense sans contester la notification devant le tribunal d'origine, à condition que le droit de l'État d'origine permette de contester la notification ; ou
  - (ii) a été notifié au défendeur dans l'État requis de manière incompatible avec les principes fondamentaux de cet État relatifs à la notification de documents ;
- (b) le jugement résulte d'une fraude relative à la procédure ;
- (c) la reconnaissance ou l'exécution est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État requis, notamment dans les cas où la procédure appliquée en l'espèce pour obtenir le jugement était incompatible avec les principes fondamentaux d'équité procédurale de cet État ;
- (d) la procédure devant le tribunal d'origine était contraire à un accord d'élection de for ou à une clause figurant dans l'acte constitutif d'un trust en vertu de laquelle le litige en question devait être tranché devant un tribunal autre que le tribunal d'origine ;

2 If recognition or enforcement is sought against a natural person acting primarily for personal, family or household purposes (a consumer) in matters relating to a consumer contract, or against an employee [in matters relating to an individual contract of employment] –

- (a) paragraph 1(d) applies only if the consent was given before the court;
- (b) paragraph 1(e) does not apply.

Article 6  
*Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

- (a) a judgment that ruled on the registration or validity of patents, trademarks, designs, or other similar rights required to be deposited or registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which deposit or registration has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument;
- (b) a judgment that ruled on rights *in rem* in immovable property or [tenancies of immovable property for a period of more than six months] shall be recognised and enforced if and only if the property is situated in the State of origin.

Article 7  
*Refusal of recognition or enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

- (a) the document which instituted the proceedings or an equivalent document, including a statement of the essential elements of the claim –
  - (i) was not notified to the defendant in sufficient time and in such a way as to enable him to arrange for his defence, unless the defendant entered an appearance and presented his case without contesting notification in the court of origin, provided that the law of the State of origin permitted notification to be contested; or
  - (ii) was notified to the defendant in the requested State in a manner that is incompatible with fundamental principles of the requested State concerning service of documents;
- (b) the judgment was obtained by fraud in connection with a matter of procedure;
- (c) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the public policy of the requested State, including situations where the specific proceedings leading to the judgment were incompatible with fundamental principles of procedural fairness of that State;
- (d) the proceedings in the court of origin were contrary to an agreement or a designation in a trust instrument under which the dispute in question was to be determined in a court other than the court of origin;

- (e) le jugement est incompatible avec un jugement rendu dans l'État requis dans un litige entre les mêmes parties ; ou
- (f) le jugement est incompatible avec un jugement rendu antérieurement dans un autre État entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet, lorsque le jugement rendu antérieurement réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État requis.

2 La reconnaissance ou l'exécution peut être refusée ou différée si une procédure ayant le même objet est pendante entre les mêmes parties devant un tribunal de l'État requis lorsque ce dernier a été saisi avant le tribunal de l'État d'origine, et si

- (a) le tribunal de l'État requis répond à l'un des fondements de reconnaissance ou d'exécution énoncés à l'article 5, ou s'il existe un lien étroit entre le litige et l'État requis ; ou
- (b) la procédure devant le tribunal de l'État d'origine a été introduite dans le but de mettre en échec la procédure en cours ; et

la procédure pendante n'est pas contraire à un accord d'élection de for ou à une clause figurant dans l'acte constitutif d'un trust en vertu de laquelle le litige en question devait être tranché devant un tribunal autre que le tribunal d'origine.

#### Article 8 *Questions préalables*

1 Une décision rendue à titre préalable sur une matière exclue du champ d'application de la présente Convention en vertu de l'article 2, paragraphe 1, ou une décision rendue à titre préalable sur une matière visée à l'article 6 par un autre tribunal que celui désigné dans cette dernière disposition, n'est pas reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

2 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement est fondé sur une décision relative à une matière exclue du champ d'application de la présente Convention en vertu de l'article 2, paragraphe 1, ou si, et dans la mesure où, il s'agit d'un jugement fondé sur une décision relative à une matière visée à l'article 6 qui a été rendue par un autre tribunal que celui désigné dans cette disposition.

#### Article 9 *Domages et intérêts*

1 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement accorde des dommages et intérêts, y compris des dommages et intérêts exemplaires ou punitifs, qui ne compensent pas une partie pour la perte ou le préjudice réels subis.

2 Le tribunal requis tient compte du fait que, et de la mesure dans laquelle, le montant accordé à titre de dommages et intérêts par le tribunal d'origine est destiné à couvrir les frais et dépens du procès.

- (e) the judgment is inconsistent with a judgment given in the requested State in a dispute between the same parties; or
- (f) the judgment is inconsistent with an earlier judgment given in another State between the same parties on the same cause of action, provided that the earlier judgment fulfills the conditions necessary for its recognition in the requested State.

2 Recognition or enforcement may be refused or postponed if proceedings between the same parties and having the same subject matter are pending before a court of the requested State, where the court of the requested State was seised before the court of origin, and

- (a) the court of the requested State satisfies one of the bases for recognition and enforcement under Article 5, or there exists a close connection between the dispute and the requested State; or
- (b) the proceedings before the court of origin were brought for the purpose of frustrating the effectiveness of the pending proceedings; and

the pending proceedings were not contrary to an agreement or designation in a trust instrument under which the dispute in question was to be determined in a court other than the court of origin.

#### Article 8 *Preliminary questions*

1 Where a matter excluded under Article 2, paragraph 1, or a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled arose as a preliminary question, the ruling on that question shall not be recognised or enforced under this Convention.

2 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter excluded under Article 2, paragraph 1, or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled.

#### Article 9 *Damages*

1 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment awards damages, including exemplary or punitive damages, that do not compensate a party for actual loss or harm suffered.

2 The court addressed shall take into account whether and to what extent the damages awarded by the court of origin serve to cover costs and expenses relating to the proceedings.

Article 10  
*Transactions judiciaires*

Les transactions judiciaires homologuées par un tribunal d'un État contractant ou conclues devant ce tribunal au cours d'une instance, et qui sont exécutoires au même titre qu'un jugement dans l'État d'origine, sont exécutées en vertu de la présente Convention aux mêmes conditions qu'un jugement.

Article 11  
*Pièces à produire*

1 La partie qui requiert la reconnaissance ou qui demande l'exécution produit :

- (a) une copie complète et certifiée conforme du jugement ;
- (b) si le jugement a été rendu par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document attestant que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été notifié à la partie défaillante ;
- (c) tout document nécessaire pour établir que le jugement produit ses effets dans l'État d'origine ou, le cas échéant, qu'il est exécutoire dans cet État ;
- (d) dans le cas prévu à l'article 10, un certificat délivré par un tribunal de l'État d'origine attestant que la transaction judiciaire est exécutoire, en tout ou en partie, aux mêmes conditions qu'un jugement dans l'État d'origine.

2 Si le contenu du jugement ne permet pas au tribunal requis de vérifier que les conditions du présent chapitre sont remplies, ce tribunal peut exiger tout autre document nécessaire.

3 Une demande de reconnaissance ou d'exécution peut être accompagnée d'un document relatif au jugement, délivré par un tribunal (y compris par une personne autorisée du tribunal) de l'État d'origine, sous la forme recommandée et publiée par la Conférence de La Haye de droit international privé.

4 Si les documents mentionnés dans le présent article ne sont pas rédigés dans une langue officielle de l'État requis, ils sont accompagnés d'une traduction certifiée dans une langue officielle, sauf si la loi de l'État requis en dispose autrement.

Article 12  
*Procédure*

1 La procédure tendant à obtenir la reconnaissance, l'exequatur ou l'enregistrement aux fins de l'exécution, ainsi que l'exécution du jugement sont régies par le droit de l'État requis sauf si la présente Convention en dispose autrement. Le tribunal requis agit avec célérité.

2 Le tribunal de l'État requis ne peut refuser de reconnaître ou d'exécuter un jugement en vertu de la présente Convention au motif que la reconnaissance ou l'exécution devrait être requise dans un autre État.

Article 10  
*Judicial settlements (transactions judiciaires)*

Judicial settlements (*transactions judiciaires*) which a court of a Contracting State has approved, or which have been concluded before that court in the course of proceedings, and which are enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin, shall be enforced under this Convention in the same manner as a judgment.

Article 11  
*Documents to be produced*

1 The party seeking recognition or applying for enforcement shall produce –

- (a) a complete and certified copy of the judgment;
- (b) if the judgment was given by default, the original or a certified copy of a document establishing that the document which instituted the proceedings or an equivalent document was notified to the defaulting party;
- (c) any documents necessary to establish that the judgment has effect or, where applicable, is enforceable in the State of origin;
- (d) in the case referred to in Article 10, a certificate of a court of the State of origin that the judicial settlement or a part of it is enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin.

2 If the terms of the judgment do not permit the court addressed to verify whether the conditions of this Chapter have been complied with, that court may require any necessary documents.

3 An application for recognition or enforcement may be accompanied by a document relating to the judgment, issued by a court (including an officer of the court) of the State of origin, in the form recommended and published by the Hague Conference on Private International Law.

4 If the documents referred to in this Article are not in an official language of the requested State, they shall be accompanied by a certified translation into an official language, unless the law of the requested State provides otherwise.

Article 12  
*Procedure*

1 The procedure for recognition, declaration of enforceability or registration for enforcement, and the enforcement of the judgment, are governed by the law of the requested State unless this Convention provides otherwise. The court addressed shall act expeditiously.

2 The court of the requested State shall not refuse the recognition or enforcement of a judgment under this Convention on the ground that recognition or enforcement should be sought in another State.

Article 13  
*Effets équivalents*

Un jugement reconnu ou déclaré exécutoire en vertu de la présente Convention a les mêmes effets que dans l'État d'origine. Si le jugement contient des mesures qui ne sont pas disponibles dans le droit de l'État requis, ces mesures doivent être adaptées, dans la mesure du possible, à des mesures qui ont des effets équivalents à, mais n'excédant pas, ceux prévus dans l'État d'origine.

Article 14  
*Divisibilité*

La reconnaissance ou l'exécution d'une partie dissociable d'un jugement est accordée lorsque la reconnaissance ou l'exécution de cette partie est demandée ou lorsque seule une partie du jugement peut être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

Article 15  
*Reconnaissance ou exécution en application  
du droit national*

Sous réserve de l'article 6, la présente Convention ne fait pas obstacle à la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement en application du droit national.

Article 13  
*Equivalent effects*

A judgment recognised or enforceable under this Convention shall be given the same effect it has in the State of origin. If the judgment provides for relief that is not available under the law of the requested State, that relief shall, to the extent possible, be adapted to relief with effects equivalent to, but not going beyond, its effects under the law of the State of origin.

Article 14  
*Severability*

Recognition or enforcement of a severable part of a judgment shall be granted where recognition or enforcement of that part is applied for, or only part of the judgment is capable of being recognised or enforced under this Convention.

Article 15  
*Recognition or enforcement under national law*

Subject to Article 6, this Convention does not prevent the recognition or enforcement of judgments under national law.

---

Documents de travail Nos 42 à 48

Working Documents Nos 42 to 48

*Distribués le lundi 6 juin 2016*

*Distributed on Monday 6 June 2016*

---

**No 42 – Proposal of the delegation of the European Union**

The EU proposes the deletion of Article 2(4).

~~4 This Convention shall not apply to agreements to refer a dispute to binding determination by a person or body other than a court, or to proceedings pursuant to such an agreement.~~

**No 43 – Proposal of the delegation of the European Union**

*New Article 5(1)(e) bis:*

- (e) *bis* the judgment ruled on tenancies of immovable property and it was given in the State in which the property is situated;

*New Article 6(c):*

- (c) a judgment that ruled on tenancies of immovable property for a period of more than six months shall not be recognised and enforced if it was given by a court of the State in which the property is not situated and the courts of the State in which the property is situated have exclusive jurisdiction under their law.

**No 44 – Proposition de l'Association de droit international – Proposal of the International Law Association**

*Explicatif*

L'expérience révèle que la notion de reconnaissance, pourtant centrale, donne lieu à des divergences d'interprétation, notamment de la part des praticiens.

Cette notion n'est définie dans aucun instrument sur les effets des jugements.

Il serait préférable de l'inscrire dans le texte de la Convention plutôt que dans un Rapport explicatif qui n'est pas nécessairement connu des praticiens.

La proposition vise à ajouter à l'article 3 une définition de la notion de « reconnaissance » dans un point (c).

Article 3  
*Définitions*

- (c) le terme « reconnaissance » signifie « le fait pour le tribunal requis de donner effet à la détermination des droits et obligations juridiques réalisée par le tribunal d'origine ». Cette définition inclut de manière évidente l'autorité de la chose jugée.

Cette définition est celle du Rapport Hartley/Dogauchi (para. 170) citée dans le Glossaire établi par le Bureau Permanent.

*Alternative*

- (c) le terme « reconnaissance » signifie « le fait pour le tribunal requis de donner une force obligatoire, incontestable, à la détermination des droits et obligations juridiques réalisée par le tribunal d'origine ».

\* \* \*

*Explanation*

Experience shows that the notion of recognition, although central, gives rise to differences in interpretation, particularly for practitioners.

This notion is not defined in any instrument dealing with the effects of judgments.

It would be preferable to include this in the text of the Convention, rather than the Explanatory Report, which is not necessarily well known to practitioners.

The current proposal would add to Article 3 a definition of the notion of “recognition”, in an added sub-paragraph (c).

Article 3  
*Definitions*

- (c) the term “recognition” means “that the court addressed gives effect to the determination of the legal rights and obligations made by the court of origin”. This definition obviously includes the *res judicata* effect of the judgment.

This definition is taken from the Hartley/Dogauchi Report (para. 170) cited in the Glossary drawn up by the Permanent Bureau.

*Alternative*

- (c) the term “recognition” means “that the court addressed gives obligatory and incontestable effect to the determination of the legal rights and obligations made by the court of origin”.

**No 45 – Proposal of the Observer for the Union Internationale des Avocats (UIA)**

*Drafting proposals on Article 1(1) and Article 3(1)(b)*

*Article 1(1)*

1 This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments relating to civil or commercial matters whatever the nature of the court or tribunal. It shall not extend in particular to revenue, customs or other administrative matters or to the liability of the State for acts and omissions in the exercise of State authority (*acta iure imperii*).

*Article 3(1)(b)*

- (b) “judgment” means any decision on the merits given by a court, whatever it may be called, including a decree or order, and a determination of costs or expenses by the court (including an officer of the court), provided that the determination relates to a decision on the mer-



its which may be recognised or enforced under this Convention. ~~An interim measure of protection is not a judgment.~~

#### No 46 – Proposal of the delegation of the European Union

##### Article 1(1)

1 This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments relating to civil or commercial matters. It shall not extend in particular to revenue, customs or other administrative matters or to the liability of the State for acts and omissions in the exercise of State authority (*acta iure imperii*).

#### No 47 – Proposal of the delegation of the European Union

##### Article 2(1)

[...]

- (i) the validity, nullity, or dissolution of legal persons or associations of natural or legal persons, and the validity of decisions of their organs;

#### No 48 – Proposal of the delegation of Argentina

##### Article 2 *Exclusions from scope:*

[...]

5 A judgment is not excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State – including a government, a governmental agency or any person acting for a State – or an international organisation – including its officials and representatives– was a party to the proceedings.

6 Nothing in this Convention shall affect privileges and immunities of States, or persons acting for a State, or of international organisations, or officials or representatives of international organisations in respect of themselves and of their property.

---

## Documents de travail Nos 49 à 60

## Working Documents Nos 49 to 60

*Distribués le mardi 7 juin 2016*

*Distributed on Tuesday 7 June 2016*

---

#### No 49 – Proposal of the delegation of Israel

##### Article 5(2)

2 If recognition or enforcement is sought against a natural person acting primarily for personal, family or household purposes (a consumer) in matters relating to a consumer contract, or against an employee [in matters relating to an individual contract of employment] –

- (a) paragraph 1(d) applies only if the consent was given before the court in the course of oral proceedings;
- (b) paragraph 1(e) does not apply.

#### No 50 – Proposal of the delegation of Israel

##### Article 12 *Procedure*

1 The procedure for recognition, declaration of enforceability or registration for enforcement, and the enforcement of the judgment, are governed by the law of the requested State unless this Convention provides otherwise. The court addressed shall act expeditiously.

2 The court of the requested State shall not refuse the recognition or enforcement of a judgment under this Convention on the ground that recognition or enforcement should be sought in another State.

3 The statute of limitations for recognition and enforcement shall be determined by the law of the requested State.

#### No 51 – Proposal of the Informal Working Group on Article 5(1)(d)

##### Article 5(1)

- (d) the defendant expressly consented to the jurisdiction of the court of origin in the course of the proceedings in which the judgment was given;

(d bis) the defendant entered an appearance before the court of origin without contesting jurisdiction at the first opportunity to do so, if the defendant would have had an arguable case that there was no jurisdiction or that jurisdiction should not be exercised under the law of the state of origin.

## No 52 – Proposal of the delegation of China

### Article 2

1 This Convention shall not apply to the following matters –

[...]

(g *bis*) anti-trust (competition) matters;

[...]

## No 53 – Proposal of the delegation of Switzerland

### Article 8

[...]

3 However, in the case of a ruling on the validity of an intellectual property right other than copyright or a related right, recognition or enforcement of a judgment may be refused or postponed under the preceding paragraph only where –

(a) that ruling is inconsistent with a judgment or a decision of a competent authority on that matter given in the State under the law of which the intellectual property right arose; or

(b) proceedings concerning the validity of the intellectual property right are pending in that State.

## No 54 – Proposal of the delegation of the European Union

### Article 3 Definitions

[...]

(c) “habitual residence” of a natural person acting in the course of his business activity means his principal place of business.

## No 55 – Proposal of the IP informal Working Group

Drafting proposal on Article 5.1(g):

### Article 5.1(g)

#### Bases for recognition and enforcement

(g) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, design, ~~plant breeders’ right,~~ or other similar right required to be ~~deposited or~~ registered and it was given by a court in the State in which the ~~deposit or~~ registration of the right concerned has taken place, or is deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument;

### Article 5.1(h)

#### Bases for recognition and enforcement

(h) the judgment ruled on the validity [ownership, subsistence] or infringement of copyright or related rights [or other intellectual property rights not required to be registered] and the right arose under the law of the State of origin;

### Article 6(a)

#### Exclusive bases for recognition and enforcement

Notwithstanding Article 5 –

(a) a judgment that ruled on the registration or validity of patents, trademarks, designs, [plant breeders’ right,] or other similar rights required to be ~~deposited or~~ registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which ~~deposit or~~ registration has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument;

## No 56 – Proposal of the delegation of Australia

### Drafting proposal on Article 12 – Procedure

1 The procedure for recognition, declaration of enforceability or registration for enforcement, and the enforcement of the judgment, are governed by the law of the requested State unless this Convention provides otherwise. ~~The court addressed shall act expeditiously.~~

~~2 The court of the requested State shall not refuse the recognition or enforcement of a judgment under this Convention on the ground that recognition or enforcement should be sought in another State.~~

2 Proceedings to enforce a judgment under the Convention must be brought within the time limits laid down by the national law of the requested State.

## No 57 – Proposal of the delegation of Argentina

### Article 10 Judicial settlements (transactions judiciaires)

Judicial settlements (*transactions judiciaires*) which a court of a Contracting State has approved, or which have been concluded before that court in the course of proceedings, and which are enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin, shall be enforced under this Convention in the same manner as a judgment, provided that such settlement is permissible under the law of the required State.

## No 58 – Proposal of the delegation of the United States of America

### Article 8(2)

2 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter excluded under Article 2, paragraphs 1 or 3, or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled.

## No 59 – Proposal of the Observer for the Union Internationale des Avocats/International Association of Lawyers (UIA)

### Drafting proposals on Article 2(5)

#### Option A

5 A judgment is not excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State, including a gov-

ernment, a governmental agency or any person acting for a State, was a party to the proceedings. Nevertheless, this Convention shall not extend to the liability of the State for acts and omissions in the exercise of State authority (*acta iure imperii*).

*Option B*

5 A judgment is not excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State, including a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party to the proceedings. The judgment will fall outside the scope of the Convention, however, if it is rendered on a matter which is not civil or commercial concerning the liability of the State for acts and omissions in the exercise of its authority (*acta iure imperii*).

**No 60 – Proposal of the informal Working Group on Article 5(1)(i)**

*Article 5(1)(i)*

- (i) the judgment concerns the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, and the State of origin is –
  - (i) designated in the trust instrument as a State in which disputes about such matters are to be determined;
  - (ii) the State whose law is expressly or impliedly designated in the trust instrument as the law governing the aspect of the trust that is the subject of the litigation that gave rise to the judgment; or
  - (iii) the State expressly or impliedly designated in the trust instrument as the State in which the principal place of administration of the trust is situated.

This provision only applies to judgments between persons bound by the terms of a trust regarding internal aspects of that trust.

In the Explanatory Report, we can explain that:

- (a) “judgments” covers disputes, but also non-contentious proceedings, which are quite common in trusts cases;
- (b) examples of “persons bound by the terms of a trust” include trustees, protectors, settlors, beneficiaries, power holders (but it should be clear that this list is not necessarily exhaustive, the key point is whether a person is bound by the terms of a trust);
- (c) “persons” includes both legal and natural persons;
- (d) and we can give examples of “internal aspects of a trust” as well as an explanation of the difference between how a trust operates externally and how it operates internally.

---

Documents de travail Nos 61 à 69

Working Documents Nos 61 to 69

*Distribués le mercredi 8 juin 2016*

*Distributed on Wednesday 8 June 2016*

---

**No 61 – Proposal of the delegation of China**

*Article 11(1)*

(c bis) documents stating whether enforcement has been sought in other States and the results thereof.

**No 62 – Proposal of the delegation of China**

*Article 12*

1 [...]

2 The court of the requested State shall not refuse the recognition or enforcement of a judgment under this Convention on the ground that recognition or enforcement should be sought in another State other than the State of origin.

**No 63 – Proposal of the delegation of China**

*Article 7(2)*

2 Recognition or enforcement may be refused or postponed if proceedings between the same parties and having the same subject matter are pending before a court of the requested State, ~~where the court of the requested State was seized before the court of origin,~~ and [...]

**No 64 – Proposal of the informal Working Group regarding Article 5(2) (Employees)**

*Article 5(2)*

2 If recognition or enforcement is sought against a consumer in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters relating to the employee’s fulfilment of obligations under a contract of employment.

**No 65 – Proposal of the delegations of Australia and the European Union**

*Drafting proposal on Article 7(2):*

*Article 7(2) – Refusal of recognition or enforcement*

- (a) Recognition or enforcement may be refused or postponed if proceedings between the same parties and having the same subject matter are pending before a court of the requested State, where:
  - (i) the court of the requested State was seized before the court of origin; and

(ii) there is a close connection between the dispute and the requested State.

(b) A refusal under paragraph 7(2)(a) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

#### **No 66 – Proposal of the delegation of the European Union**

##### *Article 12 bis*

No security, bond or deposit, however described, shall be required from a party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgment given in another Contracting State on the sole ground that he is a foreign national or that he is not domiciled or resident in the State in which enforcement is sought.

#### **No 67 – Proposal of the delegation of the United States of America**

##### *Article 13 Equivalent effects*

~~A judgment shall be recognised and enforced in a manner consistent with or enforceable under this Convention shall be given the same effect it has in the State of origin. If the judgment provides for relief that is not available under the law of the requested State, and, that relief shall, to the extent possible, be adapted to relief with effects equivalent to, but not going beyond, its effects under the law of the State of origin.~~

##### *Conformed text with changes:*

A judgment shall be recognised and enforced in a manner consistent with the law of the requested State, and, to the extent possible, with effects equivalent to, but not going beyond, its effects under the law of the State of origin.

#### **No 68 – Proposal of the delegations of Switzerland, the European Union and Australia**

##### *Article 8*

[...]

3 However, in the case of a ruling on the validity of a right referred to in Article 6(a), recognition or enforcement of a judgment may be refused or postponed under the preceding paragraph only where –

- (a) that ruling is inconsistent with a judgment or a decision of a competent authority on that matter given in the State referred to in Article 6(a); or
- (b) proceedings concerning the validity of the intellectual property right are pending in that State.

#### **No 69 – Proposition de l'Union Internationale des Avocats (UIA) – Proposal of the *Union Internationale des Avocats* (UIA)**

##### *Proposition d'un nouvel article concernant la dispense de légalisation*

##### *Dispense de légalisation*

###### *Option A*

Les documents transmis ou délivrés en vertu de la présente Convention sont dispensés de légalisation ou de toute formalité analogue, y compris une Apostille.

[Article 18 de la Convention HCCH sur les accords d'élection du for]

###### *Option B*

Le tribunal est habilité à présumer que les documents soumis à l'appui d'une demande de reconnaissance et d'exécution du jugement sont authentiques, qu'ils aient ou non été légalisés.

[Article 8(4) du projet d'UNCITRAL sur une disposition modèle concernant la reconnaissance et exécution internationales des jugements liés à l'insolvabilité]

\* \* \*

##### *Proposal of new Article concerning the exemption of legalisation*

###### *No legalisation*

###### *Option A*

All documents forwarded or delivered under this Convention shall be exempt from legalisation or any analogous formality, including an Apostille.

[Article 18 of the Hague Convention on Choice of Court Agreements]

###### *Option B*

The court is entitled to presume that documents submitted in support of the application for recognition and enforcement of the judgment are authentic, whether or not they have been legalised.

[Article 8(4) Draft Project of a model law or model legislative provisions on Cross-border recognition and enforcement of insolvency related judgments]

---

*Distribué le mercredi 8 juin 2016*

---

*Distributed on Wednesday 8 June 2016*

---

**No 70 – Projet de texte révisé arrêté au 8 juin 2016**

---

**No 70 – Revised draft text as of 8 June 2016**

CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION  
ET DÉFINITIONS

CHAPTER I – SCOPE AND DEFINITIONS

Article premier  
*Champ d'application*

Article 1  
*Scope*

1 La présente Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements en matière civile et commerciale. Elle ne recouvre notamment pas les matières fiscales, douanières ou administratives.

1 This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments relating to civil or commercial matters. It shall not extend in particular to revenue, customs or other administrative matters.

2 La présente Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution, dans un État contractant, d'un jugement rendu dans un autre État contractant.

2 This Convention shall apply to the recognition and enforcement in one Contracting State of a judgment given in another Contracting State.

Article 2  
*Exclusions du champ d'application*

Article 2  
*Exclusions from scope*

1 La présente Convention ne s'applique pas aux matières suivantes :

1 This Convention shall not apply to the following matters –

- (a) l'état et la capacité des personnes physiques ;
- (b) les obligations alimentaires ;
- (c) les autres matières du droit de la famille, y compris les régimes matrimoniaux et les autres droits ou obligations découlant du mariage ou de relations similaires ;
- (d) les testaments et les successions ;
- (e) l'insolvabilité, les concordats et les matières analogues ;
- (f) le transport de passagers et de marchandises ;
- (g) la pollution marine, la limitation de responsabilité pour des demandes en matière maritime, les avaries communes, ainsi que le remorquage et le sauvetage d'urgence ;
- (h) la responsabilité pour les dommages nucléaires ;
- (i) la validité, la nullité ou la dissolution des personnes morales ou des associations composées de personnes physiques ou de personnes morales, ainsi que la validité des décisions de leurs organes ;
- (j) la validité des inscriptions sur les registres publics ;
- (k) la diffamation.

- (a) the status and legal capacity of natural persons;
- (b) maintenance obligations;
- (c) other family law matters, including matrimonial property regimes and other rights or obligations arising out of marriage or similar relationships;
- (d) wills and succession;
- (e) insolvency, composition and analogous matters;
- (f) the carriage of passengers and goods;
- (g) marine pollution, limitation of liability for maritime claims, general average, and emergency towage and salvage;
- (h) liability for nuclear damage;
- (i) the validity, nullity, or dissolution of legal persons or associations of natural or legal persons, and the validity of decisions of their organs;
- (j) the validity of entries in public registers;
- (k) defamation.

2 Nonobstant le paragraphe 1, un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention lorsqu'une matière exclue en vertu de ce paragraphe est soulevée seulement à titre préalable et non comme un objet du litige. En particulier, le seul fait qu'une matière exclue en vertu du paragraphe 1 ait été invoquée en tant que moyen de défense n'exclut pas le jugement du champ d'application de la Convention, si cette question n'était pas un objet du litige.

3 La présente Convention ne s'applique pas à l'arbitrage et aux procédures y afférentes.

~~4 La présente Convention ne s'applique pas aux accords selon lesquels un différend est soumis à une personne ou à un organe autre qu'un tribunal pour l'obtention d'une décision contraignante, ni aux procédures fondées sur un tel accord.~~

5 Un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention du seul fait qu'un État, y compris un gouvernement, une agence gouvernementale ou toute personne agissant pour le compte d'un État, était partie au litige.

6 La présente Convention n'affecte pas les privilèges et immunités dont jouissent les États ou les organisations internationales, pour eux-mêmes et pour leurs biens.

### Article 3 *Définitions*

1 Au sens de la présente Convention :

- (a) le terme « défendeur » signifie la personne contre laquelle la demande ou la demande reconventionnelle a été introduite dans l'État d'origine ;
- (b) le terme « jugement » signifie toute décision sur le fond rendue par un tribunal, quelle que soit sa dénomination, telle qu'un arrêt ou une ordonnance, de même que la fixation des frais du procès par le tribunal (y compris le greffier du tribunal), à condition qu'elle ait trait à une décision sur le fond susceptible d'être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention. Les mesures provisoires et conservatoires ne sont pas des jugements.

[(c) le terme « résidence habituelle » d'une personne physique agissant dans le cadre de son activité professionnelle désigne le lieu où cette personne a son établissement principal].

2 Une entité ou une personne autre qu'une personne physique est réputée avoir sa résidence habituelle dans l'État :

- (a) de son siège statutaire ;
- (b) selon le droit duquel elle a été constituée ;
- (c) de son administration centrale ; ou
- (d) de son principal établissement.

2 Notwithstanding paragraph 1, a judgment is not excluded from the scope of this Convention where a matter excluded under that paragraph arose merely as a preliminary question in the proceedings in which it was given, and not as an object of the proceedings. In particular, the mere fact that a matter excluded under paragraph 1 arose by way of defence does not exclude a judgment from the Convention, if that matter was not an object of the proceedings.

3 This Convention shall not apply to arbitration and related proceedings.

~~4 This Convention shall not apply to agreements to refer a dispute to binding determination by a person or body other than a court, or to proceedings pursuant to such an agreement.~~

5 A judgment is not excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State, including a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party to the proceedings.

6 Nothing in this Convention shall affect privileges and immunities of States or of international organisations, in respect of themselves and of their property.

### Article 3 *Definitions*

1 In this Convention,

- (a) "defendant" means a person against whom the claim or counterclaim was brought in the State of origin;
- (b) "judgment" means any decision on the merits given by a court, whatever it may be called, including a decree or order, and a determination of costs or expenses by the court (including an officer of the court), provided that the determination relates to a decision on the merits which may be recognised or enforced under this Convention. An interim measure of protection is not a judgment;

[(c) "habitual residence" of a natural person acting in the course of his business activity means his principal place of business].

2 An entity or person other than a natural person shall be considered to be habitually resident in the State –

- (a) where it has its statutory seat;
- (b) under whose law it was incorporated or formed;
- (c) where it has its central administration; or
- (d) where it has its principal place of business.

Article 4  
*Dispositions générales*

1 Un jugement rendu par un tribunal d'un État contractant (État d'origine) est reconnu et exécuté dans un autre État contractant (État requis) conformément aux dispositions du présent chapitre. La reconnaissance ou l'exécution ne peut être refusée qu'aux motifs énoncés dans la présente Convention.

2 Sans préjudice de ce qui est nécessaire pour l'application des dispositions du présent chapitre, il n'est procédé à aucune révision au fond du jugement rendu par le tribunal d'origine. [Le tribunal requis est lié par les constatations de fait sur lesquelles le tribunal d'origine a fondé sa compétence, sauf si le jugement a été rendu par défaut.]

3 Un jugement n'est reconnu que s'il produit ses effets dans l'État d'origine et n'est exécuté que s'il est exécutoire dans l'État d'origine.

4 Si le jugement, qui produit ses effets et qui est exécutoire dans l'État d'origine visé au paragraphe 3, fait l'objet d'un recours dans l'État d'origine ou si le délai pour exercer un recours ordinaire n'a pas expiré, le tribunal requis peut

(a) accepter la reconnaissance ou l'exécution, voire subordonner cette exécution à la constitution d'une sûreté, qu'il détermine ;

(b) différer la reconnaissance ou l'exécution ;

(c) refuser la reconnaissance ou l'exécution.

Le refus visé au paragraphe (c) n'interdit pas de demander ultérieurement la reconnaissance ou l'exécution du jugement.

~~4 Dans de tels cas, le tribunal requis peut également subordonner l'exécution au dépôt d'une caution dont il fixera le montant.~~

Article 5  
*Fondements de la reconnaissance ou de l'exécution*

1 Un jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté si l'une des exigences suivantes est ~~remplie~~ satisfaite :

(a) (i) ~~la personne qui était partie à la procédure dans l'État d'origine et qui est~~ la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée avait sa résidence habituelle dans l'État d'origine lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine ; ou

(ii) ~~la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est requise n'est pas la personne qui était partie à la procédure dans l'État d'origine mais celle qui lui a succédé dans les obligations découlant du jugement, alors que la personne qui était partie à la procédure dans l'État d'origine avait sa résidence habituelle dans cet État au moment où cette personne est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine ;~~

(b) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée est celle qui a saisi le tribunal de la demande à l'origine du jugement ~~ou qui a succédé à cette personne ;~~

Article 4  
*General provisions*

1 A judgment given by a court of a Contracting State (State of origin) shall be recognised and enforced in another Contracting State (requested State) in accordance with the provisions of this Chapter. Recognition or enforcement may be refused only on the grounds specified in this Convention.

2 Without prejudice to such review as is necessary for the application of the provisions of this Chapter, there shall be no review of the merits of the judgment given by the court of origin. [The court addressed shall be bound by the findings of fact on which the court of origin based its jurisdiction, unless the judgment was given by default].

3 A judgment shall be recognised only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin.

4 ~~Recognition or enforcement may be postponed or refused if the~~ If a judgment referred to in paragraph 3, which has effect or is enforceable in the State of origin, is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired~~-, the court addressed may~~

(a) grant recognition or enforcement, which enforcement may be conditional on the provision of such security as it shall determine;

(b) postpone the recognition or enforcement; or

(c) refuse the recognition or enforcement.

A refusal under (c) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

4 In such cases, the court addressed may also make enforcement conditional on the provision of such security as it shall determine.

Article 5  
*Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

(a) ~~(i) the person who was the party in the proceedings in the court of origin and is~~ the person against whom recognition or enforcement is sought was habitually resident in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin~~;~~ or;

~~(ii) the person against whom recognition or enforcement is sought is not the person who was the party in the proceedings in the court of origin but is the successor to the obligations of the judgment, and the person who was the party in the proceedings in the State of origin was habitually resident there at the time that person became a party to those proceedings;~~

(b) the person against whom recognition or enforcement is sought was is the person that brought the claim on which the judgment is based ~~or is the successor to that person;~~

- (c) le défendeur avait une succursale, une agence ou tout autre établissement dénué de personnalité morale dans l'État d'origine, au moment où il est devenu une partie à la procédure devant le tribunal d'origine, et la demande à l'origine du jugement résultait des activités de cette succursale, de cette agence ou de cet établissement ;
- (d) [le défendeur a expressément consenti à la compétence du tribunal d'origine au cours de la procédure dans laquelle le jugement a été rendu ;]
- [(d bis) le défendeur a comparu devant le tribunal d'origine sans contester initialement la compétence dès qu'il en avait l'opportunité alors qu'il disposait d'arguments défendables selon lesquels ce tribunal n'était pas compétent ou selon lesquels la compétence n'aurait ne devait pas dû être exercée en vertu du droit de l'État d'origine ;]
- (e) le jugement porte sur une obligation contractuelle et a été rendu dans l'État dans lequel ladite l'obligation a été exécutée ou ~~devrait~~ aurait dû être exécutée selon l'accord des parties ou, à défaut de lieu d'exécution convenu entre les parties, ou en vertu de la loi applicable au contrat, sauf si les activités du défendeur en relation avec la transaction n'avaient clairement pas de lien intentionnel et substantiel avec cet État ;
- (e bis) le jugement porte sur des baux d'immeubles un bail immobilier et a été rendu dans l'État où est situé l'immeuble ;
- (f) le jugement porte sur une obligation non contractuelle découlant d'un décès, d'un dommage corporel, d'un dommage subi par un bien corporel ou de la perte d'un bien corporel et l'acte ou l'omission directement à l'origine du dommage a été commis dans l'État du tribunal d'origine, quel que soit le lieu où le dommage est survenu ;
- (g) le jugement porte sur la contrefaçon d'un brevet, d'une marque, d'un dessin, d'un ~~ou~~ modèle, [d'un droit d'obtention végétale.] ou de tout autre droit analogue donnant lieu à [dépôt ou] à un enregistrement et a été rendu par un tribunal de l'État dans lequel [le dépôt ou] l'enregistrement du droit en question a été effectué ou est réputé avoir été effectué en vertu d'un instrument international ou régional ;
- (h) le jugement porte sur la validité, [la propriété titularité, la durée (l'extinction)] ou la contrefaçon de droits d'auteur ou de droits voisins [ou de tout autre droit de propriété intellectuelle qui n'exige pas [de dépôt ou] d'enregistrement] qui sont nés en vertu de la loi de l'État d'origine ;
- (i) le jugement porte sur la validité, l'interprétation, les effets, l'administration ou la modification d'un trust créé volontairement et dont la preuve est apportée par écrit, et l'État d'origine est :
- (i) désigné dans l'acte constitutif du trust comme étant l'État dans lequel les litiges relatifs à ces questions doivent être tranchés ;
- (ii) l'État dont la loi est désignée, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust comme étant la loi qui régit l'élément due trust qui fait l'objet du litige à l'origine du jugement ; ou
- (c) the defendant maintained a branch, agency, or other establishment without separate legal personality in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin, and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that branch, agency, or establishment;
- (d) the defendant expressly consented to the jurisdiction of the court of origin in the course of the proceedings in which the judgment was given;
- [(d bis) the defendant entered an appearance before the court of origin without contesting jurisdiction at the first opportunity to do so, if the defendant would have had an arguable case that there was no jurisdiction or that jurisdiction should not be exercised under the law of the state of origin;]
- (e) the judgment ruled on a contractual obligation and it was given in the State in which performance of that obligation took place or should ~~take~~ have taken place under the parties' agreement, or, in the absence of an agreed place of performance, under the law applicable to the contract, unless the defendant's activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State;
- (e bis) the judgment ruled on a tenancies of immovable property and it was given in the State in which the property is situated;
- (f) the judgment ruled on a non-contractual obligation arising from death, physical injury, damage to or loss of tangible property, and the act or omission directly causing such harm occurred in the State of origin, irrespective of where that harm occurred;
- (g) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, design, [plant breeders' right,] or other similar right required to be [deposited or] registered and it was given by a court in the State in which the [deposit or] registration of the right concerned has taken place, or is deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument;
- (h) the judgment ruled on the validity, [ownership, subsistence] or infringement of copyright or related rights [or other intellectual property rights not required to be [deposited or] registered] and the right arose under the law of the State of origin;
- (i) the judgment concerns the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, and the State of origin is –
- (i) designated in the trust instrument as a State in which disputes about such matters are to be determined;
- (ii) the State whose law is expressly or impliedly designated in the trust instrument as the law governing the aspect of the trust that is the subject of the litigation that gave rise to the judgment; or



- (iii) désigné, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust comme étant l'État dans lequel est situé le lieu principal d'administration du trust ;

~~Cette disposition alinéa ne s'applique qu'aux jugements portant sur des litiges entre des personnes liées par les termes d'un trust quant aux éléments propres à celui-ci.~~

- (j) le jugement porte sur une demande reconventionnelle résultant de la transaction ou des faits sur lesquels la demande initiale était fondée. [Toutefois, la présente Convention n'impose pas la reconnaissance et l'exécution d'un jugement statuant sur une demande reconventionnelle lorsque la loi de l'État d'origine imposait l'introduction de la demande reconventionnelle à peine de forclusion, dans la mesure où l'auteur de la demande reconventionnelle n'a pas eu gain de cause] ;

~~(j bis) le jugement révisé ou annule un jugement antérieur susceptible d'être reconnu ou exécuté en vertu de la présente Convention, et a été rendu par un tribunal de l'État où l'a été le jugement antérieur.~~

- ~~(k) le tribunal d'origine aurait été compétent en vertu des règles de l'État requis applicables en matière de reconnaissance et d'exécution des jugements étrangers.~~

2 Si la reconnaissance ou l'exécution est requise contre une personne physique agissant principalement dans un but personnel, familial ou domestique (un consommateur) en matière de contrats conclus avec un consommateur, en matière de contrat de consommation, ou contre un employé ~~en matière dans le cadre de relativement à son~~ contrats individuels de travail :

- (a) la lettre (d) du paragraphe 1 ne s'applique que si le consentement a été donné devant le tribunal ;  
(b) la lettre (e) du paragraphe 1 ne s'applique pas.

Article 6  
*Fondements exclusifs de la reconnaissance  
ou de l'exécution*

Nonobstant l'article 5 :

- (a) un jugement portant sur l'enregistrement ou la validité d'un brevet, d'une marque, d'un dessin, ~~ou~~ d'un modèle, [d'un droit d'obtention végétale] ou de tout autre droit analogue donnant lieu [à dépôt ou] à un enregistrement n'est reconnu ou exécuté que si l'État d'origine est celui dans lequel [le dépôt ou] l'enregistrement a été demandé ou a été effectué, ou est réputé avoir été demandé ou ~~avoir été~~ effectué conformément aux dispositions d'un instrument international ou régional ;
- (b) un jugement portant sur des droits réels immobiliers ~~ou des baux d'immeubles conclus pour une durée supérieure à six mois~~ n'est reconnu ou exécuté que si l'immeuble est situé dans l'État d'origine ;
- (c) un jugement portant sur des baux d'immeubles un bail immobilier pour une période de plus de six mois ne peut être reconnu ou exécuté si l'immeuble n'est pas situé dans l'État d'origine mais dans un autre État dont les tribunaux disposent d'une compétence exclu-

- (iii) the State expressly or impliedly designated in the trust instrument as the State in which the principal place of administration of the trust is situated;

~~This sub-paragraph provision only applies to judgments between persons bound by the terms of a trust regarding internal aspects of that trust.~~

- (j) the judgment ruled on a counterclaim that arose out of the transaction or occurrence on which the original claim was based. [However, the judgment on a counterclaim need not be recognised and enforced under this Convention if the law of the State of origin required the counterclaim to be brought under penalty of preclusion to the extent that the counterclaim claimant was unsuccessful on the counterclaim];

~~(j bis) the judgment revised or overturned a previous judgment that was eligible for recognition and enforcement in accordance with this Convention and was given by a court of the State that gave such previous judgment.~~

- ~~(k) the court of origin would have had jurisdiction in accordance with the law of the requested State concerning recognition and enforcement of foreign judgments.~~

2 If recognition or enforcement is sought against a natural person acting primarily for personal, family or household purposes (a consumer) in matters relating to a consumer contract, or against an employee [in matters relating to the employee's an individual contract of employment] –

- (a) paragraph 1(d) applies only if the consent was given before the court;  
(b) paragraph 1(e) does not apply.

Article 6  
*Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

- (a) a judgment that ruled on the registration or validity of patents, trademarks, designs, [plant breeders' right] or other similar rights required to be [deposited or] registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which [deposit or] registration has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument;
- (b) a judgment that ruled on rights *in rem* in immovable property ~~or tenancies of immovable property for a period of more than six months~~ shall be recognised and enforced if and only if the property is situated in the State of origin;
- (c) a judgment that ruled on a tenancies of immovable property for a period of more than six months shall not be recognised and enforced if the property is not situated in the State of origin and the courts of the State in which it the property is situated have exclu-

~~sive en vertu du droit de cet État. s'il a été rendu dans un État autre que celui dans lequel se trouve l'immeuble et que les tribunaux de l'État dans lequel se trouve l'immeuble disposent d'une compétence exclusive en la matière en vertu du droit de cet État.~~

Article 7  
*Refus de reconnaissance ou d'exécution*

- 1 La reconnaissance ou l'exécution peut être refusée si :
- (a) l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent contenant les éléments essentiels de la demande :
- (i) n'a pas été notifié au défendeur en temps utile et de telle manière qu'il puisse organiser sa défense, à moins que le défendeur ait comparu et présenté sa défense sans contester la notification devant le tribunal d'origine, à condition que le droit de l'État d'origine permette de contester la notification ; ou
- (ii) a été notifié au défendeur dans l'État requis de manière incompatible avec les principes fondamentaux de cet État relatifs à la notification de documents ;
- (b) le jugement résulte d'une fraude ~~relative à la procédure~~ ;
- (c) la reconnaissance ou l'exécution est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État requis, notamment dans les cas où la procédure appliquée en l'espèce pour obtenir le jugement était incompatible avec les principes fondamentaux d'équité procédurale de cet État [ou dans les cas d'atteintes à la sécurité ou la souveraineté de cet État] ;
- (d) la procédure devant le tribunal d'origine était contraire à un accord d'élection de for ou à une clause figurant dans l'acte constitutif d'un trust en vertu de laquelle le litige en question devait être tranché devant un tribunal autre que le tribunal d'origine ;
- (e) le jugement est incompatible avec un jugement rendu dans l'État requis dans un litige entre les mêmes parties ; ou
- (f) le jugement est incompatible avec un jugement rendu antérieurement dans un autre État entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet, lorsque le jugement rendu antérieurement réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État requis.

2 La reconnaissance ou l'exécution peut être refusée ou différée si une procédure ayant le même objet est pendante entre les mêmes parties devant un tribunal de l'État requis lorsque

- (a) ce dernier a été saisi avant le tribunal de l'État d'origine ; et
- (b) il existe un lien étroit entre le litige et l'État requis.

Le refus visé au présent paragraphe n'interdit pas de demander ultérieurement la reconnaissance ou l'exécution du jugement.

~~sive jurisdiction under their law of that State. it was given by a court of the State in which the property is not situated~~

Article 7  
*Refusal of recognition or enforcement*

- 1 Recognition or enforcement may be refused if –
- (a) the document which instituted the proceedings or an equivalent document, including a statement of the essential elements of the claim –
- (i) was not notified to the defendant in sufficient time and in such a way as to enable him to arrange for his defence, unless the defendant entered an appearance and presented his case without contesting notification in the court of origin, provided that the law of the State of origin permitted notification to be contested; or
- (ii) was notified to the defendant in the requested State in a manner that is incompatible with fundamental principles of the requested State concerning service of documents;
- (b) the judgment was obtained by fraud ~~in connection with a matter of procedure~~;
- (c) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the public policy of the requested State, including situations where the specific proceedings leading to the judgment were incompatible with fundamental principles of procedural fairness of that State [and situations involving as well as infringements of security or sovereignty of that State];
- (d) the proceedings in the court of origin were contrary to an agreement or a designation in a trust instrument under which the dispute in question was to be determined in a court other than the court of origin;
- (e) the judgment is inconsistent with a judgment given in the requested State in a dispute between the same parties; or
- (f) the judgment is inconsistent with an earlier judgment given in another State between the same parties on the same ~~cause of action~~ subject matter, provided that the earlier judgment fulfills the conditions necessary for its recognition in the requested State.

2 Recognition or enforcement may be refused or postponed if proceedings between the same parties on the same subject matter are pending before a court of the requested State, where –

- (a) the court of the requested State was seised before the court of origin; and
- (b) there is a close connection between the dispute and the requested State.

A refusal under this paragraph does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

La reconnaissance ou l'exécution peut être refusée ou différée si une procédure ayant le même objet est pendante entre les mêmes parties devant un tribunal de l'État requis lorsque

- (a) le tribunal de l'État requis répond à l'un des fondements de reconnaissance ou d'exécution énoncés à l'article 5, ou s'il existe un lien étroit entre le litige et l'État requis ; ou
- (b) la procédure devant le tribunal de l'État d'origine a été introduite dans le but de mettre en échec la procédure en cours ; et

la procédure pendante n'est pas contraire à un accord d'élection de for ou à une clause figurant dans l'acte constitutif d'un trust en vertu de laquelle le litige en question devait être tranché devant un tribunal autre que le tribunal d'origine.

#### Article 8 *Questions préliminaires*

1 Une décision rendue à titre préalable sur une matière exclue du champ d'application de la présente Convention en vertu de l'article 2, paragraphe 1, ou une décision rendue à titre préalable sur une matière visée à l'article 6 par un autre tribunal que celui désigné dans cette dernière disposition, n'est pas reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

2 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement est fondé sur une décision relative à une matière exclue du champ d'application de la présente Convention en vertu du paragraphe 1 ou 3 de l'article 2, paragraphe 1, ou si, et dans la mesure où, il s'agit d'un jugement fondé sur une décision relative à une matière visée à l'article 6 qui a été rendue par un autre tribunal que celui désigné dans cette disposition.

3 Toutefois, dans le cas d'une décision sur la validité d'un portant sur un droit visé à l'article 6 a), la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement ne peut être refusée ou différée en vertu du paragraphe précédent uniquement lorsque que si

- (a) cette décision est incompatible avec un jugement ou une décision rendu(e) sur ce point par l'autorité compétente de l'État mentionné à l'article 6 (a) ; ou
- (b) la une procédure relative sur à la validité d'ce droit de propriété intellectuelle est pendante dans cet État.

Le refus en vertu de l'alinéa (b) n'interdit pas de demander ultérieurement la reconnaissance ou l'exécution du jugement.

#### Article 9 *Dommages et intérêts*

1 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement accorde des dommages et intérêts, y compris des dommages et intérêts exemplaires ou punitifs, qui ne compensent n'indemnisent pas une partie pour de la perte ou le du préjudice réels subis.

2 Le tribunal requis tient compte du fait que, et de la mesure dans laquelle, le montant accordé à titre de dommages et intérêts par le tribunal d'origine est destiné à couvrir les frais et dépens du procès.

Recognition or enforcement may be refused or postponed if proceedings between the same parties and having the same subject matter are pending before a court of the requested State, where the court of the requested State was seized before the court of origin, and

- (a) the court of the requested State satisfies one of the bases for recognition and enforcement under Article 5, or there exists a close connection between the dispute and the requested State; or
- (b) the proceedings before the court of origin were brought for the purpose of frustrating the effectiveness of the pending proceedings; and

the pending proceedings were not contrary to an agreement or designation in a trust instrument under which the dispute in question was to be determined in a court other than the court of origin.

#### Article 8 *Preliminary questions*

1 Where a matter excluded under Article 2, paragraph 1, or a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled arose as a preliminary question, the ruling on that question shall not be recognised or enforced under this Convention.

2 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter excluded under Article 2, paragraphs 1 or 3, or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled.

3 However, in the case of a ruling on the validity of a right referred to in Article 6(a), recognition or enforcement of a judgment may be refused or postponed under the preceding paragraph only where –

- (a) that ruling is inconsistent with a judgment or a decision of a competent authority on that matter given in the State referred to in Article 6(a); or
- (b) proceedings concerning the validity of the intellectual property right are pending in that State.

A refusal under sub-paragraph (b) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

#### Article 9 *Damages*

1 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment awards damages, including exemplary or punitive damages, that do not compensate a party for actual loss or harm suffered.

2 The court addressed shall take into account whether and to what extent the damages awarded by the court of origin serve to cover costs and expenses relating to the proceedings.

Article 10  
*Transactions judiciaires*

Les transactions judiciaires homologuées par un tribunal d'un État contractant ou conclues devant ce tribunal au cours d'une instance, et qui sont exécutoires au même titre qu'un jugement dans l'État d'origine, sont exécutées en vertu de la présente Convention aux mêmes conditions qu'un jugement, à condition que le droit interne de l'État requis admette de telles transactions.

Article 11  
*Pièces à produire*

1 La partie qui requiert la reconnaissance ou qui demande l'exécution produit :

- (a) une copie complète et certifiée conforme du jugement ;
- (b) si le jugement a été rendu par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document attestant que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été notifié à la partie défaillante ;
- (c) tout document nécessaire pour établir que le jugement produit ses effets dans l'État d'origine ou, le cas échéant, qu'il est exécutoire dans cet État ;
- (d) dans le cas prévu à l'article 10, un certificat délivré par un tribunal de l'État d'origine attestant que la transaction judiciaire est exécutoire, en tout ou en partie, aux mêmes conditions qu'un jugement dans l'État d'origine.

2 Si le contenu du jugement ne permet pas au tribunal requis de vérifier que les conditions du présent chapitre sont remplies, ce tribunal peut exiger tout autre document nécessaire.

3 Une demande de reconnaissance ou d'exécution peut être accompagnée d'un document relatif au jugement, délivré par un tribunal (y compris par une personne autorisée du tribunal) de l'État d'origine, sous la forme recommandée et publiée par la Conférence de La Haye de droit international privé.

4 Si les documents mentionnés dans le présent article ne sont pas rédigés dans une langue officielle de l'État requis, ils sont accompagnés d'une traduction certifiée dans une langue officielle, sauf si la loi de l'État requis en dispose autrement.

Article 12  
*Procédure*

1 La procédure ~~tendant à~~ afin d'obtenir la reconnaissance, l'exequatur ou l'enregistrement aux fins de l'exécution, ainsi que l'exécution du jugement sont régies par le droit de l'État requis sauf si la présente Convention en dispose autrement. Le tribunal requis agit avec célérité.

2 Le tribunal de l'État requis ne peut refuser de reconnaître ou d'exécuter un jugement en vertu de la présente Convention au motif que la reconnaissance ou l'exécution devrait être requise dans un autre État.

Article 10  
*Judicial settlements (transactions judiciaires)*

Judicial settlements (*transactions judiciaires*) which a court of a Contracting State has approved, or which have been concluded before that court in the course of proceedings, and which are enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin, shall be enforced under this Convention in the same manner as a judgment [provided that such settlement is permissible under the law of the requested State].

Article 11  
*Documents to be produced*

1 The party seeking recognition or applying for enforcement shall produce –

- (a) a complete and certified copy of the judgment;
- (b) if the judgment was given by default, the original or a certified copy of a document establishing that the document which instituted the proceedings or an equivalent document was notified to the defaulting party;
- (c) any documents necessary to establish that the judgment has effect or, where applicable, is enforceable in the State of origin;
- (d) in the case referred to in Article 10, a certificate of a court of the State of origin that the judicial settlement or a part of it is enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin.

2 If the terms of the judgment do not permit the court addressed to verify whether the conditions of this Chapter have been complied with, that court may require any necessary documents.

3 An application for recognition or enforcement may be accompanied by a document relating to the judgment, issued by a court (including an officer of the court) of the State of origin, in the form recommended and published by the Hague Conference on Private International Law.

4 If the documents referred to in this Article are not in an official language of the requested State, they shall be accompanied by a certified translation into an official language, unless the law of the requested State provides otherwise.

Article 12  
*Procedure*

1 The procedure for recognition, declaration of enforceability or registration for enforcement, and the enforcement of the judgment, are governed by the law of the requested State unless this Convention provides otherwise. The court addressed shall act expeditiously.

2 The court of the requested State shall not refuse the recognition or enforcement of a judgment under this Convention on the ground that recognition or enforcement should be sought in another State.

[Article 12 bis  
Frais de procédure

Aucune sûreté, caution ou dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposée en raison, soit de sa qualité de l'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence habituelle dans l'État contractant requis, à la partie qui demande l'exécution dans un État contractant d'une décision rendue dans un autre État contractant.]

Article 13  
*Effets équivalents*

Un jugement reconnu ou déclaré exécutoire en vertu de la présente Convention a les mêmes effets que dans l'État d'origine. Si le jugement contient des mesures qui ne sont pas disponibles dans le droit de l'État requis, ces mesures doivent être adaptées, dans la mesure du possible, à des mesures qui ont des effets équivalents à, mais n'excédant pas, ceux prévus dans l'État d'origine.

Article 14  
*Divisibilité*

La reconnaissance ou l'exécution d'une partie dissociable d'un jugement est accordée lorsque la reconnaissance ou l'exécution de cette partie est demandée ou lorsque seule une partie du jugement peut être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

Article 15  
*Reconnaissance ou exécution  
en application du droit national*

Sous réserve de l'article 6, la présente Convention ne fait pas obstacle à la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement en application du droit national.

[Article 12 bis  
Costs of proceedings

No security, bond or deposit, however described, shall be required from a party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgment given in another Contracting State on the sole ground that such party is a foreign national or is not domiciled or resident in the State in which enforcement is sought.]

Article 13  
*Equivalent effects*

A judgment recognised or enforceable under this Convention shall be given the same effect it has in the State of origin. If the judgment provides for relief that is not available under the law of the requested State, that relief shall, to the extent possible, be adapted to relief with effects equivalent to, but not going beyond, its effects under the law of the State of origin.

Article 14  
*Severability*

Recognition or enforcement of a severable part of a judgment shall be granted where recognition or enforcement of that part is applied for, or only part of the judgment is capable of being recognised or enforced under this Convention.

Article 15  
*Recognition or enforcement under national law*

Subject to Article 6, this Convention does not prevent the recognition or enforcement of judgments under national law.

*Distribués le jeudi 9 juin 2016*

*Distributed on Thursday 9 June 2016*

---

### **No 71 – Proposal of the delegation of Israel**

The proposal follows Article 26 of the Choice of Court Convention, with suggested modifications to Articles 26(4) and (5).

#### *Article [YY]*

1 This Convention shall be interpreted so far as possible to be compatible with other treaties in force for Contracting States, whether concluded before or after this Convention.

2 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, whether concluded before or after this Convention, in cases where none of the parties is resident in a Contracting State that is not a Party to the treaty.

3 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty that was concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, if applying this Convention would be inconsistent with the obligations of that Contracting State to any non-Contracting State. This paragraph shall also apply to treaties that revise or replace a treaty concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, except to the extent that the revision or replacement creates new inconsistencies with this Convention.

4 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, agreement or written understanding, whether concluded before or after this Convention, for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that treaty, and in case ~~However, the judgment shall not be recognised or enforced to a lesser extent than under this Convention of conflict between the terms of this Convention and the terms of treaty, agreement or written understanding, the terms of the latter shall prevail.~~

5 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, agreement or written understanding which, in relation to a specific matter, governs jurisdiction or the recognition or enforcement of judgments, even if concluded after this Convention and even if all States concerned are Parties to this Convention. This paragraph shall apply only if the Contracting State has made a declaration in respect of the treaty under this paragraph. In the case of such a declaration, other Contracting States shall not be obliged to apply this Convention to that specific matter to the extent of any inconsistency, where an exclusive choice of court agreement designates the courts, or one or more specific courts, of the Contracting State that made the declaration.

### **No 72 – Proposal of the delegation of the European Union**

#### *New Article 5(1)(a) bis*

(a) *bis* if the natural person against whom recognition or enforcement is sought had his or her principal place of business in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that business;

### **No 73 – Proposal of the delegation of the European Union**

#### *Article 5(1)(j)*

- (j) the judgment ruled on a counterclaim:
- (a) to the extent that it was in favour of the counterclaimant, provided that the counterclaim arose out of the same transaction or occurrence as the claim;
  - (b) to the extent that it was against the counterclaimant, unless the law of the State of origin required the counterclaim to be filed in order to avoid preclusion.

### **No 74 – Proposal of the delegations of Japan and the European Union**

#### *Article 5(1)(e) ter*

(e) *ter* the judgment ruled on a contractual obligation secured by a right in rem in immovable property, if the action was brought together with an action relating to that right and the immovable property was located in the State of origin;

### **No 75 – Proposal of the delegations of Argentina, Australia and the United States of America**

#### *Article 7 Refusal of recognition or enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

[...]

(x) in accordance with the law of the requested State, the limitation period for enforcement of a judgment has expired;

Explanatory Report: There must be non-discrimination in the application of the limitations period between internal and external judgments.

---

*Distribué le jeudi 9 juin 2016*

---

*Distributed on Thursday 9 June 2016*

---

**No 76 – Avant-projet de Convention de 2016**

---

**No 76 – 2016 preliminary draft Convention**

CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION  
ET DÉFINITIONS

CHAPTER I – SCOPE AND DEFINITIONS

Article premier  
*Champ d'application*

Article 1  
*Scope*

1 La présente Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements en matière civile et commerciale. Elle ne recouvre notamment pas les matières fiscales, douanières ou administratives.

1 This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments relating to civil or commercial matters. It shall not extend in particular to revenue, customs or administrative matters.

2 La présente Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution, dans un État contractant, d'un jugement rendu dans un autre État contractant.

2 This Convention shall apply to the recognition and enforcement in one Contracting State of a judgment given in another Contracting State.

Article 2  
*Exclusions du champ d'application*

Article 2  
*Exclusions from scope*

1 La présente Convention ne s'applique pas aux matières suivantes :

1 This Convention shall not apply to the following matters –

- (a) l'état et la capacité des personnes physiques ;
- (b) les obligations alimentaires ;
- (c) les autres matières du droit de la famille, y compris les régimes matrimoniaux et les autres droits ou obligations découlant du mariage ou de relations similaires ;
- (d) les testaments et les successions ;
- (e) l'insolvabilité, les concordats et les matières analogues ;
- (f) le transport de passagers et de marchandises ;
- (g) la pollution marine, la limitation de responsabilité pour des demandes en matière maritime, les avaries communes, ainsi que le remorquage et le sauvetage d'urgence ;
- (h) la responsabilité pour les dommages nucléaires ;
- (i) la validité, la nullité ou la dissolution des personnes morales ou des associations entre personnes physiques ou personnes morales, ainsi que la validité des décisions de leurs organes ;
- (j) la validité des inscriptions sur les registres publics ;
- (k) la diffamation.

- (a) the status and legal capacity of natural persons;
- (b) maintenance obligations;
- (c) other family law matters, including matrimonial property regimes and other rights or obligations arising out of marriage or similar relationships;
- (d) wills and succession;
- (e) insolvency, composition and analogous matters;
- (f) the carriage of passengers and goods;
- (g) marine pollution, limitation of liability for maritime claims, general average, and emergency towage and salvage;
- (h) liability for nuclear damage;
- (i) the validity, nullity, or dissolution of legal persons or associations of natural or legal persons, and the validity of decisions of their organs;
- (j) the validity of entries in public registers;
- (k) defamation.

2 Nonobstant le paragraphe 1, un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention lorsqu'une matière exclue en vertu de ce paragraphe est soulevée seulement à titre préalable et non comme un objet du litige. En particulier, le seul fait qu'une matière exclue en vertu du paragraphe 1 ait été invoquée en tant que moyen de défense n'exclut pas le jugement du champ d'application de la Convention, si cette question n'était pas un objet du litige.

3 La présente Convention ne s'applique pas à l'arbitrage et aux procédures y afférentes.

4 Un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention du seul fait qu'un État, y compris un gouvernement, une agence gouvernementale ou toute personne agissant pour le compte d'un État, était partie au litige.

5 La présente Convention n'affecte pas les privilèges et immunités dont jouissent les États ou les organisations internationales, pour eux-mêmes et pour leurs biens.

### Article 3 *Définitions*

1 Au sens de la présente Convention :

- (a) le terme « défendeur » signifie la personne contre laquelle la demande ou la demande reconventionnelle a été introduite dans l'État d'origine ;
- (b) le terme « jugement » signifie toute décision sur le fond rendue par un tribunal, quelle que soit sa dénomination, telle qu'un arrêt ou une ordonnance, de même que la fixation des frais du procès par le tribunal (y compris le greffier du tribunal), à condition qu'elle ait trait à une décision sur le fond susceptible d'être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention. Les mesures provisoires et conservatoires ne sont pas des jugements.

2 Une entité ou une personne autre qu'une personne physique est réputée avoir sa résidence habituelle dans l'État :

- (a) de son siège statutaire ;
- (b) selon le droit duquel elle a été constituée ;
- (c) de son administration centrale ; ou
- (d) de son principal établissement.

## CHAPITRE II – RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION

### Article 4 *Dispositions générales*

1 Un jugement rendu par un tribunal d'un État contractant (État d'origine) est reconnu et exécuté dans un autre État contractant (État requis) conformément aux dispositions du présent chapitre. La reconnaissance ou l'exécution ne peut être refusée qu'aux motifs énoncés dans la présente Convention.

2 Sans préjudice de ce qui est nécessaire pour l'application des dispositions du présent chapitre, il n'est procédé à aucune révision au fond du jugement rendu par le tribunal d'origine.

2 Notwithstanding paragraph 1, a judgment is not excluded from the scope of this Convention where a matter excluded under that paragraph arose merely as a preliminary question in the proceedings in which it was given, and not as an object of the proceedings. In particular, the mere fact that a matter excluded under paragraph 1 arose by way of defence does not exclude a judgment from the Convention, if that matter was not an object of the proceedings.

3 This Convention shall not apply to arbitration and related proceedings.

4 A judgment is not excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State, including a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party to the proceedings.

5 Nothing in this Convention shall affect privileges and immunities of States or of international organisations, in respect of themselves and of their property.

### Article 3 *Definitions*

1 In this Convention –

- (a) “defendant” means a person against whom the claim or counterclaim was brought in the State of origin;
- (b) “judgment” means any decision on the merits given by a court, whatever it may be called, including a decree or order, and a determination of costs or expenses by the court (including an officer of the court), provided that the determination relates to a decision on the merits which may be recognised or enforced under this Convention. An interim measure of protection is not a judgment.

2 An entity or person other than a natural person shall be considered to be habitually resident in the State –

- (a) where it has its statutory seat;
- (b) under whose law it was incorporated or formed;
- (c) where it has its central administration; or
- (d) where it has its principal place of business.

## CHAPTER II – RECOGNITION AND ENFORCEMENT

### Article 4 *General provisions*

1 A judgment given by a court of a Contracting State (State of origin) shall be recognised and enforced in another Contracting State (requested State) in accordance with the provisions of this Chapter. Recognition or enforcement may be refused only on the grounds specified in this Convention.

2 Without prejudice to such review as is necessary for the application of the provisions of this Chapter, there shall be no review of the merits of the judgment given by the court of origin.



3 Un jugement n'est reconnu que s'il produit ses effets dans l'État d'origine et n'est exécuté que s'il est exécutoire dans l'État d'origine.

4 Si le jugement visé au paragraphe 3 fait l'objet d'un recours dans l'État d'origine ou si le délai pour exercer un recours ordinaire n'a pas expiré, le tribunal requis peut :

- (a) accepter la reconnaissance ou l'exécution, voire subordonner cette exécution à la constitution d'une sûreté, qu'il détermine ;
- (b) différer la reconnaissance ou l'exécution ; ou
- (c) refuser la reconnaissance ou l'exécution.

Le refus visé à l'alinéa (c) n'interdit pas de demander ultérieurement la reconnaissance ou l'exécution du jugement.

#### Article 5

##### *Fondements de la reconnaissance ou de l'exécution*

1 Un jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté si l'une des exigences suivantes est satisfaite :

- (a) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée avait sa résidence habituelle dans l'État d'origine lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine ;
- [(b) la personne physique contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée avait son lieu d'établissement principal dans l'État d'origine lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine et la demande à l'origine du jugement portait sur son activité professionnelle ;]
- (c) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée est celle qui a saisi le tribunal de la demande à l'origine du jugement ;
- (d) le défendeur avait une succursale, une agence ou tout autre établissement dénué de personnalité morale dans l'État d'origine, au moment où il est devenu une partie à la procédure devant le tribunal d'origine, et la demande à l'origine du jugement résultait des activités de cette succursale, de cette agence ou de cet établissement ;
- (e) le défendeur a expressément consenti à la compétence du tribunal d'origine au cours de la procédure dans laquelle le jugement a été rendu ;
- [(f) le défendeur a comparu devant le tribunal d'origine sans contester la compétence dès qu'il en avait l'opportunité alors qu'il disposait d'arguments selon lesquels ce tribunal n'était pas compétent ou selon lesquels la compétence ne devait pas être exercée en vertu du droit de l'État d'origine ;]
- (g) le jugement porte sur une obligation contractuelle et a été rendu dans l'État dans lequel l'obligation a été ou aurait dû être exécutée selon l'accord des parties ou, à défaut de lieu d'exécution convenu entre les parties, en vertu de la loi applicable au contrat, sauf si les activités du défendeur en relation avec la transaction n'avaient clairement pas de lien intentionnel et substantiel avec cet État ;

3 A judgment shall be recognised only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin.

4 If a judgment referred to in paragraph 3 is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired, the court addressed may –

- (a) grant recognition or enforcement, which enforcement may be conditional on the provision of such security as it shall determine;
- (b) postpone the recognition or enforcement; or
- (c) refuse the recognition or enforcement.

A refusal under sub-paragraph (c) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

#### Article 5

##### *Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

- (a) the person against whom recognition or enforcement is sought was habitually resident in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin;
- [(b) the natural person against whom recognition or enforcement is sought had his or her principal place of business in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that business;]
- (c) the person against whom recognition or enforcement is sought is the person that brought the claim on which the judgment is based;
- (d) the defendant maintained a branch, agency, or other establishment without separate legal personality in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin, and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that branch, agency, or establishment;
- (e) the defendant expressly consented to the jurisdiction of the court of origin in the course of the proceedings in which the judgment was given;
- [(f) the defendant entered an appearance before the court of origin without contesting jurisdiction at the first opportunity to do so, if the defendant would have had an arguable case that there was no jurisdiction or that jurisdiction should not be exercised under the law of the State of origin;]
- (g) the judgment ruled on a contractual obligation and it was given in the State in which performance of that obligation took place or should have taken place under the parties' agreement, or, in the absence of an agreed place of performance, under the law applicable to the contract, unless the defendant's activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State;

- (h) le jugement porte sur un bail immobilier et a été rendu dans l'État où est situé l'immeuble ;
- (i) le jugement porte sur une obligation contractuelle garantie par un droit réel immobilier, à condition que la demande ait été introduite conjointement à une autre relative à ce droit et que l'immeuble est situé dans l'État d'origine ;]
- (j) le jugement porte sur une obligation non contractuelle résultant d'un décès, d'un dommage corporel, d'un dommage subi par un bien corporel ou de la perte d'un bien corporel et l'acte ou l'omission directement à l'origine du dommage a été commis dans l'État du tribunal d'origine, quel que soit le lieu où le dommage est survenu ;
- (k) le jugement porte sur la contrefaçon d'un brevet, d'une marque, d'un dessin, d'un modèle, [d'un droit d'obtention végétale,] ou de tout autre droit analogue donnant lieu à [dépôt ou] enregistrement et a été rendu par un tribunal de l'État dans lequel [le dépôt ou] l'enregistrement du droit en question a été effectué ou est réputé avoir été effectué en vertu d'un instrument international ou régional ;
- (l) le jugement porte sur la validité, [la titularité, l'existence] ou la contrefaçon de droits d'auteur ou de droits voisins [ou de tout autre droit de propriété intellectuelle qui n'exige pas [de dépôt ou] d'enregistrement] qui sont nés en vertu de la loi de l'État d'origine ;
- (m) le jugement porte sur la validité, l'interprétation, les effets, l'administration ou la modification d'un trust constitué volontairement et documenté par écrit, et l'État d'origine est :
- (i) désigné dans l'acte constitutif du trust comme étant l'État dans lequel les litiges relatifs à ces questions doivent être tranchés ;
- (ii) l'État dont la loi est désignée, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust comme étant la loi qui régit l'élément du trust qui fait l'objet du litige à l'origine du jugement ; ou
- (iii) désigné, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust comme étant l'État dans lequel est situé le lieu principal d'administration du trust ;
- Cet alinéa ne s'applique qu'aux jugements portant sur des litiges entre des personnes liées par les termes d'un trust quant aux éléments propres à celui-ci.
- (n) le jugement porte sur une demande reconventionnelle :
- (i) pour autant qu'il est favorable au demandeur reconventionnel et que cette demande porte sur la même transaction ou les mêmes faits que la demande principale ;
- (ii) pour autant que le demandeur reconventionnel est débouté, à moins que le droit de l'État d'origine n'exige une demande reconventionnelle à peine de forclusion.]
- (h) the judgment ruled on a tenancy of immovable property and it was given in the State in which the property is situated;
- (i) the judgment ruled on a contractual obligation secured by a right *in rem* in immovable property, if the claim was brought together with a claim relating to that right and the immovable property was located in the State of origin;]
- (j) the judgment ruled on a non-contractual obligation arising from death, physical injury, damage to or loss of tangible property, and the act or omission directly causing such harm occurred in the State of origin, irrespective of where that harm occurred;
- (k) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, design, [plant breeders' right,] or other similar right required to be [deposited or] registered and it was given by a court in the State in which the [deposit or] registration of the right concerned has taken place, or is deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument;
- (l) the judgment ruled on the validity, [ownership, subsistence] or infringement of copyright or related rights [or other intellectual property rights not required to be [deposited or] registered] and the right arose under the law of the State of origin;
- (m) the judgment concerns the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, and the State of origin is –
- (i) designated in the trust instrument as a State in which disputes about such matters are to be determined;
- (ii) the State whose law is expressly or impliedly designated in the trust instrument as the law governing the aspect of the trust that is the subject of the litigation that gave rise to the judgment; or
- (iii) the State expressly or impliedly designated in the trust instrument as the State in which the principal place of administration of the trust is situated.
- This sub-paragraph only applies to judgments between persons bound by the terms of a trust regarding internal aspects of that trust.
- (n) the judgment ruled on a counterclaim –
- (i) to the extent that it was in favour of the counterclaimant, provided that the counterclaim arose out of the same transaction or occurrence as the claim;
- (ii) to the extent that it was against the counterclaimant, unless the law of the State of origin required the counterclaim to be filed in order to avoid preclusion.]

[(o) le jugement révisé ou annule un jugement antérieur susceptible d'être reconnu ou exécuté en vertu de la présente Convention, et a été rendu par un tribunal de l'État où l'a été le jugement antérieur.]

2 Si la reconnaissance ou l'exécution est requise contre une personne physique agissant principalement dans un but personnel, familial ou domestique (un consommateur) en matière de contrat de consommation, ou contre un employé relativement à son contrat de travail :

- (a) l'alinéa (e) du paragraphe premier ne s'applique que si le consentement a été donné devant le tribunal ;
- (b) l'alinéa (g) du paragraphe premier ne s'applique pas.

Article 6  
*Fondements exclusifs de la reconnaissance  
ou de l'exécution*

Nonobstant l'article 5 :

- (a) un jugement portant sur l'enregistrement ou la validité d'un brevet, d'une marque, d'un dessin, d'un modèle[, d'un droit d'obtention végétale,] ou de tout autre droit analogue donnant lieu [à dépôt ou] à enregistrement n'est reconnu ou exécuté que si l'État d'origine est celui dans lequel [le dépôt ou] l'enregistrement a été demandé ou a été effectué, ou est réputé avoir été demandé ou effectué conformément aux dispositions d'un instrument international ou régional ;
- (b) un jugement portant sur des droits réels immobiliers n'est reconnu ou exécuté que si l'immeuble est situé dans l'État d'origine ;
- (c) un jugement portant sur un bail immobilier pour une période de plus de six mois ne peut être reconnu ou exécuté si l'immeuble n'est pas situé dans l'État d'origine et les tribunaux de l'État dans lequel se trouve l'immeuble disposent d'une compétence exclusive en vertu du droit de cet État.

Article 7  
*Refus de reconnaissance ou d'exécution*

1 La reconnaissance ou l'exécution peut être refusée si :

- (a) l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent contenant les éléments essentiels de la demande :
  - (i) n'a pas été notifié au défendeur en temps utile et de telle manière qu'il puisse organiser sa défense, à moins que le défendeur ait comparu et présenté sa défense sans contester la notification devant le tribunal d'origine, à condition que le droit de l'État d'origine permette de contester la notification ; ou
  - (ii) a été notifié au défendeur dans l'État requis de manière incompatible avec les principes fondamentaux de cet État relatifs à la notification de documents ;
- (b) le jugement résulte d'une fraude ;

[(o) the judgment revised or overturned a previous judgment that was eligible for recognition and enforcement in accordance with this Convention and was given by a court of the State that gave such previous judgment.]

2 If recognition or enforcement is sought against a natural person acting primarily for personal, family or household purposes (a consumer) in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters relating to the employee's contract of employment –

- (a) sub-paragraph 1(e) applies only if the consent was given before the court;
- (b) sub-paragraph 1(g) does not apply.

Article 6  
*Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

- (a) a judgment that ruled on the registration or validity of patents, trademarks, designs[, plant breeders' rights,] or other similar rights required to be [deposited or] registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which [deposit or] registration has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument;
- (b) a judgment that ruled on rights *in rem* in immovable property shall be recognised and enforced if and only if the property is situated in the State of origin;
- (c) a judgment that ruled on a tenancy of immovable property for a period of more than six months shall not be recognised and enforced if the property is not situated in the State of origin and the courts of the Contracting State in which it is situated have exclusive jurisdiction under the law of that State.

Article 7  
*Refusal of recognition or enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

- (a) the document which instituted the proceedings or an equivalent document, including a statement of the essential elements of the claim –
  - (i) was not notified to the defendant in sufficient time and in such a way as to enable him to arrange for his defence, unless the defendant entered an appearance and presented his case without contesting notification in the court of origin, provided that the law of the State of origin permitted notification to be contested; or
  - (ii) was notified to the defendant in the requested State in a manner that is incompatible with fundamental principles of the requested State concerning service of documents;
- (b) the judgment was obtained by fraud;

- (c) la reconnaissance ou l'exécution est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État requis, notamment dans les cas où la procédure appliquée en l'espèce pour obtenir le jugement était incompatible avec les principes fondamentaux d'équité procédurale de cet État [ou dans les cas d'atteintes à la sécurité ou la souveraineté de cet État] ;
- (d) la procédure devant le tribunal d'origine était contraire à un accord d'élection de for ou à une clause figurant dans l'acte constitutif d'un trust en vertu de laquelle le litige en question devait être tranché devant un tribunal autre que le tribunal d'origine ;
- (e) le jugement est incompatible avec un jugement rendu dans l'État requis dans un litige entre les mêmes parties ; ou
- (f) le jugement est incompatible avec un jugement rendu antérieurement dans un autre État entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet, lorsque le jugement rendu antérieurement réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État requis.

2 La reconnaissance ou l'exécution peut être refusée ou différée si une procédure ayant le même objet est pendante entre les mêmes parties devant un tribunal de l'État requis lorsque :

- (a) ce dernier a été saisi avant le tribunal de l'État d'origine ; et
- (b) il existe un lien étroit entre le litige et l'État requis.

Le refus visé au présent paragraphe n'interdit pas de demander ultérieurement la reconnaissance ou l'exécution du jugement.

Article 8  
*Questions préalables*

1 Une décision rendue à titre préalable sur une matière exclue du champ d'application de la présente Convention en vertu de l'article 2, paragraphe 1, ou une décision rendue à titre préalable sur une matière visée à l'article 6 par un autre tribunal que celui désigné dans cette dernière disposition, n'est pas reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

2 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement est fondé sur une décision relative à une matière exclue en vertu du paragraphe 1 ou 3 de l'article 2, ou sur une décision relative à une matière visée à l'article 6 qui a été rendue par un autre tribunal que celui désigné dans cette disposition.

3 Toutefois, dans le cas d'une décision relative à la validité d'un droit visé à l'article 6, paragraphe (a), la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement ne peut être refusée ou différée en vertu du paragraphe précédent que si :

- (a) cette décision est incompatible avec un jugement ou une décision rendu(e) sur ce point par l'autorité compétente de l'État mentionné à l'article 6, paragraphe (a) ; ou
- (b) une procédure relative à la validité de ce droit est pendante dans cet État.

- (c) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the public policy of the requested State, including situations where the specific proceedings leading to the judgment were incompatible with fundamental principles of procedural fairness of that State [and situations involving infringements of security or sovereignty of that State];
- (d) the proceedings in the court of origin were contrary to an agreement or a designation in a trust instrument under which the dispute in question was to be determined in a court other than the court of origin;
- (e) the judgment is inconsistent with a judgment given in the requested State in a dispute between the same parties; or
- (f) the judgment is inconsistent with an earlier judgment given in another State between the same parties on the same subject matter, provided that the earlier judgment fulfils the conditions necessary for its recognition in the requested State.

2 Recognition or enforcement may be refused or postponed if proceedings between the same parties on the same subject matter are pending before a court of the requested State, where –

- (a) the court of the requested State was seised before the court of origin; and
- (b) there is a close connection between the dispute and the requested State.

A refusal under this paragraph does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

Article 8  
*Preliminary questions*

1 Where a matter excluded under Article 2, paragraph 1, or a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled arose as a preliminary question, the ruling on that question shall not be recognised or enforced under this Convention.

2 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter excluded under Article 2, paragraph 1 or 3, or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled.

3 However, in the case of a ruling on the validity of a right referred to in Article 6, paragraph (a), recognition or enforcement of a judgment may be refused or postponed under the preceding paragraph only where –

- (a) that ruling is inconsistent with a judgment or a decision of a competent authority on that matter given in the State referred to in Article 6, paragraph (a); or
- (b) proceedings concerning the validity of that right are pending in that State.

Le refus en vertu de l'alinéa (b) n'interdit pas de demander ultérieurement la reconnaissance ou l'exécution du jugement.

Article 9  
*Dommages et intérêts*

1 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement accorde des dommages et intérêts, y compris des dommages et intérêts exemplaires ou punitifs, qui pas une partie la perte ou pré-judice réels subis.

2 Le tribunal requis tient compte du fait que, et de la mesure dans laquelle, le montant accordé à titre de dommages et intérêts par le tribunal d'origine est destiné à couvrir les frais et dépens du procès.

Article 10  
*Transactions judiciaires*

Les transactions judiciaires homologuées par un tribunal d'un État contractant ou conclues devant ce tribunal au cours d'une instance, et qui sont exécutoires au même titre qu'un jugement dans l'État d'origine, sont exécutées en vertu de la présente Convention aux mêmes conditions qu'un jugement[, à condition que le droit de l'État requis admette de telles transactions].

Article 11  
*Pièces à produire*

1 La partie qui requiert la reconnaissance ou qui demande l'exécution produit :

- (a) une copie complète et certifiée conforme du jugement ;
- (b) si le jugement a été rendu par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document attestant que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été notifié à la partie défaillante ;
- (c) tout document nécessaire pour établir que le jugement produit ses effets dans l'État d'origine ou, le cas échéant, qu'il est exécutoire dans cet État ;
- (d) dans le cas prévu à l'article 10, un certificat délivré par un tribunal de l'État d'origine attestant que la transaction judiciaire est exécutoire, en tout ou en partie, aux mêmes conditions qu'un jugement dans l'État d'origine.

2 Si le contenu du jugement ne permet pas au tribunal requis de vérifier que les conditions du présent chapitre sont remplies, ce tribunal peut exiger tout autre document nécessaire.

3 Une demande de reconnaissance ou d'exécution peut être accompagnée d'un document relatif au jugement, délivré par un tribunal (y compris par une personne autorisée du tribunal) de l'État d'origine, sous la forme recommandée et publiée par la Conférence de La Haye de droit international privé.

4 Si les documents mentionnés dans le présent article ne sont pas rédigés dans une langue officielle de l'État requis, ils sont accompagnés d'une traduction certifiée dans une langue officielle, sauf si la loi de l'État requis en dispose autrement.

A refusal under sub-paragraph (b) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

Article 9  
*Damages*

1 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment awards damages, including exemplary or punitive damages, that do not compensate a party for actual loss or harm suffered.

2 The court addressed shall take into account whether and to what extent the damages awarded by the court of origin serve to cover costs and expenses relating to the proceedings.

Article 10  
*Judicial settlements (transactions judiciaires)*

Judicial settlements (*transactions judiciaires*) which a court of a Contracting State has approved, or which have been concluded before that court in the course of proceedings, and which are enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin, shall be enforced under this Convention in the same manner as a judgment[, provided that such settlement is permissible under the law of the requested State].

Article 11  
*Documents to be produced*

1 The party seeking recognition or applying for enforcement shall produce –

- (a) a complete and certified copy of the judgment;
- (b) if the judgment was given by default, the original or a certified copy of a document establishing that the document which instituted the proceedings or an equivalent document was notified to the defaulting party;
- (c) any documents necessary to establish that the judgment has effect or, where applicable, is enforceable in the State of origin;
- (d) in the case referred to in Article 10, a certificate of a court of the State of origin that the judicial settlement or a part of it is enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin.

2 If the terms of the judgment do not permit the court addressed to verify whether the conditions of this Chapter have been complied with, that court may require any necessary documents.

3 An application for recognition or enforcement may be accompanied by a document relating to the judgment, issued by a court (including an officer of the court) of the State of origin, in the form recommended and published by the Hague Conference on Private International Law.

4 If the documents referred to in this Article are not in an official language of the requested State, they shall be accompanied by a certified translation into an official language, unless the law of the requested State provides otherwise.

Article 12  
*Procédure*

1 La procédure afin d'obtenir la reconnaissance, l'exequatur ou l'enregistrement aux fins de l'exécution, ainsi que l'exécution du jugement sont régies par le droit de l'État requis sauf si la présente Convention en dispose autrement. Le tribunal requis agit avec célérité.

2 Le tribunal de l'État requis ne peut refuser de reconnaître ou d'exécuter un jugement en vertu de la présente Convention au motif que la reconnaissance ou l'exécution devrait être requise dans un autre État.

[Article 13  
*Frais de procédure*

Aucune sûreté, caution ou dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposée en raison, soit de sa qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence habituelle dans l'État requis, à la partie qui demande l'exécution dans un État contractant d'une décision rendue dans un autre État contractant.]

Article 14  
*Effets équivalents*

Un jugement reconnu ou déclaré exécutoire en vertu de la présente Convention a les mêmes effets que dans l'État d'origine. Si le jugement contient des mesures qui ne sont pas disponibles dans le droit de l'État requis, ces mesures doivent être adaptées, dans la mesure du possible, à des mesures qui ont des effets équivalents à, mais n'excédant pas, ceux prévus dans l'État d'origine.

Article 15  
*Divisibilité*

La reconnaissance ou l'exécution d'une partie dissociable d'un jugement est accordée lorsque la reconnaissance ou l'exécution de cette partie est demandée ou lorsque seule une partie du jugement peut être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

Article 16  
*Reconnaissance ou exécution en application  
du droit national*

Sous réserve de l'article 6, la présente Convention ne fait pas obstacle à la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement en application du droit national.

Article 12  
*Procedure*

1 The procedure for recognition, declaration of enforceability or registration for enforcement, and the enforcement of the judgment, are governed by the law of the requested State unless this Convention provides otherwise. The court addressed shall act expeditiously.

2 The court of the requested State shall not refuse the recognition or enforcement of a judgment under this Convention on the ground that recognition or enforcement should be sought in another State.

[Article 13  
*Costs of proceedings*

No security, bond or deposit, however described, shall be required from a party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgment given in another Contracting State on the sole ground that such party is a foreign national or is not domiciled or resident in the State in which enforcement is sought.]

Article 14  
*Equivalent effects*

A judgment recognised or enforceable under this Convention shall be given the same effect it has in the State of origin. If the judgment provides for relief that is not available under the law of the requested State, that relief shall, to the extent possible, be adapted to relief with effects equivalent to, but not going beyond, its effects under the law of the State of origin.

Article 15  
*Severability*

Recognition or enforcement of a severable part of a judgment shall be granted where recognition or enforcement of that part is applied for, or only part of the judgment is capable of being recognised or enforced under this Convention.

Article 16  
*Recognition or enforcement under national law*

Subject to Article 6, this Convention does not prevent the recognition or enforcement of judgments under national law.



---

## Aide-mémoire du Président de la Commission spéciale

---

PREMIÈRE RÉUNION DE LA COMMISSION SPÉCIALE  
SUR LE PROJET SUR LES JUGEMENTS –  
DU PREMIER AU 9 JUIN 2016

### INTRODUCTION

1 Du premier au 9 juin 2016, la Commission spéciale sur le projet sur les Jugements s'est réunie à La Haye. Cent cinquante-trois participants venus de 53 États et une Organisation régionale d'intégration économique (ORIE) représentant les Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé (HCCH), ainsi que certains États non membres et 16 organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales étaient présents.

2 La Commission spéciale a nommé :

- a) Président de la Commission spéciale M. David Goddard QC, de la délégation de la Nouvelle-Zélande ;
- b) vice-Présidents de la Commission spéciale M. Boni de M. Soares, de la délégation du Brésil, M. Ang Sun, de la délégation de la Chine, et M. Paul Herrup, de la délégation des États-Unis d'Amérique ;
- c) co-Rapporteurs du projet de Convention Mme Geneviève Saumier, de la délégation du Canada, et M. Francisco Garcimartín Alférez, de la délégation de l'Espagne ; et
- d) Président du Comité de rédaction M. Fausto Pocar, de la délégation de l'Italie.

3 Conformément aux Conclusions et Recommandations de la réunion de 2016 du Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence (le « Conseil »), la Commission spéciale s'est réunie en vue d'établir un projet de Convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements en matière civile et commerciale. La Commission spéciale a travaillé sur le projet de texte établi par le Groupe de travail (le « projet de texte »). Après discussion de l'ensemble des dispositions du projet de texte, un projet de Convention révisé a été établi, qui est annexé à cet Aide-mémoire (l'« avant-projet de Convention de 2016 » ou le « projet de Convention »)<sup>1</sup>. Ce projet sera discuté plus avant lors d'une deuxième réunion de la Commission spéciale, qui doit en principe se tenir du 16 au 24 février 2017.

4 Cet Aide-mémoire est conçu comme un accompagnement au projet de Convention, qui vise à aider la Commission spéciale dans la poursuite de ses travaux sur ce projet. Il donne un bref aperçu des avancées réalisées par la Com-

---

<sup>1</sup> Le projet de Convention est publié comme Doc. trav. No 76, Avant-projet de Convention de 2016, distribué le 9 juin 2016, ci-dessus p. 61 du présent Cahier. Une version en suivi des modifications du projet de Convention, qui présente les modifications apportées au projet de texte lors de la réunion de la Commission spéciale, se trouve en annexe au présent Aide-mémoire.

mission spéciale, présente certains des problèmes discutés et recense certaines questions nécessitant un complément d'examen. Il ne traite pas de tous les points abordés par la Commission spéciale.

### OBJECTIFS ET ARCHITECTURE DU PROJET DE CONVENTION

5 Après une introduction du Président, les délégations ont discuté des objectifs de la future Convention. Les deux objectifs suivants ont été établis :

- a) améliorer l'accès concret à la justice par la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers<sup>2</sup> ; et
- b) faciliter les échanges et les investissements, et contribuer à la croissance économique en renforçant la sécurité juridique et en réduisant les coûts et les incertitudes liés aux transactions transfrontières et à la résolution des différends internationaux.

6 La future Convention contribuera à ces deux objectifs de la façon suivante :

- a) elle facilitera la circulation des jugements visés par le projet de Convention, sous réserve de certaines garanties appropriées ;
- b) elle réduira la nécessité de répéter les procédures dans deux États contractants ou plus ;
- c) elle réduira les coûts et les délais d'obtention de la reconnaissance et de l'exécution des jugements ;
- d) elle améliorera, pour les entreprises et les particuliers des États contractants, la prévisibilité des circonstances dans lesquelles les jugements circuleront entre ces États ;
- e) elle permettra aux demandeurs d'effectuer des choix plus éclairés quant au lieu où introduire l'instance compte tenu de leur capacité à exécuter le jugement en découlant dans d'autres États contractants.

7 La future Convention est conçue pour accompagner et compléter la *Convention du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for* (la « Convention Élection de for de 2005 »).

8 L'architecture du projet de Convention a été examinée à la lumière des objectifs ci-dessus. Un soutien général a été exprimé en faveur du projet de texte et la Commission spéciale a entrepris de travailler sur celui-ci.

9 La relation entre le projet de Convention et la reconnaissance/l'exécution en droit interne a été discutée. Un consensus s'est dégagé autour de l'idée que le projet de Convention établirait un noyau d'obligations de reconnaître et d'exécuter les jugements rendus dans un autre État contractant et que la reconnaissance et l'exécution des jugements en droit interne demeureraient possibles. Autrement dit, la future Convention établirait un « socle » pour la reconnaissance et l'exécution et laisserait le droit interne organiser une reconnaissance et une exécution plus étendues. L'intention du projet de Convention n'est pas de limiter la reconnaissance et l'exécution des jugements en droit interne (hormis quelques exceptions expressément prévues à l'art. 6).

---

<sup>2</sup> L'importance de ce but pour les Objectifs de développement durable des Nations Unies a été actée.



---

## *Aide memoire* of the Chair of the Special Commission

FIRST MEETING OF THE SPECIAL COMMISSION ON THE JUDGMENTS PROJECT – 1 TO 9 JUNE 2016

---

### INTRODUCTION

1 From 1 to 9 June 2016, the Special Commission on the Judgments Project was convened in The Hague. The Special Commission was attended by 153 participants from 53 States and one Regional Economic Integration Organisation (REIO), representing Members of the Hague Conference on Private International Law (HCCH), and a select number of non-Member States, and 16 international governmental and non-governmental organisations.

2 The Special Commission appointed:

- a) Mr David Goddard QC of the delegation of New Zealand as the Chair of the Special Commission;
- b) Mr Boni de M. Soares of the delegation of Brazil, Mr Ang Sun of the delegation of China and Mr Paul Herrup of the delegation of the United States of America as the Vice-Chairs of the Special Commission;
- c) Ms Geneviève Saumier of the delegation of Canada and Mr Francisco Garcimartín Alférez of the delegation of Spain as *co-Rapporteurs* of the draft Convention; and
- d) Mr Fausto Pocar of the delegation of Italy as Chair of the Drafting Committee.

3 In accordance with the Conclusions and Recommendations of the 2016 meeting of the Council on General Affairs and Policy of the Conference (the “Council”), the Special Commission was convened to prepare a draft Convention on the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters. As its starting point, the Special Commission used the proposed draft text prepared by the Working Group (the “Proposed Draft Text”). The Special Commission discussed all of the provisions in the Proposed Draft Text, and on that basis prepared a revised draft of the Convention annexed to this *Aide memoire* (the “2016 preliminary draft Convention” or the “draft Convention”).<sup>1</sup> This draft Convention will be further discussed at a second meeting of the Special Commission, which is expected to take place from 16 to 24 February 2017.

4 This *Aide memoire* is intended to accompany the draft Convention, and to assist the Special Commission with its continuing work on that draft. It provides a brief overview of the progress made at the Special Commission, sets out

---

<sup>1</sup> The draft Convention has been published as Work. Doc. No 76, 2016 preliminary draft Convention, distributed on 9 June 2016, *supra* p. 61 of this Book. The tracked-change version of the draft Convention showing changes made to the Proposed Draft Text at the Special Commission meeting is annexed to this *Aide memoire*.

some specific issues discussed, and identifies some specific matters that require further consideration. It does not address all the points discussed during the Special Commission.

### OBJECTIVES AND ARCHITECTURE OF THE DRAFT CONVENTION

5 Following an introduction by the Chair, the delegations discussed the objectives of the future Convention. The following two main objectives were identified:

- a) to enhance practical access to justice, through the recognition and enforcement of judgments;<sup>2</sup> and
- b) to facilitate trade and investment, and contribute to economic growth, by enhancing legal certainty and reducing costs and uncertainties associated with cross-border dealings, and with the resolution of cross-border disputes.

6 The future Convention will contribute to these two objectives by:

- a) promoting the circulation of judgments to which the draft Convention will apply, subject to certain appropriate safeguards;
- b) reducing the need for duplicative proceedings in two or more Contracting States;
- c) reducing the costs and timeframes associated with obtaining recognition and enforcement of judgments;
- d) improving predictability for businesses and individuals in Contracting States in relation to the circumstances in which judgments will circulate among Contracting States; and
- e) enabling claimants to make more informed choices about where to bring proceedings, taking into account their ability to enforce the resulting judgment in other Contracting States.

7 The future Convention is intended to sit alongside, and complement, the *Convention of 30 June 2005 on Choice of Court Agreements* (the “2005 Choice of Court Convention”).

8 In light of the objectives identified above, consideration was given to the architecture of the draft Convention. There was general support for the architecture of the Proposed Draft Text, and the Special Commission proceeded to work on that basis.

9 The relationship between the draft Convention and recognition/enforcement under national law was discussed. There was consensus that the draft Convention would provide for a core set of obligations to recognise and enforce judgments from another Contracting State, and that recognition and enforcement of judgments under national law would also continue to be available. Put another way, the future Convention would establish a “floor” for recognition and enforcement, leaving national law to provide for more extensive recognition and enforcement above that floor. The draft Convention is not intended to limit recognition and enforcement of judgments under national law (with certain limited exceptions expressly provided for in Art. 6).

---

<sup>2</sup> The relevance of this objective to the United Nations Sustainable Development Goals was noted.

10 Après une présentation de toutes les dispositions effectuée par le Président et une discussion générale entre les délégations, chacune des dispositions du projet de texte a été individuellement discutée. Le projet de Convention présente le résultat de ces discussions.

11 Plusieurs dispositions du projet de Convention ont été clarifiées et affinées et les questions suivantes ont été abordées.

#### *Champ d'application*

12 La Commission spéciale a discuté de l'opportunité d'étendre aux associations de personnes physiques ou morales l'exclusion de la validité, de la nullité et de la dissolution des personnes morales ainsi que de la validité des décisions de leurs organes. Les délégations ont estimé qu'il convenait de les exclure (voir art. 2(1)(i) du projet de Convention).

13 La Commission spéciale a discuté de l'article 2(4) du projet de texte, qui excluait du champ d'application les accords visant à soumettre le différend à une personne ou à un organe autre qu'un tribunal. Elle a jugé qu'il convenait d'omettre cette disposition du projet de Convention.

14 L'opportunité d'étendre le projet de Convention aux actes authentiques a été examinée. Aucun consensus ne s'est dégagé sur l'opportunité d'insérer des dispositions sur ce point dans le projet de Convention.

#### *Dispositions générales*

15 La deuxième phrase de l'article 4(2) du projet de texte, qui disposait que le tribunal requis est lié par les constatations de fait sur lesquelles le tribunal d'origine a fondé sa compétence, a été supprimée après discussion.

16 L'article 4(4) a été restructuré afin de clarifier les possibilités offertes au tribunal requis lorsqu'un jugement fait l'objet d'un recours dans l'État d'origine, et en particulier afin de préciser les circonstances dans lesquelles l'exécution peut être subordonnée à la constitution d'une sûreté.

#### *Fondements de la reconnaissance ou de l'exécution*

17 La question de la succession dans les obligations en vertu d'un jugement a été abordée. Un consensus s'est dégagé sur le fait qu'au lieu de chercher à établir une disposition expresse sur ce sujet dans le texte du projet de Convention, il conviendrait de traiter ces questions dans le Rapport explicatif du projet de Convention, ce qui a permis de nettement simplifier l'article 5(1)(a) et (b) du projet de texte (voir art. 5(1)(a) et (c) du projet de Convention).

18 Lors de la discussion relative à l'article 5(1)(i) du projet de texte concernant les trusts, un consensus s'est dégagé sur le fait que ce filtre ne devrait s'appliquer que pour les litiges quant aux éléments propres au trust et un travail a été fait pour exprimer cette idée. La formulation proposée par un groupe de travail informel a été ajoutée à cet alinéa, notant que des travaux complémentaires pourraient être nécessaires (voir art. 5(1)(m) du projet de Convention).

19 La Commission spéciale a discuté de l'opportunité de prévoir dans la Convention des chefs de compétence indirects reconnus dans le droit interne d'un État fonctionnant comme des chefs indirects/filtres juridictionnels aux fins du

projet de Convention. Cette approche était reflétée dans l'article 5(1)(k) du projet de texte. Un consensus a été trouvé sur l'omission d'une disposition de ce type dans le projet de Convention.

20 Après discussion de l'opportunité d'inclure une définition du terme « consommateur » dans le projet de Convention, les délégations se sont entendues sur la nécessité d'insérer une telle définition. Une définition basée sur la définition du « consommateur » figurant à l'article 2(1)(a) de la Convention Élection de for de 2005 a été insérée à l'article 5(2) du projet de Convention.

21 Les questions liées à l'emploi à couvrir dans le régime spécial de l'article 5(2) du projet de Convention ont été discutées et une formulation plus claire et plus simple a été adoptée, qui contourne l'obligation de faire référence aux contrats de travail individuels ou aux conventions collectives.

22 Après discussion du traitement des baux d'immeubles, prévu à l'article 6(b) du projet de texte, la Commission spéciale a décidé que :

- a) le projet de Convention prévoirait la reconnaissance et l'exécution des jugements relatifs aux baux d'immeubles rendus par un tribunal de l'État où est situé l'immeuble ; et
- b) le projet de Convention interdirait la reconnaissance et l'exécution en vertu du droit interne des jugements relatifs aux baux d'immeubles de plus de six mois si le jugement n'a pas été rendu par un tribunal de l'État contractant où se situe l'immeuble lorsque le droit de cet État confère une compétence exclusive à ses tribunaux.

(Voir art. 5(1)(h) et 6(c) du projet de Convention.)

#### *Motifs de refus*

23 La Commission spéciale a discuté de l'opportunité de limiter le motif de refus prévu à l'article 7(1)(b) du projet de texte à la fraude relative à la procédure ou bien de l'étendre à la fraude sur le fond. L'expression « relative à la procédure » a été supprimée du projet de Convention (voir art. 7(1)(b)).

24 Après discussion de l'article 7(2) du projet de texte, la Commission spéciale a trouvé un consensus sur la possibilité de simplifier la disposition, en énonçant deux conditions essentielles, à savoir : le tribunal de l'État requis a été saisi en premier et il existe un lien étroit entre le litige et l'État requis (voir art. 7(2) du projet de Convention).

#### *Questions préalables*

25 À l'article 8(2), qui permet de refuser la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement si, et dans la mesure où, celui-ci est fondé sur une décision relative à certaines questions préalables, une référence a été ajoutée aux matières exclues en vertu de l'article 2(3). La Commission spéciale a noté qu'il serait nécessaire de revoir le traitement de cette question.

10 Following an introduction to all of the provisions by the Chair, and general discussion among delegations, there was a discussion of each of the provisions of the Proposed Draft Text. The draft Convention reflects the outcome of those discussions.

11 In addition to clarifying and refining a number of provisions in the draft Convention, the following issues were discussed.

#### *Scope*

12 The meeting discussed the question of whether the exclusion from scope of the validity, nullity, or dissolution of legal persons, and the validity of decisions of their organs, should be extended to associations of natural or legal persons. There was consensus that it should be (see Art. 2(1)(i) of the draft Convention).

13 The meeting discussed Article 2(4) of the Proposed Draft Text, which provided for the exclusion from scope of agreements to refer disputes to binding determination by a person or body other than a court. The meeting proceeded on the basis that this provision should be omitted from the draft Convention.

14 The question of whether the draft Convention should be extended so as to apply to authentic instruments was considered. There was no consensus that this topic should be provided for in the draft Convention.

#### *General provisions*

15 The second sentence of Article 4(2) of the Proposed Draft Text, which provided that the court addressed is bound by findings of fact on which the court of origin based its jurisdiction, was discussed and it was deleted.

16 Article 4(4) was restructured to clarify the options open to the court addressed where a judgment is the subject of review in the State of origin, and in particular to clarify the circumstances in which enforcement may be conditional on the provision of security.

#### *Bases for recognition and enforcement*

17 The issue of succession to obligations under a judgment was discussed. There was consensus that those issues should be dealt with in the Explanatory Report to the draft Convention, rather than seeking to make express provision in relation to this matter in the text of the draft Convention. This enabled Article 5(1)(a) and (b) of the Proposed Draft Text to be substantially simplified (see Art. 5(1)(a) and (c) of the draft Convention).

18 Article 5(1)(i) of the Proposed Draft Text in relation to trusts was discussed. There was consensus that this filter should apply only in relation to internal disputes relating to the trust, and work was done to endeavour to capture that concept. Language developed by an informal working group was added to this sub-paragraph, noting that some further work may be needed (see Art. 5(1)(m) of the draft Convention).

19 The question of whether the Convention should provide for indirect grounds of jurisdiction recognised under a State's national law to operate as indirect grounds/jurisdictional filters for the purposes of the draft Convention was

discussed. This approach was reflected in Article 5(1)(k) of the Proposed Draft Text. There was consensus that a provision of this kind should be omitted from the draft Convention.

20 The question of whether a definition of the term "consumer" should be included in the draft Convention was discussed. There was consensus that there should be such a definition. A definition based on the definition of "consumer" in Article 2(1)(a) of the 2005 Choice of Court Convention was included in Article 5(2) of the draft Convention.

21 The employment matters that should be included within the special regime in Article 5(2) of the draft Convention were discussed, and a simpler and clearer formula was adopted that avoids the need to make express reference to individual or collective employment contracts.

22 The treatment of tenancies of immovable property, provided for in Article 6(b) of the Proposed Draft Text, was discussed. The meeting proceeded on the basis that:

- a) the draft Convention would provide for the recognition and enforcement of judgments relating to tenancies of immovable property given by a court of the State in which the property is situated; and
- b) the draft Convention would prohibit recognition and enforcement under national law of judgments relating to tenancies of immovable property for more than six months, if the judgment was not given by a court of the Contracting State in which the property is situated, and under the law of that State its courts have exclusive jurisdiction.

(See Arts 5(1)(h) and 6(c) of the draft Convention.)

#### *Grounds for refusal*

23 There was discussion about whether the ground for refusal provided for in Article 7(1)(b) of the Proposed Draft Text should be limited to fraud in connection with a matter of procedure, or whether the ground of refusal should be expanded so as to cover substantive fraud. The words "in connection with a matter of procedure" were deleted from the draft Convention (see Art. 7(1)(b)).

24 The meeting discussed Article 7(2) of the Proposed Draft Text and reached a consensus that the provision could be simplified, with a focus on two key tests: whether the court in the requested State was first seised, and whether there is a close connection between the dispute and that court (see Art. 7(2) of the draft Convention).

#### *Preliminary questions*

25 In Article 8(2), which permits recognition or enforcement of a judgment to be refused if, and to the extent that, it was based on a ruling on certain preliminary questions, a reference was added to matters excluded under Article 2(3). The need to review the way in which this point is addressed was noted.

26 Comme il est indiqué plus haut, le projet de Convention fera l'objet de discussions complémentaires lors de la prochaine réunion de la Commission spéciale. Les délégations ont évoqué la nécessité de poursuivre les travaux et les discussions sur un certain nombre de sujets. Elles ont estimé que certaines questions nécessitent une étude complémentaire dans le cadre de la préparation de la prochaine réunion de la Commission spéciale. Il s'agit notamment des questions suivantes :

- a) La notion de « matière civile ou commerciale » doit être plus amplement discutée et clarifiée. Il sera en particulier nécessaire de poursuivre la réflexion sur la mesure dans laquelle la future Convention doit s'appliquer aux demandes soumises par une agence gouvernementale ou une autorité publique pour le compte de parties lésées afin de demander réparation d'un préjudice subi, que ce soit en conjonction avec une autre mesure d'exécution ou séparément.
- b) L'application du projet de Convention à la responsabilité des États au titre d'actes ou d'omissions commis dans l'exercice des prérogatives de puissance publique a également été discutée. La possibilité d'exclure expressément ces matières du champ d'application soit en insérant une formulation appropriée à l'article 1 ou à l'article 2(4) du projet de texte, soit par un mécanisme de déclaration, sera étudiée lors d'une future réunion de la Commission spéciale. Cette question est étroitement liée à la notion de « matière civile ou commerciale ».
- c) La mesure dans laquelle le projet de Convention devrait s'appliquer aux questions de concurrence a été discutée. Un consensus s'est dégagé sur la nécessité de travaux complémentaires afin de préciser quelles matières de ce type il convient d'inclure dans le champ d'application du projet de Convention.
- d) La possibilité d'insérer une définition du terme « reconnaissance » a été discutée. Certains experts considèrent qu'il serait difficile de définir le terme dans le projet de Convention mais qu'il serait utile d'expliquer le concept dans le Rapport explicatif. La possibilité d'apporter des propositions à examiner lors de la prochaine Commission spéciale a été évoquée.
- e) La Commission spéciale a envisagé le scénario dans lequel une personne physique vit dans un État mais exerce une activité professionnelle dans un autre. Un nouvel article 5(1)(b), qui prévoit un filtre additionnel dans l'État du lieu d'établissement principal de cette personne pour les demandes découlant de ces activités, a été inséré entre crochets. Cette solution a été jugée préférable à une tentative de définition du terme « résidence habituelle » pour prendre en compte ce scénario, mais la nécessité de travaux complémentaires sur cette disposition a été notée.
- f) La question de la soumission à la compétence comme chef de compétence indirecte a été discutée (voir art. 5(1)(e) et (f) du projet de Convention). Un consensus s'est dégagé sur la nécessité de travaux complémentaires sur cette question.
- g) Un nouvel article 5(1)(i) a été inséré entre crochets afin de signaler qu'il est nécessaire de poursuivre l'étu-

de d'une proposition tendant à ajouter un filtre juridictionnel lorsqu'un jugement porte sur une obligation contractuelle garantie par un droit réel immobilier et que le bien est situé dans l'État d'origine.

- h) Les questions relatives à la propriété intellectuelle ont été assez longuement discutées en séance plénière ainsi que dans le cadre d'une réunion d'un groupe de travail informel sur ce sujet. Le texte a été précisé sur certains points et les aspects nécessitant des discussions complémentaires ont été relevés (voir art. 5(1)(k), 5(1)(l), 6(a) et 8(3) du projet de Convention). La Commission spéciale a jugé que ces questions devraient faire l'objet de travaux intersessions afin de faciliter la poursuite des discussions lors d'une future réunion.
- i) Le filtre juridictionnel des demandes reconventionnelles prévu à l'article 5(1)(j) du projet de texte a été longuement discuté. Des avis diversifiés ont été exprimés quant à l'opportunité de la deuxième phrase du projet de texte, qui prévoyait une exception en cas d'obligation d'introduire une demande reconventionnelle à peine de forclusion. La Commission spéciale a décidé de travailler sur le principe qu'une version révisée de l'alinéa (j) serait insérée entre crochets, reconnaissant que les aspects politiques et rédactionnels de cette partie de la disposition méritaient un complément d'analyse (voir art. 5(1)(n) du projet de Convention).
- j) La Commission spéciale a discuté de l'opportunité de traiter, dans le projet de Convention, de la situation dans laquelle un jugement reconnu et exécuté en vertu du projet de Convention est ensuite révisé ou annulé dans l'État d'origine. Une disposition sur ce point, prévoyant la circulation du jugement ultérieur, a été insérée entre crochets afin de signaler qu'un complément d'analyse est nécessaire (voir art. 5(1)(o) du projet de Convention).
- k) La portée du motif de refus pour incompatibilité avec l'ordre public prévu à l'article 7(1)(c) nécessite de nouvelles discussions, notamment afin de déterminer s'il y a lieu de conserver le membre de phrase relatif aux atteintes à la sécurité ou à la souveraineté qui figure entre crochets.
- l) D'autres travaux sont nécessaires afin de déterminer l'opportunité d'une disposition traitant du délai dans lequel demander l'exécution de jugements en vertu du droit de l'État requis.
- m) Une proposition d'interdire au tribunal requis d'exiger la constitution d'une sûreté au seul motif que le demandeur à l'exécution est un ressortissant étranger ou n'est pas domicilié ou résident dans l'État requis a été discutée. L'article 13 a été inséré entre crochets dans le projet de Convention afin de signaler, pour examen ultérieur, la possibilité de pourvoir à cette question et à certaines questions liées (par ex. la circulation des décisions relatives aux frais et dépens en faveur d'un défendeur qui obtient gain de cause dans une procédure d'exécution).
- n) Après discussion de l'article 14 du projet de Convention, relatif à l'adaptation des mesures, un consensus s'est dégagé autour de la nécessité de travaux complémentaires pour clarifier cette disposition.

## ITEMS IDENTIFIED FOR FURTHER CONSIDERATION

26 As noted above, the draft Convention will be further discussed at the next meeting of the Special Commission. Delegations foreshadowed the need for further work, and further discussion, in relation to a number of topics. Some specific issues were identified as requiring further consideration in the course of preparation for the next meeting of the Special Commission, including the following:

- a) The concept of “civil or commercial matters” requires further discussion and clarification. In particular, further consideration is needed as to the extent to which the future Convention should apply to claims brought by a government agency or public authority on behalf of affected parties to claim compensation for harm suffered, whether in conjunction with other enforcement action or separately.
- b) The application of the draft Convention to the liability of States for acts or omissions in the exercise of State authority was also discussed. The possibility of expressly excluding such matters from scope by appropriate language in Article 1 and/or Article 2(4) of the draft Convention, or through a declaration mechanism, will be considered at a future meeting of the Special Commission. This issue is closely linked to the question of what is meant by “civil or commercial matters”.
- c) The extent to which the draft Convention should apply to anti-trust/competition matters was discussed. There was consensus that further work is needed to clarify which matters of that kind should appropriately be included within the scope of the draft Convention.
- d) The possibility of including a definition of the term “recognition” was discussed. Some experts considered that defining the term in the draft Convention would be difficult, but that it would be helpful to include an explanation of the concept in the Explanatory Report. The possibility of bringing proposals for consideration at the next Special Commission was foreshadowed.
- e) The meeting discussed the scenario where a natural person lives in one State, but carries on business in another State. A new Article 5(1)(b) was inserted in square brackets, providing an additional jurisdictional filter in the State of that person’s principal place of business for claims arising out of the activities of that business. This was seen as preferable to attempting to define “habitual residence” to take this scenario into account, but the need for further work on this provision was noted.
- f) The topic of submission as a ground of indirect jurisdiction was discussed (see Art. 5(1)(e) and (f) of the draft Convention). There was consensus that further work is needed on this issue.
- g) A new Article 5(1)(i) was inserted in square brackets to flag the need for further consideration of a proposal

to add an additional jurisdictional filter where a judgment ruled on a contractual obligation secured by a right *in rem* in immovable property, and that property was located in the State of origin.

- h) Issues pertaining to intellectual property matters were discussed at some length in the plenary, and at a meeting of an informal working group on this topic. The text was clarified in certain respects and some specific issues were highlighted for further discussion (see Arts 5(1)(k), 5(1)(l), 6(a) and 8(3) of the draft Convention). There was consensus that such matters should be the subject of intersessional work, to facilitate further consideration of these issues at a future meeting of the Special Commission.
- i) The counterclaim jurisdictional filter in Article 5(1)(j) of the Proposed Draft Text was discussed at some length. A range of views was expressed about whether the second sentence in the Proposed Draft Text, which provided for an exception where counterclaims were required to be brought under penalty of preclusion, was desirable. The meeting decided to proceed on the basis that a revised version of sub-paragraph (j) would be included in square brackets, recognising that both policy and drafting aspects of this limb will require further consideration (see Art. 5(1)(n) of the draft Convention).
- j) There was discussion about whether the draft Convention should address the situation where a judgment is recognised or enforced under the draft Convention, and that judgment is subsequently revised or overturned in the State of origin. A provision addressing this issue, and providing for circulation of the subsequent judgment, was included in square brackets to flag the need for further consideration (see Art. 5(1)(o) of the draft Convention).
- k) The scope of the public policy ground for refusal in Article 7(1)(c) requires further discussion, in particular whether the words in square brackets relating to infringements of security or sovereignty are needed.
- l) Further work is needed on the desirability of a provision addressing time limits for seeking enforcement of judgments under the law of the requested State.
- m) A proposal to prohibit the requested court from requiring the provision of security solely on the ground that the party applying for enforcement is a foreign national, or is not domiciled or resident in the requested State, was discussed. A new Article 13 was included in square brackets in the draft Convention to flag for future consideration the possibility of providing for this issue, and certain related matters (e.g., circulation of costs judgments in favour of a successful defendant in enforcement proceedings).
- n) Article 14 of the draft Convention, in relation to adaptation of relief, was discussed and there was consensus that further work is required in order to clarify this provision.

- o) Les clauses générales ont fait l'objet d'une première discussion. Parmi les sujets potentiels, les suivants ont été recensés : dispositions transitoires, légalisation des actes, interprétation uniforme, relation entre le projet de Convention et d'autres instruments internationaux, dispositions relatives à l'interprétation en ce qui concerne les systèmes juridiques non unifiés, exigences de non-discrimination et mécanismes de déclaration. La nécessité de poursuivre les travaux sur les mécanismes de déclaration et sur l'opportunité de s'assurer que les déclarations soient aussi précises et étroites qu'il le faut pour répondre aux préoccupations qui en sont à l'origine ont été expressément évoquées. Dans ce contexte, la Commission spéciale a jugé qu'il était nécessaire de poursuivre les travaux sur la relation entre les mécanismes de déclaration et les règles de droit interne en ce qui concerne la compétence exclusive et les régimes de protection des parties vulnérables.

#### PROCHAINES ÉTAPES

27 La Commission spéciale se réunira du 16 au 24 février pour poursuivre ses travaux sur le projet de Convention.

28 Le Bureau Permanent a été invité à rédiger un document sur la relation entre la Convention Élection de for de 2005 et le projet de Convention pour diffusion à tous les États membres afin de les aider à préparer la prochaine réunion de la Commission spéciale.

29 Le Bureau Permanent et les co-Rapporteurs ont été invités à établir un document sur la notion de « matière civile ou commerciale » afin de faciliter les discussions à ce sujet lors de la prochaine réunion de la Commission spéciale.

30 Le Bureau Permanent facilitera les travaux intersessions, en particulier sur les questions de propriété intellectuelle, y compris au moyen de techniques de communication électroniques.

#### ANNEXE I

##### **Document de travail No 76 (distribué le 9 juin 2016)**

*Avant-projet de Convention de 2016*

Voir ci-dessus, à la page 61 du présent Cahier.

#### ANNEXE II

##### **Avant-projet de Convention de 2016**

*(version présentant les modifications apportées au projet de texte lors de la réunion de la Commission spéciale de juin 2016)*

#### CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS

##### Article premier *Champ d'application*

1 La présente Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements en matière civile et commerciale. Elle ne recouvre notamment pas les matières fiscales, douanières ou administratives.

2 La présente Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution, dans un État contractant, d'un jugement rendu dans un autre État contractant.

##### Article 2 *Exclusions du champ d'application*

1 La présente Convention ne s'applique pas aux matières suivantes :

- (a) l'état et la capacité des personnes physiques ;
- (b) les obligations alimentaires ;
- (c) les autres matières du droit de la famille, y compris les régimes matrimoniaux et les autres droits ou obligations découlant du mariage ou de relations similaires ;
- (d) les testaments et les successions ;
- (e) l'insolvabilité, les concordats et les matières analogues ;
- (f) le transport de passagers et de marchandises ;
- (g) la pollution marine, la limitation de responsabilité pour des demandes en matière maritime, les avaries communes, ainsi que le remorquage et le sauvetage d'urgence ;
- (h) la responsabilité pour les dommages nucléaires ;
- (i) la validité, la nullité ou la dissolution des personnes morales ou des associations entre personnes physiques ou personnes morales, ainsi que la validité des décisions de leurs organes ;
- (j) la validité des inscriptions sur les registres publics ;
- (k) la diffamation.

2 Nonobstant le paragraphe 1, un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention lorsqu'une matière exclue en vertu de ce paragraphe est soulevée seulement à titre préalable et non comme un objet du litige. En particulier, le seul fait qu'une matière exclue en vertu du paragraphe 1 ait été invoquée en tant que moyen de défense n'exclut pas le jugement du champ d'application de la Convention, si cette question n'était pas un objet du litige.

- o) There was an initial discussion on the topic of general clauses. Issues that were identified as potential topics included, among other matters, transitional provisions, legalisation of documents, uniform interpretation, the relationship between the proposed Convention and other international instruments, interpretation provisions in relation to non-unified legal systems, non-discrimination requirements, and declaration mechanisms. There was specific reference to the need for further work on declaration mechanisms, and the desirability of ensuring that declarations are as specific and as narrow as required to address the concerns that prompt them. In this context, the need was identified for further work on the relationship between declaration mechanisms and national law rules in relation to exclusive jurisdiction and protective regimes for vulnerable parties.

#### NEXT STEPS

27 The Special Commission will reconvene from 16 to 24 February 2017 to continue its work on the draft Convention.

28 The Permanent Bureau was asked to prepare a paper on the relationship between the 2005 Choice of Court Convention and the draft Convention to be circulated to all Member States to assist with preparation for the next meeting of the Special Commission.

29 The Permanent Bureau and the *co-Rapporteurs* were asked to prepare a paper in relation to the concept of “civil or commercial matters” to assist with discussion of this concept at the next meeting of the Special Commission.

30 The Permanent Bureau will facilitate intersessional work, in particular on intellectual property matters, including by means of online communications techniques.

#### ANNEX I

##### **Working Document No 76 (distributed on 9 June 2016)**

##### *2016 preliminary draft Convention*

See *supra*, at page 61 of this Book.

#### ANNEX II

##### **2016 Preliminary Draft Convention**

*(tracked-change version showing the changes made to the Proposed Draft Text at the June 2016 Special Commission meeting)*

#### CHAPTER I – SCOPE AND DEFINITIONS

##### Article 1 *Scope*

1 This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments relating to civil or commercial matters. It shall not extend in particular to revenue, customs or ~~other~~ administrative matters.

2 This Convention shall apply to the recognition and enforcement in one Contracting State of a judgment given in another Contracting State.

##### Article 2 *Exclusions from scope*

1 This Convention shall not apply to the following matters –

- (a) the status and legal capacity of natural persons;
- (b) maintenance obligations;
- (c) other family law matters, including matrimonial property regimes and other rights or obligations arising out of marriage or similar relationships;
- (d) wills and succession;
- (e) insolvency, composition and analogous matters;
- (f) the carriage of passengers and goods;
- (g) marine pollution, limitation of liability for maritime claims, general average, and emergency towage and salvage;
- (h) liability for nuclear damage;
- (i) the validity, nullity, or dissolution of legal persons or associations of natural or legal persons, and the validity of decisions of their organs;
- (j) the validity of entries in public registers;
- (k) defamation.

2 Notwithstanding paragraph 1, a judgment is not excluded from the scope of this Convention where a matter excluded under that paragraph arose merely as a preliminary question in the proceedings in which it was given, and not as an object of the proceedings. In particular, the mere fact that a matter excluded under paragraph 1 arose by way of defence does not exclude a judgment from the Convention, if that matter was not an object of the proceedings.

3 La présente Convention ne s'applique pas à l'arbitrage et aux procédures y afférentes.

~~4 La présente Convention ne s'applique pas aux accords selon lesquels un différend est soumis à une personne ou à un organe autre qu'un tribunal pour l'obtention d'une décision contraignante, ni aux procédures fondées sur un tel accord.~~

54 Un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention du seul fait qu'un État, y compris un gouvernement, une agence gouvernementale ou toute personne agissant pour le compte d'un État, était partie au litige.

65 La présente Convention n'affecte pas les privilèges et immunités dont jouissent les États ou les organisations internationales, pour eux-mêmes et pour leurs biens.

### Article 3 Définitions

1 Au sens de la présente Convention :

- (a) le terme « défendeur » signifie la personne contre laquelle la demande ou la demande reconventionnelle a été introduite dans l'État d'origine ;
- (b) le terme « jugement » signifie toute décision sur le fond rendue par un tribunal, quelle que soit sa dénomination, telle qu'un arrêt ou une ordonnance, de même que la fixation des frais du procès par le tribunal (y compris le greffier du tribunal), à condition qu'elle ait trait à une décision sur le fond susceptible d'être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention. Les mesures provisoires et conservatoires ne sont pas des jugements.

2 Une entité ou une personne autre qu'une personne physique est réputée avoir sa résidence habituelle dans l'État :

- (a) de son siège statutaire ;
- (b) selon le droit duquel elle a été constituée ;
- (c) de son administration centrale ; ou
- (d) de son principal établissement.

## CHAPITRE II – RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION

### Article 4 Dispositions générales

1 Un jugement rendu par un tribunal d'un État contractant (État d'origine) est reconnu et exécuté dans un autre État contractant (État requis) conformément aux dispositions du présent chapitre. La reconnaissance ou l'exécution ne peut être refusée qu'aux motifs énoncés dans la présente Convention.

2 Sans préjudice de ce qui est nécessaire pour l'application des dispositions du présent chapitre, il n'est procédé à aucune révision au fond du jugement rendu par le tribunal d'origine. ~~Le tribunal requis est lié par les constatations de fait sur lesquelles le tribunal d'origine a fondé sa compétence, sauf si le jugement a été rendu par défaut.~~

3 Un jugement n'est reconnu que s'il produit ses effets dans l'État d'origine et n'est exécuté que s'il est exécutoire dans l'État d'origine.

~~4 La reconnaissance ou l'exécution peut être différée ou refusée si Si le jugement visé au paragraphe 3 fait l'objet d'un recours dans l'État d'origine ou si le délai pour exercer un recours ordinaire n'a pas expiré, le tribunal requis peut. Un tel refus n'empêche pas une demande ultérieure de reconnaissance ou d'exécution du jugement. Dans de tels cas également :~~

~~(a) accepter la reconnaissance ou l'exécution, voire subordonner l'exécution au dépôt cette exécution à la constitution d'une caution dont il fixera le montant, sûreté, qu'il détermine ;~~

~~(b) différer la reconnaissance ou l'exécution ; ou~~

~~(c) refuser la reconnaissance ou l'exécution.~~

Le refus visé à l'alinéa (c) n'interdit pas de demander ultérieurement la reconnaissance ou l'exécution du jugement.

### Article 5

#### Fondements de la reconnaissance ou de l'exécution

1 Un jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté si l'une des exigences suivantes est ~~remplie~~ satisfaite :

(a) ~~(i) la personne qui était partie à la procédure dans l'État d'origine et qui est la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est requise demandée avait sa résidence habituelle dans l'État d'origine au moment où cette personne lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine ; ou~~

[(i)b) la personne physique contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée avait son lieu d'établissement principal dans l'État d'origine lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine et la demande à l'origine du jugement portait sur son activité professionnelle ;]

~~(c) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est requise n'est pas la personne qui était partie à la procédure dans l'État d'origine mais demandée est celle qui a saisi le tribunal de la demande à l'origine du jugement ; lui a succédé dans les obligations découlant du jugement, alors que la personne qui était partie à la procédure dans l'État d'origine avait sa résidence habituelle dans cet État au moment où cette personne est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine ;~~

~~(b) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est requise était la personne qui a saisi le tribunal de la demande à l'origine du jugement ou qui a succédé à cette personne ;~~

~~(ed) le défendeur avait une succursale, une agence ou tout autre établissement dénué de personnalité morale dans l'État d'origine, au moment où il est devenu une partie~~



3 This Convention shall not apply to arbitration and related proceedings.

~~4 This Convention shall not apply to agreements to refer a dispute to binding determination by a person or body other than a court, or to proceedings pursuant to such an agreement.~~

54 A judgment is not excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State, including a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party to the proceedings.

65 Nothing in this Convention shall affect privileges and immunities of States or of international organisations, in respect of themselves and of their property.

### Article 3 Definitions

1 In this Convention, ~~7~~

(a) “defendant” means a person against whom the claim or counterclaim was brought in the State of origin;

(b) “judgment” means any decision on the merits given by a court, whatever it may be called, including a decree or order, and a determination of costs or expenses by the court (including an officer of the court), provided that the determination relates to a decision on the merits which may be recognised or enforced under this Convention. An interim measure of protection is not a judgment.

2 An entity or person other than a natural person shall be considered to be habitually resident in the State –

- (a) where it has its statutory seat;
- (b) under whose law it was incorporated or formed;
- (c) where it has its central administration; or
- (d) where it has its principal place of business.

## CHAPTER II – RECOGNITION AND ENFORCEMENT

### Article 4 General provisions

1 A judgment given by a court of a Contracting State (State of origin) shall be recognised and enforced in another Contracting State (requested State) in accordance with the provisions of this Chapter. Recognition or enforcement may be refused only on the grounds specified in this Convention.

2 Without prejudice to such review as is necessary for the application of the provisions of this Chapter, there shall be no review of the merits of the judgment given by the court of origin. ~~[The court addressed shall be bound by the findings of fact on which the court of origin based its jurisdiction, unless the judgment was given by default].~~

3 A judgment shall be recognised only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin.

~~4 Recognition or enforcement may be postponed or refused if the judgment~~ If a judgment referred to in paragraph 3 is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired, ~~A refusal does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment., the court addressed may –~~

~~4 In such cases, the court addressed may also make~~

(a) grant recognition or enforcement, which enforcement may be conditional on the provision of such security as it shall determine;

(b) postpone the recognition or enforcement; or

(c) refuse the recognition or enforcement.

A refusal under sub-paragraph (c) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

### Article 5 Bases for recognition and enforcement

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

(a) ~~(i) the person who was the party in the proceedings in the court of origin and is the person against whom recognition or enforcement is sought was habitually resident in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin;~~

~~[(#b) the natural person against whom recognition or enforcement is sought is not the person who was the party in the proceedings in the court of origin but is the successor to the obligations of the judgment, and the person who was the party in the proceedings had his or her principal place of business in the State of origin was habitually resident there at the time that person became a party to those proceedings; the proceedings in the court of origin and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that business;]~~

~~(bc) the person against whom recognition or enforcement is sought was is the person that brought the claim on which the judgment is based or is the successor to that person;~~

(ed) the defendant maintained a branch, agency, or other establishment without separate legal personality in the State of origin at the time that person became a party

à la procédure devant le tribunal d'origine, et la demande à l'origine du jugement résultait des activités de cette succursale, de cette agence ou de cet établissement ;

(de) le défendeur a expressément consenti à la compétence du tribunal d'origine au cours de la procédure dans laquelle le jugement a été rendu ;

[(ef) le défendeur a comparu devant le tribunal d'origine sans contester la compétence dès qu'il en avait l'opportunité alors qu'il disposait d'arguments selon lesquels ce tribunal n'était pas compétent ou selon lesquels la compétence ne devait pas être exercée en vertu du droit de l'État d'origine ;]

(g) le jugement porte sur une obligation contractuelle et a été rendu dans l'État dans lequel ~~ladite obligation~~ l'obligation a été exécutée ou devrait avoir dû être exécutée selon l'accord des parties ou, à défaut de lieu d'exécution convenu entre les parties, en vertu de la loi applicable au contrat, sauf si les activités du défendeur en relation avec la transaction n'avaient clairement pas de lien substantiel et intentionnel et substantiel avec cet État ;

(fh) le jugement porte sur un bail immobilier et a été rendu dans l'État où est situé l'immeuble ;

[(i) le jugement porte sur une obligation contractuelle garantie par un droit réel immobilier, à condition que la demande ait été introduite conjointement à une autre relative à ce droit et que l'immeuble est situé dans l'État d'origine ;]

(j) le jugement porte sur une obligation non contractuelle ~~découlant~~ résultant d'un décès, d'un dommage corporel, d'un dommage subi par un bien corporel ou de la perte d'un bien corporel et l'acte ou l'omission directement à l'origine du dommage a été commis dans l'État du tribunal d'origine, quel que soit le lieu où le ~~résultat du~~ dommage s'est produit est survenu ;

(gk) le jugement porte sur la contrefaçon d'un brevet, d'une marque, d'un dessin ~~ou~~, d'un modèle, [d'un droit d'obtention végétale] ou de tout autre droit analogue donnant lieu à [dépôt ou à un] enregistrement et a été rendu par un tribunal de l'État dans lequel [le dépôt ou] l'enregistrement du droit en question a été effectué ou est réputé avoir été effectué en vertu d'un instrument international ou régional ;

(hl) le jugement porte sur la validité, [la titularité, l'existence] ou la contrefaçon de droits d'auteur ou de droits voisins [ou de tout autre droit de propriété intellectuelle qui n'exige pas [de dépôt ou] d'enregistrement] qui sont nés en vertu de la loi de l'État d'origine ;

(im) le jugement porte sur la validité, l'interprétation, les effets, l'administration ou la modification d'un trust eréé constitué volontairement et dont la preuve est apportée documenté par écrit, et l'État d'origine est :

(i) désigné dans l'acte constitutif du trust comme étant l'État dans lequel les litiges relatifs à ces questions doivent être tranchés ;

(ii) l'État dont la loi est désignée, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust comme

étant la loi qui régit le l'élément du trust qui fait l'objet du litige à l'origine du jugement ; ou

(iii) désigné, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust comme étant l'État dans lequel est situé le lieu principal d'administration du trust ;

Cet alinéa ne s'applique qu'aux jugements portant sur des litiges entre des personnes liées par les termes d'un trust quant aux éléments propres à celui-ci.

[(jn) le jugement porte sur une demande reconventionnelle résultant de la :

(i) pour autant qu'il est favorable au demandeur reconventionnel et que cette demande porte sur la même transaction ou des les mêmes faits sur lesquels que la demande initiale était fondée. Toutefois, la présente Convention n'impose pas la reconnaissance et l'exécution d'un jugement statuant sur principale ;

(ii) pour autant que le demandeur reconventionnel est débouté, à moins que le droit de l'État d'origine n'exige une demande reconventionnelle lorsque la loi de l'État d'origine imposait l'introduction de la demande reconventionnelle à à peine de forclusion, dans la mesure où l'auteur de la demande reconventionnelle n'a pas eu gain de cause ;]

~~(k) le tribunal d'origine aurait été compétent en vertu des règles de l'État requis applicables en matière de reconnaissance et d'exécution des jugements étrangers.~~

[(o) le jugement révisé ou annule un jugement antérieur susceptible d'être reconnu ou exécuté en vertu de la présente Convention, et a été rendu par un tribunal de l'État où l'a été le jugement antérieur.]

2 Si la reconnaissance ou l'exécution est requise contre une personne physique agissant principalement dans un but personnel, familial ou domestique (un consommateur) en matière de contrats conclus avec un consommateur contrat de consommation, ou contre un employé en matière de contrats individuels relativement à son contrat de travail :

(a) ~~la lettre (d) l'alinéa (e) du paragraphe 4 premier~~ ne s'applique que si le consentement a été donné devant le tribunal ;

(b) ~~la lettre (e) l'alinéa (g) du paragraphe 4 premier~~ ne s'applique pas.

#### Article 6

##### *Fondements exclusifs de la reconnaissance ou de l'exécution*

Nonobstant l'article 5 :

(a) un jugement portant sur l'enregistrement ou la validité d'un brevet, d'une marque, d'un dessin ~~ou~~, d'un modèle, [d'un droit d'obtention végétale] ou de tout autre droit analogue donnant lieu [à dépôt ou] à ~~un~~ enregistrement n'est reconnu ou exécuté que si l'État d'origine est celui dans lequel [le dépôt ou] l'enregistrement a été demandé ou a été effectué, ou est réputé avoir été demandé ou ~~avoir été~~ effectué conformément

to the proceedings in the court of origin, and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that branch, agency, or establishment;

~~(de)~~ the defendant expressly consented to the jurisdiction of the court of origin in the course of the proceedings in which the judgment was given;

~~(f)~~ the defendant entered an appearance before the court of origin without contesting jurisdiction at the first opportunity to do so, if the defendant would have had an arguable case that there was no jurisdiction or that jurisdiction should not be exercised under the law of the State of origin;

~~(eg)~~ the judgment ruled on a contractual obligation and it was given in the State in which performance of that obligation took place or should ~~take~~ have taken place under the parties' agreement, or, in the absence of an agreed place of performance, under the law applicable to the contract, unless the defendant's activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State;

~~(h)~~ the judgment ruled on a tenancy of immovable property and it was given in the State in which the property is situated;

~~(i)~~ the judgment ruled on a contractual obligation secured by a right *in rem* in immovable property, if the claim was brought together with a claim relating to that right and the immovable property was located in the State of origin;

~~(j)~~ the judgment ruled on a non-contractual obligation arising from death, physical injury, damage to or loss of tangible property, and the act or omission directly causing such harm occurred in the State of origin, irrespective of where that harm occurred;

~~(k)~~ the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, design, [plant breeders' right,] or other similar right required to be ~~[deposited or]~~ registered and it was given by a court in the State in which the ~~[deposit or]~~ registration of the right concerned has taken place, or is deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument;

~~(l)~~ the judgment ruled on the validity, [ownership, subsistence] or infringement of copyright or related rights [or other intellectual property rights not required to be deposited or registered] and the right arose under the law of the State of origin;

~~(m)~~ the judgment concerns the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, and the State of origin is –

(i) designated in the trust instrument as a State in which disputes about such matters are to be determined;

(ii) the State whose law is expressly or impliedly designated in the trust instrument as the law gov-

erning the trust; or aspect of the trust that is the subject of the litigation that gave rise to the judgment; or

(iii) the State expressly or impliedly designated in the trust instrument as the State in which the principal place of administration of the trust is situated;

This sub-paragraph only applies to judgments between persons bound by the terms of a trust regarding internal aspects of that trust.

~~(n)~~ the judgment ruled on a counterclaim –

(i) to the extent that it was in favour of the counterclaimant, provided that the counterclaim arose out of the same transaction or occurrence on which as the original claim was based. However, the judgment on a counterclaim need not be recognised and enforced under this Convention if;

(ii) to the extent that it was against the counterclaimant, unless the law of the State of origin required the counterclaim to be brought under penalty of filed in order to avoid preclusion to the extent that the counterclaim claimant was unsuccessful on the counterclaim;]

~~(o)~~ the court of origin would have had jurisdiction in accordance with the law of the requested State concerning recognition and enforcement of foreign judgments.

~~(p)~~ the judgment revised or overturned a previous judgment that was eligible for recognition and enforcement in accordance with this Convention and was given by a court of the State that gave such previous judgment.]

2 If recognition or enforcement is sought against a natural person acting primarily for personal, family or household purposes (a consumer) in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters relating to ~~an individual~~ the employee's contract of employment –

(a) sub-paragraph 1(de) applies only if the consent was given before the court;

(b) sub-paragraph 1(eg) does not apply.

## Article 6

### *Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

(a) a judgment that ruled on the registration or validity of patents, trademarks, designs, [plant breeders' rights,] or other similar rights required to be ~~[deposited or]~~ registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which ~~[deposit or]~~ registration has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken

aux dispositions d'un instrument international ou régional ;

- (b) un jugement portant sur des droits réels immobiliers ~~ou des baux d'immeubles conclus pour une durée supérieure à six mois~~ n'est reconnu ou exécuté que si l'immeuble est situé dans l'État d'origine ;
- (c) un jugement portant sur un bail immobilier pour une période de plus de six mois ne peut être reconnu ou exécuté si l'immeuble n'est pas situé dans l'État d'origine et les tribunaux de l'État dans lequel se trouve l'immeuble disposent d'une compétence exclusive en vertu du droit de cet État.

#### Article 7

##### *Refus de reconnaissance ou d'exécution*

- 1 La reconnaissance ou l'exécution peut être refusée si :
- (a) l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent contenant les éléments essentiels de la demande :
- (i) n'a pas été notifié au défendeur en temps utile et de telle manière qu'il puisse organiser sa défense, à moins que le défendeur ait comparu et présenté sa défense sans contester la notification devant le tribunal d'origine, à condition que le droit de l'État d'origine permette de contester la notification ; ou
- (ii) a été notifié au défendeur dans l'État requis de manière incompatible avec les principes fondamentaux de cet État relatifs à la notification de documents ;
- (b) le jugement résulte d'une fraude ~~relative à la procédure~~ ;
- (c) la reconnaissance ou l'exécution est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État requis, notamment dans les cas où la procédure appliquée en l'espèce pour obtenir le jugement était incompatible avec les principes fondamentaux d'équité procédurale de cet État ; ~~[ou dans les cas d'atteintes à la sécurité ou la souveraineté de cet État] ;~~
- (d) la procédure devant le tribunal d'origine était contraire à un accord d'élection de for ou à une clause figurant dans l'acte constitutif d'un trust en vertu de laquelle le litige en question devait être tranché devant un tribunal autre que le tribunal d'origine ;
- (e) le jugement est incompatible avec un jugement rendu dans l'État requis dans un litige entre les mêmes parties ; ou
- (f) le jugement est incompatible avec un jugement rendu antérieurement dans un autre État entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet, lorsque le jugement rendu antérieurement réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État requis.
- 2 La reconnaissance ou l'exécution peut être refusée ou différée si une procédure ayant le même objet est pendante entre les mêmes parties devant un tribunal de l'État requis lorsque ~~ce dernier a été saisi avant le tribunal de l'État d'origine, et si :~~

(a) ~~ce dernier a été saisi avant le tribunal de l'État requis répond à l'un des fondements de reconnaissance ou d'exécution énoncés à l'article 5, ou s'il d'origine ; et~~

(b) ~~il existe un lien étroit entre le litige et l'État requis ; ou,~~

(b) ~~la procédure devant le tribunal de l'État d'origine a été introduite dans le but de mettre en échec la procédure en cours ; et~~

~~la procédure pendante n'est pas contraire à un accord d'élection de for ou à une clause figurant dans l'acte constitutif d'un trust en vertu de laquelle le litige en question devait être tranché devant un tribunal autre que le tribunal d'origine.~~

Le refus visé au présent paragraphe n'interdit pas de demander ultérieurement la reconnaissance ou l'exécution du jugement.

#### Article 8

##### *Questions préalables*

1 Une décision rendue à titre préalable sur une matière exclue du champ d'application de la présente Convention en vertu de l'article 2, paragraphe 1, ou une décision rendue à titre préalable sur une matière visée à l'article 6 par un autre tribunal que celui désigné dans cette dernière disposition, n'est pas reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

2 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement est fondé sur une décision relative à une matière exclue ~~du champ d'application de la présente Convention en vertu du paragraphe 1 ou 3 de l'article 2, paragraphe 1, ou si, et dans la mesure où, il s'agit d'un jugement fondé~~ ou sur une décision relative à une matière visée à l'article 6 qui a été rendue par un autre tribunal que celui désigné dans cette disposition.

3 Toutefois, dans le cas d'une décision relative à la validité d'un ~~sur un~~ droit visé à l'article 6, paragraphe (a), la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement ne peut être refusée ou différée en vertu du paragraphe précédent que si :

(a) cette décision est incompatible avec un jugement ou une décision rendu(e) sur ce point par l'autorité compétente de l'État mentionné à l'article 6, paragraphe (a) ; ou

(b) une procédure relative à la validité de ce droit est pendante dans cet État.

Le refus en vertu de l'alinéa (b) n'interdit pas de demander ultérieurement la reconnaissance ou l'exécution du jugement.

#### Article 9

##### *Dommages et intérêts*

1 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement accorde des dommages et intérêts, y compris des dommages et intérêts exemplaires ou punitifs, qui ne compensent pas une partie pour la perte ou le préjudice réels subis.

place under the terms of an international or regional instrument;

- (b) a judgment that ruled on rights *in rem* in immovable property ~~or tenancies of immovable property for a period of more than six months~~ shall be recognised and enforced if and only if the property is situated in the State of origin;
- (c) a judgment that ruled on a tenancy of immovable property for a period of more than six months shall not be recognised and enforced if the property is not situated in the State of origin and the courts of the Contracting State in which it is situated have exclusive jurisdiction under the law of that State.

#### Article 7

##### *Refusal of recognition or enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

- (a) the document which instituted the proceedings or an equivalent document, including a statement of the essential elements of the claim –
  - (i) was not notified to the defendant in sufficient time and in such a way as to enable him to arrange for his defence, unless the defendant entered an appearance and presented his case without contesting notification in the court of origin, provided that the law of the State of origin permitted notification to be contested; or
  - (ii) was notified to the defendant in the requested State in a manner that is incompatible with fundamental principles of the requested State concerning service of documents;
- (b) the judgment was obtained by fraud ~~in connection with a matter of procedure;~~
- (c) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the public policy of the requested State, including situations where the specific proceedings leading to the judgment were incompatible with fundamental principles of procedural fairness of that State; ~~[and situations involving infringements of security or sovereignty of that State];~~
- (d) the proceedings in the court of origin were contrary to an agreement or a designation in a trust instrument under which the dispute in question was to be determined in a court other than the court of origin;
- (e) the judgment is inconsistent with a judgment given in the requested State in a dispute between the same parties; or
- (f) the judgment is inconsistent with an earlier judgment given in another State between the same parties on the same ~~cause of action~~ subject matter, provided that the earlier judgment fulfills the conditions necessary for its recognition in the requested State.

2 Recognition or enforcement may be refused or postponed if proceedings between the same parties ~~and having on~~ on the same subject matter are pending before a court of the requested State, where ~~the court of the requested State was seised before the court of origin, and –~~

(a) the court of the requested State was seised before the court of origin; and ~~satisfies one of the bases for recognition and enforcement under Article 5, or~~

(b) there exists is a close connection between the dispute and the requested State; ~~or the proceedings before the court of origin were brought for the purpose of frustrating the effectiveness of the pending proceedings; and~~

~~the pending proceedings were not contrary to an agreement or designation in a trust instrument under which the dispute in question was to be determined in a court other than the court of origin.~~

A refusal under this paragraph does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

#### Article 8

##### *Preliminary questions*

1 Where a matter excluded under Article 2, paragraph 1, or a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled arose as a preliminary question, the ruling on that question shall not be recognised or enforced under this Convention.

2 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter excluded under Article 2, paragraph 1 or 3, or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled.

3 However, in the case of a ruling on the validity of a right referred to in Article 6, paragraph (a), recognition or enforcement of a judgment may be refused or postponed under the preceding paragraph only where –

(a) that ruling is inconsistent with a judgment or a decision of a competent authority on that matter given in the State referred to in Article 6, paragraph (a); or

(b) proceedings concerning the validity of that right are pending in that State.

A refusal under sub-paragraph (b) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

#### Article 9

##### *Damages*

1 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment awards damages, including exemplary or punitive damages, that do not compensate a party for actual loss or harm suffered.

2 Le tribunal requis tient compte du fait que, et de la mesure dans laquelle, le montant accordé à titre de dommages et intérêts par le tribunal d'origine est destiné à couvrir les frais et dépens du procès.

#### Article 10 *Transactions judiciaires*

Les transactions judiciaires homologuées par un tribunal d'un État contractant ou conclues devant ce tribunal au cours d'une instance, et qui sont exécutoires au même titre qu'un jugement dans l'État d'origine, sont exécutées en vertu de la présente Convention aux mêmes conditions qu'un jugement-[, à condition que le droit de l'État requis admette de telles transactions].

#### Article 11 *Pièces à produire*

1 La partie qui requiert la reconnaissance ou qui demande l'exécution produit :

- (a) une copie complète et certifiée conforme du jugement ;
- (b) si le jugement a été rendu par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document attestant que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été notifié à la partie défaillante ;
- (c) tout document nécessaire pour établir que le jugement produit ses effets dans l'État d'origine ou, le cas échéant, qu'il est exécutoire dans cet État ;
- (d) dans le cas prévu à l'article 10, un certificat délivré par un tribunal de l'État d'origine attestant que la transaction judiciaire est exécutoire, en tout ou en partie, aux mêmes conditions qu'un jugement dans l'État d'origine.

2 Si le contenu du jugement ne permet pas au tribunal requis de vérifier que les conditions du présent chapitre sont remplies, ce tribunal peut exiger tout autre document nécessaire.

3 Une demande de reconnaissance ou d'exécution peut être accompagnée d'un document relatif au jugement, délivré par un tribunal (y compris par une personne autorisée du tribunal) de l'État d'origine, sous la forme recommandée et publiée par la Conférence de La Haye de droit international privé.

4 Si les documents mentionnés dans le présent article ne sont pas rédigés dans une langue officielle de l'État requis, ils sont accompagnés d'une traduction certifiée dans une langue officielle, sauf si la loi de l'État requis en dispose autrement.

#### Article 12 *Procédure*

1 La procédure ~~tendant à obtenir~~ afin d'obtenir la reconnaissance, l'exequatur ou l'enregistrement aux fins de l'exécution, ainsi que l'exécution du jugement sont régies par le droit de l'État requis sauf si la présente Convention en dispose autrement. Le tribunal requis agit avec célérité.

2 Le tribunal de l'État requis ne peut refuser de reconnaître ou d'exécuter un jugement en vertu de la présente

Convention au motif que la reconnaissance ou l'exécution devrait être requise dans un autre État.

#### [Article 13 Frais de procédure

Aucune sûreté, caution ou dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposée en raison, soit de sa qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence habituelle dans l'État requis, à la partie qui demande l'exécution dans un État contractant d'une décision rendue dans un autre État contractant.]

#### Article ~~13~~14 *Effets équivalents*

Un jugement reconnu ou déclaré exécutoire en vertu de la présente Convention a les mêmes effets que dans l'État d'origine. Si le jugement contient des mesures qui ne sont pas disponibles dans le droit de l'État requis, ces mesures doivent être adaptées, dans la mesure du possible, à des mesures qui ont des effets équivalents à, mais n'excédant pas, ceux prévus dans l'État d'origine.

#### Article ~~14~~15 *Divisibilité*

La reconnaissance ou l'exécution d'une partie dissociable d'un jugement est accordée lorsque la reconnaissance ou l'exécution de cette partie est demandée ou lorsque seule une partie du jugement peut être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

#### Article ~~15~~16 *Reconnaissance ou exécution en application du droit national*

Sous réserve de l'article 6, la présente Convention ne fait pas obstacle à la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement en application du droit national.

2 The court addressed shall take into account whether and to what extent the damages awarded by the court of origin serve to cover costs and expenses relating to the proceedings.

Article 10  
*Judicial settlements* (transactions judiciaires)

Judicial settlements (*transactions judiciaires*) which a court of a Contracting State has approved, or which have been concluded before that court in the course of proceedings, and which are enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin, shall be enforced under this Convention in the same manner as a judgment-[, provided that such settlement is permissible under the law of the requested State].

Article 11  
*Documents to be produced*

1 The party seeking recognition or applying for enforcement shall produce –

- (a) a complete and certified copy of the judgment;
- (b) if the judgment was given by default, the original or a certified copy of a document establishing that the document which instituted the proceedings or an equivalent document was notified to the defaulting party;
- (c) any documents necessary to establish that the judgment has effect or, where applicable, is enforceable in the State of origin;
- (d) in the case referred to in Article 10, a certificate of a court of the State of origin that the judicial settlement or a part of it is enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin.

2 If the terms of the judgment do not permit the court addressed to verify whether the conditions of this Chapter have been complied with, that court may require any necessary documents.

3 An application for recognition or enforcement may be accompanied by a document relating to the judgment, issued by a court (including an officer of the court) of the State of origin, in the form recommended and published by the Hague Conference on Private International Law.

4 If the documents referred to in this Article are not in an official language of the requested State, they shall be accompanied by a certified translation into an official language, unless the law of the requested State provides otherwise.

Article 12  
*Procedure*

1 The procedure for recognition, declaration of enforceability or registration for enforcement, and the enforcement of the judgment, are governed by the law of the requested State unless this Convention provides otherwise. The court addressed shall act expeditiously.

2 The court of the requested State shall not refuse the recognition or enforcement of a judgment under this Con-

vention on the ground that recognition or enforcement should be sought in another State.

[Article 13  
*Costs of proceedings*

No security, bond or deposit, however described, shall be required from a party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgment given in another Contracting State on the sole ground that such party is a foreign national or is not domiciled or resident in the State in which enforcement is sought.]

Article ~~13~~14  
*Equivalent effects*

A judgment recognised or enforceable under this Convention shall be given the same effect it has in the State of origin. If the judgment provides for relief that is not available under the law of the requested State, that relief shall, to the extent possible, be adapted to relief with effects equivalent to, but not going beyond, its effects under the law of the State of origin.

Article ~~14~~15  
*Severability*

Recognition or enforcement of a severable part of a judgment shall be granted where recognition or enforcement of that part is applied for, or only part of the judgment is capable of being recognised or enforced under this Convention.

Article ~~15~~16  
*Recognition or enforcement under national law*

Subject to Article 6, this Convention does not prevent the recognition or enforcement of judgments under national law.

*Distribué le mardi 6 septembre 2016*

*Distributed on Tuesday 6 September 2016*

---

**No 77 – Comments submitted by the World Intellectual Property Organization (WIPO) Secretariat**

I INTRODUCTION

1 The World Intellectual Property Organization (WIPO), a specialized agency of the United Nations with 189 Member States, serves as the global forum for intellectual property (IP) policy, services, information and cooperation. WIPO's mission is to lead the development of a balanced and effective international IP system.<sup>1</sup>

2 The WIPO Secretariat is pleased to have this opportunity to support the efforts of the Hague Conference on Private International Law (HCCH) Special Commission on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments (Special Commission). The WIPO Secretariat recognizes that the work of the HCCH, and in particular the Conventions in force in the area of international litigation (such as the 1965 Service Convention, the 1970 Evidence Convention or the 2005 Choice of Court Convention) as well as the Draft Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments under consideration, may impact IP disputes with cross-border elements. The WIPO Secretariat supports inclusion of IP related provisions in the *2016 Preliminary Draft Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments (2016 Preliminary Draft Convention)*, while fully acknowledging that specificities of IP, including territoriality of IP rights, may require certain special considerations. These provisions will aim to contribute to enhanced legal certainty, reduced costs and uncertainties associated with resolution of cross-border IP disputes, and facilitation of the circulation of judgments ruling on IP.

3 The comments set out below address the IP-related issues raised in the *2016 Preliminary Draft Convention, the Explanatory Note Providing Background on the Proposed Draft Text and Identifying Outstanding Issues (Explanatory Note; Prel. Doc. No 2 of April 2016)*, and the discussions of the First Meeting of the Special Commission, which took place from June 1 to June 9, 2016, as recorded in the *Reports of Meetings*. The WIPO Secretariat comments are limited to those provisions having direct reference to judgments involving IP, and focus on text that remains bracketed and on questions designated for further consideration by the Special Commission. In preparing these comments, the related provisions in the HCCH Convention on Choice of Court Agreements, in particular Article 2(2)(n) and (o) and Article 10(3), were taken into consideration. Comments are not submitted when the draft provisions track those of the 2005 Choice of Court Convention.

---

<sup>1</sup> See <www.wipo.int> for further information.

4 The comments on plant breeders' rights are provided in consultation with the Office of the International Union for the Protection of New Varieties of Plants (UPOV). UPOV is an independent intergovernmental organization based in Geneva that administers the International Convention for the Protection of New Varieties of Plants (the "UPOV Convention").<sup>2</sup>

II BASES FOR RECOGNITION AND ENFORCEMENT

5 The *2016 Preliminary Draft Convention* allows recognition and enforcement of judgments ruling on an infringement of an IP right, whether registered or unregistered, if the IP right is granted or subsists under the law of the State of origin. However, this is not an exclusive basis for recognition and enforcement, and a judgment may be recognized and enforced based on any of the other requirements set out in Article 5 (e.g., place of habitual residence of the person against whom recognition or enforcement is sought).

6 On the other hand, the *2016 Preliminary Draft Convention* maintains a fundamental distinction between judgments ruling on validity of registered and unregistered IP rights such as copyright.<sup>3</sup> Judgments ruling on validity of an unregistered IP right are eligible for recognition and enforcement if the IP right arose under the law of the State of origin. Other bases for recognition and enforcement set out in Article 5 may also apply. Judgment ruling on validity of a registered IP right shall be recognized and enforced exclusively, if and only if the State of origin is the State in which registration has taken place.

III ARTICLE 5(1)(K)

*Article 5(1)(k) [2016 Preliminary Draft Convention]*

Article 5

*Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met – [...]

- (k) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, design, [plant breeders' right,] or other similar right required to be [deposited or] registered and it was given by a court in the State in which the [deposit or] registration of the right concerned has taken place, or is deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument;

A "designs"

7 The Paris Convention for the Protection of Industrial Property (176 contracting parties)<sup>4</sup> and the Agreement on Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights (TRIPS Agreement) of the World Trade Organization (WTO) (162 WTO members) refer to "industrial designs". The WIPO Secretariat therefore proposes the use of the term "industrial designs".

---

<sup>2</sup> See <www.upov.int> for further information.

<sup>3</sup> This should be distinguished from voluntary deposit, registration or recordation systems for copyright, which provide certain advantages such as legal presumption of ownership, possibility of obtaining statutory damages, and legal costs in case of infringement of rights. Subsistence of copyright is unaffected by such voluntary systems as copyright automatically flows from the act of creation of the protected work and is not subject to any formality. See Article 5(2) of the Berne Convention for the Protection of Literary and Artistic Works.

<sup>4</sup> Articles 4, 5, *Quinquies* of the Paris Convention; Articles 25 and 26 of the TRIPS Agreement.



B “[plant breeders’ right]”

8 The draft text includes “plant breeders’ right” in brackets.

9 Plant breeders’ rights (or plant variety protection (PVP)) are internationally recognized rights. In accordance with the Agreement on Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights (TRIPS Agreement) of the World Trade Organization (WTO), WTO Members shall provide for the protection of plant varieties either by patents or by an effective *sui generis* system or by any combination thereof.<sup>5</sup> Most countries and intergovernmental organizations which have introduced a PVP system have chosen to base their system on the UPOV Convention. As of August 31, 2016, UPOV has 74 members (72 States, the African Intellectual Property Organization and the European Union) covering 93 States.

10 Acknowledging that Article 5(1)(k) is not intended to provide a closed list of registered IP rights, the WIPO Secretariat supports the inclusion of “plant breeder’s right” for enhanced clarity. According to the Explanatory Note (paragraph 154), plant breeder’s right would, in the absence of the bracketed text, be captured within “other similar right”.<sup>6</sup>

C “IP rights required to be [deposited or] registered”

11 Certain members of the IP Informal Working Group of the Special Commission expressed the view that the IP rights referred in Article 5(1)(k) are “acquired by registration, and that “deposit” is merely descriptive of the application process”. A suggestion was accordingly made by those members to delete reference to “deposit”,<sup>7</sup> but received some objection. As a result, the *2016 Preliminary Draft Convention* places “deposited or” in brackets and the Chair of the Special Commission “strongly urged for further consultation as to whether the term [deposited] is useful, *i.e.*, whether there is any system in which the right arises from mere deposit without registration.” (See paragraphs 59 to 75 of the *Report of Meeting No 10*.)

12 There exist, if not in great number, IP systems where the concerned IP right, typically an industrial design right, is acquired through an act of “deposit”.<sup>8</sup> In these systems, the deposit may subsequently be recorded in a public register, but the relevant act providing legal effect will remain the “deposit”. The majority of legislative texts on industrial designs at national and regional levels, however, refer to registration.<sup>9</sup>

<sup>5</sup> Article 27(3)(b) of the TRIPS Agreement.

<sup>6</sup> See also Jenard, P. (1979) *Report on the Convention on jurisdiction and the enforcement of judgments in civil and commercial matters signed at Brussels, 27 September 1968*, *Official Journal C* 59, 5 March 1979 (Jenard Report), p. 36, which provides as an example of “other similar rights” “those [rights] which protect fruit and vegetable varieties, and which are required to be deposited or registered”.

<sup>7</sup> The European Max Planck Group’s Principles on Conflict of Laws in Intellectual Property (CLIP) of 2011, Article on Exclusive Jurisdiction refers only to registration, rather than to registration or deposit. (Article 2:401 and Article 4:202.)

<sup>8</sup> An example is the Law No 2001-21 of February 6, 2001 on the Protection of Industrial Designs of Tunisia, “Article 7: Industrial designs shall enjoy legal protection only where they are deposited in accordance with this Law”, available at <http://www.wipo.int/wipolex/en/profile.jsp?code=TN>. It may be noted that the “deposit” is subsequently entered into the “National Register of Industrial Designs”. (See Chapter II on Deposit Procedures.)

<sup>9</sup> Among the WIPO-administered IP protection systems, the Hague International Design System initially secured protection of industrial designs by means of an international deposit. However, in 1999 through the Geneva Act, the Hague Agreement Concerning the International *Deposit* of Industrial Designs was amended to Hague Agreement Concerning the International *Registration* of Industrial Designs. Note 1.02 in Notes on the Basic Proposal for the New Act of the Hague Agreement Concerning the International Registration Of Industrial Designs, states:

“It is proposed that the name of the Hague Agreement be amended to read henceforth the Hague Agreement Concerning the International Registration

13 It should be underscored that there is no terminology that can apply uniformly across the IP rights concerned by Article 5(1)(k), and across national, regional and international IP systems, to refer to the act leading to the protection of such right.

14 Under national IP systems, the commonly used terminology to describe the relevant act giving rise to the IP right, is *registration* for trademark and industrial designs, and *grant* for patents, design patents and plant breeder’s rights.

15 Under certain regional and international IP systems, the relevant acts may differ. For example, under the WIPO Madrid (trademark) and Hague (industrial design) systems, the international *registration* of mark or industrial design will be with WIPO, but the mark or design will be protected by the issuance of a “statement of *grant* of protection” by the designated national (or regional) IP Offices or by the fact that no notification of refusal has been sent by the relevant designated Office within the applicable refusal period.<sup>10</sup> Under the Hague System, reference to “international registration” and “international application” are deemed, where appropriate, to include a reference to “international deposit”.<sup>11</sup> Similarly, under the WIPO Patent Cooperation Treaty (“PCT”; international patent) system, the international patent application will be processed and published by WIPO, but the *grant* of any patent which might eventuate based on the original PCT application is done by the designated national (or regional) IP Offices.

16 The WIPO Secretariat is of the view that the bracketed text “deposited or” may be deleted, to the extent that an accompanying Explanatory Note clarifies that “registered” rights or “rights required to be registered” are understood to broadly include rights that come into existence through formalities that involve public administrative authorities, which may include deposit.<sup>12</sup>

17 In order to enhance clarity in relation to IP rights that are protected through grant, the WIPO Secretariat proposes to include the words “or granted” in addition to “registered” in the operative paragraphs. The proposed text is in paragraph 23.

D “deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument”

18 According to the *Explanatory Note* (paragraph 155), this provision takes into account registered rights derived from international or regional instruments, and include (1) instruments that facilitate the grant of (national) rights in multiple States through one (international) registration; and (2) instruments that grant unitary, “supranational” rights through one registration.

(and no longer the International Deposit) of Industrial Designs. Thus, throughout the wording of the draft new Act (and the Regulations) the words ‘application’ and ‘registration’ are used in place of the word ‘deposit’ employed in the 1934 and 1960 Acts. This new terminology corresponds more closely to that used in current legislative texts at national and regional levels and reflects more closely the procedure leading up to an international registration under the draft new Act.”

Available at [http://www.wipo.int/edocs/mdocs/diplconf/en/h\\_dc/h\\_dc\\_5.pdf](http://www.wipo.int/edocs/mdocs/diplconf/en/h_dc/h_dc_5.pdf).

At present, the Hague Agreement is constituted of two Acts currently in force, namely the Geneva (1999) Act and the Hague (1960) Act.

<sup>10</sup> See the Madrid Agreement Concerning the International Registration of Marks, the Protocol Relating to the Madrid Agreement Concerning the International Registration of Marks, the Hague Agreement Concerning the International Registration of Industrial Designs, and the Patent Cooperation Treaty, at <http://www.wipo.int/treaties/en/> for further information.

<sup>11</sup> Rule 1(2)(i) of the Common Regulations under the 1999 Act and the 1960 Act of the Hague Agreement.

<sup>12</sup> See for example, § 101 of the *American Law Institute (ALI) Principles Governing Jurisdiction, Choice of Law, and Judgments in Intellectual Property in Transnational Disputes of 2008*, which defines “registered right” as “an IP right that is not valid unless and until granted by a competent State authority”.

19 The former type of instruments include the WIPO-administered PCT, Madrid, Hague and Lisbon Systems;<sup>13</sup> and regional instruments such as the Harare Protocol on Patents and Industrial Designs, the Banjul Protocol on Marks and Arusha Protocol for the Protection of New Varieties of Plants administered by the African Regional Industrial Property Organization (ARIPO).<sup>14</sup> Under these instruments, “a court in the State in which the [deposit or] registration of the right [F] is deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument” in Article 5(1)(k) will typically be the court in the State for the territory of which protection is granted and not the court in the State in which the registration of the right concerned or the filing of the application in question has taken place.

20 The latter type of instruments include those governing the European Union (EU) trademarks, Community design rights and Community plant variety rights;<sup>15</sup> as well as the Bangui Agreement administered by the African Intellectual Property Organization (OAPI).<sup>16</sup> Under these instruments which provide for a single registration with effect in multiple States, the place of registration (or the place of the administering authority) may not be the key factor in defining the territorial boundaries of protection. Furthermore, these instruments frequently contain specific rules of jurisdiction.

21 The WIPO Secretariat is of the view that the relationship between the Draft Convention and other international instruments, particularly those providing for particular rules on jurisdiction or the recognition or enforcement of judgments, should be clarified, providing precedence of instruments on special matters. The approach found in Article 26(5) of the 2005 Choice of Court Convention may be considered in this regard. See also VII, “Relationship with Other International Instruments” below.

#### E WIPO Secretariat Suggestion

22 In light of the above, the WIPO Secretariat proposes the following changes to Article 5(1)(k):

#### Article 5(1)(k) [WIPO Secretariat Suggestion]

##### Article 5 Bases for recognition and enforcement

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met – [...]

- (k) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, industrial design, plant breeder's right, or other similar right required to be ~~{deposited or}~~ registered or granted and it was given by a court in the State in which the ~~{deposit or}~~ registration or grant of the right concerned has taken effect ~~place~~, or is deemed to have taken effect ~~place~~ under the terms of an international or regional instrument;

<sup>13</sup> See <http://www.wipo.int/services/en/> for further information.

<sup>14</sup> See <http://www.aripo.org/resources/laws-protocols> for further information.

<sup>15</sup> See the EU Trade Mark Legal Texts and Community Design Legal Texts available at <https://euipo.europa.eu/ohimportal/en/law>, and Community Plant Variety Legal Texts available at

<http://www.cpvo.europa.eu/main/en/home/community-plant-variety-rights/legislation-in-force> for further information.

<sup>16</sup> See <http://www.oapi.int/index.php/en/aipo/cadre-juridique/accord-de-bangui> for further information.

#### IV ARTICLE 5(1)(L)

#### Article 5(1)(l) [2016 Preliminary Draft Convention]

##### Article 5 Bases for recognition and enforcement

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met – [...]

- (l) the judgment ruled on the validity, [ownership, subsistence] or infringement of copyright or related rights [or other intellectual property rights not required to be [deposited or] registered] and the right arose under the law of the State of origin;

#### A “[ownership, subsistence]”

23 The proposal to add “ownership and subsistence”<sup>17</sup> appears to be driven by the intention to use terminology commonly associated with copyright and related rights, and is supported by the WIPO Secretariat.

#### B “[or other intellectual property rights not required to be [deposited or] registered]”

24 According to the *Report of Meeting*, the bracketed text, “or other intellectual property rights not required to be [deposited or] registered”, is intended to cover “passing of protection of trade secrets by contract in common law countries, use based trademarks, trade names, and unregistered designs”.<sup>18</sup>

25 The WIPO Secretariat supports the inclusion of the bracketed text, revised to read “or other unregistered intellectual property rights”, with an accompanying Explanatory Note clarifying that “unregistered intellectual property rights” are understood to include those rights that come into existence without any formalities that involve grant by public administrative authorities. It is underscored that the boundaries of these “unregistered IP rights” will necessarily differ in accordance with the applicable IP system and will be determined by the applicable law.

#### C “the right arose under the law of the State of origin”

26 Regarding the phrase “the right arose under the law of the State of origin”, the Informal IP Working Group expressed the view that “national choice of law rules of the requested State should apply”.<sup>19</sup> The position of the Informal IP Working Group in this regard is unclear to the WIPO Secretariat and further clarification by the Group would be useful.

#### D WIPO Secretariat Suggestion

27 In light of the above, the WIPO Secretariat proposes the following changes to Article 5(1)(l), subject to clarification from the Informal IP Working Group and the Special Commission regarding the phrase “the right arose under the law of the State of origin”:

<sup>17</sup> See *Report of Meeting No 10*, paragraph 65, stating: “Regarding Article 5(1)(h), he [convener] noted the possibility of adding ‘ownership and subsistence’. There was a strong feeling within the working group that further consultation is required on this point.”

<sup>18</sup> *Report of Meeting No 10*, paragraph 63.

<sup>19</sup> *Report of Meeting No 10*, paragraph 63.

Article 5  
Bases for recognition and enforcement

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met – [...]

- (l) “the judgment ruled on the validity, ~~ownership,~~ subsistence or infringement of copyright or related rights for other intellectual property rights not required to be ~~deposited or~~ registered or granted and the right arose under the law of the State of origin;

V ARTICLE 6(A)

Article 6(a) [2016 Preliminary Draft Convention]

Article 6  
Exclusive bases for recognition and enforcement

Notwithstanding Article 5 –

- (a) a judgment that ruled on the registration or validity of patents, trademarks, designs[, plant breeders’ rights,] or other similar rights required to be [deposited or] registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which [deposit or] registration has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument;

28 In line with the above comments, the WIPO Secretariat proposes the following changes to Article 6(a).

Article 6(a) [WIPO Secretariat Suggestion]

Article 6  
Exclusive bases for recognition and enforcement

Notwithstanding Article 5 –

- (a) a judgment that ruled on the registration or validity of patents, trademarks, industrial designs[, plant breeders’ rights,] or other similar rights required to be ~~deposited or~~ registered or granted shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which ~~deposit or~~ registration or grant has been applied for, has taken effect place, or is deemed to have been applied for or to have taken effect place under the terms of an international or regional instrument;

29 Furthermore, it should be stressed that international and regional systems facilitating grant of IP rights in multiple States or granting unitary IP rights on a regional basis, described in paragraphs 19 to 21 above, frequently have special rules relating to jurisdiction<sup>20</sup> or governing the relationship between the multiple rights granted by an international registration. In such cases, the special rules should take precedence over this Article.

<sup>20</sup> See for example European Union Trademark Regulation, Section 2 Disputes concerning the infringement and validity of EU trade marks (Articles 95 to 105).

Article 8(3)

Article 8  
Preliminary questions

1 Where a matter excluded under Article 2, paragraph 1, or a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled arose as a preliminary question, the ruling on that question shall not be recognised or enforced under this Convention.

2 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter excluded under Article 2, paragraph 1 or 3, or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled.

3 However, in the case of a ruling on the validity of a right referred to in Article 6, paragraph (a), recognition or enforcement of a judgment may be refused or postponed under the preceding paragraph only where –

- (a) that ruling is inconsistent with a judgment or a decision of a competent authority on that matter given in the State referred to in Article 6, paragraph (a); or  
(b) proceedings concerning the validity of that right are pending in that State.

A refusal under sub-paragraph (b) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

Article 9  
Damages

1 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment awards damages, including exemplary or punitive damages, that do not compensate a party for actual loss or harm suffered.

2 The court addressed shall take into account whether and to what extent the damages awarded by the court of origin serve to cover costs and expenses relating to the proceedings.

30 The WIPO Secretariat notes that the above provisions mirror Articles 10(3) and 11 of the Convention on Choice of Court Agreements.<sup>21</sup> It looks forward to any future dis-

<sup>21</sup> Convention on Choice of Court Agreements, Article 10 Preliminary questions:  
1 Where a matter excluded under Article 2, paragraph 2, or under Article 21, arose as a preliminary question, the ruling on that question shall not be recognised or enforced under this Convention.

2 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter excluded under Article 2, paragraph 2.

3 However, in the case of a ruling on the validity of an intellectual property right other than copyright or a related right, recognition or enforcement of a judgment may be refused or postponed under the preceding paragraph only where –

(a) that ruling is inconsistent with a judgment or a decision of a competent authority on that matter given in the State under the law of which the intellectual property right arose; or  
(b) proceedings concerning the validity of the intellectual property right are pending in that State.

4 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter excluded pursuant to a declaration made by the requested State under Article 21.

cussion on these provisions by the Special Commission and will provide comments as required.

#### VII RELATIONSHIP WITH OTHER INTERNATIONAL INSTRUMENTS

31 As referred to in paragraphs 19 to 21 above, intellectual property rights may be filed through or registered with international organizations, or granted by regional organizations. Accordingly, specificities of provisions in the relevant IP instruments and their relationship with the Draft Convention shall be considered, and Article 26 of the 2005 Choice of Court Convention may be a useful reference.

#### VIII CONCLUSION

32 The WIPO Secretariat remains available to assist in the efforts of the Special Commission. It notes that HCCH plans on intersessional work on IP matters and looks forward to continuing the dialogue on that occasion and in future meetings with a view to supporting the work of the Special Commission in so far as the matters relate to IP.

---

## Document de travail No 78

### Working Document No 78

*Distribué le vendredi 23 décembre 2016*

*Distributed on Friday 23 December 2016*

---

#### **No 78 – Proposition du Bureau Permanent – Proposal of the Permanent Bureau**

##### *Projet de clauses générales et finales*

#### INTRODUCTION

1 La Deuxième réunion de la Commission spéciale sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers, qui se tiendra en février 2017, devra, entre autres, aborder en détail les clauses générales et finales de la future Convention. Le présent document vise à faciliter les discussions sur ce point.

2 Tout d'abord, il convient de rappeler que la future Convention sur les Jugements a vocation à fonctionner en parallèle de la *Convention du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for* (ci-après, la « Convention Election de for de 2005 ») et à la compléter<sup>1</sup>. La démarche adoptée dans le présent document est donc la suivante : sauf motifs impérieux, lorsque cela apparaît opportun, les clauses générales et finales de la future Convention s'inspirent très largement de la formulation des articles correspondants de la Conven-

---

<sup>1</sup> Aide-mémoire du Président de la Commission spéciale de juin 2016, disponible sur le Portail sécurisé du site web de la HCCH, para. 7.

tion Election de for de 2005. Le cas échéant, il peut être renvoyé à d'autres sources rédactionnelles utilisées dans le cadre de précédentes Conventions HCCH.

3 En fonction de ce qui ressortira des discussions de la réunion de la Commission spéciale, il pourra s'avérer nécessaire que le Comité de rédaction ou un sous-groupe consacré aux clauses générales et finales modifie les dispositions proposées et en rédige de nouvelles. Les propositions suivantes n'ont pas vocation à couvrir toutes les démarches envisageables quant à ces clauses, en particulier pour ce qui est des clauses *finales* (chapitre Y).

#### CHAPITRE X – CLAUSES GÉNÉRALES<sup>2</sup>

##### *Dispositions transitoires<sup>3</sup>*

4 Les dispositions transitoires ne déterminent pas la date d'entrée en vigueur de la Convention pour un État en particulier (cette question est réglée ci-dessous, voir la proposition portant sur l'art. 29). Plus exactement, dans le contexte de la future Convention, ces dispositions créent un ou plusieurs critères permettant d'établir à quel moment de la procédure la Convention doit être en vigueur dans les États d'origine et requis pour que la Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution du jugement concerné.

5 Le régime transitoire de la Convention Election de for de 2005 recourt à deux critères<sup>4</sup>. En ce qui concerne la procédure dans l'État du tribunal élu, la *conclusion de l'accord exclusif d'élection de for* (art. 16(1)) représente le moment déterminant. En vertu de cette règle, la Convention s'applique si l'accord exclusif d'élection de for a été conclu *après l'entrée en vigueur de la Convention dans l'État du tribunal élu* ; peu importe la date de début de la procédure et la date à laquelle le jugement est effectivement rendu. Néanmoins, eu égard à la procédure dans des États contractants autres que celui du tribunal élu (art. 6) et dans le cadre de la reconnaissance et de l'exécution d'un jugement rendu par le tribunal élu dans un autre État contractant (chapitre III), il convient de remplir un critère supplémentaire : la Convention ne s'applique qu'aux procédures initiées après l'entrée en vigueur de la Convention sur le territoire de ces États (art. 16(2)). Ce régime transitoire est spécifique à la Convention Election de for de 2005 et ne peut être transposé tel quel dans la future Convention sur les Jugements.

6 L'avant-projet de Convention de 2016 est conçu de façon à produire des effets uniquement entre *deux États contractants* (voir art. 1(2) et 4(1)). La question qui se pose est alors la suivante : à quel moment ces deux États doivent-ils devenir Parties à la Convention afin que cette dernière s'applique à la reconnaissance et à l'exécution du jugement concerné ? En particulier, est-il suffisant que la Convention soit en vigueur dans l'État d'origine au moment où le jugement est rendu ou est-il nécessaire qu'elle le soit *également* dans l'État dans lequel la reconnaissance et

---

<sup>2</sup> Il s'agit de la terminologie utilisée dans le cadre de la Convention Election de for de 2005 et d'autres Conventions HCCH antérieures. D'autres Conventions HCCH plus récentes utilisent l'expression « Dispositions générales » (voir, par ex., les Conventions Recouvrement des aliments de 2007, Titres de 2006, Protection des adultes de 2000, Protection des enfants de 1996, Adoption internationale de 1993, etc.). D'autres Conventions font quant à elles référence à des « Dispositions diverses ». Conformément à la démarche choisie dans le présent document, le Bureau Permanent suggère de conserver la formulation de la Convention Election de for de 2005 ; il est également rappelé que le titre « Dispositions générales » se trouve déjà à l'article 4 de l'avant-projet de Convention de 2016.

<sup>3</sup> Si dans certaines Conventions HCCH les dispositions transitoires constituent un chapitre distinct (voir la Convention Titres de 2006), elles se trouvent, dans la plupart des cas, dans la section consacrée aux Dispositions/Clauses générales.

<sup>4</sup> T. Hartley et M. Dogauchi, Rapport explicatif sur la Convention Election de for de 2005, in *Actes et documents de la Vingtième session (2005)*, tome III, *Election de for*, Anvers-Oxford-Portland, Intersentia, 2010, para. 218 et 219 [ci-après, le « Rapport Hartley/Dogauchi »].

l'exécution sont sollicitées par la suite ? Les variantes A et B font respectivement état de ces deux dispositifs.

7 La variante A prévoit que la Convention s'appliquera (uniquement) aux jugements rendus après l'entrée en vigueur de la Convention dans l'État d'origine *et* dans l'État requis. Conformément à cette variante, pour que la Convention s'applique, l'État d'origine et l'État requis doivent tous deux être Parties à celle-ci à la date à laquelle le jugement est rendu.

Article 17 – Variante A  
*Dispositions transitoires*

La Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements rendus<sup>5</sup> après l'entrée en vigueur de la Convention dans l'État d'origine et dans l'État requis.

8 La variante B représente une démarche plus flexible ; en vertu de celle-ci, la Convention s'appliquera aux jugements rendus dans l'État d'origine après l'entrée en vigueur de la Convention dans cet État. Par la suite, la reconnaissance et l'exécution du jugement seront sollicitées dans l'État requis après l'entrée en vigueur de la Convention dans cet État. Cette variante recourt donc à deux critères différents : pour l'État d'origine, c'est la date à laquelle le jugement est rendu qui est déterminante tandis que dans l'État requis il s'agit de la date à laquelle la reconnaissance et l'exécution sont sollicitées.

Article 17 – Variante B  
*Dispositions transitoires*

La Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements :

- (a) rendus<sup>6</sup> après l'entrée en vigueur de la Convention dans l'État d'origine ; et
- (b) dont la reconnaissance et l'exécution sont sollicitées après l'entrée en vigueur de la Convention dans l'État requis.

9 En application de ces deux variantes, il serait également envisageable d'imposer que la Convention soit en vigueur dans l'État d'origine au moment où la *procédure est engagée* (et non à la date à laquelle le jugement est rendu). Cela limiterait dans une certaine mesure, et peut-être même de manière exagérée, le champ d'application de la Convention. Pour ce qui est de la sécurité juridique et de la prévisibilité, le critère choisi dans les variantes A et B (date du jugement) ne semble pas soulever de préoccupations alarmantes pour les parties concernées ; le fait que la Convention entre en vigueur dans l'État d'origine pendant la procédure ne fait qu'apporter une variante en vue de la reconnaissance et de l'exécution d'un jugement à l'étranger en vertu de la Convention.

10 De même, si la Convention s'applique également dans les cas où elle est entrée en vigueur dans l'État requis après que le jugement a été rendu dans l'État d'origine mais avant que la reconnaissance et l'exécution de celui-ci n'aient été demandées dans l'État requis, le champ d'application de la Convention s'en trouverait (légèrement) élargi et la circulation des jugements n'en serait que promue dans une plus large mesure. Cependant, une certaine insécurité juridique

<sup>5</sup> Dans la version anglaise, les articles 3 et 4 de l'avant-projet de Convention de 2016 utilisent le terme « *given* » au lieu de « *rendered* ». Il conviendra d'harmoniser cette terminologie une fois que la Commission spéciale aura tranché en faveur de l'un de ces deux verbes.

<sup>6</sup> *Ibid.*

pourrait découler du fait, qu'en vertu de la variante B, d'« anciens » jugements étrangers, dont la reconnaissance et l'exécution ont déjà été rejetées en application du droit interne, pourraient tomber sous le coup de la Convention une fois qu'elle sera entrée en vigueur.

11 En vertu de la variante C, la Convention s'applique à tous les jugements dont la reconnaissance et l'exécution sont sollicitées après l'entrée en vigueur de la Convention à la fois dans l'État d'origine et dans l'État requis. Conformément à cette variante, le fait que la Convention soit effectivement en vigueur au moment du dépôt de la demande d'exequatur constitue le seul critère pertinent. La logique qui sous-tend cette variante consiste à dire que, si la date à laquelle la procédure est engagée dans l'État d'origine n'est pas pertinente, il n'y a pas forcément d'argument général justifiant de s'intéresser au moment où le jugement a été rendu. Le fait que la Convention soit entrée en vigueur la veille du jugement peut avoir peu d'incidence sur les parties. Cela étant dit, dans l'éventualité où le choix porterait sur la variante C et dans l'optique d'éviter toute confusion, il serait particulièrement important que le Rapport explicatif précise que la Convention peut être entrée en vigueur à des dates distinctes dans chaque État (ce qui ressort clairement de la variante B, mais pas nécessairement de la variante C).

Article 17 – Variante C  
*Dispositions transitoires*

La Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements dont la reconnaissance et l'exécution sont sollicitées après l'entrée en vigueur de la Convention [dans] [entre] l'État d'origine et dans l'État requis.

12 Conformément à la variante D, la Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements pour lesquels la procédure a été engagée après l'entrée en vigueur de la Convention dans l'État d'origine et à condition que le jugement ait été rendu après l'entrée en vigueur de la Convention dans l'État requis. La raison d'être de cette variante est que la Convention implique que le défendeur fasse preuve d'un certain comportement pendant la durée de la procédure, même avant le verdict. À titre d'exemple, la disposition portant sur la « comparution devant le tribunal » nécessite que le défendeur conteste la compétence s'il dispose d'arguments fondés à cet effet. Si l'on se concentre uniquement sur la date à laquelle le jugement a été rendu l'on pourrait être confronté à des cas dans lesquels le défendeur n'a pas contesté la compétence puisqu'il a justement considéré, lors de la procédure, qu'il n'avait aucune raison de le faire considérant que le jugement n'était pas, à ce moment-là, susceptible de reconnaissance dans son État. Ainsi, ce jugement ne sera pas reconnu dans l'État requis à un stade ultérieur considérant qu'au moment où la procédure a été engagée le défendeur n'avait aucune raison de contester la compétence des tribunaux de l'État d'origine.

Article 17 – Variante D  
*Dispositions transitoires*

La Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements rendus après l'entrée en vigueur de la Convention dans l'État requis à condition que la procédure ait été engagée après l'entrée en vigueur de la Convention dans l'État d'origine.

13 Enfin, en application de la variante E, le choix a été fait d'adopter une démarche encore plus prudente impliquant que la Convention soit en vigueur dans les deux États

concernés au moment où la procédure est engagée dans l'État d'origine (considérant qu'il s'agit du moment où il est possible d'établir s'il est ou non opportun d'assurer sa défense sur le fondement de la probabilité d'exécution du jugement dans d'autres États où le défendeur possède des actifs). En vertu de cette dernière variante, l'applicabilité de la Convention dépendra uniquement du lancement de la procédure considérant que la disposition portant sur la « comparution devant le tribunal » (art. 5(1)(f) de l'avant-projet de Convention de 2016 dont le texte est actuellement présenté entre parenthèses) implique que le défendeur conteste la compétence s'il dispose d'arguments fondés à cet effet.

#### Article 17 – Variante E *Dispositions transitoires*

La Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements dont la procédure a été engagée dans l'État d'origine après l'entrée en vigueur de la Convention à la fois dans l'État d'origine et dans l'État requis.

#### *Dispense de légalisation*

14 Cette disposition s'inspire de l'article 18 de la Convention Élection de for de 2005.

#### Article 18 *Dispense de légalisation*

Les documents transmis ou délivrés en vertu de la présente Convention sont dispensés de toute légalisation ou de toute formalité analogue, y compris une Apostille.

*Déclarations à l'égard de matières particulières ou qui circonscrivent de toute autre manière la reconnaissance et l'exécution en vertu de la Convention*

#### *Objet des déclarations*

15 Chaque État contractant peut, à titre individuel, souhaiter formuler des déclarations d'exclusion eu égard à certaines matières spécifiques. Il est néanmoins peu probable qu'ils souhaitent exclure l'application de la Convention à des « situations purement internes », comme le prévoit l'article 20 de la Convention Élection de for de 2005. Cette option ne semble pas nécessaire étant donné que les filtres juridictionnels prévus par la future Convention sur les Jugements visent à assurer que seuls les jugements rendus par un « organe compétent » seront reconnus et exécutés dans un autre État.

16 En outre, un mécanisme de déclaration pourrait permettre d'aborder la question des compétences exclusives qui n'entre pas dans le champ d'application de l'article 6 de l'avant-projet de Convention de 2016 et qui avait été soulevée par plusieurs Membres lors de la Première réunion de la Commission spéciale.

#### *Déclarations portant sur des matières spécifiques*

17 La proposition d'article 19, inspirée de l'article 21 de la Convention Élection de for de 2005, produira ses effets sur le fondement de la réciprocité, c'est-à-dire que d'autres États contractants ne devraient pas être contraints de reconnaître ou d'exécuter un jugement émanant d'un État auteur d'une déclaration et qui porte sur la matière concernée par la déclaration.

#### Article 19

#### *Déclarations portant sur des matières spécifiques*

1 Lorsqu'un État a un intérêt important à ne pas appliquer la présente Convention à une matière particulière, cet État peut déclarer qu'il n'appliquera pas la présente Convention [eu égard à] [à] cette matière. L'État qui fait une telle déclaration s'assure que la portée de celle-ci n'est pas plus étendue que nécessaire et que la matière particulière exclue est définie de façon claire et précise.

2 À l'égard de cette matière, la Convention ne s'applique pas :

- (a) dans l'État contractant ayant fait la déclaration ;
- (b) dans les autres États contractants, lorsque la reconnaissance et l'exécution d'un jugement rendu dans un État contractant ayant fait la déclaration sont sollicitées.

#### *Nombre de déclarations*

18 L'imposition d'une limite du nombre de déclarations qu'un État peut faire a été envisagée, lors de consultations informelles, comme un moyen de restreindre le recours à cette disposition. Dans l'éventualité où il serait donné suite à cette proposition, il s'agirait d'une nouveauté dans le contexte des négociations d'une Convention dans le cadre de la HCCH ou peut-être même dans la pratique contemporaine du droit des traités.

#### Article 19

#### *Déclarations portant sur des matières spécifiques (suite)*

3 Un État contractant ne peut faire plus de [X] déclarations.

#### *Interprétation uniforme*

19 Cette disposition s'appuie sur l'article 23 de la Convention Élection de for de 2005, conformément à la longue tradition des Conventions HCCH et d'autres instruments.

#### Article 20

#### *Interprétation uniforme*

Aux fins de l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application.

#### *Examen du fonctionnement de la Convention*

20 Cette proposition de disposition vise à permettre un examen périodique du fonctionnement pratique de la Convention. En particulier, il est recommandé d'examiner régulièrement le fonctionnement de toute déclaration formulée en vertu de la Convention afin d'établir si elle se justifie toujours<sup>7</sup>.

21 Conformément à l'article 24 de la Convention Élection de for de 2005, la disposition proposée renvoie à la possibilité, pour la Commission spéciale, d'envisager d'éventuels *amendements* à la Convention. S'il est incontestable que ces amendements peuvent soulever des questions quant à savoir quelle version de la Convention devra s'appliquer entre les États, l'absence de mention d'un forum permettant

<sup>7</sup> Voir Rapport Hartley/Dogauchi, para. 257.

d'examiner de tels amendements pourrait être interprétée comme une exclusion implicite de ces considérations dans le cadre des réunions de la Commission spéciale (cette démarche pourrait se révéler trop rigide). Cela étant dit, les questions relatives à l'éventuel besoin d'amendements d'une Convention ou d'un instrument de la HCCH peuvent toujours être portées à l'attention du Conseil sur les affaires générales et la politique de la HCCH (ci-après, le « Conseil »). Le Conseil pourrait charger le Bureau Permanent de réfléchir à de nouveaux mécanismes de révision des Conventions négociées sous les auspices de la HCCH.

#### Article 21

##### *Examen du fonctionnement de la Convention*

Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international prend régulièrement des dispositions en vue de :

- (a) l'examen du fonctionnement pratique de la présente Convention, y compris de toute déclaration ;
- (b) l'examen de l'opportunité d'apporter des modifications à la présente Convention.

##### *Systèmes juridiques non unifiés*

22 La présente disposition est tirée de l'article 25 de la Convention Élection de for de 2005<sup>8</sup> ; une éventuelle adjonction conformément à l'article 28 de la Convention Obligations alimentaires (exécution) de 1973 est présentée entre parenthèses.

#### Article 22

##### *Systèmes juridiques non unifiés*

1 Au regard d'un État contractant dans lequel deux ou plusieurs systèmes de droit ayant trait aux questions régies par la présente Convention s'appliquent [en ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution de décisions] dans des unités territoriales différentes :

- (a) toute référence à la loi ou à la procédure d'un État vise, le cas échéant, la loi ou la procédure en vigueur dans l'unité territoriale considérée ;
- (b) toute référence au tribunal ou aux tribunaux dans un État vise, le cas échéant, le tribunal ou les tribunaux dans l'unité territoriale considérée ;
- (c) toute référence au lien avec un État (résidence, résidence habituelle, etc.) vise, le cas échéant, le lien avec l'unité territoriale considérée.

2 Nonobstant le paragraphe précédent, un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu d'appliquer la présente Convention aux situations qui impliquent uniquement ces différentes unités territoriales.

3 Un tribunal dans une unité territoriale d'un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu de reconnaître ou d'exécuter un jugement d'un autre État contractant pour le

<sup>8</sup> Voir Rapport Hartley/Dogauchi, para. 258 à 264. Il convient de relever que la Convention Titres de 2006 utilise l'expression d'« États à plusieurs unités » (art. 12) pour parler des États dans lesquels des systèmes juridiques non unifiés cohabitent. Cette démarche implique une définition de cette expression (voir art. 1(1)(m) de la Convention Titres de 2006). Il n'est pas proposé de suivre le modèle de la Convention Titres de 2006 dans le cadre de la future Convention.

seul motif que le jugement a été reconnu ou exécuté dans une autre unité territoriale du même État contractant selon la présente Convention.

4 Cet article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

##### *Rapport avec d'autres instruments internationaux*

###### *Introduction*

23 La proposition relative à l'article 23, qui a trait au rapport entre la future Convention et d'autres instruments internationaux, se fonde sur l'article 26 de la Convention Élection de for de 2005<sup>9</sup>. Cette proposition a fait l'objet de quelques ajustements afin de prendre en considération les règles spécifiques de la future Convention mais, pour l'heure, l'article proposé reproduit les six paragraphes de l'article 26.

24 Le paragraphe premier énonce qu'il convient, dans la mesure du possible, d'interpréter la future Convention de manière qu'elle soit compatible avec les autres traités en vigueur pour les États contractants. Les paragraphes 2 à 6 prévoient l'articulation des règles de la future Convention et d'autres instruments internationaux contraignants ayant trait à la reconnaissance et à l'exécution des jugements (règles « céder le passage »).

#### Article 23

##### *Rapport avec d'autres instruments internationaux*

1 La présente Convention doit être interprétée de façon qu'elle soit, autant que possible, compatible avec d'autres traités en vigueur pour les États contractants, conclus avant ou après cette Convention.

2 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité, que ce traité ait été conclu avant ou après cette Convention, lorsqu'aucune des parties ne réside dans un État contractant qui n'est pas Partie au traité.

3 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité conclu avant l'entrée en vigueur de cette Convention pour cet État contractant, si l'application de cette Convention est incompatible avec les obligations de cet État contractant vis-à-vis de tout autre État non contractant. Le présent paragraphe s'applique aussi aux traités qui révisent ou se substituent à un traité conclu avant l'entrée en vigueur de cette Convention pour cet État contractant, sauf dans la mesure où la révision ou la substitution crée de nouvelles incompatibilités avec cette Convention.

4 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité, que ce traité ait été conclu avant ou après cette Convention, afin d'obtenir la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement rendu par un tribunal d'un État contractant qui est également Partie à ce traité. Toutefois, ce jugement ne doit pas être reconnu ou exécuté à un degré moindre qu'en vertu de cette Convention.

5 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité qui, à l'égard d'une matière particulière, prévoit des règles relatives à la reconnaissance ou l'exécution des jugements, même si ce traité a été conclu après cette Convention et que

<sup>9</sup> Voir les explications détaillées ainsi que les illustrations utiles comprises dans le Rapport Hartley/Dogauchi, para. 265 à 310.

tous les États concernés sont Parties à cette Convention. Ce paragraphe s'applique uniquement si l'État contractant a fait une déclaration à l'égard de ce traité en vertu du présent paragraphe. Dans le cas d'une telle déclaration et en cas d'incompatibilité entre le traité susmentionné et la présente Convention, les autres États contractants ne sont pas tenus d'appliquer cette dernière à un jugement portant sur cette matière particulière et émanant d'un tribunal de l'État contractant ayant fait cette déclaration.

6 La présente Convention n'affecte pas l'application des règles d'une Organisation régionale d'intégration économique Partie à cette Convention, que ces règles aient été adoptées avant ou après cette Convention :

- (a) lorsqu'aucune des parties ne réside habituellement dans un État contractant qui n'est pas un État membre de l'Organisation régionale d'intégration économique ;
- (b) en ce qui a trait à la reconnaissance ou l'exécution de jugements entre les États membres de l'Organisation régionale d'intégration économique.

25 Il a été demandé au Bureau Permanent de rédiger un document distinct consacré au rapport entre la future Convention et la Convention Élection de for de 2005 (qui sera diffusé dans le courant du mois de janvier 2017). La présente proposition de disposition (voir ci-dessous) devrait intégrer toute règle supplémentaire portant sur la coordination des rapports entre ces deux Conventions.

#### CHAPITRE Y – CLAUSES FINALES<sup>10</sup>

*Signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion*<sup>11</sup>

26 De manière générale, les Conventions HCCH établissent une distinction entre deux mécanismes de base au moyen desquels les États peuvent devenir Parties à une Convention. Le premier mécanisme se divise en deux étapes : la première étape consiste pour un État à *signer* la Convention puis, dans un second temps, à déposer son instrument de *ratification, d'acceptation ou d'approbation* (en pratique, ces deux étapes peuvent être réalisées en même temps). Le second mécanisme ne comprend qu'une seule étape qui consiste pour un État à déposer un instrument *d'adhésion*.

27 En applications de la plupart des Conventions HCCH les plus anciennes, seuls les *États membres* sont en mesure de recourir au mécanisme en deux étapes. Les choses ont évolué avec l'adoption des Conventions Élection de for de 2005 et Titres de 2006. Conformément à ces deux Conventions, *n'importe quel* État peut signer puis ratifier/accepter/approuver la Convention. En outre, ces deux Conventions sont également ouvertes à l'adhésion de tous les États. La Convention Recouvrement des aliments de 2007 a néanmoins adopté un mécanisme différent en vertu duquel le mécanisme en deux étapes est ouvert aux États qui étaient déjà Membres de la HCCH au moment de la Session diplomatique *et* aux autres États qui y ont assisté (un système

similaire a été mis en place dans le cadre de précédentes Conventions, à l'instar de la Convention Adoption de 1993).

28 Les Conventions HCCH les plus récentes prévoient également un mécanisme adapté aux Organisations régionales d'intégration économique (ORIE) afin qu'elles puissent en devenir Parties. En application des Conventions Titres de 2006, Élection de for de 2005 et Recouvrement des aliments de 2007, les ORIE peuvent signer puis accepter ou approuver (mais pas ratifier) la Convention concernée ou elles peuvent y adhérer (voir ci-dessous, sous la rubrique consacrée aux ORIE).

29 Le mécanisme utilisé n'influence aucunement le fonctionnement à terme de la Convention dans un État contractant. Cependant, il existe une différence significative dans la manière dont ces mécanismes créent *des relations entre les États contractants*. Dans le cadre de la procédure qui consiste en une signature suivie d'une ratification/acceptation/approbation, les relations entre les États contractants ne sont pas tributaires d'une acceptation ou de l'absence d'objections des autres États contractants. En revanche, dans le cadre d'une *adhésion*, les relations ne sont établies avec un autre État contractant que si ce dernier n'oppose aucune objection à l'adhésion dans un certain délai (voir, par ex., art. 32 de la Convention Accès à la justice de 1980 ou art. 58(3) de la Convention Protection des enfants de 1996) ou s'il accepte, de manière expresse, cette adhésion (voir, par ex., art. 38 de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980)<sup>12, 13</sup>.

30 La Convention Jugements de 1971 mettait en place un système unique en vertu duquel la reconnaissance de décisions émanant d'un autre État contractant était *en outre* tributaire de l'existence d'un accord supplémentaire à cet effet entre les deux États contractants concernés. Ce système, complexe et à plusieurs vitesses, est généralement vu comme l'une des raisons pour lesquelles cette Convention a connu un succès limité. Le Bureau Permanent recommande de ne pas envisager ce système dans le cadre de la future Convention.

31 Cependant, les États pourraient souhaiter évoquer la possibilité d'introduire un nouveau système dans la Convention en vertu duquel (même) une *ratification/acceptation/approbation* de la Convention ne créerait de relations bilatérales avec un autre État contractant que si ce dernier accepte ladite *ratification/acceptation/approbation* ou s'abstient de formuler une objection à celle-ci (en fonction du système qui sera choisi). En vertu de ces deux systèmes, même entre deux États ayant ratifié la Convention – et même entre deux *États membres* ayant ratifié la Convention – une relation bilatérale en vertu de ladite Convention ne serait établie que si les deux États contractants « consentent à et confirment » cette relation, de manière implicite ou explicite. Un tel système offrirait une grande marge de manœuvre aux États, ce qui pourrait les inciter, alors qu'ils ne seraient autrement pas enclins à le faire, à envisager activement la possibilité de devenir Parties à la Convention. En outre, chaque État deviendrait Partie à la Convention avec la certitude de garder le contrôle sur les États avec

<sup>10</sup> Les Conventions HCCH les plus récentes utilisent l'expression « Clauses finales », à l'exception de la Convention Recouvrement des aliments de 2007, qui parle de « Dispositions finales ».

<sup>11</sup> De manière exceptionnelle, et dans l'optique de prendre en considération de manière adéquate les nombreux aspects de cette matière, la présente section ne s'inspire pas principalement de la Convention Élection de for de 2005. À l'inverse, cette section adopte une démarche légèrement différente en examinant plusieurs Conventions HCCH et en soulevant quelques questions de politique générale.

<sup>12</sup> Quelques autres Conventions HCCH prévoient que l'adhésion crée des relations bilatérales sans formalités ni conditions supplémentaires (les Conventions Titres de 2006 et Élection de for de 2005 sont des exemples de ces « adhésions ouvertes »).

<sup>13</sup> Le système du « veto » représente un moyen assez unique grâce auquel les relations bilatérales sont établies (ce système est visé, par ex., à l'art. 28 de la Convention Notification de 1965). En vertu de ce système, un État qui a ratifié la Convention peut bloquer la mise en place de relations bilatérales entre l'État adhérent et *n'importe quel* autre État contractant. Le Bureau Permanent estime qu'il n'est pas opportun, dans le cadre de la future Convention, d'envisager la mise en place d'un système aussi draconien afin de promouvoir une application large de la Convention.



lesquels il entretient des relations en vertu de la Convention. Les États pourraient ainsi être encouragés à devenir Parties à la Convention le plus rapidement possible.

32 Si une telle « clause de bilatéralisation » implique que chaque État contractant *approuve* de manière expresse le fait qu'un autre État devienne Partie à la Convention, la durée de cette procédure d'approbation pourrait représenter un inconvénient (en ce qu'elle retarderait sans aucun doute l'application de la Convention, comme l'illustre les exemples des Conventions Preuves de 1970, Enlèvement d'enfants de 1980, Protection des enfants de 1996 ou Recouvrement des aliments de 2007). Ce risque serait inopérant si la « clause de bilatéralisation » impliquait qu'un État contractant formule expressément une *objection* à la *ratification/acceptation/approbation* d'un autre État s'il ne souhaite pas entretenir de relations bilatérales avec celui-ci. D'un autre côté, un tel système exigerait que les États se montrent extrêmement attentifs à l'état présent de la Convention et, s'ils souhaitent le faire, qu'ils expriment leurs objections dans les délais (sur ce point, voir art. 28 ci-dessous et les commentaires y afférents).

33 En vue de faciliter les discussions, il est recommandé aux délégations de réfléchir aux questions suivantes quant au degré d'« ouverture » de la future Convention :

- (1) La future Convention sur les Jugements doit-elle être « totalement ouverte », c'est-à-dire, ouverte à tout État ou ORIE membre par quelque moyen que ce soit (c.-à-d., ratification, acceptation, approbation ou adhésion) ?
- (2) Dans l'affirmative, les relations bilatérales découlant de la Convention doivent-elles être établies de manière « automatique » entre tous les États contractants (c.-à-d. qu'un État contractant ne disposerait pas de la possibilité de décider, au moyen d'une confirmation ou d'une objection, s'il entretient ou non des relations bilatérales dans le cadre de la Convention avec un autre État contractant) ? Autre possibilité : l'établissement « automatique » des relations bilatérales en vertu de la Convention n'aurait des effets qu'entre États membres (et Membres) de la HCCH. Dans l'éventualité où l'on choisirait d'appliquer la seconde solution, est-il nécessaire de préciser la règle afin qu'elle s'applique uniquement entre États membres (et Membres) de la HCCH présents lors de la Session diplomatique au cours de laquelle la Convention aura été adoptée ?
- (3) Si les relations bilatérales en vertu de la Convention ne sont pas « automatiques », quel pourrait être le mécanisme mis en place aux fins de l'établissement de ces relations (confirmation ou objection) ? Ce mécanisme devra-t-il s'appliquer aux États adhérents uniquement ou à l'ensemble des États contractants, sans préjudice du mécanisme utilisé pour devenir Partie à la Convention ? Enfin, quels États seraient en mesure d'accepter ou de formuler une objection au fait qu'un État devienne Partie (l'État qui est devenu Partie en premier, l'État qui est devenu Partie plus tard, ou les deux de manière cumulative) ?

34 Les propositions suivantes n'ont pas vocation à couvrir toutes les options décrites ci-dessus et toutes leurs éventuelles implications. À ce stade, la proposition d'une Convention « ouverte » inspirée de l'article 27 de la Convention Élection de for de 2005<sup>14</sup>, ainsi qu'un « mécanisme de déclarations » (qui prendrait la forme d'une procédure d'objection ou de confirmation de l'acceptation) afin de

permettre à un État de déterminer avec quels autres États il souhaite entretenir des relations bilatérales en vertu de la Convention constitue le point de départ envisagé. Toute autre disposition sur ce point pourra être rédigée par le Comité de rédaction ou un sous-groupe à la lumière des discussions intervenues lors de la réunion de la Commission spéciale.

#### Article 24

##### *Signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion*

- 1 La Convention est ouverte à la signature de tous les États.
- 2 La présente Convention est sujette à ratification, acceptation ou approbation par les États signataires.
- 3 Tous les États peuvent adhérer à la présente Convention.
- 4 Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

#### Article 25

##### *Déclaration visant à confirmer les relations bilatérales ou à s'y opposer*

- 1 (Variante A) La présente Convention ne produira ses effets qu'entre deux États contractants qui ont tous deux fait une déclaration confirmant l'établissement de relations bilatérales en vertu de la Convention.
- 1 (Variante B) La présente Convention produira ses effets entre deux États contractants, sauf si l'un d'entre eux a notifié une objection à l'établissement de relations bilatérales en vertu de la Convention avec un autre État contractant. Une telle objection ne peut être déposée qu'avant l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État qui ratifie, accepte, approuve la Convention ou adhère à celle-ci.
- 2 Chaque État contractant notifie au dépositaire sa [déclaration confirmant l'établissement de relations bilatérales en vertu de la Convention avec d'autres États contractants]/son [objection à l'établissement de relations bilatérales en vertu de la Convention avec d'autres États contractants]. Un État contractant peut retirer ou modifier sa déclaration à tout moment.
- 3 Le dépositaire diffuse à l'ensemble des États contractants [et des Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé] toutes les [déclarations] [objections]. Le Bureau Permanent consigne les informations relatives aux [déclarations] [objections] sur le site web de la Conférence de La Haye.

##### *Déclarations portant sur les systèmes juridiques non unifiés*

35 La présente disposition est tirée de l'article 28 de la Convention Élection de for de 2005.

<sup>14</sup> Voir également art. 17 de la Convention Titres de 2006.

Article 26  
*Déclarations portant sur les systèmes  
juridiques non unifiés*

1 Un État qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par la présente Convention peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation de la Convention ou de l'adhésion à celle-ci, déclarer que la Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

2 Toute déclaration est notifiée au depositaire et indique expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3 Si un État ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'applique à l'ensemble du territoire de cet État.

4 Le présent article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

*Organisations régionales d'intégration économique (ORIE)*

36 Considérant que la répartition des compétences entre une ORIE et les États qui la composent peut varier selon l'ORIE concernée, les dispositions suivantes proposent d'envisager deux possibilités conformément aux dispositions correspondantes de la Convention Élection de for de 2005. La proposition d'article 27 ci-dessous renvoie à la situation dans laquelle l'ORIE et ses États membres deviennent Parties à la future Convention tandis que la proposition d'article 28 porte sur la situation dans laquelle seule l'ORIE devient Partie à la Convention.

Article 27  
*Organisations régionales d'intégration économique*

1 Une Organisation régionale d'intégration économique constituée seulement par des États souverains et ayant compétence sur certaines ou toutes les matières régies par la présente Convention peut également signer, accepter ou approuver cette Convention ou y adhérer. En pareil cas, l'Organisation régionale d'intégration économique aura les mêmes droits et obligations qu'un État contractant, dans la mesure où cette Organisation a compétence sur des matières régies par cette Convention.

2 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation de la Convention ou de l'adhésion à celle-ci, l'Organisation régionale d'intégration économique notifie au depositaire, par écrit, les matières régies par la présente Convention pour lesquelles ses États membres ont transféré leur compétence à cette Organisation. L'Organisation notifie aussitôt au depositaire, par écrit, toute modification intervenue dans la délégation de compétence précisée dans la notification la plus récente faite en vertu du présent paragraphe.

3 Aux fins de l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout instrument déposé par une Organisation régionale d'intégration économique n'est pas compté, à moins que l'Organisation régionale d'intégration économique déclare, en vertu de l'article 28(1), que ses États membres ne seront pas Parties à cette Convention.

4 Toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, à une Organisation régionale d'intégration économique qui y est Partie.

Article 28  
*Adhésion d'une Organisation régionale d'intégration  
économique sans ses États membres*

1 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation de la Convention ou de l'adhésion à celle-ci, une Organisation régionale d'intégration économique peut déclarer qu'elle a compétence pour toutes les matières régies par la présente Convention et que ses États membres ne seront pas Parties à cette Convention mais seront liés par celle-ci en raison de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion de l'Organisation.

2 Lorsqu'une déclaration est faite par une Organisation régionale d'intégration économique en conformité avec le paragraphe premier, toute référence à « État contractant » ou « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, aux États membres de l'Organisation.

*Entrée en vigueur*

37 Cette disposition exerce un double rôle. Tout d'abord, elle détermine la date à laquelle la Convention entrera en vigueur sur le *plan international*. Si l'on se conforme au modèle de la Convention Élection de for de 2005 (et de la Convention Recouvrement des aliments de 2007), deux ratifications, acceptations, approbations de la Convention ou adhésions à celle-ci suffiraient pour que la Convention entre en vigueur. Il convient de rappeler qu'au moins trois ratifications, acceptations, approbations de la Convention HCCH ou adhésions à celle-ci étaient auparavant exigées afin qu'elle puisse produire ses effets.

38 Ensuite, cette disposition établit la date à laquelle la Convention entrera en vigueur pour tout *État ou ORIE* qui la ratifie, l'accepte, l'approuve ou y adhère (ou pour toute unité territoriale à laquelle l'application de la Convention a été étendue).

39 La proposition d'article 29 offre deux options quant au délai qui doit s'écouler avant que la Convention entre en vigueur pour un État contractant ou une ORIE (trois ou six mois). Dans l'éventualité où la Convention prévoirait la possibilité pour les États contractants de formuler une objection à la ratification, l'acceptation, l'approbation de la Convention par un autre État contractant ou à l'adhésion d'un autre État contractant à celle-ci, le Bureau Permanent suggère de choisir la période de *six mois*.

Article 29  
*Entrée en vigueur*

1 La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois à partir du dépôt du second instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion visé à l'article 24.

2 Par conséquent, la présente Convention entrera en vigueur :

- (a) pour chaque État ou Organisation régionale d'intégration économique ratifiant, acceptant, approuvant la Convention ou y adhérant postérieurement.

ment, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;

- (b) pour les unités territoriales auxquelles la présente Convention a été étendue conformément à l'article 28, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après la notification de la déclaration visée par ledit article.

#### *Réserves*

40 La Convention Élection de for de 2005 ne contient aucune mention de la question des réserves ; elles sont dès lors autorisées en vertu de cette dernière sous réserve des règles normales du droit international coutumier et des articles 19 à 23 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* de 1969<sup>15</sup>.

#### *Variante A*

##### *Aucun article concernant les réserves*

À défaut d'un article portant sur les réserves, il pourrait être opportun d'inclure dans le Rapport explicatif une explication inspirée du paragraphe 319 du Rapport Hartley/Dogauchi qui énonce : « L'avis de cette Commission est qu'aucune réserve ne devrait être encouragée d'une manière quelconque et que lorsqu'un État souhaite faire une réserve, elle ne devrait être faite que lorsqu'un État a un important intérêt à cet égard ; elle ne devrait pas être plus large que nécessaire, et devrait être définie de manière claire et précise ; elle ne devrait pas traiter d'une question précise pouvant faire l'objet d'une déclaration ; et elle ne devrait pas être préjudiciable à l'objet et à la cohérence de la Convention. »

41 D'autres Conventions HCCH énoncent expressément qu'il n'est pas possible d'émettre des réserves. La disposition proposée (voir ci-dessous) se conforme à ces exemples (entre autres, art. 40 de la Convention Adoption de 1993, art. 21 de la Convention Titres de 2006 et art. 27 du Protocole Obligations alimentaires de 2007).

#### *Article 30 – Variante B* *Réserves*

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

42 Cela étant, la Commission spéciale pourrait décider d'autoriser les réserves afin de garantir la ratification de la future Convention par le plus grand nombre de Membres. Dans un tel cas, la Commission spéciale pourrait opter pour une disposition semblable à celle de l'article 62(1) de la Convention Recouvrement des aliments de 2007, à savoir :

#### *Article 30 – Variante C* *Réserves*

Tout État contractant pourra, au plus tard au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, ou au moment d'une déclaration faite en vertu de l'article [...], faire ou plusieurs des réserves prévues aux articles [...]. Aucune autre réserve ne sera admise.

<sup>15</sup> Voir Rapport Hartley/Dogauchi, para. 318 et 319.

#### *Déclarations*

43 La disposition portant sur les procédures à suivre en matière de déclarations proposée ci-dessous s'inspire de l'article 32 de la Convention Élection de for de 2005, à l'exception du paragraphe 4. En vertu de la proposition de paragraphe 4, le délai qui doit s'écouler avant qu'une déclaration ne produise ses effets est beaucoup plus court. Ce changement est nécessaire pour ne pas peser indûment sur le délai dont disposent les États pour formuler une déclaration dans laquelle ils émettent une objection à l'établissement de relations bilatérales avec un autre État contractant en vertu de la Convention. Il s'agit d'une autre raison qui justifie de mettre en place une période de six mois dans le cadre de l'article 29(2) (conjointement avec l'art. 25(1)). Si la Convention ne prévoit pas de mécanisme d'objection (mais plutôt la possibilité de déposer une déclaration ou une acceptation), cette période pourrait bien sûr être réduite.

#### *Article 31* *Déclarations*

1 Les déclarations visées aux articles 19, 23(5), 25, 26 and 28 peuvent être formulées lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation de la Convention ou de l'adhésion à celle-ci ou à tout moment ultérieur et pourront être modifiées ou retirées à tout moment.

2 Les déclarations, modifications et retraits sont notifiés au dépositaire.

3 Une déclaration formulée au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation de la Convention ou de l'adhésion à celle-ci prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État concerné.

4 Une déclaration formulée ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, prendra effet le premier jour du mois suivant la date de réception de la notification par le dépositaire.

5 Une déclaration formulée ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, ne produira pas d'effet sur les jugements rendus avant qu'elle ne prenne effet.

#### *Dénonciation*

44 Cette disposition est tirée de l'article 33 de la Convention Élection de for de 2005.

#### *Article 32* *Dénonciation*

1 La présente Convention pourra être dénoncée par une notification écrite au dépositaire. La dénonciation pourra se limiter à certaines unités territoriales d'un système juridique non unifié auxquelles s'applique la présente Convention.

2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est précisée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification par le dépositaire.

45 Cette disposition reprend l'article 34 de la Convention Élection de for de 2005.

Article 33  
Notification par le dépositaire

Le dépositaire notifiera aux Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux autres États et aux Organisations régionales d'intégration économique qui ont signé, ratifié, accepté, approuvé la Convention ou adhéré à celle-ci conformément à la Convention les renseignements suivants :

- (a) les signatures, ratifications, acceptations, approbations et adhésions prévues à l'article 24 ;
- (b) la date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 29 ;
- (c) les notifications, déclarations, modifications ou retraits des déclarations prévus à l'article 31 ;
- (d) les dénonciations prévues à l'article 32.

\* \* \*

Draft general and final clauses

INTRODUCTION

1 The Second Meeting of the Special Commission on the recognition and enforcement of foreign judgments, to be held in February 2017, will, amongst other matters, have to discuss in some detail the general and final clauses of the future Convention. This document is designed to facilitate these discussions.

2 At the outset, it is important to recall that the future Judgments Convention is intended to sit alongside, and complement, the *Convention of 30 June 2005 on Choice of Court Agreements* ("2005 Choice of Court Convention").<sup>1</sup> The approach adopted in this paper thus is that, where relevant, the general and final clauses of the future Convention follow as closely as possible the wording used in corresponding articles of the 2005 Choice of Court Convention – unless there are clear reasons to the contrary. Where appropriate, other drafting models used in previous HCCH Conventions are referenced.

3 Depending on the outcome of the discussions at the Special Commission meeting, the proposed provisions may have to be amended and new provisions may have to be drafted by the Drafting Committee or a Sub-Committee on general and final clauses. The following proposals are not meant to cover all possible approaches that may be taken in relation to these clauses. This applies in particular to the *final* clauses (Chapter Y).

<sup>1</sup> Aide Memoire of the Chair of the Special Commission of June 2016, available on the Secure Portal of the HCCH website, para. 7.

Transitional provisions<sup>3</sup>

4 Transitional provisions do not determine when the Convention enters into force for a State (this question is addressed below, see the proposal for Art. 29). Rather, in the context of the future Judgments Convention, these provisions will establish one or more criteria to determine at what moment in time of the proceedings the Convention needs to be in force in the State of origin and in the requested State for the Convention to apply to the recognition and enforcement of the relevant judgment.

5 The transitional regime of the 2005 Choice of Court Convention uses two criteria.<sup>4</sup> For the proceedings in the State of the chosen court, the decisive moment is the *conclusion of the exclusive choice of court agreement* (Art. 16(1)). Under this rule, the Convention applies if and when the exclusive choice of court agreement has been concluded *after the Convention came into force for the State of the chosen court*. The date of commencement of the proceedings is irrelevant, as is the date of the actual judgment. However, for proceedings in Contracting States other than that of the chosen court (Art. 6), and for the recognition and enforcement of a judgment rendered by the chosen court in another Contracting State (Chapter III), an additional criterion must be fulfilled: the Convention only applies to procedures instituted after the entry into force of the Convention for these States (Art. 16(2)). This transitional regime is very specific to the 2005 Choice of Court Convention and cannot be transposed as such in the future Judgments Convention.

6 The 2016 preliminary draft Convention is designed only to operate as between two Contracting States (see Arts 1(2) and 4(1)). The question then becomes at what moment in time the two States need to be a party to the Convention for the latter to apply to the recognition and enforcement of the relevant judgment. In particular, is it enough for the Convention to be in force in the State of origin at the time the judgment is rendered or must the Convention *also* be in force, at the time of the judgment, in the State in which recognition and enforcement is subsequently sought? These two approaches are reflected below in Variants A and B respectively.

7 Variant A provides that the Convention will (only) apply to judgments rendered after the entry into force of the Convention both in the State of origin *and* in the requested State. Under this variant, for the Convention to apply, both the State of origin and the requested State have to be Parties to the Convention on the date the judgment is rendered.

<sup>2</sup> This is the terminology used in the 2005 Choice of Court Convention and some other previous HCCH Conventions. Other recent Hague Conventions use the expression "General Provisions" (see e.g., the 2007 Child Support Convention, 2006 Securities Convention, 2000 Protection of Adults Convention, 1996 Child Protection Convention, 1993 Adoption Convention, etc.). Yet some other Conventions use the term "Miscellaneous Provisions". In line with the approach adopted in this paper, the Permanent Bureau suggests to match the wording of the 2005 Choice of Court Convention; it is further noted that the heading "General provisions" is already used in Art. 4 of the 2016 preliminary draft Convention.

<sup>3</sup> While in some HCCH Conventions the transitional provisions form a separate Chapter (see the 2006 Securities Convention), in most Conventions they are part of the General Clauses/Provisions.

<sup>4</sup> T. Hartley and M. Dogauchi, Explanatory Report on the 2005 HCCH Choice of Court Convention, in *Proceedings of the Twentieth Session (2005)*, Tome III, *Choice of Court*, Antwerp-Oxford-Portland, Intersentia, 2010, paras 218-19 [hereinafter, "Hartley/Dogauchi Report"].

Article 17 – Variant A  
*Transitional provisions*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments rendered<sup>5</sup> after its entry into force for the State of origin and the requested State.

8 Variant B takes a more flexible approach. Under this variant, the Convention would apply to judgments rendered in the State of origin after the Convention came into force for that State, and recognition and enforcement of the judgment is sought in the requested State after the entry into force of the Convention for that latter State. This variant thus uses two different criteria: for the State of origin, the date on which the judgment is rendered is decisive, whereas for the requested State the date on which recognition and enforcement is sought is decisive.

Article 17 – Variant B  
*Transitional provisions*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments –

- (a) rendered<sup>6</sup> after its entry into force for the State of origin; and
- (b) for which recognition and enforcement is sought after its entry into force for the requested State.

9 Under both these variants, it would also be possible to require that the Convention be in force in the State of origin when the *proceedings are instituted* in that State (as opposed to the date of the judgment). This would somewhat restrict, perhaps unduly so, the scope of application of the Convention. In terms of legal certainty and predictability, the criterion chosen in Variants A and B (date of the judgment) does not seem to raise critical concerns for the relevant parties; the fact that the Convention would enter into force for the State of origin in the course of the proceedings in that State would merely provide a variant for the subsequent recognition and enforcement of the judgment abroad under the Convention.

10 Similarly, if the Convention also applies in situations where it entered into force in the requested State after the judgment has been rendered in the State of origin but before recognition and execution is sought in the requested State, the scope of the Convention would be (slightly) broader and the circulation of judgments promoted to a greater extent.

11 Under Variant C, the Convention shall apply to judgments for which recognition and enforcement is sought after its entry into force in the State of origin and the requested State. In this variant, the only relevant criterion is that the Convention is in force in both States when exequatur is sought. The rationale behind this variant is that, if the date when proceedings are instituted in the State of origin is irrelevant, there may not be a policy argument to look at the moment when the judgment was rendered. From the point of view of the parties, it may not make a difference that the Convention entered into force in the State of origin the day before the judgment was rendered. This said, with a view to avoiding any doubts, under Variant C it would be particularly important for the Explanatory Report to clarify that the Convention may have entered into force on differ-

ent dates in each State (something that would follow from the text of Variant B, but not necessarily from Variant C).

Article 17 – Variant C  
*Transitional provisions*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments for which recognition and enforcement is sought after the Convention has entered into force [in] [between] the State of origin and the requested State.

12 Under Variant D, the Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments if the proceedings were instituted after its entry into force in the State of origin, and if the judgment was rendered after the entry into force of the Convention in the requested State. The rationale behind this variant is that the Convention requires the defendant to adopt a certain behaviour during the proceedings, even before the judgment is rendered. For example, the provision on “entering an appearance” requires the defendant to contest jurisdiction if he would have had an arguable case that there was no jurisdiction. If we focus only on the time when judgment was rendered, the case may arise where the defendant did not contest jurisdiction, because he rightly assumed during the proceedings that he had no reason to contest jurisdiction as the judgment would at that time in any case not be recognised in his country. Such a judgment should not later be recognised in the State addressed, because at the time the proceedings were instituted the defendant had no reason to contest jurisdiction in the State of origin.

Article 17 – Variant D  
*Transitional provisions*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments rendered after the entry into force for the State addressed if the proceedings were instituted after its entry into force for the State of origin.

13 Finally, under Variant E an even more cautious approach could be taken, which would require the Convention to be in force in both States at the time the proceedings in the State of origin were initiated (as that is the time at which one can make predictions about whether or not to defend the action based on the likelihood of the action being enforced in other States where the defendant has assets). Under this variant the applicability of the Convention would solely depend on the institution of the proceedings, as the provision on “entering an appearance” (Art. 5(1)(f) of the 2016 preliminary draft Convention, whose text is currently in square brackets) requires the defendant to contest jurisdiction if he or she would have had an arguable case that there was no jurisdiction.

Article 17 – Variant E  
*Transitional provisions*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments for which proceedings were instituted in the State of origin after the Convention has entered into force in the State of origin and if at that time the Convention was in force in the requested State.

*No legalisation*

14 This provision is drawn from Article 18 of the 2005 Choice of Court Convention.

<sup>5</sup> Arts 3 and 4 of the 2016 preliminary draft Convention use “given” instead of “rendered”. This terminology should be aligned once the Special Commission decides which verb is preferred.

<sup>6</sup> *Ibid.*

Article 18  
*No legalisation*

All documents forwarded or delivered under this Convention shall be exempt from legalisation or any analogous formality, including an Apostille.

*Declarations with respect to specific matters or otherwise limiting recognition and enforcement under the Convention*

*The purpose of declarations*

15 Individual Contracting States may require to make some opt-out declarations with regard to certain specific matters. It is however unlikely that they wish to exclude the operation of the Convention in “wholly domestic matters”, as Article 20 of the 2005 Choice of Court Convention foresees. Such an option does not appear to be necessary as the jurisdictional filters of the future Judgments Convention are designed to provide sufficient assurance that only judgments given by a “proper forum” will be recognised and enforced in another State.

16 Furthermore, a declaration mechanism could possibly also address the question of exclusive jurisdictions not covered by Article 6 of the 2016 preliminary draft Convention, which several Members raised during the first meeting of the Special Commission.

*Declarations with respect to specific matters*

17 The proposed Article 19, drawn from Article 21 of the 2005 Choice of Court Convention, will operate on the basis of reciprocity, *i.e.*, other Contracting States shall not be bound to recognise or enforce a judgment from the State that made the declaration and which relates to that specific matter.

Article 19  
*Declarations with respect to specific matters*

1 Where a State has a strong interest in not applying this Convention to a specific matter, that State may declare that its courts will refuse to recognise or enforce a judgment [relating to] [on] that matter. The State making such a declaration shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that the specific matter excluded is clearly and precisely defined.

2 With regard to that matter, the Convention shall not apply –

- (a) in the Contracting State that made the declaration;
- (b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought.

*Number of declarations*

18 In the course of informal consultations, it has been suggested that one way to limit the use of this provision might be to introduce a limitation on the number of declarations a State can make. If this suggestion were to be followed, it would constitute a novelty in the context of the Conventions negotiated in the framework of the HCCH or even perhaps in contemporary treaty law practice.

Article 19  
*Declarations with respect to specific matters (cont'd)*

3 No more than [X] such declarations may be made by a Contracting State.

*Uniform interpretation*

19 This provision is drawn from Article 23 of the 2005 Choice of Court Convention, in line with a longstanding tradition of HCCH Conventions and other instruments.

Article 20  
*Uniform interpretation*

In the interpretation of this Convention, regard shall be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application.

*Review of operation of the Convention*

20 The purpose of this proposed provision is to allow for a periodic review of the practical operation of the Convention. In particular, it is recommended that the operation of any declarations made under the Convention is periodically reviewed, with a view to determine whether any of them is still needed.<sup>7</sup>

21 In line with Article 24 of the 2005 Choice of Court Convention, the proposed provision includes a reference to the possibility for a Special Commission meeting to consider any possible *amendments* to the Convention. While it is understood that amendments may raise questions as to which version of the Convention may apply between States, the absence of any reference to a possible venue to consider amendments might be understood as specifically excluding any such consideration at a Special Commission meeting (which might be too rigid an approach). This being said, questions relating to the possible need to amend an HCCH Convention or related instrument may always be brought to the consideration of the Council on General Affairs and Policy of the HCCH (the Council). The Council could task the Permanent Bureau to explore alternative review mechanisms for Conventions negotiated in the framework of the HCCH.

Article 21  
*Review of operation of the Convention*

The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at regular intervals make arrangements for –

- (a) review of the operation of this Convention, including any declarations; and
- (b) consideration of whether any amendments to this Convention are desirable.

*Non-unified legal systems*

22 This provision is drawn from Article 25 of the 2005 Choice of Court Convention.<sup>8</sup> A possible addition in line with Article 28 of the 1973 Maintenance Obligations (Enforcement) Convention is included in square brackets.

<sup>7</sup> See Hartley/Dogauchi Report, para. 257.

<sup>8</sup> See Hartley/Dogauchi Report, para. 258-264. It is noted that the 2006 Securities Convention uses the term “multi-unit State” (Art. 12) to refer to States where non-unified legal systems co-exist. This approach required a definition of a “multi-unit State” (see Art. 1(1)(m) of the 2006 Securities Convention). It is not suggested to follow the model of the 2006 Securities Convention in the future Convention.

Article 22  
*Non-unified legal systems*

1 In relation to a Contracting State in which two or more systems of law [in relation to the recognition and enforcement of judgments] apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention –

- (a) any reference to the law or procedure of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the law or procedure in force in the relevant territorial unit;
- (b) any reference to the court or courts of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the court or courts in the relevant territorial unit;
- (c) any reference to a connection with a State (residence, habitual residence, etc.) shall be construed as referring, where appropriate, to a connection with the relevant territorial unit.

2 Notwithstanding the preceding paragraph, a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to apply this Convention to situations which involve solely such different territorial units.

3 A court in a territorial unit of a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to recognise or enforce a judgment from another Contracting State solely because the judgment has been recognised or enforced in another territorial unit of the same Contracting State under this Convention.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

*Relationship with other international instruments*

*Introduction*

23 The proposed Article 23, which addresses the relationship of the future Convention with other international instruments, is based on Article 26 of the 2005 Choice of Court Convention.<sup>9</sup> The proposed provisions have been slightly adjusted to take into account the specific rules of the future Convention but, for the time being, they reproduce all six paragraphs of Article 26.

24 Paragraph 1 provides that the future Convention must be interpreted, as far as possible, to be compatible with other treaties in force for Contracting States. Paragraphs 2 to 6 provide articulation rules for the future Convention and other binding international instruments on recognition and enforcement of judgments (“give-way” rules).

Article 23  
*Relationship with other international instruments*

1 This Convention shall be interpreted so far as possible to be compatible with other treaties in force for Contracting States, whether concluded before or after this Convention.

2 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, whether concluded before or after this Convention, in cases where none of the parties is resident in a Contracting State that is not a Party to the treaty.

3 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty that was concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, if applying this Convention would be inconsistent with the obligations of that Contracting State to any non-Contracting State. This paragraph shall also apply to treaties that revise or replace a treaty concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, except to the extent that the revision or replacement creates new inconsistencies with this Convention.

4 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, whether concluded before or after this Convention, for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that treaty. However, the judgment shall not be recognised or enforced to a lesser extent than under this Convention.

5 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty which, in relation to a specific matter, governs the recognition or enforcement of judgments, even if concluded after this Convention and even if all States concerned are Parties to this Convention. This paragraph shall apply only if the Contracting State has made a declaration in respect of the treaty under this paragraph. In the case of such a declaration and to the extent that any inconsistencies exist between the above-mentioned treaty and this Convention, other Contracting States shall not be obliged to apply this Convention to a judgment which relates to that specific matter and which was rendered by a court of a Contracting State that made the declaration.

6 This Convention shall not affect the application of the rules of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention, whether adopted before or after this Convention –

- (a) where none of the parties is habitually resident in a Contracting State that is not a Member State of the Regional Economic Integration Organisation;
- (b) as concerns the recognition or enforcement of judgments as between Member States of the Regional Economic Integration Organisation.

25 The Permanent Bureau was asked to draw up a separate paper on the relationship between the 2005 Choice of Court Convention and the future Convention (to be circulated in January 2017). The proposed provision (see below) should accommodate any additional rule dealing with the co-ordination of the relations between these two Conventions.

---

<sup>9</sup> See the detailed explanations as well as the helpful illustrations included in the Hartley/Dogauchi Report, paras 265-310.

*Signature, ratification, acceptance, approval or accession*<sup>11</sup>

26 Generally speaking, HCCH Conventions distinguish two basic mechanisms through which a State may become a Party. The first mechanism differentiates between two steps: in a first step, a State *signs* the Convention and then, in a second step, the State deposits an instrument of *ratification, acceptance* or *approval* (in practice, both steps may be completed at the same time). The second mechanism consists of a single step, through which a State joins a Convention by depositing an instrument of *accession*.

27 Under most of the older HCCH Conventions, only *Member States* may use the two-step process. This changed with the 2006 Securities and the 2005 Choice of Court Conventions – under both these Conventions, *any* State may sign and then ratify/accept/approve the Convention. In addition, both Conventions are also open for accession by all States. The 2007 Child Support Convention, however, adopted a different mechanism, under which the two-step process may be used by States which were Members at the time of the Diplomatic Session *and* by the other States which participated in that Session (the same or a similar system had been used in previous Conventions, such as the 1993 Adoption Convention).

28 The recent HCCH Conventions also provide for Regional Economic Integration Organisations (REIOS) to become a Party. Under the 2006 Securities, 2005 Choice of Court and 2007 Child Support Conventions, REIOS may sign and subsequently accept or approve (but not ratify) the Convention, or they may accede to the Convention (see further below, under REIOS).

29 Independently of the mechanism used, there is no difference in how a Convention eventually operates in a Contracting State. However, there typically is an important difference in the way the mechanisms establish *treaty relations among Contracting States*. A signature followed by a ratification/acceptance/approval is not subject to an acceptance or the absence of an objection by other Contracting States to establish treaty relations with them. An *accession*, on the other hand, typically only establishes a treaty relationship with another Contracting State if that other State does not object to the accession within a certain time (see, for example, Art. 32 of the 1980 Access to Justice Convention or Art. 58(3) of the 1996 Child Protection Convention), or if the other Contracting State expressly accepts the accession (see, for example, Art. 38 of the 1980 Child Abduction Convention).<sup>12, 13</sup>

30 The 1971 Judgments Convention established a unique system under which the recognition of decisions from another Contracting State was subject to the two Contracting States *also* concluding a Supplementary Agreement to this effect. This complex, multi-tiered system is generally seen

<sup>10</sup> Most recent HCCH Conventions use the expression “Final Clauses”, with the exception of the 2007 Child Support Convention, which uses the expression “Final Provisions”.

<sup>11</sup> Exceptionally, and so as to adequately take into account the many aspects that this subject matter raises, this section is not predominantly based on the model offered by the 2005 Choice of Court Convention. Instead, it takes a slightly different approach by considering several HCCH Conventions and raising some general policy questions.

<sup>12</sup> There are a few other HCCH Conventions where accession leads to treaty relations without further formalities or conditions (examples of such “open accessions” include the 2006 Securities and the 2005 Choice of Court Conventions).

<sup>13</sup> A rather unique way in which treaty relations are established is the so-called “veto” system (used, for instance, in Art. 28 of the 1965 Service Convention), under which one ratifying State may block the establishment of treaty relations between the acceding State and *any* other Contracting State. The Permanent Bureau is of the view that this rather draconian system should not be further considered so as to facilitate widespread effects to the future Convention.

as one of the reasons why this Convention had a limited success. The Permanent Bureau recommends not to consider this particular system for the future Convention.

31 However, States may wish to discuss the possibility of inserting a novel system in the Convention, under which (even) a *ratification/acceptance/approval* of the Convention would only establish a treaty relationship with any other Contracting State if that other State either accepts the *ratification/acceptance/approval* or refrains from objecting to it (depending on which of these two systems would be implemented). Under either system, even amongst two ratifying States – and even amongst two ratifying *Member States* – a treaty relationship would only be established if both Contracting States either explicitly or implicitly “agree and confirm” such a relationship. Such a system would allow for a very high degree of flexibility and thus might encourage States, which otherwise may not be inclined to do so, to actively consider becoming a Party to the Convention. Furthermore, each State would join the Convention with the assurance that it stays in control as to its partners under the treaty. This may encourage States to join the Convention sooner rather than later.

32 If such a “bilateralisation clause” would require each Contracting State to expressly *approve* the other State’s joining, the downside might be that such an approval process may take time (which inevitably delays the application of the Convention, as experience under the 1970 Evidence, 1980 Child Abduction, 1996 Child Protection or 2007 Child Support Conventions shows). This risk would not exist if the “bilateralisation clause” would require that a Contracting State expressly *objects* to another State’s *ratification/acceptance/approval* if it does not wish to have treaty relations with that other State. On the other hand, such a system would require States to be very alert in following the status of the Convention and object on time if they wish to do so (on this point, see Art. 28 below and related comments).

33 For discussion purposes, it is recommended that delegations consider the following questions about the “openness” of the future Convention:

- (1) Should the future Judgments Convention be a “fully open” Convention, *i.e.*, open to any State and Member REIO by any means of joining (*i.e.*, by ratification, acceptance, approval or accession)?
- (2) If so, should treaty relations “automatically” be established between all Contracting States (*i.e.*, a Contracting State would not have the possibility to decide, by way of confirmation or objection, whether or not it has treaty relations with another Contracting State)? Or should the “automatic” establishment of treaty relations only operate between Member States (and Members) of the HCCH? And if the latter applies, should the rule further be qualified so that it only applies to Member States (and Members) at the time of the Diplomatic Session during which the Convention was adopted?
- (3) If treaty relations are not established “automatically”, what should the mechanism be to establish such treaty relations (confirmation or objection)? Should that mechanism apply to acceding States only or to all Contracting States, whatever mechanism they used to become a Party? And which States get to confirm or object (the State that joined first, the State that joined after, or both cumulatively need to confirm their treaty relationship)?



34 The following proposals do not cater for all possible options described above and all their permutations. At this stage, the suggested starting point is a basic proposal for an “open” Convention, modelled after Article 27 of the 2005 Choice of Court Convention,<sup>14</sup> and a “declaration mechanism” (in the form of either an objection or confirmation of acceptance) to enable a State to determine with which other States it wants to have a treaty relation. Any other or additional provisions in this respect would have to be drafted by the Drafting Committee or Sub-Committee in light of the discussions at the Special Commission meeting.

#### Article 24

##### *Signature, ratification, acceptance, approval or accession*

- 1 The Convention is open for signature by all States.
- 2 This Convention is subject to ratification, acceptance or approval by the signatory States.
- 3 This Convention is open for accession by all States.
- 4 Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

#### Article 25

##### *Declaration to confirm treaty relations or to object to them*

1 (Variant A) This Convention shall only have effect between any two Contracting States if and when both States have each notified a declaration confirming the establishment of treaty relations under the Convention.

1 (Variant B) This Convention shall have effect between any two Contracting States unless either of the two States has notified an objection to the establishment of treaty relations under the Convention with the other Contracting State. Such an objection may only be filed before the entry into force of the Convention for the later ratifying, accepting, approving or acceding State.

2 Each Contracting State shall notify its [declarations confirming the establishment of treaty relations under the Convention with other Contracting States] [objections to the establishment of treaty relations under the Convention with other Contracting States] to the depositary. A Contracting State may withdraw or modify a declaration at any time.

3 The depositary shall circulate all [declarations] [objections] received to all Contracting States [and to the Members of the Hague Conference on Private International Law]. The Permanent Bureau shall reflect the information relating to [declarations] [objections] on the Hague Conference website.

##### *Declarations with respect to non-unified legal systems*

35 This provision is drawn from Article 28 of the 2005 Choice of Court Convention.

#### Article 26

##### *Declarations with respect to non-unified legal systems*

1 If a State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to matters dealt with in this Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that the Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

2 A declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

3 If a State makes no declaration under this Article, the Convention shall extend to all territorial units of that State.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

##### *Regional Economic Integration Organisations (REIOs)*

36 As the repartition of competences between an REIO and the States that constitute it may be specific to each REIO, the following provisions address two possibilities in line with the corresponding provisions of the 2005 Choice of Court Convention. The proposed Article 27 below refers to the situation where the REIO and its Member States become Parties to the future Convention, while the proposed Article 28 is concerned with the situation where the REIO alone becomes a Party.

#### Article 27

##### *Regional Economic Integration Organisations*

1 A Regional Economic Integration Organisation which is constituted solely by sovereign States and has competence over some or all of the matters governed by this Convention may similarly sign, accept, approve or accede to this Convention. The Regional Economic Integration Organisation shall in that case have the rights and obligations of a Contracting State, to the extent that the Organisation has competence over matters governed by this Convention.

2 The Regional Economic Integration Organisation shall, at the time of signature, acceptance, approval or accession, notify the depositary in writing of the matters governed by this Convention in respect of which competence has been transferred to that Organisation by its Member States. The Organisation shall promptly notify the depositary in writing of any changes to its competence as specified in the most recent notice given under this paragraph.

3 For the purposes of the entry into force of this Convention, any instrument deposited by a Regional Economic Integration Organisation shall not be counted unless the Regional Economic Integration Organisation declares in accordance with Article 28 paragraph 1 that its Member States will not be Parties to this Convention.

4 Any reference to a “Contracting State” or “State” in this Convention shall apply equally, where appropriate, to a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to it.

<sup>14</sup> See also Art. 17 of the 2006 Securities Convention.

Article 28  
*Accession by a Regional Economic Integration  
Organisation without its Member States*

1 At the time of signature, acceptance, approval or accession, a Regional Economic Integration Organisation may declare that it exercises competence over all the matters governed by this Convention and that its Member States will not be Parties to this Convention but shall be bound by virtue of the signature, acceptance, approval or accession of the Organisation.

2 In the event that a declaration is made by a Regional Economic Integration Organisation in accordance with paragraph 1, any reference to a “Contracting State” or “State” in this Convention shall apply equally to the Member States of the Organisation.

*Entry into force*

37 This provision has two functions. First, it determines when the Convention will enter into force on the *international plane*. If the model of the 2005 Choice of Court Convention (and the 2007 Child Support Convention) is followed, *two* ratifications, acceptances, approvals or accessions would be enough to bring the Convention into force. It is recalled that previously at least *three* ratifications, acceptances, approvals or accessions were required to bring an HCCH Convention into effect.

38 Secondly, the provision determines when the Convention enters into force *for any State or REIO* that subsequently ratifies, accepts, approves or accedes to it (or any territorial unit to which the Convention has been extended).

39 The proposed Article 29 offers two options for the time that needs to pass before the Convention enters into force for a Contracting State or REIO (three or six months). It is suggested that if the Convention will contain the possibility for Contracting States to object to the ratification, acceptance, approval or accession of other Contracting States, the longer period of *six months* would be more appropriate.

Article 29  
*Entry into force*

1 This Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the deposit of the second instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Article 24.

2 Thereafter this Convention shall enter into force –

- (a) for each State or Regional Economic Integration Organisation subsequently ratifying, accepting, approving or acceding to it, on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;
- (b) for a territorial unit to which this Convention has been extended in accordance with Article 28 on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the notification of the declaration referred to in that Article.

*Reservations*

40 The 2005 Choice of Court Convention is silent on the issue of reservations, which means that reservations are permitted subject to the normal rules of customary international law and Articles 19 to 23 of the 1969 *Vienna Convention on the Law of Treaties*.<sup>15</sup>

Variant A  
*No article on reservations*

An explanation could be included in the Explanatory Report along the lines of paragraph 319 of the Hartley/Dogauchi Report, as follows: “It is the understanding of this Commission that no reservation should be encouraged in any way and that whenever a State wants to make a reservation – it should be made only if a State has a strong interest to do so; it should be no broader than necessary and be defined clearly and precisely; it should not deal with a specific matter that can be the object of a declaration; and it should not be detrimental to the object and purpose and to the coherence of the Convention.”

41 Other HCCH Conventions have expressly stated that no reservations shall be permitted; the suggested provision (see below) follows these precedents (Art. 40 of the 1993 Intercountry Adoption Convention, Art. 21 of the 2006 Securities Convention and Art. 27 of the 2007 Maintenance Obligations Protocol, among others).

Article 30 – Variant B  
*Reservations*

No reservation to this Convention shall be permitted.

42 On the other hand, to increase the likelihood that more Members ratify the future Convention the Special Commission may decide to allow reservations. In which case, the Special Commission may opt for a provision along the lines of Article 62(1) of the 2007 Child Support Convention, and namely:

Article 30 – Variant C  
*Reservations*

Any Contracting State may, not later than the time of ratification, acceptance, approval or accession, or at the time of making a declaration in terms of Article [ ], make one or more of the reservations provided for in Articles [ ]. No other reservation shall be permitted.

*Declarations*

43 The provision proposed below on procedures to be followed with regard to declarations is drawn from Article 32 of the 2005 Choice of Court Convention. The only exception is paragraph 4. Under the proposed paragraph 4, the time that needs to pass before a declaration shall take effect is significantly shorter. This change is necessary so as not to unduly undermine the time that States have to file a declaration in which they object to the establishment of a treaty relation with another Contracting State. This is another reason why the suggested time period of six months in Article 29(2) (in combination with Art. 25(1)) seems more appropriate. If the Convention does not provide for an objection mechanism (but rather the possibility to file a declaration of acceptance), the period of course could be shorter.

---

<sup>15</sup> See Hartley/Dogauchi Report, paras 318-319.

Article 31  
*Declarations*

1 Declarations referred to in Articles 19, 23(5), 25, 26 and 28 may be made upon signature, ratification, acceptance, approval or accession or at any time thereafter, and may be modified or withdrawn at any time.

2 Declarations, modifications and withdrawals shall be notified to the depositary.

3 A declaration made at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession shall take effect simultaneously with the entry into force of this Convention for the State concerned.

4 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall take effect on the first day of the month following the date on which the notification is received by the depositary.

5 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall not apply to judgments rendered before it takes effect.

*Denunciation*

44 This provision is drawn from Article 33 of the 2005 Choice of Court Convention.

Article 32  
*Denunciation*

1 This Convention may be denounced by notification in writing to the depositary. The denunciation may be limited to certain territorial units of a non-unified legal system to which this Convention applies.

2 The denunciation shall take effect on the first day of the month following the expiration of twelve months after the date on which the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation shall take effect upon the expiration of such longer period after the date on which the notification is received by the depositary.

*Notifications by the depositary*

45 This provision is drawn from Article 34 of the 2005 Choice of Court Convention.

Article 33  
*Notifications by the depositary*

The depositary shall notify the Members of the Hague Conference on Private International Law, and other States and Regional Economic Integration Organisations which have signed, ratified, accepted, approved or acceded in accordance with the Convention of the following –

- (a) the signatures, ratifications, acceptances, approvals and accessions referred to in Article 24;
- (b) the date on which this Convention enters into force in accordance with Article 29;
- (c) the notifications, declarations, modifications and withdrawals of declarations referred to in Article 31; and
- (d) the denunciations referred to in Article 32.

---

Documents de travail Nos 79 à 88

Working Documents Nos 79 to 88

*Distribués le mardi 14 février 2017*

*Distributed on Tuesday 14 February 2017*

---

**No 79 – Proposal of the Observer for the *Comité Maritime International* (CMI)**

*Recognition and enforcement of civil and commercial judgments and the judicial sale of ships*

*Summary of Chapter III – Recognition of judicial sale of ships*

1 The objective of the draft HCCH Convention on the Recognition and Enforcement of Civil and Commercial Judgments (the Draft Convention) is to regularise the position whereby judgments entered into in one jurisdiction are recognised and enforceable in another. The draft instrument on the Judicial Sale of Ships prepared by the *Comité Maritime International* (CMI) has a similar objective. The wording of this draft instrument was approved by the Assembly of the 41st International Conference of the CMI, held in Hamburg on 17 June 2014.

2 Frequently, but not always, the judicial sale of a ship follows upon a judgment of a court against a defendant ship in respect of a debt or liability of the owner or bareboat charterer of the ship which has resulted in its arrest. There have been a number of occasions in recent years in which the customary international law position whereby a judicial sale in one jurisdiction is recognised in another has not occurred. It was for this reason that the CMI determined to regularise the position by producing its draft instrument.

3 This document provides the rationale for the inclusion of a Chapter III to the Draft Convention so as to include provisions relevant to the judicial sale of ships. Other, small, changes have been made to the Draft Convention in order to accommodate the inclusion of the provisions of Chapter III. For present purposes we have included the judicial sale of ships provisions as a Chapter III to the Draft Convention, but we accept that it may also make sense to include it as a Protocol, along the lines of the Cape Town Convention.

4 Many legal systems recognize the judicial sale of ships in another jurisdiction and that where a ship is sold by way of a judicial sale, all claims that lie against that ship (in particular any maritime liens or mortgages) are extinguished and the purchaser acquires a clean title to the ship that is free of such claims.

5 However, each legal system has developed its own approach to the administration and conduct of such sales, and, from time to time, problems have been experienced in deleting the ship from its erstwhile register, in registering the ship in a new registry, and in the purchaser having to defend old claims that arose against or in respect of the ship prior to its judicial sale.

6 Indeed, some jurisdictions flatly refuse to recognize any judicial sale unless that sale was made through its own courts. There are numerous cases where such non-recognition has led to considerable prejudice to the purchaser of a ship on a judicial sale.

7 The judicial sale of ships following their arrest is a common occurrence. It sometimes occurs prior to any judgment being obtained against a debtor. The alternative in many cases is for the ship arrested to remain idle until such time as the merits of the claim have been determined. During this time the ship loses value and cannot be utilized in the trade for which it was built and purchased.

8 It follows that, absent the securing of a claim in some manner or form, the prompt sale of an arrested ship is usually regarded as being the most beneficial outcome for all parties, including the claimants and the ship owners.

9 But such sales whether pre or post judgment, will only be supported, and proper values for ships fetched, if the prospective purchasers can be confident of receiving the vessel with a clean title, free of any encumbrances and capable of being deleted from its old registry and registered in a new register of the purchaser's choice. Thereafter the purchaser must also be able to trade the ship without it being subject to arrest in respect of any claim arising prior to its judicial sale.

10 In the circumstances it was felt that a fairly simple, largely procedural, international instrument addressing the recognition of foreign judicial sales would fill a gap left open by the International Convention on Maritime Liens and Mortgages, 1993, the International Convention Relating to the Arrest of Sea-Going Ships, 1952 and the International Convention on the Arrest of Ships, 1999.

11 Chapter III of the Draft Convention fills this gap by addressing four main issues:

- Defining the concept of a judicial sale of a ship;
- Setting out the key, minimum procedural requirements of judicial sales of ships;
- Determining the effects of judicial sales of ships; and
- Establishing the parameters within which States should and should not recognize the legal effects of the foreign judicial sale of ships.

#### **No 80 – Proposal of the delegation of the European Union**

##### *Amendment of Article 1(1)*

###### *Article 1*

1 This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments relating to civil or commercial matters. It shall not extend in particular to revenue, customs or administrative matters, nor to acts and omissions of a party acting in the exercise of sovereign or public powers.

#### **No 81 – Proposal of the delegation of the European Union**

##### *Amendment of Article 4(4)*

4 If a judgment referred to in paragraph 3 is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired, the court addressed may –

- (a) grant recognition or enforcement;
- (b) make enforcement subject to the provision of such security as it shall determine;
- (c) postpone the decision on recognition or enforcement;<sup>1</sup> or
- (d) refuse the recognition or enforcement.

A refusal under sub-paragraph (d) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

#### **No 82 – Proposal of the delegation of the European Union**

##### *Amendment of Article 5(1)(g)*

- (g) the judgment ruled on a contractual obligation and it was given in the State in which, under the parties' agreement, performance of that obligation took place or should have taken place under the parties' agreement, or, in the absence of an agreed place of performance, under the law applicable to the contract, unless the defendant's activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State;

#### **No 83 – Proposal of the delegation of the European Union**

##### *Amendment of Article 5(1)(k)<sup>1</sup>*

- (k) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, design, {plant breeders' right,} or other similar right required to be {deposited granted or} registered and it was given by a court in the State of origin in which the {deposit grant or} registration of the right concerned has taken place, or is deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument, unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement or his activity cannot reasonably be seen as having been targeted to that State;

#### **No 83 REV – Proposal of the delegation of the European Union\***

##### *Amendment of Article 5(1)(k)<sup>1</sup>*

- (k) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, design, {plant breeders' right,} or other similar right required to be {deposited granted or} registered and it was given by a court in the State of origin in which the {deposit grant or} registration of the right concerned has taken place, or is deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument, unless the defendant **person who is alleged to have infringed the right concerned** has not acted in that State to initiate or further the infringement or his activity cannot reasonably be seen as having been targeted to that State.

<sup>1</sup> In French: "surseoir à statuer sur la reconnaissance ou l'exécution".

<sup>1</sup> Please see also suggested new Art. 5(1 bis) related to copyright or related rights, use based trade marks, trade names or unregistered designs.

\* Work. Doc. No 83 REV was distributed on 20 February 2017.

<sup>1</sup> Please see also suggested new Art. 5(1)(bis) related to copyright or related rights, use based trade marks, trade names or unregistered designs.

## No 84 – Proposal of the delegation of the European Union

*Amendment of Article 5(1)(l) and insertion of a new Article 5(1)(l bis)*

*Article 5(1)(l)*

- (l) the judgment ruled on the ~~validity, ownership, or subsistence~~ or infringement of copyright or related rights, use-based trade marks, trade names, or unregistered designs ~~[or other intellectual property rights not required to be deposited or registered]~~ and the right ~~arose under~~ is governed by the law of the State of origin;

*Article 5(1)(l bis)*

(l bis) the judgment ruled on an infringement of copyright or related rights, use-based trade marks, trade names, or unregistered designs [or other intellectual property rights not required to be deposited or registered] and the right arose under is governed by the law of the State of origin, unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement or his activity cannot reasonably be seen as having been targeted to that State.

## No 85 – Proposal of the delegation of the European Union

*Amendment of Article 5(2) and insertion of a new filter as Article 5(1)(p), with the aim of including in the scope of the Convention non-exclusive and asymmetrical choice of court agreements*

*Article 5(1)*

(p) the judgment was given by a court designated in an agreement other than an exclusive choice of court agreement as defined in Article 3(a) and (b) of the 2005 Convention on Choice of Court Agreements.

In addition, an additional point (c) should be added in Article 5(2) as follows:

*Article 5(2)*

(c) sub-paragraph 1 (p) does not apply.

## No 85 REV – Proposal of the delegation of the European Union\*

Insertion of a new filter as new paragraph 1(p) of Article 5 and amendment of Article 5(2), with the aim of including in the scope of the Convention non-exclusive and asymmetrical choice of court agreements

*Article 5(1)*

(p) the judgment was given by a court designated in an agreement, other than an exclusive choice of court agreement, which must be concluded or documented in writing or by any other means of communication which renders information accessible so as to be usable for subsequent reference.

For the purposes of this sub-paragraph, an “exclusive choice of court agreement” means an agreement concluded by two or more parties that –

(i) is concluded or documented in writing or by any other means of communication which renders information accessible so as to be usable for subsequent reference and

(ii) designates, for the purpose of deciding disputes which have arisen or may arise in connection with a particular legal relationship, the courts of one State or one or more specific courts of one State to the exclusion of the jurisdiction of any other courts.

In addition, a new point (c) should be inserted in Article 5(2) as follows:

(c) paragraph 1(p) does not apply.

## No 86 – Proposal of the delegation of the European Union

*Insertion of a new paragraph 2 in Article 13*

*Article 13*

[...]

2 An order for payment of costs and expenses of proceedings, made in one of the Contracting States against any person exempt from requirements as to security, bond, or deposit by virtue of paragraph 1 shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable in any other Contracting State.

## No 87 – Proposal of the delegation of the European Union

*New Article X and Annex Y on courts common to several States*

With a view to clarifying that the draft Convention includes judgments given by transnational courts such as the European Court of Justice, the Unified Patent Court and the Benelux Court of Justice and possibly other supra-national courts insofar as these courts rule on matters coming within the scope of the future Convention, the EU proposes the insertion of a separate provision (see suggested Article X, para. 1) combined with an Annex (see suggested Annex Y).

Furthermore, the EU suggests clarifying that in case of judgments given by courts common to several States, the reference to the “State of origin” should be deemed to refer to the whole territory to which the agreement or regional instrument establishing that court applies (see suggested Article X, para. 2).

*Article X*

1 A court common to several States as specified in Annex Y (a “common court”) shall be deemed to be a court of a Contracting State when, pursuant to the instrument establishing it, such a common court exercises jurisdiction in matters coming within the scope of this Convention.

2 Any reference in this Convention to the State of origin should be deemed to refer to the entire territory to which the instrument establishing the common court applies.

*Annex Y*

For the purposes of this Convention, each of the following courts shall be considered a common court:

\* Work. Doc. No 85 REV was distributed on 20 February 2017.

- (a) the Court of Justice of the European Union, originally established by the Treaty Establishing the European Coal and Steel Community of 18 April 1951 and currently based on the Treaty on European Union, the Treaty on the Functioning of the European Union and the Treaty establishing the European Atomic Energy Community;
- (b) the Unified Patent Court established by the Agreement on a Unified Patent Court signed on 19 February 2013;
- (c) the Benelux Court of Justice established by the Treaty of 31 March 1965 concerning the establishment and statute of a Benelux Court of Justice; and
- (d) [any other relevant supranational court].

**No 88 – Proposal of the delegations of the European Union and Japan**

*Amendment of Article 5(1)(i) aimed at limiting its scope to cases where both actions are brought against the same defendant*

Article 5(1)

[...]

- (i) the judgment ruled on a contractual obligation secured by a right *in rem* in immovable property, if the claim was brought together with a claim against the same defendant relating to that right and the immovable property was located in the State of origin.

**No 88 REV – Proposal of the delegations of the European Union and Japan\***

*Amendment of Article 5(1)(i) aimed at limiting its scope to cases where both actions are brought against the same defendant*

Article 5(1)

[...]

- (i) the judgment ruled against a person on a contractual obligation secured by a right *in rem* in immovable property, if the claim was brought together with a claim against the same person ~~defendant~~ relating to that right and the immovable property was located in the State of origin.

---

Documents de travail Nos 89 à 107

Working Documents Nos 89 to 107

*Distribués le jeudi 16 février 2017*

*Distributed on Thursday 16 February 2017*

---

**No 89 – Proposal of the Observer for the International Chamber of Commerce**

*Article 3*

*Definitions*

1 In this Convention –

- (a) “defendant” means a person against whom the claim or counterclaim was brought in the State of origin;
- (b) “judgment” means any decision on the merits given by a court, whatever it may be called, including a decree or order, and a determination of costs or expenses by the court (including an officer of the court), provided that the determination relates to a decision on the merits which may be recognised or enforced under this Convention. ~~An interim measure of protection is not a judgment.~~ A decision given by a court to grant interim relief is considered as equivalent to a judgment for the purposes of this Convention, insofar as it is given after a procedure on the merits has been commenced in the same court and the final judgment of that court on the merits would be eligible for recognition and enforcement under this Convention.

**No 90 – Proposal of the Observer for the International Chamber of Commerce**

*Article 2(3)*

3 This Convention shall not apply to arbitration proceedings, court proceedings relating thereto and recognition and enforcement of arbitral awards.

**No 91 – Proposal of the delegation of the United States of America**

*Article 1(2)*

The drafting of Article 1(2) could be clarified and made more consistent with other parts of the Convention, in particular Article 4(1), as follows:

Article 1(2): This Convention shall apply to recognition and enforcement in one Contracting State of a judgment given by a court of another Contracting State.

---

\* Work. Doc. No 88 REV was distributed on 17 February 2017.

## No 92 – Proposal of the delegation of the United States of America

### Article 2(1)(e)

In order to avoid overlap with UNCITRAL instruments under which insolvency-related judgments may be recognised, including both the existing Model Law on Cross-Border Insolvency as well as the instrument on insolvency-related judgments currently being developed, the scope of the insolvency exclusion in Article 2 should be amended as follows:

Article 2(1)(e): insolvency, composition, and analogous matters, including those covered by another international framework;

## No 93 – Proposal of the delegation of the United States of America

### Article 3

In paragraph 1(b), it is not clear what “it” is referencing. The clause would be clearer if we insert “this decision” in place of “it” since that is the intended meaning. Paragraph 1(b) would read as follows:

- (b) “judgment” means any decision on the merits given by a court, whatever this decision may be called, including a decree or order, [...]

## No 94 – Proposal of the delegation of the United States of America

### Article 7(1)(b)

Article 7(1)(b) does not include the language “in connection with a matter of procedure”. This is of concern to us and we recommend that the Special Commission reinstate the language of the 2005 Convention on Choice of Court Agreements, which provides that only extrinsic fraud is covered because the Convention expressly refers to “fraud in connection with a matter of procedure”. If one deletes the “matter of procedure”, that would imply that one is not necessarily limiting the provision to extrinsic fraud.

We believe that we should retain the language from the 2005 Convention, as the originating court – not the receiving court – would be in the best position to evaluate any new allegations that fraud occurred in the underlying dispute. Deletion of this phrase would encourage extensive relitigation of the underlying merits of the dispute.

Article 7(1)(b) thus would be revised as follows:

- (b) the judgment was obtained by fraud in connection with a matter of procedure;

## No 95 – Proposal of the delegation of the United States of America

### Article 7(1)(d)

Article 7(1)(d) currently provides a discretionary basis for non-recognition of a judgment where “the proceedings in the court of origin were contrary to an agreement or a designation in a trust instrument under which the dispute in question was to be determined in a court other than the court of origin”.

First, it is not clear whether “the agreement” in Article 7(1)(d) refers to an agreement (or designation) in a trust instrument or is intended to refer to a separate type of agreement. This ambiguity should be clarified.

Further, the 2005 Convention on Choice of Court Agreements establishes a treaty obligation to recognize judgments resulting from exclusive choice of court agreements. Accordingly, recognition of a judgment obtained in violation of an exclusive choice of court agreement, but meeting the habitual residence test in Article 5(1), would be mandatory under the Judgments Convention, even in the face of an exclusive choice of court agreement. We can resolve this conflict by striking the current Article 7(1)(d) and replacing it with a permissive exception that clearly covers exclusive choice of court agreements – as well as proceedings undertaken contrary to an agreement to arbitrate or to use other forms of dispute resolution.

Article 7(1)(d) should be revised to read as follows:

(d) the party resisting recognition or enforcement establishes that the judgment resulted from a proceeding undertaken contrary to

(i) an agreement, or

(ii) a designation in a trust instrument,

under which the dispute in question was to be determined exclusively in another forum.

The commentary should make clear that the term “forum” would include arbitration and alternative forms of dispute resolution.

## No 96 – Proposal of the delegation of the United States of America

### Article 7(1)(g)

We propose that Article 5(2) be revised and placed within Article 7(1). The current Article 5(2) is included in the Article that is designed to indicate the acceptable bases of jurisdiction on which judgments can circulate. That is not really what Article 5(2) does; it provides a basis for non-circulation of a judgment (rather than circulation, as does Article 5(1)). If this type of rule is to be included, it should be in Article 7 as a matter of the architecture of the Convention.

Accordingly, we recommend that an additional paragraph in Article 7(1) is the most appropriate place to address concerns by certain Member States about recognizing and enforcing judgments against consumers or employees where consent was not provided before a court or after the dispute had arisen. We propose a new Article 7(1)(g), which would provide as follows:

- (g) recognition or enforcement is sought against a natural person acting primarily for personal, family, or household purposes (a consumer) in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters relating to the employee’s contract of employment, and express consent by the consumer or employee was not provided after the dispute had arisen.

With the addition of this sub-paragraph, Article 5(2) would be deleted.

## No 97 – Proposal of the delegation of Australia

*Drafting proposal on Article 1:*

### *Article 1 Scope*

1 This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments relating to civil or commercial matters. ~~It shall not extend in particular to revenue, customs or other administrative matters.~~

2 This Convention shall apply to the recognition and enforcement in one Contracting State of a judgment given in another Contracting State.

## No 98 – Proposal of the delegation of Australia

*Drafting proposal on Article 3(2):*

*Definitions – resident*

2 An entity or person other than a natural person shall be considered to be ~~habitually~~ resident in the State –

- (a) where it has its statutory seat;
- (b) under whose law it was incorporated or formed;
- (c) where it has its central administration; or
- (d) where it has its principal place of business.

Consequential amendments will also be required in Article 5(1)(a) to delete the word ‘habitually’:

- (a) ~~(i) the person who was the party in the proceedings in the court of origin and is the person against whom recognition or enforcement is sought was habitually resident in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin, or;~~

## No 99 – Proposal of the delegation of the United States of America

*Article 2(1)(1)*

The U.S. delegation has now had the benefit of consulting with intellectual property (IP) stakeholders, and none of them expressed support for including patents and related matters within the scope of the Convention, although there was support for the inclusion of copyrights and trademarks. Based on our consultations, we recommend the inclusion of an additional sub-paragraph in Article 2(1) to clarify that intellectual property rights matters generally are excluded from the scope of the Convention, except for copyright and related rights matters, and registered and unregistered trademarks matters. Intellectual property is a complex and technical area, and we are concerned that this Special Commission may be trying to graft the whole complex range of IP-related judgments into a Convention that contemplates more traditional civil and commercial litigation.

Proposed new Article 2(1)(1):

- (1) intellectual property rights matters, except for copyright and related rights matters and registered and unregistered trademarks matters.

## No 100 – Proposal of the delegation of the European Union

*Amendment of Article 2(1)(k)*

1 This Convention shall not apply to the following matters –

[...]

- (k) non-contractual obligations arising out of violations of privacy and rights relating to personality, including defamation.

It is suggested that this amendment be accompanied by a clarification in the Explanatory Report that the exclusion does not only apply to natural but also to legal persons.

## No 101 – Proposal of the delegation of Japan

*Article 6 – Draft amendment proposal*

1 Notwithstanding Article 5 –

- (a) a judgment that ruled on the registration or validity of patents, trademarks, designs[, plant breeders’ rights,] or other similar rights required to be [deposited or] registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which [deposit or] registration has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument;
- (b) a judgment that ruled on rights *in rem* in immovable property shall be recognised and enforced if and only if the property is situated in the State of origin;
- (c) a judgment that ruled on a tenancy of immovable property for a period of more than six months shall not be recognised and enforced if the property is not situated in the State of origin and the courts of the Contracting State in which it is situated have exclusive jurisdiction under the law of that State.

2 In applying paragraph 1,

- (a) a judgment shall be deemed as that referred to in paragraph 1(a) if the courts of a Contracting State in which [deposit or] registration of the right relating to the judgment has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument have exclusive jurisdiction under the law of that State;
- (b) a judgment shall be deemed as that referred to in paragraph 1(b) if the courts of a Contracting State where the immovable property relating to the judgment is situated have exclusive jurisdiction under the law of that State.

3 Notwithstanding paragraph 2, a judgment [of a claim for payment of money] [whose subject matter is a payment of money] shall not be deemed as those referred to in paragraph 1(a) and (b).



### No 101 REV – Proposal of the delegation of Japan\*

Japan withdraws the original proposal in Working Document No 101 and proposes the following clarification concerning Article 6(b) in the Explanatory Report.

Contracting States should pay adequate consideration to the law of the State where the immovable property is situated, including the rules concerning exclusive jurisdiction of that State, in deciding whether an individual judgment is characterised as “a judgment that ruled on rights in rem in immovable property” the meaning of which is autonomous for this Convention.

### No 102 – Proposal of the delegation of Japan

*Article 5(1)(f) – Amendment proposal*

- (f) the defendant entered an appearance before the court of origin without contesting jurisdiction ~~at the first opportunity within the due timeframe~~ to do so under the law of the State of origin, if the defendant would have had an arguable case that there was no jurisdiction or that jurisdiction should not be exercised under ~~the law of the State of origin that law~~;

### No 103 – Proposal of the delegation of Singapore

*Amendment to Article 2(1)*

*Article 2  
Exclusions from scope*

[...]

- (e) insolvency, composition, resolution of financial institutions and analogous matters;

### No 104 – Proposal of the delegation of the European Union

*Explanation of the insolvency exclusion contained in Article 2(1)(e)*

The European Union suggests that the Explanatory Report on the Judgments Convention include an explanation of the insolvency exclusion contained in Article 2(1)(e).

Such an explanation should be based on paragraph 56 of the Explanatory Report on the 2005 HCCH Choice of Court Agreements Convention, but should give more guidelines as to how to understand the exclusion and concrete examples (other than examples involving choice of court) as set out in the examples below.

A judgment should be considered as covered by the insolvency exclusion if it meets the following conditions:

- a) It has a connection with a foreign insolvency proceeding;
- b) It was given on or after the commencement of the foreign proceeding to which it is connected;
- c) It serves the interests of the general body of creditors; and
- d) The proceedings from which the judgment derives could not have been brought but for the insolvency or

those proceedings find their source in rules specific to insolvency law.

*Examples of such judgments are:*

- 1) A bankruptcy order, or an order for liquidation of a corporation, or a court approval of a restructuring plan in a rescue proceedings;
- 2) A judgment resulting from proceedings to recover assets for the insolvent estate for distribution to creditors insofar as it complies with the above criteria;
- 3) Judgments on *preference claims* in insolvency and claims to unravel a transaction at an undervalue;
- 4) Judgments on avoidance actions in insolvency, *i.e.*, actions pursued by a creditor to set aside a contract entered into by the insolvent company *before the insolvency date, where there is a stay in place*, insofar as it is pursued with the purpose of maximizing the insolvent estate to the benefit of the body of creditors.

*Judgments that should not be considered as covered by the insolvency exclusion (thus included in the future Judgments Convention)*

- 1) Judgments on claims of a creditor on the existence and validity under the general law of contract or based on the fact that the other party acted “*ultra vires*”.
- 2) Judgments enforcing *ipso facto* clauses, which entitle one party to recover assets from the insolvent debtor or to terminate its relationship with him/her upon his/her insolvency. Indeed, such claims basically aim at clawing back assets from the insolvency estate, *e.g.*, the entire credit can be enforced once the debtor gets insolvent or the leased goods can be reclaimed upon insolvency. These claims are very similar to claims based on reservation of title, which are equally not covered by the exclusion.

3) Judgments on *contract claims where the breach occurred before the insolvency or where the insolvency is the breach* should not be considered as covered by the exclusion because they do not fulfil the conditions set out above.

4) Judgments on contract claims where the *breach occurred during the period immediately leading up to the insolvency or after the insolvency should also not be considered as covered by the exclusion*, unless they constitute *avoidance actions* as referred to above. These are namely normal civil actions without a particular aspect related to the law insolvency, where the circumstance that a party becomes insolvent is just incidental.

5) Judgments on *misrepresentation or misstatement* in the context of the conclusion of a contract or otherwise (*e.g.*, regarding the financial status of a company) are normal commercial and civil actions (no specificity to insolvency).

*Other examples*

With regard to judgments on *claims against a director or manager of a company* which relate to the conduct of that individual *in the vicinity of insolvency or during insolvency*, such claims shall only be considered as covered by the exclusion if the breach *concerns an insolvency-related duty* (*e.g.*, a duty towards the body of the creditors of the company, or a general duty to avoid insolvency). This may be either a tortious or a statutory duty.

\* Work. Doc. No 101 REV was distributed on 22 February 2017.

**No 105 – Proposal of the delegations of Israel and Switzerland**

*Deletion of Article 18 (No Legalisation):*

~~All documents forwarded or delivered under this Convention shall be exempt from legalisation or any analogous formality, including an Apostille.~~

Bearing in mind Article 11(1) to the Draft Convention, there is no reason why documents should be exempt from legalization. This is a method commonly used to ensure the authenticity of documents and should generally not be an overly burdensome procedure.

Unlike the Choice of Court Convention, in the case of this Convention there is no agreement between the parties to the proceedings about the competent court, rendering the legalization/Apostille requirement imperative, considering the wide variety of legal systems envisioned to become subject to the Convention.

**No 106 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea**

*Article 5  
Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is also eligible for recognition and enforcement if –

- (g) The judgment ruled on a contractual obligation or a [claim based on contractual as well as]\* non-contractual obligation/s]\* of the same party which arises out of the same transaction and it was given in the State in which performance of that contractual obligation took place or should have taken place under the parties’ agreement, or, in the absence of an agreed place of performance, under the law applicable to the contract, unless the defendant’s activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State;

\* N.B. Additional language in square brackets will require the plaintiff to join his claims.

**No 107 – Proposal of the delegation of Israel**

*Suggested Article 5(1)(f) (Defendant’s appearance):*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

[...]

- (f) the defendant entered an appearance before the court of origin and chose not to contest the jurisdiction of the court at the first opportunity to do so without contesting jurisdiction at the first opportunity to do so, if the defendant would have had an arguable case that there was no jurisdiction or that jurisdiction should not be exercised under the law of the State of origin.

*(f bis)* This Article shall not apply if the defendant entered an appearance before the court of origin for the purpose of requesting a stay of proceedings to have the matter resolved by arbitration or by a court in another State, or for the purpose of requesting that:

- (i) the defendant’s seized assets be released;

(ii) an order preventing the defendant from exiting the country be annulled; or

(iii) an order for the payment of a security, bond or deposit be annulled.

---

**Documents de travail Nos 108 à 129**

**Working Documents Nos 108 to 129**

*Distribués le vendredi 17 février 2017*

*Distributed on Friday 17 February 2017*

---

**No 108 – Proposal of the delegation of Israel**

*Suggested Article 7(1)(c) (Refusal of recognition or enforcement):*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

[...]

- (c) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the public policy of the requested State, including situations where the specific proceedings leading to the judgment were incompatible with fundamental principles of procedural fairness of that State [and situations involving infringements of national or security interests or sovereignty of that State];

It is still unclear whether the term “public policy” specifically includes infringements in relation to the security or sovereignty of a State (see for example Prel. Doc. No 5, para. 9). In order to remove any doubt, it would be important to retain the wording in the square brackets in Article 7(1)(c).

It is also suggested to add the word “national” before “security” so as to make certain that the term is also understood to refer to foreign policy consideration.

**No 109 – Proposal of the delegation of Israel**

*Suggested Article 5(2)(a) (Employee/consumer consent to jurisdiction):*

2 If recognition or enforcement is sought against a natural person acting primarily for personal, family or household purposes (a consumer) in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters relating to the employee’s contract of employment –

- (a) sub-paragraph 1(c) applies only if the court ascertained with the employee or consumer (as relevant) that the employee or consumer has consented to the court's jurisdiction ~~consent was given before the court;~~
- (b) sub-paragraph 1(g) does not apply.

The amendment intends to clarify the current text of Article 5(2)(a). It is especially unclear what the difference is between "consent given before the court" (Art. 5(2)(a)) and "express consent" (Art. 5(1)(e)).

#### No 110 – Proposal of the delegation of Australia

*Drafting proposal on Article 5(1)(g):*

- (g) the judgment ruled on a contractual obligation and ~~was given in the State of origin is:~~
- (i) the State in which performance of that obligation took place or should have taken place under the parties' ~~agreement~~ contract; or,
- (ii) in the absence of an agreed place of performance, ~~the State the law of which is applicable to the contract, under the law applicable to the contract, unless the defendant's activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State;~~

provided there is a close connection between the parties and the State of origin.

#### No 111 – Proposal of the delegation of Israel

*Drafting proposal on Article 23 (Relationship with other international instruments):*

1 This Convention shall be interpreted so far as possible to be compatible with other treaties, agreements or other written understandings in force for Contracting States, whether concluded before or after this Convention.

2 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, an agreement or a written understanding, whether concluded before or after this Convention, in cases where none of the parties is resident in a Contracting State that is not a Party to the treaty, agreement or written understanding.

3 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, agreement or written understanding that was concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, if applying this Convention would be inconsistent with the obligations of that Contracting State to any non-Contracting State. This paragraph shall also apply to treaties, agreements and written understandings that revise or replace a treaty, agreement or written understanding concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, except to the extent that the revision or replacement creates new inconsistencies with this Convention.

4 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, an agreement or a written understanding, whether concluded before or after this Convention, for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that treaty, agreement or written understanding, and in case ~~However, the judgment shall not be recognised or enforced to a lesser extent than under this~~

~~Convention of conflict between the terms of this Convention and the terms of that treaty, agreement or written understanding, the terms of the latter shall prevail.~~

5 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, agreement or written understanding which, in relation to a specific matter, governs jurisdiction or the recognition or enforcement of judgments, even if concluded after this Convention and even if all States concerned are Parties to this Convention. This paragraph shall apply only if the Contracting State has made a declaration in respect of the treaty, agreement or written understanding, under this paragraph. In the case of such a declaration, other Contracting State shall not be obliged to apply this Convention to that specific matter to the extent of any inconsistency, where an exclusive choice of court agreement designates the courts, or one or more specific courts, of the Contracting State that made the declaration.

6 This Convention shall not affect the application of the rules of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention, whether adopted before or after this Convention –

- (a) where none of the parties is habitually resident in a Contracting State that is not a Member State of the Regional Economic Integration Organisation;
- (b) as concerns the recognition or enforcement of judgments as between Member States of the Regional Economic Integration Organisation.

The amendments are intended to address instances when Contracting States have bilateral arrangements or written understandings, rather than treaties, on the issue of recognition and enforcement of judgments.

#### No 111 REV – Proposal of the delegation of Israel\*

This declaration mechanism is modelled after Article 26(5) of the Choice of Court Convention.

#### Article XX

A State may declare that this Convention shall not affect the application of a treaty or an agreement, whether concluded before or after this Convention, for the purposes of obtaining recognition or enforcement of judgments, between it and another Party to this Convention.

#### No 112 – Proposal of the delegation of Israel

*Drafting proposal on Article 19 (Declarations with respect to specific matters):*

1 Where a State has a strong interest in not applying this Convention to a specific matter, that State may declare that its courts will refuse to recognise or enforce a judgment ~~[relating to] [on]~~ that matter. The State making such a declaration shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that the specific matter excluded is clearly and precisely defined.

2 A State may declare that its courts may refuse to recognize and enforce, under this Convention, a judgment which arose from a proceeding to which it and/or a government, a governmental agency or any person acting for a state, was a party, in case it determines that such enforcement infringes upon its national interest.

\* Work. Doc. No 111 REV was distributed on 22 February 2017.

23 With regard to that matter, the Convention shall not apply –

- (a) in the Contracting State that made the declaration;
- (b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought.

#### No 112 REV – Proposal of the delegation of Israel\*

*Suggested Article 19 (Declarations with respect to specific matters):*

1 Where a State has a strong interest in not applying this Convention to a specific matter, that State may declare that it will not apply the Convention to that matter ~~that it will not apply the Convention to that matter courts will refuse to recognise or enforce a judgment to~~ [on] that matter. The State making such a declaration shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that the specific matter excluded is clearly and precisely defined.

2 A State may declare that it will not apply the Convention to a judgment which arose from a proceeding to which it and/or a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party, to the extent set forth in that declaration.

32 With regard to that matter, the Convention shall not apply –

- (a) in the Contracting State that made the declaration;
- (b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought.

~~3~~ ~~No more than [X] such declarations may be made by a Contracting State.~~

#### No 112 REV REV – Proposal of the delegation of Israel\*\*

##### *Article XX*

1 A State may declare that it will not apply the Convention to a judgment which arose from a proceeding to which it and/or a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party.

2 A declaration in accordance with paragraph 1 above shall be no broader than necessary, and shall specify the categories of judgments to which it shall apply.

##### *Explanatory Note*

It is the understanding of the Commission that this declaration shall be made only if the State has a strong interest to do so. The declaration will apply to judgments for and against States and State-related entities – including State-owned companies – and persons acting for a State. With respect to State-owned companies, it shall apply only when they are exercising sovereign authority and do not engage in commercial activity.

\* Work. Doc. No 112 REV was distributed on 20 February 2017.

\*\* Work. Doc. No 112 REV REV was distributed on 22 February 2017.

#### No 113 – Proposal of the delegation of Israel

*Drafting proposal on Article 17 (Transitional provisions):*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments for which recognition and enforcement is sought after the Convention has entered into force ~~[in]~~ [between] the State of origin and the requested State.

Variant C seems most appropriate as it would ensure that the parties are fully aware of the possible enforcement of the judgment in the requested State.

#### No 114 – Proposal of the delegation of Israel

*Drafting proposal on Article 11(1)(a) (Documents to be produced):*

1 The party seeking recognition or applying for enforcement shall produce –

- (a) a complete, legalized and certified copy of the judgment;
- (b) if the judgment was given by default, the original or a certified copy of a document establishing that the document which instituted the proceedings or an equivalent document was notified to the defaulting party;
- (c) any documents necessary to establish that the judgment has effect or, where applicable, is enforceable in the State of origin;
- (d) in the case referred to in Article 10, a certificate of a court of the State of origin that the judicial settlement or a part of it is enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin.

#### No 115 – Proposal of the delegation of Israel

*Drafting proposal on Article 6(b) (Immovable property):*

Notwithstanding Article 5 –

[...]

- (b) a judgment that ruled on rights *in rem* in immovable property, and/or rights in personam in regards to activities relating to immovable property, shall be recognized and enforced if and only if the property is situated in the State of origin;

The purpose of the amendment is to highlight that as far as immovable property is considered only judgments from the State in which the property is located shall circulate under the Convention.

#### No 116 – Proposal of the delegation of the United States of America

*Article 5(1)(k) and (l)*

The United States proposes to amend Article 5(1)(k) and (l) to delete subject matter other than trademarks, copyright and related rights. Specifically, the United States proposes to amend Article 5(1)(k) to delete subject matter other than trademarks and to include judgments on infringement of unregistered trademarks, and to amend Article 5(1)(l) to delete subject matter other than copyright and related rights. With the deletion of other subject matter, use of the term

“deposit” in paragraph (k) is unnecessary. Furthermore, with respect to Article 5(1)(l), we would like to better understand under what circumstance a judgment relating to validity, ownership or subsistence would need to be enforced in another country, when there is no infringement decision as part of the judgment. The words “validity, ownership, subsistence,” have been deleted but we would welcome an opportunity for this discussion.

#### Article 5(1)(k) and (l)

- (k) a judgment ruled on an infringement of a ~~patent, trademark, designs, plant breeders’ rights,] or other similar rights required to be [deposited or] registered~~ and it was given by a court in the State in which the ~~[deposited or]~~ registration of the right concerned has taken place, ~~or~~ is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument, or where the right arose for unregistered trademarks.
- (l) the judgment ruled on the ~~[validity, [ownership, subsistence,] or]~~ infringement of copyright or related rights ~~[or other intellectual property rights not required to be [deposited or] registered]~~ and the right arose under the law of the State of origin;

#### No 117 – Proposal of the delegation of the United States of America

##### Article 6(a)

The United States proposes that Article 6(a) be amended to eliminate references to subject matter that the United States has proposed to be excluded in Article 2. A conforming amendment is to delete the term “deposit” as that does not relate to the remaining subject matter of trademarks. Moreover, we propose to include in this article judgments related to validity of unregistered trademarks. Conforming amendments include deleting the reference to “registration” in the first line and providing that a judgment shall be recognized if and only if, for an unregistered trademark, where the right arose.

#### Article 6(a)

Notwithstanding Article 5 –

- (a) a judgment that ruled on the ~~registration or~~ validity of ~~patents, trademarks, designs, plant breeders’ rights,] or other similar rights required to be [deposited or] registered~~ shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which ~~[deposit or]~~ registration has been applied for, has taken place, ~~or~~ is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument; or in which the right arose for unregistered trademarks.

#### No 118 – Proposal of the delegation of the People’s Republic of China

##### Article 7(1)

- (e) the judgment is inconsistent with a judgment or arbitral award given in the requested State in a dispute between the same parties; or
- (f) the judgment is inconsistent with an earlier judgment or arbitral award given in another State between the same parties on the same subject matter, provided that

the earlier judgment or arbitral award fulfills the conditions necessary for its recognition in the requested State.

#### No 119 – Proposal of the delegation of the People’s Republic of China

##### Proposed new Article 2(1)(l)

- (l) intellectual property rights matters, except for intellectual property rights contracts.

#### No 120 – Proposal of the delegation of the People’s Republic of China

##### Proposed new Article 7(1)(g)

- (g) the proceedings in the court of origin were contrary to an arbitration agreement according to which a timely objection to the court’s jurisdiction had been raised, unless the agreement is null and void, inoperative or incapable of being performed.

#### No 121 – Proposal of the delegation of Israel

##### Suggested deletion of Article 13 (Costs):

~~[No security, bond or deposit, however described, shall be required from a party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgment given in another Contracting State on the sole ground that such party is a foreign national or is not domiciled or resident in the State in which enforcement is sought.]~~

As indicated in Info. Doc. No 5, the matter of costs in relation to civil proceedings is already regulated by two Hague Conventions, the 1954 Convention on Civil Procedure and the 1980 Convention on Access to Justice. Duplicating this provision in the Convention on Recognition and Enforcement of Foreign Judgments could impact existing domestic implementation of both Conventions, as well as present a “stray into the access of justice territory” (Info. Doc. No 5, p. 3).

#### No 122 – Proposal of the delegation of Ecuador

##### Suggested proposal of Article 5:

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met:

[...]

- (j) the judgment ruled on a non-contractual obligation arising from death, physical injury, risk to health, damage to or loss of tangible property, and the act or omission directly causing such harm occurred in the State of origin, irrespective of the harm occurred;

#### No 123 – Proposal of the delegation of the European Union

##### Article 5(1)(n) and 5(1)(c)

##### Article 5(1)(n)

Remove the square brackets.

##### Article 5(1)(c)

Amend as follows:

- (c) the person against whom recognition or enforcement is sought is the person that brought the claim, other than a counterclaim, on which the judgment is based;

This amendment of Article 5(1)(c) intends to clarify that this provision is limited to claims other than counterclaims and that Article 5(1)(n) constitutes the relevant filter for counterclaims.

#### No 124 – Proposal of the delegation of Australia

##### Article 1

1 This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments relating to civil or commercial matters. ~~It shall not extend in particular to revenue, customs or other administrative matters.~~

*Drafting proposal on new Article 3(3):*

##### Article 3(3)

3 For the purposes of this Convention, civil or commercial matters shall not extend to, *inter alia*, revenue, customs or other administrative matters.

*In making this proposal, the Australian delegation acknowledge that the proposal in Working Document 80 on sovereign or public powers remains unresolved.*

#### No 125 – Proposal of the delegation of the European Union

*Drafting proposal on Article 5(1)(f):*

- (f) the defendant entered an appearance before the court of origin to defend on the merits without contesting jurisdiction at the first opportunity to do so, if the defendant would have had an arguable case that there was no jurisdiction or that jurisdiction should not be exercised under the law of the State of origin;

#### No 126 – Proposal of the delegation of Argentina

Drafting proposal on Article 5(2), which refers to the addition in a sub-paragraph (b) of a reference to sub-paragraph 5(1)(f).

*Therefore, Article 5(2), would read:*

2 If recognition or enforcement is sought against a natural person acting primarily for personal, family or household purposes (a consumer) in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters relating to the employee's contract of employment –

- (a) sub-paragraph 1(c) applies only if the consent was given before the court;
- (b) sub-paragraphs 1(f) and 1(g) ~~does do~~ not apply.

#### No 127 – Proposal of the delegation of the United States of America

*Suggestion: delete Article 5(1)(f)*

##### Article 5 *Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

[...]

~~[(f) the defendant entered an appearance before the court of origin without contesting jurisdiction at the first opportunity to do so, if the defendant would have had an arguable case that there was no jurisdiction or that jurisdiction should not be exercised under the law of the State of origin;]~~

#### No 128 – Proposal of the delegation of the European Union

*Drafting proposal on Article 5(1)(o)*

It is suggested to delete the draft provision of Article 5(1)(o).

~~[(o) the judgment revised or overturned a previous judgment that was eligible for recognition and enforcement in accordance with this Convention and was given by a court of the State that gave such previous judgment.]~~

#### No 129 – Proposal of the delegation of Israel

*Suggested Article 31 (Declarations)*

1 Declarations referred to in Articles 19, 23(5), 25, 26 and 28 may be made upon signature, ratification, acceptance, approval or accession or at any time thereafter, and may be modified or withdrawn at any time.

2 Declarations, modifications and withdrawals shall be notified to the depositary.

3 A declaration made at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession shall take effect simultaneously with the entry into force of this Convention for the State concerned.

4 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall take effect ~~on the first day of the month following the twelve months from the~~ date on which the notification is received by the depositary and shall not have any effect on proceedings that have already been initiated to recognise and/or enforce a judgment.

5 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall not apply to judgments rendered before it takes effect.

---

*Distribué le samedi 18 février 2017*

---

*Distributed on Saturday 18 February 2017*

**No 130 – Avant-projet de Convention révisé arrêté au 18 février 2017**

**No 130 – Revised draft Convention as of 18 February 2017**

CHAPITRE I – CHAMP D’APPLICATION  
ET DÉFINITIONS

CHAPTER I – SCOPE AND DEFINITIONS

Article premier  
*Champ d’application*

Article 1  
*Scope*

1 La présente Convention s’applique à la reconnaissance et à l’exécution des jugements en matière civile et commerciale. Elle ne recouvre notamment pas les matières fiscales, douanières ou administratives.

1 This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments relating to civil or commercial matters. It shall not extend in particular to revenue, customs or administrative matters.

2 La présente Convention s’applique à la reconnaissance et à l’exécution, dans un État contractant, d’un jugement rendu ~~dans~~ par un tribunal d’un autre État contractant.

2 This Convention shall apply to the recognition and enforcement in one Contracting State of a judgment given by a court of ~~in~~ another Contracting State.

Article 2  
*Exclusions du champ d’application*

Article 2  
*Exclusions from scope*

1 La présente Convention ne s’applique pas aux matières suivantes :

1 This Convention shall not apply to the following matters –

- (a) l’état et la capacité des personnes physiques ;
- (b) les obligations alimentaires ;
- (c) les autres matières du droit de la famille, y compris les régimes matrimoniaux et les autres droits ou obligations découlant du mariage ou de relations similaires ;
- (d) les testaments et les successions ;
- (e) l’insolvabilité, les concordats, la résolution d’établissements financiers, et les matières analogues ;
- (f) le transport de passagers et de marchandises ;
- (g) la pollution marine, la limitation de responsabilité pour des demandes en matière maritime, les avaries communes, ainsi que le remorquage et le sauvetage d’urgence ;
- (h) la responsabilité pour les dommages nucléaires ;
- (i) la validité, la nullité ou la dissolution des personnes morales ou des associations entre personnes physiques ou personnes morales, ainsi que la validité des décisions de leurs organes ;
- (j) la validité des inscriptions sur les registres publics ;
- (k) la diffamation.

- (a) the status and legal capacity of natural persons;
- (b) maintenance obligations;
- (c) other family law matters, including matrimonial property regimes and other rights or obligations arising out of marriage or similar relationships;
- (d) wills and succession;
- (e) insolvency, composition, resolution of financial institutions, and analogous matters;
- (f) the carriage of passengers and goods;
- (g) marine pollution, limitation of liability for maritime claims, general average, and emergency towage and salvage;
- (h) liability for nuclear damage;
- (i) the validity, nullity, or dissolution of legal persons or associations of natural or legal persons, and the validity of decisions of their organs;
- (j) the validity of entries in public registers;
- (k) defamation.

2 Nonobstant le paragraphe 1, un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention lorsqu'une matière exclue en vertu de ce paragraphe est soulevée seulement à titre préalable et non comme un objet du litige. En particulier, le seul fait qu'une matière exclue en vertu du paragraphe 1 ait été invoquée en tant que moyen de défense n'exclut pas le jugement du champ d'application de la Convention, si cette question n'était pas un objet du litige.

3 La présente Convention ne s'applique pas à l'arbitrage et aux procédures y afférentes.

4 Un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention du seul fait qu'un État, y compris un gouvernement, une agence gouvernementale ou toute personne agissant pour le compte d'un État, était partie au litige.

5 La présente Convention n'affecte pas les privilèges et immunités dont jouissent les États ou les organisations internationales, pour eux-mêmes et pour leurs biens.

### Article 3 *Définitions*

1 Au sens de la présente Convention :

- (a) le terme « défendeur » signifie la personne contre laquelle la demande ou la demande reconventionnelle a été introduite dans l'État d'origine ;
- (b) le terme « jugement » signifie toute décision sur le fond rendue par un tribunal, quelle que soit sa dénomination donnée à cette décision, telle qu'un arrêt ou une ordonnance, de même que la fixation des frais du procès par le tribunal (y compris le greffier du tribunal), à condition qu'elle ait trait à une décision sur le fond susceptible d'être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention. Les mesures provisoires et conservatoires ne sont pas des jugements.

2 Une entité ou une personne autre qu'une personne physique est réputée avoir sa résidence habituelle dans l'État :

- (a) de son siège statutaire ;
- (b) selon le droit duquel elle a été constituée ;
- (c) de son administration centrale ; ou
- (d) de son principal établissement.

## CHAPITRE II – RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION

### Article 4 *Dispositions générales*

1 Un jugement rendu par un tribunal d'un État contractant (État d'origine) est reconnu et exécuté dans un autre État contractant (État requis) conformément aux dispositions du présent chapitre. La reconnaissance ou l'exécution ne peut être refusée qu'aux motifs énoncés dans la présente Convention.

2 Sans préjudice de ce qui est nécessaire pour l'application des dispositions du présent chapitre, il n'est procédé à aucune révision au fond du jugement rendu par le tribunal d'origine.

2 Notwithstanding paragraph 1, a judgment is not excluded from the scope of this Convention where a matter excluded under that paragraph arose merely as a preliminary question in the proceedings in which it was given, and not as an object of the proceedings. In particular, the mere fact that a matter excluded under paragraph 1 arose by way of defence does not exclude a judgment from the Convention, if that matter was not an object of the proceedings.

3 This Convention shall not apply to arbitration and related proceedings.

4 A judgment is not excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State, including a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party to the proceedings.

5 Nothing in this Convention shall affect privileges and immunities of States or of international organisations, in respect of themselves and of their property.

### Article 3 *Définitions*

1 In this Convention –

- (a) “defendant” means a person against whom the claim or counterclaim was brought in the State of origin;
- (b) “judgment” means any decision on the merits given by a court, whatever it ~~is~~ that decision may be called, including a decree or order, and a determination of costs or expenses by the court (including an officer of the court), provided that the determination relates to a decision on the merits which may be recognised or enforced under this Convention. An interim measure of protection is not a judgment.

2 An entity or person other than a natural person shall be considered to be habitually resident in the State –

- (a) where it has its statutory seat;
- (b) under whose law it was incorporated or formed;
- (c) where it has its central administration; or
- (d) where it has its principal place of business.

## CHAPTER II – RECOGNITION AND ENFORCEMENT

### Article 4 *General provisions*

1 A judgment given by a court of a Contracting State (State of origin) shall be recognised and enforced in another Contracting State (requested State) in accordance with the provisions of this Chapter. Recognition or enforcement may be refused only on the grounds specified in this Convention.

2 Without prejudice to such review as is necessary for the application of the provisions of this Chapter, there shall be no review of the merits of the judgment given by the court of origin.



3 Un jugement n'est reconnu que s'il produit ses effets dans l'État d'origine et n'est exécuté que s'il est exécutoire dans l'État d'origine.

4 Si le jugement visé au paragraphe 3 fait l'objet d'un recours dans l'État d'origine ou si le délai pour exercer un recours ordinaire n'a pas expiré, le tribunal requis peut :

- (a) accepter la reconnaissance ou l'exécution, voire subordonner cette exécution à la constitution d'une sûreté, qu'il détermine ;
- (b) ~~différer~~ surseoir à statuer sur la reconnaissance ou l'exécution ; ou
- (c) refuser la reconnaissance ou l'exécution.

Le refus visé à l'alinéa (c) n'interdit pas de demander ultérieurement la reconnaissance ou l'exécution du jugement.

#### Article 5

##### *Fondements de la reconnaissance ou de l'exécution*

1 Un jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté si l'une des exigences suivantes est satisfaite :

- (a) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée avait sa résidence habituelle dans l'État d'origine lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine ;
- [(b) la personne physique contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée avait son lieu d'établissement principal dans l'État d'origine lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine et la demande à l'origine du jugement portait sur son activité professionnelle ;]
- (c) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée est celle qui a saisi le tribunal de la demande, autre que reconventionnelle, à l'origine du jugement ;
- (d) le défendeur avait une succursale, une agence ou tout autre établissement dénué de personnalité morale dans l'État d'origine, au moment où il est devenu une partie à la procédure devant le tribunal d'origine, et la demande à l'origine du jugement résultait des activités de cette succursale, de cette agence ou de cet établissement ;
- (e) le défendeur a expressément consenti à la compétence du tribunal d'origine au cours de la procédure dans laquelle le jugement a été rendu ;
- [(f) le défendeur a comparu devant le tribunal d'origine sans contester la compétence dès qu'il en avait l'opportunité alors qu'il disposait d'arguments selon lesquels ce tribunal n'était pas compétent ou selon lesquels la compétence ne devait pas être exercée en vertu du droit de l'État d'origine ;]
- (g)<sup>1</sup> le jugement porte sur une obligation contractuelle et a été rendu dans l'État dans lequel l'obligation a été ou aurait dû être exécutée, conformément :
  - (i) l'obligation a été ou aurait dû être exécutée selon à l'accord des parties ou,

<sup>1</sup> Le République populaire de Chine réserve sa position en ce qui concerne l'alinéa « sauf [...] ».

3 A judgment shall be recognised only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin.

4 If a judgment referred to in paragraph 3 is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired, the court addressed may –

- (a) grant recognition or enforcement, which enforcement may be made subject to conditional on the provision of such security as it shall determine;
- (b) postpone the decision on recognition or enforcement; or
- (c) refuse the recognition or enforcement.

A refusal under sub-paragraph (c) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

#### Article 5

##### *Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

- (a) the person against whom recognition or enforcement is sought was habitually resident in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin;
- [(b) the natural person against whom recognition or enforcement is sought had his or her principal place of business in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that business;]
- (c) the person against whom recognition or enforcement is sought is the person that brought the claim, other than a counterclaim, on which the judgment is based;
- (d) the defendant maintained a branch, agency, or other establishment without separate legal personality in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin, and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that branch, agency, or establishment;
- (e) the defendant expressly consented to the jurisdiction of the court of origin in the course of the proceedings in which the judgment was given;
- [(f) the defendant entered an appearance before the court of origin without contesting jurisdiction at the first opportunity to do so, if the defendant would have had an arguable case that there was no jurisdiction or that jurisdiction should not be exercised under the law of the State of origin;]
- (g)<sup>1</sup> the judgment ruled on a contractual obligation and it was given in the State in which performance of that obligation took place, or should have taken place, under
  - (i) the parties' agreement, or,

<sup>1</sup> P.R. China reserves its position on the "unless [...]" clause.

(ii) ~~à la loi applicable au contrat, à défaut d'un tel accord entre les parties, l'obligation aurait dû être exécutée de lieu d'exécution convenu entre les parties, en vertu de à la loi applicable au contrat,~~

sauf si les activités du défendeur en relation avec la transaction n'avaient ~~clairement manifestement~~ pas de lien intentionnel et substantiel avec cet État ;

(h) le jugement porte sur un bail immobilier et a été rendu dans l'État où est situé l'immeuble ;

{(i) le jugement rendu contre le défendeur porte sur une obligation contractuelle garantie par un droit réel ~~immobilier~~ relatif à un immeuble situé dans l'État d'origine, à condition qu'une demande concernant ce droit réel ait également été dirigée contre ce défendeur ait été introduite conjointement à une autre celle relative à ce droit, dirigée contre ce défendeur, et que l'immeuble est situé dans l'État d'origine ;}

(j) le jugement porte sur une obligation non contractuelle résultant d'un décès, d'un dommage corporel, d'un dommage subi par un bien corporel ou de la perte d'un bien corporel et l'acte ou l'omission directement à l'origine du dommage a été commis dans l'État du tribunal d'origine, quel que soit le lieu où le dommage est survenu ;

(k) le jugement porte sur la contrefaçon d'un brevet, d'une marque, d'un dessin, d'un modèle, [d'un droit d'obtention végétale,] ou de tout autre droit analogue donnant lieu à [dépôt ou] enregistrement et a été rendu par un tribunal de l'État dans lequel [le dépôt ou] l'enregistrement du droit en question a été effectué ou est réputé avoir été effectué en vertu d'un instrument international ou régional ;

(l) le jugement porte sur la validité[, la titularité, l'existence] ou la contrefaçon de droits d'auteur ou de droits voisins [ou de tout autre droit de propriété intellectuelle qui n'exige pas [de dépôt ou] d'enregistrement] qui sont nés en vertu de la loi de l'État d'origine ;

(m) le jugement porte sur la validité, l'interprétation, les effets, l'administration ou la modification d'un trust constitué volontairement et documenté par écrit, et l'État d'origine est :

(i) désigné dans l'acte constitutif du trust comme étant l'État dans lequel les litiges relatifs à ces questions doivent être tranchés ;

(ii) l'État dont la loi est désignée, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust comme étant la loi qui régit l'élément du trust qui fait l'objet du litige à l'origine du jugement ; ou

(iii) désigné, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust comme étant l'État dans lequel est situé le lieu principal d'administration du trust ;

Cet alinéa ne s'applique qu'aux jugements portant sur des litiges entre des personnes liées par les termes d'un trust quant aux éléments propres à celui-ci.

{(n) le jugement porte sur une demande reconventionnelle :

(ii) the law applicable to the contract in the absence of an agreed place of performance, ~~under the law applicable to the contract,~~

unless the defendant's activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State;

(h) the judgment ruled on a tenancy of immovable property and it was given in the State in which the property is situated;

{(i) the judgment ruled against the defendant on a contractual obligation secured by a right *in rem* in immovable property located in the State of origin, if the contractual claim was brought together with a claim against the same defendant relating to that right *in rem* and the immovable property was located in the State of origin;}

(j) the judgment ruled on a non-contractual obligation arising from death, physical injury, damage to or loss of tangible property, and the act or omission directly causing such harm occurred in the State of origin, irrespective of where that harm occurred;

(k) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, design, [plant breeders' right,] or other similar right required to be [deposited or] registered and it was given by a court in the State in which the [deposit or] registration of the right concerned has taken place, or is deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument;

(l) the judgment ruled on the validity[, ownership, subsistence] or infringement of copyright or related rights [or other intellectual property rights not required to be [deposited or] registered] and the right arose under the law of the State of origin;

(m) the judgment concerns the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, and the State of origin is –

(i) designated in the trust instrument as a State in which disputes about such matters are to be determined;

(ii) the State whose law is expressly or impliedly designated in the trust instrument as the law governing the aspect of the trust that is the subject of the litigation that gave rise to the judgment; or

(iii) the State expressly or impliedly designated in the trust instrument as the State in which the principal place of administration of the trust is situated.

This sub-paragraph only applies to judgments between persons bound by the terms of a trust regarding internal aspects of that trust.

{(n) the judgment ruled on a counterclaim –

- (i) pour autant qu'il est favorable au demandeur reconventionnel et que cette demande porte sur la même transaction ou les mêmes faits que la demande principale ;
- (ii) pour autant que le demandeur reconventionnel est débouté, à moins que le droit de l'État d'origine n'exige une demande reconventionnelle à peine de forclusion.}

[(o) le jugement révisé ou annule un jugement antérieur susceptible d'être reconnu ou exécuté en vertu de la présente Convention, et a été rendu par un tribunal de l'État où l'a été le jugement antérieur.]

2 Si la reconnaissance ou l'exécution est requise contre une personne physique agissant principalement dans un but personnel, familial ou domestique (un consommateur) en matière de contrat de consommation, ou contre un employé relativement à son contrat de travail :

- (a) l'alinéa (e) du paragraphe premier ne s'applique que si le consentement a été donné devant le tribunal ;
- (b) l'alinéa (g) du paragraphe premier ne s'applique pas.

Article 6  
*Fondements exclusifs de la reconnaissance  
ou de l'exécution*

Nonobstant l'article 5 :

- (a) un jugement portant sur l'enregistrement ou la validité d'un brevet, d'une marque, d'un dessin, d'un modèle[, d'un droit d'obtention végétale,] ou de tout autre droit analogue donnant lieu [à dépôt ou] à enregistrement n'est reconnu ou exécuté que si l'État d'origine est celui dans lequel [le dépôt ou] l'enregistrement a été demandé ou a été effectué, ou est réputé avoir été demandé ou effectué conformément aux dispositions d'un instrument international ou régional ;
- (b) un jugement portant sur des droits réels immobiliers n'est reconnu ou exécuté que si l'immeuble est situé dans l'État d'origine ;
- (c) un jugement portant sur un bail immobilier pour une période de plus de six mois ne peut être reconnu ou exécuté si l'immeuble n'est pas situé dans l'État d'origine et les tribunaux de l'État dans lequel se trouve l'immeuble disposent d'une compétence exclusive en vertu du droit de cet État.

Article 7  
*Refus de reconnaissance ou d'exécution*

1 La reconnaissance ou l'exécution peut être refusée si :

- (a) l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent contenant les éléments essentiels de la demande :
  - (i) n'a pas été notifié au défendeur en temps utile et de telle manière qu'il puisse organiser sa défense, à moins que le défendeur ait comparu et présenté sa défense sans contester la notification devant le tribunal d'origine, à condition que le droit de l'État d'origine permette de contester la notification ; ou

- (i) to the extent that it was in favour of the counterclaimant, provided that the counterclaim arose out of the same transaction or occurrence as the claim;
- (ii) to the extent that it was against the counterclaimant, unless the law of the State of origin required the counterclaim to be filed in order to avoid preclusion.}

[(o) the judgment revised or overturned a previous judgment that was eligible for recognition and enforcement in accordance with this Convention and was given by a court of the State that gave such previous judgment.]

2 If recognition or enforcement is sought against a natural person acting primarily for personal, family or household purposes (a consumer) in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters relating to the employee's contract of employment –

- (a) paragraph 1(e) applies only if the consent was given before the court;
- (b) paragraph 1(g) does not apply.

Article 6  
*Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

- (a) a judgment that ruled on the registration or validity of patents, trademarks, designs[, plant breeders' rights,] or other similar rights required to be [deposited or] registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which [deposit or] registration has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument;
- (b) a judgment that ruled on rights *in rem* in immovable property shall be recognised and enforced if and only if the property is situated in the State of origin;
- (c) a judgment that ruled on a tenancy of immovable property for a period of more than six months shall not be recognised and enforced if the property is not situated in the State of origin and the courts of the Contracting State in which it is situated have exclusive jurisdiction under the law of that State.

Article 7  
*Refusal of recognition or enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

- (a) the document which instituted the proceedings or an equivalent document, including a statement of the essential elements of the claim –
  - (i) was not notified to the defendant in sufficient time and in such a way as to enable him to arrange for his defence, unless the defendant entered an appearance and presented his case without contesting notification in the court of origin, provided that the law of the State of origin permitted notification to be contested; or

- (ii) a été notifié au défendeur dans l'État requis de manière incompatible avec les principes fondamentaux de cet État relatifs à la notification de documents ;
- (b) le jugement résulte d'une fraude ;
- (c) la reconnaissance ou l'exécution est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État requis, notamment dans les cas où la procédure appliquée en l'espèce pour obtenir le jugement était incompatible avec les principes fondamentaux d'équité procédurale de cet État [ou dans les cas d'atteintes à la sécurité ou la souveraineté de cet État] ;
- (d) la procédure devant le tribunal d'origine était contraire à un accord d'élection de for ou à une clause figurant dans l'acte constitutif d'un trust en vertu de laquelle le litige en question devait être tranché devant un tribunal autre que le tribunal d'origine ;
- (e) le jugement est incompatible avec un jugement rendu dans l'État requis dans un litige entre les mêmes parties ; ou
- (f) le jugement est incompatible avec un jugement rendu antérieurement dans un autre État entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet, lorsque le jugement rendu antérieurement réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État requis.

2 La reconnaissance ou l'exécution peut être refusée ou différée si une procédure ayant le même objet est pendante entre les mêmes parties devant un tribunal de l'État requis lorsque :

- (a) ce dernier a été saisi avant le tribunal de l'État d'origine ; et
- (b) il existe un lien étroit entre le litige et l'État requis.

Le refus visé au présent paragraphe n'interdit pas de demander ultérieurement la reconnaissance ou l'exécution du jugement.

#### Article 8 *Questions préalables*

1 Une décision rendue à titre préalable sur une matière exclue du champ d'application de la présente Convention en vertu de l'article 2, paragraphe 1, ou une décision rendue à titre préalable sur une matière visée à l'article 6 par un autre tribunal que celui désigné dans cette disposition, n'est pas reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

2 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement est fondé sur une décision relative à une matière exclue en vertu du paragraphe 1 ou 3 de l'article 2, ou sur une décision relative à une matière visée à l'article 6 qui a été rendue par un autre tribunal que celui désigné dans cette disposition.

3 Toutefois, dans le cas d'une décision relative à la validité d'un droit visé à l'article 6, paragraphe (a), la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement ne peut être refusée ou différée en vertu du paragraphe précédent que si :

- (ii) was notified to the defendant in the requested State in a manner that is incompatible with fundamental principles of the requested State concerning service of documents;
- (b) the judgment was obtained by fraud;
- (c) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the public policy of the requested State, including situations where the specific proceedings leading to the judgment were incompatible with fundamental principles of procedural fairness of that State [and situations involving infringements of security or sovereignty of that State];
- (d) the proceedings in the court of origin were contrary to an agreement or a designation in a trust instrument under which the dispute in question was to be determined in a court other than the court of origin;
- (e) the judgment is inconsistent with a judgment given in the requested State in a dispute between the same parties; or
- (f) the judgment is inconsistent with an earlier judgment given in another State between the same parties on the same subject matter, provided that the earlier judgment fulfills the conditions necessary for its recognition in the requested State.

2 Recognition or enforcement may be refused or postponed if proceedings between the same parties on the same subject matter are pending before a court of the requested State, where –

- (a) the court of the requested State was seised before the court of origin; and
- (b) there is a close connection between the dispute and the requested State.

A refusal under this paragraph does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

#### Article 8 *Preliminary questions*

1 Where a matter excluded under Article 2, paragraph 1, or a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled arose as a preliminary question, the ruling on that question shall not be recognised or enforced under this Convention.

2 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter excluded under Article 2, paragraph 1 or 3, or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled.

3 However, in the case of a ruling on the validity of a right referred to in Article 6, paragraph a), recognition or enforcement of a judgment may be refused or postponed under the preceding paragraph only where –

- (a) cette décision est incompatible avec un jugement ou une décision rendu(e) sur ce point par l'autorité compétente de l'État mentionné à l'article 6, paragraphe (a) ; ou
- (b) une procédure relative à la validité de ce droit est pendante dans cet État.

Le refus en vertu de l'alinéa (b) n'interdit pas de demander ultérieurement la reconnaissance ou l'exécution du jugement.

Article 9  
*Dommages et intérêts*

1 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement accorde des dommages et intérêts, y compris des dommages et intérêts exemplaires ou punitifs, qui pas une partie la perte ou préjudice réels subis.

2 Le tribunal requis tient compte du fait que, et de la mesure dans laquelle, le montant accordé à titre de dommages et intérêts par le tribunal d'origine est destiné à couvrir les frais et dépens du procès.

Article 10  
*Transactions judiciaires*

Les transactions judiciaires homologuées par un tribunal d'un État contractant ou conclues devant ce tribunal au cours d'une instance, et qui sont exécutoires au même titre qu'un jugement dans l'État d'origine, sont exécutées en vertu de la présente Convention aux mêmes conditions qu'un jugement[, à condition que le droit de l'État requis admette de telles transactions].

Article 11  
*Pièces à produire*

1 La partie qui requiert la reconnaissance ou qui demande l'exécution produit :

- (a) une copie complète et certifiée conforme du jugement ;
- (b) si le jugement a été rendu par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document attestant que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été notifié à la partie défaillante ;
- (c) tout document nécessaire pour établir que le jugement produit ses effets dans l'État d'origine ou, le cas échéant, qu'il est exécutoire dans cet État ;
- (d) dans le cas prévu à l'article 10, un certificat délivré par un tribunal de l'État d'origine attestant que la transaction judiciaire est exécutoire, en tout ou en partie, aux mêmes conditions qu'un jugement dans l'État d'origine.

2 Si le contenu du jugement ne permet pas au tribunal requis de vérifier que les conditions du présent chapitre sont remplies, ce tribunal peut exiger tout autre document nécessaire.

3 Une demande de reconnaissance ou d'exécution peut être accompagnée d'un document relatif au jugement, délivré par un tribunal (y compris par une personne autorisée du tribunal) de l'État d'origine, sous la forme recommandée et publiée par la Conférence de La Haye de droit international privé.

- (a) that ruling is inconsistent with a judgment or a decision of a competent authority on that matter given in the State referred to in Article 6, paragraph a); or
- (b) proceedings concerning the validity of that right are pending in that State.

A refusal under sub-paragraph (b) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

Article 9  
*Damages*

1 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment awards damages, including exemplary or punitive damages, that do not compensate a party for actual loss or harm suffered.

2 The court addressed shall take into account whether and to what extent the damages awarded by the court of origin serve to cover costs and expenses relating to the proceedings.

Article 10  
*Judicial settlements (transactions judiciaires)*

Judicial settlements (*transactions judiciaires*) which a court of a Contracting State has approved, or which have been concluded before that court in the course of proceedings, and which are enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin, shall be enforced under this Convention in the same manner as a judgment[, provided that such settlement is permissible under the law of the requested State].

Article 11  
*Documents to be produced*

1 The party seeking recognition or applying for enforcement shall produce –

- (a) a complete and certified copy of the judgment;
- (b) if the judgment was given by default, the original or a certified copy of a document establishing that the document which instituted the proceedings or an equivalent document was notified to the defaulting party;
- (c) any documents necessary to establish that the judgment has effect or, where applicable, is enforceable in the State of origin;
- (d) in the case referred to in Article 10, a certificate of a court of the State of origin that the judicial settlement or a part of it is enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin.

2 If the terms of the judgment do not permit the court addressed to verify whether the conditions of this Chapter have been complied with, that court may require any necessary documents.

3 An application for recognition or enforcement may be accompanied by a document relating to the judgment, issued by a court (including an officer of the court) of the State of origin, in the form recommended and published by the Hague Conference on Private International Law.

4 Si les documents mentionnés dans le présent article ne sont pas rédigés dans une langue officielle de l'État requis, ils sont accompagnés d'une traduction certifiée dans une langue officielle, sauf si la loi de l'État requis en dispose autrement.

Article 12  
*Procédure*

1 La procédure afin d'obtenir la reconnaissance, l'exequatur ou l'enregistrement aux fins de l'exécution, ainsi que l'exécution du jugement sont régies par le droit de l'État requis sauf si la présente Convention en dispose autrement. Le tribunal requis agit avec célérité.

2 Le tribunal de l'État requis ne peut refuser de reconnaître ou d'exécuter un jugement en vertu de la présente Convention au motif que la reconnaissance ou l'exécution devrait être requise dans un autre État.

[Article 13  
*Frais de procédure*

Aucune sûreté, caution ou dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposée en raison, soit de sa qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence habituelle dans l'État requis, à la partie qui demande l'exécution dans un État contractant d'une décision rendue dans un autre État contractant.]

Article 14  
*Effets équivalents*

Un jugement reconnu ou déclaré exécutoire en vertu de la présente Convention a les mêmes effets que dans l'État d'origine. Si le jugement contient des mesures qui ne sont pas disponibles dans le droit de l'État requis, ces mesures doivent être adaptées, dans la mesure du possible, à des mesures qui ont des effets équivalents à, mais n'excédant pas, ceux prévus dans l'État d'origine.

Article 15  
*Divisibilité*

La reconnaissance ou l'exécution d'une partie dissociable d'un jugement est accordée lorsque la reconnaissance ou l'exécution de cette partie est demandée ou lorsque seule une partie du jugement peut être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

Article 16  
*Reconnaissance ou exécution en application  
du droit national*

Sous réserve de l'article 6, la présente Convention ne fait pas obstacle à la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement en application du droit national.

4 If the documents referred to in this Article are not in an official language of the requested State, they shall be accompanied by a certified translation into an official language, unless the law of the requested State provides otherwise.

Article 12  
*Procedure*

1 The procedure for recognition, declaration of enforceability or registration for enforcement, and the enforcement of the judgment, are governed by the law of the requested State unless this Convention provides otherwise. The court addressed shall act expeditiously.

2 The court of the requested State shall not refuse the recognition or enforcement of a judgment under this Convention on the ground that recognition or enforcement should be sought in another State.

[Article 13  
*Costs of proceedings*

No security, bond or deposit, however described, shall be required from a party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgment given in another Contracting State on the sole ground that such party is a foreign national or is not domiciled or resident in the State in which enforcement is sought.]

Article 14  
*Equivalent effects*

A judgment recognised or enforceable under this Convention shall be given the same effect it has in the State of origin. If the judgment provides for relief that is not available under the law of the requested State, that relief shall, to the extent possible, be adapted to relief with effects equivalent to, but not going beyond, its effects under the law of the State of origin.

Article 15  
*Severability*

Recognition or enforcement of a severable part of a judgment shall be granted where recognition or enforcement of that part is applied for, or only part of the judgment is capable of being recognised or enforced under this Convention.

Article 16  
*Recognition or enforcement under national law*

Subject to Article 6, this Convention does not prevent the recognition or enforcement of judgments under national law.

*Distribués le lundi 20 février 2017*

*Distributed on Monday 20 February 2017*

---

**No 131 – Proposition du Groupe de travail sur les clauses générales et finales – Proposal of the Working Group on General and Final Clauses**

*Projet de clauses générales et finales (arrêté au 19 février 2017)*

CHAPITRE III – CLAUSES GÉNÉRALES

**Article 17 – Variante A**  
*Dispositions transitoires*

La Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements rendus<sup>1</sup> après l'entrée en vigueur de la Convention dans l'État d'origine et dans l'État requis.

**Article 17 – Variante B**  
*Dispositions transitoires*

La Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements :

- (a) rendus<sup>2</sup> après l'entrée en vigueur de la Convention dans l'État d'origine ; et
- (b) dont la reconnaissance et l'exécution sont sollicitées après l'entrée en vigueur de la Convention dans l'État requis.

**Article 17 – Variante C**  
*Dispositions transitoires*

La Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements dont la reconnaissance et l'exécution sont sollicitées après l'entrée en vigueur de la Convention [dans] [entre] l'État d'origine et dans l'État requis.

**Article 17 – Variante D**  
*Dispositions transitoires*

La Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements rendus après l'entrée en vigueur de la Convention dans l'État requis à condition que la procédure ait été engagée après l'entrée en vigueur de la Convention dans l'État d'origine.

---

<sup>1</sup> Dans la version anglaise, les articles 3 et 4 de l'avant-projet de Convention de 2016 utilisent le terme « *given* » au lieu de « *rendered* ». Il conviendra d'harmoniser cette terminologie une fois que la Commission spéciale aura tranché en faveur de l'un de ces deux verbes.

<sup>2</sup> *Ibid.*

**Article 17 – Variante E**  
*Dispositions transitoires*

La Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements dont la procédure a été engagée dans l'État d'origine après l'entrée en vigueur de la Convention à la fois dans l'État d'origine et dans l'État requis.

**Article 18**  
*Dispense de légalisation*

Les documents transmis ou délivrés en vertu de la présente Convention sont dispensés de toute légalisation ou de toute formalité analogue, y compris une Apostille.

**Article 19**  
*Déclarations portant sur des matières spécifiques*

1 Lorsqu'un État a un intérêt important à ne pas appliquer la présente Convention à une matière particulière, cet État peut déclarer qu'il n'appliquera pas la présente Convention [eu égard à] [à] cette matière. L'État qui fait une telle déclaration s'assure que la portée de celle-ci n'est pas plus étendue que nécessaire et que la matière particulière exclue est définie de façon claire et précise.

2 À l'égard de cette matière, la Convention ne s'applique pas :

- (a) dans l'État contractant ayant fait la déclaration ;
- (b) dans les autres États contractants, lorsque la reconnaissance et l'exécution d'un jugement rendu dans un État contractant ayant fait la déclaration sont sollicitées.

3 Un État contractant ne peut faire plus de [X] déclarations.

**Article 20**  
*Interprétation uniforme*

Aux fins de l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application.

[**Article 21**  
*Examen du fonctionnement de la Convention*

Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international prend [régulièrement] des dispositions en vue de :

- (a) l'examen du fonctionnement pratique de la présente Convention, y compris de toute déclaration ;

[(b) l'examen de l'opportunité d'apporter des modifications à la présente Convention.]]

**Article 22**  
*Systèmes juridiques non unifiés*

1 Au regard d'un État contractant dans lequel deux ou plusieurs systèmes de droit ayant trait aux questions régies par la présente Convention s'appliquent dans des unités territoriales différentes [en ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution de décisions] [ou qui se compose de deux ou plusieurs unités territoriales, dont chacune dispose de son propre système judiciaire] :

- (a) toute référence à la loi ou à la procédure d'un État vise, le cas échéant, la loi ou la procédure en vigueur dans l'unité territoriale considérée ;
- (b) toute référence au tribunal ou aux tribunaux dans un État vise, le cas échéant, le tribunal ou les tribunaux dans l'unité territoriale considérée ;
- (c) toute référence au lien avec un État (~~résidence, résidence habituelle, etc.~~)<sup>3</sup> vise, le cas échéant, le lien avec l'unité territoriale considérée.

2 Nonobstant le paragraphe précédent, un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu d'appliquer la présente Convention aux situations qui impliquent uniquement ces différentes unités territoriales.

3 Un tribunal dans une unité territoriale d'un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu de reconnaître ou d'exécuter un jugement d'un autre État contractant pour le seul motif que le jugement a été reconnu ou exécuté dans une autre unité territoriale du même État contractant selon la présente Convention.

4 Cet article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

#### Article 23

##### *Rapport avec d'autres instruments internationaux*

1 La présente Convention doit être interprétée de façon qu'elle soit, autant que possible, compatible avec d'autres traités en vigueur pour les États contractants, conclus avant ou après cette Convention.

2 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité, que ce traité ait été conclu avant ou après cette Convention, lorsqu'aucune des parties ne réside dans un État contractant qui n'est pas Partie au traité.

3 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité conclu ayant l'entrée en vigueur de cette Convention pour cet État contractant, si l'application de cette Convention est incompatible avec les obligations de cet État contractant vis-à-vis de tout autre État non contractant. Le présent paragraphe s'applique aussi aux traités qui révisent ou se substituent à un traité conclu avant l'entrée en vigueur de cette Convention pour cet État contractant, sauf dans la mesure où la révision ou la substitution crée de nouvelles incompatibilités avec cette Convention.

4 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité, que ce traité ait été conclu avant ou après cette Convention, afin d'obtenir la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement rendu par un tribunal d'un État contractant qui est également Partie à ce traité. Toutefois, ce jugement ne doit pas être reconnu ou exécuté à un degré moindre qu'en vertu de cette Convention.

5 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité qui, à l'égard d'une matière particulière, prévoit des règles relatives à la reconnaissance ou l'exécution des jugements, même si ce traité a été conclu après cette Convention et que tous les États concernés sont Parties à cette Convention. Ce paragraphe s'applique unique-

<sup>3</sup> Il a été suggéré d'ajouter des exemples de facteurs de rattachement dans le Rapport explicatif.

ment si l'État contractant a fait une déclaration à l'égard de ce traité en vertu du présent paragraphe. Dans le cas d'une telle déclaration et en cas d'incompatibilité entre le traité susmentionné et la présente Convention, les autres États contractants ne sont pas tenus d'appliquer cette dernière à un jugement portant sur cette matière particulière et émanant d'un tribunal de l'État contractant ayant fait cette déclaration.

6 La présente Convention n'affecte pas l'application des règles d'une Organisation régionale d'intégration économique Partie à cette Convention, que ces règles aient été adoptées avant ou après cette Convention :

- (a) lorsqu'aucune des parties ne réside habituellement dans un État contractant qui n'est pas un État membre de l'Organisation régionale d'intégration économique ;
- (b) en ce qui a trait à la reconnaissance ou l'exécution de jugements entre les États membres de l'Organisation régionale d'intégration économique.

#### CHAPITRE IV – CLAUSES FINALES

##### Article 24

##### *Signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion*

1 La Convention est ouverte à la signature de tous les États.

2 La présente Convention est sujette à ratification, acceptation ou approbation par les États signataires.

3 Tous les États peuvent adhérer à la présente Convention.

4 Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

##### Article 25

##### *Déclaration visant à confirmer les relations bilatérales ou à s'y opposer*

1 **(Variante A)** La présente Convention ne produira ses effets qu'entre deux États contractants qui ont tous deux fait une déclaration confirmant l'établissement de relations bilatérales en vertu de la Convention.

1 **(Variante B)** La présente Convention produira ses effets entre deux États contractants, sauf si l'un d'entre eux a notifié une objection à l'établissement de relations bilatérales en vertu de la Convention avec un autre État contractant. Une telle objection ne peut être déposée qu'avant l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État qui ratifie, accepte, approuve la Convention ou adhère à celle-ci.

2 Chaque État contractant notifie au dépositaire sa [déclaration confirmant l'établissement de relations bilatérales en vertu de la Convention avec d'autres États contractants]/son [objection à l'établissement de relations bilatérales en vertu de la Convention avec d'autres États contractants]. Un État contractant peut retirer ou modifier sa déclaration à tout moment.

3 Le dépositaire diffuse à l'ensemble des États contractants [et des Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé] toutes les [déclarations] [objections]. Le Bureau Permanent consigne les informations relatives aux [déclarations] [objections] sur le site web de la Conférence de La Haye.



Article 26  
*Déclarations portant sur les systèmes  
juridiques non unifiés*

1 Un État qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par la présente Convention [ou qui se compose de deux ou plusieurs unités territoriales, dont chacune dispose de son propre système judiciaire] peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation de la Convention ou de l'adhésion à celle-ci, déclarer que la Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

2 Toute déclaration est notifiée au dépositaire et indique expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3 Si un État ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'applique à l'ensemble du territoire de cet État.

4 Le présent article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

Article 27  
*Organisations régionales d'intégration économique*

1 Une Organisation régionale d'intégration économique constituée seulement par des États souverains et ayant compétence sur certaines ou toutes les matières régies par la présente Convention peut également signer, accepter ou approuver cette Convention ou y adhérer. En pareil cas, l'Organisation régionale d'intégration économique aura les mêmes droits et obligations qu'un État contractant, dans la mesure où cette Organisation a compétence sur des matières régies par cette Convention.

2 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation de la Convention ou de l'adhésion à celle-ci, l'Organisation régionale d'intégration économique notifie au dépositaire, par écrit, les matières régies par la présente Convention pour lesquelles ses États membres ont transféré leur compétence à cette Organisation. L'Organisation notifie aussitôt au dépositaire, par écrit, toute modification intervenue dans la délégation de compétence précisée dans la notification la plus récente faite en vertu du présent paragraphe.

3 Aux fins de l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout instrument déposé par une Organisation régionale d'intégration économique n'est pas compté, à moins que l'Organisation régionale d'intégration économique déclare, en vertu de l'article 28(1), que ses États membres ne seront pas Parties à cette Convention.

4 Toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, à une Organisation régionale d'intégration économique qui y est Partie.

Article 28  
*Adhésion d'une Organisation régionale  
d'intégration économique sans ses États membres*

1 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation de la Convention ou de l'adhésion à celle-ci, une Organisation régionale d'intégration économique peut déclarer qu'elle a compétence pour toutes les matières régies par la présente Convention et que ses États membres ne se-

ront pas Parties à cette Convention mais seront liés par celle-ci en raison de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion de l'Organisation.

2 Lorsqu'une déclaration est faite par une Organisation régionale d'intégration économique en conformité avec le paragraphe premier, toute référence à « État contractant » ou « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, aux États membres de l'Organisation.

Article 29  
*Entrée en vigueur*

1 La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois à partir du dépôt du second instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion visé à l'article 24.

2 Par conséquent, la présente Convention entrera en vigueur :

- (a) pour chaque État ou Organisation régionale d'intégration économique ratifiant, acceptant, approuvant la Convention ou y adhérant postérieurement, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- (b) pour les unités territoriales auxquelles la présente Convention a été étendue conformément à l'article 28, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après la notification de la déclaration visée par ledit article.

**Variante A**  
*Aucun article concernant les réserves*

*À défaut d'un article portant sur les réserves, il pourrait être opportun d'inclure dans le Rapport explicatif une application inspirée du paragraphe 319 du Rapport Hartley/Dogauchi qui énonce : « L'avis de cette Commission est qu'aucune réserve ne devrait être encouragée d'une manière quelconque et que lorsqu'un État souhaite faire une réserve, elle ne devrait être faite que lorsqu'un État a un important intérêt à cet égard ; elle ne devrait pas être plus large que nécessaire, et devrait être définie de manière claire et précise ; elle ne devrait pas traiter d'une question précise pouvant faire l'objet d'une déclaration ; et elle ne devrait pas être préjudiciable à l'objet et à la cohérence de la Convention ».*

Article 30 – **Variante B**  
*Réserves*

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

Article 30 – **Variante C**  
*Réserves*

Tout État contractant pourra, au plus tard au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, ou au moment d'une déclaration faite en vertu de l'article [...], faire ou plusieurs des réserves prévues aux articles [...]. Aucune autre réserve ne sera admise.

Article 31  
*Déclarations*

1 Les déclarations visées aux articles 19, 23(5), 25, 26 et 28 peuvent être formulées lors de la signature, de la ra-

tification, de l'acceptation, de l'approbation de la Convention ou de l'adhésion à celle-ci ou à tout moment ultérieur et pourront être modifiées ou retirées à tout moment.

2 Les déclarations, modifications et retraits sont notifiés au dépositaire.

3 Une déclaration formulée au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation de la Convention ou de l'adhésion à celle-ci prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État concerné.

4 Une déclaration formulée ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, [prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration de [xx] mois après la date de réception de la notification par le dépositaire] [ne produira pas d'effet sur les jugements rendus avant qu'elle ne prenne effet].

~~5 Une déclaration formulée ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, ne produira pas d'effet sur les jugements rendus avant qu'elle ne prenne effet.~~

#### Article 32 *Dénonciation*

1 La présente Convention pourra être dénoncée par une notification écrite au dépositaire. La dénonciation pourra se limiter à certaines unités territoriales d'un système juridique non unifié auxquelles s'applique la présente Convention.

2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est précisée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification par le dépositaire.

3 *Dispositions transitoires portant sur la dénonciation à ajouter.*

#### Article 33 *Notification par le dépositaire*

Le dépositaire notifiera aux Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux autres États et aux Organisations régionales d'intégration économique qui ont signé, ratifié, accepté, approuvé la Convention ou adhéré à celle-ci conformément à la Convention les renseignements suivants :

- (a) les signatures, ratifications, acceptations, approbations et adhésions prévues à l'article 24 ;
- (b) la date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 29 ;
- (c) les notifications, déclarations, modifications ou retraits des déclarations prévus à l'article 31 ;
- (d) les dénonciations prévues à l'article 32.

\* \* \*

*General and final clauses (as of 19 February 2017)*

#### CHAPTER III – GENERAL CLAUSES

#### Article 17 – **VARIANT A** *Transitional provisions*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments rendered after its entry into force for the State of origin and the requested State.

#### Article 17 – **VARIANT B** *Transitional provisions*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments –

- (a) rendered after its entry into force for the State of origin; and
- (b) for which recognition and enforcement is sought after its entry into force for the requested State.

#### Article 17 – **VARIANT C** *Transitional provisions*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments for which recognition and enforcement is sought after the Convention has entered into force [in] [between] the State of origin and the requested State.

#### Article 17 – **VARIANT D** *Transitional provisions*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments rendered after the entry into force for the State addressed if the proceedings were instituted after its entry into force for the State of origin.

#### Article 17 – **VARIANT E** *Transitional provisions*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments for which proceedings were instituted in the State of origin after the Convention has entered into force in the State of origin and if at that time the Convention was in force in the requested State.

#### Article 18 *No legalisation*

All documents forwarded or delivered under this Convention shall be exempt from legalisation or any analogous formality, including an Apostille.

#### Article 19 *Declarations with respect to specific matters*

1 Where a State has a strong interest in not applying this Convention to a specific matter, that State may declare that it will not apply the Convention to that matter. The State making such a declaration shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that the specific matter excluded is clearly and precisely defined.

2 With regard to that matter, the Convention shall not apply –

- (a) in the Contracting State that made the declaration;

- (b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought.

3 No more than [X] such declarations may be made by a Contracting State.

Article 20  
*Uniform interpretation*

In the interpretation of this Convention, regard shall be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application.

[Article 21  
*Review of operation of the Convention*

The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at [regular intervals] make arrangements for –

- (a) review of the operation of this Convention, including any declarations; and
- [(b) consideration of whether any amendments to this Convention are desirable.]]

Article 22  
*Non-unified legal systems*

1 In relation to a Contracting State in which two or more systems of law [or which is composed of two or more territorial units, each with its own judicial system] [in relation to the recognition and enforcement of judgments] apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention –

- (a) any reference to the law or procedure of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the law or procedure in force for the relevant territorial unit;
- (b) any reference to the court or courts of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the court or courts in the relevant territorial unit;
- (c) any reference to a connection with a State<sup>1</sup> shall be construed as referring, where appropriate, to a connection with the relevant territorial unit.

2 Notwithstanding the preceding paragraph, a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to apply this Convention to situations which involve solely such different territorial units.

3 A court in a territorial unit of a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to recognise or enforce a judgment from another Contracting State solely because the judgment has been recognised or enforced in another territorial unit of the same Contracting State under this Convention.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

---

<sup>1</sup> A suggestion was made to add examples of connecting factors to the Explanatory Report.

Article 23

*Relationship with other international instruments*

1 This Convention shall be interpreted so far as possible to be compatible with other treaties in force for Contracting States, whether concluded before or after this Convention.

2 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, whether concluded before or after this Convention, in cases where none of the parties is resident in a Contracting State that is not a Party to the treaty.

3 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty that was concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, if applying this Convention would be inconsistent with the obligations of that Contracting State to any non-Contracting State. This paragraph shall also apply to treaties that revise or replace a treaty concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, except to the extent that the revision or replacement creates new inconsistencies with this Convention.

4 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, whether concluded before or after this Convention, for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that treaty. However, the judgment shall not be recognised or enforced to a lesser extent than under this Convention.

5 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty which, in relation to a specific matter, governs the recognition or enforcement of judgments, even if concluded after this Convention and even if all States concerned are Parties to this Convention. This paragraph shall apply only if the Contracting State has made a declaration in respect of the treaty under this paragraph. In the case of such a declaration and to the extent that any inconsistencies exist between the above-mentioned treaty and this Convention, other Contracting States shall not be obliged to apply this Convention to a judgment which relates to that specific matter and which was rendered by a court of a Contracting State that made the declaration.

6 This Convention shall not affect the application of the rules of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention, whether adopted before or after this Convention –

- (a) where none of the parties is habitually resident in a Contracting State that is not a Member State of the Regional Economic Integration Organisation;
- (b) as concerns the recognition or enforcement of judgments as between Member States of the Regional Economic Integration Organisation.

CHAPTER IV – FINAL CLAUSES

Article 24

*Signature, ratification, acceptance, approval or accession*

- 1 The Convention is open for signature by all States.
- 2 This Convention is subject to ratification, acceptance or approval by the signatory States.
- 3 This Convention is open for accession by all States.

4 Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

Article 25  
*Declaration to confirm treaty relations  
or to object to them*

1 **(Variant A)** This Convention shall only have effect between any two Contracting States if and when both States have each notified a declaration confirming the establishment of treaty relations under the Convention.

1 **(Variant B)** This Convention shall have effect between any two Contracting States unless either of the two States has notified an objection to the establishment of treaty relations under the Convention with the other Contracting State. Such an objection may only be filed before the entry into force of the Convention for the later ratifying, accepting, approving or acceding State.

2 Each Contracting State shall notify its [declarations confirming the establishment of treaty relations under the Convention with other Contracting States] [objections to the establishment of treaty relations under the Convention with other Contracting States] to the depositary. A Contracting State may withdraw or modify a declaration at any time.

3 The depositary shall circulate all [declarations] [objections] received to all Contracting States [and to the Members of the Hague Conference on Private International Law]. The Permanent Bureau shall reflect the information relating to [declarations] [objections] on the Hague Conference website.

Article 26  
*Declarations with respect to non-unified legal systems*

1 If a State has two or more territorial units in which different systems of law [or which is composed of two or more territorial units, each with its own judicial system] apply in relation to matters dealt with in this Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that the Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

2 A declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

3 If a State makes no declaration under this Article, the Convention shall extend to all territorial units of that State.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

Article 27  
*Regional Economic Integration Organisations*

1 A Regional Economic Integration Organisation which is constituted solely by sovereign States and has competence over some or all of the matters governed by this Convention may similarly sign, accept, approve or accede to this Convention. The Regional Economic Integration Organisation shall in that case have the rights and obligations of a Contracting State, to the extent that the Organisation has competence over matters governed by this Convention.

2 The Regional Economic Integration Organisation shall, at the time of signature, acceptance, approval or accession, notify the depositary in writing of the matters governed by this Convention in respect of which competence has been transferred to that Organisation by its Member States. The Organisation shall promptly notify the depositary in writing of any changes to its competence as specified in the most recent notice given under this paragraph.

3 For the purposes of the entry into force of this Convention, any instrument deposited by a Regional Economic Integration Organisation shall not be counted unless the Regional Economic Integration Organisation declares in accordance with Article 28 paragraph 1 that its Member States will not be Parties to this Convention.

4 Any reference to a “Contracting State” or “State” in this Convention shall apply equally, where appropriate, to a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to it.

Article 28  
*Accession by a Regional Economic  
Integration Organisation without its Member States*

1 At the time of signature, acceptance, approval or accession, a Regional Economic Integration Organisation may declare that it exercises competence over all the matters governed by this Convention and that its Member States will not be Parties to this Convention but shall be bound by virtue of the signature, acceptance, approval or accession of the Organisation.

2 In the event that a declaration is made by a Regional Economic Integration Organisation in accordance with paragraph 1, any reference to a “Contracting State” or “State” in this Convention shall apply equally, where appropriate, to the Member States of the Organisation.

Article 29  
*Entry into force*

1 This Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the deposit of the second instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Article 24.

2 Thereafter this Convention shall enter into force –

(a) for each State or Regional Economic Integration Organisation subsequently ratifying, accepting, approving or acceding to it, on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;

(b) for a territorial unit to which this Convention has been extended in accordance with Article 26 on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the notification of the declaration referred to in that Article.

Variant A  
*No article on reservations*

*An explanation could be included in the Explanatory Report along the lines of paragraph 319 of the Hartley/Dogauchi Report, as follows: “It is the understanding of this Commission that no reservation should be encouraged in any way and that whenever a State wants to make a reservation – it should be made only if a State has a strong*

*interest to do so; it should be no broader than necessary and be defined clearly and precisely; it should not deal with a specific matter that can be the object of a declaration; and it should not be detrimental to the object and purpose and to the coherence of the Convention.”*

**Article 30 – Variant B**  
*Reservations*

No reservation to this Convention shall be permitted.

**Article 30 – Variant C**  
*Reservations*

Any Contracting State may, not later than the time of ratification, acceptance, approval or accession, or at the time of making a declaration in terms of Article [ ], make one or more of the reservations provided for in Articles [ ]. No other reservation shall be permitted.

**Article 31**  
*Declarations*

1 Declarations referred to in Articles 19, 23(5), 25, 26 and 28 may be made upon signature, ratification, acceptance, approval or accession or at any time thereafter, and may be modified or withdrawn at any time.

2 Declarations, modifications and withdrawals shall be notified to the depositary.

3 A declaration made at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession shall take effect simultaneously with the entry into force of this Convention for the State concerned.

4 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall take effect [on the first day of the month following the expiration of [XX] months after the date on which the notification is received by the depositary] [shall not apply to judgments rendered before the declaration takes effect].

**Article 32**  
*Denunciation*

1 This Convention may be denounced by notification in writing to the depositary. The denunciation may be limited to certain territorial units of a non-unified legal system to which this Convention applies.

2 The denunciation shall take effect on the first day of the month following the expiration of twelve months after the date on which the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation shall take effect upon the expiration of such longer period after the date on which the notification is received by the depositary.

3 *Transitional provision on denunciation to be added.*

**Article 33**  
*Notifications by the depositary*

The depositary shall notify the Members of the Hague Conference on Private International Law, and other States and Regional Economic Integration Organisations which have signed, ratified, accepted, approved or acceded in accordance with the Convention of the following –

- (a) the signatures, ratifications, acceptances, approvals and accessions referred to in Article 24;
- (b) the date on which this Convention enters into force in accordance with Article 29;
- (c) the notifications, declarations, modifications and withdrawals of declarations referred to in Article 31; and
- (d) the denunciations referred to in Article 32.

**No 131 REV – Proposal of the Working Group on General and Final Clauses\***

*General and final clauses (as of 19 February 2017)*

CHAPTER III – GENERAL CLAUSES

**Article 17 – Variant A**  
*Transitional provisions*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments rendered after its entry into force for the State of origin and the requested State.

**Article 17 – Variant B**  
*Transitional provisions*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments –

- (a) rendered after its entry into force for the State of origin; and
- (b) for which recognition and enforcement is sought after its entry into force for the requested State.

**Article 17 – Variant C**  
*Transitional provisions*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments for which recognition and enforcement is sought after the Convention has entered into force [in] [between] the State of origin and the requested State.

**Article 17 – Variant D**  
*Transitional provisions*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments rendered after the entry into force for the State addressed if the proceedings were instituted after its entry into force for the State of origin.

**Article 17 – Variant E**  
*Transitional provisions*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments for which proceedings were instituted in the State of origin after the Convention has entered into force in the State of origin and if at that time the Convention was in force in the requested State.

**Article 18**  
*No legalisation*

All documents forwarded or delivered under this Convention shall be exempt from legalisation or any analogous formalities, including an Apostille.

---

\* Work. Doc. No 131 REV was distributed on 20 February 2017.

## Article 19

### *Declarations with respect to specific matters*

1 Where a State has a strong interest in not applying this Convention to a specific matter, that State may declare that it will not apply the Convention to ~~s-courts will refuse to recognise or enforce a judgment [relating to] [on]~~ that matter. The State making such a declaration shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that the specific matter excluded is clearly and precisely defined.

2 With regard to that matter, the Convention shall not apply –

- (a) in the Contracting State that made the declaration;
- (b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought.

3 No more than [X] such declarations may be made by a Contracting State.

## Article 20

### *Uniform interpretation*

In the interpretation of this Convention, regard shall be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application.

## [Article 21

### *Review of operation of the Convention*

The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at [regular intervals] make arrangements for –

- (a) review of the operation of this Convention, including any declarations; and
- [(b) consideration of whether any amendments to this Convention are desirable.]]

## Article 22

### *Non-unified legal systems*

1 In relation to a Contracting State in which two or more systems of law [or which is composed of two or more territorial units, each with its own judicial system] [in relation to the recognition and enforcement of judgments] apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention –

- (a) any reference to the law or procedure of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the law or procedure in force ~~for~~ in the relevant territorial unit;
- (b) any reference to the court or courts of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the court or courts in the relevant territorial unit;
- (c) any reference to a connection with a State (~~residence, habitual residence, etc.~~) shall be construed as referring, where appropriate, to a connection with the relevant territorial unit.

2 Notwithstanding the preceding paragraph, a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to apply this

---

<sup>1</sup> A suggestion was made to add examples of connecting factors to the Explanatory Report.

Convention to situations which involve solely such different territorial units.

3 A court in a territorial unit of a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to recognise or enforce a judgment from another Contracting State solely because the judgment has been recognised or enforced in another territorial unit of the same Contracting State under this Convention.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

## Article 23

### *Relationship with other international instruments*

1 This Convention shall be interpreted so far as possible to be compatible with other treaties in force for Contracting States, whether concluded before or after this Convention.

2 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, whether concluded before or after this Convention, in cases where none of the parties is resident in a Contracting State that is not a Party to the treaty.

3 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty that was concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, if applying this Convention would be inconsistent with the obligations of that Contracting State to any non-Contracting State. This paragraph shall also apply to treaties that revise or replace a treaty concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, except to the extent that the revision or replacement creates new inconsistencies with this Convention.

4 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, whether concluded before or after this Convention, for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that treaty. However, the judgment shall not be recognised or enforced to a lesser extent than under this Convention.

5 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty which, in relation to a specific matter, governs the recognition or enforcement of judgments, even if concluded after this Convention and even if all States concerned are Parties to this Convention. This paragraph shall apply only if the Contracting State has made a declaration in respect of the treaty under this paragraph. In the case of such a declaration and to the extent that any inconsistencies exist between the above-mentioned treaty and this Convention, other Contracting States shall not be obliged to apply this Convention to a judgment which relates to that specific matter and which was rendered by a court of a Contracting State that made the declaration.

6 This Convention shall not affect the application of the rules of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention, whether adopted before or after this Convention –

- (a) where none of the parties is habitually resident in a Contracting State that is not a Member State of the Regional Economic Integration Organisation;
- (b) as concerns the recognition or enforcement of judgments as between Member States of the Regional Economic Integration Organisation.

## Article 24

*Signature, ratification, acceptance, approval or accession*

- 1 The Convention is open for signature by all States.
- 2 This Convention is subject to ratification, acceptance or approval by the signatory States.
- 3 This Convention is open for accession by all States.
- 4 Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

## Article 25

*Declaration to confirm treaty relations or to object to them*

1 **(Variant A)** This Convention shall only have effect between any two Contracting States if and when both States have each notified a declaration confirming the establishment of treaty relations under the Convention.

1 **(Variant B)** This Convention shall have effect between any two Contracting States unless either of the two States has notified an objection to the establishment of treaty relations under the Convention with the other Contracting State. Such an objection may only be filed before the entry into force of the Convention for the later ratifying, accepting, approving or acceding State.

2 Each Contracting State shall notify its [declarations confirming the establishment of treaty relations under the Convention with other Contracting States] [objections to the establishment of treaty relations under the Convention with other Contracting States] to the depositary. A Contracting State may withdraw or modify a declaration at any time.

3 The depositary shall circulate all [declarations] [objections] received to all Contracting States [and to the Members of the Hague Conference on Private International Law]. The Permanent Bureau shall reflect the information relating to [declarations] [objections] on the Hague Conference website.

## Article 26

*Declarations with respect to non-unified legal systems*

1 If a State has two or more territorial units in which different systems of law [or which is composed of two or more territorial units, each with its own judicial system] apply in relation to matters dealt with in this Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that the Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

2 A declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

3 If a State makes no declaration under this Article, the Convention shall extend to all territorial units of that State.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

## Article 27

*Regional Economic Integration Organisations*

1 A Regional Economic Integration Organisation which is constituted solely by sovereign States and has competence over some or all of the matters governed by this Convention may similarly sign, accept, approve or accede to this Convention. The Regional Economic Integration Organisation shall in that case have the rights and obligations of a Contracting State, to the extent that the Organisation has competence over matters governed by this Convention.

2 The Regional Economic Integration Organisation shall, at the time of signature, acceptance, approval or accession, notify the depositary in writing of the matters governed by this Convention in respect of which competence has been transferred to that Organisation by its Member States. The Organisation shall promptly notify the depositary in writing of any changes to its competence as specified in the most recent notice given under this paragraph.

3 For the purposes of the entry into force of this Convention, any instrument deposited by a Regional Economic Integration Organisation shall not be counted unless the Regional Economic Integration Organisation declares in accordance with Article 28 paragraph 1 that its Member States will not be Parties to this Convention.

4 Any reference to a “Contracting State” or “State” in this Convention shall apply equally, where appropriate, to a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to it.

## Article 28

*Accession by a Regional Economic Integration Organisation without its Member States*

1 At the time of signature, acceptance, approval or accession, a Regional Economic Integration Organisation may declare that it exercises competence over all the matters governed by this Convention and that its Member States will not be Parties to this Convention but shall be bound by virtue of the signature, acceptance, approval or accession of the Organisation.

2 In the event that a declaration is made by a Regional Economic Integration Organisation in accordance with paragraph 1, any reference to a “Contracting State” or “State” in this Convention shall apply equally, where appropriate, to the Member States of the Organisation.

## Article 29

*Entry into force*

1 This Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the deposit of the second instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Article 24.

2 Thereafter this Convention shall enter into force –

- (a) for each State or Regional Economic Integration Organisation subsequently ratifying, accepting, approving or acceding to it, on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;
- (b) for a territorial unit to which this Convention has been extended in accordance with Article 26~~8~~ on the first day of the month following the expiration of [three]

[six] months after the notification of the declaration referred to in that Article.

Variant A  
*No article on reservations*

*An explanation could be included in the Explanatory Report along the lines of paragraph 319 of the Hartley/Dogauchi Report, as follows: "It is the understanding of this Commission that no reservation should be encouraged in any way and that whenever a State wants to make a reservation – it should be made only if a State has a strong interest to do so; it should be no broader than necessary and be defined clearly and precisely; it should not deal with a specific matter that can be the object of a declaration; and it should not be detrimental to the object and purpose and to the coherence of the Convention."*

Article 30 – **Variant B**  
*Reservations*

No reservation to this Convention shall be permitted.

Article 30 – **Variant C**  
*Reservations*

Any Contracting State may, not later than the time of ratification, acceptance, approval or accession, or at the time of making a declaration in terms of Article [ ], make one or more of the reservations provided for in Articles [ ]. No other reservation shall be permitted.

Article 31  
*Declarations*

1 Declarations referred to in Articles 19, 23(5), 25, 26 and 28 may be made upon signature, ratification, acceptance, approval or accession or at any time thereafter, and may be modified or withdrawn at any time.

2 Declarations, modifications and withdrawals shall be notified to the depositary.

3 A declaration made at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession shall take effect simultaneously with the entry into force of this Convention for the State concerned.

4 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall take effect [on the first day of the month following the expiration of [XX] months after the date on which the notification is received by the depositary] [shall not apply to judgments rendered before the declaration takes effect].

~~5 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall not apply to judgments rendered before it takes effect.~~

Article 32  
*Denunciation*

1 This Convention may be denounced by notification in writing to the depositary. The denunciation may be limited to certain territorial units of a non-unified legal system to which this Convention applies.

2 The denunciation shall take effect on the first day of the month following the expiration of twelve months after the date on which the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take ef-

fect is specified in the notification, the denunciation shall take effect upon the expiration of such longer period after the date on which the notification is received by the depositary.

3 *Transitional provision on denunciation to be added*

Article 33  
*Notifications by the depositary*

The depositary shall notify the Members of the Hague Conference on Private International Law, and other States and Regional Economic Integration Organisations which have signed, ratified, accepted, approved or acceded in accordance with the Convention of the following –

- (a) the signatures, ratifications, acceptances, approvals and accessions referred to in Article 24;
- (b) the date on which this Convention enters into force in accordance with Article 29;
- (c) the notifications, declarations, modifications and withdrawals of declarations referred to in Article 31; and
- (d) the denunciations referred to in Article 32.

**No 132 – Proposal of the delegation of Israel**

*Suggested deletion of Article 25 (Declaration to confirm treaty relations or to object to them):*

In accordance with Article 2(1)d and 21(1) of the *Vienna Convention on the Law of Treaties*, States can make reservations to exclude or to modify the legal effect of treaties or certain provisions of treaties between them and other parties to the treaties. Consequently, in practice there is no need for a specific bilateralisation clause.

Both suggested variants for the operative paragraphs of Article 25 impose a burden on States to positively accept (Variant A) or to object (Variant B) to legal effect between them and other Parties to the Convention.

~~1— (Variant A) This Convention shall only have effect between any two Contracting States if and when both States have each notified a declaration confirming the establishment of treaty relations under the Convention.~~

~~1— (Variant B) This Convention shall have effect between any two Contracting States unless either of the two States has notified an objection to the establishment of treaty relations under the Convention with the other Contracting State. Such an objection may only be filed before the entry into force of the Convention for the later ratifying, accepting, approving or acceding State.~~

~~2— Each Contracting State shall notify its [declarations confirming the establishment of treaty relations under the Convention with other Contracting States] [objections to the establishment of treaty relations under the Convention with other Contracting States] to the depositary. A Contracting State may withdraw or modify a declaration at any time.~~

~~3— The depositary shall circulate all [declarations] [objections] received to all Contracting States [and to the Members of the Hague Conference on Private International Law]. The Permanent Bureau shall reflect the information relating to [declarations] [objections] on the Hague Conference website.~~



**No 133 – Proposal of the delegation of the People’s Republic of China**

*Amendment to Article 22(1)*

1 In relation to a Contracting State in which two or more systems of law apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention -

- (a) any reference to the law or procedure of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the law or procedure in force in the relevant territorial unit;
- (b) any reference to habitual residence in a State shall be construed as referring, where appropriate, to habitual residence in the relevant territorial unit;
- (c) any reference to the court or courts of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the court or courts in the relevant territorial unit;
- (d) any reference to a connection with a State shall be construed as referring, where appropriate, to a connection with the relevant territorial unit.

**No 134 – Proposal of the delegation of the People’s Republic of China**

*Proposed new Article 18 bis*

A State may declare that its courts may refuse to recognise or enforce a judgment given by a court of another Contracting State if the parties were resident in the requested State, and the relationship of the parties and all other elements relevant to the dispute, other than the location of the court of origin, were connected only with the requested State.

**No 135 – Proposal of the delegation of Israel**

Article 2 bis

This Convention shall not apply to enforcement of non-monetary judgments given in relation to intellectual property rights.

*Article 5(1)(k):*

- (k) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, industrial design, [plant breeders’ right,] or other similar right ~~required to be [deposited or] registered in the State of origin~~, and it was given by a court in the State of origin in which the ~~[deposit or] registration of the right concerned has taken place, or is deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument, and applying the State of origin’s laws unless otherwise agreed on by the parties, and the infringement took place in the State of origin.~~

*Article 5(1)(l):*

- (l) the judgment ruled on the ~~validity[, ownership, subsistence] or infringement of copyright or related rights for other intellectual property rights not required to be [deposited or] registered~~ in the State of origin and the right arose under the law of the State of origin by a court in the State of origin, applying the State of origin’s laws unless otherwise agreed on by the parties, and the infringement took place in the State of origin.

*Article 6(a):*

Notwithstanding Article 5 –

- (a) a judgment that ruled on the registration or validity of patents, trademarks, industrial designs[, plant breeders’ rights,] or other similar rights required to be ~~[deposited or] registered~~ shall be recognised ~~and enforced~~ if and only if the State of origin is the State in which ~~[deposit or] registration has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument;~~
- (b) [...]
- (c) [...]

*Article XX*

Notwithstanding Article 5, monetary judgments in relation to intellectual property rights shall only be recognised and enforced if the state of subsistence of intellectual property right and the State of infringement are the same State, and the court rendering the judgment applied either the law of that State or the law of another State agreed on by the parties.

**No 136 – Proposal of the delegation of Uruguay**

*Article 7(1)(c)*

*Amend as follows:*

Article 7

*Refusal of recognition or enforcement*

- 1 Recognition or enforcement may be refused if –  
[...]

- (c) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the international public policy\* of the requested State, including situations where the specific proceedings leading to the judgment were incompatible with fundamental principles of procedural fairness of that State [and situations involving infringements of security or sovereignty of that State];

\* *orden público internacional* in Spanish.

**No 137 – Proposal of the delegation of the United States of America**

The United States proposes a new paragraph be added to Article 7(1) to provide that a court may refuse to recognise or enforce a judgment that addresses infringement of a trademark or copyright or related right when it did not issue from the State of origin, that is, where the judgment was rendered. In the new paragraph, “or validity” is included in brackets because if validity is retained in Article 5(1)(l), then it would be appropriate to include here as well.

Article 7

*Refusal of recognition or enforcement*

[...]

- (g) the judgment relates to infringement [or validity] as identified in Article 5(1)(k) or (l) was given by a court other than a court identified in those sub-paragraphs.

## No 138 – Proposal of the delegations of Singapore and Australia

### *Amendment of Article 5(1)(f)*

- (f) the defendant entered an appearance before the court of origin to defend the case on the merits and chose not to contest jurisdiction at the first opportunity to do so without contesting jurisdiction at the first opportunity to do so, if the defendant would have had an arguable case that there was no jurisdiction or that jurisdiction should not be exercised under the law of the State of origin;

### *Explanation*

The reference to jurisdiction includes both mandatory jurisdictional requirements and the discretionary exercise of jurisdiction by the court of origin.

To meet the requirement that the defendant chose not to contest jurisdiction, the court of the requested State must be satisfied that the defendant had a real choice to not contest jurisdiction. In the following situations, the defendant would ordinarily not be found to have had a real choice:

- Under the law of the state of origin, it would have been futile for the defendant to contest jurisdiction;
- The defendant entered an appearance to release seized assets; and
- The defendant entered an appearance to annul an order either preventing the defendant from exiting the country or for the payment of a security, bond or deposit.

## No 139 – Proposal of the delegation of the European Union

### *Deletion of paragraph 2(a) of Article 5*

In light of paragraph 1(e) of Article 5 requiring the defendant to expressly consent to the jurisdiction of the court of origin in the course of proceedings in which the judgment was given, paragraph 2(a) of Article 5 seems superfluous. It is therefore proposed to delete it:

2 If recognition or enforcement is sought against a natural person acting primarily for personal, family or household purposes (a consumer) in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters relating to the employee's contract of employment –

- ~~paragraph 1(c) applies only if the consent was given before the court;~~
- paragraph 1(g) does not apply.

*(As to the proposal of the delegation of the European Union to insert a new paragraph 2(c), please see the proposal in Work. Doc. No 85 REV).*

## No 140 – Proposal of the delegation of the European Union

### *Amendment of Article 5(1)(b)*

Remove the brackets and keep the text of sub-paragraph (b) of Article 5(1):

- {(b) the natural person against whom recognition or enforcement is sought had his or her principal place of business in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that business;}

## No 141 – Proposal of the delegation of the European Union

### *Article 2(2)*

[...]

2 ~~Notwithstanding paragraph 1, a Δ judgment is not excluded from the scope of this Convention where a matter excluded to which this Convention does not apply under that paragraph~~ arose merely as a preliminary question in the proceedings in which ~~it~~ the judgment was given, and not as an object of the proceedings. In particular, the mere fact that such a matter ~~excluded under paragraph 1~~ arose by way of defence does not exclude a judgment from the Convention, if that matter was not an object of the proceedings.

### *Article 8(1) and (2)*

1 Where a matter ~~excluded under Article 2, paragraph 1, to which this Convention does not apply~~, or a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled, arose as a preliminary question, the ruling on that question shall not be recognised or enforced under this Convention.

2 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter ~~excluded under Article 2, paragraph 1 or 3, to which this Convention does not apply~~, or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled.

[...]

## No 142 – Proposal of the delegation of the European Union

### *Article 7(1)(d)*

In order to clarify that the phrase “under which the dispute in question was to be determined in a court other than the court of origin” relates to both “an agreement” and “a designation in a trust instrument” it is proposed to insert a comma after “agreement” and after “instrument”:

- the proceedings in the court of origin were contrary to an agreement<sub>1</sub>, or a designation in a trust instrument<sub>1</sub>, under which the dispute in question was to be determined in a court other than the court of origin;

## No 143 – Proposal of the delegation of the European Union

*Proposal to amend Article 23 as proposed in Working Document No 131 REV:*

### Article 23

#### *Relationship with other international instruments*

1 This Convention shall be interpreted so far as possible to be compatible with other treaties in force for Contracting States, whether concluded before or after this Convention.

~~2— This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, whether concluded before or after this Convention, in cases where none of the parties is resident in a Contracting State that is not a Party to the treaty.~~

~~3— This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty that was concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, if applying this Convention would be inconsistent with the obligations of that Contracting State to any non-Contracting State. This paragraph shall also apply to treaties that revise or replace a treaty concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, except to the extent that the revision or replacement creates new inconsistencies with this Convention.~~

~~4— This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, whether concluded before or after this Convention, for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that treaty. However, the judgment shall not be recognised or enforced to a lesser extent than under this Convention.~~

§ 2 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, whether concluded before or after this Convention, for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that treaty. However, the judgment shall not be recognised or enforced to a lesser extent than under this Convention.

¶ 3 This Convention shall not affect the application of the rules of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention—

~~(a) where none of the parties is habitually resident in a Contracting State that is not a Member State of the Regional Economic Integration Organisation;~~

~~(b) , whether adopted before or after this Convention, as concerns the recognition or enforcement of judgments as between Member States of the Regional Economic Integration Organisation.~~

#### **No 144 – Proposal of the delegation of the European Union**

*Proposal to amend Article 32 as proposed in Working Document No 131 REV*

##### **Article 32 Denunciation**

1 This Convention may be denounced by notification in writing to the depositary. The denunciation may be limited to certain territorial units of a non-unified legal system to which this Convention applies.

2 The denunciation shall take effect on the first day of the month following the expiration of twelve months after the date on which the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation shall take effect upon the expiration of such longer period after the date on which the notification is received by the depositary.

3 The denunciation shall not apply to judgments resulting from proceedings that have already been instituted before the court of origin when the denunciation takes effect.

#### **No 145 – Proposal of the delegation of the European Union**

*On Article 17 as proposed in Working Document No 131 REV and Article 31 as proposed in Working Document No 78*

##### **Article 17 – Variant E Transitional provisions**

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments for which proceedings were instituted in the State of origin after the Convention has entered into force in the State of origin and if at that time the Convention was in force in the requested State.

##### **Article 31 Declarations**

[1 Declarations referred to in Articles 19, 23(5), 25, 26 and 28 may be made upon signature, ratification, acceptance, approval or accession or at any time thereafter, and may be modified or withdrawn at any time.]

2 Declarations, modifications and withdrawals shall be notified to the depositary.

3 A declaration made at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession shall take effect simultaneously with the entry into force of this Convention for the State concerned.

[4 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall take effect on the first day of the month following the expiration of three months following the date on which the notification is received by the depositary.]

[5 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall not apply to judgments rendered before it takes effect resulting from proceedings that have already been instituted before the court of origin when the declaration takes effect.]

#### **No 146 – Proposal of the delegation of Singapore**

*Amendment of Article 10*

##### **Article 10 Judicial Court-approved settlements (including transactions judiciaires)**

Judicial settlements (*transactions judiciaires*) or settlement agreements which a court of a Contracting State has approved, or which have been concluded before that court in the course of proceedings, and which are enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin, shall be enforced under this Convention in the same manner as a judgment[, provided that such settlement is permissible under the law of the requested State].

*Explanation: Article 10 –*

- Is not limited to court-approved settlement agreements made in civil law systems.
- Covers settlement agreements made in disputes for which no court proceeding has been instituted.
- Covers court orders approving settlement agreements that do not constitute consent orders.
- Does not cover notarised settlement agreements.

## No 147 – Proposal of the delegation of the European Union

*On the relationship of the Convention to the 1958 New York Convention*

Proposal for inclusion of a new Article in the general and final clauses and an explanation in the Explanatory Report

### Article Z

This Convention shall not affect the application of the 1958 *New York Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards*.

#### *Explanatory Report*

This Convention does not apply to arbitration. This means that:

- It does not apply to the recognition and enforcement of arbitral awards, which is governed by national law or other international instruments, in particular the Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards, done at New York on 10 June 1958;
- Similarly, this Convention does not apply to the recognition and enforcement of judgments ruling on an annulment, review, or appeal of an arbitral award;
- This Convention further does not apply to a judgment given by a court of a Contracting State as to whether or not an arbitration agreement is null and void, inoperative or incapable of being performed. Therefore such a judgment is not subject to the rules of recognition laid down in this Convention;
- This Convention does not apply to judgments given by the courts of Contracting States on arbitration-related proceedings, such as proceedings aimed at establishing the arbitral tribunal, determining the powers of the arbitrators or the conduct of the arbitration procedure;
- Finally, this Convention does not determine how to deal with a conflict between an arbitral award and a judgment within the scope of this Convention, which is left to the national law of the requested State.

#### *Explanation of the link with Article 8(2)*

A judgment given by a court of a Contracting State ruling on the merits of a dispute in a civil and commercial matter within the meaning of this Convention and holding, as a decision on a preliminary question, that an arbitration agreement is null and void, inoperative or incapable of being performed may be refused recognition and enforcement to the extent that the judgment was based on that ruling on the preliminary question.

## No 148 – Proposal of the delegation of Japan

Japan proposes that the declaration concerning a specific article, such as article 10 of the new Convention, should be permitted.

### Article 19

#### *Declarations with respect to specific matters*

- 1 Where a State [...]

~~2 Where a State has a strong interest in not applying [an article] [Article 10] of this Convention, that State may declare that it will not apply [that article] [Article 10].~~

~~3<sup>2</sup> With regard to that matter or [that article] [Article 10], the Convention shall not apply –~~

- (a) in the Contracting State that made the declaration;
- (b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought.

~~3 No more than [X] such declarations may be made by a Contracting State.~~

## No 149 – Proposal of the delegation of the European Union

### CHAPTER III – GENERAL CLAUSES

*Suggestion: deletion of Article 21(b)*

#### [Article 21

#### *Review of operation of the Convention*

The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at regular intervals make arrangements for review of the operation of this Convention, including any declarations.

~~[(b) consideration of whether any amendments to this Convention are desirable.]~~

---

## Documents de travail Nos 150 à 157

## Working Documents Nos 150 to 157

*Distribués le mardi 21 février 2017*

*Distributed on Tuesday 21 February 2017*

---

## No 150 – Proposal of the IP Working Group

*Drafting proposal on Article 5(1)(k) and (l), and Article 6(a):*

#### *Article 5(1)*

- (k) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, industrial design, plant breeders' right, or other similar right required to be deposited granted or registered and it was given by a court in the State of origin in which the deposit grant or registration of the right concerned has taken place, or is deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument[, unless the alleged infringer has not acted

in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];

- (l) the judgment ruled on the ~~validity ownership or subsistence or infringement~~ of copyright or related rights, [or use-based trademarks, trade names, or unregistered designs] [or other intellectual property rights not required to be registered] and the right ~~arose under is governed by~~ the law of the State of origin;
- (l bis) the judgment ruled on an infringement of copyright or related rights, [or use-based trademarks, trade names, or unregistered designs] [or other intellectual property rights not required to be registered] and the right ~~arose under is governed by~~ the law of the State of origin, unless the alleged infringer has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];

#### Article 6

Notwithstanding Article 5 –

- 1 (a) a judgment that ruled on the registration or validity of patents, trademarks, industrial designs, plant breeders' rights, or other similar rights required to be deposited granted or registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which deposit grant or registration has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument;

#### No 150 REV – Proposal of the IP Working Group

*Drafting proposal on Article 5(1)(k) and (l), and Article 6(a):*

#### Article 5(1)

- (k) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, industrial design, plant breeders' right, or other similar right required to be deposited granted or registered and it was given by a court in the State of origin in which the deposit grant or registration of the right concerned has taken place, or is deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument, unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];
- (l) the judgment ruled on the ~~validity ownership or subsistence or infringement~~ of copyright or related rights, [or use-based trademarks, trade names, or unregistered designs] [or other intellectual property rights not required to be registered] and the right ~~arose under is governed by~~ the law of the State of origin;
- (l bis) the judgment ruled on an infringement of copyright or related rights, [or use-based trademarks, trade names, or unregistered designs] [or other intellectual property rights not required to be registered] and the right ~~arose under is governed by~~ the law of the State of origin, unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];

#### Article 6

Notwithstanding Article 5 –

- 1 (a) a judgment that ruled on the registration or validity of patents, trademarks, industrial designs, plant breeders' rights, or other similar rights required to be deposited granted or registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which deposit grant or registration has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument;

#### No 151 – Proposal of the delegation of the European Union

##### Article 10

##### *Judicial settlements (transactions judiciaires)*

Judicial settlements (*transactions judiciaires*) which a court of a Contracting State has approved, or which have been concluded before that court in the course of proceedings, and which are enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin, shall be enforced under this Convention in the same manner as a judgment, ~~provided that such settlement is permissible under the law of the requested State].~~

#### No 152 – Proposal of the delegation of the European Union

##### Article 7

##### *Refusal of recognition or enforcement*

(Adding a new separate refusal ground)

- 1 Recognition or enforcement may be refused if –

[...]

(X) the judgment ruled on an infringement of an intellectual property right applying to that right a law other than the law governing that right.

#### No 153 – Proposal of the delegation of Uruguay

*Amendment of Article 23 as proposed in Working Document No 131 REV.*

Uruguay supports the proposal of the delegation of the European Union presented in Working Document No 143.

The following proposal, however, is independent of the result of the discussion that may take place regarding the aforementioned Working Document, but has in common that current paragraph 4 should be a new paragraph 2, and read as follows:

42 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, whether concluded before or after this Convention, that has more favourable rules or principles for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that treaty. However, the judgment shall not be recognised or enforced to a lesser extent than under this Convention.

## No 154 – Proposal of the delegation of Uruguay

*Insertion of a new paragraph 5 in Article 11:*

5 All the documents referred in this Article shall be legalised, except if the *Hague Convention of 5 October 1961 Abolishing the Requirement of Legalisation for Foreign Public Documents* applies or if the law of the requested State provides otherwise.

## No 155 – Proposal of the delegations of Brazil and the Russian Federation

Article 7  
*Refusal of recognition or enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

[...]

(g) a judgment ruled on a matter that falls within the exclusive jurisdiction of the State addressed in accordance with its national law, provided that this State made a declaration referred to in Article 19.

Article 19  
*Declarations with respect to specific matters*

1 *bis* A State may declare that its courts may refuse to recognise or enforce a judgment given by a court of another State, to the extent set forth in that declaration, if the matter on which the judgment ruled falls within its exclusive jurisdiction in accordance with its national law. At the time of making such a declaration the State shall inform the depositary of the list of such matters.

## No 156 – Proposal of the delegation of the United States of America

Article 9 *bis*  
*Remedies other than damages*

1 A judgment granting a remedy other than money damages shall be recognised and enforced to the extent the judgment awards a remedy authorised by the law of the requested State. If the law of the requested State does not authorise the particular remedy granted in the judgment, the court addressed shall provide the remedy it would have awarded in a judgment for the same injury if it had been the court of origin. In no event shall the court addressed provide a remedy which provides greater benefit than the judgment granted by the court of origin. The court addressed shall be bound by the description of the injury in the judgment presented or as established in the documents produced pursuant to Article 11.

2 Notwithstanding any other provision in this Convention, a judgment granting a remedy other than money damages in copyright and related rights matters or registered and unregistered trademarks matters shall not be enforced under this Convention.

*Article 14 would then be deleted.*

## No 157 – Proposal of the delegation of the Russian Federation

Article 9  
*Damages*

1 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment awards damages, including specifically exemplary or punitive damages, that do not compensate a party for actual loss or harm suffered.

~~2 The court addressed shall take into account whether and to what extent the damages awarded by the court of origin serve to cover costs and expenses relating to the proceedings.~~

---

## Documents de travail Nos 158 à 164

## Working Documents Nos 158 to 164

*Distribués le mercredi 22 février 2017*

*Distributed on Wednesday 22 February 2017*

---

## No 158 – Proposal of the delegation of Israel

*Suggested Article 4(5)*

The requested State shall provide effective access to procedures for addressing situations where a judgment by the court of the State of origin overturned a previous judgment that was recognised or enforced in accordance with this Convention.

## No 159 – Proposal of the Working Group on Submission

*Article 5(1):*

(f) the defendant argued on the merits before the court of origin without contesting jurisdiction within the time frame provided in the law of the State of origin, unless [it is evident that] an objection to jurisdiction or to the exercise of jurisdiction would not have succeeded under that law;

*Tracked changes:*

(f) the defendant ~~entered an appearance~~ argued on the merits before the court of origin without contesting jurisdiction within the timeframe provided in the law of the State of origin at the first opportunity to do so, unless [it is evident that] an objection to jurisdiction or to the exercise of jurisdiction would not have succeeded if the defendant would have had an arguable case that there was no jurisdiction or that jurisdiction should not be exercised under the that law of the State of origin;

**No 160 – Proposal of the delegations of Israel and the United States of America**

[Article 9 *ter*

Notwithstanding any other provision in this Convention a judgment granting a remedy other than money damages in intellectual property matters shall not be enforced under this Convention.]

**No 161 – Proposal of the delegation of the United States of America**

*Proposal on Article 5(1)(m)*

- (m) the judgment concerns the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, and the State of origin is –
- (i) designated in the trust instrument as a State in which disputes about such matters are to be determined;
  - (ii) the State whose law is expressly or impliedly designated in the trust instrument as the law governing the aspect of the trust that is the subject of the litigation that gave rise to the judgment, unless the defendant's activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State; or
  - (iii) the State expressly or impliedly designated in the trust instrument as the State in which the principal place of administration of the trust is situated.

This sub-paragraph only applies to judgments between persons bound by the terms of a trust regarding internal aspects of that trust.

**No 162 – Proposal of the Trusts Working Group**

*Drafting proposal on Article 5(1)(m)*

- (m) the judgment concerns the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, and the State of origin is –
- (i) designated in the trust instrument at the time the proceedings were commenced as a State in which disputes about such matters are to be determined;
  - (ii) the State whose law is expressly or impliedly designated in the trust instrument as the law governing the aspect for the trust that is the subject of the litigation that gave rise to the judgment;
  - (iii) the State expressly or impliedly designated in the trust instrument at the time proceedings were commenced as the State in which the principal place of administration of the trust is situated.

This sub paragraph only applies to judgments between persons [internal to the trust relationship] [bound by the terms of a trust], or formerly [internal to that relationship] [bound by those terms], regarding internal aspects of that trust.

**No 163 – Proposal of the delegations of the European Union and the United States of America**

Article 19 *bis*

- 1 A Contracting State may declare that:
- (a) a court common to two or more States exercises jurisdiction over matters that come within the scope of this Convention; and
  - (b) such a court:
    - (i) has only an appellate function; or
    - (ii) has first instance and appellate functions.
- 2 Judgments of a Contracting State include:
- (a) judgments given by a court referred to in paragraph 1(b)(i);
  - (b) judgments given by a court referred to in paragraph 1(b)(ii) if all States referred to in paragraph 1(a) are parties to this Convention.
- 3 If a court referred to in paragraph 1(b)(i) serves as a common court for States some of which are Contracting States and some of which are non-Contracting States to this Convention, judgments given by such a court shall only be considered as judgments of a Contracting State if the proceedings at first instance were instituted in a Contracting State.
- 4 In case of a judgment given by a court referred to in paragraph 1(b)(ii) the reference to the State of origin in Articles 5 and 6 shall be deemed to refer to the entire territory over which that court had jurisdiction in relation to that judgment.

**No 164 – Proposal of the delegations of Brazil and the Russian Federation**

Article 19

*Declarations with respect to specific matters*

1 *bis*

A State may declare that its courts may refuse to recognise or enforce a judgment given by a court of another State, if the matter on which the judgment ruled falls within its exclusive jurisdiction in accordance with its national law.

At the time of making such a declaration the State shall provide the depositary with the list of such clearly and precisely defined matters.

---

*Distribué le jeudi 23 février 2017*

---

*Distributed on Thursday 23 February 2017*

---

**No 165 – Avant-projet de Convention révisé arrêté au 23 février 2017**

---

**No 165 – Revised draft Convention as of 23 February 2017**

CHAPITRE I – CHAMP D’APPLICATION  
ET DÉFINITIONS

CHAPTER I – SCOPE AND DEFINITIONS

Article premier  
*Champ d’application*

Article 1  
*Scope*

1 La présente Convention s’applique à la reconnaissance et à l’exécution des jugements en matière civile et commerciale. Elle ne recouvre notamment pas les matières fiscales, douanières ou administratives.

1 This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments relating to civil or commercial matters. It shall not extend in particular to revenue, customs or administrative matters.

2 La présente Convention s’applique à la reconnaissance et à l’exécution, dans un État contractant, d’un jugement rendu ~~dans~~ par un tribunal d’un autre État contractant.

2 This Convention shall apply to the recognition and enforcement in one Contracting State of a judgment given by a court of ~~in~~ another Contracting State.

Article 2  
*Exclusions du champ d’application*

Article 2  
*Exclusions from scope*

1 La présente Convention ne s’applique pas aux matières suivantes :

1 This Convention shall not apply to the following matters –

- (a) l’état et la capacité des personnes physiques ;
- (b) les obligations alimentaires ;
- (c) les autres matières du droit de la famille, y compris les régimes matrimoniaux et les autres droits ou obligations découlant du mariage ou de relations similaires ;
- (d) les testaments et les successions ;
- (e) l’insolvabilité, les concordats, la résolution d’établissements financiers, et les matières analogues ;
- (f) le transport de passagers et de marchandises ;
- (g) la pollution marine, la limitation de responsabilité pour des demandes en matière maritime, les avaries communes, ainsi que le remorquage et le sauvetage d’urgence ;
- (h) la responsabilité pour les dommages nucléaires ;
- (i) la validité, la nullité ou la dissolution des personnes morales ou des associations entre personnes physiques ou personnes morales, ainsi que la validité des décisions de leurs organes ;
- (j) la validité des inscriptions sur les registres publics ;

- (a) the status and legal capacity of natural persons;
- (b) maintenance obligations;
- (c) other family law matters, including matrimonial property regimes and other rights or obligations arising out of marriage or similar relationships;
- (d) wills and succession;
- (e) insolvency, composition, resolution of financial institutions, and analogous matters;
- (f) the carriage of passengers and goods;
- (g) marine pollution, limitation of liability for maritime claims, general average, and emergency towage and salvage;
- (h) liability for nuclear damage;
- (i) the validity, nullity, or dissolution of legal persons or associations of natural or legal persons, and the validity of decisions of their organs;
- (j) the validity of entries in public registers;



(k) la diffamation [et le droit à la vie privée];-

[(l) les droits de propriété intellectuelle [autres que les droits d'auteur et droits voisins et les marques, soumises ou non à enregistrement]].

~~2 Nonobstant le paragraphe 1, u~~Un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention lorsqu'une matière ~~exclue en vertu de ce paragraphe à laquelle elle ne s'applique pas~~ est soulevée seulement à titre préalable et non comme un objet du litige. En particulier, le seul fait qu'une ~~telle~~ matière ~~exclue en vertu du paragraphe 1~~ ait été invoquée en tant que moyen de défense n'exclut pas le jugement du champ d'application de la Convention, si cette question n'était pas un objet du litige.

3 La présente Convention ne s'applique pas à l'arbitrage et aux procédures y afférentes.

4 Un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention du seul fait qu'un État, y compris un gouvernement, une agence gouvernementale ou toute personne agissant pour le compte d'un État, était partie au litige.

5 La présente Convention n'affecte pas les privilèges et immunités dont jouissent les États ou les organisations internationales, pour eux-mêmes et pour leurs biens.

#### Article 3 *Définitions*

1 Au sens de la présente Convention :

- (a) le terme « défendeur » signifie la personne contre laquelle la demande ou la demande reconventionnelle a été introduite dans l'État d'origine ;
- (b) le terme « jugement » signifie toute décision sur le fond rendue par un tribunal, quelle que soit la dénomination donnée à cette décision, telle qu'un arrêt ou une ordonnance, de même que la fixation des frais du procès par le tribunal (y compris le greffier du tribunal), à condition qu'elle ait trait à une décision sur le fond susceptible d'être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention. Les mesures provisoires et conservatoires ne sont pas des jugements.

2 Une entité ou une personne autre qu'une personne physique est réputée avoir sa résidence habituelle dans l'État :

- (a) de son siège statutaire ;
- (b) selon le droit duquel elle a été constituée ;
- (c) de son administration centrale ; ou
- (d) de son principal établissement.

#### CHAPITRE II – RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION

#### Article 4 *Dispositions générales*

1 Un jugement rendu par un tribunal d'un État contractant (État d'origine) est reconnu et exécuté dans un autre État contractant (État requis) conformément aux dispositions du présent chapitre. La reconnaissance ou l'exécution ne peut être refusée qu'aux motifs énoncés dans la présente Convention.

(k) defamation [and privacy];

[(l) intellectual property rights[, except for copyright and related rights and registered and unregistered trademarks]].

~~2 Notwithstanding paragraph 1, a~~A judgment is not excluded from the scope of this Convention where a matter ~~excluded under that paragraph to which this Convention does not apply~~ arose merely as a preliminary question in the proceedings in which ~~it~~ the judgment was given, and not as an object of the proceedings. In particular, the mere fact that such a matter ~~excluded under paragraph 1~~ arose by way of defence does not exclude a judgment from the Convention, if that matter was not an object of the proceedings.

3 This Convention shall not apply to arbitration and related proceedings.

4 A judgment is not excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State, including a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party to the proceedings.

5 Nothing in this Convention shall affect privileges and immunities of States or of international organisations, in respect of themselves and of their property.

#### Article 3 *Definitions*

1 In this Convention –

- (a) “defendant” means a person against whom the claim or counterclaim was brought in the State of origin;
- (b) “judgment” means any decision on the merits given by a court, whatever ~~it~~ that decision may be called, including a decree or order, and a determination of costs or expenses by the court (including an officer of the court), provided that the determination relates to a decision on the merits which may be recognised or enforced under this Convention. An interim measure of protection is not a judgment.

2 An entity or person other than a natural person shall be considered to be habitually resident in the State –

- (a) where it has its statutory seat;
- (b) under whose law it was incorporated or formed;
- (c) where it has its central administration; or
- (d) where it has its principal place of business.

#### CHAPTER II – RECOGNITION AND ENFORCEMENT

#### Article 4 *General provisions*

1 A judgment given by a court of a Contracting State (State of origin) shall be recognised and enforced in another Contracting State (requested State) in accordance with the provisions of this Chapter. Recognition or enforcement may be refused only on the grounds specified in this Convention.

2 Sans préjudice de ce qui est nécessaire pour l'application des dispositions du présent chapitre, il n'est procédé à aucune révision au fond du jugement rendu par le tribunal d'origine.

3 Un jugement n'est reconnu que s'il produit ses effets dans l'État d'origine et n'est exécuté que s'il est exécutoire dans l'État d'origine.

4 Si le jugement visé au paragraphe 3 fait l'objet d'un recours dans l'État d'origine ou si le délai pour exercer un recours ordinaire n'a pas expiré, le tribunal requis peut :

- (a) accepter la reconnaissance ou l'exécution, voire subordonner cette exécution à la constitution d'une sûreté, qu'il détermine ;
- (b) ~~différer~~ surseoir à statuer sur la reconnaissance ou l'exécution ; ou
- (c) refuser la reconnaissance ou l'exécution.

Le refus visé à l'alinéa (c) n'interdit pas de demander ultérieurement la reconnaissance ou l'exécution du jugement.

#### Article 5

##### *Fondements de la reconnaissance ou de l'exécution*

1 Un jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté si l'une des exigences suivantes est satisfaite :

- (a) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée avait sa résidence habituelle dans l'État d'origine lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine ;
- {(b) la personne physique contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée avait son lieu d'établissement principal dans l'État d'origine lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine et la demande à l'origine du jugement portait sur son activité professionnelle ;}
- (c) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée est celle qui a saisi le tribunal de la demande, autre que reconventionnelle, à l'origine du jugement ;
- (d) le défendeur avait une succursale, une agence ou tout autre établissement dénué de personnalité morale dans l'État d'origine, au moment où il est devenu une partie à la procédure devant le tribunal d'origine, et la demande à l'origine du jugement résultait des activités de cette succursale, de cette agence ou de cet établissement ;
- (e) le défendeur a expressément consenti à la compétence du tribunal d'origine au cours de la procédure dans laquelle le jugement a été rendu ;
- {(f) le défendeur a ~~comparu~~ fait valoir ses arguments sur le fond devant le tribunal d'origine sans en contester la compétence dans les délais prescrits par le droit de l'État d'origine dès qu'il en avait l'opportunité alors qu'il disposait d'arguments, à moins qu'il ne soit évident qu'une telle contestation de la compétence ou de l'exercice aurait échoué selon lesquels ce tribunal n'était pas compétent ou selon lesquels la compétence ne devait pas être exercée en vertu du droit de l'État d'origine ;}

2 Without prejudice to such review as is necessary for the application of the provisions of this Chapter, there shall be no review of the merits of the judgment given by the court of origin.

3 A judgment shall be recognised only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin.

4 If a judgment referred to in paragraph 3 is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired, the court addressed may –

- (a) grant recognition or enforcement, which enforcement may be made subject to conditional on the provision of such security as it shall determine;
- (b) postpone the decision on recognition or enforcement; or
- (c) refuse the recognition or enforcement.

A refusal under sub-paragraph (c) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

#### Article 5

##### *Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

- (a) the person against whom recognition or enforcement is sought was habitually resident in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin;
- {(b) the natural person against whom recognition or enforcement is sought had his or her principal place of business in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that business;}
- (c) the person against whom recognition or enforcement is sought is the person that brought the claim, other than a counterclaim, on which the judgment is based;
- (d) the defendant maintained a branch, agency, or other establishment without separate legal personality in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin, and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that branch, agency, or establishment;
- (e) the defendant expressly consented to the jurisdiction of the court of origin in the course of the proceedings in which the judgment was given;
- {(f) the defendant argued on the merits ~~entered an appearance~~ before the court of origin without contesting jurisdiction within the timeframe provided in the law of the State of origin, unless it is evident that an objection to jurisdiction or to the exercise of jurisdiction would not have succeeded at the first opportunity to do so, if the defendant would have had an arguable case that there was no jurisdiction or that jurisdiction should not be exercised under the that law of the State of origin;}

- (g) le jugement porte sur une obligation contractuelle et a été rendu dans l'État dans lequel l'obligation a été ou aurait dû être exécutée, conformément :
- (i) l'obligation a été ou aurait dû être exécutée selon à l'accord des parties ou,
- (ii) à la loi applicable au contrat, à défaut d'un tel accord entre les parties, l'obligation aurait dû être exécutée de lieu d'exécution convenu entre les parties, en vertu de à la loi applicable au contrat,
- sauf si les activités du défendeur en relation avec la transaction n'avaient ~~clairement~~ manifestement pas de lien intentionnel et substantiel avec cet État ;
- (h) le jugement porte sur un bail immobilier et a été rendu dans l'État où est situé l'immeuble ;
- [(i) le jugement rendu contre le défendeur porte sur une obligation contractuelle garantie par un droit réel ~~immobilier~~ relatif à un immeuble situé dans l'État d'origine, à condition qu'une demande concernant ce droit réel ait également été dirigée contre ce défendeur ait été introduite conjointement à une autre celle relative à ce droit, dirigée contre ce défendeur, et que l'immeuble est situé dans l'État d'origine ;]
- (j) le jugement porte sur une obligation non contractuelle résultant d'un décès, d'un dommage corporel, d'un dommage subi par un bien corporel ou de la perte d'un bien corporel et l'acte ou l'omission directement à l'origine du dommage a été commis dans l'État du tribunal d'origine, quel que soit le lieu où le dommage est survenu ;
- [(k) le jugement porte sur la contrefaçon d'un brevet, d'une marque, d'un dessin industriel, d'un modèle, {d'un droit d'obtention végétale,} ou de tout autre droit analogue donnant lieu à {dépôt ou} délivrance ou enregistrement et a été rendu par un tribunal de l'État dans lequel {~~le dépôt la délivrance ou~~} l'enregistrement du droit en question a été effectué ou est réputé avoir été effectué en vertu d'un instrument international ou régional[, à moins que le défendeur n'ait pas agi dans cet État aux fins de contrefaçon ou que son activité ne puisse raisonnablement être considérée comme l'ayant visé spécifiquement] ;]
- [(l) le jugement porte sur la ~~validité, la titularité, ou l'existence~~ ou la contrefaçon de droits d'auteur ou de droits voisins, [ou de marques notoirement connues, dénominations commerciales ou dessins non enregistrés] [ou de tout autre droit de propriété intellectuelle qui n'exige pas {~~de dépôt ou~~} d'enregistrement] et ce droit est régi par le droit de l'État d'origine, [à moins que le défendeur n'ait pas agi dans cet État aux fins de contrefaçon ou que son activité ne puisse raisonnablement être considérée comme l'ayant visé spécifiquement] ;]
- [(1 bis) le jugement porte sur la contrefaçon de droits d'auteur ou de droits voisins, [ou de marques notoirement connues, dénominations commerciales ou dessins non enregistrés] [ou de tout autre droit de propriété intellectuelle qui n'exige pas d'enregistrement] et ce droit est régi par le droit de l'État d'origine, [à moins que le défendeur n'ait pas agi dans cet État aux fins de contrefaçon ou que son activité ne puisse raisonnablement être considérée comme l'ayant visé spécifiquement] ;]
- (m) le jugement porte sur la validité, l'interprétation, les effets, l'administration ou la modification d'un trust constitué volontairement et documenté par écrit, et l'État d'origine est :
- (g) the judgment ruled on a contractual obligation and it was given in the State in which performance of that obligation took place, or should have taken place, under
- (i) the parties' agreement, or,
- (ii) the law applicable to the contract in the absence of an agreed place of performance, ~~under the law applicable to the contract,~~
- unless the defendant's activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State;
- (h) the judgment ruled on a tenancy of immovable property and it was given in the State in which the property is situated;
- [(i) the judgment ruled against the defendant on a contractual obligation secured by a right *in rem* in immovable property located in the State of origin, if the contractual claim was brought together with a claim against the same defendant relating to that right *in rem* and the immovable property was located in the State of origin;]
- (j) the judgment ruled on a non-contractual obligation arising from death, physical injury, damage to or loss of tangible property, and the act or omission directly causing such harm occurred in the State of origin, irrespective of where that harm occurred;
- [(k) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, industrial design, {plant breeders' right,} or other similar right required to be granted {~~deposited or~~} registered and it was given by a court in the State of origin in which the {~~deposit grant or~~} registration of the right concerned has taken place, or is deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument[, unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State;]
- [(l) the judgment ruled on the ~~validity, ownership or, subsistence~~ or infringement of copyright or related rights, [or use-based trademarks, trade names, or unregistered designs] [or other intellectual property rights not required to be {~~deposited or~~} registered] and the right arose under is governed by the law of the State of origin;]
- [(1 bis) the judgment ruled on an infringement of copyright or related rights, [or use-based trademarks, trade names, or unregistered designs] [or other intellectual property rights not required to be registered] and the right is governed by the law of the State of origin, [unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];]
- (m) the judgment concerns the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, and the State of origin is –

- (i) désigné dans l'acte constitutif du trust, au moment de l'introduction de l'instance, comme étant un État dans lequel les litiges relatifs à ces questions doivent être tranchés ;
- (ii) l'État dont la loi est désignée, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust comme étant la loi qui régit l'élément du trust qui fait l'objet du litige à l'origine du jugement [à moins que les activités du défendeur eu égard au trust n'aient manifestement pas de lien intentionnel ou substantiel avec cet État] ; ou
- (iii) désigné, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust, au moment de l'introduction de l'instance, comme étant l'État dans lequel est situé le lieu principal d'administration du trust ;

Cet alinéa ne s'applique qu'aux jugements portant sur des aspects internes d'un trust, entre des personnes étant ou ayant été au sein de la relation établie par le trust ;

{(n) le jugement porte sur une demande reconventionnelle :

- (i) pour autant qu'il est favorable au demandeur reconventionnel et que cette demande porte sur la même transaction ou les mêmes faits que la demande principale ;
- (ii) pour autant que le demandeur reconventionnel est débouté, à moins que le droit de l'État d'origine n'exige une demande reconventionnelle à peine de forclusion ;}

~~{(o) le jugement révisé ou annule un jugement antérieur susceptible d'être reconnu ou exécuté en vertu de la présente Convention, et a été rendu par un tribunal de l'État où l'a été le jugement antérieur.}~~

(p) le jugement a été rendu par un tribunal expressément désigné dans un accord, autre qu'un accord exclusif d'élection de for, conclu ou documenté par écrit ou par tout autre moyen de communication qui rende l'information accessible pour être consultée ultérieurement.

Aux fins de cet alinéa, un « accord exclusif d'élection de for » renvoie à un accord entre deux ou plusieurs parties :

- (i) conclu ou documenté par écrit ou par tout autre moyen de communication qui rende l'information accessible pour être consultée ultérieurement
- (i)(ii) et qui désigne, pour connaître des litiges nés ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit déterminé, soit les tribunaux d'un État contractant, soit un ou plusieurs tribunaux particuliers d'un État contractant, à l'exclusion de la compétence de tout autre tribunal.

2 Si la reconnaissance ou l'exécution est requise contre une personne physique agissant principalement dans un but personnel, familial ou domestique (un consommateur) en matière de contrat de consommation, ou contre un employé relativement à son contrat de travail :

- (i) designated in the trust instrument, at the time the proceedings were commenced instituted, as a State in which disputes about such matters are to be determined;
- (ii) the State whose law is expressly or impliedly designated in the trust instrument as the law governing the aspect of the trust that is the subject of the litigation that gave rise to the judgment[, unless the defendant's activities in relation to the trust clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State]; or
- (iii) the State expressly or impliedly designated in the trust instrument, at the time the proceedings were commenced instituted, as the State in which the principal place of administration of the trust is situated.

This sub-paragraph only applies to judgments regarding internal aspects of a trust between persons who are or were within internal to the trust relationship, bound by the terms of a trust or formerly internal to that relationship regarding internal aspects of that trust.;

{(n) the judgment ruled on a counterclaim –

- (i) to the extent that it was in favour of the counterclaimant, provided that the counterclaim arose out of the same transaction or occurrence as the claim;
- (ii) to the extent that it was against the counterclaimant, unless the law of the State of origin required the counterclaim to be filed in order to avoid preclusion;}

~~{(o) the judgment revised or overturned a previous judgment that was eligible for recognition and enforcement in accordance with this Convention and was given by a court of the State that gave such previous judgment.}~~

(p) the judgment was given by a court designated in an agreement, other than an exclusive choice of court agreement, which ~~must be~~ was concluded or documented in writing or by any other means of communication which renders information accessible so as to be usable for subsequent reference.

For the purposes of this subparagraph, an “exclusive choice of court agreement” means an agreement concluded by two or more parties that –

- (i) is concluded or documented in writing or by any other means of communication which renders information accessible so as to be usable for subsequent reference and
- (ii) designates, for the purpose of deciding disputes which have arisen or may arise in connection with a particular legal relationship, the courts of one State or one or more specific courts of one State to the exclusion of the jurisdiction of any other courts.

2 If recognition or enforcement is sought against a natural person acting primarily for personal, family or household purposes (a consumer) in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters relating to the employee's contract of employment –

- (a) l'alinéa (e) du paragraphe premier ne s'applique que si le consentement a été donné devant le tribunal ;
- (b) les alinéas (f) et (g) du paragraphe premier ne s'appliquent pas;
- (c) l'alinéa (gp) du paragraphe premier ne s'applique pas.

Article 6  
*Fondements exclusifs de la reconnaissance  
ou de l'exécution*

Nonobstant l'article 5 :

- (a) un jugement portant sur l'enregistrement ou la validité d'un brevet, d'une marque, d'un dessin industriel, d'un modèle~~}, d'un droit d'obtention végétale,~~ ou de tout autre droit analogue ~~donnant lieu [à dépôt ou]~~ nécessitant une délivrance oetroi ou à un enregistrement n'est reconnu ou exécuté que si l'État d'origine est celui dans lequel ~~le dépôt l'oetroi la délivrance ou]~~ l'enregistrement a été demandé ou a été effectué, ou est réputé avoir été demandé ou effectué conformément aux dispositions d'un instrument international ou régional ;
- (b) un jugement portant sur des droits réels immobiliers n'est reconnu ou exécuté que si l'immeuble est situé dans l'État d'origine ;
- (c) un jugement portant sur un bail immobilier pour une période de plus de six mois ne peut être reconnu ou exécuté si l'immeuble n'est pas situé dans l'État d'origine et les tribunaux de l'État dans lequel se trouve l'immeuble disposent d'une compétence exclusive en vertu du droit de cet État.

Article 7  
*Refus de reconnaissance ou d'exécution*

- 1 La reconnaissance ou l'exécution peut être refusée si :
- (a) l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent contenant les éléments essentiels de la demande :
    - (i) n'a pas été notifié au défendeur en temps utile et de telle manière qu'il puisse organiser sa défense, à moins que le défendeur ait comparu et présenté sa défense sans contester la notification devant le tribunal d'origine, à condition que le droit de l'État d'origine permette de contester la notification ; ou
    - (ii) a été notifié au défendeur dans l'État requis de manière incompatible avec les principes fondamentaux de cet État relatifs à la notification de documents ;
  - (b) le jugement résulte d'une fraude ;
  - (c) la reconnaissance ou l'exécution est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État requis, notamment dans les cas où la procédure appliquée en l'espèce pour obtenir le jugement était incompatible avec les principes fondamentaux d'équité procédurale de cet État [ou dans les cas d'atteintes à la sécurité ou la souveraineté de cet État] ;

- (a) paragraph 1(e) applies only if the consent was given before the court;
- (b) paragraphs 1(f) and 1(g) does not apply;
- (c) sub-paragraph 1(p) does not apply.

Article 6  
*Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

- (a) a judgment that ruled on the registration or validity of patents, trademarks, industrial designs, plant breeders' rights,~~} or other similar rights required to be [deposited granted or]~~ registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which ~~deposit grant or]~~ registration has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument;
- (b) a judgment that ruled on rights *in rem* in immovable property shall be recognised and enforced if and only if the property is situated in the State of origin;
- (c) a judgment that ruled on a tenancy of immovable property for a period of more than six months shall not be recognised and enforced if the property is not situated in the State of origin and the courts of the Contracting State in which it is situated have exclusive jurisdiction under the law of that State.

Article 7  
*Refusal of recognition or enforcement*

- 1 Recognition or enforcement may be refused if –
- (a) the document which instituted the proceedings or an equivalent document, including a statement of the essential elements of the claim –
    - (i) was not notified to the defendant in sufficient time and in such a way as to enable him to arrange for his defence, unless the defendant entered an appearance and presented his case without contesting notification in the court of origin, provided that the law of the State of origin permitted notification to be contested; or
    - (ii) was notified to the defendant in the requested State in a manner that is incompatible with fundamental principles of the requested State concerning service of documents;
  - (b) the judgment was obtained by fraud;
  - (c) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the public policy of the requested State, including situations where the specific proceedings leading to the judgment were incompatible with fundamental principles of procedural fairness of that State [and situations involving infringements of security or sovereignty of that State];

- (d) la procédure devant le tribunal d'origine était contraire à un accord<sub>1</sub> ou à une clause figurant dans l'acte constitutif d'un trust<sub>2</sub> en vertu duquel le litige en question devait être tranché par un tribunal autre que le tribunal d'origine ;
- (e) le jugement est incompatible avec un jugement rendu dans l'État requis dans un litige entre les mêmes parties ; ou
- (f) le jugement est incompatible avec un jugement rendu antérieurement dans un autre État entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet, lorsque le jugement rendu antérieurement réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État requis.

[(g) le jugement porte sur la contrefaçon d'un droit de propriété intellectuelle et applique à ce droit une loi autre que celle le régissant.]

2 La reconnaissance ou l'exécution peut être différée ou refusée si une procédure ayant le même objet est pendante entre les mêmes parties devant un tribunal de l'État requis lorsque :

- (a) ce dernier a été saisi avant le tribunal de l'État d'origine ; et
- (b) il existe un lien étroit entre le litige et l'État requis.

Le refus visé au présent paragraphe n'interdit pas de demander ultérieurement la reconnaissance ou l'exécution du jugement.

Article 8  
*Questions préalables*

1 Une décision rendue à titre préalable sur une matière ~~exclue du champ d'application de~~ à laquelle la présente Convention ~~en vertu de l'article 2, paragraphe 1 ne s'applique pas~~, ou une décision rendue à titre préalable sur une matière visée à l'article 6 par un autre tribunal que celui désigné dans cette dernière disposition, n'est pas reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

2 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement est fondé sur une décision relative à une matière ~~exclue en vertu du paragraphe 1 ou 3 de l'article 2 à laquelle la présente Convention ne s'applique pas~~, ou sur une décision relative à une matière visée à l'article 6 qui a été rendue par un autre tribunal que celui désigné dans cette disposition.

3 Toutefois, dans le cas d'une décision relative à la validité d'un droit visé à l'article 6, paragraphe (a), la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement ne peut être refusée ou différée en vertu du paragraphe précédent que si :

- (a) cette décision est incompatible avec un jugement ou une décision rendu(e) sur ce point par l'autorité compétente de l'État mentionné à l'article 6, paragraphe (a) ; ou
- (b) une procédure relative à la validité de ce droit est pendante dans cet État.

Le refus en vertu de l'alinéa (b) n'interdit pas de demander ultérieurement la reconnaissance ou l'exécution du jugement.

- (d) the proceedings in the court of origin were contrary to an agreement<sub>1</sub> or a designation in a trust instrument<sub>2</sub> under which the dispute in question was to be determined in a court other than the court of origin;
- (e) the judgment is inconsistent with a judgment given in the requested State in a dispute between the same parties; or
- (f) the judgment is inconsistent with an earlier judgment given in another State between the same parties on the same subject matter, provided that the earlier judgment fulfills the conditions necessary for its recognition in the requested State.

[(g) the judgment ruled on an infringement of an intellectual property right applying to that right a law other than the law governing that right.]

2 Recognition or enforcement may be postponed or refused if proceedings between the same parties on the same subject matter are pending before a court of the requested State, where –

- (a) the court of the requested State was seised before the court of origin; and
- (b) there is a close connection between the dispute and the requested State.

A refusal under this paragraph does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

Article 8  
*Preliminary questions*

1 Where a matter ~~excluded under Article 2, paragraph 1, to which this Convention does not apply~~, or a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled arose as a preliminary question, the ruling on that question shall not be recognised or enforced under this Convention.

2 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter ~~excluded under Article 2, paragraph 1 or 3, to which this Convention does not apply~~, or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled.

3 However, in the case of a ruling on the validity of a right referred to in Article 6, paragraph (a), recognition or enforcement of a judgment may be refused or postponed under the preceding paragraph only where –

- (a) that ruling is inconsistent with a judgment or a decision of a competent authority on that matter given in the State referred to in Article 6, paragraph (a); or
- (b) proceedings concerning the validity of that right are pending in that State.

A refusal under sub-paragraph (b) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

Article 9  
*Dommages et intérêts*

1 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement accorde des dommages et intérêts, y compris des dommages et intérêts exemplaires ou punitifs, qui pas une partie la perte ou préjudice réels subis.

2 Le tribunal requis tient compte du fait que, et de la mesure dans laquelle, le montant accordé à titre de dommages et intérêts par le tribunal d'origine est destiné à couvrir les frais et dépens du procès.

[Article 9 *bis*

Un jugement qui accorde une réparation autre que des dommages et intérêts en matière de propriété intellectuelle ne peut être exécuté en vertu de la présente Convention.]

Article 10  
*Transactions judiciaires*

Les transactions judiciaires homologuées par un tribunal d'un État contractant ou conclues devant ce tribunal au cours d'une instance, et qui sont exécutoires au même titre qu'un jugement dans l'État d'origine, sont exécutées en vertu de la présente Convention aux mêmes conditions qu'un jugement[, à condition que le droit de l'État requis admette de telles transactions].

Article 11  
*Pièces à produire*

1 La partie qui requiert la reconnaissance ou qui demande l'exécution produit :

- (a) une copie complète et certifiée conforme du jugement ;
- (b) si le jugement a été rendu par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document attestant que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été notifié à la partie défaillante ;
- (c) tout document nécessaire pour établir que le jugement produit ses effets dans l'État d'origine ou, le cas échéant, qu'il est exécutoire dans cet État ;
- (d) dans le cas prévu à l'article 10, un certificat délivré par un tribunal de l'État d'origine attestant que la transaction judiciaire est exécutoire, en tout ou en partie, aux mêmes conditions qu'un jugement dans l'État d'origine.

2 Si le contenu du jugement ne permet pas au tribunal requis de vérifier que les conditions du présent chapitre sont remplies, ce tribunal peut exiger tout autre document nécessaire.

3 Une demande de reconnaissance ou d'exécution peut être accompagnée d'un document relatif au jugement, délivré par un tribunal (y compris par une personne autorisée du tribunal) de l'État d'origine, sous la forme recommandée et publiée par la Conférence de La Haye de droit international privé.

4 Si les documents mentionnés dans le présent article ne sont pas rédigés dans une langue officielle de l'État requis, ils sont accompagnés d'une traduction certifiée dans une langue officielle, sauf si la loi de l'État requis en dispose autrement.

Article 9  
*Damages*

1 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment awards damages, including exemplary or punitive damages, that do not compensate a party for actual loss or harm suffered.

2 The court addressed shall take into account whether and to what extent the damages awarded by the court of origin serve to cover costs and expenses relating to the proceedings.

[Article 9 ~~*bis*~~

A judgment granting a remedy other than money damages in intellectual property matters shall not be enforced under this Convention.]

Article 10  
*Judicial settlements (transactions judiciaires)*

Judicial settlements (*transactions judiciaires*) which a court of a Contracting State has approved, or which have been concluded before that court in the course of proceedings, and which are enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin, shall be enforced under this Convention in the same manner as a judgment[, provided that such settlement is permissible under the law of the requested State].

Article 11  
*Documents to be produced*

1 The party seeking recognition or applying for enforcement shall produce –

- (a) a complete and certified copy of the judgment;
- (b) if the judgment was given by default, the original or a certified copy of a document establishing that the document which instituted the proceedings or an equivalent document was notified to the defaulting party;
- (c) any documents necessary to establish that the judgment has effect or, where applicable, is enforceable in the State of origin;
- (d) in the case referred to in Article 10, a certificate of a court of the State of origin that the judicial settlement or a part of it is enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin.

2 If the terms of the judgment do not permit the court addressed to verify whether the conditions of this Chapter have been complied with, that court may require any necessary documents.

3 An application for recognition or enforcement may be accompanied by a document relating to the judgment, issued by a court (including an officer of the court) of the State of origin, in the form recommended and published by the Hague Conference on Private International Law.

4 If the documents referred to in this Article are not in an official language of the requested State, they shall be accompanied by a certified translation into an official language, unless the law of the requested State provides otherwise.

Article 12  
*Procédure*

1 La procédure afin d'obtenir la reconnaissance, l'exequatur ou l'enregistrement aux fins de l'exécution, ainsi que l'exécution du jugement sont régies par le droit de l'État requis sauf si la présente Convention en dispose autrement. Le tribunal requis agit avec célérité.

2 Le tribunal de l'État requis ne peut refuser de reconnaître ou d'exécuter un jugement en vertu de la présente Convention au motif que la reconnaissance ou l'exécution devrait être requise dans un autre État.

[Article 13  
*Frais de procédure*

1 Aucune sûreté, caution ou dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposée en raison, soit de sa qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence habituelle dans l'État requis, à la partie qui demande l'exécution dans un État contractant d'une décision rendue dans un autre État contractant.]

2 Toute condamnation aux frais et dépens, rendue dans un État contractant à l'endroit de toute personne dispensée du versement d'une sûreté, d'une caution ou d'un dépôt en vertu du paragraphe premier est, à la demande du créancier, déclarée exécutoire dans tout autre État contractant.]

Article 14  
*Effets équivalents*

Un jugement reconnu ou déclaré exécutoire en vertu de la présente Convention a les mêmes effets que dans l'État d'origine. Si le jugement contient des mesures qui ne sont pas disponibles dans le droit de l'État requis, ces mesures doivent être adaptées, dans la mesure du possible, à des mesures qui ont des effets équivalents à, mais n'excédant pas, ceux prévus dans l'État d'origine.

Article 15  
*Divisibilité*

La reconnaissance ou l'exécution d'une partie dissociable d'un jugement est accordée lorsque la reconnaissance ou l'exécution de cette partie est demandée ou lorsque seule une partie du jugement peut être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

Article 16  
*Reconnaissance ou exécution en application du droit national*

Sous réserve de l'article 6, la présente Convention ne fait pas obstacle à la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement en application du droit national.

CHAPITRE III – CLAUSES GÉNÉRALES

Article 17  
*Dispositions transitoires*

La Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements si, au moment de l'introduction de l'instance dont la procédure a été engagée dans l'État d'origine, la Convention était en vigueur après l'entrée en vigueur de la Convention à la fois dans l'État d'origine et dans l'État requis.

Article 12  
*Procedure*

1 The procedure for recognition, declaration of enforceability or registration for enforcement, and the enforcement of the judgment, are governed by the law of the requested State unless this Convention provides otherwise. The court addressed shall act expeditiously.

2 The court of the requested State shall not refuse the recognition or enforcement of a judgment under this Convention on the ground that recognition or enforcement should be sought in another State.

[Article 13  
*Costs of proceedings*

1 No security, bond or deposit, however described, shall be required from a party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgment given in another Contracting State on the sole ground that such party is a foreign national or is not domiciled or resident in the State in which enforcement is sought.

2 An order for payment of costs and expenses of proceedings, made in one of the a Contracting States against any person exempt from requirements as to security, bond, or deposit by virtue of paragraph 1 shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable in any other Contracting State.]

Article 14  
*Equivalent effects*

A judgment recognised or enforceable under this Convention shall be given the same effect it has in the State of origin. If the judgment provides for relief that is not available under the law of the requested State, that relief shall, to the extent possible, be adapted to relief with effects equivalent to, but not going beyond, its effects under the law of the State of origin.

Article 15  
*Severability*

Recognition or enforcement of a severable part of a judgment shall be granted where recognition or enforcement of that part is applied for, or only part of the judgment is capable of being recognised or enforced under this Convention.

Article 16  
*Recognition or enforcement under national law*

Subject to Article 6, this Convention does not prevent the recognition or enforcement of judgments under national law.

CHAPTER III – GENERAL CLAUSES

Article 17  
*Transitional provisions*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments ~~for which if, at the time the proceedings were instituted in the State of origin, the Convention was in force in that the State of origin and after the Convention has entered into force in the State of origin and if at that time the Convention was in force in the requested State.~~



[Article 18  
*Dispense de légalisation*

Les documents transmis ou délivrés en vertu de la présente Convention sont dispensés de toute légalisation ou de toute formalité analogue, y compris une Apostille.]

Article 18 bis  
*Déclarations limitant la reconnaissance et l'exécution*

Un État peut déclarer que ses tribunaux peuvent refuser de reconnaître ou d'exécuter un jugement rendu par un tribunal d'un autre État contractant, lorsque les parties avaient leur résidence dans l'État requis et que les relations entre les parties, ainsi que tous les autres éléments pertinents du litige, autres que le lieu du tribunal d'origine, étaient liés uniquement à l'État requis.

Article 19  
*Déclarations relatives à des matières particulières*

1 Lorsqu'un État a un intérêt important à ne pas appliquer la présente Convention à une matière particulière, il peut déclarer qu'il ne l'appliquera pas à cette matière. L'État qui fait une telle déclaration s'assure que la portée de celle-ci n'est pas plus étendue que nécessaire et que la matière particulière exclue est définie de façon claire et précise.

2 À l'égard d'une telle matière, la Convention ne s'applique pas :

- (a) dans l'État contractant ayant fait la déclaration ;
- (b) dans les autres États contractants, lorsque la reconnaissance et l'exécution d'un jugement rendu dans un État contractant ayant fait la déclaration sont solicitées demandées.

Article 20  
*Interprétation uniforme*

Aux fins de l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application.

Article 21  
*Examen du fonctionnement de la Convention*

Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé prend régulièrement des dispositions en vue de :

- (a) l'examen du fonctionnement pratique de la présente Convention, y compris de toute déclaration ; et
- (b) l'examen de l'opportunité d'apporter des modifications à la présente Convention.

Article 22  
*Systèmes juridiques non unifiés*

1 Au regard d'un État contractant dans lequel deux ou plusieurs systèmes de droit ayant trait aux questions régies par la présente Convention s'appliquent dans des unités territoriales différentes :

- (a) toute référence à la loi ou à la procédure d'un État vise, le cas échéant, la loi ou la procédure en vigueur dans l'unité territoriale considérée ;

[Article 18  
*No legalisation*

All documents forwarded or delivered under this Convention shall be exempt from legalisation or any analogous formality, including an Apostille.]

Article 18 bis  
*Declarations limiting recognition and enforcement*

A State may declare that its courts may refuse to recognise or enforce a judgment given by a court of another Contracting State if the parties were resident in the requested State, and the relationship of the parties and all other elements relevant to the dispute, other than the location of the court of origin, were connected only with the requested State.

Article 19  
*Declarations with respect to specific matters*

1 Where a State has a strong interest in not applying this Convention to a specific matter, that State may declare that it will not apply the Convention to that matter. The State making such a declaration shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that the specific matter excluded is clearly and precisely defined.

2 With regard to that matter, the Convention shall not apply –

- (a) in the Contracting State that made the declaration;
- (b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought.

Article 20  
*Uniform interpretation*

In the interpretation of this Convention, regard shall be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application.

Article 21  
*Review of operation of the Convention*

The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at regular intervals make arrangements for –

- (a) review of the operation of this Convention, including any declarations; and
- (b) consideration of whether any amendments to this Convention are desirable.

Article 22  
*Non-unified legal systems*

1 In relation to a Contracting State in which two or more systems of law apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention –

- (a) any reference to the law or procedure of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the law or procedure in force in the relevant territorial unit;

(b) toute référence à la résidence habituelle dans un État vise, le cas échéant, la résidence habituelle au sein de l'unité territoriale considérée ;

(c) toute référence au tribunal ou aux tribunaux d'un État vise, le cas échéant, le tribunal ou les tribunaux de l'unité territoriale considérée ;

(d) toute référence au lien avec un État vise, le cas échéant, le lien avec l'unité territoriale considérée.

2 Nonobstant le paragraphe précédent, un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu d'appliquer la présente Convention aux situations qui impliquent uniquement ces différentes unités territoriales.

3 Un tribunal d'une unité territoriale d'un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu de reconnaître ou d'exécuter un jugement d'un autre État contractant au seul motif que le jugement a été reconnu ou exécuté dans une autre unité territoriale du même État contractant selon la présente Convention.

4 Cet article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

#### Article 23

##### *Rapport avec d'autres instruments internationaux*

1 La présente Convention doit être interprétée de façon qu'elle soit, autant que possible, compatible avec d'autres traités en vigueur pour les États contractants, conclus avant ou après cette Convention.

2 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité conclu avant l'entrée en vigueur de cette Convention pour cet État contractant, si l'application de cette Convention est incompatible avec les obligations de cet État contractant vis-à-vis de tout autre État non contractant. Le présent paragraphe s'applique aussi aux traités qui révisent ou se substituent à un traité conclu avant l'entrée en vigueur de cette Convention pour cet État contractant, sauf dans la mesure où la révision ou la substitution crée de nouvelles incompatibilités avec cette Convention.

3 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité, que ce traité ait été conclu avant ou après cette Convention, afin d'obtenir la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement rendu par un tribunal d'un État contractant qui est également Partie à ce traité. Toutefois, ce jugement ne doit pas être reconnu ou exécuté à un degré moindre qu'en vertu de cette Convention.

4 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité qui, à l'égard d'une matière particulière, prévoit des règles relatives à la reconnaissance ou l'exécution des jugements, même si ce traité a été conclu après cette Convention et que tous les États concernés sont Parties à cette Convention. Ce paragraphe s'applique uniquement si l'État contractant a fait une déclaration à l'égard de ce traité en vertu du présent paragraphe. Dans le cas d'une telle déclaration et en cas d'incompatibilité entre le traité susmentionné et la présente Convention, les autres États contractants ne sont pas tenus d'appliquer cette dernière à un jugement portant sur cette matière particulière et émanant d'un tribunal de l'État contractant ayant fait cette déclaration.

(b) any reference to habitual residence in a State shall be construed as referring, where appropriate, to habitual residence in the relevant territorial unit;

(c) any reference to the court or courts of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the court or courts in the relevant territorial unit;

(d) any reference to a connection with a State shall be construed as referring, where appropriate, to a connection with the relevant territorial unit.

2 Notwithstanding the preceding paragraph, a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to apply this Convention to situations which involve solely such different territorial units.

3 A court in a territorial unit of a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to recognise or enforce a judgment from another Contracting State solely because the judgment has been recognised or enforced in another territorial unit of the same Contracting State under this Convention.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

#### Article 23

##### *Relationship with other international instruments*

1 This Convention shall be interpreted so far as possible to be compatible with other treaties in force for Contracting States, whether concluded before or after this Convention.

2 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty that was concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, if applying this Convention would be inconsistent with the obligations of that Contracting State to any non-Contracting State. This paragraph shall also apply to treaties that revise or replace a treaty concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, except to the extent that the revision or replacement creates new inconsistencies with this Convention.

3 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, whether concluded before or after this Convention, for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that treaty. However, the judgment shall not be recognised or enforced to a lesser extent than under this Convention.

4 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty which, in relation to a specific matter, governs the recognition or enforcement of judgments, even if concluded after this Convention and even if all States concerned are Parties to this Convention. This paragraph shall apply only if the Contracting State has made a declaration in respect of the treaty under this paragraph. In the case of such a declaration and to the extent that any inconsistencies exist between the above-mentioned treaty and this Convention, other Contracting States shall not be obliged to apply this Convention to a judgment which relates to that specific matter and which was rendered by a court of a Contracting State that made the declaration.

5 La présente Convention n'affecte pas l'application des règles d'une Organisation régionale d'intégration économique Partie à cette Convention, que ces règles aient été adoptées avant ou après cette Convention, pour ce qui a trait à la reconnaissance ou l'exécution de jugements entre les États membres de l'Organisation régionale d'intégration économique.

#### CHAPITRE IV – CLAUSES FINALES

##### Article 24 *Signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion*

1 La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États.

2 La présente Convention est sujette à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation par les États signataires.

3 ~~Tous~~ les États ~~peuvent~~ pourra adhérer à la présente Convention.

4 Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

##### Article 26 *Déclarations portant sur les systèmes juridiques non unifiés*

1 Un État qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par la présente Convention peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation de l'adhésion, déclarer que la Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

2 Toute déclaration est notifiée au dépositaire et indique expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3 Si un État ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'applique à l'ensemble de son territoire.

4 Le présent article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

##### Article 27 *Organisations régionales d'intégration économique*

1 Une Organisation régionale d'intégration économique constituée seulement par des États souverains et ayant compétence sur certaines ou toutes les matières régies par la présente Convention peut également signer, accepter ou approuver cette Convention ou y adhérer. En pareil cas, l'Organisation régionale d'intégration économique aura les mêmes droits et obligations qu'un État contractant, dans la mesure où cette Organisation a compétence sur des matières régies par cette Convention.

2 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, l'Organisation régionale d'intégration économique notifie au dépositaire, par écrit, les matières régies par la présente Convention pour lesquelles ses

5 This Convention shall not affect the application of the rules of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention, whether adopted before or after this Convention as concerns the recognition or enforcement of judgments as between Member States of the Regional Economic Integration Organisation.

#### CHAPTER IV – FINAL CLAUSES

##### Article 24 *Signature, ratification, acceptance, approval or accession*

1 This Convention is open for signature by all States.

2 This Convention is subject to ratification, acceptance or approval by the signatory States.

3 This Convention is open for accession by all States.

4 Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

##### Article 26 *Declarations with respect to non-unified legal systems*

1 If a State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to matters dealt with in this Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that the Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

2 A declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

3 If a State makes no declaration under this Article, the Convention shall extend to all territorial units of that State.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

##### Article 27 *Regional Economic Integration Organisations*

1 A Regional Economic Integration Organisation which is constituted solely by sovereign States and has competence over some or all of the matters governed by this Convention may similarly sign, accept, approve or accede to this Convention. The Regional Economic Integration Organisation shall in that case have the rights and obligations of a Contracting State, to the extent that the Organisation has competence over matters governed by this Convention.

2 The Regional Economic Integration Organisation shall, at the time of signature, acceptance, approval or accession, notify the depositary in writing of the matters governed by this Convention in respect of which competence has been

États membres ont transféré leur compétence à cette Organisation. L'Organisation notifie aussitôt au dépositaire, par écrit, toute modification intervenue dans la délégation de compétence précisée dans la notification la plus récente faite en vertu du présent paragraphe.

3 Aux fins de l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout instrument déposé par une Organisation régionale d'intégration économique n'est pas compté, à moins que l'Organisation régionale d'intégration économique déclare, en vertu de l'article 28(1), que ses États membres ne seront pas Parties à cette Convention.

4 Toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, à une Organisation régionale d'intégration économique qui y est Partie.

#### Article 28

##### *Adhésion d'une Organisation régionale d'intégration économique sans ses États membres*

1 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, une Organisation régionale d'intégration économique peut déclarer qu'elle a compétence pour toutes les matières régies par la présente Convention et que ses États membres ne seront pas Parties à cette Convention mais seront liés par celle-ci en raison de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion de l'Organisation.

2 Lorsqu'une déclaration est faite par une Organisation régionale d'intégration économique en conformité avec le paragraphe premier, toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, aux États membres de l'Organisation.

#### Article 29

##### *Entrée en vigueur*

1 La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après le dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion visé à l'article 24.

2 Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur :

- (a) pour chaque État ou Organisation régionale d'intégration économique ratifiant, acceptant, approuvant ou y adhérant postérieurement, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- (b) pour les unités territoriales auxquelles la présente Convention a été étendue conformément à l'article 26, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après la notification de la déclaration visée par ledit article.

#### Article 31

##### *Déclarations*

1 Les déclarations visées aux articles 18bis, 19, 23(5), 25, 26 and 28 peuvent être formulées lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout moment ultérieur et pourront être modifiées ou retirées à tout moment.

transferred to that Organisation by its Member States. The Organisation shall promptly notify the depositary in writing of any changes to its competence as specified in the most recent notice given under this paragraph.

3 For the purposes of the entry into force of this Convention, any instrument deposited by a Regional Economic Integration Organisation shall not be counted unless the Regional Economic Integration Organisation declares in accordance with Article 28 paragraph 1 that its Member States will not be Parties to this Convention.

4 Any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention shall apply equally, where appropriate, to a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to it.

#### Article 28

##### *Accession by a Regional Economic Integration Organisation without its Member States*

1 At the time of signature, acceptance, approval or accession, a Regional Economic Integration Organisation may declare that it exercises competence over all the matters governed by this Convention and that its Member States will not be Parties to this Convention but shall be bound by virtue of the signature, acceptance, approval or accession of the Organisation.

2 In the event that a declaration is made by a Regional Economic Integration Organisation in accordance with paragraph 1, any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention shall apply equally, where appropriate, to the Member States of the Organisation.

#### Article 29

##### *Entry into force*

1 This Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the deposit of the second instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Article 24.

2 Thereafter this Convention shall enter into force –

- (a) for each State or Regional Economic Integration Organisation subsequently ratifying, accepting, approving or acceding to it, on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;
- (b) for a territorial unit to which this Convention has been extended in accordance with Article 26 on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the notification of the declaration referred to in that Article.

#### Article 31

##### *Declarations*

1 Declarations referred to in Articles 18bis, 19, 23(5), 25, 26 and 28 may be made upon signature, ratification, acceptance, approval or accession or at any time thereafter, and may be modified or withdrawn at any time.

2 Les déclarations, modifications et retraits sont notifiés au dépositaire.

3 Une déclaration faite au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation de la Convention ou de l'adhésion à celle-ci prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État concerné.

4 Une déclaration faite ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après la date de réception de la notification par le dépositaire.

5 Une déclaration faite ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, ne produira pas d'effet sur les jugements rendus, ~~avant que celle-ci n'entre en vigueur, dans des procédures ouvertes à la suite d'instances déjà introduites~~ devant le tribunal d'origine au moment où la déclaration prend effet.

#### Article 32 *Dénonciation*

1 La présente Convention pourra être dénoncée par une notification écrite au dépositaire. La dénonciation pourra se limiter à certaines unités territoriales d'un système juridique non unifié auxquelles s'applique la présente Convention.

2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est précisée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification par le dépositaire.

#### Article 33 *Notification par le dépositaire*

Le dépositaire notifiera aux Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux autres États et aux Organisations régionales d'intégration économique qui ont signé, ratifié, accepté, approuvé ou adhéré conformément aux articles [...] à la Convention les renseignements suivants :

- (a) les signatures, ratifications, acceptations, approbations et adhésions prévues à l'article 24 ;
- (b) la date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 29 ;
- (c) les notifications, déclarations, modifications ou retraits des déclarations prévus à l'article 31 ;
- (d) les dénonciations prévues à l'article 32.

2 Declarations, modifications and withdrawals shall be notified to the depositary.

3 A declaration made at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession shall take effect simultaneously with the entry into force of this Convention for the State concerned.

4 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall take effect on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months following the date on which the notification is received by the depositary.

5 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall not apply to judgments ~~rendered before it takes effect~~ resulting from proceedings that have already been instituted before the court of origin when the declaration takes effect.

#### Article 32 *Denunciation*

1 This Convention may be denounced by notification in writing to the depositary. The denunciation may be limited to certain territorial units of a non-unified legal system to which this Convention applies.

2 The denunciation shall take effect on the first day of the month following the expiration of twelve months after the date on which the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation shall take effect upon the expiration of such longer period after the date on which the notification is received by the depositary.

#### Article 33 *Notifications by the depositary*

The depositary shall notify the Members of the Hague Conference on Private International Law, and other States and Regional Economic Integration Organisations which have signed, ratified, accepted, approved or acceded in accordance with Articles [...] the Convention of the following –

- (a) the signatures, ratifications, acceptances, approvals and accessions referred to in Article 24;
- (b) the date on which this Convention enters into force in accordance with Article 29;
- (c) the notifications, declarations, modifications and withdrawals of declarations referred to in Article 31; and
- (d) the denunciations referred to in Article 32.

*Distribués le jeudi 23 février 2017*

*Distributed on Thursday 23 February 2017*

---

### **No 166 – Proposal of the delegations of Ecuador and Uruguay**

Insertion of a new sub-paragraph (c) in Article 3, paragraph 1

#### Article 3 *Definitions*

In this Convention –

[...]

- (c) “court” means: (i) a tribunal belonging to the Judiciary of a Contracting State at any level, and (ii) any other permanent tribunal that, according to the law of a Contracting State, exercises jurisdictional functions on a particular subject matter, according to pre-established procedural rules, being independent and autonomous.

### **No 167 – Proposal of the delegations of the European Union and Switzerland**

#### Article 23 *Relationship with other international instruments*

1 This Convention shall be interpreted so far as possible to be compatible with other treaties in force for Contracting States, whether concluded before or after this Convention.

42 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, whether concluded before or after this Convention, for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that treaty. However, the judgment shall not be recognised or enforced to a lesser extent than under this Convention.

3 Notwithstanding paragraph 2, this Convention shall not affect an the application by obligation of a Contracting State not to recognise or enforce a judgment given in another State bound by this Convention of under a treaty that was concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, if applying this Convention would be inconsistent with the obligations of that Contracting State to any non-Contracting State under that treaty. This paragraph shall also apply to treaties that revise or replace a treaty concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, except to the extent that the revision or replacement creates new inconsistencies with this Convention. This paragraph shall apply only if the Contracting State has made a declaration in respect of the treaty under this paragraph.

54 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty which, in relation to a specific matter, governs the recognition and enforcement of judgments, even if concluded after this Convention and even if all States concerned are Parties to this Convention. This paragraph shall apply only if the Contracting State has made a declaration in respect of the treaty under this paragraph. ~~In the case of such a declaration and to the extent that any inconsistencies exist between the above mentioned treaty and this Convention, other Contracting States shall not be obliged to apply this Convention to a judgment which relates to that specific matter and which was rendered by a court of a Contracting State that made the declaration.~~

65 This Convention shall not affect the application of the rules of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention—

- ~~(a) where none of the parties is habitually resident in a Contracting State that is not a Member State of the Regional Economic Integration Organisation;~~
- (b) whether adopted before or after this Convention, as concerns the recognition or enforcement of judgments as between Member States of the Regional Economic Integration Organisation.

### **No 168 – Proposal of the delegation of the European Union**

#### *Article 5(2)*

- (a) sub-paragraph 1(e) applies only if the consent was addressed to the court, orally or in writing.

### **No 169 – Proposal of the Informal Working Group on Arbitration**

The Working Group on Arbitration does not propose any one of the four Proposals (WD No 95, WD No 118, WD No 120, WD No 147).

#### *Aide Memoire for the future discussions*

- Some participants expressed serious concerns on the clarity of how the new Convention works and the necessity of improvement for the further clarification concerning the relationship between the new Convention and arbitration (arbitration agreements, arbitral awards). Other participants expressed serious concerns about adding any words to the text which are not contained in the Choice of Court Convention because it may create *a-contrario* interpretation of that Convention. Another issue of concern is the possibility of the world-wide arbitration community raising serious concerns about ratifying this Convention.
- If there are other forms of dispute resolution which should be dealt with in the same manner as arbitration, adequate consideration should be paid to those forms of dispute resolution in the future discussions.
- Article Z of Working Document No 147 should be further considered because it means the departure from the 2005 Choice of Court Convention.
- It is necessary to consider further whether or not there are other international instruments which should be added to Article Z if Article Z is included in the future Convention.

---

*Distribué le vendredi 24 février 2017*

---

*Distributed on Friday 24 February 2017*

---

**No 170 – Avant-projet de Convention révisé arrêté au 24 février 2017**

---

**No 170 – Revised draft Convention as of 24 February 2017**

CHAPITRE I – CHAMP D’APPLICATION  
ET DÉFINITIONS

CHAPTER I – SCOPE AND DEFINITIONS

Article premier  
*Champ d’application*

Article 1  
*Scope*

1 La présente Convention s’applique à la reconnaissance et à l’exécution des jugements en matière civile et commerciale. Elle ne recouvre notamment pas les matières fiscales, douanières ou administratives.

1 This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments relating to civil or commercial matters. It shall not extend in particular to revenue, customs or administrative matters.

2 La présente Convention s’applique à la reconnaissance et à l’exécution, dans un État contractant, d’un jugement rendu dans par un tribunal d’un autre État contractant.

2 This Convention shall apply to the recognition and enforcement in one Contracting State of a judgment given by a court of another Contracting State.

Article 2  
*Exclusions du champ d’application*

Article 2  
*Exclusions from scope*

1 La présente Convention ne s’applique pas aux matières suivantes :

1 This Convention shall not apply to the following matters –

- (a) l’état et la capacité des personnes physiques ;
- (b) les obligations alimentaires ;
- (c) les autres matières du droit de la famille, y compris les régimes matrimoniaux et les autres droits ou obligations découlant du mariage ou de relations similaires ;
- (d) les testaments et les successions ;
- (e) l’insolvabilité, les concordats, la résolution d’établissements financiers, et les matières analogues ;
- (f) le transport de passagers et de marchandises ;
- (g) la pollution marine, la limitation de responsabilité pour des demandes en matière maritime, les avaries communes, ainsi que le remorquage et le sauvetage d’urgence ;
- (h) la responsabilité pour les dommages nucléaires ;
- (i) la validité, la nullité ou la dissolution des personnes morales ou des associations entre personnes physiques ou personnes morales, ainsi que la validité des décisions de leurs organes ;
- (j) la validité des inscriptions sur les registres publics ;

- (a) the status and legal capacity of natural persons;
- (b) maintenance obligations;
- (c) other family law matters, including matrimonial property regimes and other rights or obligations arising out of marriage or similar relationships;
- (d) wills and succession;
- (e) insolvency, composition, resolution of financial institutions, and analogous matters;
- (f) the carriage of passengers and goods;
- (g) marine pollution, limitation of liability for maritime claims, general average, and emergency towage and salvage;
- (h) liability for nuclear damage;
- (i) the validity, nullity, or dissolution of legal persons or associations of natural or legal persons, and the validity of decisions of their organs;
- (j) the validity of entries in public registers;

(k) la diffamation [et le droit à la vie privée];-

[(l) les droits de propriété intellectuelle [autres que les droits d'auteur et droits voisins et les marques, sou-mises ou non à enregistrement]].

2 ~~Nonobstant le paragraphe 1, u~~Un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention lorsqu'une question relevant d'une matière exclue en vertu de ce paragraphe à laquelle elle ne s'applique pas est soulevée seulement à titre préalable et non comme un objet du litige. En particulier, le seul fait qu'une telle matière exclue en vertu du paragraphe 1 ait été invoquée en tant que dans le cadre d'un moyen de défense n'exclut pas le jugement du champ d'application de la Convention, si cette question n'était pas un objet du litige.

3 La présente Convention ne s'applique pas à l'arbitrage et aux procédures y afférentes.

4 Un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention du seul fait qu'un État, y compris un gouvernement, une agence gouvernementale ou toute personne agissant pour le compte d'un État, était partie au litige.

5 La présente Convention n'affecte pas les privilèges et immunités dont jouissent les États ou les organisations internationales, pour eux-mêmes et pour leurs biens.

### Article 3 *Définitions*

1 Au sens de la présente Convention :

- (a) le terme « défendeur » signifie la personne contre laquelle la demande ou la demande reconventionnelle a été introduite dans l'État d'origine ;
- (b) le terme « jugement » signifie toute décision sur le fond rendue par un tribunal, quelle que soit sa dénomination donnée à cette décision, telle qu'un arrêt ou une ordonnance, de même que la fixation des frais du procès par le tribunal (y compris le greffier du tribunal), à condition qu'elle ait trait à une décision sur le fond susceptible d'être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention. Les mesures provisoires et conservatoires ne sont pas des jugements.

2 Une entité ou une personne autre qu'une personne physique est réputée avoir sa résidence habituelle dans l'État :

- (a) de son siège statutaire ;
- (b) selon le droit duquel elle a été constituée ;
- (c) de son administration centrale ; ou
- (d) de son principal établissement.

## CHAPITRE II – RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION

### Article 4 *Dispositions générales*

1 Un jugement rendu par un tribunal d'un État contractant (État d'origine) est reconnu et exécuté dans un autre État contractant (État requis) conformément aux dispositions du présent chapitre. La reconnaissance ou l'exécution ne peut être refusée qu'aux motifs énoncés dans la présente Convention.

(k) defamation [and privacy];

[(l) intellectual property rights[, except for copyright and related rights and registered and unregistered trademarks]].

2 A judgment is not excluded from the scope of this Convention where a matter to which this Convention does not apply arose merely as a preliminary question in the proceedings in which the judgment was given, and not as an object of the proceedings. In particular, the mere fact that such a matter arose by way of defence does not exclude a judgment from the Convention, if that matter was not an object of the proceedings.

3 This Convention shall not apply to arbitration and related proceedings.

4 A judgment is not excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State, including a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party to the proceedings.

5 Nothing in this Convention shall affect privileges and immunities of States or of international organisations, in respect of themselves and of their property.

### Article 3 *Définitions*

1 In this Convention –

- (a) “defendant” means a person against whom the claim or counterclaim was brought in the State of origin;
- (b) “judgment” means any decision on the merits given by a court, whatever that decision may be called, including a decree or order, and a determination of costs or expenses by the court (including an officer of the court), provided that the determination relates to a decision on the merits which may be recognised or enforced under this Convention. An interim measure of protection is not a judgment.

2 An entity or person other than a natural person shall be considered to be habitually resident in the State –

- (a) where it has its statutory seat;
- (b) under whose law it was incorporated or formed;
- (c) where it has its central administration; or
- (d) where it has its principal place of business.

## CHAPTER II – RECOGNITION AND ENFORCEMENT

### Article 4 *General provisions*

1 A judgment given by a court of a Contracting State (State of origin) shall be recognised and enforced in another Contracting State (requested State) in accordance with the provisions of this Chapter. Recognition or enforcement may be refused only on the grounds specified in this Convention.



2 Sans préjudice de ce qui est nécessaire pour l'application des dispositions du présent chapitre, il n'est procédé à aucune révision au fond du jugement rendu par le tribunal d'origine.

3 Un jugement n'est reconnu que s'il produit ses effets dans l'État d'origine et n'est exécuté que s'il est exécutoire dans l'État d'origine.

4 Si le jugement visé au paragraphe 3 fait l'objet d'un recours dans l'État d'origine ou si le délai pour exercer un recours ordinaire n'a pas expiré, le tribunal requis peut :

- (a) ~~accepter~~ accorder la reconnaissance ou l'exécution, voire subordonner cette exécution à la constitution d'une sûreté, qu'il détermine ;
- (b) ~~différer~~ surseoir à statuer sur la reconnaissance ou l'exécution ; ou
- (c) refuser la reconnaissance ou l'exécution.

Le refus visé à l'alinéa (c) ~~n'interdit n'empêche pas de~~ une demander ultérieurement la de reconnaissance ou l'd'exécution du jugement.

#### Article 5

##### *Fondements de la reconnaissance ou de l'exécution*

1 Un jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté si l'une des exigences suivantes est satisfaite :

- (a) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée avait sa résidence habituelle dans l'État d'origine lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine ;
- {(b) la personne physique contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée avait son ~~lieu d'établissement~~ professionnel principal dans l'État d'origine lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine et la demande à l'origine du jugement portait sur son activité professionnelle ;}
- (c) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée est celle qui a saisi le tribunal de la demande, autre que reconventionnelle, à l'origine du jugement ;
- (d) le défendeur avait une succursale, une agence ou tout autre établissement ~~sans dénué de d'une~~ personnalité morale distincte juridique propre dans l'État d'origine, au moment où il est devenu une partie à la procédure devant le tribunal d'origine, et la demande à l'origine du jugement résultait des activités de cette succursale, de cette agence ou de cet établissement ;
- (e) le défendeur a expressément consenti à la compétence du tribunal d'origine au cours de la procédure dans laquelle le jugement a été rendu ;
- {(f) le défendeur a ~~comparu fait valoir ses arguments sur le~~ fond devant le tribunal d'origine sans en contester la compétence dans les délais prescrits par le droit de l'État d'origine dès qu'il en avait l'opportunité alors qu'il disposait d'arguments, à moins qu'il ne soit évident qu'une telle contestation de la compétence ou de son ~~l'exercice~~ exercice aurait échoué selon lesquels ce tribunal ~~n'était pas compétent ou selon lesquels la compétence ne devait pas être exercée en vertu de ceu~~ droit de l'État d'origine ;}

2 Without prejudice to such review as is necessary for the application of the provisions of this Chapter, there shall be no review of the merits of the judgment given by the court of origin.

3 A judgment shall be recognised only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin.

4 If a judgment referred to in paragraph 3 is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired, the court addressed may –

- (a) grant recognition or enforcement, which enforcement may be made subject to the provision of such security as it shall determine;
- (b) postpone the decision on recognition or enforcement; or
- (c) refuse ~~the~~ recognition or enforcement.

A refusal under sub-paragraph (c) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

#### Article 5

##### *Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

- (a) the person against whom recognition or enforcement is sought was habitually resident in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin;
- (b) the natural person against whom recognition or enforcement is sought had his or her principal place of business in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that business;
- (c) the person against whom recognition or enforcement is sought is the person that brought the claim, other than a counterclaim, on which the judgment is based;
- (d) the defendant maintained a branch, agency, or other establishment without separate legal personality in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin, and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that branch, agency, or establishment;
- (e) the defendant expressly consented to the jurisdiction of the court of origin in the course of the proceedings in which the judgment was given;
- (f) the defendant argued on the merits before the court of origin without contesting jurisdiction within the time-frame provided in the law of the State of origin, unless it is evident that an objection to jurisdiction or to the exercise of jurisdiction would not have succeeded under that law;

- (g) le jugement porte sur une obligation contractuelle et a été rendu dans l'État dans lequel l'obligation a été ou aurait dû être exécutée, conformément :
- (i) l'obligation a été ou aurait dû être exécutée selon à l'accord des parties ou,
- (ii) à la loi applicable au contrat, à défaut d'un tel accord sur le lieu d'exécution entre les parties, l'obligation aurait dû être exécutée de lieu d'exécution convenu entre les parties, en vertu de à la loi applicable au contrat,
- sauf si les activités du défendeur en relation avec la transaction ~~n'avaient clairement~~ ne présentaient manifestement pas de lien intentionnel et substantiel avec cet État ;
- (h) le jugement porte sur un bail immobilier et a été rendu dans l'État où est situé l'immeuble ;
- {(i) le jugement rendu contre le défendeur porte sur une obligation contractuelle garantie par un droit réel ~~immobilier~~ relatif à un immeuble situé dans l'État d'origine, à condition qu'une demande contractuelle concernant ce droit réel ait également été dirigée contre ce défendeur ait été introduite conjointement à une autre celle relative à ce droit, dirigée contre ce défendeur, et que l'immeuble est situé dans l'État d'origine ;}
- (j) le jugement porte sur une obligation non contractuelle résultant d'un décès, d'un dommage corporel, d'un dommage subi par un bien corporel ou de la perte d'un bien corporel et l'acte ou l'omission directement à l'origine du dommage a été commis dans l'État ~~du tribunal~~ d'origine, quel que soit le lieu où le dommage est survenu ;
- [(k) le jugement porte sur la contrefaçon d'un brevet, d'une marque, d'un dessin industriel, ou d'un modèle industriel, {d'un droit d'obtention végétale,} ou de tout autre droit analogue donnant lieu à ~~{dépôt ou}~~ déclaration, octroi ou enregistrement et a été rendu par un tribunal de l'État dans lequel ~~{le dépôt la délivrance, l'octroi ou}~~ l'enregistrement du droit en question a été effectué ou est réputé avoir été effectué en vertu d'un instrument international ou régional[, ~~à moins que~~ sauf si le défendeur n'a pas agi dans cet État aux fins de contrefaçon ou que son activité ne puisse peut raisonnablement être considérée comme l'ayant visé spécifiquement cet État] ;]
- [(l) le jugement porte sur la ~~validité, [la titularité, ou l'existence] ou la contrefaçon~~ de droits d'auteur ou de droits voisins, [ou de marques notoirement connues, dénominations commerciales ou dessins et modèles industriels non enregistrés] [ou de ~~tout~~ autre droit de propriété intellectuelle qui n'exige pas ~~{de dépôt ou}~~ d'enregistrement] et ce droit est né en vertu de régi par la loi de l'État d'origine ;]
- [(m) le jugement porte sur la contrefaçon de droits d'auteur ou de droits voisins, [ou de marques notoirement connues, dénominations commerciales ou dessins et modèles industriels non enregistrés] [ou de tout autre droit de propriété intellectuelle qui n'exige pas d'enregistrement] et ce droit est régi par le droit de l'État
- (g) the judgment ruled on a contractual obligation and it was given in the State in which performance of that obligation took place, or should have taken place, ~~under~~ in accordance with
- (i) the parties' agreement, or
- (ii) the law applicable to the contract, in the absence of an agreed place of performance,
- unless the defendant's activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State;
- (h) the judgment ruled on a tenancy of immovable property and it was given in the State in which the property is situated;
- (i) the judgment ruled against the defendant on a contractual obligation secured by a right *in rem* in immovable property located in the State of origin, if the contractual claim was brought together with a claim against the same defendant relating to that right *in rem*;
- (j) the judgment ruled on a non-contractual obligation arising from death, physical injury, damage to or loss of tangible property, and the act or omission directly causing such harm occurred in the State of origin, irrespective of where that harm occurred;
- [(k) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, industrial design, plant breeders's right, or ~~other~~ similar right required to be granted or registered and it was given by a court in the State of origin in which the grant or registration of the right concerned has taken place, or is deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument[, unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];]
- [(l) the judgment ruled on the ownership or subsistence of copyright or related rights, [or use-based trademarks, trade names, or unregistered designs] [or other intellectual property rights not required to be registered] and the right is governed by the law of the State of origin;]
- [(~~m~~) the judgment ruled on an infringement of copyright or related rights, [or use-based trademarks, trade names, or unregistered designs] [or other intellectual property rights not required to be registered] and the right is governed by the law of the State of origin[,

d'origine], à moins que sauf si le défendeur n'ait pas agi dans cet État aux fins de en vue d'initier ou de poursuivre la contrefaçon ou que son activité ne puisse être raisonnablement être considérée comme l'ayant visé spécifiquement cet État] ;]

(n) le jugement porte sur la validité, l'interprétation, les effets, l'administration ou la modification d'un trust constitué volontairement et documenté par écrit, et l'État d'origine est :

(i) au moment de l'introduction de l'instance, l'État d'origine est celui désigné dans l'acte constitutif du trust, au moment de l'introduction de l'instance, comme étant un État dans lequel les litiges relatifs à ces questions doivent être tranchés ;

(ii) la loi de l'État d'origine est l'État dont la loi est désignée, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust comme étant la loi qui régit l'élément du trust qui fait l'objet du litige à l'origine du jugement [à moins que sauf si les activités du défendeur eu égard au trust n'aient ne présentaient manifestement pas de lien intentionnel ou substantiel avec cet État] ; ou

(iii) au moment de l'introduction de l'instance, l'État d'origine est celui désigné, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust, au moment de l'introduction de l'instance, comme étant l'État dans lequel est situé le lieu principal d'administration du trust ;

Cet alinéa ne s'applique qu'aux jugements portant sur des aspects internes d'un trust, entre des personnes étant ou ayant été au sein de la relation établie par le trust ;

{(o) le jugement porte sur une demande reconventionnelle :

(i) pour autant qu'il est favorable dans la mesure où il est rendu en faveur du demandeur reconventionnel et, à condition que cette demande porte sur la même transaction ou les mêmes faits que la demande principale ;

(ii) pour autant que dans la mesure où il est rendu contre le demandeur reconventionnel est débouté, à moins que sauf si le droit de l'État d'origine n'exigeait une demande reconventionnelle à peine de forclusion ;]

{(e) le jugement révisé ou annule un jugement antérieur susceptible d'être reconnu ou exécuté en vertu de la présente Convention, et a été rendu par un tribunal de l'État où l'a été le jugement antérieur.]

(p) le jugement a été rendu par un tribunal expressément désigné dans un accord, conclu ou documenté par écrit ou par tout autre moyen de communication qui rend l'information accessible pour être consultée ultérieurement, autre qu'un accord exclusif d'élection de for-eonclu ou documenté par écrit ou par tout autre moyen de communication qui rend l'information accessible pour être consultée ultérieurement.

unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];]

(~~n~~) the judgment concerns the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, and ~~the State of origin is –~~

(i) at the time the proceedings were instituted, the State of origin was designated in the trust instrument, ~~at the time the proceedings were instituted,~~ as a State in which disputes about such matters are to be determined;

(ii) the law of the State of origin is the State whose law is expressly or impliedly designated in the trust instrument as the law governing the aspect of the trust that is the subject of the litigation that gave rise to the judgment[, unless the defendant's activities in relation to the trust clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State]; or

(iii) at the time the proceedings were instituted, the State of origin was expressly or impliedly designated in the trust instrument, ~~at the time the proceedings were instituted,~~ as the State in which the principal place of administration of the trust is situated.

This sub-paragraph only applies to judgments regarding internal aspects of a trust between persons who are or were within the trust relationship;

(~~o~~) the judgment ruled on a counterclaim –

(i) to the extent that it was in favour of the counterclaimant, provided that the counterclaim arose out of the same transaction or occurrence as the claim;

(ii) to the extent that it was against the counterclaimant, unless the law of the State of origin required the counterclaim to be filed in order to avoid preclusion;

(p) the judgment was given by a court designated in an agreement concluded or documented in writing or by any other means of communication which renders information accessible so as to be usable for subsequent reference, other than an exclusive choice of court agreement, ~~which was concluded or documented in writing or by any other means of communication which renders information accessible so as to be usable for subsequent reference.~~

Aux fins de cet alinéa, un « accord exclusif d'élection de for » renvoie à est un accord conclu entre deux ou plusieurs parties, pour connaître des litiges nés ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit déterminé, soit les tribunaux d'un État contractant, soit un ou plusieurs tribunaux particuliers d'un État contractant, à l'exclusion de la compétence de tout autre tribunal.

~~Aux fins de cet alinéa, un « accord exclusif d'élection de for » renvoie à un accord entre deux ou plusieurs parties :~~

~~conclu ou documenté par écrit ou par tout autre moyen de communication qui rende l'information accessible pour être consultée ultérieurement~~

~~et qui désigne, pour connaître des litiges nés ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit déterminé, soit les tribunaux d'un État contractant, soit un ou plusieurs tribunaux particuliers d'un État contractant, à l'exclusion de la compétence de tout autre tribunal.~~

2 Si la reconnaissance ou l'exécution est requise contre une personne physique agissant principalement dans un but personnel, familial ou domestique (un consommateur) en matière de contrat de consommation, ou contre un employé relativement à son contrat de travail :

- (a) l'alinéa (e) du paragraphe premier ne s'applique que si le consentement a été donné devant le tribunal, que ce soit oralement ou par écrit ;
- (b) les alinéas (f), et (g) et (p) du paragraphe premier ne s'appliquent pas;
- (c) ~~l'alinéa (gp) du paragraphe premier ne s'applique pas.~~

Article 6  
*Fondements exclusifs de la reconnaissance  
ou de l'exécution*

Nonobstant l'article 5 :

- (a) un jugement portant sur l'enregistrement ou la validité d'un brevet, d'une marque, d'un dessin ~~industriel, d'un ou modèle industriel~~, d'un droit d'obtention végétale,} ou de tout autre droit analogue ~~donnant lieu à dépôt ou} nécessitant une délivrance, octroi ou à un enregistrement n'est reconnu ou exécuté que si l'État d'origine est celui dans lequel ~~le dépôt la délivrance, l'octroi ou} l'enregistrement a été demandé ou a été effectué, ou est réputé avoir été demandé ou effectué conformément aux dispositions d'un instrument international ou régional ;~~~~
- (b) un jugement portant sur des droits réels immobiliers n'est reconnu ou exécuté que si l'immeuble est situé dans l'État d'origine ;
- (c) un jugement portant sur un bail immobilier pour une période de plus de six mois ne peut être reconnu ou exécuté si l'immeuble n'est pas situé dans l'État d'origine et les tribunaux de l'État dans lequel se trouve l'immeuble ~~disposent d'une ont~~ compétence exclusive en vertu du droit de cet État.

For the purposes of this subparagraph, an "exclusive choice of court agreement" means an agreement concluded by two or more parties that designates, for the purpose of deciding disputes which have arisen or may arise in connection with a particular legal relationship, the courts of one State or one or more specific courts of one State to the exclusion of the jurisdiction of any other courts.

~~is concluded or documented in writing or by any other means of communication which renders information accessible so as to be usable for subsequent reference and~~

2 If recognition or enforcement is sought against a natural person acting primarily for personal, family or household purposes (a consumer) in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters relating to the employee's contract of employment –

- (a) sub-paragraph 1(e) applies only if the consent was addressed to the court, orally or in writing given before the court;
- (b) sub-paragraphs 1(f), ~~and 1 (g) and 1 (p)~~ do not apply;
- (c) ~~sub-paragraph 1(p) does not apply.~~

Article 6  
*Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

- (a) a judgment that ruled on the registration or validity of a patents, trademarks, industrial designs, plant breeders's rights, or ~~other~~ similar rights required to be granted or registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which grant or registration has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument;
- (b) a judgment that ruled on rights *in rem* in immovable property shall be recognised and enforced if and only if the property is situated in the State of origin;
- (c) a judgment that ruled on a tenancy of immovable property for a period of more than six months shall not be recognised and enforced if the property is not situated in the State of origin and the courts of the Contracting State in which it is situated have exclusive jurisdiction under the law of that State.

Article 7  
*Refus de reconnaissance ou d'exécution*

1 La reconnaissance ou l'exécution peut être refusée si :

- (a) l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent contenant les éléments essentiels de la demande :
  - (i) n'a pas été notifié au défendeur en temps utile et de telle manière qu'il puisse organiser sa défense, à moins que le défendeur ait comparu et présenté sa défense sans contester la notification devant le tribunal d'origine, à condition que le droit de l'État d'origine permette de contester la notification ; ou
  - (ii) a été notifié au défendeur dans l'État requis de manière incompatible avec les principes fondamentaux de ~~et~~ l'État requis relatifs à la notification de documents ;
- (b) le jugement résulte d'une fraude ;
- (c) la reconnaissance ou l'exécution est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État requis, notamment dans les cas où la procédure appliquée en l'espèce pour obtenir le jugement était incompatible avec les principes fondamentaux d'équité procédurale de cet État ~~[ou et dans les cas d'atteintes à la sécurité ou à la souveraineté de cet État] ;~~
- (d) la procédure devant le tribunal d'origine était contraire à un accord<sub>1</sub> ou à une clause figurant dans l'acte constitutif d'un trust<sub>1</sub> en vertu duquel le litige en question devait être tranché par un tribunal autre que le tribunal d'origine ;
- (e) le jugement est incompatible avec un jugement rendu dans l'État requis dans un litige entre les mêmes parties ; ou
- (f) le jugement est incompatible avec un jugement rendu antérieurement dans un autre État entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet, lorsque le jugement rendu antérieurement réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État requis.

[(g) le jugement porte sur la contrefaçon d'un droit de propriété intellectuelle et applique à ce droit une loi autre que celle le régissant.]

2 La reconnaissance ou l'exécution peut être différée ou refusée ~~ou différée~~ si une procédure ayant le même objet est pendante entre les mêmes parties devant un tribunal de l'État requis lorsque :

- (a) ce dernier a été saisi avant le tribunal de l'État d'origine ; et
- (b) il existe un lien étroit entre le litige et l'État requis.

Le refus visé au présent paragraphe ~~n'interdit n'empêche pas de~~ une demander ultérieurement la de reconnaissance ou l'd'exécution du jugement.

Article 7  
*Refusal of recognition or enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

- (a) the document which instituted the proceedings or an equivalent document, including a statement of the essential elements of the claim –
  - (i) was not notified to the defendant in sufficient time and in such a way as to enable him to arrange for his defence, unless the defendant entered an appearance and presented his case without contesting notification in the court of origin, provided that the law of the State of origin permitted notification to be contested; or
  - (ii) was notified to the defendant in the requested State in a manner that is incompatible with fundamental principles of the requested State concerning service of documents;
- (b) the judgment was obtained by fraud;
- (c) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the public policy of the requested State, including situations where the specific proceedings leading to the judgment were incompatible with fundamental principles of procedural fairness of that State [and situations involving infringements of security or sovereignty of that State];
- (d) the proceedings in the court of origin were contrary to an agreement, or a designation in a trust instrument, under which the dispute in question was to be determined in a court other than the court of origin;
- (e) the judgment is inconsistent with a judgment given in the requested State in a dispute between the same parties; or
- (f) the judgment is inconsistent with an earlier judgment given in another State between the same parties on the same subject matter, provided that the earlier judgment fulfills the conditions necessary for its recognition in the requested State.

[(g) the judgment ruled on an infringement of an intellectual property right<sub>1</sub> applying to that right a law other than the law governing that right.]

2 Recognition or enforcement may be postponed or refused if proceedings between the same parties on the same subject matter are pending before a court of the requested State, where –

- (a) the court of the requested State was seised before the court of origin; and
- (b) there is a close connection between the dispute and the requested State.

A refusal under this paragraph does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

Article 8  
*Questions préalables*

1 Une décision rendue à titre préalable sur une matière ~~exclue du champ d'application de à laquelle~~ la présente Convention ~~en vertu de l'article 2, paragraphe 1 ne s'applique pas~~, ou une décision rendue à titre préalable sur une matière visée à l'article 6 par un autre tribunal que celui désigné dans cette ~~dernière~~ disposition, n'est pas reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

2 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement est fondé sur une décision relative à une matière ~~exclue en vertu du paragraphe 1 ou 3 de l'article 2 à laquelle la présente Convention ne s'applique pas~~, ou sur une décision relative à une matière visée à l'article 6 qui a été rendue par un autre tribunal que celui désigné dans cette disposition.

3 Toutefois, dans le cas d'une décision relative à la validité d'un droit visé à l'article 6, paragraphe (a), la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement ne peut être ~~différée, ou refusée ou différée~~ en vertu du paragraphe précédent, que si :

- (a) cette décision est incompatible avec un jugement ou une décision rendu(e) sur ce point par l'autorité compétente de l'État mentionné à l'article 6, paragraphe (a) ;  
ou
- (b) une procédure relative à la validité de ce droit est pendante dans cet État.

Le refus en vertu de l'alinéa (b) ~~n'interdit n'empêche pas de~~ une demande ultérieurement la de reconnaissance ou l'exécution du jugement.

Article 459  
*Effets équivalents*

Un jugement reconnu ou déclaré exécutoire en vertu de la présente Convention a les mêmes effets que dans l'État d'origine. Si le jugement contient des mesures qui ne sont pas disponibles dans le droit de l'État requis, ces mesures doivent être adaptées remplacées, dans la mesure du possible, à par des mesures qui ont des effets équivalents à, mais n'excédant pas, ceux prévus dans le droit de l'État d'origine.

Article 4610  
*Divisibilité*

La reconnaissance ou l'exécution d'une partie dissociable d'un jugement est accordée lorsque si la reconnaissance ou l'exécution de cette partie est demandée ou lorsque si seule une partie du jugement peut être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

Article 11  
*Dommages et intérêts*

1 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement accorde des dommages et intérêts, y compris des dommages et intérêts exemplaires ou punitifs, qui ne compensent pas une partie pour la perte ou préjudice réels réellement subis.

Article 8  
*Preliminary questions*

1 Where a matter to which this Convention does not apply, or a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled arose as a preliminary question, the ruling on that question shall not be recognised or enforced under this Convention.

2 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter to which this Convention does not apply, or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled.

3 However, in the case of a ruling on the validity of a right referred to in Article 6, paragraph (a), recognition or enforcement of a judgment may be ~~postponed, or refused or postponed~~ under the preceding paragraph, only where –

- (a) that ruling is inconsistent with a judgment or a decision of a competent authority on that matter given in the State referred to in Article 6, paragraph (a); or
- (b) proceedings concerning the validity of that right are pending in that State.

A refusal under sub-paragraph (b) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

Article 945  
*Equivalent effects*

A judgment recognised or enforceable under this Convention shall be given the same effect it has in the State of origin. If the judgment provides for relief that is not available under the law of the requested State, that relief shall, to the extent possible, be adapted to relief with effects equivalent to, but not going beyond, its effects under the law of the State of origin.

Article 106  
*Severability*

Recognition or enforcement of a severable part of a judgment shall be granted where recognition or enforcement of that part is applied for, or only part of the judgment is capable of being recognised or enforced under this Convention.

Article 911  
*Damages*

1 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment awards damages, including exemplary or punitive damages, that do not compensate a party for actual loss or harm suffered.

2 Le tribunal requis ~~tient compte du fait que, et de la mesure dans laquelle prend en considération, si, et dans quelle mesure,~~ le montant accordé à titre de dommages et intérêts par le tribunal d'origine est destiné à couvrir les frais et dépens du procès.

[Article 12  
*Jugements Réparations non pécuniaires  
en matière de propriété intellectuelle*

Un jugement qui accorde une réparation autre que des dommages et intérêts en matière de propriété intellectuelle ne peut n'être pas exécuté en vertu de la présente Convention.]

Article 13  
*Transactions judiciaires*

Les transactions judiciaires homologuées par un tribunal d'un État contractant, ou qui ont été conclues devant ce tribunal au cours d'une instance devant un tribunal d'un État contractant, et qui sont exécutoires au même titre qu'un jugement dans l'État d'origine, sont exécutées en vertu de la présente Convention aux mêmes conditions qu'un jugement[, à condition que le droit de l'État requis admette de telles transactions].

Article 14  
*Pièces à produire*

1 La partie qui requiert la reconnaissance ou qui demande l'exécution produit :

- (a) une copie complète et certifiée conforme du jugement ;
- (b) si le jugement a été rendu par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document attestant que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été notifié à la partie défaillante ;
- (c) tout document nécessaire pour établir que le jugement produit ses effets dans l'État d'origine ou, le cas échéant, qu'il est exécutoire dans cet État ;
- (d) dans le cas prévu à l'article 13, un certificat délivré par un tribunal de l'État d'origine attestant que la transaction judiciaire est exécutoire, en tout ou en partie, aux mêmes conditions qu'un jugement dans l'État d'origine.

2 Si le contenu du jugement ne permet pas au tribunal requis de vérifier que les conditions du présent chapitre sont remplies, ce tribunal peut exiger tout ~~autre~~ document nécessaire.

3 Une demande de reconnaissance ou d'exécution peut être accompagnée d'un document relatif au jugement, délivré par un tribunal (y compris par une personne autorisée du tribunal) de l'État d'origine, sous la forme recommandée et publiée par la Conférence de La Haye de droit international privé.

4 Si les documents mentionnés dans le présent article ne sont pas rédigés dans une langue officielle de l'État requis, ils sont accompagnés d'une traduction certifiée dans une langue officielle, sauf si ~~la loi~~ le droit de l'État requis en dispose autrement.

2 The court addressed shall take into account whether and to what extent the damages awarded by the court of origin serve to cover costs and expenses relating to the proceedings.

[Article 9-bis 120  
*Non-monetary judgments remedies  
in intellectual property matters*

A judgment granting a remedy other than monetary damages in intellectual property matters shall not be enforced under this Convention.]

Article 1310  
*Judicial settlements (transactions judiciaires)*

Judicial settlements (*transactions judiciaires*) which a court of a Contracting State has approved, or which have been concluded in the course of proceedings before that a court of a Contracting State ~~in the course of proceedings~~, and which are enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin, shall be enforced under this Convention in the same manner as a judgment[, provided that such settlement is permissible under the law of the requested State].

Article 1421  
*Documents to be produced*

1 The party seeking recognition or applying for enforcement shall produce –

- (a) a complete and certified copy of the judgment;
- (b) if the judgment was given by default, the original or a certified copy of a document establishing that the document which instituted the proceedings or an equivalent document was notified to the defaulting party;
- (c) any documents necessary to establish that the judgment has effect or, where applicable, is enforceable in the State of origin;
- (d) in the case referred to in Article 1310, a certificate of a court of the State of origin that the judicial settlement or a part of it is enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin.

2 If the terms of the judgment do not permit the court addressed to verify whether the conditions of this Chapter have been complied with, that court may require any necessary documents.

3 An application for recognition or enforcement may be accompanied by a document relating to the judgment, issued by a court (including an officer of the court) of the State of origin, in the form recommended and published by the Hague Conference on Private International Law.

4 If the documents referred to in this Article are not in an official language of the requested State, they shall be accompanied by a certified translation into an official language, unless the law of the requested State provides otherwise.

Article 15  
*Procédure*

1 La procédure ~~tendant à afin~~ d'obtenir la reconnaissance, l'exequatur ou l'enregistrement aux fins de l'exécution, ~~ainsi que~~ et l'exécution du jugement sont régies par le droit de l'État requis sauf si la présente Convention en dispose autrement. Le tribunal requis agit avec célérité.

2 Le tribunal de l'État requis ne peut refuser de reconnaître ou d'exécuter un jugement en vertu de la présente Convention au motif que la reconnaissance ou l'exécution devrait être requise dans un autre État.

[Article 16  
*Frais de procédure*

~~1 Aucune sûreté, caution ou dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposée en raison, soit de sa seule qualité d'étranger, soit du seul défaut de domicile ou de résidence habituelle dans l'État requis, à la partie qui demande l'exécution dans un État contractant d'une décision rendue dans un autre État contractant.]~~

~~2 Toute condamnation aux frais et dépens, rendue dans un État contractant à l'endroit de contre toute personne dispensée du versement d'une sûreté, d'une caution ou d'un dépôt en vertu du paragraphe premier est, à la demande du créancier, déclarée exécutoire dans tout autre État contractant.]~~

Article 15  
*Effets équivalents*

~~Un jugement reconnu ou déclaré exécutoire en vertu de la présente Convention a les mêmes effets que dans l'État d'origine. Si le jugement contient des mesures qui ne sont pas disponibles dans le droit de l'État requis, ces mesures doivent être adaptées, dans la mesure du possible, à des mesures qui ont des effets équivalents à, mais n'excédant pas, ceux prévus dans l'État d'origine.~~

Article 16  
*Divisibilité*

~~La reconnaissance ou l'exécution d'une partie dissociable d'un jugement est accordée lorsque la reconnaissance ou l'exécution de cette partie est demandée ou lorsque seule une partie du jugement peut être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.~~

Article 17  
*Reconnaissance ou exécution en application du droit national*

Sous réserve de l'article 6, la présente Convention ne fait pas obstacle à la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement en application du droit national.

CHAPITRE III – CLAUSES GÉNÉRALES

Article 18  
*Dispositions transitoires*

La Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements si, au moment de l'introduction de l'instance dont la procédure a été engagée dans l'État d'origine, la Convention était en vigueur après l'entrée en vigueur de la Convention à la fois dans cet l'État d'origine et dans l'État requis.

Article 15~~3~~  
*Procédure*

1 The procedure for recognition, declaration of enforceability or registration for enforcement, and the enforcement of the judgment, are governed by the law of the requested State unless this Convention provides otherwise. The court addressed shall act expeditiously.

2 The court of the requested State shall not refuse the recognition or enforcement of a judgment under this Convention on the ground that recognition or enforcement should be sought in another State.

[Article 16~~4~~  
*Costs of proceedings*

1 No security, bond or deposit, however described, shall be required from a party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgment given in another Contracting State on the sole ground that such party is a foreign national or is not domiciled or resident in the State in which enforcement is sought.

2 An order for payment of costs and expenses of proceedings, made in a Contracting State against any person exempt from requirements as to security, bond, or deposit by virtue of paragraph 1 shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable in any other Contracting State.]

Article 15~~4~~  
*Equivalent effects*

~~A judgment recognised or enforceable under this Convention shall be given the same effect it has in the State of origin. If the judgment provides for relief that is not available under the law of the requested State, that relief shall, to the extent possible, be adapted to relief with effects equivalent to, but not going beyond, its effects under the law of the State of origin.~~

Article 16~~5~~  
*Severability*

~~Recognition or enforcement of a severable part of a judgment shall be granted where recognition or enforcement of that part is applied for, or only part of the judgment is capable of being recognised or enforced under this Convention.~~

Article 17~~6~~  
*Recognition or enforcement under national law*

Subject to Article 6, this Convention does not prevent the recognition or enforcement of judgments under national law.

CHAPTER III – GENERAL CLAUSES

Article 18~~7~~  
*Transitional provisions*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments if, at the time the proceedings were instituted in the State of origin, the Convention was in force in that State and in the requested State.



[Article 19  
*Dispense de légalisation*

Les documents transmis ou délivrés en vertu de la présente Convention sont dispensés de toute légalisation ou de toute formalité analogue, y compris une Apostille.]

Article 20  
*Déclarations limitant la reconnaissance et l'exécution*

Un État peut déclarer que ses tribunaux peuvent refuser de reconnaître ou d'exécuter un jugement rendu par un tribunal d'un autre État contractant, lorsque les parties avaient leur résidence dans l'État requis et que les relations entre les parties, ainsi que tous les autres éléments pertinents du litige, autres que le lieu du tribunal d'origine, étaient liés uniquement à l'État requis.

Article 21  
*Déclarations relatives à des matières particulières*

1 Lorsqu'un État a un intérêt important à ne pas appliquer la présente Convention à une matière particulière, il peut déclarer qu'il ne l'appliquera pas à cette matière. L'État qui fait une telle déclaration s'assure que la portée de celle-ci n'est pas plus étendue que nécessaire et que la matière particulière exclue est définie de façon claire et précise.

2 À l'égard d'une telle matière, la Convention ne s'applique pas :

- (a) dans l'État contractant ayant fait la déclaration ;
- (b) dans les autres États contractants, lorsque la reconnaissance et l'exécution d'un jugement rendu dans un État contractant ayant fait la déclaration sont solicitées demandées.

[Article 22  
*Déclarations relatives aux tribunaux communs*

1 Un État contractant peut déclarer :

- (a) qu'un tribunal commun à deux ou plusieurs États exerce sa compétence sur les matières relevant du champ d'application de la présente Convention ;
- (b) qu'un tel tribunal :
  - (i) ne remplit que les attributions d'une juridiction d'appel ; ou
  - (ii) remplit les attributions d'une juridiction de première instance et d'appel.

2 Les jugements d'un État contractant comprennent :

- (a) les jugements rendus par un tribunal tel que visé au paragraphe 1(b)(i) ;
- (b) les jugements rendus par un tribunal tel que visé au paragraphe 1(b)(ii) si tous les États visés au paragraphe 1(a) sont Parties à la Convention ;

3 Si un tribunal tel que visé au paragraphe 1(b)(i) remplit les fonctions d'un tribunal commun pour des États parties à la Convention et d'autres qui ne sont pas Parties à celle-ci, les jugements rendus par ce tribunal ne sont considérés comme des jugements d'un État contractant que si l'instance a été introduite dans un État contractant.

[Article 198  
*No legalisation*

All documents forwarded or delivered under this Convention shall be exempt from legalisation or any analogous formality, including an Apostille.]

Article ~~2018~~ *bis*  
*Declarations limiting recognition and enforcement*

A State may declare that its courts may refuse to recognise or enforce a judgment given by a court of another Contracting State if the parties were resident in the requested State, and the relationship of the parties and all other elements relevant to the dispute, other than the location of the court of origin, were connected only with the requested State.

Article ~~2149~~  
*Declarations with respect to specific matters*

1 Where a State has a strong interest in not applying this Convention to a specific matter, that State may declare that it will not apply the Convention to that matter. The State making such a declaration shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that the specific matter excluded is clearly and precisely defined.

2 With regard to that matter, the Convention shall not apply –

- (a) in the Contracting State that made the declaration;
- (b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought.

[Article ~~2249~~ *bis*  
*Declarations with respect to common courts*

1 A Contracting State may declare that –

- (a) a court common to two or more States exercises jurisdiction over matters that come within the scope of this Convention; and
- (b) such a court –
  - (i) has only an appellate function; or
  - (ii) has first instance and appellate functions.

2 Judgments of a Contracting State include –

- (a) judgments given by a court referred to in paragraph 1(b)(i);
- (b) judgments given by a court referred to in paragraph 1(b)(ii) if all States referred to in paragraph 1(a) are Parties to this Convention.

3 If a court referred to in paragraph 1(b)(i) serves as a common court for States some of which are Contracting States and some of which are non-Contracting States to this Convention, judgments given by such a court shall only be considered as judgments of a Contracting State if the proceedings at first instance were instituted in a Contracting State.

4 Dans le cas d'un jugement rendu par un tribunal tel que visé au paragraphe 1(b)(ii), la notion d'État d'origine mentionnée aux articles 5 et 6 renvoie à l'ensemble du territoire sur lequel ce tribunal exerce sa compétence eu égard au jugement concerné.]

Article 23  
*Interprétation uniforme*

Aux fins de l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application.

Article 24  
*Examen du fonctionnement de la Convention*

Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé prend ~~régulièrement~~ périodiquement des dispositions en vue de :

- (a) l'examen du fonctionnement pratique de la présente Convention, y compris de toute déclaration ; et
- (b) l'examen de l'opportunité d'apporter des modifications à la présente Convention.

Article 25  
*Systèmes juridiques non unifiés*

1 Au regard d'un État contractant dans lequel deux ou plusieurs systèmes de droit ayant trait aux questions régies par la présente Convention s'appliquent dans des unités territoriales différentes :

- (a) toute référence à la loi ou à la procédure d'un État vise, le cas échéant, la loi ou la procédure en vigueur dans l'unité territoriale considérée ;
- (b) toute référence à la résidence habituelle dans un État vise, le cas échéant, la résidence habituelle au sein de dans l'unité territoriale considérée ;
- (c) toute référence au tribunal ou aux tribunaux d'un État vise, le cas échéant, le tribunal ou les tribunaux de l'unité territoriale considérée ;
- (d) toute référence au lien avec un État vise, le cas échéant, le lien avec l'unité territoriale considérée.

2 Nonobstant le paragraphe précédent, un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu d'appliquer la présente Convention aux situations qui impliquent uniquement ces différentes unités territoriales.

3 Un tribunal d'une unité territoriale d'un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu de reconnaître ou d'exécuter un jugement d'un autre État contractant au seul motif que le jugement a été reconnu ou exécuté dans une autre unité territoriale du même État contractant selon la présente Convention.

4 Cet article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

4 In case of a judgment given by a court referred to in paragraph 1(b)(ii) the reference to the State of origin in Articles 5 and 6 shall be deemed to refer to the entire territory over which that court had jurisdiction in relation to that judgment.]

Article 23~~0~~  
*Uniform interpretation*

In the interpretation of this Convention, regard shall be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application.

Article 24~~1~~  
*Review of operation of the Convention*

The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at regular intervals make arrangements for –

- (a) review of the operation of this Convention, including any declarations; and
- (b) consideration of whether any amendments to this Convention are desirable.

Article 25~~2~~  
*Non-unified legal systems*

1 In relation to a Contracting State in which two or more systems of law apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention –

- (a) any reference to the law or procedure of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the law or procedure in force in the relevant territorial unit;
- (b) any reference to habitual residence in a State shall be construed as referring, where appropriate, to habitual residence in the relevant territorial unit;
- (c) any reference to the court or courts of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the court or courts in the relevant territorial unit;
- (d) any reference to a connection with a State shall be construed as referring, where appropriate, to a connection with the relevant territorial unit.

2 Notwithstanding the preceding paragraph, a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to apply this Convention to situations which involve solely such different territorial units.

3 A court in a territorial unit of a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to recognise or enforce a judgment from another Contracting State solely because the judgment has been recognised or enforced in another territorial unit of the same Contracting State under this Convention.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

#### Article 26

##### *Rapport avec d'autres instruments internationaux*

1 La présente Convention doit être interprétée de façon qu'elle soit, autant que possible, compatible avec d'autres traités en vigueur pour les États contractants, conclus avant ou après cette Convention.

2 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité conclu avant l'entrée en vigueur de cette Convention pour cet État contractant, si l'application de cette Convention est incompatible avec les obligations de cet État contractant vis-à-vis de tout autre État non contractant. Le présent paragraphe s'applique aussi aux traités qui révisent ou se substituent à un traité conclu avant l'entrée en vigueur de cette Convention pour cet État contractant, sauf dans la mesure où la révision ou la substitution crée de nouvelles incompatibilités avec cette Convention.

3 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité, que ce traité ait été conclu avant ou après cette Convention, afin d'obtenir la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement rendu par un tribunal d'un État contractant qui est également Partie à ce traité. Toutefois, ce jugement ne doit pas être reconnu ou exécuté à un degré moindre qu'en vertu de cette Convention.

4 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité qui, à l'égard d'une matière particulière, prévoit des règles relatives à la reconnaissance ou l'exécution des jugements, même si ce traité a été conclu après cette Convention et que tous les États concernés sont Parties à cette Convention. Ce paragraphe s'applique uniquement si l'État contractant a fait une déclaration à l'égard de ce traité en vertu du présent paragraphe. Dans le cas d'une telle déclaration et en cas d'incompatibilité entre le traité susmentionné et la présente Convention, les autres États contractants ne sont pas tenus d'appliquer cette dernière à un jugement portant sur cette matière particulière et émanant d'un tribunal de l'État contractant ayant fait cette déclaration.

5 La présente Convention n'affecte pas l'application des règles d'une Organisation régionale d'intégration économique Partie à cette Convention, que ces règles aient été adoptées avant ou après cette Convention, ~~pour~~ en ce qui a trait à la reconnaissance ou l'exécution de jugements entre les États membres de l'Organisation régionale d'intégration économique.

#### CHAPITRE IV – CLAUSES FINALES

##### Article 27

##### *Signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion*

1 La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États.

2 La présente Convention est sujette à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation par les États signataires.

3 ~~Tous les États peuvent~~ pourra adhérer à la présente Convention.

4 Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

#### Article 26~~3~~

##### *Relationship with other international instruments*

1 This Convention shall be interpreted so far as possible to be compatible with other treaties in force for Contracting States, whether concluded before or after this Convention.

2 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty that was concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, if applying this Convention would be inconsistent with the obligations of that Contracting State to any non-Contracting State. This paragraph shall also apply to treaties that revise or replace a treaty concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, except to the extent that the revision or replacement creates new inconsistencies with this Convention.

3 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, whether concluded before or after this Convention, for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that treaty. However, the judgment shall not be recognised or enforced to a lesser extent than under this Convention.

4 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty which, in relation to a specific matter, governs the recognition or enforcement of judgments, even if concluded after this Convention and even if all States concerned are Parties to this Convention. This paragraph shall apply only if the Contracting State has made a declaration in respect of the treaty under this paragraph. In the case of such a declaration and to the extent that any inconsistencies exist between the above-mentioned treaty and this Convention, other Contracting States shall not be obliged to apply this Convention to a judgment which relates to that specific matter and which was rendered by a court of a Contracting State that made the declaration.

5 This Convention shall not affect the application of the rules of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention, whether adopted before or after this Convention as concerns the recognition or enforcement of judgments as between Member States of the Regional Economic Integration Organisation.

#### CHAPTER IV – FINAL CLAUSES

##### Article 27~~4~~

##### *Signature, ratification, acceptance, approval or accession*

1 This Convention is open for signature by all States.

2 This Convention is subject to ratification, acceptance or approval by the signatory States.

3 This Convention is open for accession by all States.

4 Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

#### Article 28

##### *Déclarations relatives aux ~~portant sur les~~ systèmes juridiques non unifiés*

1 Un État qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par la présente Convention peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

2 Toute déclaration est notifiée au depositaire et indique expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3 Si un État ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'applique à l'ensemble ~~du~~ son territoire de cet État.

4 Le présent article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

#### Article 29

##### *Organisations régionales d'intégration économique*

1 Une Organisation régionale d'intégration économique constituée seulement par des États souverains et ayant compétence sur certaines ou toutes les matières régies par la présente Convention peut également signer, accepter ou approuver cette Convention ou y adhérer. En pareil cas, l'Organisation régionale d'intégration économique aura les mêmes droits et obligations qu'un État contractant, dans la mesure où cette Organisation a compétence sur des matières régies par cette Convention.

2 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, l'Organisation régionale d'intégration économique notifie au depositaire, par écrit, les matières régies par la présente Convention pour lesquelles ses États membres ont transféré leur compétence à cette Organisation. L'Organisation notifie aussitôt au depositaire, par écrit, toute modification intervenue dans la délégation de compétence précisée dans la notification la plus récente faite en vertu du présent paragraphe.

3 Aux fins de l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout instrument déposé par une Organisation régionale d'intégration économique n'est pas compté, à moins que l'Organisation régionale d'intégration économique déclare, en vertu de l'article 28(1), que ses États membres ne seront pas Parties à cette Convention.

4 Toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, à une Organisation régionale d'intégration économique qui y est Partie.

#### Article 30

##### *Adhésion ~~par~~ d'une Organisation régionale d'intégration économique sans ses États membres*

1 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, une Organisation régionale d'intégration économique peut déclarer qu'elle a compétence pour toutes les matières régies par la présente Convention

#### Article 286

##### *Declarations with respect to non-unified legal systems*

1 If a State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to matters dealt with in this Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that the Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

2 A declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

3 If a State makes no declaration under this Article, the Convention shall extend to all territorial units of that State.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

#### Article 297

##### *Regional Economic Integration Organisations*

1 A Regional Economic Integration Organisation which is constituted solely by sovereign States and has competence over some or all of the matters governed by this Convention may similarly sign, accept, approve or accede to this Convention. The Regional Economic Integration Organisation shall in that case have the rights and obligations of a Contracting State, to the extent that the Organisation has competence over matters governed by this Convention.

2 The Regional Economic Integration Organisation shall, at the time of signature, acceptance, approval or accession, notify the depositary in writing of the matters governed by this Convention in respect of which competence has been transferred to that Organisation by its Member States. The Organisation shall promptly notify the depositary in writing of any changes to its competence as specified in the most recent notice given under this paragraph.

3 For the purposes of the entry into force of this Convention, any instrument deposited by a Regional Economic Integration Organisation shall not be counted unless the Regional Economic Integration Organisation declares in accordance with Article ~~3028~~ paragraph 1 that its Member States will not be Parties to this Convention.

4 Any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention shall apply equally, where appropriate, to a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to it.

#### Article ~~3028~~

##### *Accession by a Regional Economic Integration Organisation without its Member States*

1 At the time of signature, acceptance, approval or accession, a Regional Economic Integration Organisation may declare that it exercises competence over all the matters governed by this Convention and that its Member States

et que ses États membres ne seront pas Parties à cette Convention mais seront liés par celle-ci en raison de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion de l'Organisation.

2 Lorsqu'une déclaration est faite par une Organisation régionale d'intégration économique en conformité avec le paragraphe premier, toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, aux États membres de l'Organisation.

Article 31  
*Entrée en vigueur*

1 La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après le dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion visé à l'article 24.

2 Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur :

- (a) pour chaque État ou Organisation régionale d'intégration économique ratifiant, acceptant, approuvant ou y adhérant postérieurement, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- (b) pour les unités territoriales auxquelles la présente Convention a été étendue conformément à l'article 26, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après la notification de la déclaration visée par ledit article.

Article 32  
*Déclarations*

1 Les déclarations visées aux articles 20, 21, 26(4), 28 and 30 peuvent être formulées faites lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout moment ultérieur et pourront être modifiées ou retirées à tout moment.

2 Les déclarations, modifications et retraits sont notifiés au depositaire.

3 Une déclaration faite au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation de la Convention ou de l'adhésion à celle-ci prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État concerné.

4 Une déclaration faite ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après la date de réception de la notification par le depositaire.

5 Une déclaration faite ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, ne produira pas d'effet sur les jugements rendus, ~~avant que celle-ci n'entre en vigueur, dans des procédures à la suite ouvertes à l'issue d'instances déjà introduites~~ devant le tribunal d'origine au moment où la déclaration prend effet.

will not be Parties to this Convention but shall be bound by virtue of the signature, acceptance, approval or accession of the Organisation.

2 In the event that a declaration is made by a Regional Economic Integration Organisation in accordance with paragraph 1, any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention shall apply equally, where appropriate, to the Member States of the Organisation.

Article ~~31~~<sup>29</sup>  
*Entry into force*

1 This Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the deposit of the second instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Article ~~27~~<sup>4</sup>.

2 Thereafter this Convention shall enter into force –

- (a) for each State or Regional Economic Integration Organisation subsequently ratifying, accepting, approving or acceding to it, on the first day of the month following the expiration of [three][six] months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;
- (b) for a territorial unit to which this Convention has been extended in accordance with Article ~~28~~<sup>6</sup> on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the notification of the declaration referred to in that Article.

Article ~~32~~<sup>4</sup>  
*Declarations*

1 Declarations referred to in Articles ~~18-bis~~<sup>20</sup>, ~~21~~<sup>19</sup>, ~~26~~<sup>3</sup>(4), ~~28~~<sup>6</sup> and ~~30~~<sup>28</sup> may be made upon signature, ratification, acceptance, approval or accession or at any time thereafter, and may be modified or withdrawn at any time.

2 Declarations, modifications and withdrawals shall be notified to the depositary.

3 A declaration made at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession shall take effect simultaneously with the entry into force of this Convention for the State concerned.

4 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall take effect on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months following the date on which the notification is received by the depositary.

5 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall not apply to judgments resulting from proceedings that have already been instituted before the court of origin when the declaration takes effect.

Article 33  
*Dénonciation*

1 La présente Convention pourra être dénoncée par une notification écrite au dépositaire. La dénonciation pourra se limiter à certaines unités territoriales d'un système juridique non unifié auxquelles s'applique la présente Convention.

2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est précisée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification par le dépositaire.

Article 34  
*Notifications par le dépositaire*

Le dépositaire notifiera aux Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux autres États et aux Organisations régionales d'intégration économique qui ont signé, ratifié, accepté, approuvé ou adhéré conformément aux articles [...] à la Convention les renseignements suivants :

- (a) les signatures, ratifications, acceptations, approbations et adhésions prévues à l'article 27 ;
- (b) la date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 31 ;
- (c) les notifications, déclarations, modifications ou retraits des déclarations prévus à l'article 32 ;
- (d) les dénonciations prévues à l'article 33.

Article 33~~2~~  
*Denunciation*

1 This Convention may be denounced by notification in writing to the depositary. The denunciation may be limited to certain territorial units of a non-unified legal system to which this Convention applies.

2 The denunciation shall take effect on the first day of the month following the expiration of twelve months after the date on which the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation shall take effect upon the expiration of such longer period after the date on which the notification is received by the depositary.

Article 34~~3~~  
*Notifications by the depositary*

The depositary shall notify the Members of the Hague Conference on Private International Law, and other States and Regional Economic Integration Organisations which have signed, ratified, accepted, approved or acceded in accordance with Articles [...] of the following –

- (a) the signatures, ratifications, acceptances, approvals and accessions referred to in Article 27~~4~~;
- (b) the date on which this Convention enters into force in accordance with Article 31~~29~~;
- (c) the notifications, declarations, modifications and withdrawals of declarations referred to in Article 32~~4~~; and
- (d) the denunciations referred to in Article 33~~2~~.

---

*Distribué le vendredi 24 février 2017*

---

*Distributed on Friday 24 February 2017*

---

**No 170 REV – Projet de Convention de février 2017 arrêté au 24 février 2017**

---

**No 170 REV – February 2017 draft Convention as of 24 February 2017**

CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION  
ET DÉFINITIONS

CHAPTER I – SCOPE AND DEFINITIONS

Article premier  
*Champ d'application*

Article 1  
*Scope*

1 La présente Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements en matière civile et commerciale. Elle ne recouvre notamment pas les matières fiscales, douanières ou administratives.

1 This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments relating to civil or commercial matters. It shall not extend in particular to revenue, customs or administrative matters.

2 La présente Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution, dans un État contractant, d'un jugement rendu par un tribunal d'un autre État contractant.

2 This Convention shall apply to the recognition and enforcement in one Contracting State of a judgment given by a court of another Contracting State.

Article 2  
*Exclusions du champ d'application*

Article 2  
*Exclusions from scope*

1 La présente Convention ne s'applique pas aux matières suivantes :

1 This Convention shall not apply to the following matters –

- (a) l'état et la capacité des personnes physiques ;
- (b) les obligations alimentaires ;
- (c) les autres matières du droit de la famille, y compris les régimes matrimoniaux et les autres droits ou obligations découlant du mariage ou de relations similaires ;
- (d) les testaments et les successions ;
- (e) l'insolvabilité, les concordats, la résolution d'établissements financiers, et les matières analogues ;
- (f) le transport de passagers et de marchandises ;
- (g) la pollution marine, la limitation de responsabilité pour des demandes en matière maritime, les avaries communes, ainsi que le remorquage et le sauvetage d'urgence ;
- (h) la responsabilité pour les dommages nucléaires ;
- (i) la validité, la nullité ou la dissolution des personnes morales ou des associations entre personnes physiques ou personnes morales, ainsi que la validité des décisions de leurs organes ;
- (j) la validité des inscriptions sur les registres publics ;

- (a) the status and legal capacity of natural persons;
- (b) maintenance obligations;
- (c) other family law matters, including matrimonial property regimes and other rights or obligations arising out of marriage or similar relationships;
- (d) wills and succession;
- (e) insolvency, composition, resolution of financial institutions, and analogous matters;
- (f) the carriage of passengers and goods;
- (g) marine pollution, limitation of liability for maritime claims, general average, and emergency towage and salvage;
- (h) liability for nuclear damage;
- (i) the validity, nullity, or dissolution of legal persons or associations of natural or legal persons, and the validity of decisions of their organs;
- (j) the validity of entries in public registers;

- (k) la diffamation [et le droit à la vie privée] ;
- (l) les droits de propriété intellectuelle [autres que les droits d'auteur et droits voisins et les marques, sou-mises ou non à enregistrement]].

2 Un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention lorsqu'une question relevant d'une matière à laquelle elle ne s'applique pas est soulevée seulement à titre préalable et non comme un objet du litige. En particulier, le seul fait qu'une telle matière ait été invoquée dans le cadre d'un moyen de défense n'exclut pas le jugement du champ d'application de la Convention, si cette question n'était pas un objet du litige.

3 La présente Convention ne s'applique pas à l'arbitrage et aux procédures y afférentes.

4 Un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention du seul fait qu'un État, y compris un gouvernement, une agence gouvernementale ou toute personne agissant pour le compte d'un État, était partie au litige.

5 La présente Convention n'affecte pas les privilèges et immunités dont jouissent les États ou les organisations internationales, pour eux-mêmes et pour leurs biens.

Article 3  
*Définitions*

- 1 Au sens de la présente Convention :
- (a) le terme « défendeur » signifie la personne contre laquelle la demande ou la demande reconventionnelle a été introduite dans l'État d'origine ;
  - (b) le terme « jugement » signifie toute décision sur le fond rendue par un tribunal, quelle que soit la dénomination donnée à cette décision, telle qu'un arrêt ou une ordonnance, de même que la fixation des frais du procès par le tribunal (y compris le greffier du tribunal), à condition qu'elle ait trait à une décision sur le fond susceptible d'être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention. Les mesures provisoires et conservatoires ne sont pas des jugements.
- 2 Une entité ou une personne autre qu'une personne physique est réputée avoir sa résidence habituelle dans l'État :
- (a) de son siège statutaire ;
  - (b) selon le droit duquel elle a été constituée ;
  - (c) de son administration centrale ; ou
  - (d) de son principal établissement.

CHAPITRE II – RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION

Article 4  
*Dispositions générales*

1 Un jugement rendu par un tribunal d'un État contractant (État d'origine) est reconnu et exécuté dans un autre État contractant (État requis) conformément aux dispositions du présent chapitre. La reconnaissance ou l'exécution ne peut être refusée qu'aux motifs énoncés dans la présente Convention.

- (k) defamation [and privacy];

- [(l) intellectual property rights[, except for copyright and related rights and registered and unregistered trademarks]].

2 A judgment is not excluded from the scope of this Convention where a matter to which this Convention does not apply arose merely as a preliminary question in the proceedings in which the judgment was given, and not as an object of the proceedings. In particular, the mere fact that such a matter arose by way of defence does not exclude a judgment from the Convention, if that matter was not an object of the proceedings.

3 This Convention shall not apply to arbitration and related proceedings.

4 A judgment is not excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State, including a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party to the proceedings.

5 Nothing in this Convention shall affect privileges and immunities of States or of international organisations, in respect of themselves and of their property.

Article 3  
*Definitions*

- 1 In this Convention –
- (a) “defendant” means a person against whom the claim or counterclaim was brought in the State of origin;
  - (b) “judgment” means any decision on the merits given by a court, whatever that decision may be called, including a decree or order, and a determination of costs or expenses by the court (including an officer of the court), provided that the determination relates to a decision on the merits which may be recognised or enforced under this Convention. An interim measure of protection is not a judgment.
- 2 An entity or person other than a natural person shall be considered to be habitually resident in the State –
- (a) where it has its statutory seat;
  - (b) under whose law it was incorporated or formed;
  - (c) where it has its central administration; or
  - (d) where it has its principal place of business.

CHAPTER II – RECOGNITION AND ENFORCEMENT

Article 4  
*General provisions*

1 A judgment given by a court of a Contracting State (State of origin) shall be recognised and enforced in another Contracting State (requested State) in accordance with the provisions of this Chapter. Recognition or enforcement may be refused only on the grounds specified in this Convention.



2 Sans préjudice de ce qui est nécessaire pour l'application des dispositions du présent chapitre, il n'est procédé à aucune révision au fond du jugement rendu par le tribunal d'origine.

3 Un jugement n'est reconnu que s'il produit ses effets dans l'État d'origine et n'est exécuté que s'il est exécutoire dans l'État d'origine.

4 Si le jugement visé au paragraphe 3 fait l'objet d'un recours dans l'État d'origine ou si le délai pour exercer un recours ordinaire n'a pas expiré, le tribunal requis peut :

- (a) accorder la reconnaissance ou l'exécution, voire subordonner cette exécution à la constitution d'une sûreté qu'il détermine ;
- (b) surseoir à statuer sur la reconnaissance ou l'exécution ; ou
- (c) refuser la reconnaissance ou l'exécution.

Le refus visé à l'alinéa (c) n'empêche pas une demande ultérieure de reconnaissance ou d'exécution du jugement.

#### Article 5

##### *Fondements de la reconnaissance ou de l'exécution*

1 Un jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté si l'une des exigences suivantes est satisfaite :

- (a) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée avait sa résidence habituelle dans l'État d'origine lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine ;
- (b) la personne physique contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée avait son établissement professionnel principal dans l'État d'origine lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine et la demande à l'origine du jugement portait sur son activité professionnelle ;
- (c) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée est celle qui a saisi le tribunal de la demande, autre que reconventionnelle, à l'origine du jugement ;
- (d) le défendeur avait une succursale, une agence ou tout autre établissement sans personnalité juridique propre dans l'État d'origine, au moment où il est devenu une partie à la procédure devant le tribunal d'origine, et la demande à l'origine du jugement résultait des activités de cette succursale, de cette agence ou de cet établissement ;
- (e) le défendeur a expressément consenti à la compétence du tribunal d'origine au cours de la procédure dans laquelle le jugement a été rendu ;
- (f) le défendeur a fait valoir ses arguments sur le fond devant le tribunal d'origine sans en contester la compétence dans les délais prescrits par le droit de l'État d'origine, à moins qu'il ne soit évident qu'une contestation de la compétence ou de son exercice aurait échoué en vertu de ce droit ;

2 Without prejudice to such review as is necessary for the application of the provisions of this Chapter, there shall be no review of the merits of the judgment given by the court of origin.

3 A judgment shall be recognised only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin.

4 If a judgment referred to in paragraph 3 is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired, the court addressed may –

- (a) grant recognition or enforcement, which enforcement may be made subject to the provision of such security as it shall determine;
- (b) postpone the decision on recognition or enforcement; or
- (c) refuse recognition or enforcement.

A refusal under sub-paragraph (c) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

#### Article 5

##### *Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

- (a) the person against whom recognition or enforcement is sought was habitually resident in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin;
- (b) the natural person against whom recognition or enforcement is sought had his or her principal place of business in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that business;
- (c) the person against whom recognition or enforcement is sought is the person that brought the claim, other than a counterclaim, on which the judgment is based;
- (d) the defendant maintained a branch, agency, or other establishment without separate legal personality in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin, and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that branch, agency, or establishment;
- (e) the defendant expressly consented to the jurisdiction of the court of origin in the course of the proceedings in which the judgment was given;
- (f) the defendant argued on the merits before the court of origin without contesting jurisdiction within the time-frame provided in the law of the State of origin, unless it is evident that an objection to jurisdiction or to the exercise of jurisdiction would not have succeeded under that law;

- (g) le jugement porte sur une obligation contractuelle et a été rendu dans l'État dans lequel l'obligation a été ou aurait dû être exécutée, conformément :
- (i) à l'accord des parties ou,
- (ii) à la loi applicable au contrat, à défaut d'un accord sur le lieu d'exécution,
- sauf si les activités du défendeur en relation avec la transaction ne présentaient manifestement pas de lien intentionnel et substantiel avec cet État ;
- (h) le jugement porte sur un bail immobilier et a été rendu dans l'État où est situé l'immeuble ;
- (i) le jugement rendu contre le défendeur porte sur une obligation contractuelle garantie par un droit réel relatif à un immeuble situé dans l'État d'origine, à condition qu'une demande contractuelle concernant ce droit réel ait également été dirigée contre ce défendeur ;
- (j) le jugement porte sur une obligation non contractuelle résultant d'un décès, d'un dommage corporel, d'un dommage subi par un bien corporel ou de la perte d'un bien corporel et l'acte ou l'omission directement à l'origine du dommage a été commis dans l'État d'origine, quel que soit le lieu où le dommage est survenu ;
- [(k) le jugement porte sur la contrefaçon d'un brevet, d'une marque, d'un dessin ou modèle industriel, d'un droit d'obtention végétale, ou de tout autre droit analogue donnant lieu à délivrance, octroi ou enregistrement et a été rendu par un tribunal de l'État dans lequel la délivrance, l'octroi ou l'enregistrement du droit en question a été effectué ou est réputé avoir été effectué en vertu d'un instrument international ou régional], sauf si le défendeur n'a pas agi dans cet État aux fins de contrefaçon ou que son activité ne peut raisonnablement être considérée comme ayant visé spécifiquement cet État] ;]
- [(l) le jugement porte sur la titularité ou l'existence de droits d'auteur ou de droits voisins, [ou de marques notoirement connues, dénominations commerciales ou dessins et modèles industriels non enregistrés] [ou d'un autre droit de propriété intellectuelle qui n'exige pas d'enregistrement] et ce droit est régi par la loi de l'État d'origine ;]
- [(m) le jugement porte sur la contrefaçon de droits d'auteur ou de droits voisins, [ou de marques notoirement connues, dénominations commerciales ou dessins et modèles industriels non enregistrés] [ou de tout autre droit de propriété intellectuelle qui n'exige pas d'enregistrement] et ce droit est régi par le droit de l'État d'origine], sauf si le défendeur n'a pas agi dans cet État en vue d'initier ou de poursuivre la contrefaçon ou que son activité ne peut raisonnablement être considérée comme ayant visé spécifiquement cet État] ;]
- (n) le jugement porte sur la validité, l'interprétation, les effets, l'administration ou la modification d'un trust constitué volontairement et documenté par écrit, et :
- (i) au moment de l'introduction de l'instance, l'État d'origine est celui désigné dans l'acte constitutif du trust comme étant un État dans lequel les litiges relatifs à ces questions doivent être tranchés ;
- (g) the judgment ruled on a contractual obligation and it was given in the State in which performance of that obligation took place, or should have taken place, in accordance with
- (i) the parties' agreement, or
- (ii) the law applicable to the contract, in the absence of an agreed place of performance,
- unless the defendant's activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State;
- (h) the judgment ruled on a tenancy of immovable property and it was given in the State in which the property is situated;
- (i) the judgment ruled against the defendant on a contractual obligation secured by a right *in rem* in immovable property located in the State of origin, if the contractual claim was brought together with a claim against the same defendant relating to that right *in rem*;
- (j) the judgment ruled on a non-contractual obligation arising from death, physical injury, damage to or loss of tangible property, and the act or omission directly causing such harm occurred in the State of origin, irrespective of where that harm occurred;
- [(k) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, industrial design, plant breeder's right, or similar right required to be granted or registered and it was given by a court in the State of origin in which the grant or registration of the right concerned has taken place, or is deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument], unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];]
- [(l) the judgment ruled on the ownership or subsistence of copyright or related rights, [or use-based trademarks, trade names, or unregistered designs] [or other intellectual property rights not required to be registered] and the right is governed by the law of the State of origin;]
- [(m) the judgment ruled on an infringement of copyright or related rights, [or use-based trademarks, trade names, or unregistered designs] [or other intellectual property rights not required to be registered] and the right is governed by the law of the State of origin], unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];]
- (n) the judgment concerns the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, and –
- (i) at the time the proceedings were instituted, the State of origin was designated in the trust instrument as a State in which disputes about such matters are to be determined;

- (ii) la loi de l'État d'origine est désignée, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust comme étant la loi qui régit l'élément du trust qui fait l'objet du litige à l'origine du jugement [sauf si les activités du défendeur eu égard au trust ne présentaient manifestement pas de lien intentionnel ou substantiel avec cet État] ; ou
- (iii) au moment de l'introduction de l'instance, l'État d'origine était celui désigné, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust, comme étant l'État dans lequel est situé le lieu principal d'administration du trust ;

Cet alinéa ne s'applique qu'aux jugements portant sur des aspects internes d'un trust, entre personnes étant ou ayant été au sein de la relation établie par le trust ;

- (o) le jugement porte sur une demande reconventionnelle :
  - (i) dans la mesure où il est rendu en faveur du demandeur reconventionnel, à condition que cette demande porte sur la même transaction ou les mêmes faits que la demande principale ;
  - (ii) dans la mesure où il est rendu contre le demandeur reconventionnel, sauf si le droit de l'État d'origine exigeait une demande reconventionnelle à peine de forclusion ;
- (p) le jugement a été rendu par un tribunal désigné dans un accord conclu ou documenté par écrit ou par tout autre moyen de communication qui rend l'information accessible pour être consultée ultérieurement, autre qu'un accord exclusif d'élection de for.

Aux fins de cet alinéa, un « accord exclusif d'élection de for » est un accord conclu entre deux ou plusieurs parties, pour connaître des litiges nés ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit déterminé, soit les tribunaux d'un État contractant, soit un ou plusieurs tribunaux particuliers d'un État contractant, à l'exclusion de la compétence de tout autre tribunal.

2 Si la reconnaissance ou l'exécution est requise contre une personne physique agissant principalement dans un but personnel, familial ou domestique (un consommateur) en matière de contrat de consommation, ou contre un employé relativement à son contrat de travail :

- (a) le paragraphe 1(e) ne s'applique que si le consentement a été donné devant le tribunal, que ce soit oralement ou par écrit ;
- (b) les paragraphes 1(f), (g) et (p) ne s'appliquent pas.

Article 6  
*Fondements exclusifs de la reconnaissance  
ou de l'exécution*

Nonobstant l'article 5 :

- [(a) un jugement portant sur l'enregistrement ou la validité d'un brevet, d'une marque, d'un dessin ou modèle industriel, d'un droit d'obtention végétale, ou de tout autre droit analogue nécessitant délivrance, octroi ou

- (ii) the law of the State of origin is expressly or impliedly designated in the trust instrument as the law governing the aspect of the trust that is the subject of the litigation that gave rise to the judgment[, unless the defendant's activities in relation to the trust clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State]; or
- (iii) at the time the proceedings were instituted, the State of origin was expressly or impliedly designated in the trust instrument as the State in which the principal place of administration of the trust is situated.

This sub-paragraph only applies to judgments regarding internal aspects of a trust between persons who are or were within the trust relationship;

- (o) the judgment ruled on a counterclaim –
  - (i) to the extent that it was in favour of the counterclaimant, provided that the counterclaim arose out of the same transaction or occurrence as the claim;
  - (ii) to the extent that it was against the counterclaimant, unless the law of the State of origin required the counterclaim to be filed in order to avoid preclusion;
- (p) the judgment was given by a court designated in an agreement concluded or documented in writing or by any other means of communication which renders information accessible so as to be usable for subsequent reference, other than an exclusive choice of court agreement.

For the purposes of this sub-paragraph, an “exclusive choice of court agreement” means an agreement concluded by two or more parties that designates, for the purpose of deciding disputes which have arisen or may arise in connection with a particular legal relationship, the courts of one State or one or more specific courts of one State to the exclusion of the jurisdiction of any other courts.

2 If recognition or enforcement is sought against a natural person acting primarily for personal, family or household purposes (a consumer) in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters relating to the employee's contract of employment –

- (a) paragraph 1(e) applies only if the consent was addressed to the court, orally or in writing;
- (b) paragraph 1(f), (g) and (p) do not apply.

Article 6  
*Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

- [(a) a judgment that ruled on the registration or validity of a patent, trademark, industrial design, plant breeder's right, or similar right required to be granted or regis-

enregistrement n'est reconnu ou exécuté que si l'État d'origine est celui dans lequel la délivrance, l'octroi ou l'enregistrement a été demandé ou a été effectué, ou est réputé avoir été demandé ou effectué conformément aux dispositions d'un instrument international ou régional ;]

- (b) un jugement portant sur des droits réels immobiliers n'est reconnu ou exécuté que si l'immeuble est situé dans l'État d'origine ;
- (c) un jugement portant sur un bail immobilier pour une période de plus de six mois ne peut être reconnu ou exécuté si l'immeuble n'est pas situé dans l'État d'origine et les tribunaux de l'État dans lequel se trouve l'immeuble ont compétence exclusive en vertu du droit de cet État.

#### Article 7

##### *Refus de reconnaissance ou d'exécution*

- 1 La reconnaissance ou l'exécution peut être refusée si :
- (a) l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent contenant les éléments essentiels de la demande :
    - (i) n'a pas été notifié au défendeur en temps utile et de telle manière qu'il puisse organiser sa défense, à moins que le défendeur ait comparu et présenté sa défense sans contester la notification devant le tribunal d'origine, à condition que le droit de l'État d'origine permette de contester la notification ; ou
    - (ii) a été notifié au défendeur dans l'État requis de manière incompatible avec les principes fondamentaux de l'État requis relatifs à la notification de documents ;
  - (b) le jugement résulte d'une fraude ;
  - (c) la reconnaissance ou l'exécution est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État requis, notamment dans les cas où la procédure appliquée en l'espèce pour obtenir le jugement était incompatible avec les principes fondamentaux d'équité procédurale de cet État [et dans les cas d'atteintes à la sécurité ou à la souveraineté de cet État] ;
  - (d) la procédure devant le tribunal d'origine était contraire à un accord, ou à une clause figurant dans l'acte constitutif d'un trust, en vertu duquel le litige en question devait être tranché par un tribunal autre que le tribunal d'origine ;
  - (e) le jugement est incompatible avec un jugement rendu dans l'État requis dans un litige entre les mêmes parties ; ou
  - (f) le jugement est incompatible avec un jugement rendu antérieurement dans un autre État entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet, lorsque le jugement rendu antérieurement réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État requis ;
  - [(g) le jugement porte sur la contrefaçon d'un droit de propriété intellectuelle et applique à ce droit une loi autre que celle le régissant.]

tered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which grant or registration has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument;]

- (b) a judgment that ruled on rights *in rem* in immovable property shall be recognised and enforced if and only if the property is situated in the State of origin;
- (c) a judgment that ruled on a tenancy of immovable property for a period of more than six months shall not be recognised and enforced if the property is not situated in the State of origin and the courts of the Contracting State in which it is situated have exclusive jurisdiction under the law of that State.

#### Article 7

##### *Refusal of recognition or enforcement*

- 1 Recognition or enforcement may be refused if –
- (a) the document which instituted the proceedings or an equivalent document, including a statement of the essential elements of the claim –
    - (i) was not notified to the defendant in sufficient time and in such a way as to enable him to arrange for his defence, unless the defendant entered an appearance and presented his case without contesting notification in the court of origin, provided that the law of the State of origin permitted notification to be contested; or
    - (ii) was notified to the defendant in the requested State in a manner that is incompatible with fundamental principles of the requested State concerning service of documents;
  - (b) the judgment was obtained by fraud;
  - (c) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the public policy of the requested State, including situations where the specific proceedings leading to the judgment were incompatible with fundamental principles of procedural fairness of that State [and situations involving infringements of security or sovereignty of that State];
  - (d) the proceedings in the court of origin were contrary to an agreement, or a designation in a trust instrument, under which the dispute in question was to be determined in a court other than the court of origin;
  - (e) the judgment is inconsistent with a judgment given in the requested State in a dispute between the same parties; or
  - (f) the judgment is inconsistent with an earlier judgment given in another State between the same parties on the same subject matter, provided that the earlier judgment fulfils the conditions necessary for its recognition in the requested State;
  - [(g) the judgment ruled on an infringement of an intellectual property right, applying to that right a law other than the law governing that right.]

2 La reconnaissance ou l'exécution peut être différée ou refusée si une procédure ayant le même objet est pendante entre les mêmes parties devant un tribunal de l'État requis lorsque :

- (a) ce dernier a été saisi avant le tribunal de l'État d'origine ; et
- (b) il existe un lien étroit entre le litige et l'État requis.

Le refus visé au présent paragraphe n'empêche pas une demande ultérieure de reconnaissance ou d'exécution du jugement.

Article 8  
*Questions préalables*

1 Une décision rendue à titre préalable sur une matière à laquelle la présente Convention ne s'applique pas, ou une décision rendue à titre préalable sur une matière visée à l'article 6 par un autre tribunal que celui désigné dans cette disposition, n'est pas reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

2 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement est fondé sur une décision relative à une matière à laquelle la présente Convention ne s'applique pas, ou sur une décision relative à une matière visée à l'article 6 qui a été rendue par un autre tribunal que celui désigné dans cette disposition.

3 Toutefois, dans le cas d'une décision relative à la validité d'un droit visé à l'article 6(a), la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement ne peut être différée, ou refusée en vertu du paragraphe précédent, que si :

- (a) cette décision est incompatible avec un jugement ou une décision rendu(e) sur ce point par l'autorité compétente de l'État mentionné à l'article 6(a) ; ou
- (b) une procédure relative à la validité de ce droit est pendante dans cet État.

Le refus en vertu de l'alinéa (b) n'empêche pas une demande ultérieure de reconnaissance ou d'exécution du jugement.

Article 9  
*Effets équivalents*

Un jugement reconnu ou déclaré exécutoire en vertu de la présente Convention a les mêmes effets que dans l'État d'origine. Si le jugement contient des mesures qui ne sont pas disponibles dans le droit de l'État requis, ces mesures doivent être remplacées, dans la mesure du possible, par des mesures qui ont des effets équivalents à, mais n'excédant pas, ceux prévus dans le droit de l'État d'origine.

Article 10  
*Divisibilité*

La reconnaissance ou l'exécution d'une partie dissociable d'un jugement est accordée si la reconnaissance ou l'exécution de cette partie est demandée ou si seule une partie du jugement peut être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

2 Recognition or enforcement may be postponed or refused if proceedings between the same parties on the same subject matter are pending before a court of the requested State, where –

- (a) the court of the requested State was seised before the court of origin; and
- (b) there is a close connection between the dispute and the requested State.

A refusal under this paragraph does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

Article 8  
*Preliminary questions*

1 Where a matter to which this Convention does not apply, or a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled arose as a preliminary question, the ruling on that question shall not be recognised or enforced under this Convention.

2 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter to which this Convention does not apply, or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled.

3 However, in the case of a ruling on the validity of a right referred to in Article 6, paragraph (a), recognition or enforcement of a judgment may be postponed, or refused under the preceding paragraph, only where –

- (a) that ruling is inconsistent with a judgment or a decision of a competent authority on that matter given in the State referred to in Article 6, paragraph (a); or
- (b) proceedings concerning the validity of that right are pending in that State.

A refusal under sub-paragraph (b) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

Article 9  
*Equivalent effects*

A judgment recognised or enforceable under this Convention shall be given the same effect it has in the State of origin. If the judgment provides for relief that is not available under the law of the requested State, that relief shall, to the extent possible, be adapted to relief with effects equivalent to, but not going beyond, its effects under the law of the State of origin.

Article 10  
*Severability*

Recognition or enforcement of a severable part of a judgment shall be granted where recognition or enforcement of that part is applied for, or only part of the judgment is capable of being recognised or enforced under this Convention.

Article 11  
*Dommages et intérêts*

1 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement accorde des dommages et intérêts, y compris des dommages et intérêts exemplaires ou punitifs, qui ne compensent pas une partie pour la perte ou préjudice réellement subis.

2 Le tribunal requis prend en considération, si, et dans quelle mesure, le montant accordé à titre de dommages et intérêts par le tribunal d'origine est destiné à couvrir les frais et dépens du procès.

[Article 12  
*Réparations non pécuniaires en matière de propriété intellectuelle*

Un jugement qui accorde une réparation autre que des dommages et intérêts en matière de propriété intellectuelle n'est pas exécuté en vertu de la présente Convention.]

Article 13  
*Transactions judiciaires*

Les transactions judiciaires homologuées par un tribunal d'un État contractant, ou qui ont été conclues au cours d'une instance devant un tribunal d'un État contractant, et qui sont exécutoires au même titre qu'un jugement dans l'État d'origine, sont exécutées en vertu de la présente Convention aux mêmes conditions qu'un jugement[, à condition que le droit de l'État requis admette de telles transactions].

Article 14  
*Pièces à produire*

1 La partie qui requiert la reconnaissance ou qui demande l'exécution produit :

- (a) une copie complète et certifiée conforme du jugement ;
- (b) si le jugement a été rendu par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document attestant que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été notifié à la partie défaillante ;
- (c) tout document nécessaire pour établir que le jugement produit ses effets dans l'État d'origine ou, le cas échéant, qu'il est exécutoire dans cet État ;
- (d) dans le cas prévu à l'article 13, un certificat délivré par un tribunal de l'État d'origine attestant que la transaction judiciaire est exécutoire, en tout ou en partie, aux mêmes conditions qu'un jugement dans l'État d'origine.

2 Si le contenu du jugement ne permet pas au tribunal requis de vérifier que les conditions du présent chapitre sont remplies, ce tribunal peut exiger tout document nécessaire.

3 Une demande de reconnaissance ou d'exécution peut être accompagnée d'un document relatif au jugement, délivré par un tribunal (y compris par une personne autorisée du tribunal) de l'État d'origine, sous la forme recommandée et publiée par la Conférence de La Haye de droit international privé.

Article 11  
*Damages*

1 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment awards damages, including exemplary or punitive damages, that do not compensate a party for actual loss or harm suffered.

2 The court addressed shall take into account whether and to what extent the damages awarded by the court of origin serve to cover costs and expenses relating to the proceedings.

[Article 12  
*Non-monetary remedies in intellectual property matters*

A judgment granting a remedy other than monetary damages in intellectual property matters shall not be enforced under this Convention.]

Article 13  
*Judicial settlements (transactions judiciaires)*

Judicial settlements (*transactions judiciaires*) which a court of a Contracting State has approved, or which have been concluded in the course of proceedings before a court of a Contracting State, and which are enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin, shall be enforced under this Convention in the same manner as a judgment[, provided that such settlement is permissible under the law of the requested State].

Article 14  
*Documents to be produced*

1 The party seeking recognition or applying for enforcement shall produce –

- (a) a complete and certified copy of the judgment;
- (b) if the judgment was given by default, the original or a certified copy of a document establishing that the document which instituted the proceedings or an equivalent document was notified to the defaulting party;
- (c) any documents necessary to establish that the judgment has effect or, where applicable, is enforceable in the State of origin;
- (d) in the case referred to in Article 13, a certificate of a court of the State of origin that the judicial settlement or a part of it is enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin.

2 If the terms of the judgment do not permit the court addressed to verify whether the conditions of this Chapter have been complied with, that court may require any necessary documents.

3 An application for recognition or enforcement may be accompanied by a document relating to the judgment, issued by a court (including an officer of the court) of the State of origin, in the form recommended and published by the Hague Conference on Private International Law.

4 Si les documents mentionnés dans le présent article ne sont pas rédigés dans une langue officielle de l'État requis, ils sont accompagnés d'une traduction certifiée dans une langue officielle, sauf si le droit de l'État requis en dispose autrement.

Article 15  
*Procédure*

1 La procédure tendant à obtenir la reconnaissance, l'exequatur ou l'enregistrement aux fins d'exécution, et l'exécution du jugement sont régies par le droit de l'État requis sauf si la présente Convention en dispose autrement. Le tribunal requis agit avec célérité.

2 Le tribunal de l'État requis ne peut refuser de reconnaître ou d'exécuter un jugement en vertu de la présente Convention au motif que la reconnaissance ou l'exécution devrait être requise dans un autre État.

[Article 16  
*Frais de procédure*

1 Aucune sûreté, caution ou dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposée en raison, soit de sa seule qualité d'étranger, soit du seul défaut de domicile ou de résidence habituelle dans l'État requis, à la partie qui demande l'exécution dans un État contractant d'une décision rendue dans un autre État contractant.

2 Toute condamnation aux frais et dépens, rendue dans un État contractant contre toute personne dispensée du versement d'une sûreté, d'une caution ou d'un dépôt en vertu du paragraphe premier est, à la demande du créancier, déclarée exécutoire dans tout autre État contractant.]

Article 17  
*Reconnaissance ou exécution en application  
du droit national*

Sous réserve de l'article 6, la présente Convention ne fait pas obstacle à la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement en application du droit national.

CHAPITRE III – CLAUSES GÉNÉRALES

Article 18  
*Disposition transitoire*

La Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution de jugements si, au moment de l'introduction de l'instance dans l'État d'origine, la Convention était en vigueur dans cet État et dans l'État requis.

[Article 19  
*Dispense de légalisation*

Les documents transmis ou délivrés en vertu de la présente Convention sont dispensés de toute légalisation ou de toute formalité analogue, y compris une Apostille.]

Article 20  
*Déclarations limitant la reconnaissance et l'exécution*

Un État peut déclarer que ses tribunaux peuvent refuser de reconnaître ou d'exécuter un jugement rendu par un tribunal d'un autre État contractant, lorsque les parties avaient leur résidence dans l'État requis et que les relations entre les parties, ainsi que tous les autres éléments pertinents du litige, autres que le lieu du tribunal d'origine, étaient liés uniquement à l'État requis.

4 If the documents referred to in this Article are not in an official language of the requested State, they shall be accompanied by a certified translation into an official language, unless the law of the requested State provides otherwise.

Article 15  
*Procedure*

1 The procedure for recognition, declaration of enforceability or registration for enforcement, and the enforcement of the judgment, are governed by the law of the requested State unless this Convention provides otherwise. The court addressed shall act expeditiously.

2 The court of the requested State shall not refuse the recognition or enforcement of a judgment under this Convention on the ground that recognition or enforcement should be sought in another State.

[Article 16  
*Costs of proceedings*

1 No security, bond or deposit, however described, shall be required from a party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgment given in another Contracting State on the sole ground that such party is a foreign national or is not domiciled or resident in the State in which enforcement is sought.

2 An order for payment of costs and expenses of proceedings, made in a Contracting State against any person exempt from requirements as to security, bond, or deposit by virtue of paragraph 1 shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable in any other Contracting State.]

Article 17  
*Recognition or enforcement under national law*

Subject to Article 6, this Convention does not prevent the recognition or enforcement of judgments under national law.

CHAPTER III – GENERAL CLAUSES

Article 18  
*Transitional provision*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments if, at the time the proceedings were instituted in the State of origin, the Convention was in force in that State and in the requested State.

[Article 19  
*No legalisation*

All documents forwarded or delivered under this Convention shall be exempt from legalisation or any analogous formality, including an Apostille.]

Article 20  
*Declarations limiting recognition and enforcement*

A State may declare that its courts may refuse to recognise or enforce a judgment given by a court of another Contracting State if the parties were resident in the requested State, and the relationship of the parties and all other elements relevant to the dispute, other than the location of the court of origin, were connected only with the requested State.

#### Article 21

##### *Déclarations relatives à des matières particulières*

1 Lorsqu'un État a un intérêt important à ne pas appliquer la présente Convention à une matière particulière, il peut déclarer qu'il ne l'appliquera pas à cette matière. L'État qui fait une telle déclaration s'assure que la portée de celle-ci n'est pas plus étendue que nécessaire et que la matière particulière exclue est définie de façon claire et précise.

2 À l'égard d'une telle matière, la Convention ne s'applique pas :

- (a) dans l'État contractant ayant fait la déclaration ;
- (b) dans les autres États contractants, lorsque la reconnaissance et l'exécution d'un jugement rendu dans un État contractant ayant fait la déclaration sont demandées.

#### [Article 22

##### *Déclarations relatives aux tribunaux communs*

1 Un État contractant peut déclarer :

- (a) qu'un tribunal commun à deux ou plusieurs États exerce sa compétence sur les matières relevant du champ d'application de la présente Convention ; et
- (b) qu'un tel tribunal :
  - (i) ne remplit que les attributions d'une juridiction d'appel ; ou
  - (ii) remplit les attributions d'une juridiction de première instance et d'appel.

2 Les jugements d'un État contractant comprennent :

- (a) les jugements rendus par un tribunal tel que visé au paragraphe 1(b)(i) ;
- (b) les jugements rendus par un tribunal tel que visé au paragraphe 1(b)(ii) si tous les États visés au paragraphe 1(a) sont Parties à la Convention ;

3 Si un tribunal tel que visé au paragraphe 1(b)(i) remplit les fonctions d'un tribunal commun pour des États parties à la Convention et d'autres qui ne sont pas Parties à celle-ci, les jugements rendus par ce tribunal ne sont considérés comme des jugements d'un État contractant que si l'instance a été introduite dans un État contractant.

4 Dans le cas d'un jugement rendu par un tribunal tel que visé au paragraphe 1(b)(ii), la notion d'État d'origine mentionnée aux articles 5 et 6 renvoie à l'ensemble du territoire sur lequel ce tribunal exerce sa compétence eu égard au jugement concerné.]

#### Article 23

##### *Interprétation uniforme*

Aux fins de l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application.

#### Article 21

##### *Declarations with respect to specific matters*

1 Where a State has a strong interest in not applying this Convention to a specific matter, that State may declare that it will not apply the Convention to that matter. The State making such a declaration shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that the specific matter excluded is clearly and precisely defined.

2 With regard to that matter, the Convention shall not apply –

- (a) in the Contracting State that made the declaration;
- (b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought.

#### [Article 22

##### *Declarations with respect to common courts*

1 A Contracting State may declare that –

- (a) a court common to two or more States exercises jurisdiction over matters that come within the scope of this Convention; and
- (b) such a court –
  - (i) has only an appellate function; or
  - (ii) has first instance and appellate functions.

2 Judgments of a Contracting State include –

- (a) judgments given by a court referred to in paragraph 1(b)(i);
- (b) judgments given by a court referred to in paragraph 1(b)(ii) if all States referred to in paragraph 1(a) are Parties to this Convention.

3 If a court referred to in paragraph 1(b)(i) serves as a common court for States some of which are Contracting States and some of which are non-Contracting States to this Convention, judgments given by such a court shall only be considered as judgments of a Contracting State if the proceedings at first instance were instituted in a Contracting State.

4 In case of a judgment given by a court referred to in paragraph 1(b)(ii) the reference to the State of origin in Articles 5 and 6 shall be deemed to refer to the entire territory over which that court had jurisdiction in relation to that judgment.]

#### Article 23

##### *Uniform interpretation*

In the interpretation of this Convention, regard shall be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application.



Article 24  
*Examen du fonctionnement de la Convention*

Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé prend périodiquement des dispositions en vue de :

- (a) l'examen du fonctionnement pratique de la présente Convention, y compris de toute déclaration ; et
- (b) l'examen de l'opportunité d'apporter des modifications à la présente Convention.

Article 25  
*Systèmes juridiques non unifiés*

1 Au regard d'un État contractant dans lequel deux ou plusieurs systèmes de droit ayant trait aux questions régies par la présente Convention s'appliquent dans des unités territoriales différentes :

- (a) toute référence à la loi ou à la procédure d'un État vise, le cas échéant, la loi ou la procédure en vigueur dans l'unité territoriale considérée ;
- (b) toute référence à la résidence habituelle dans un État vise, le cas échéant, la résidence habituelle dans l'unité territoriale considérée ;
- (c) toute référence au tribunal ou aux tribunaux d'un État vise, le cas échéant, le tribunal ou les tribunaux de l'unité territoriale considérée ;
- (d) toute référence au lien avec un État vise, le cas échéant, le lien avec l'unité territoriale considérée.

2 Nonobstant le paragraphe précédent, un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu d'appliquer la présente Convention aux situations qui impliquent uniquement ces différentes unités territoriales.

3 Un tribunal d'une unité territoriale d'un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu de reconnaître ou d'exécuter un jugement d'un autre État contractant au seul motif que le jugement a été reconnu ou exécuté dans une autre unité territoriale du même État contractant selon la présente Convention.

4 Cet article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

Article 26  
*Rapport avec d'autres instruments internationaux*

1 La présente Convention doit être interprétée de façon qu'elle soit, autant que possible, compatible avec d'autres traités en vigueur pour les États contractants, conclus avant ou après cette Convention.

2 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité conclu avant l'entrée en vigueur de cette Convention pour cet État contractant, si l'application de cette Convention est incompatible avec les obligations de cet État contractant vis-à-vis de tout autre État non contractant. Le présent paragraphe s'applique

Article 24  
*Review of operation of the Convention*

The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at regular intervals make arrangements for –

- (a) review of the operation of this Convention, including any declarations; and
- (b) consideration of whether any amendments to this Convention are desirable.

Article 25  
*Non-unified legal systems*

1 In relation to a Contracting State in which two or more systems of law apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention –

- (a) any reference to the law or procedure of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the law or procedure in force in the relevant territorial unit;
- (b) any reference to habitual residence in a State shall be construed as referring, where appropriate, to habitual residence in the relevant territorial unit;
- (c) any reference to the court or courts of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the court or courts in the relevant territorial unit;
- (d) any reference to a connection with a State shall be construed as referring, where appropriate, to a connection with the relevant territorial unit.

2 Notwithstanding the preceding paragraph, a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to apply this Convention to situations which involve solely such different territorial units.

3 A court in a territorial unit of a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to recognise or enforce a judgment from another Contracting State solely because the judgment has been recognised or enforced in another territorial unit of the same Contracting State under this Convention.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

Article 26  
*Relationship with other international instruments*

1 This Convention shall be interpreted so far as possible to be compatible with other treaties in force for Contracting States, whether concluded before or after this Convention.

2 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty that was concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, if applying this Convention would be inconsistent with the obligations of that Contracting State to any non-Contracting State. This paragraph shall also apply to treaties that revise

aussi aux traités qui révisent ou se substituent à un traité conclu avant l'entrée en vigueur de cette Convention pour cet État contractant, sauf dans la mesure où la révision ou la substitution crée de nouvelles incompatibilités avec cette Convention.

3 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité, que ce traité ait été conclu avant ou après cette Convention, afin d'obtenir la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement rendu par un tribunal d'un État contractant qui est également Partie à ce traité. Toutefois, ce jugement ne doit pas être reconnu ou exécuté à un degré moindre qu'en vertu de cette Convention.

4 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité qui, à l'égard d'une matière particulière, prévoit des règles relatives à la reconnaissance ou l'exécution des jugements, même si ce traité a été conclu après cette Convention et que tous les États concernés sont Parties à cette Convention. Ce paragraphe s'applique uniquement si l'État contractant a fait une déclaration à l'égard de ce traité en vertu du présent paragraphe. Dans le cas d'une telle déclaration et en cas d'incompatibilité entre le traité susmentionné et la présente Convention, les autres États contractants ne sont pas tenus d'appliquer cette dernière à un jugement portant sur cette matière particulière et émanant d'un tribunal de l'État contractant ayant fait cette déclaration.

5 La présente Convention n'affecte pas l'application des règles d'une Organisation régionale d'intégration économique Partie à cette Convention, que ces règles aient été adoptées avant ou après cette Convention, en ce qui a trait à la reconnaissance ou l'exécution de jugements entre les États membres de l'Organisation régionale d'intégration économique.

#### CHAPITRE IV – CLAUSES FINALES

##### Article 27

##### *Signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion*

1 La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États.

2 La présente Convention est sujette à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation par les États signataires.

3 Tout État pourra adhérer à la présente Convention.

4 Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

##### Article 28

##### *Déclarations relatives aux systèmes juridiques non unifiés*

1 Un État qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par la présente Convention peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

or replace a treaty concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, except to the extent that the revision or replacement creates new inconsistencies with this Convention.

3 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, whether concluded before or after this Convention, for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that treaty. However, the judgment shall not be recognised or enforced to a lesser extent than under this Convention.

4 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty which, in relation to a specific matter, governs the recognition or enforcement of judgments, even if concluded after this Convention and even if all States concerned are Parties to this Convention. This paragraph shall apply only if the Contracting State has made a declaration in respect of the treaty under this paragraph. In the case of such a declaration and to the extent that any inconsistencies exist between the above-mentioned treaty and this Convention, other Contracting States shall not be obliged to apply this Convention to a judgment which relates to that specific matter and which was rendered by a court of a Contracting State that made the declaration.

5 This Convention shall not affect the application of the rules of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention, whether adopted before or after this Convention as concerns the recognition or enforcement of judgments as between Member States of the Regional Economic Integration Organisation.

#### CHAPTER IV – FINAL CLAUSES

##### Article 27

##### *Signature, ratification, acceptance, approval or accession*

1 This Convention is open for signature by all States.

2 This Convention is subject to ratification, acceptance or approval by the signatory States.

3 This Convention is open for accession by all States.

4 Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

##### Article 28

##### *Declarations with respect to non-unified legal systems*

1 If a State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to matters dealt with in this Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that the Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

2 Toute déclaration est notifiée au dépositaire et indique expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3 Si un État ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'applique à l'ensemble du territoire de cet État.

4 Le présent article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

#### Article 29

##### *Organisations régionales d'intégration économique*

1 Une Organisation régionale d'intégration économique constituée seulement par des États souverains et ayant compétence sur certaines ou toutes les matières régies par la présente Convention peut également signer, accepter ou approuver cette Convention ou y adhérer. En pareil cas, l'Organisation régionale d'intégration économique aura les mêmes droits et obligations qu'un État contractant, dans la mesure où cette Organisation a compétence sur des matières régies par cette Convention.

2 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, l'Organisation régionale d'intégration économique notifie au dépositaire, par écrit, les matières régies par la présente Convention pour lesquelles ses États membres ont transféré leur compétence à cette Organisation. L'Organisation notifie aussitôt au dépositaire, par écrit, toute modification intervenue dans la délégation de compétence précisée dans la notification la plus récente faite en vertu du présent paragraphe.

3 Aux fins de l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout instrument déposé par une Organisation régionale d'intégration économique n'est pas compté, à moins que l'Organisation régionale d'intégration économique déclare, en vertu de l'article 30(1), que ses États membres ne seront pas Parties à cette Convention.

4 Toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, à une Organisation régionale d'intégration économique qui y est Partie.

#### Article 30

##### *Adhésion par une Organisation régionale d'intégration économique sans ses États membres*

1 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, une Organisation régionale d'intégration économique peut déclarer qu'elle a compétence pour toutes les matières régies par la présente Convention et que ses États membres ne seront pas Parties à cette Convention mais seront liés par celle-ci en raison de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion de l'Organisation.

2 Lorsqu'une déclaration est faite par une Organisation régionale d'intégration économique en conformité avec le paragraphe premier, toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, aux États membres de l'Organisation.

2 A declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

3 If a State makes no declaration under this Article, the Convention shall extend to all territorial units of that State.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

#### Article 29

##### *Regional Economic Integration Organisations*

1 A Regional Economic Integration Organisation which is constituted solely by sovereign States and has competence over some or all of the matters governed by this Convention may similarly sign, accept, approve or accede to this Convention. The Regional Economic Integration Organisation shall in that case have the rights and obligations of a Contracting State, to the extent that the Organisation has competence over matters governed by this Convention.

2 The Regional Economic Integration Organisation shall, at the time of signature, acceptance, approval or accession, notify the depositary in writing of the matters governed by this Convention in respect of which competence has been transferred to that Organisation by its Member States. The Organisation shall promptly notify the depositary in writing of any changes to its competence as specified in the most recent notice given under this paragraph.

3 For the purposes of the entry into force of this Convention, any instrument deposited by a Regional Economic Integration Organisation shall not be counted unless the Regional Economic Integration Organisation declares in accordance with Article 30, paragraph 1, that its Member States will not be Parties to this Convention.

4 Any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention shall apply equally, where appropriate, to a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to it.

#### Article 30

##### *Accession by a Regional Economic Integration Organisation without its Member States*

1 At the time of signature, acceptance, approval or accession, a Regional Economic Integration Organisation may declare that it exercises competence over all the matters governed by this Convention and that its Member States will not be Parties to this Convention but shall be bound by virtue of the signature, acceptance, approval or accession of the Organisation.

2 In the event that a declaration is made by a Regional Economic Integration Organisation in accordance with paragraph 1, any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention shall apply equally, where appropriate, to the Member States of the Organisation.

Article 31  
*Entrée en vigueur*

1 La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après le dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion visé à l'article 27.

2 Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur :

- (a) pour chaque État ou Organisation régionale d'intégration économique ratifiant, acceptant, approuvant ou y adhérant postérieurement, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- (b) pour les unités territoriales auxquelles la présente Convention a été étendue conformément à l'article 28, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après la notification de la déclaration visée par ledit article.

Article 32  
*Déclarations*

1 Les déclarations visées aux articles 20, 21, 26(4), 28 and 30 peuvent être faites lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout moment ultérieur et pourront être modifiées ou retirées à tout moment.

2 Les déclarations, modifications et retraits sont notifiés au dépositaire.

3 Une déclaration faite au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation de la Convention ou de l'adhésion à celle-ci prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État concerné.

4 Une déclaration faite ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après la date de réception de la notification par le dépositaire.

5 Une déclaration faite ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, ne produira pas d'effet sur les jugements rendus à l'issue d'instances déjà introduites devant le tribunal d'origine au moment où la déclaration prend effet.

Article 33  
*Dénonciation*

1 La présente Convention pourra être dénoncée par une notification écrite au dépositaire. La dénonciation pourra se limiter à certaines unités territoriales d'un système juridique non unifié auxquelles s'applique la présente Convention.

2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est précisée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification par le dépositaire.

Article 31  
*Entry into force*

1 This Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the deposit of the second instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Article 27.

2 Thereafter this Convention shall enter into force –

- (a) for each State or Regional Economic Integration Organisation subsequently ratifying, accepting, approving or acceding to it, on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;
- (b) for a territorial unit to which this Convention has been extended in accordance with Article 28 on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the notification of the declaration referred to in that Article.

Article 32  
*Declarations*

1 Declarations referred to in Articles 20, 21, 26(4), 28 and 30 may be made upon signature, ratification, acceptance, approval or accession or at any time thereafter, and may be modified or withdrawn at any time.

2 Declarations, modifications and withdrawals shall be notified to the depositary.

3 A declaration made at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession shall take effect simultaneously with the entry into force of this Convention for the State concerned.

4 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall take effect on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months following the date on which the notification is received by the depositary.

5 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall not apply to judgments resulting from proceedings that have already been instituted before the court of origin when the declaration takes effect.

Article 33  
*Denunciation*

1 This Convention may be denounced by notification in writing to the depositary. The denunciation may be limited to certain territorial units of a non-unified legal system to which this Convention applies.

2 The denunciation shall take effect on the first day of the month following the expiration of twelve months after the date on which the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation shall take effect upon the expiration of such longer period after the date on which the notification is received by the depositary.

Article 34  
*Notifications par le dépositaire*

Le dépositaire notifiera aux Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux autres États et aux Organisations régionales d'intégration économique qui ont signé, ratifié, accepté, approuvé ou adhéré conformément aux articles [...] les renseignements suivants :

- (a) les signatures, ratifications, acceptations, approbations et adhésions prévues à l'article 27 ;
- (b) la date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 31 ;
- (c) les notifications, déclarations, modifications ou retraits des déclarations prévus à l'article 32 ;
- (d) les dénonciations prévues à l'article 33.

Article 34  
*Notifications by the depositary*

The depositary shall notify the Members of the Hague Conference on Private International Law, and other States and Regional Economic Integration Organisations which have signed, ratified, accepted, approved or acceded in accordance with Articles [...] of the following –

- (a) the signatures, ratifications, acceptances, approvals and accessions referred to in Article 27;
- (b) the date on which this Convention enters into force in accordance with Article 31;
- (c) the notifications, declarations, modifications and withdrawals of declarations referred to in Article 32; and
- (d) the denunciations referred to in Article 33.

---

## Aide-mémoire du Président de la Commission spéciale

DEUXIÈME RÉUNION DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR LE PROJET JUGEMENTS – DU 16 AU 24 FÉVRIER 2017

---

### INTRODUCTION

1 Du 16 au 24 février 2017, la Commission spéciale relative au projet Jugements s'est réunie à La Haye<sup>1</sup>. Cent quatre-vingt-neuf participants venus de 56 États et d'une Organisation régionale d'intégration économique (ORIE) représentant les Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé (HCCH), ainsi que six États non membres et 19 organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales étaient présents.

2 Conformément aux Conclusions et Recommandations du Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence (ci-après, le « Conseil ») de mars 2016, la Commission spéciale a été convoquée une nouvelle fois pour poursuivre ses travaux concernant la préparation d'un projet de Convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements en matière civile et commerciale<sup>2</sup>.

3 Lors de sa réunion de février 2017, la Commission spéciale a réexaminé et abordé l'ensemble des dispositions de l'avant-projet de Convention de juin 2016, ainsi qu'un document élaboré par le Bureau Permanent proposant un « Projet de clauses générales et finales »<sup>3</sup>. Sur le fondement de ces documents, la Commission spéciale a rédigé un projet de Convention révisé, présenté à l'annexe I au présent Aide-mémoire (ci-après, le « projet de Convention de février 2017 »).

4 La Commission spéciale recommande au Conseil que le projet de Convention de février 2017 fasse l'objet de discussions supplémentaires lors d'une Troisième réunion de la Commission spéciale, prévue à La Haye du 13 au 17 novembre 2017.

5 Le présent Aide-mémoire a vocation à accompagner le projet de Convention de février 2017 et à faciliter les futurs

travaux sur le projet Jugements<sup>4</sup>. Il présente un bref aperçu des progrès réalisés lors de la Commission spéciale de février, énonce certains points spécifiques ayant fait l'objet de débats et en énumère certains autres qui requièrent un examen plus approfondi. Il n'aborde pas tous les points évoqués lors de la Commission spéciale.

### LE PROJET DE CONVENTION DE FÉVRIER 2017

6 Après une brève présentation du Président, la Commission spéciale s'est penchée sur chaque disposition de l'avant-projet de Convention de juin 2016 ; le projet de Convention de février 2017 illustre les résultats de ces discussions.

7 Comme cela est expliqué ci-dessous, les délégations ne se sont pas contentées de clarifier et de perfectionner un certain nombre de dispositions de l'avant-projet de Convention, mais ont également fait état de la nécessité de réexaminer de certaines dispositions spécifiques ou de divers aspects de celles-ci. L'interaction entre certaines dispositions a également été mise en exergue ; il sera donc indispensable de revoir le texte comme un tout afin de garantir un équilibre global pertinent.

### *Objectifs et structure du projet de Convention de février 2017*

8 La Commission spéciale a confirmé les objectifs et la structure du projet de Convention de février 2017 tels qu'énoncés dans le premier Aide-mémoire du Président de la Commission spéciale.

### *Rapport entre le projet de Convention de février 2017 et la Convention Élection de for*

9 Par suite de l'introduction présentée par le Président, les experts ont évoqué le rapport entre le projet de Convention de février 2017 et la *Convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for* (ci-après, la « Convention Élection de for »). À titre d'information, les observations du Président concernant le rapport entre le projet de Convention de février 2017 et la Convention Élection de for sont consignées à l'annexe II du présent Aide-mémoire.

10 La Commission spéciale a examiné une proposition portant sur les accords non-exclusifs ou asymétriques d'élection de for. Les participants sont parvenus à un consensus quant au fait qu'il convenait d'inclure une telle disposition dans le projet de Convention de février 2017 (voir art. 5(1)(p) du projet de Convention de février 2017) et que l'article 5(1)(p) ne devait pas s'appliquer aux questions liées aux consommateurs et au travail (voir art. 5(2)(b) du projet de Convention de février 2017).

---

<sup>1</sup> La Commission spéciale a été convoquée une première fois du premier au 9 juin 2016 (ci-après, la « Commission spéciale de 2016 »). La Commission spéciale de 2016 s'est fondée, comme point de départ, sur le projet de texte établi par le Groupe de travail relatif au projet sur les Jugements (voir l'annexe II à l'Aide-mémoire du Président de la Commission spéciale de juin 2016, ci-dessus p. 74 du présent Cahier). À l'issue de discussions ayant porté sur l'ensemble des dispositions, ainsi que sur les objectifs et la structure du projet de Convention, la Commission spéciale de 2016 a préparé une version révisée du projet (ci-après, l'« avant-projet de Convention de 2016 », publié comme Doc. trav. No 76, distribué le 9 juin 2016, ci-dessus p. p. 61 du présent Cahier).

<sup>2</sup> Conclusions et Recommandations du Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence (du 15 au 17 mars 2016) (disponible sur le site web de la HCCH à l'adresse <www.hcch.net>, sous la rubrique « Conseil sur les affaires générales et la politique »), C&R No 12.

<sup>3</sup> « Projet de clauses générales et finales », Doc. trav. No 78, proposition du Bureau Permanent, distribué le 23 décembre 2016, ci-dessus p. 88 du présent Cahier.

---

<sup>4</sup> Le présent document constitue le deuxième Aide-mémoire du Président de la Commission spéciale. Le premier avait été préparé en juin 2016 et accompagnait l'avant-projet de Convention, voir ci-dessus p. 70 du présent Cahier.

---

---

## *Aide memoire* of the Chair of the Special Commission

SECOND MEETING OF THE SPECIAL COMMISSION ON THE JUDGMENTS PROJECT – 16 TO 24 FEBRUARY 2017

---

### INTRODUCTION

1 From 16 to 24 February 2017, the Special Commission on the Judgments Project was reconvened in The Hague.<sup>1</sup> The Special Commission was attended by 189 participants from 56 States and one Regional Economic Integration Organisation (REIO), representing Members of the Hague Conference on Private International Law (HCCH). Also in attendance were six non-Member States, and 19 international governmental and non-governmental organisations.

2 In accordance with the Conclusions and Recommendations of the March 2016 meeting of the Council on General Affairs and Policy of the Conference (“the Council”), the Special Commission was reconvened to continue its work on preparing a draft Convention on the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters.<sup>2</sup>

3 At its February 2017 meeting, the Special Commission reviewed and discussed all provisions in the June 2016 preliminary draft Convention, and considered a paper on “Draft general and final clauses” prepared by the Permanent Bureau.<sup>3</sup> On the basis of those documents, the Special Commission prepared a revised draft of the Convention which appears as Annex I to this *Aide memoire* (“the February 2017 draft Convention”).

4 The Special Commission recommends to Council that the February 2017 draft Convention be further discussed at a Third Meeting of the Special Commission, which would be expected to take place in The Hague from 13 to 17 November 2017.

5 This *Aide memoire* is intended to accompany the February 2017 draft Convention, and to assist with ongoing

work on the Judgments Project.<sup>4</sup> It provides a brief overview of the progress made at the February Special Commission, sets out some specific issues discussed, and identifies some specific matters that require further consideration. It does not address all the points discussed during the Special Commission.

### THE FEBRUARY 2017 DRAFT CONVENTION

6 Following an introduction by the Chair, the Special Commission discussed each of the provisions of the June 2016 preliminary draft Convention. The February 2017 draft Convention reflects the outcome of those discussions.

7 As explained below, in addition to clarifying and refining a number of provisions in the preliminary draft Convention, the delegations foreshadowed the need for further consideration of a number of particular provisions or aspects of particular provisions. It was also emphasised that a number of provisions are interrelated, and that it will be necessary to review the draft text as a whole to ensure that the overall balance is appropriate.

#### *Objectives and architecture of the February 2017 draft Convention*

8 The Special Commission confirmed the objectives and architecture of the February 2017 draft Convention as recorded in the first *Aide memoire* of the Chair of the Special Commission.

#### *Relationship between the February 2017 draft Convention and the Choice of Court Convention*

9 Following an introduction by the Chair, the relationship between the February 2017 draft Convention and the *Hague Convention of 30 June 2005 on Choice of Court Agreements* (“the Choice of Court Convention”) was discussed. For information, a record of the Chair’s remarks on the current relationship between the February 2017 draft Convention and the Choice of Court Convention appears as Annex II to this *Aide memoire*.

10 The Special Commission considered a proposal dealing with non-exclusive and asymmetric choice of court agreements. There was consensus that such a provision should be added to the February 2017 draft Convention (see Art. 5(1)(p) of the February 2017 draft Convention), and that Article 5(1)(p) should not apply to consumer and employment matters (see Art. 5(2)(b) of the February 2017 draft Convention).

---

<sup>1</sup> The Special Commission was first convened from 1 to 9 June 2016 (“the 2016 Special Commission meeting”). The 2016 Special Commission meeting used the proposed draft text prepared by the Working Group on the Judgments Project as its starting point (see Annex II to the June 2016 *Aide memoire* of the Chair of the Special Commission, *supra* p. 75 of this Book). Following a discussion of all provisions, as well as a discussion on the objectives and architecture of the draft Convention, the 2016 Special Commission meeting prepared a revised draft (“the 2016 preliminary draft Convention”, published as Work. Doc. No 76, distributed on 9 June 2016, *supra* p. 61 of this Book).

<sup>2</sup> Conclusions and Recommendations of the Council on General Affairs and Policy of the Conference (15-17 March 2016) (available on the HCCH website at <www.hcch.net>, under “Council on General Affairs and Policy”), C&R No 12.

<sup>3</sup> “Draft general and final clauses”, Work. Doc. No 78, proposal of the Permanent Bureau, distributed on 23 December 2016, *supra* p. 88 of this Book.

---

<sup>4</sup> This is the second *Aide memoire* of the Chair of the Special Commission. The first *Aide memoire* was prepared in June 2016 and accompanied the 2016 preliminary draft Convention, see *supra* p. 71 of this Book.

*Matière civile ou commerciale*

11 À l'issue de la présentation des co-Rapporteurs portant sur le Document préliminaire No 4<sup>5</sup>, la Commission spéciale s'est concentrée sur la notion de « matière civile ou commerciale ». La Commission spéciale a pris acte de l'opportunité d'inclure des parties substantielles du Document préliminaire No 4 dans le Rapport explicatif, en particulier les points débattus aux paragraphes 15, 40 et 41.

12 Eu égard à l'article 2(5) du projet de Convention de février 2017, il convient de clarifier dans le Rapport explicatif que le tribunal requis peut se fonder sur le postulat selon lequel un jugement qu'il considère incompatible avec une immunité ne relève pas du champ d'application de la Convention.

13 Dans le projet de Convention de février 2017, la Commission spéciale a envisagé la possibilité de transposer les termes « [e]lle ne recouvre notamment pas les matières fiscales, douanières ou administratives » de l'article 1(1) à l'article 3(3). Le déplacement de cette disposition n'a pas obtenu le consensus des participants.

*Diffamation*

14 La Commission spéciale s'est interrogée sur l'opportunité d'ajouter les termes « et le droit à la vie privée » à l'article 2(1)(k). À l'issue de discussions portant sur ce que recouvre précisément cette expression et s'il convient ou non de l'insérer dans le texte, il a été décidé d'ajouter ces termes entre crochets.

*Ventes forcées de navires*

15 La Commission spéciale a exprimé ses remerciements au Comité Maritime International pour la question soulevée eu égard aux ventes forcées de navires. L'opportunité d'aborder ce point dans le projet de Convention de février 2017 a été évoquée. La Commission spéciale a estimé qu'il ne convenait pas d'étendre le champ d'application du projet de Convention de février 2017 en vue d'inclure ce thème.

*Insolvabilité*

16 La Commission spéciale s'est interrogée sur la possibilité de renvoyer expressément à la résolution d'établissements financiers dans l'article 2(1)(e). Les experts sont parvenus à un consensus sur ce point, décidant que l'article 2(1)(e) devait renvoyer de manière expresse à cette question. La Commission spéciale a demandé aux co-Rapporteurs d'ajouter une définition dans le Rapport explicatif précisant les matières couvertes par l'exclusion d'insolvabilité.

*Propriété intellectuelle*

17 La Commission spéciale a longuement débattu de l'application du futur instrument en matière de propriété intellectuelle, à la fois pendant la réunion plénière et dans le cadre du groupe de travail informel. Il a été considéré nécessaire de mener des travaux supplémentaires afin d'établir quelles questions de droits de propriété intellectuelle relèvent du champ d'application de la Convention ainsi que

<sup>5</sup> « Note sur l'article 1(1) de l'avant-projet de Convention de 2016 et l'expression 'matière civile et commerciale' », établie par les co-Rapporteurs du projet de Convention et le Bureau Permanent, Doc. prél. No 4 de décembre 2016 à l'attention de la Commission spéciale de février 2017 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers (disponible sur le site web de la HCCH sous l'Espace spécialisé « Jugements »).

sur la rédaction des dispositions y afférentes. Par conséquent, il n'a pas été possible, au cours de cette réunion, d'aboutir à un consensus quant aux dispositions portant sur la propriété intellectuelle.

18 S'il n'est pas, de manière générale, souhaitable d'avoir un texte comprenant plusieurs variantes, en ce que cela entrave sa lisibilité et sa compréhension, la Commission spéciale s'est fondée sur le postulat selon lequel le projet de texte devait comprendre un ensemble de propositions relatives aux articles 2, 5, 6 et 7, qui concentrent les principales difficultés et faciliteraient ainsi des débats plus précis et les travaux intersessions. La Commission spéciale a par conséquent décidé de procéder sur le fondement de l'introduction des articles 2(1)(l), 5(1)(k), (l) et (m), 6(a), 7(1)(g) et 12 entre crochets dans le projet de Convention de février 2017 afin d'établir des paramètres clés en vue de discussions futures.

*Arbitrage et procédures y afférentes*

19 À l'issue des discussions consacrées à l'article 8(2) et de la présentation des résultats des travaux du groupe de travail informel, la Commission spéciale a décidé de procéder sur le postulat selon lequel :

– aucune autre disposition concernant l'arbitrage ne sera ajoutée au projet de Convention de février 2017 à ce stade ;

– le Rapport explicatif devra faire état du consensus politique établissant que cet instrument ne devra pas avoir d'impact sur la *Convention de New York de 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales* (ci-après, la « Convention de New York ») ni sur aucun autre instrument portant sur l'arbitrage. Le Rapport explicatif devra également fournir une explication sur la manière dont l'article 8(2) fonctionne lorsque l'on est face à un jugement rendu par le tribunal d'origine par suite d'une décision déclarant une sentence arbitrale nulle et non avenue, inopérante ou non susceptible d'être appliquée.

20 La Commission spéciale a également confirmé qu'il convenait que cet Aide-mémoire consigne les conclusions des discussions du groupe de travail informel, comme suit :

– Certains participants ont exprimé de sérieuses préoccupations quant au rapport entre la future Convention et l'arbitrage (accords d'arbitrage, sentences arbitrales) et estiment que des clarifications sont nécessaires sur ce point. D'autres participants se sont quant à eux dits inquiets de l'adjonction dans la future Convention de termes ne figurant pas dans la Convention Élection de for, estimant que cela pourrait donner lieu à une interprétation *a contrario*. Si le projet de texte venait à comprendre des dispositions spécifiques sur ces questions, la possibilité pour la communauté de l'arbitrage de soulever des inquiétudes eu égard à la Convention constitue une question supplémentaire évoquée lors de la Commission spéciale.

– Il convient d'examiner de manière plus approfondie si d'autres formes de règlement des différends doivent être traitées de la même manière que l'arbitrage.

– Comme évoqué ci-dessus, la Commission spéciale est arrivée à un consensus quant au fait que l'instrument ne devrait pas affecter la Convention de New York. Toutefois, l'introduction dans le projet de texte d'une dis-



*Civil or commercial matters*

11 Following an introduction by the *co-Rapporteurs* of Preliminary Document No 4,<sup>5</sup> the Special Commission discussed the concept of “civil or commercial matters”. The Special Commission noted the desirability of substantial parts of Preliminary Document No 4 being included in the Explanatory Report, and in particular the helpful discussion set out in paragraphs 15, 40 and 41.

12 In relation to Article 2(5) of the February 2017 draft Convention, it should be clarified in the Explanatory Report that the court addressed can proceed on the basis that a judgment which it considers is inconsistent with an immunity is outside the scope of the Convention.

13 The Special Commission considered moving the text “[i]t shall not extend in particular to revenue, customs or administrative matters” from Article 1(1) to Article 3(3) of the February 2017 draft Convention. There was no consensus that this text should be relocated.

*Defamation*

14 The Special Commission considered adding the words “and privacy” to Article 2(1)(k). Following discussion about what might come within the scope of this term, and whether it should be referred to in the text, these words were included in square brackets.

*Judicial sale of ships*

15 The Special Commission expressed its gratitude to the *Comité Maritime International* for raising the issue of the judicial sale of ships. The desirability of addressing this topic in the February 2017 draft Convention was discussed. The Special Commission did not consider that the scope of the February 2017 draft Convention should be extended to address this topic.

*Insolvency*

16 The Special Commission considered making express reference to resolution of financial institutions in Article 2(1)(e). There was consensus that Article 2(1)(e) should expressly refer to this matter. The Special Commission asked the *co-Rapporteurs* to include in the Explanatory Report an explanation of the matters that would come within the insolvency exclusion.

*Intellectual property*

17 The Special Commission discussed the application of the future instrument to intellectual property matters at length, both in the plenary and in a separate informal working group. It was noted that further work is needed on questions of what intellectual property matters come within the scope of the instrument, and on the drafting of provisions

on matters that are within scope. It was therefore not realistic to expect to reach consensus on IP provisions at this meeting.

18 While it is generally undesirable to have a text with multiple variants, as that hinders readability and comprehension, the Special Commission proceeded on the basis that the draft text should include a set of proposals in relation to Articles 2, 5, 6 and 7 which capture the key issues and facilitate further focussed discussion and intersessional work. The Special Commission therefore decided to proceed on the basis that Article 2(1)(l), Article 5(1)(k), (l) and (m), Article 6(a), Article 7(1)(g) and Article 12 of the February 2017 draft Convention should be included in the text in square brackets to identify the key parameters for future discussions.

*Arbitration and related proceedings*

19 Following a discussion of Article 8(2) and presentation of the outcome of discussion in an informal working group, the Special Commission decided to proceed on the basis that:

- no further provisions in relation to arbitration would be added to the February 2017 draft Convention at this stage;
- the Explanatory Report should reflect the policy consensus that this instrument should not affect the application of the *1958 New York Convention on the Recognition and Enforcement of Arbitral Awards* (“the New York Convention”) or other international instruments relating to arbitration. The Explanatory Report should also provide an explanation of the way in which Article 8(2) operates where a judgment has been given by the court of origin following a ruling that an arbitration agreement is null and void, inoperative or incapable of being performed.

20 The Special Commission also confirmed that this *Aide memoire* should record the outcome of the discussions in the informal working group, as follows:

- Some participants expressed serious concerns that the relationship between the future Convention and arbitration (arbitration agreements, arbitral awards) should be clarified. Other participants expressed serious concerns about adding any words to the text which are not contained in the Choice of Court Convention because it may give rise to an *a contrario* interpretation of that Convention. Another issue raised was the possibility of the arbitration community raising concerns about the Convention, if the draft text includes specific provisions about these matters.
- Consideration should be given to whether there are other forms of dispute resolution which should be dealt with in the same manner as arbitration.
- As noted above, there was consensus that this instrument should not affect the application of the New York Convention. However, the inclusion in the draft

<sup>5</sup> “Note on Article 1(1) of the 2016 preliminary draft Convention and the term ‘civil or commercial matters’”, drawn up by the *co-Rapporteurs* of the draft Convention and the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 4 of December 2016 for the attention of the Special Commission of February 2017 on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments (available on the HCCH website under the “Judgments” Specialised Section).

position spécifique à cet effet (par ex., l'art. Z contenu dans le Doc. trav. No 147<sup>6</sup>) nécessite de plus amples considérations puisqu'il s'agit de s'écarter de la Convention Élection de for.

- Il est également nécessaire d'envisager s'il serait approprié de renvoyer à d'autres instruments internationaux portant sur l'arbitrage, dans le cas où une disposition similaire à l'article Z devait être incluse dans la future Convention.

#### *Mesures provisoires et conservatoires*

21 La possibilité d'élargir le champ d'application de la future Convention afin d'y inclure les mesures provisoires et conservatoires a été évoquée. La Commission spéciale a pris la décision consensuelle de ne pas étendre le champ d'application du projet de Convention de février 2017 à cet égard.

#### *Tribunaux communs*

22 La Commission spéciale s'est penchée sur la nécessité d'établir un mécanisme, dans le cadre de la future Convention, visant à inclure de manière expresse les jugements rendus par des tribunaux communs à deux ou plusieurs États contractants, par exemple certains tribunaux de l'Union européenne compétents en matière de propriété intellectuelle et les tribunaux d'appel régionaux. Un mécanisme de déclaration a été proposé à cet égard. L'introduction de la disposition contenue à l'article 22 du projet de Convention de février 2017 a recueilli un soutien non négligeable, néanmoins les experts ont reconnu qu'il était nécessaire d'examiner plus avant ce sujet. Les experts de la Commission spéciale sont convenus de procéder en ajoutant, à ce stade, cette disposition entre crochets.

#### *Définition des termes « jugement » et « tribunal »*

23 Il a été procédé à une clarification de rédaction à l'article 3(1)(b) du projet de Convention de février 2017, en rajoutant la précision « cette décision ».

24 L'adjonction d'une définition du terme « tribunal » à l'article 3(1) du projet de Convention de février 2017 a également été envisagée. Un certain soutien s'est dégagé en faveur de l'inclusion d'une définition du terme « tribunal » mais un certain nombre de participants ont évoqué la difficulté d'aboutir à une définition adéquate. L'introduction proposée d'une telle définition n'a pas recueilli suffisamment de soutien à ce stade.

## CHAPITRE II – RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION

### *Dispositions générales*

25 Il a été procédé à un amendement de l'article 4(4) en vue de le clarifier et d'améliorer la concordance des versions anglaise et française.

### *Fondements de la reconnaissance et de l'exécution*

26 La Commission spéciale s'est penchée sur l'opportunité de supprimer les crochets de l'article 5(1)(n) de l'avant-projet de Convention de 2016 et de clarifier la rédaction de l'article 5(1)(c) aux fins d'exclusion expresse des demandes reconventionnelles. La Commission spéciale a conclu par consensus que ces modifications étaient nécessaires (voir art. 5(1)(o) et (c) du projet de Convention de février 2017).

27 Le retrait des crochets de l'article 5(1)(b) de l'avant-projet de Convention de 2016 a fait l'objet de débats et a également fait l'objet d'un consensus.

28 Un groupe de travail informel a été convoqué en vue d'examiner l'article 5(1)(f) portant sur le consentement tacite à la compétence du tribunal. Un consensus s'est dégagé sur les points suivants :

- la suppression des crochets entourant la disposition ;
- le remplacement des termes « a comparu » par « a fait valoir ses arguments sur le fond ». Le Rapport explicatif devra présenter quelques exemples de comparution qui ne seraient pas interprétés comme une présentation des arguments sur le fond ;
- il convient de modifier la disposition afin de faire référence au consentement à la compétence du tribunal dans le délai prescrit par la loi de l'État d'origine, à moins qu'il ne soit évident qu'une contestation de la compétence ou de son exercice aurait échoué en vertu du droit de cet État ;
- l'article 5(1)(f) n'a pas vocation à s'appliquer en matière de contrats de consommation et de travail (voir art. 5(2)(b) du projet de Convention de février 2017).

29 Concernant l'article 5(1)(g), quelques experts ont exprimé des inquiétudes quant à la phrase « sauf si les activités du défendeur en relation avec la transaction n'avaient clairement pas de lien intentionnel et substantiel avec cet État ». Toutefois, aucun consensus ne s'est dégagé quant à savoir s'il convenait ou non de modifier ce bout de la disposition. La Commission spéciale s'est également intéressée à d'éventuels amendements en vue de clarifier l'article 5(1)(g) et a conclu que de tels amendements semblaient opportuns (voir art. 5(1)(g) du projet de Convention de février 2017).

30 La Commission spéciale a abordé l'opportunité de supprimer les crochets entourant l'article 5(1)(i) et d'amender cette disposition en vue de restreindre son champ d'application aux affaires dans lesquelles les deux actions sont intentées contre le même défendeur. Ces changements ont été approuvés par consensus (voir art. 5(1)(i) du projet de Convention de février 2017).

31 La Commission spéciale a examiné la proposition visant à renvoyer, à l'article 5(1)(j), à la notion de « risque pour la santé » (c.-à-d., afin d'étendre la portée de cette disposition pour inclure des catégories d'affaires dans lesquelles aucune atteinte à l'intégrité physique n'a résulté de la faute). Si une telle extension a recueilli un soutien significatif, les experts ne se sont pas entendus sur l'adjonction de cette notion dans la disposition.

32 L'article 5(1)(o) de l'avant-projet de Convention de 2016 a été évoqué et il a été conclu, par consensus, de le supprimer. Certaines délégations ont estimé qu'il pourrait s'avérer nécessaire d'examiner plus avant le scénario dans lequel le jugement exécuté en vertu de la Convention serait, par la suite, écarté.

33 Par suite de la convocation d'un groupe de travail informel consacré à l'article 5(1)(n) du projet de Convention de février 2017 portant sur le trust :

<sup>6</sup> Doc. trav. No 147, proposition de la délégation de l'Union européenne, distribué (en anglais uniquement) le 20 février 2017, ci-dessus p. 136 du présent Cahier.

text of a provision to that effect (e.g., Art. Z of Work. Doc. No 147<sup>6</sup>) requires further consideration because it represents a departure from the Choice of Court Convention.

- It is also necessary to consider whether there are other international instruments in relation to arbitration which should be referred to, if a provision along the lines of Article Z is included in the future Convention.

#### *Interim measures of protection*

21 The possibility of expanding the scope of the future Convention to include interim measures of protection was raised. There was consensus that the February 2017 draft Convention should not be expanded in this way.

#### *Common courts*

22 The Special Commission discussed the need for a mechanism in the future Convention to expressly include judgments given by courts common to two or more Contracting States, for example certain European Union courts dealing with intellectual property matters and regional appellate courts. A proposal for a declaration mechanism was made. There was a substantial measure of support for the inclusion of the provision reflected in Article 22 of the February 2017 draft Convention, but the need for further consideration of this topic was noted. The Special Commission decided to proceed on the basis that the provision should be added as text in square brackets at this stage.

#### *Definition of “judgment” and “court”*

23 A drafting clarification was made to Article 3(1)(b) of the February 2017 draft Convention to replace “it” with “that decision”.

24 A proposal for a definition of the term “court” in Article 3(1) of the February 2017 draft Convention was also considered. There was some sympathy for the idea of seeking to include a definition of “court”, but a number of participants noted the difficulty of articulating an appropriate definition. There was not sufficient support for the proposed definition to be included in the text at this stage.

## CHAPTER II – RECOGNITION AND ENFORCEMENT

### *General provisions*

25 An amendment was made to Article 4(4) to make it clearer and to improve the correspondence between the English and French texts.

### *Bases for recognition and enforcement*

26 The Special Commission discussed the desirability of removing the square brackets from Article 5(1)(n) of the 2016 preliminary draft Convention and clarifying the wording of Article 5(1)(c) to expressly exclude counterclaims. There was consensus that such amendments should be made (see Art. 5(1)(o) and (c) of the February 2017 draft Convention).

27 Removing the square brackets from Article 5(1)(b) of the 2016 preliminary draft Convention was discussed. There was consensus that those brackets should be removed.

28 An informal working group was convened to consider Article 5(1)(f) on tacit submission. There was consensus that:

- the square brackets should be removed;
- the words “entered an appearance” should be replaced with the words “argued on the merits”. The Explanatory Report should include some examples of appearances that would not be considered to be arguments on the merits;
- the provision should be amended to make reference to consenting to the jurisdiction within the timeframe provided in the law of the State of origin, unless it is evident that an objection to jurisdiction or to the exercise of jurisdiction would not have succeeded under the law of that State;
- Article 5(1)(f) should not apply to matters relating to consumer and employment contracts (see Art. 5(2)(b) of the February 2017 draft Convention).

29 Some concern was expressed about the phrase “unless the defendant’s activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State” in Article 5(1)(g). However there was no consensus that any amendment should be made to this limb of the provision. The Special Commission also discussed some amendments to Article 5(1)(g) aimed at clarifying the provision. There was consensus that such amendments should be made (see Art. 5(1)(g) of the February 2017 draft Convention.)

30 The Special Commission discussed the desirability of removing the square brackets from Article 5(1)(i), and amending the provision so as to limit its scope to cases where both actions are brought against the same defendant. There was consensus that the square brackets should be removed and such amendments made (see Art. 5(1)(i) of the February 2017 draft Convention).

31 The Special Commission considered a proposal to refer to “risk to health” in Article 5(1)(j) (*i.e.*, to expand the provision to categories of cases where the tort did not result in physical harm). Although there was a significant level of support for an extension along those lines, there was no consensus that such words should be added to the provision.

32 Article 5(1)(o) of the 2016 preliminary draft Convention was discussed and there was consensus that it should be deleted. Some delegations suggested that further consideration may be necessary of the scenario where a judgment that has been enforced under the Convention is subsequently set aside.

33 Following the convening of an informal working group in relation to Article 5(1)(n) of the February 2017 draft Convention on trusts:

---

<sup>6</sup> Work. Doc. No 147, proposal of the delegation of the European Union, distributed on 20 February 2017, *supra* p. 136 of this Book.

- il a été proposé d'ajouter, aux alinéas (i) et (iii), une référence expresse au moment de l'introduction de l'instance. Cette proposition a recueilli le consensus de la plénière ;
- eu égard au dernier alinéa de cette disposition, il a été proposé de préciser clairement que cette disposition n'a vocation à s'appliquer qu'aux jugements portant sur les éléments internes d'un trust entre personnes étant ou ayant été liées par la relation établie par le trust. Les modifications proposées à l'article 5(1)(n) ont été approuvées par consensus.

34 Concernant l'article 5(1)(n)(ii) du projet de Convention de février 2017, il a été suggéré d'introduire la phrase suivante : « sauf si les activités du défendeur eu égard au trust ne présentaient manifestement pas de lien intentionnel ou substantiel avec cet État ». Malgré l'absence de consensus sur ce point, la Commission spéciale a, pour l'heure, pris la décision d'aller de l'avant et d'ajouter cette phrase entre crochets.

#### *Consommation et travail*

35 La Commission spéciale a considéré une proposition visant à supprimer l'article 5(2)(a) concernant les exigences qui s'imposent au défendeur en matière de consentement exprès à la compétence du tribunal d'origine au cours de la procédure dans laquelle le jugement a été rendu, mais cette proposition n'a pas fait l'objet d'un consensus.

36 Un consensus s'est dégagé quant au remplacement de l'expression « devant le tribunal » par la référence à un consentement exprimé « oralement ou par écrit ». Les experts ont confirmé que la référence au consentement exprimé par écrit devrait inclure les équivalents électroniques. Il a en outre été demandé au Comité de rédaction d'envisager l'insertion, à l'article 3, d'une définition de l'expression « par écrit ».

#### *Fondements exclusifs de la reconnaissance et de l'exécution*

37 La possibilité d'étendre le champ d'application de l'article 6(b) en vue d'inclure les jugements portant sur les « droits personnels relatifs à des activités ayant trait à un immeuble » a été envisagée. Néanmoins, la proposition d'extension du champ d'application de l'article 6 n'a pas fait l'objet d'un consensus.

38 Certains experts ont exprimé des inquiétudes quant aux types de jugements entrant dans la catégorie des jugements constitutifs, relevant la possibilité que des interprétations divergentes s'installent en vertu de différents systèmes de droit. À ce stade, les experts ne sont pas parvenus à un consensus concernant la modification de l'article 6. Cependant, la Commission spéciale a estimé qu'il convenait de garder ces préoccupations à l'esprit au fur et à mesure de l'avancée du projet de Convention.

#### *Motifs de refus*

39 La Commission spéciale a débattu de la possibilité de limiter l'article 7(1)(b) à la fraude relative à la procédure, tout comme cela a été fait à l'article 9(d) de la Convention Élection de for. Cette proposition n'a pas suscité de consensus.

40 À l'aide de la Note établie par les co-Rapporteurs et le Bureau Permanent concernant l'article 7(1)(c)<sup>7</sup>, qui s'est révélée très utile, la Commission spéciale a examiné plusieurs propositions portant sur cette disposition. Aucun consensus n'a été atteint quant à une quelconque modification de cet article et la Commission spéciale a donc décidé de maintenir la formule suivante entre crochets : « ou dans les cas d'atteintes à la sécurité ou la souveraineté de cet État ». Cette décision met en exergue la nécessité de travailler davantage sur cette question. La plénière a conclu qu'il conviendrait que le Rapport explicatif, en s'inspirant de la Note susmentionnée, définisse le champ d'application de cette disposition et présente des exemples de motifs d'ordre public justifiant le refus de la reconnaissance ou de l'exécution.

41 La Commission spéciale a conclu par consensus qu'il était souhaitable, à l'article 7(1)(d), de préciser que la seconde partie de la phrase s'applique tant à un « accord » qu'à une « clause figurant dans l'acte constitutif d'un trust ». La disposition a donc subi les modifications à cet effet.

#### *Questions préalables*

42 La Commission spéciale a réfléchi à l'éventuelle extension de la disposition consacrée aux questions préalables afin de renvoyer à toutes les matières qui ne relèvent pas de la Convention plutôt que de renvoyer expressément aux matières exclues de son champ d'application en vertu de l'article 2. Cette suggestion a été jugée opportune (voir art. 8(1) et (2) et art. 2(2) du projet de Convention de février 2017).

#### *Dommages et intérêts*

43 La Commission spéciale s'est penchée sur une proposition visant à apporter des modifications à l'article 9 de l'avant-projet de Convention de 2016. Le Président a insisté sur l'équilibre précaire de cette disposition et a rappelé les longues discussions qui ont précédé son inclusion au sein de la Convention Élection de for. Aucune modification n'a été apportée à cette disposition (voir art. 11 du projet de Convention de février 2017).

#### *Réparations autres que des dommages et intérêts*

44 Les experts ont débattu d'une proposition visant à supprimer l'article 14 de l'avant-projet de Convention de 2016 sur les effets équivalents et à le remplacer par une disposition remaniée consacrée aux réparations autres que les dommages et intérêts. À ce stade, aucun consensus ne s'est dégagé sur ce point (voir art. 9 du projet de Convention de février 2017).

#### *Transactions judiciaires*

45 La Commission spéciale a analysé une proposition visant à supprimer les termes « à condition que le droit de l'État requis admette de telles transactions ». La proposition de suppression n'a pas recueilli de consensus et la Commission spéciale a par conséquent décidé de conserver cette formule entre crochets. La Commission spéciale a demandé aux co-Rapporteurs de préciser dans le Rapport explicatif qu'un accord conclu hors d'un tribunal (y compris un accord conclu avant l'introduction de l'instance) puis approuvé par un tribunal relève de cet article. La Commission spéciale a considéré qu'à la lumière du com-

<sup>7</sup> Voir « Note sur l'article 7(1)(c) de l'avant-projet de Convention de 2016 », établie par les co-Rapporteurs du projet de Convention et le Bureau Permanent, Doc. pré-l. No 5 de décembre 2016 à l'attention de la Commission spéciale de février 2017 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers (disponible sur le site web de la HCCH, voir chemin d'accès indiqué à la note 5).

- a proposal was made to add into sub-paragraphs (i) and (iii) a reference to the designation applying at the time the proceedings were instituted. There was consensus that those amendments should be made;
- in relation to the final paragraph of the provision, a proposal was made to clarify that this provision only applies to judgments regarding internal aspects of a trust between people who are or were within the trust relationship. There was consensus that such amendments should be made to Article 5(1)(n).

34 A proposal was made to include the words “unless the defendant’s activities in relation to the trust clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State” at the end of Article 5(1)(n)(ii) of the February 2017 draft Convention. There was no consensus that those words should be included in the text, but the Special Commission decided to proceed on the basis that they should be added in square brackets, at this stage.

#### *Consumer and employment matters*

35 The Special Commission considered a proposal to delete Article 5(2)(a) regarding the requirement for the defendant to expressly consent to the jurisdiction of the court of origin in the course of proceedings in which the judgment was given. There was no consensus that this provision should be deleted.

36 There was consensus that the reference to consent “before the court” should be replaced with a reference to consent “addressed to the court, orally or in writing”. It was confirmed that the reference to writing should include electronic equivalents, and that the Drafting Committee should consider including a definition of the term “writing” in Article 3.

#### *Exclusive bases for recognition and enforcement*

37 The possibility of expanding Article 6(b) to include judgments ruling on “rights *in personam* in regard to activities relating to immovable property” was discussed. There was no consensus that Article 6 should be expanded in this way.

38 Concern was expressed about what types of judgment would be categorised as *in rem*, noting the potential for different answers under different systems of law. There was no consensus that a change should be made to Article 6 at this stage. However, the Special Commission noted the need to bear those concerns in mind as the draft progresses.

#### *Grounds for refusal*

39 The Special Commission discussed limiting Article 7(1)(b) to fraud in connection with a matter of procedure, as under Article 9(d) of the Choice of Court Convention. There was no consensus that such an amendment should be made.

40 With the benefit of the helpful Note prepared by the *co-Rapporteurs* and the Permanent Bureau on Article 7(1)(c),<sup>7</sup> the Special Commission discussed a number of proposals in relation to that provision. There was no consensus on any amendment to the provision, and the Special Commission decided to proceed on the basis that the words “and situations involving infringements of security or sovereignty of that State” should remain in square brackets, reflecting the need for further consideration of this issue. There was consensus that it would be helpful for the Explanatory Report to explain the scope of this provision and provide examples of public policy grounds for declining recognition and enforcement, drawing on the Note.

41 There was consensus that it was desirable to clarify that the references to “an agreement” and “designation in a trust instrument” in Article 7(1)(d) should be read disjunctively. The provision was amended accordingly.

#### *Preliminary questions*

42 The Special Commission discussed extending the provision on preliminary questions to refer to all matters to which the Convention does not apply, rather than to the matters expressly excluded from scope under Article 2. There was consensus that this is desirable (see Art. 8(1) and (2) and Art. 2(2) of the February 2017 draft Convention).

#### *Damages*

43 The Special Commission considered a proposal to make amendments to Article 9 of the 2016 preliminary draft Convention. The Chair emphasised the delicate balance represented by this Article, and the lengthy discussions which preceded its inclusion in the Choice of Court Convention. No amendment was made to the provision (see Art. 11 of the February 2017 draft Convention).

#### *Remedies other than damages*

44 The Special Commission discussed a proposal to delete Article 14 of the June 2016 preliminary draft Convention on equivalent effects, and replace it with a reframed provision in relation to remedies other than damages. There was no consensus that such an amendment should be made at this stage (see Art. 9 of the February 2017 draft Convention).

#### *Judicial settlements (transactions judiciaires)*

45 The Special Commission discussed a proposal to delete the words “provided that such settlement is permissible under the law of the requested State”. There was no consensus that this text should be deleted, and the Special Commission decided to proceed on the basis that it should remain in square brackets. The Special Commission asked the *co-Rapporteurs* to explain in the Explanatory Report that a settlement reached out of court (including a settlement reached before proceedings are commenced) and subsequently approved by the court would come within this Article. The Special Commission noted that, in light of the

<sup>7</sup> “Note on Article 7(1)(c) of the 2016 preliminary draft Convention”, drawn up by the *co-Rapporteurs* of the draft Convention and the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 5 of December 2016 for the attention of the Special Commission of February 2017 on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments (available on the HCCH website, see path indicated in note 5).

mentaire contenu aux paragraphes 206 et 207 du Rapport explicatif sur la Convention Élection de for<sup>8</sup>, il serait utile de clarifier la position de la Commission spéciale afin d'éviter toute confusion.

#### *Frais de procédure*

46 La plénière a envisagé diverses propositions portant sur l'article 13 de l'avant-projet de Convention de 2016 consacré aux frais de procédure ; ces propositions portaient notamment sur le retrait des crochets autour de la disposition, voire la suppression de la disposition en elle-même et l'adjonction d'un second paragraphe sur le modèle de l'article 15 de la *Convention du 25 octobre 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice*. Ni le maintien, ni la suppression de cet article n'a recueilli le consensus de la plénière. La Commission spéciale a dès lors décidé de maintenir cette disposition, ainsi qu'un second paragraphe tel que proposé, entre crochets (voir art. 16 du projet de Convention de février 2017).

### CHAPITRE III – CLAUSES GÉNÉRALES

#### *Disposition transitoire*

47 La Commission spéciale s'est intéressée aux cinq variantes proposées par le Bureau Permanent, dans le document intitulé « *Projet de clauses générales et finales* »<sup>9</sup>, concernant la disposition transitoire. À l'heure actuelle, le consensus obtenu ne porte que sur l'insertion d'une disposition exigeant que la Convention soit en vigueur dans les deux États concernés au moment de l'introduction de l'instance dans l'État d'origine (voir la variante E contenue dans le document établi par le Bureau Permanent) (voir art. 18 du projet de Convention de février 2017).

#### *Dispense de légalisation*

48 La possibilité de se passer d'une disposition analogue à l'article 18 de la Convention Élection de for a été envisagée. Il a été décidé de présenter l'article 19 du projet de Convention de février 2017 entre crochets.

#### *Déclarations*

49 La Commission spéciale a débattu de diverses propositions portant sur :

- un mécanisme de déclaration consacré aux matières spécifiques, inspiré de l'article 21 de la Convention Élection de for. La suggestion aux fins de l'adjonction d'une telle disposition a recueilli le consensus de la plénière (voir art. 21 du projet de Convention de février 2017) ;
- un mécanisme de déclaration limitant la reconnaissance et l'exécution aux seuls cas dans lesquels les parties avaient leur résidence dans l'État requis et que la relation entre les parties, ainsi que tous les autres éléments pertinents du litige, autres que le lieu du tribunal d'origine, étaient liés uniquement à l'État requis. Cette disposition s'inspire de l'article 20 de la Convention Élection de for. L'adjonction de cette disposition a fait l'objet d'un consensus (voir art. 20 du projet de Convention de février 2017) ;

- un mécanisme de déclaration portant sur les jugements découlant d'une procédure impliquant un gouvernement, une agence gouvernementale ou toute autre personne agissant au nom de l'État. L'adjonction d'une telle disposition a recueilli un certain soutien mais n'a, pour l'heure, pas fait l'objet d'un consensus. Certaines délégations ont suggéré que ces inquiétudes puissent être surmontées au moyen de réserves, plutôt que par l'intermédiaire d'un mécanisme de déclaration ;
- un mécanisme de déclaration eu égard à un article en particulier, notamment l'article 13 du projet de Convention de février 2017. Pour l'heure, la plénière n'a abouti à aucun consensus sur ce point ;
- un mécanisme de déclaration autorisant les tribunaux à refuser de reconnaître et d'exécuter des jugements portant sur des matières relevant de la compétence exclusive de l'État requis. Pour l'heure, la plénière n'a abouti à aucun consensus sur ce point.

#### *Interprétation uniforme*

50 La Commission spéciale a conclu par consensus à l'insertion d'une disposition inspirée de l'article 23 de la Convention Élection de for (voir art. 23 du projet de Convention de février 2017).

#### *Examen du fonctionnement de la Convention*

51 La Commission spéciale s'est concentrée sur l'opportunité de rédiger une disposition inspirée de l'article 24 de la Convention Élection de for et a examiné des propositions visant à la modifier à plusieurs égards. Les experts ont exprimé un large soutien pour l'insertion d'une telle disposition ; néanmoins, ils ne se sont pas, pour l'heure, mis d'accord sur le fait de s'écarter du modèle offert par l'article 24 de la Convention Élection de for (voir art. 24 du projet de Convention de février 2017).

#### *Systèmes juridiques non unifiés*

52 La Commission spéciale s'est interrogée sur l'adjonction d'une disposition portant sur les systèmes juridiques non unifiés, à l'instar de celle contenue à l'article 25 de la Convention Élection de for. La plénière a décidé de procéder à l'introduction d'une telle disposition (voir art. 25 du projet de Convention de février 2017).

#### *Rapport avec les autres instruments internationaux*

53 L'introduction d'une disposition inspirée de l'article 26 de la Convention Élection de for a été envisagée. La Commission spéciale a estimé qu'il convenait d'introduire une telle disposition dans le projet de texte. En conséquence d'une proposition visant à supprimer un certain nombre de paragraphes, les experts ont débattu de la nécessité de reprendre tous les éléments de l'article 26 de la Convention Élection de for. Il a été décidé par consensus de ne pas reprendre l'article 26(2) de la Convention Élection de for ; la suppression d'autres morceaux de la disposition n'a néanmoins pas recueilli de consensus. Les experts se sont par ailleurs mis d'accord sur une proposition visant à s'écarter de l'article 26(6) de la Convention Élection de for et ont décidé de ne pas reproduire l'alinéa (a).

54 La Commission spéciale a pris acte de la nécessité d'examiner de manière plus approfondie l'article 26(3) du projet de Convention de février 2017, tout particulièrement le rapport entre cette disposition et les articles 6 et 17 du même projet. La Commission spéciale a également constaté

<sup>8</sup> T. Hartley et M. Dogauchi, Rapport explicatif sur la Convention Élection de for de 2005, in *Actes et documents de la Vingtième session (2005)*, tome III, *Élection de for*, Anvers – Oxford – Portland, Intersentia, 2010, p. 784 à 862.

<sup>9</sup> Voir Doc. trav. No 78 (*op. cit.* note 3).

commentary in paragraphs 206 and 207 of the Explanatory Report on the Choice of Court Convention,<sup>8</sup> it would be helpful to clarify the Special Commission's understanding of the position to avoid any confusion.

#### *Costs of proceedings*

46 The Special Commission considered various proposals in relation to Article 13 of the 2016 preliminary draft Convention on costs of proceedings including removing the square brackets, deleting the provision entirely and adding a second paragraph based on Article 15 of the *Hague Convention of 25 October 1980 on International Access to Justice*. There was no consensus for either retention or deletion of this Article, and the Special Commission decided to proceed on the basis that the provision, including the proposed second paragraph, should be included in the draft text in square brackets (see Art. 16 of the February 2017 draft Convention).

### CHAPTER III – GENERAL CLAUSES

#### *Transitional provision*

47 The Special Commission discussed the five variants of transitional provisions in the Permanent Bureau's paper on "Draft general and final clauses".<sup>9</sup> At this stage, the consensus was confined to the inclusion of a provision requiring the Convention to be in force in both States at the time the proceedings in the State of origin were initiated (variant E of the Permanent Bureau's paper) (see Art. 18 of the February 2017 draft Convention).

#### *No legalisation*

48 The possibility of not including a provision along the lines of Article 18 of the Choice of Court Convention was discussed. The Special Commission decided to proceed on the basis that Article 19 of the February 2017 draft Convention should be included in the text in square brackets.

#### *Declarations*

49 The Special Commission discussed proposals in relation to:

- a declaration mechanism with respect to specific matters, modelled on Article 21 of the Choice of Court Convention. There was consensus that such a provision should be included in the text (see Art. 21 of the February 2017 draft Convention);
- a declaration mechanism limiting recognition and enforcement where the parties were resident in the requested State, and the relationship of the parties and all other elements relevant to the dispute, other than the location of the chosen court, were connected only with the requested State, based on Article 20 of the Choice of Court Convention. There was consensus that such a provision should be included in the text (see Art. 20 of the February 2017 draft Convention);

- a declaration mechanism in relation to judgments arising out of proceedings to which a government, governmental agency or any person acting for a State was a party. There was some support for a provision along these lines, but there was no consensus that the proposed provision should be included in the text, at this stage. Some delegations suggested that these concerns could be addressed through a reservation, rather than a declaration mechanism;
- a declaration mechanism in relation to a specific article, such as Article 13 of the February 2017 draft Convention. There was no consensus that such a declaration mechanism should be added at this stage;
- a declaration mechanism permitting courts to refuse recognition or enforcement of judgments ruling on matters falling within the exclusive jurisdiction of the State addressed. There was no consensus that such a provision should be added at this stage.

#### *Uniform interpretation*

50 There was consensus that a provision modelled on Article 23 of the Choice of Court Convention should be included in the text (see Art. 23 of the February 2017 draft Convention).

#### *Review of operation of the Convention*

51 The Special Commission discussed the desirability of a provision modelled on Article 24 of the Choice of Court Convention, and proposals to modify the provision in certain respects. There was broad support for inclusion of a provision providing for reviews, but there was no consensus for departing from the model in Article 24 of the Choice of Court Convention at this stage (see Art. 24 of the February 2017 draft Convention).

#### *Non-unified legal systems*

52 The Special Commission discussed the inclusion of a provision in relation to non-unified legal systems modelled on Article 25 of the Choice of Court Convention. The Special Commission proceeded on the basis that such a provision should be included in the text (see Art. 25 of the February 2017 draft Convention).

#### *Relationship with other international instruments*

53 The inclusion of a provision modelled on Article 26 of the Choice of Court Convention was discussed. The Special Commission considered that a provision along these lines should be included in the draft text. There was discussion about whether all the elements of Article 26 of the Choice of Court Convention were needed, in light of a proposal to delete a number of paragraphs. There was consensus to omit the text paralleling Article 26(2) of the Choice of Court Convention, but there was no consensus that other limbs should be omitted. There was also consensus on a proposal to depart from Article 26(6) of the Choice of Court Convention model by omitting sub-paragraph (a).

54 The Special Commission noted the need to give further consideration to Article 26(3) of the February 2017 draft Convention, and in particular the relationship between that provision and Articles 6 and 17 of the February 2017 draft Convention. The Special Commission also noted the

<sup>8</sup> T. Hartley and M. Dogauchi, Explanatory Report on the 2005 Hague Choice of Court Convention, in *Proceedings of the Twentieth Session (2005)*, Tome III, *Choice of Court*, Antwerp – Oxford – Portland, Intersentia, 2010, pp. 785-863.  
<sup>9</sup> See Work. Doc. No 78 (*op. cit.* note 3).

qu'il était nécessaire de se pencher plus avant sur le rapport du projet de Convention avec d'autres Conventions internationales susceptibles d'exiger la reconnaissance et l'exécution dans une mesure moindre que ce que prévoit la future Convention.

55 La Commission spéciale s'est également interrogée sur l'éventuelle mention, dans cette disposition, des accords et mémorandums écrits ainsi que des traités. Un tel ajout n'a pas recueilli de consensus. La possibilité de résoudre cette question au moyen d'un mécanisme de déclaration a également fait l'objet de discussions, mais les experts ne sont parvenus à aucun consensus concernant l'adjonction d'une telle disposition dans le projet de Convention.

#### CHAPITRE IV – CLAUSES FINALES

##### *Signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion*

56 La plénière a conclu, de manière consensuelle, à l'introduction d'une disposition fondée sur l'article 27 de la Convention Élection de for dans le projet de texte (voir art. 27 du projet de Convention de février 2017).

##### *Déclarations relatives à la confirmation des relations conventionnelles ou objections à celles-ci*

57 Les experts ont étudié plusieurs propositions concernant l'introduction d'une disposition portant sur les déclarations fondée sur le modèle d'un mécanisme d'objection ou de confirmation, telles que présentées dans le « Projet de clauses générales et finales » établies par le Bureau Permanent<sup>10</sup>. Une telle disposition, qui n'a pas d'équivalent dans la Convention Élection de for, introduirait une forme de bilatéralisation au sein de la future Convention.

58 L'introduction d'une disposition comme celle-ci a recueilli un large soutien parmi les experts ; pourtant, il n'a pas été possible, à ce stade, d'aboutir à un consensus quant au choix de l'une de ces options.

##### *Déclarations relatives aux systèmes juridiques non unifiés*

59 La Commission spéciale a décidé par consensus de reproduire dans le projet de texte l'article 28 de la Convention Élection de for (voir art. 28 du projet de Convention de février 2017).

##### *Organisations régionales d'intégration économique*

60 La Commission spéciale a conclu qu'il convenait de reprendre l'article 29 de la Convention Élection de for (voir art. 29 du projet de Convention de février 2017).

##### *Adhésion par une Organisation régionale d'intégration économique sans ses États membres*

61 Il a été décidé, selon le consensus de la plénière, d'introduire une disposition inspirée de l'article 30 de la Convention Élection de for (voir art. 30 du projet de Convention de février 2017).

##### *Entrée en vigueur*

62 La Commission spéciale a décidé de s'inspirer de l'article 31 de la Convention Élection de for (voir art. 31 du projet de Convention de février 2017). La possibilité d'étendre la période de trois mois prévue pour l'entrée en vigueur

a fait l'objet de débats. Un consensus s'est dégagé pour l'inclusion à l'article 31, pour l'heure, de deux solutions (trois ou six mois) entre crochets.

##### *Réserves*

63 La Commission spéciale s'est intéressée à l'opportunité d'ajouter une disposition consacrée aux réserves dans le projet de texte. Les experts ont d'ailleurs discuté de toutes les variantes proposées par le Bureau Permanent dans son document relatif au « Projet de clauses générales et finales »<sup>11</sup>. Constatant l'absence d'une disposition sur les réserves dans la Convention Élection de for et le manque de soutien pour l'introduction de l'une des dispositions expresses proposées sur ce point, telles que formulées dans le document du Bureau Permanent, la Commission spéciale a décidé qu'il ne convenait pas, pour l'heure, d'ajouter une disposition portant sur les réserves.

##### *Déclarations*

64 La Commission spéciale a envisagé l'insertion d'une disposition inspirée de l'article 32 de la Convention Élection de for et s'est prononcée en faveur de cette proposition (voir art. 32 du projet de Convention de février 2017). Considérant que la durée appropriée dépendra d'autres éléments du texte final, la Commission spéciale a estimé qu'il convenait de présenter entre crochets deux solutions différentes (trois ou six mois) pour l'entrée en vigueur de toute déclaration effectuée au titre de cette disposition.

##### *Dénonciation*

65 La Commission spéciale a évoqué l'éventuelle adjonction d'une disposition inspirée de l'article 33 de la Convention Élection de for, qui a été actée par consensus (voir art. 33 du projet de Convention de février 2017). La Commission spéciale a réfléchi à la possibilité de prévoir le moment de la prise d'effet d'une dénonciation ; les experts ont fait preuve d'un large soutien pour que cette question soit réglée mais la Commission spéciale a reconnu le besoin d'examiner de manière plus approfondie l'éventuelle rédaction d'une telle disposition<sup>12</sup>.

##### *Notifications par le depositaire*

66 Il a été convenu d'ajouter une disposition calquée sur l'article 34 de la Convention Élection de for dans le projet de texte (voir art. 34 du projet de Convention de février 2017).

#### PROCHAINES ÉTAPES

67 La Commission spéciale propose au Conseil sur les affaires générales et la politique de mars 2017 de convoquer une nouvelle réunion de la Commission spéciale du 13 au 17 novembre 2017 afin de poursuivre les travaux sur la future Convention. Ainsi, le Conseil pourrait se prononcer sur l'opportunité de convoquer une Session diplomatique vers la fin de l'année 2018 ou le début de l'année 2019.

68 La Commission spéciale a conclu qu'il serait utile qu'un projet de Rapport explicatif soit diffusé le plus rapidement possible après la prochaine réunion de la Commission spéciale. Celle-ci a constaté avec satisfaction que les co-Rapporteurs devraient être en mesure de présenter un avant-projet de Rapport explicatif avant la prochaine réunion de la Commission spéciale.

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> En l'absence de disposition sur ce point, l'art. 70 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* s'applique.

<sup>10</sup> Voir Doc. trav. No 78 (*op. cit.* note 3).



need to give further consideration to the relationship with other international Conventions which may require recognition and enforcement to a lesser extent than is provided for in the future Convention.

55 Consideration was also given to whether this provision should refer to written agreements and understandings as well as treaties. There was no consensus that such an addition should be made to this provision. The possibility of addressing this issue by means of a declaration mechanism was also discussed, but there was no consensus that such a provision should be included in the draft text.

#### CHAPTER IV – FINAL CLAUSES

##### *Signature, ratification, acceptance, approval or accession*

56 There was consensus that a provision based on Article 27 of the Choice of Court Convention should be included in the draft text (see Art. 27 of the February 2017 draft Convention).

##### *Declaration to confirm treaty relations or to object to them*

57 Proposals were considered for the inclusion of a declaration provision based on an objection or confirmation mechanism as outlined in the Permanent Bureau's paper on "Draft general and final clauses".<sup>10</sup> Such a provision, which has no equivalent in the Choice of Court Convention, would introduce a form of bilateralisation in the future instrument.

58 There was some support for such a provision, but there was no consensus that any of those options should be included in the draft text at this stage.

##### *Declarations with respect to non-unified legal systems*

59 There was consensus that a provision based on Article 28 of the Choice of Court Convention should be included in the draft text (see Art. 28 of the February 2017 draft Convention).

##### *Regional Economic Integration Organisations*

60 There was consensus that a provision based on Article 29 of the Choice of Court Convention should be included in the draft text (see Art. 29 of the February 2017 draft Convention).

##### *Accession by a Regional Economic Integration Organisation without its Member States*

61 There was consensus that a provision based on Article 30 of the Choice of Court Convention should be included in the draft text (see Art. 30 of the February 2017 draft Convention).

##### *Entry into force*

62 The Special Commission decided to include a provision based on Article 31 of the Choice of Court Convention (see Art. 31 of the February 2017 draft Convention). The possibility of a longer period of time for entry into force

than three months was discussed. There was consensus that two alternative timeframes (three and six months) should be included in Article 31 in square brackets at this stage.

##### *Reservations*

63 The Special Commission discussed the desirability of including a provision on reservations in the draft text, including a discussion of all the variants in the Permanent Bureau's paper on "Draft general and final clauses".<sup>11</sup> The Special Commission noted that there was no article on reservations in the Choice of Court Convention, and there was no strong support for any of the express provisions concerning reservations set out in the Permanent Bureau's paper. No such provision was included in the text at this stage.

##### *Declarations*

64 The Special Commission discussed including a provision modelled on Article 32 of the Choice of Court Convention. There was consensus that such a provision should be included in the draft text (see Art. 32 of the February 2017 draft Convention). The Special Commission considered that alternative periods for such a declaration to come into force of three and six months should be included in the text in square brackets, as the appropriate length of this period would depend on other aspects of the final text.

##### *Denunciation*

65 The Special Commission discussed including a provision modelled on Article 33 of the Choice of Court Convention. There was consensus that such a provision should be included in the draft text (see Art. 33 of the February 2017 draft Convention). The question of providing for the time at which the denunciation has effect was discussed. There was considerable support in the room for addressing that issue, but the Special Commission noted that further work is needed on how such a provision might be framed.<sup>12</sup>

##### *Notifications by the depositary*

66 There was consensus that a provision based on Article 34 of the Choice of Court Convention should be included in the draft text (see Art. 34 of the February 2017 draft Convention).

#### NEXT STEPS

67 The Special Commission will propose to the March 2017 meeting of the Council that it reconvene from 13 to 17 November 2017 to continue its work on the future Convention, with a view to recommending to the Council that a Diplomatic Conference be convened towards the end of 2018 or early 2019.

68 The Special Commission noted that it would be helpful for a draft of the Explanatory Report to be available as soon as practicable after the next meeting of the Special Commission. The Special Commission noted with gratitude that the *co-Rapporteurs* expect to be in a position to provide a preliminary draft of the Explanatory Report before the next meeting of the Special Commission.

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> In the absence of any provision addressing this issue, Art. 70 of the *Vienna Convention on the Law of the Treaties* will apply.

<sup>10</sup> See Work. Doc. No 78 (*op. cit.* note 3).

**Document de travail No 170 F Révisé (distribué le 24 février 2017)**

*Projet de Convention de février 2017 arrêté au 24 février 2017*

Voir ci-dessus, à la page 173 du présent Cahier.

**Procès-verbal des observations liminaires du Président (distribué le 17 février 2017) sur le rapport entre la Convention Élection de for et l'avant-projet de Convention de 2016**

## REMARQUES INTRODUCTIVES

Avant d'examiner les différentes manières dont la *Convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for* (ci-après, la « Convention Élection de for ») et l'avant-projet de Convention de juin 2016 (ci-après, « l'avant-projet ») interagissent, il convient de prendre note de quelques questions préalables portant sur la structure et les objectifs de ces deux instruments.

Premièrement, comme cela est précisé au paragraphe 7 de l'Aide-mémoire de juin 2016, l'avant-projet a pour vocation d'accompagner et de compléter la Convention Élection de for, et non de la remplacer. Les structures respectives de la Convention Élection de for et de l'avant-projet visent à promouvoir la reconnaissance et l'exécution des jugements.

Comme cela est précisé au paragraphe 9 de l'Aide-mémoire de juin 2016, l'avant-projet établit un « socle » pour la reconnaissance et l'exécution des jugements, laissant le droit interne organiser une reconnaissance et une exécution plus étendues. L'article 16 de l'avant-projet prévoit cela de manière expresse ; cet article est rédigé comme suit : « la présente Convention ne fait pas obstacle à la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement en application du droit national ». Comme le précise l'article 16, cela reste soumis à certaines exceptions restreintes énumérées à l'article 6 de l'avant-projet. L'article 6 interdit la reconnaissance et l'exécution de jugements portant sur i) la validité de droits de propriété intellectuelle enregistrés ; ii) des droits réels immobiliers ; et iii), dans certaines conditions, des baux immobiliers.

Par ailleurs, la Convention Élection de for ne restreint pas la reconnaissance et l'exécution. Elle ne contient aucune interdiction ayant trait à la circulation des jugements. Les seules interdictions contenues dans la Convention Élection de for portent sur des questions de compétence. Il convient de se remémorer que la Convention Élection de for répond à trois objectifs. Lorsqu'il existe un accord exclusif d'élection de for, la Convention énonce que :

- le tribunal élu est tenu de connaître d'un litige auquel l'accord d'élection de for s'applique<sup>1</sup> ;
- le tribunal non élu est tenu de surseoir à statuer ou de se dessaisir au profit du tribunal élu<sup>2</sup> ;

<sup>1</sup> Art. 5 de la Convention Élection de for.

<sup>2</sup> *Ibid.*, Art. 6.

- le jugement rendu par le tribunal élu doit être reconnu et exécuté dans les autres États contractants à la Convention Élection de for, sous réserve de certains motifs restreints de refus de la reconnaissance et de l'exécution.

La Convention Élection de for ne restreint ni ne limite, d'une quelconque manière, la reconnaissance et l'exécution des jugements en application du droit interne, y compris en vertu d'autres traités<sup>3</sup>. Si la Convention Élection de for ne comprend aucune disposition expresse semblable à l'article 16 de l'avant-projet, il ressort de manière implicite de la Convention Élection de for que celle-ci n'impose aucune limite à la reconnaissance et l'exécution des jugements en application du droit interne<sup>4</sup>.

## EXEMPLES ET QUESTIONS À EXAMINER

Tout en gardant à l'esprit la structure de ces deux instruments, les cinq scénarios suivants illustrent quelques observations liminaires quant à leur rapport.

*Scénario 1*

Ni l'avant-projet ni la Convention Élection de for ne s'applique au jugement.

Selon cette hypothèse, le statu quo demeure et la reconnaissance et l'exécution dépendra du droit national ou de tout autre instrument international applicable. Aucun problème ne survient en vertu de ces deux instruments.

*Scénario 2*

L'avant-projet s'applique au jugement, c'est-à-dire que le jugement relève de son champ d'application et qu'au moins l'un des fondements prévus à l'article 5(1) de l'avant-projet s'applique. La Convention Élection de for ne s'applique pas, par exemple, parce que le jugement émane d'un tribunal qui n'était pas élu dans un accord exclusif d'élection de for. Sous réserve des motifs reconnus de refus de la reconnaissance et de l'exécution, le jugement circulera en vertu de l'avant-projet.

Dans de telles circonstances, il n'existe aucune tension entre les deux instruments puisque la Convention Élection de for ne restreint, ni ne décourage, la reconnaissance et l'exécution des jugements rendus par d'autres tribunaux. Par conséquent, la Convention Élection de for peut tout simplement être écartée et la circulation du jugement se fera en application de l'avant-projet.

Néanmoins, il convient de relever que l'avant-projet énonce que si la procédure intentée devant le tribunal d'origine s'avère contraire à un accord ou à une clause figurant dans un acte constitutif d'un trust, cela peut constituer un motif de refus, pour le tribunal requis en vertu de l'avant-projet, de reconnaissance ou d'exécution du jugement en découlant (voir art. 7(1)(d) de l'avant-projet). Ce motif de refus est propre à l'avant-projet et prévoit le refus de la reconnaissance et de l'exécution dans des circonstances plus larges qu'en cas d'accord exclusif d'élection de for ; il s'appliquerait notamment si la procédure engagée devant le tribunal d'origine s'avérait contraire à un accord non exclusif d'élection de for. Toutefois, comme nous l'observerons dans le scénario 5 ci-dessous, cette disposition peut se montrer utile lorsque le tribunal requis doit choisir lequel des deux jugements concurrents exécuter.

<sup>3</sup> *Ibid.*, Art. 7.

<sup>4</sup> Voir Rapport Hartley/Dogauchi (*op. cit.* note 8), para. 182 et note 218.

**Working Document No 170 E Revised (distributed on 24 February 2017)***February 2017 draft Convention as of 24 February 2017*See *supra*, at page 173 of this Book.**Record of the Chair's remarks (distributed on 17 February 2017) on the relationship between the Choice of Court Convention and the June 2016 preliminary draft Convention**

## INTRODUCTORY REMARKS

Before considering the ways in which the *Convention of 30 June 2005 on Choice of Court Agreements* (“the Choice of Court Convention”) and the June 2016 preliminary draft Convention (“the PDC”) interact, it is important to note a few preliminary matters regarding the basic structure and objectives of both instruments.

First, as stated in paragraph 7 of the first *Aide memoire* dated June 2016, the PDC is intended to sit alongside the Choice of Court Convention and to complement it, not replace it. The architecture of both the Choice of Court Convention and the PDC is designed to promote the recognition and enforcement of judgments.

As stated at paragraph 9 of the first *Aide memoire*, the PDC creates a “floor” for the recognition and enforcement of judgments, leaving national law to provide for more extensive recognition and enforcement above that floor. This is made explicit in Article 16 of the PDC, which provides that the “Convention does not prevent the recognition or enforcement of judgments under national law”. This is, as stated in Article 16, subject to certain limited exceptions identified in Article 6 of the PDC. Article 6 precludes the recognition and enforcement of judgments ruling on i) the validity of registered intellectual property rights; ii) rights *in rem* in immovable property; and iii) tenancies of immovable property, subject to certain conditions.

Similarly, the Choice of Court Convention does not limit recognition and enforcement. It contains no prohibitions on the circulation of judgments. The only prohibitions contained under the Choice of Court Convention relate to issues of jurisdiction. You will recall that the Choice of Court Convention does three basic things. Where there is an exclusive choice of court agreement it provides that:

- the chosen court must decide a dispute to which an exclusive choice of court agreement applies;<sup>1</sup>
- the non-chosen court must suspend or dismiss proceedings in favour of the chosen court;<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Art. 5 of the Choice of Court Convention.

<sup>2</sup> *Ibid.*, Art. 6.

- the judgment of the chosen court must be recognised and enforced in another Contracting State to the Choice of Court Convention, subject to certain limited grounds for refusing recognition and enforcement.

The Choice of Court Convention does not restrict or limit, in any way, recognition and enforcement of judgments under national law, including under other treaties.<sup>3</sup> While the Choice of Court Convention does not contain an express provision along the lines of Article 16 of the PDC, it is implicit in the Choice of Court Convention that there is no limitation on the recognition and enforcement of judgments under national law.<sup>4</sup>

## ILLUSTRATIONS AND ISSUES FOR CONSIDERATION

Bearing in mind the architecture of these two instruments, the following five scenarios illustrate some preliminary observations about their relationship.

*Scenario 1*

Neither the PDC nor the Choice of Court Convention applies to the judgment.

Under this scenario, the status quo remains and recognition and enforcement will be governed by national law, or any other international instrument that may be applicable. No issues arise under the two instruments.

*Scenario 2*

The PDC applies to the judgment *i.e.*, the judgment is within scope and at least one of the bases under Article 5(1) of the PDC applies, and the Choice of Court Convention does not apply because, for example, the judgment came from a court that was not chosen in an exclusive choice of court agreement. The judgment will circulate under the PDC, subject to the permitted grounds for declining recognition and enforcement under the PDC.

In those circumstances, there is no tension between the two instruments because the Choice of Court Convention does not restrict, or even discourage, the recognition and enforcement of judgments given by other courts. Therefore, the Choice of Court Convention can simply be disregarded, and circulation of the judgment will occur under the PDC.

However, it should be noted that the PDC provides that if proceedings in the court of origin were contrary to an agreement or designation in a trust agreement, that may provide a ground under the PDC for the court addressed to decline recognition and enforcement of the resulting judgment (see Art. 7(1)(d) of the PDC). This ground for refusal is internal to the PDC and provides for recognition or enforcement to be declined in a wider range of circumstances than where there is an exclusive choice of court agreement; it would apply for example if the proceedings in the court of origin were contrary to a non-exclusive choice of court agreement. But as we will see in scenario 5 below, this provision can assist where the requested court has to decide which of two competing judgments to enforce.

---

<sup>3</sup> *Ibid.*, Art. 7.

<sup>4</sup> See the Hartley/Dogauchi Report (*op. cit.* note 8), para. 182 and footnote 218.

### Scénario 3

La Convention Élection de for s'applique car le jugement relève de son champ d'application et est rendu par un tribunal désigné par un accord exclusif d'élection de for ; l'avant-projet ne s'applique pas, à titre d'exemple, car aucune des exigences de l'article 5(1) n'est satisfaite.

Dans ce cas, il n'y a pas de contradiction entre les deux instruments. Le simple fait que l'avant-projet ne s'applique pas ne pose pas de problème puisque, comme indiqué ci-dessus, sa structure de base ne restreint pas la reconnaissance et l'exécution.

Il y aurait contradiction entre les instruments si, et seulement si, la Convention Élection de for prévoyait qu'un jugement circule alors que l'avant-projet prévoyait le contraire. Cependant, la question ne se pose pas en vertu de l'actuel projet de Convention puisque les jugements qui relèvent de son article 6 (seule restriction positive à la circulation des jugements) sont tous hors du champ d'application de la Convention Élection de for. L'article 2(2)(1) de la Convention Élection de for exclut de son champ d'application les droits réels immobiliers et les baux immobiliers. De même, les jugements portant sur la validité des droits de propriété intellectuelle enregistrés sont exclus du champ d'application de la Convention Élection de for en vertu de son article 2(2)(n) (à l'instar de la grande majorité des demandes portant sur la contrefaçon de droits enregistrés). En l'état actuel des choses, il existe une imbrication habile des fondements exclusifs de la reconnaissance et de l'exécution en application de l'avant-projet et des matières exclues du champ d'application de la Convention Élection de for. Cela permet d'éviter toute contradiction en vertu de ce scénario.

Si la Commission spéciale envisage d'étendre la liste de l'article 6 de l'avant-projet, cela pourrait soulever des questions impliquant des discussions supplémentaires. Cependant, en l'état actuel des choses, à moins que l'article 6 ne soit étendu à d'autres matières, le fait que l'avant-projet prévoit le refus d'exécution d'un jugement susceptible de circuler en vertu de la Convention Élection de for ne pose pas de problème.

### Scénario 4

La Convention Élection de for et l'avant-projet s'appliquent tous les deux car, par exemple, le jugement a été rendu par un tribunal élu dans un accord exclusif d'élection de for et l'État d'origine était l'État de résidence habituelle de la personne contre laquelle la reconnaissance et l'exécution est sollicitée.

En principe, un tel scénario ne devrait pas poser de problème. Dans la plupart des systèmes, la partie qui demande la reconnaissance et l'exécution peut s'appuyer sur l'un ou l'autre des instruments, voire sur les deux. Il peut arriver qu'il existe, en vertu de l'un des instruments, un motif de refus qui n'existe pas en application du second, notamment si les motifs de l'avant-projet sont substantiellement distincts des motifs de refus visés à l'article 9 de la Convention Élection de for. En conséquence d'une telle situation, l'État requis est tenu de reconnaître et d'exécuter le jugement en application de l'instrument qui n'autorise pas le refus. Cela s'explique par le fait que les motifs de refus des deux instruments sont des motifs de refus reconnus et non des motifs de refus prescrits. Il n'y a donc aucune obligation de refuser la reconnaissance et l'exécution en vertu de l'instrument qui autorise un tel refus. S'il existe une obligation de reconnaissance et d'exécution en vertu de la Con-

vention Élection de for – ou du droit national – celle-ci tendra à s'appliquer et il n'y aura aucune contradiction avec l'avant-projet.

Néanmoins, au profit des utilisateurs ultimes de l'avant-projet, il serait opportun que le Rapport explicatif explique la raison d'être des différences matérielles en matière de motifs de refus conformément à ces deux instruments (c.-à-d., les différences entre l'art. 9 de la Convention Élection de for et l'art. 7 de l'avant-projet). La Commission spéciale devra être claire sur ce point et énoncer clairement les raisons justifiant l'introduction de différences de ce genre.

Il convient également de rappeler que la procédure établie par l'un des deux instruments pourrait être plus favorable que la procédure en vertu de l'autre. Le demandeur qui sollicite la reconnaissance et l'exécution aurait ainsi le droit de recourir à la procédure la plus favorable pour la reconnaissance et l'exécution. De même, il serait souhaitable que le Rapport explicatif expose les raisons de toutes les différences entre les deux instruments, que la Commission spéciale devra identifier.

### Scénario 5

Deux jugements sont rendus : l'un par le tribunal élu en application d'un accord exclusif d'élection de for et l'autre par un autre tribunal, ayant rendu un jugement relevant de l'un des fondements de reconnaissance et d'exécution de l'article 5(1) de l'avant-projet. En conséquence, les deux jugements sont susceptibles de faire l'objet d'une demande de reconnaissance et d'exécution dans un État contractant tiers conformément aux deux instruments.

Dans ces circonstances, l'article 7(1)(d) de l'avant-projet aurait vocation à s'appliquer, donnant la priorité au jugement rendu par le tribunal élu. Le tribunal requis est tenu de reconnaître et d'exécuter le jugement du tribunal élu à moins que l'autre jugement n'ait été rendu antérieurement, auquel cas la reconnaissance et l'exécution pourrait être refusée conformément à l'article 9(g) de la Convention Élection de for. Conformément à l'article 7(1)(d) de l'avant-projet, le tribunal requis n'est pas tenu d'exécuter l'autre jugement, qu'il ait été rendu avant ou après l'autre jugement. Dans les cas où le jugement du tribunal non élu a été rendu en premier, le tribunal requis n'est contraint d'exécuter ni l'un ni l'autre des jugements : le droit national détermine lequel (le cas échéant) sera reconnu et exécuté.

### Autre question soumise à examen

Une autre question que la Première réunion de la Commission spéciale a laissé présager et qui implique un examen plus approfondi porte sur l'opportunité d'étendre les fondements de reconnaissance et d'exécution en vertu de l'article 5 de l'avant-projet afin de renvoyer à un jugement rendu par un tribunal élu dans i) un accord non exclusif d'élection de for<sup>5</sup>, et/ou ii) un accord exclusif d'élection de for. Dans la première situation, il y aura un certain chevauchement entre le régime de déclaration optionnelle conformément à la Convention Élection de for, et la seconde conduirait à un empiètement sur les principales dispositions en matière de reconnaissance et d'exécution. (À cet égard, il convient de relever qu'aucun des Membres de la Conférence de La Haye qui sont devenus Parties à la Convention Élection de for n'ont jusqu'alors adopté ce mécanisme de déclaration optionnelle.)

<sup>5</sup> Voir par ex. Doc. trav. No 85, proposition de l'Union européenne, distribué (en anglais uniquement) le 20 février 2017, ci-dessus p. 105 du présent Cahier.

### Scenario 3

The Choice of Court Convention applies because the judgment is within scope and is given by a court designated in an exclusive choice of court agreement, and the PDC does not apply because, for example, none of the requirements under Article 5(1) of the PDC is met.

In this situation there is no inconsistency between the two instruments. The mere fact that the PDC does not apply is not an issue because, as stated above, the basic architecture of the PDC does not limit recognition and enforcement.

There would be an inconsistency between the instruments if, and only if, the Choice of Court Convention provided that a judgment should circulate and the PDC provided that it should not. However, that issue does not arise under the current draft Convention because judgments that fall within Article 6 of the PDC (the only positive restriction on circulation of judgments) are all outside scope of the Choice of Court Convention. Article 2(2)(l) of the Choice of Court Convention excludes from scope rights *in rem* in immovable property and tenancies. Similarly, judgments ruling on the validity of registered IP rights are excluded from the scope of the Choice of Court Convention under Article 2(2)(n) (as are most infringement claims in relation to registered rights). As things currently stand, there is a neat dovetailing between the exclusive bases for recognition and enforcement under the PDC and the matters excluded from the scope of the Choice of Court Convention. This avoids any inconsistency arising in the present scenario.

If the Special Commission were to consider expanding the list in Article 6 of the PDC, then there could be issues that require discussion. However, as things stand, unless Article 6 of the PDC is expanded to other matters, there is no issue of the PDC providing for the non-enforcement of a judgment that could circulate under the Choice of Court Convention.

### Scenario 4

Both the Choice of Court Convention and the PDC apply because, for example, the judgment was rendered by the chosen court under an exclusive choice of court agreement and the State of origin was also the habitual residence of the person against whom recognition and enforcement is sought.

In principle, such a scenario should not be a problem. In most systems, the party seeking recognition and enforcement can rely on either instrument, or on both instruments, in the alternative. There may be a ground for refusal under one instrument that does not exist under the other, which would be the case if the grounds for refusal under the PDC diverge significantly from the grounds for refusal under Article 9 of the Choice of Court Convention. The result of such a situation would be that the State addressed must still recognise and enforce the judgment under the instrument that does not permit refusal. This is because the grounds for refusal under both instruments are permitted grounds for refusal, not mandated grounds for refusal. There is therefore no requirement to refuse recognition or enforcement under the instrument that permits refusal. If there is an obligation to recognise and enforce under the Choice of Court

Convention – or national law – then they will apply and there will be no inconsistency with the PDC.

However, for the benefit of the end users of the PDC, it would be desirable for the Explanatory Report to explain the rationale behind any material differences in the grounds for refusal under both instruments (*i.e.*, the differences between Art. 9 of the Choice of Court Convention and Art. 7 of the PDC). The Special Commission will need to be clear about, and explicitly identify, the reasons for introducing any differences of this kind.

It should also be noted that the procedure under one instrument could be more favourable than the procedure under the other instrument. The applicant seeking recognition and enforcement would then be entitled to use the more favourable process for recognition and enforcement. Again, it would be desirable for the Explanatory Report to provide an explanation of the reason for any differences between the two instruments, which as above will need to be identified by the Special Commission.

### Scenario 5

Two judgments are rendered: one by the chosen court under an exclusive choice of court agreement and the other by another court, which rendered a judgment falling within one of the bases for recognition and enforcement under Article 5(1) of the PDC, with the result that both judgments might have a claim for recognition and enforcement in a third Contracting State under the two instruments.

In such circumstances, Article 7(1)(d) of the PDC would apply, giving priority to the judgment rendered by the chosen court. The court addressed is required to recognise and enforce the judgment of the chosen court unless the other judgment was given first, in which case recognition or enforcement could be refused under Article 9(g) of the Choice of Court Convention. The court addressed is not required to enforce the other judgment, whether or not it was the earlier judgment, under Article 7(1)(d) of the PDC. In circumstances where the judgment of the non-chosen court was the earlier judgment, the court addressed is not compelled to enforce either judgment: national law will determine which (if any) will be recognised and enforced.

### *A further issue for consideration*

One further issue that was foreshadowed in the First Meeting of the Special Commission and requires consideration is whether it would be desirable to expand the bases for recognition and enforcement under Article 5 of the PDC to include reference to a judgment given by a court designated in i) a non-exclusive choice of court agreement,<sup>5</sup> and/or ii) an exclusive choice of court agreement. In the former situation, this would introduce an element of overlap with the optional declaration regime under the Choice of Court Convention, and the latter would introduce an overlap with the core recognition and enforcement provisions. (It is worth noting in this regard that none of the Members of the Hague Conference that have joined the Choice of Court Convention to date have adopted that optional declaration mechanism.)

<sup>5</sup> See, *e.g.*, Work. Doc. No 85, proposal of the European Union, distributed on 20 February 2017, *supra* p. 105 of this Book.

Dans tous les cas, la Commission spéciale devra se concentrer sur les conséquences d'une telle extension. L'avantage de cette démarche serait d'étendre l'utilité pratique de l'avant-projet. Toutefois, l'inconvénient serait que cela pourrait décourager les États de devenir Parties à la Convention Élection de for, ce qui ne serait pas problématique si la Convention Élection de for portait exclusivement sur la reconnaissance et l'exécution. Cependant, celle-ci traite également des questions de compétence. Dès lors, il serait véritablement préoccupant que l'on décourage les États de devenir Parties à la Convention Élection de for.

#### CONCLUSION

En résumé, dans l'état actuel de ces instruments, il n'y a pas de contradictions ni d'incohérences entre la Convention Élection de for et l'avant-projet. Par conséquent, il n'y a aucune raison de s'inquiéter du rapport entre les deux instruments.

La Commission spéciale devra néanmoins garder à l'esprit la nature complémentaire de ces deux instruments et s'assurer qu'il existe de véritables raisons justifiant les différences en termes de motifs de refus et de questions procédurales entre ces deux instruments. La Commission spéciale devra également s'interroger sur l'étendue de l'imbrication qu'elle est prête à établir entre l'avant-projet et la Convention Élection de for.

In any event, the Special Commission would need to spend some time considering the consequences of such an expansion. An advantage of this approach would be that it would expand the practical utility of the PDC. However, a disadvantage would be that it may discourage the uptake of the Choice of Court Convention. This would not be problematic if the Choice of Court Convention dealt only with recognition and enforcement, but as the Choice of Court Convention also deals with the issue of jurisdiction, discouraging States from joining the Choice of Court Convention would be a source of real concern.

#### CONCLUSION

In summary, as the instruments currently stand there are no tensions or inconsistencies between the Choice of Court Convention and the PDC. Therefore, there is no reason to be concerned about the relationship between the two instruments.

The Special Commission will, however, need to bear in mind their complementary nature and make sure that there are good reasons for any differences in the grounds for refusal and procedural matters under these instruments. The Special Commission will also need to consider how much overlap it is willing to provide for between the PDC and the Choice of Court Convention.

*Distribué en septembre 2017*

*Distributed in September 2017*

---

**No 171 – Proposal of the Observer for the International Law Association (ILA)**

*International Law Association Committee on Intellectual Property and Private International Law*

COMMENTS ON THE FEBRUARY DRAFT CONVENTION ON THE RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF FOREIGN JUDGMENTS – AUGUST 10, 2017

*PB note: proposals on Articles 6(a) and 12 of the February 2017 Draft Convention are stated in Sections IV and V of the Comments, respectively.*

I INTRODUCTION

The International Law Association (ILA) Committee on Intellectual Property and Private International Law (hereinafter, the Committee) was established in November 2010. The Committee was created to study the intersection of intellectual property (“IP”) law and private international law and prepare guidelines on the resolution of private international law (“PIL”) issues in IP cases. The Committee consists of an international group of more than thirty experts on IP law and PIL.<sup>1</sup> Many of its members have participated in previous projects that focused on the intersection of IP law and PIL, including the American Law Institute’s project “Intellectual Property: Principles Governing Jurisdiction, Choice of law, and Judgments in Transnational Disputes”. The Committee is drawing on these previous projects and works to reconcile the outputs of the previous projects in order to offer in 2020 a single set of guidelines reflecting an international consensus and take into account the technological challenges faced by IP rights enforcement. The overall objective of the Committee is to draft a set of Guidelines.<sup>2</sup> The draft of the Guidelines was published in 2016 and is publicly available.<sup>3</sup>

The ILA Committee is pleased to have this opportunity to support the work of the Hague Conference on Private International Law (HCCH) and the attempt to adopt an international treaty facilitating recognition and enforcement of foreign judgments. The Comments below address IP-related issues that arise from the February 2017 Draft Convention. The comments and recommendations below touch only upon IP-related matters.

---

<sup>1</sup> A list of its members is available at <<http://www.ila-hq.org/index.php/committees>>.

<sup>2</sup> The Committee has prepared so far three activity reports, available at <<http://www.ila-hq.org/index.php/committee-single>>.

<sup>3</sup> The draft of the Guidelines is available at: <[http://www.ip.mpg.de/fileadmin/IP/pdf3/ILA\\_Guidelines-16Oct2015.pdf](http://www.ip.mpg.de/fileadmin/IP/pdf3/ILA_Guidelines-16Oct2015.pdf)>.

The Committee is of the opinion that all IP matters should be included in the scope of the HCCH Judgments Convention. More particularly, the HCCH Judgments Convention should cover judgments in civil and commercial matters dealing with both registered and unregistered IP rights. The coverage of IP-related disputes in the Judgments Convention would reduce costs for adjudication of cross-border IP disputes, bring more legal certainty and thereby facilitate the circulation of judgments in IP matters.

In the aftermath of the HCCH’s 2001 decision to suspend work on a judgments convention, the legal framework has evolved in order to accommodate such global exploitation of IP. In addition, a number of legislative proposals have been prepared. The American Law Institute (ALI) instituted a project to formulate a set of Principles on jurisdiction, recognition of judgments, and applicable law in transnational intellectual property civil disputes.<sup>4</sup> Similar initiatives were also developed in the EU (namely, the CLIP Principles<sup>5</sup>) and in Asia (namely, “Transparency Proposal”<sup>6</sup> and “Joint Japanese-Korean Proposal”<sup>7</sup>). The ILA Committee is now reviewing this work and making recommendations for consolidating them.<sup>8</sup> A main objective of all of these projects is the creation of an efficient method for resolving claims that transcend a single jurisdiction.

The digital networked environment is increasingly making multiterritorial simultaneous communication of works of authorship, trade symbols, and other intellectual property a common phenomenon, and large-scale piracy ever easier to accomplish. In this environment, the practical importance of adjudicating multiterritorial claims in a single court should be readily apparent. Without a mechanism for consolidating global claims and recognizing foreign judgments, effective enforcement of intellectual property rights, and by the same token, effective defenses to those claims, may be illusory for all but the most wealthy litigants.

The Committee believes that it is important that IP matters be included in the Judgments Convention and urges that the 2017 Draft’s treatment be reconsidered in light of the work of the American Law Institute, the Max Planck Institute and the ILA Committee. All three projects recognize that modern intellectual property practice is global in nature and that courts must frequently entertain cases involving foreign IP claims. Accordingly, it is important to expand the scope of judgments entitled to recognition and enforcement under the Judgments Convention and to include a provision on the enforcement of injunctive relief in IP cases.

*Recommended Modifications to Article 2(l)*

The ILA Committee recommends to delete any reference to “intellectual property rights” in Article 2(l) of the February 2017 Draft Judgments Convention. In the same vein, the

---

<sup>4</sup> The American Law Institute, *Intellectual Property: Principles Governing Jurisdiction, Choice of Law and Judgments in Transnational Disputes* (Chestnut, ALI Publishers, 2008).

<sup>5</sup> European Max Planck Group on Conflict of Laws in Intellectual Property, *Conflict of Laws in Intellectual Property: The CLIP Principles and Commentary* (Oxford, Oxford University Press, 2013).

<sup>6</sup> Japanese Transparency Principles are available in J. Basedow, T. Kono, and A. Metzger (eds.), *Intellectual Property in the Global Arena: Jurisdiction, Applicable Law, and the Recognition of Judgments in Europe, Japan and the US* (Tübingen, Mohr Siebeck, 2010), see also <[tomeika.jur.kyushu-u.ac.jp](http://tomeika.jur.kyushu-u.ac.jp)>.

<sup>7</sup> For the Joint Japanese-Korean Proposal see “Commentary on Principles of Private International Law on Intellectual Property Rights (Joint Proposal Drafted by Members of the Private International Law Association of Korea and Japan)” (2011) 2(6) *Kigyō to Hōsōzō*, available at: <<http://www.wincls.sakura.ne.jp/pdf/28/08.pdf>>.

<sup>8</sup> See the draft of the Guidelines, note 3 above.



ILA Committee does not endorse the view that the Judgments Convention should cover only certain IP matters or certain IP rights.

### III ARTICLE 5 ON BASES FOR RECOGNITION AND ENFORCEMENT

Courts have cited many cogent reasons to adjudicate cases involving foreign copyrights, see, e.g., *Penguin Group (USA) Inc. v. American Buddha*, 16 N.Y.3d 295 (2011); 640 F.3d 497 (2d Cir. N.Y. 2011). Moreover, such practice has become widely accepted in many legal systems, as illustrated particularly by the application of the Brussels regime – currently Regulation (EU) 1215/2012 – by the courts of the EU Member States and the Court of Justice of the EU itself. In *Lucasfilm*, a copyright case, for instance, the English courts changed their restrictive position and interprets the Brussels Regulation (EU) 1215/2012 as supporting this approach (see *Lucasfilm v. Ainsworth* at [108], citing the ALI and CLIP Principles), see *Lucasfilm Ltd v. Ainsworth* [2011] UKSC 39 (UK).<sup>9</sup>

The Committee welcomes that the special provisions on Article 5(1)(k), (l) and (m) are construed as alternative and do not prevent the application of other bases listed in Article 5(1), such as the defendant's habitual residence to IP disputes and the possibility to recognize and enforce judgments on IP matters rendered by other courts than those competent under Article 5(1)(k), (l) and (m).

To make this issue clearer, the Committee considers that at least in the Explanatory Report to the Convention it should be clearly stated that a judgment in an intellectual property case could be recognized under other bases listed in Article 5 even if the conditions specified in sub-paragraphs (k), (l), and (m) are not satisfied.

### IV ARTICLE 6(A) ON EXCLUSIVE BASES FOR RECOGNITION AND ENFORCEMENT

To be sure, judgments concerning the validity of registered rights present circumstances where exclusive jurisdiction is appropriate. Thus, there is a basis for non-recognition in such cases, as provided by Article 6(a). If interpreted in a broad sense, the practical effect of the proposed Article 6(a) is that only courts of the state where IP right is registered shall have jurisdiction to determine issues related to registration or validity and this may undermine the jurisdiction of other courts in situations where validity or registration issues are raised as a mere defence or preliminary question. In particular, it is not unknown for defendants to assert frivolous challenges to validity in order to undermine the plaintiff's choice of forum.<sup>10</sup>

The ILA Committee recommends that if the Special Commission decides to keep Article 6(a), it should be modified by adding the following sentence:

*[...] However, foreign judgments should be recognized if the rendering court's determination of the validity of the foreign registered IP has effects only between the parties themselves.*

<sup>9</sup> Regarding patents, in *Actavis v. Lilly*, [2012] EWHC 3316, the English Court [para. 94] also relied on the Brussels Regulation and the Judgment of the CJEU in *Case C-616/10 Solvay SA v. Honeywell Fluorine Products Europe BV* [2012] ECR I-0000 at [48]-[51] (holding that Article 22(4) does not preclude the grant of a cross-border provisional injunction to restrain patent infringement under Article 31 of the Brussels I Regulation even where invalidity is raised as a defence).

<sup>10</sup> See, e.g., *Case C-616/10, Solvay v. Honeywell*, 2012 ECR 193 (CJEU).

In cases in which validity of a registered IP right is only incidentally challenged it is important to favour the cross-border effects of adjudication before the courts of a single country in respect of infringement, contractual and other claims. Therefore, the Committee welcomes and supports the special provisions of Article 8(3) of the Draft Convention in case of a ruling on the validity of a right referred to in Article 6.

### V MONETARY REMEDIES (ART. 12)

Article 12 of the February 2017 Draft Convention would allow recognition only of judgments which order monetary damages. Other kinds of measures, such as restraining orders would not be subject to recognition and enforcement. However, in order to streamline trans-national intellectual property litigation it is inevitable to ensure free flow of various court orders such as orders rendered in cases where the plaintiff seeks to obtain injunctive relief. Domestic courts around the world have begun to recognize court orders of injunctive relief. A forward-looking Convention should provide bases for the enforcement of injunctive relief as well, at least in intellectual property cases.

#### *Recommended Modifications to Article 12*

The ILA Committee recommends to delete Article 12.

---

## Documents de travail Nos 172 à 213

### Working Documents Nos 172 to 213

*Distribués en octobre 2017*

*Distributed in October 2017*

---

### No 172 – Proposal of the Observer for the International Trademark Association (INTA)

*Comments on Draft Convention on Recognition and Enforcement of Judgments of February 2017*

INTA is the global association of trademark owners and professionals dedicated to supporting trademarks and related intellectual property in order to protect consumers and to promote fair and effective commerce. INTA's members are more than 7,000 organizations from 190 countries and these organizations represent some 30,000 trademark professionals, including brand owners from major corporations as well as small and medium-sized enterprises, law firms and nonprofits, but also government agency members and individual professor and student members.

INTA undertakes advocacy work throughout the world to advance trademarks and offers educational programs and informational and legal resources of global interest.

Headquartered in New York City, INTA also has offices in Brussels, Santiago, Shanghai, Singapore and Washington D.C. and representatives in Geneva and New Delhi.

INTA's Enforcement Committee has created a special Task Force to analyze and monitor the developments surrounding the Draft Convention. After being represented as an Observer at the last two Special Commission meetings, INTA's Task Force proposed the adoption of a Board Resolution in support of the HCCH Convention and the inclusion of trademarks in its scope of application. The Board Resolution was approved on September 12, 2017 and confirms that INTA in general supports the HCCH Convention and the applicability of the Convention to trademark judgments, as long as the principles of territoriality of trademark rights and sovereignty of national courts are preserved and protected. The Board Resolution was added as Information Document No 11 of October 2017 to the Secure Portal of the HCCH website.

INTA welcomes the opportunity to provide comments to the current Draft Convention in preparation for the Special Commission meeting this November.

*Comments:*

It is INTA's position that subject to the preservation of the principle of territoriality of trademark rights and judgments, foreign recognition and enforcement of the actionable parts of such judgments will benefit brand owners in the protection of their rights in international disputes, which have become increasingly common in the era of online commerce. INTA therefore supports and recommends that judgments in trademark matters should remain within the scope and application of the Draft Convention as set out in Articles 2(1)(l) and 5(1)(k), (l) and (m). We therefore propose that if the restriction of Article 2(1)(l) is to be maintained, the brackets around the half sentence exempting copyright and trademarks be removed to permanently include these rights under the Convention.

In addition, the application of the Convention should include non-monetary judgments, the importance of which outweighs that of monetary judgments in IP matters by far. In fact, should the application of the Convention in trademark matters be restricted to monetary judgments, it would lose its significance for brand owners as the first priority in most IP and trademark cases is to enjoin the infringing activity rather than seek monetary compensation. As for the preservation of the principles of territoriality and sovereignty, it is INTA's position that the Draft in its current form and specifically Articles 5(1)(k), (l) and (m), 6(a), 7 and 8 contains safeguards to ensure the protection of these principles and enables courts to refuse recognition and enforcement should the compliance of a judgment with basic principles of law and fair process be in doubt .

Therefore, INTA proposes to delete the second brackets in Article 2(1)(l) and all of Article 12.

Article 2  
*Exclusions from Scope*

1 This Convention shall not apply to the following matters –

[...]

[(l) intellectual property rights~~}, except for copyright and related rights and registered and unregistered trademarks~~}]~~.~~

Article 12

~~*Non-monetary remedies in intellectual property matters*~~

~~A judgment granting a remedy other than monetary damages in intellectual property matters shall not be enforced under this Convention.~~

**No 173 – Proposal of the delegations of Switzerland and the United States of America**

Article 32 bis

*Declaration to confirm treaty relations*

*Explanation*

Unlike in the 2005 Convention on Choice of Court Agreements, the draft Judgments Convention would permit the circulation of judgments from a wide variety of jurisdictions in which a plaintiff may choose to sue a defendant, without any prior agreement by the two parties. Thus, for this Convention, the state of enforcement should have a more significant role in determining which States' judgments will be recognised and enforced. We therefore propose adding a new article based generally on the language provided by the Permanent Bureau in Article 25, Variant A, of Working Document No 78.

*Proposal*

1 This Convention shall only have effect between any two Contracting States if both States have each notified a declaration confirming the establishment of treaty relations under the Convention.

2 Each Contracting State shall notify its declarations confirming the establishment of treaty relations under the Convention with other Contracting States to the depositary. A Contracting State may withdraw or modify a declaration in accordance with Article 32.

3 The depositary shall circulate all declarations received to all Contracting States and to the Members of the HCCH.

**No 173 REV – Proposal of the delegations of Switzerland and the United States of America\***

Article 32 bis

*Declaration to confirm treaty relations*

*Explanation*

Unlike in the 2005 Convention on Choice of Court Agreements, the draft Judgments Convention would permit the circulation of judgments from a wide variety of jurisdictions in which a plaintiff may choose to sue a defendant, without any prior agreement by the two parties. Thus, for this Convention, the State of enforcement should have a more significant role in determining which States' judgments will be recognized and enforced. We therefore propose adding a new article based generally on the language provided by the Permanent Bureau in Article 25, Variant A, of Working Document No 78. This proposal would also allow a State to notify the depositary, in a single declaration, that it is willing to establish treaty relations with all Contracting States.

---

\* Work. Doc. No 173 REV was distributed in November 2017.

## Proposal

1 This Convention shall only have effect between any two Contracting States if both States have each notified a declaration confirming the establishment of treaty relations under the Convention.

2 Each Contracting State shall notify its declarations confirming the establishment of treaty relations under the Convention with other Contracting States to the depositary.

3 A Contracting State may notify a declaration confirming the establishment of treaty relations under the Convention with all current and future Contracting States.

4 A Contracting State may withdraw or modify a declaration in accordance with Article 32.

5 The depositary shall circulate all declarations received to all Contracting States and to the Members of the HCCH.

### No 174 – Proposal of the delegation of the Russian Federation

#### Article 2 *Exclusions from scope*

1 This Convention shall not apply to the following matters –

- (a) the status and legal capacity of natural persons;
- (b) maintenance obligations;
- (c) other family law matters, including matrimonial property regimes and other rights or obligations arising out of marriage or similar relationships;
- (d) wills and succession;
- (e) insolvency, composition, resolution of financial institutions, and analogous matters;
- (f) the carriage of passengers and goods;
- (g) marine pollution, limitation of liability for maritime claims, general average, and emergency towage and salvage;
- (h) liability for nuclear damage;
- (i) the validity, nullity, or dissolution of legal persons or associations or natural or legal persons, and the validity of decisions of their organs;
- (j) the validity of entries in public registers;
- (k) defamation [and privacy];
- (l) intellectual property rights[, except for copyright and related rights and registered and unregistered trademarks].

2 A judgment is not excluded from the scope of this Convention where a matter to which this Convention does not apply arose merely as a preliminary question in the proceedings in which the judgment was given, and not as an object of the proceedings. In particular, the mere fact that such a matter arose by way of defence does not exclude a judgment from the Convention, if that matter was not an object of the proceedings.

3 This Convention shall not apply to arbitration and related proceedings.

~~4 A judgment is not excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State, including a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party to the proceedings.~~

5 Nothing in this Convention shall affect privileges and immunities of States or of international organisations, in respect of themselves and of their property.

*This will allow to exclude from the scope of the Convention decisions rendered in relation to a foreign State.*

### No 175 – Proposal of the delegation of the Russian Federation

#### Article 3 *Definitions*

1 In this Convention –

- (a) “defendant” means a person against whom the claim or counterclaim was brought in the State of origin;
  - (b) “applicant” means a person who brought the claim in the State of origin;
  - (c) “judgment” means any decision on the merits given by a court, whatever that decision may be called, including a decree or order, and a determination of costs or expenses by the court (including an officer of the court), provided that the determination relates to a decision on the merits which may be recognised or enforced under this Convention. An interim measure of protection is not a judgment.
- 2 An entity or person other than a natural person shall be considered to be habitually resident in the State –
- (a) where it has its statutory seat;
  - (b) under whose law it was incorporated or formed;
  - (c) where it has its central administration; or
  - (d) where it has its principal place of business.

*If there is a definition for “defendant” there should be a definition for “applicant”.*

*The definitions of the “State of origin” and “requested State” should also be given in the Article 3 definitions.*

### No 176 – Proposal of the delegation of the Russian Federation

#### Article 7 *Refusal of recognition or enforcement*

It is necessary to include the following grounds for a refusal of recognition or enforcement: “the judgment has been made on the matters relating to exclusive jurisdiction of the courts of the requested State” and “situations involving infringements of security or sovereignty of that State”.

## No 177 – Proposal of the delegation of the Russian Federation

### Article 21

#### Option 1

1 Where a State has a strong interest in not applying this Convention to a specific matter, including matters on which a judgment ruled falls within exclusive jurisdiction of its courts in accordance with its national law, that State may declare that it will not apply the Convention to that matter and its courts will refuse to recognise or enforce a judgment on that matter.

The State making such a declaration shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that the specific matter excluded is clearly and precisely defined.

2 [...]

#### Option 2

1 [...]

2 [...]

3 Where a State has a strong interest in not applying this Convention to matters on which a judgment ruled falls within exclusive jurisdiction of its courts in accordance with its national law that State may declare that it will not apply the Convention to that matter and its courts will refuse to recognise or enforce a judgment on that matter.

The State making such a declaration shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that the specific matter excluded is clearly and precisely defined.

## No 178 – Proposal of the delegation of the Russian Federation

### Article 26

#### *Relationship with other international instruments*

1 This Convention shall be interpreted so far as possible to be compatible with other treaties in force for Contracting States, whether concluded before or after this Convention.

2 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty that was concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, if applying this Convention would be inconsistent with the obligations of that Contracting State to any non-Contracting State. This paragraph shall also apply to treaties that revise or replace a treaty concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, ~~except to the extent that the revision or replacement creates new inconsistencies with this Convention.~~

3 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, whether concluded before or after this Convention, for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that treaty. ~~However, the judgment shall not be recognised or enforced to a lesser extent than under this Convention.~~

4 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty which, in relation to a specific matter, governs the recognition or enforcement of judgments, even if concluded after this Convention and even if

all States concerned are Parties to this Convention. This paragraph shall apply only if the Contracting State has made a declaration in respect of the treaty under this paragraph. In the case of such a declaration and to the extent that any inconsistencies exist between the above-mentioned treaty and this Convention, other Contracting States shall not be obliged to apply this Convention to a judgment which relates to that specific matter and which was rendered by a court of a Contracting State that made the declaration.

5 This Convention shall not affect the application of the rules of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention, whether adopted before or after this Convention as concerns the recognition or enforcement of judgments as between Member States of the Regional Economic Integration Organisation.

*The Convention shall not affect the existing bilateral and multilateral treaties of the Russian Federation, providing other rules of recognition and enforcement of foreign judgments than under the Convention.*

## No 179 – Proposal of the delegation of the Russian Federation

*We would like to include the following article:*

“A Contracting State may declare that, to the extent set forth in that declaration, it shall not apply the Convention to a judgment which arose from a proceeding to which was a party:

- a State and/or its various organs of government; or
- constituent units of a federal State or political subdivisions of the State, which are entitled to perform acts in the exercise of sovereign authority, and are acting in that capacity; or
- agencies or instrumentalities of the State or other entities, to the extent that are entitled to perform and are actually performing acts in the exercise of sovereign authority of the State; or
- representatives of the State acting in that capacity.

With regard to such a judgment the Convention shall not apply in the Contracting State that made the declaration and in all other Contracting States.

## No 180 – Proposal of the delegations of Brazil and Israel on IP matters

### Article 5

#### *Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

[...]

~~[(k) the judgment ruled on an infringement of a patent, [...]]~~

~~[(l) the judgment ruled on the ownership or subsistence of copyright [...]]~~

~~[(m) the judgment ruled on an infringement of copyright [...]] [...]~~

3 If recognition and enforcement is sought in matters of intellectual property rights not referred to in Article 6(a), Article 5(1) shall not apply, and the following provisions apply –

- (a) if a judgment ruled on an infringement in the State of origin of an intellectual property right that is governed by that State's law, and that judgment was given by a court in that State applying that State's law, the monetary component of such judgment is eligible for recognition and enforcement;
- (b) if a judgment ruled on the validity of an intellectual property right and that judgment was given by a court in the State in which the right is governed applying that State's law, it is eligible for recognition.

#### Article 6

##### *Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

- (a) a judgment that ruled on the registration or validity of an intellectual property right required to be granted or registered shall be recognised if and only if the State of origin is the State in which grant or registration has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken place [under the terms of an international or regional instrument], and shall not be enforced; [...]

#### Article 7

##### *Refusal of recognition or enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

[...]

~~[(g) the judgment ruled on an infringement of an intellectual property right, applying to that right a law other than the law governing that right.] [...]~~

#### Article 8

##### *Preliminary questions*

1 Where a matter to which this Convention does not apply, or a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled arose as a preliminary question, the ruling on that question shall not be recognised or enforced under this Convention.

2 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter to which this Convention does not apply, or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled.

~~3 However, in the case of a ruling on the validity of a right referred to in Article 6, paragraph (a), recognition or enforcement of a judgment may be postponed, or refused under the preceding paragraph, only where –~~

- ~~(a) that ruling is inconsistent with a judgment or a decision of a competent authority on that matter given in the State referred to in Article 6, paragraph (a); or~~
- ~~(b) proceedings concerning the validity of that right are pending in that State.~~

~~A refusal under sub paragraph (b) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment. [...]~~

#### [Article 12

##### *Non-monetary remedies in intellectual property matters*

~~A judgment granting a remedy other than monetary damages in intellectual property matters shall not be enforced under this Convention.]~~

#### **No 181 – Proposition des délégations d'Israël et du Canada – Proposal of the delegations of Canada and Israel**

##### *Suppression de l'article 16*

#### [Article 16

##### *Frais de procédure*

~~1—Aucune sûreté, caution ou dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposée en raison, soit de sa seule qualité d'étranger, soit du seul défaut de domicile ou de résidence habituelle dans l'État requis, à la partie qui demande l'exécution dans un État contractant d'une décision rendue dans un autre État contractant.~~

~~2—Toute condamnation aux frais et dépens, rendue dans un État contractant contre toute personne dispensée du versement d'une sûreté, d'une caution ou d'un dépôt en vertu du paragraphe premier est, à la demande du créancier, déclarée exécutoire dans tout autre État contractant.]~~

\* \* \*

##### *Deletion of Article 16*

#### [Article 16

##### *Costs of proceedings*

~~1—No security, bond or deposit, however described, shall be required from a party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgment given in another Contracting State on the sole ground that such party is a foreign national or is not domiciled or resident in the State in which enforcement is sought.~~

~~2—An order for payment of costs and expenses of proceedings, made in a Contracting State against any person exempt from requirements as to security, bond, or deposit by virtue of paragraph 1 shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable in any other Contracting State.]~~

#### **No 182 – Proposal of the delegations of Israel, Switzerland and Uruguay**

##### *Deletion of Article 19 (No legalisation)*

~~All documents forwarded or delivered under this Convention shall be exempt from legalisation or any analogous formality, including an Apostille.~~

##### *Explanation*

Bearing in mind Article 14(1) of the Draft Convention, there is no reason to prohibit Contracting States from requiring legalization of documents. Legalization is commonly used by courts to ensure the authenticity of documents, and for many States, this is a threshold requirement for recognition or enforcement of foreign judgments. In addition,

legalization should generally not be an overly burdensome procedure, particularly for States that are Parties to the Apostille Convention.

A legalization requirement can be particularly important considering the wide variety of legal systems envisioned to become subject to the Convention. Furthermore, the Draft Convention does not envisage the appointment of Central Authorities that could communicate with each other to ascertain the authenticity of documents, and as such, no alternative exists for those States for which legalization is deemed necessary.

It should be noted that the deletion of Article 19 would not prevent Contracting States from dispensing with a legalization requirement if they wish to do so. Rather, it allows for flexibility, enabling each Contracting State to decide for itself whether legalization is necessary or not. Given that the Draft Convention aims to be global in nature, such flexibility is imperative for States that wish to preserve the ability to require legalization of documents.

### No 183 – Proposal of the delegation of Israel

*Modification of Article 7(1)(c) (Refusal of recognition or enforcement)*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

[...]

(c) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the public policy of the requested State, including situations where the specific proceedings leading to the judgment were incompatible with fundamental principles of procedural fairness of that State [and situations involving infringements of security or sovereignty of that State];

### No 184 REV – Proposal of the delegations of Japan, Switzerland and the European Union

#### Article 26

*Relationship with other international instruments*

1 This Convention shall be interpreted so far as possible to be compatible with other treaties in force for Contracting States, whether concluded before or after this Convention.

2 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty or other international instrument that was concluded before this Convention entered into force for that Contracting State as concerns the recognition or enforcement of judgments between Parties to that instrument.

3 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty or other international instrument concluded after this Convention entered into force for that Contracting State for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that instrument. Nothing in the other instrument shall affect the obligations under Article 6 towards Contracting States that are not Parties to that instrument.

4 This Convention shall not affect the application of the rules of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention, whether adopted before or after this Convention, as concerns the recognition or en-

forcement of judgments between Member States of the Regional Economic Integration Organisation.

### No 185 A – Proposal of the delegation of Uruguay

*Article 4, paragraph 2*

2 ~~Without prejudice to such review as is necessary for the application of the provisions of this Chapter,~~ There shall be no review of the merits of the judgment given by the court of origin.

*Explanation*

The principle of the no review of the merits of the judgment given by the court of origin shall be clearly stated. The redaction of the current version starts expressing an exception and not a rule. Moreover: the provisions of Chapter II have their own ground for application, and they do not require, in any case, a revision of the merits of the judgment.

### No 185 A REV – Proposal of the delegations of Brazil and Uruguay\*

*Article 4, paragraph 2*

2 ~~Without prejudice to such review as is necessary for the application of the provisions of this Chapter,~~ There shall be no review of the merits of the judgment given by the court of origin.

*Explanation*

The principle of the no review of the merits of the judgment given by the court of origin shall be clearly stated. The redaction of the current version starts expressing an exception and not a rule. Moreover: each provision of Chapter II has its own ground for application, and they do not require, in any case, a revision of the merits of the judgments.

### No 185 B – Proposal of the delegation of Uruguay

*Article 16*

To remove square brackets and keep this Article as part of the Convention.

*Explanation*

The Article ensures access to justice without discrimination and on an equal footing, and taking into account the human rights involved and the progress made in this field in other international private law instruments, it should be maintained in the Convention.

### No 186 – Proposal of the delegations of Israel and the United States of America

#### Article XX

*Declarations with respect to judgments pertaining to governments*

1 A State may declare that it shall not apply this Convention to judgments which arose from a proceeding to which it is a party, or to which any governmental agencies or any person acting on behalf of a governmental agency is

\* Work. Doc. No 185 A REV was distributed in May 2018.

a party, only to the extent specified in the declaration.<sup>1</sup> The State making such a declaration shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that the specific scope excluded is clearly and precisely defined.

2 With regard to a declaration made pursuant to paragraph 1, the Convention shall not apply to the excluded proceedings as specified and defined in the declaration –

- (a) in the Contracting State that made the declaration;
- (b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought.

#### **No 187 – Proposal of the delegations of Israel and the United States of America**

##### *Article 2 Exclusions from Scope*

1 This Convention shall not apply to the following matters –

[...]

- (m) activities of armed forces, including the activities of their personnel in the exercise of their official duties;
- (n) law enforcement activities, including the activities of law enforcement personnel in the exercise of official duties;

#### **No 188 – Proposal of the delegations of Israel and the United States of America**

##### *Article 2 Exclusions from Scope*

2.6 This Convention shall not apply to judgments arising from conduct within the scope of an agreement between States on the presence, status, or conduct of armed forces and their personnel.

2.7 This Convention shall not apply to judgments arising from conduct within the scope of an agreement between States on the presence, status, or conduct of law enforcement agencies and their personnel.

#### **No 189 – Proposal of the delegation of the United States of America**

##### *Article 1 Scope*

To assist in clarifying the intended meaning of “civil and commercial,” we propose including the following explanation in the Explanatory Report:

The phrase “civil and commercial,” which defines the overall scope of the Convention, excludes matters that are penal. A matter is penal when a State or person authorized by law seeks to punish a person for conduct proscribed by criminal law, or when monies are sought by or for a State that do not compensate the State or those for whom it acts for losses resulting from the conduct at issue.

<sup>1</sup> The Explanatory Report will clarify that this provision is not intended to explicitly allow declarations in respect of State-owned companies.

#### **No 190 – Proposal of the delegation of the United States of America**

##### *Article 2 Exclusions from Scope*

1 This Convention shall not apply to the following matters –

[...]

- ~~(g) marine pollution, limitation of liability for maritime claims, general average, and emergency towage and salvage;~~

#### **No 191 – Proposal of the delegation of the United States of America**

##### *Article 2 Exclusions from Scope*

The United States proposes that all references to intellectual property matters be eliminated from this Convention, as shown in amended Article 2(1)(1)-(1 bis):

1 This Convention shall not apply to the following matters –

[...]

- ~~{(l) intellectual property rights[, except for copyright and related rights and registered and unregistered trademarks]], including without limitation –~~
  - ~~(i) patents, utility models, registered and unregistered designs, and plant variety protection;~~
  - ~~(ii) registered and unregistered trademarks, geographical indications, appellations of origin;~~
  - ~~(iii) copyright and related rights; and~~
  - ~~(iv) trade secrets, confidential business information, confidential information, and undisclosed test or other data submitted to a regulatory authority to obtain regulatory approval;~~
- (1 bis) other matters related to intellectual property, including traditional knowledge and traditional cultural expressions, and anti-competition or antitrust matters involving intellectual property.

Consistent with the above proposal, Articles 5(1)(k)-(m), 6(a), 7(1)(g), 8(3), and 12 would then be deleted, as indicated below.

##### *Article 5 Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

[...]

- ~~{(k) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, industrial design, plant breeder's right, or similar right required to be granted or registered and it was given by a court in the State of origin in which the grant or registration of the right concerned has taken place, or is deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument[,~~

unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity can not reasonably be seen as having been targeted at that State];]

~~[(l) the judgment ruled on the ownership or subsistence of copyright or related rights, [or use-based trademarks, trade names, or unregistered designs] [or other intellectual property rights not required to be registered] and the right is governed by the law of the State of origin;]~~

~~[(m) the judgment ruled on an infringement of copyright or related rights, [or use-based trademarks, trade names, or unregistered designs] [or other intellectual property rights not required to be registered] and the right is governed by the law of the State of origin, [unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];]~~

[...]

Article 6  
*Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

~~[(a) a judgment that ruled on the registration or validity of a patent, trademark, industrial design, plant breeder's right, or similar right required to be granted or registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which grant or registration has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument;]~~

[...]

Article 7  
*Refusal of recognition or enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

[...]

~~[(g) the judgment ruled on an infringement of an intellectual property right, applying to that right a law other than the law governing that right.]~~

Article 8  
*Preliminary questions*

[...]

~~3 However, in the case of a ruling on the validity of a right referred to in Article 6, paragraph (a), recognition or enforcement of a judgment may be postponed, or refused under the preceding paragraph, only where –~~

~~(a) that ruling is inconsistent with a judgment or a decision of a competent authority on that matter given in the State referred to in Article 6, paragraph (a); or~~

~~(b) proceedings concerning the validity of that right are pending in that State.~~

~~A refusal under sub-paragraph (b) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.~~

[Article 12  
*Non-monetary remedies in intellectual property matters*

~~A judgment granting a remedy other than monetary damages in intellectual property matters shall not be enforced under this Convention.]~~

### **No 192 – Proposal of the delegation of the United States of America**

To the extent that the court of origin misapplied the law of the requested State in issuing a judgment, the requested State should be able to refuse recognition or enforcement of that judgment. Including such an exception in Article 7 protects States' interests in ensuring the accurate and consistent application of their domestic law.

Article 7  
*Refusal of Recognition or Enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

[...]

~~(h) and to the extent that the judgment results from an error made by the court of origin in applying the substantive law of the requested State.~~

### **No 193 – Proposal of the delegation of the United States of America**

Article 7  
*Refusal of Recognition or Enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

[...]

~~(i) in accordance with the law of the requested State, the limitation period for enforcement of a judgment has expired.~~

### **No 194 – Proposal of the delegation of the United States of America**

Article 7  
*Refusal of recognition or enforcement*

*Explanation*

Although Article 2(3) removes arbitration from the scope of the draft Convention, at least two additional situations related to alternative dispute resolution should be explicitly addressed in the text.

First, the language in Article 2(3) may not be sufficiently broad with respect to arbitration, even in combination with Article 8(2). If the State of origin issues a judgment on a dispute that the parties had agreed to resolve through arbitration, but the judgment does not address the agreement to arbitrate (such as if it is a default judgment), the judgment may not clearly relate to arbitration (and thus Article 2(3) may not apply), nor would arbitration necessarily have been raised as a preliminary question (and thus Article 8(2) may not apply). As the requested State may see itself as obligated under other treaties (such as the New York Convention, the Panama Convention, or bilateral treaties) to give effect to the agreement to arbitrate, this Convention should not require the State to recognize or enforce the problematic judgment.



Second, UNCITRAL will soon be finalizing a Convention on mediated settlements. We expect Working Group II to finish the substantive work on the Convention in February 2018 and then send the Convention to the Commission for approval. Under the compromise approach developed by the Working Group in February 2017 and endorsed in July 2017 by the UNCITRAL Commission, the Convention will cover not only enforcement of mediated settlements but also the use of mediated settlements as a defense. (The Working Group could not agree on whether “recognition” of mediated settlements would be covered, as “recognition” may have different procedural implications in different legal systems. Under the compromise that was reached, the word “recognition” is omitted, but the Convention describes functionally the particular aspect of recognition that needed to be covered – *i.e.*, the ability of a party to the mediated settlement to invoke the settlement as a defense and, if the conditions in the Convention are met (*i.e.*, the definitions and application requirements are satisfied, and none of the defenses in the Convention apply) to thereby prove that the dispute was already resolved.)

Thus, in order not to conflict with the work of UNCITRAL, the Judgments Convention needs to ensure that a State may refuse to recognize or enforce a judgment due not only to the existence of an arbitral award but also to the existence of a mediated settlement. If the State of origin issued a judgment despite a mediated settlement between the parties to the dispute, the requested State may be obligated under the UNCITRAL Convention to give effect to the mediated settlement and thus should be able to refuse recognition and enforcement of the judgment.

These issues could be addressed either in Article 7, as proposed below, or by broadening the scope of Article 26(2), as proposed in a separate working document.

#### *Proposal*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

[...]

#### (j) the judgment

(i) is inconsistent with an arbitral award or mediated settlement between the same parties on the same subject matter, where that arbitral award or mediated settlement fulfills the conditions necessary for its recognition or enforcement in the requested State; or

(ii) ruled on the merits of a dispute despite the parties’ agreement to arbitrate, if the courts of the requested State, if they had been seized of the same dispute, would have referred the parties to arbitration.

#### **No 195 – Proposal of the delegation of the United States of America**

##### Article 9 *Equivalent effects*

~~A judgment recognised or enforceable under this Convention shall be given the same effect it has in the State of origin. If the judgment provides for relief that is not available under the law of the requested State, that relief shall, to the extent possible, be adapted to relief with effects equivalent to, but not going beyond, its effects under the law of the State of origin.~~

The current Article 9 “equivalent effects” contains two components: (1) a rule on effects in the law of the State addressed of a judgment recognized or enforced under the Convention, and (2) a rule on relief. We propose to treat each component separately, as follows:

#### *Claim preclusion*

##### *Article 15(3) (or addition to Article 4(2), or new Article 4(5))*

A claim resolved by a judgment recognised or enforced under this Convention shall not be subject to further litigation in the courts of the requested State, except as permitted in this Convention.

#### *[Definition*

A claim is resolved by a judgment to the extent that the judgment determines the existence or non-existence of rights or obligations asserted in the claim.]

#### *Remedies other than money damages*

A judgment ordering a remedy other than money damages shall be recognised and enforced to the extent the judgment awards a remedy authorised by the law of the requested State in the circumstances. If the law of the requested State does not authorise the particular remedy ordered in the judgment in the circumstances, the requested court shall order a remedy available and appropriate in its own law as if it had been the court of origin.

#### *[Definition*

“Remedy” is any direction in a judgment, explicit or implicit, that a person act or not act in a specified manner.]

#### **No 196 – Proposal of the delegation of the United States of America**

##### Article 25

##### *Non-unified legal systems*

Article 28 permits States with two or more territorial units to declare that they want the Convention to apply only to some of those territorial units. However, the current draft of Article 25 – which provides rules for applying the Convention to States with multiple territorial units – does not restrict its scope to States that have made a declaration under Article 28. Thus, even if a State with multiple territorial units wants the Convention to apply to its entire territory uniformly, without regard to preexisting differences in law among territorial units, Article 25 would still treat that State differently. For some aspects of Article 25, this result seems appropriate – *e.g.*, in construing references to the law or procedure of a State as referring to the law or procedure of the relevant territorial unit.

However, in other instances, the application of Article 25 to States that have not made Article 28 declarations would be inappropriate. In particular, if the Convention applies to a State’s entire territory, construing references to “habitual residence” or “a connection with a State” as referring only to a territorial unit rather than the State as a whole would inappropriately restrict the circulation of the State’s judgments under Article 5. Thus, we believe that paragraphs 1(b) and 1(d) in Article 25 should be restricted to States that have made a declaration under Article 28, as only for those States should judgments tied to particular territorial units be treated differently.

1 In relation to a Contracting State in which two or more systems of law apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention –

[...]

(b) any reference to habitual residence in a State shall be construed as referring, where appropriate and where the State has made a declaration under Article 28, to habitual residence in the relevant territorial unit;

[...]

(d) any reference to a connection with a State shall be construed as referring, where appropriate and where the State has made a declaration under Article 28, to a connection with the relevant territorial unit.

[...]

#### **No 197 – Proposal of the delegation of the United States of America**

##### Article 26

##### *Relationship with other international instruments*

We propose several changes to Article 26.

First, we suggest that paragraph 2 should provide broader protection for a State's ability to comply with obligations under treaties adopted before this Convention enters into force for that State. States should continue to be able to apply an existing treaty even if all Parties to that treaty become Parties to this Convention as well.

Second, with that change to paragraph 2, paragraph 3 can then be restricted to later-in-time treaties, and can continue to apply only to judgments given by courts of other parties to such treaties.

Third, with these changes, paragraph 4 becomes unnecessary.

Fourth, we suggest adding a new paragraph to address concerns raised by at least one delegation regarding existing instruments that do not qualify as treaties.

1 This Convention shall be interpreted so far as possible to be compatible with other treaties in force for Contracting States, whether concluded before or after this Convention.

2 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty that was concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, ~~if applying this Convention would be inconsistent with the obligations of that Contracting State to any non-Contracting State~~. This paragraph shall also apply to treaties that revise or replace a treaty concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, except to the extent that the revision or replacement creates new inconsistencies with this Convention.

3 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty, ~~whether concluded before or after this Convention enters into force for that Contracting State~~, for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that treaty. ~~However, the judgment shall not be recognised or enforced to a lesser extent than under this Convention.~~

~~4 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty which, in relation to a specific matter, governs the recognition or enforcement of judgments, even if concluded after this Convention and even if all States concerned are Parties to this Convention. This paragraph shall apply only if the Contracting State has made a declaration in respect of the treaty under this paragraph. In the case of such a declaration and to the extent that any inconsistencies exist between the above-mentioned treaty and this Convention, other Contracting States shall not be obliged to apply this Convention to a judgment which relates to that specific matter and which was rendered by a court of a Contracting State that made the declaration.~~

5 This Convention shall not affect the application of the rules of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention, whether adopted before or after this Convention as concerns the recognition or enforcement of judgments as between Member States of the Regional Economic Integration Organisation.

5 A Contracting State may declare that other international instruments listed in the declaration shall remain unaffected by this Convention.

#### **No 198 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea**

##### Article 2

##### *Exclusions from scope*

1 This Convention shall not apply to the following matters –

[...]

(1 bis) anti-trust (competition) matters.

*N.B.* It is proposed to exclude anti-trust (competition) matters, considering the practical difficulties that may occur by *not* excluding this matter.

1) The 2005 Choice-of-Court Convention makes this exclusion, even where the parties agreed on dispute resolution procedure. This cautious approach is all the more plausible where one party unilaterally chose the forum.

2) Inclusion of anti-trust (competition) may entail a negative impact on the practical function of the future Convention, particularly in contracts.<sup>1</sup> When a contracting party (A) tries to sue its contracting partner (B) for a breach of contract, A's practical choice will often be to sue in B's home court, because Article 5(1)(g) restricts the place-of-performance jurisdiction. In B's home State, however, A may face B's defense and counterclaim alleging A's violation of the anti-trust (competition) law of the forum. This may lead to limit what A can do with B's breach of contract. The difficulty for A will be more significant if B's home state applies its anti-trust (competition) law extraterritorially.

3) Preliminary Document No 4 explains that an "action filed by public authorities acting on behalf of private parties" is to be classified as a "civil and commercial" action.<sup>2</sup> Including anti-trust (competition) in the scope might create a worldwide trend of introducing this

<sup>1</sup> Cf. Hartley/Dogauchi Report, para. 62: "[Anti-trust (competition)] actions can arise from a contractual relationship – e.g. when a plaintiff who is a party to an anti-competitive agreement invokes the nullity of the agreement, or when a buyer seeks repayment of excessively high prices paid to his seller [...]."

<sup>2</sup> "Note on Article 1(1) of the 2016 Preliminary Draft Convention and the Term 'Civil or Commercial Matters'", Prel. Doc. No 4 of December 2016, para. 41.

form of lawsuit in its stronger form. Notably, this form of public interest action is not necessarily limited to represent “consumers”,<sup>3</sup> but it has a potential to cover business customers as well. Moreover, there may be borderline cases between such action and “action filed by public authorities (e.g., competition authorities) in the exercise of their public powers”,<sup>4</sup> due to the inherent public law nature (or element) of this area. We do not know how much the chilling effect will be on the global economy.

- 4) Anti-trust (competition) law often deals with the relationship between different corporations, and this area has a unique possibility of “forum shopping”. From the Contracting States where the related corporations are habitually resident, a plaintiff may choose a forum which is most inconvenient to the real target and has the strongest regulation. The plaintiff has only to sue the local company and allege a *strictly territorial* application of the anti-trust (competition) law of the forum, in order to inflict an economic impact on the whole business network, *i.e.*, to create an extraterritorial “spill-over” effect. If we introduce a new facility to facilitate circulation of judgments in this area, potential plaintiffs will see themselves empowered in an unprecedented level.
- 5) If Articles 3(2)(d) or 5(1)(b) should be construed to cover the disputed assertion of general jurisdiction over a foreign defendant by “veil-piercing”, it may create serious consequences, particularly in anti-trust (competition) case

#### No 199 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea

##### Article 3 Definitions

[...]

2 An entity or person other than a natural person shall be considered to be habitually resident in the State –

[...]

- (d) where it has its principal [place of business/business establishment] without separate legal personality

##### Article 5 Bases for recognition and enforcement

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

[...]

- (b) the natural person against whom recognition or enforcement is sought had his or her principal [place of business/business establishment] without separate legal personality in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that business;

<sup>3</sup> Prel. Doc. No 4, para. 41 only mentions a public interest litigation representing “customers.”

<sup>4</sup> Prel. Doc No 4, para. 41.

N.B.

- 1) The delegation of the European Union made the following points clear with regard to Article 5(1)(b) in the February 2017 meeting:
  - i) the place of activity alone, however systematic or routine, may not constitute a “place of business” as the term is used in the future Convention;
  - ii) in order to constitute a “place of business”, it should take the form of an office or some form of establishment.

The proposal is to apply the same standard to Article 3(2)(d). One solution would be to change the term “place of business” to “business establishment”. If this departure from the 2005 Choice of Court Convention should be undesirable, we would ask the Explanatory Report to explain that this point coherently pertains to Articles 3(2)(d), 5(1)(b) and 5(1)(d).

- 2) The other part of the proposal is to leave the jurisdictional “veil-piercing” doctrine out of the scope. It is a sensitive issue on which doctrines and case law are still developing. The Special Commission has shown its prudence to leave it outside the agenda, and Article 5(1)(d) uses the phrase “without separate legal personality”, thereby excluding the applicability of “veil-piercing” theory explicitly. This cautious approach should also be adopted explicitly in Articles 3(2)(d) and 5(1)(b), so as to avoid unnecessary controversy and enhance clarity.<sup>1</sup>

#### No 200 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea

##### Article 4 General provisions

1 A judgment given by a court of a Contracting State (State of origin) shall be recognised and enforced in another Contracting State (requested State) in accordance with the provisions of this Chapter. Recognition shall take effect when its requirement provided in this Convention is met. Recognition or enforcement may be refused only on the grounds specified in this Convention.

N.B.: While recognition should ideally be automatic, the Special Commission uses its prudence to not require automatic recognition, in order to accommodate those Members which require a certain procedure for recognition. However, there should be a minimum guarantee that a decision to “recognise” in those Members should have a retrospective effect. Otherwise, a later judgment given in those Members will be given a priority over a preexisting foreign judgment which satisfies all requirements for recognition.

<sup>1</sup> The “Explanatory Note providing background on the proposed draft text and identifying outstanding issues”, Prel. Doc. 2 of April 2016, para. 54, explains that Art. 3(2) uses the phrase “[any] person other than a natural person” to cover a body that does not have a formal legal personality. This is a separate issue from “piercing the corporate veil”.

**No 201 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea**

Article 5  
*Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

[...]

- (j) the judgment ruled on a non-contractual obligation arising from death, physical injury, damage to or loss of tangible property, and the defendant's act [...] directly causing such harm occurred in the State of origin, irrespective of where that harm occurred;

*N.B.*

- 1 It is proposed to add “defendant’s”. This proposal aims to clarify that Article 5(1)(j) test will apply to each defendant: one tortfeasor’s act (or act or omission) may not subject other tortfeasors to Article 5(1)(j). Alternatively, a brief explanation in the Explanatory Report would also be helpful.
- 2 It is proposed to delete “or omission” for two reasons. First, there is no safeguard on how one place may qualify as the place of omission. Second, the courts will need to make a legal reasoning in order to determine where an “omission” occurred. The court of origin and the courts requested may reach a different conclusion. The same kind of concern led to requiring the parties’ agreement and “purposeful and substantial” activities in Article 5(1)(g).
- 3 If the defendant not only made the alleged omission but also acted positively in the State of origin, the court of origin may make it clear in its judgment, which the court requested may recognize and enforce with greater ease.

**No 202 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea**

Article 5  
*Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

[...]

- (n) the judgment ruled on the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, and –
- (i) at the time the proceedings were instituted, the State of origin was designated in the trust instrument as a State in which disputes about such matters are to be determined;
  - (ii) the law of the State of origin is expressly [...] designated in the trust instrument as the law governing the aspect of the trust that is the subject of the litigation that gave rise to the judgment[, unless the defendant’s activities in relation to the trust clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State]; or

- (iii) at the time the proceedings were instituted, the State of origin was expressly [...] designated in the trust instrument as the State in which the principal place of administration of the trust is situated.

This sub-paragraph only applies to judgments regarding internal aspects of a trust between persons who are or were within the trust relationship;

*N.B.*

First, it is proposed to change “concerns” to “ruled on”, as the latter expression is consistently used throughout Articles 5 and 6.

Second, it is proposed to avoid giving effect to an implied choice in sub-subparagraphs (ii) and (iii), for the following reasons:

- 1 The 2005 Choice of Court Convention does not mention “implicit” choice of court agreement. A parallel approach is recommendable.<sup>1</sup>
- 2 It is difficult to see how a designation is made in a trust instrument without constituting an express designation. In regard of sub-subparagraph (iii), the Explanatory Report could explain that the use of the exact term “principal place of administration” is not strictly necessary.
- 3 A settlor may easily make an express designation at any time before a proceeding is instituted.
- 4 The concept of “implied” choice is not always clear, and some courts may be interested in extending this basis, *e.g.*, searching for a “presumed” choice in the name of “implied” choice, or delving into an objective test of “the closest connection”.
- 5 The present language would give effect to an implied choice in an even broader scope than the 1985 Trusts Convention.<sup>2</sup>

**No 203 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea**

Article 7  
*Refusal of recognition or enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

[...]

- (f) [Variant A] the judgment is inconsistent with an earlier judgment given in another State between the same parties on the same subject matter, provided that the earlier judgment fulfills the conditions necessary for its recognition in the requested State, or, where Article 4(4)(b) or (c) applies in the requested State, it may be expected that the earlier judgment will fulfill the same conditions when it becomes no longer subject to ordinary method of appeal;

<sup>1</sup> The HCCH Principles on Choice of Law in International Commercial Contracts (2015), Art. 4, first sentence provides: “A choice of law, or any modification of a choice of law, must be made expressly or appear clearly from the provisions of the contract or the circumstances.”

<sup>2</sup> Art. 6(1) of the 1985 Trust Convention provides that “[a] trust shall be governed by the law chosen by the settlor. The choice must be express or be implied in the terms of the instrument creating or the writing evidencing the trust, interpreted, if necessary, in the light of the circumstances of the case.”

[Variant B] the judgment is inconsistent with a [...] judgment given in another State between the same parties on the same subject matter, provided that the [...] judgment has already fulfilled the conditions necessary for its recognition in the requested State;

1bis Recognition and enforcement shall be refused if the conflicting judgment that fulfills the conditions provided in paragraph 1 (f) was given by a court of a Contracting State.

*N.B.*

[Article 7(1)(f)]

- 1 The proposal aims to enhance predictability to the parties, regarding how a requested State invoking Article 4(4)(b) or (c) will deal with the issue of conflicting judgments.
- 2 Variant A will give effect to the “first judgment” rule consistently, even for the requested States that invoke Article 4(4)(b) or (c). Variant A can give more predictability to the parties on how requested States (covering both those invoking Article 4(4)(b) or (c) and those that do not) will deal with conflicting judgments of two Contracting States.<sup>1</sup>
- 3 Variant B will allow a requested State that applies Article 4(4) to follow a coherent standard within that State. Variant B may be more coherent with the spirit of Article 4(4).

[New paragraph *1bis*]

The aim of the proposal is to ensure that the recognition of a judgment of a Contracting State, once made, shall not be overturned by the later recognition of a conflicting judgment given in another Contracting State between the same parties on the same subject matter.

#### **No 204 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea**

[Article 12]

*Non-monetary remedies in intellectual property matters*

A judgment granting a remedy other than monetary damages in intellectual property and anti-trust (competition) matters shall not be enforced under this Convention.]

*N.B.:* The possibility of an injunction having a public law character appears to be as strong in anti-trust (competition) as well as intellectual property area. It also appears that injunctions issued in anti-trust (competition) cases may be enforced in the State of origin in a large measure.

---

<sup>1</sup> Reference was made to Art. 34(1) of the European Commission Proposal to reform the Brussels I Regulation, COM(2010) 748 final of 14 December 2010: “[...] if proceedings in relation to the same cause of action and between the same parties are pending before the courts of a third State at a time when a court in a Member State is seised, that court may stay its proceedings if: (a) the court of the third State was seised first in time; (b) *it may be expected that* the court in the third State will, within a reasonable time, render a judgment that *will be capable of recognition* and, where applicable, enforcement in that Member State; and (c) the court is satisfied that it is necessary for the proper administration of justice to do so.” [Emphasis added.]

#### **No 205 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea**

[Article 19  
*No legalisation*]

All documents forwarded or delivered under this Convention to the requested State by the State of origin, as the case may be, shall be exempt from legalisation or any analogous formality, including an Apostille.]

*N.B.:* Article 19 may be of value if a court requested requires or receives documents from the authorities of the State of origin directly. There do exist national laws which require or allow the court of origin or its higher judicial authority to institute recognition or enforcement proceedings.

#### **No 206 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea**

Article 25  
*Non-unified legal systems*

1 In relation to a Contracting State in which two or more systems of law apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention –

[...]

2 Notwithstanding the preceding paragraph, such Contracting State [...] shall not be bound to apply this Convention to situations which involve solely such different territorial units.

3 A court in a territorial unit of such Contracting State [...] shall not be bound to recognise or enforce a judgment from another Contracting State solely because the judgment has been recognised or enforced in another territorial unit of the same Contracting State under this Convention.

4 [...]

*N.B.:* The reference to non-unified legal systems may appear slightly different in the current language of Article 25(1) and Articles 25(2) and (3). The phrase “with regard to any matter dealt with in this Convention” does not appear in Articles 25(2) and (3). For clarity, the definition used in paragraph 1 could be used consistently.

#### **No 206 REV – Proposal of the delegation of the Republic of Korea\***

Article 25  
*Non-unified legal systems*

1 In relation to a Contracting State in which two or more systems of law apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention –

[...]

2 Notwithstanding the preceding paragraph, such Contracting State [...] shall not be bound to apply this Convention to situations which involve solely such different territorial units.

3 A court in a territorial unit of such Contracting State [...] shall not be bound to recognise or enforce a judgment from another Contracting State solely because the judgment

---

\* Work. Doc. No 206 REV was distributed on 13 November 2017.

has been recognised or enforced in another territorial unit of the same Contracting State under this Convention.

~~4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.~~

*N.B.:* The reference to non-unified legal systems may appear slightly different in the current language of Article 25(1) and Article 25(2) and (3). The phrase “with regard to any matter dealt with in this Convention” does not appear in Article 25(2) and (3). For clarity, the definition used in paragraph 1 could be used consistently.

It is also proposed to delete Article 25(4), so that Article 29(4) will consistently apply with regard to the Article 25 issues. We consider that indirect jurisdiction is predominantly a procedural concern for the parties, which will persist despite harmonisation of substantive law within a REIO.

#### **No 206 REV REV – Proposal of the delegation of the Republic of Korea\***

##### Article 24 *Non-unified legal systems*

1 In relation to a Contracting State in which two or more systems of law apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention –

- (a) any reference to the law or procedure of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the law or procedure in force in the relevant territorial unit;
- (b) any reference to habitual residence in a State shall be construed as referring, where appropriate, to habitual residence in the relevant territorial unit;
- (c) any reference to the court or courts of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the court or courts in the relevant territorial unit;
- (d) any reference to a connection with a State shall be construed as referring, where appropriate, to a connection with the relevant territorial unit.

2 Notwithstanding the preceding paragraph, a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to apply this Convention to situations which involve solely such different territorial units.

3 A court in a territorial unit of a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to recognise or enforce a judgment from another Contracting State solely because the judgment has been recognised or enforced in another territorial unit of the same Contracting State under this Convention.

~~4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.~~

[Or alternatively]

##### Article 28 *Regional Economic Integration Organisation*

4 Any reference to a “Contracting State” or “State in this Convention, except Article 24(1) to (3), shall apply equally,

---

\* Work. Doc. No 206 REV REV was distributed in May 2018.

where appropriate, to a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to it.

##### *Explanation*

1 We would like to withdraw our earlier proposal regarding paragraphs 2 and 3.

2 For the interests of the parties, jurisdictional filters (e.g., Art. 5(1)(a), (b) and (g)) and the grounds of refusal (e.g., Art. 7(1)(c) and (2)) should look to each jurisdiction, regardless of whether it is part of a federal state, or an REIO. We can achieve it by (i) deleting Article 24(4), (ii) adding a proviso to Article 28(4), or (iii) strictly limiting the use of Article 28(4) by the Explanatory Report. The first two solutions are preferable, for clarity and predictability. The departure from the Choice of Court Convention will be minimal, because the sole practical concern of its Articles 25(4) and 29(4) appears to be the exclusivity issue, *i.e.*, allowing “exclusive” choice of multiple States, at least where they constitute an REIO, and applying the presumption of exclusivity in the same way.

#### **No 206 REV REV REV REV – Proposal of the delegation of the Republic of Korea\*\***

##### Article 24 *Non-unified legal systems*

1 In relation to a Contracting State in which two or more systems of law apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention –

- (a) any reference to the law or procedure of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the law or procedure in force in the relevant territorial unit;
- (b) any reference to habitual residence in a State shall be construed as referring, where appropriate, to habitual residence in the relevant territorial unit;
- (c) any reference to the court or courts of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the court or courts in the relevant territorial unit;
- (d) any reference to a connection with a State shall be construed as referring, where appropriate, to a connection with the relevant territorial unit.

2 Notwithstanding the preceding paragraph, a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to apply this Convention to situations which involve solely such different territorial units.

3 A court in a territorial unit of a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to recognise or enforce a judgment from another Contracting State solely because the judgment has been recognised or enforced in another territorial unit of the same Contracting State under this Convention.

~~4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.~~

[Or alternatively]

---

\*\* Work. Doc. No 206 REV REV REV REV was distributed in May 2018.

Article 28  
*Regional Economic Integration Organisation*

[...]

4 Any reference to a “Contracting State” or “State” in this Convention, except in Articles 5, 6 and 7, shall apply equally, where appropriate, to a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to it.

Article 29  
*Accession by a Regional Economic  
Integration Organisation without its Member States*

[...]

2 In the event that a declaration is made by a Regional Economic Integration Organisation in accordance with paragraph 1, any reference to a “Contracting State” or “State” in this Convention, except in Articles 5, 6 and 7, shall apply equally, where appropriate, to the Member States of the Organisation.

*Explanation*

1) We would like to withdraw our earlier proposal regarding paragraphs 2 and 3.

2) For the interests of the parties, jurisdictional filters (e.g., Art. 5(1)(a), (b) and (g)) and the grounds of refusal (e.g., Art. 7(1)(c) and (2)) should look to each jurisdiction, regardless of whether it is part of a federal State, or an REIO. We can achieve it by either:

- i) deleting Article 24(4),
- ii) adding a proviso to Articles 28(4) and 29(2), or
- iii) indicating in the Explanatory Report that it will be inappropriate to look to the whole territorial scope of an REIO in applying Articles 5, 6 and 7.

The first two solutions are preferable, for clarity and predictability.

3) The departure from the Choice of Court Convention will be minimal, because the sole practical concern of its Articles 25(4), 29(4) and 30(2) appears to be the exclusivity issue, *i.e.*, allowing “exclusive” choice of multiple States, at least where they constitute an REIO, and applying the presumption of exclusivity in the same way.

**No 207 – Proposition de la délégation de l’Union européenne – Proposal of the delegation of the European Union**

Article 2  
*Exclusions du champ d’application*

1 La présente Convention ne s’applique pas aux matières suivantes :

[...]

(k) la diffamation {et le droit à la vie privée};

L’Union européenne propose de supprimer les crochets et de garder le texte.

\* \* \*

Article 2  
*Exclusions from scope*

1 This Convention shall not apply to the following matters –

[...]

(k) defamation {and privacy};

The EU proposes to delete the square brackets and retain the text.

**No 208 – Proposition de la délégation de l’Union européenne – Proposal of the delegation of the European Union**

Article 4  
*Dispositions générales*

1 Un jugement rendu par un tribunal d’un État contractant (État d’origine) est reconnu et exécuté dans un autre État contractant (État requis) conformément aux dispositions du présent chapitre. Un jugement rendu par un tribunal commun à au moins deux États est considéré comme un jugement d’un État contractant d’origine si les conditions posées à la reconnaissance et à l’exécution aux articles 5 et 6 sont remplies dans un État contractant dont les fonctions juridictionnelles liées à la matière en question sont exercées par le tribunal commun qui a rendu le jugement.

La reconnaissance ou l’exécution peut être refusée aux seuls motifs énoncés dans la présente Convention.

2 à 4 *inchangé*

Article 22  
*Tribunaux communs*

À supprimer dans sa forme actuelle mais à remplacer par un système de déclaration/notification dans un souci de transparence. Cela pourrait se faire de la même manière que pour la clause ORIE à l’article 29, paragraphe 2, mais en prévoyant une déclaration/notification à faire au moment de la signature, de l’acceptation, de l’approbation ou de l’adhésion *ou à tout moment ultérieur*.

*Explication*

Afin de préciser que le projet de Convention s’applique aux jugements rendus par des tribunaux communs à au moins deux États, l’Union européenne propose ce texte simplifié en remplacement de l’actuel article 22. Le nouveau texte prévoit une solution neutre applicable au-delà du cadre de l’Union. En outre, l’Union européenne propose qu’il soit clarifié, dans le Rapport explicatif, que les juridictions internationales qui exercent la compétence, non d’un État, mais sur un État (comme la Cour internationale de justice, la Cour européenne des droits de l’homme, etc.) ne sont pas concernées par cette règle. En outre, il convient de préciser que les décisions préjudicielles rendues par exemple par la Cour de justice de l’Union européenne et la Cour de justice Benelux ne sont pas des « jugements » aux fins de la présente Convention.

Enfin, dans un souci de sécurité juridique et de transparence, l’Union propose l’inclusion d’un système de déclaration/notification à faire au moment de la signature, de l’acceptation, de l’approbation ou de l’adhésion ou à tout moment ultérieur. Un tel système permettrait à toutes les Parties contractantes d’avoir pleinement connaissance des

tribunaux communs susceptibles de rendre des jugements couverts par la Convention.

\* \* \*

#### Article 4 *General provisions*

1 A judgment given by a court of a Contracting State (State of origin) shall be recognised and enforced in another Contracting State (requested State) in accordance with the provisions of this Chapter. A judgment given by a court common to two or more States shall be deemed to be a judgment of a Contracting State of origin if the requirements for recognition and enforcement set out in Articles 5 and 6 are met in a Contracting State whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court that gave the judgment.

Recognition or enforcement may be refused only on the grounds specified in this Convention.

2 to 4 *unchanged*

#### Article 22 *Common courts*

To be deleted in its present form but to be replaced by a declaration/notification system for the sake of transparency. This could be done in a way similar to the REIO clause in Article 29(2), but providing for such declaration/notification to be made upon signature, acceptance, approval or accession *or at any later time*.

#### *Explanation*

With a view to clarifying that the draft Convention applies to judgments given by courts common to two or more States, the EU proposes this simpler, streamlined text instead of the current Article 22. The new text provides a neutral solution, applicable beyond the EU context. In addition, the EU proposes that in the Explanatory Report it should be clarified that international courts which do not exercise the jurisdiction of a State, but *over* a State (like the International Court of Justice, the European Court of Human Rights, etc.) are not covered by this rule. Moreover, it should be further explained that preliminary rulings issued by, *e.g.*, the Court of Justice of the European Union and the Benelux Court are not “judgments” for the purposes of this Convention.

Finally, for the sake of legal certainty and transparency, the EU proposes the inclusion of a system of declarations/notifications to be made upon signature, acceptance, approval or accession or at any later time. Such system would allow all Contracting Parties to be fully aware of the common courts that could render judgments covered by the Convention.

#### **No 209 – Proposition de la délégation de l’Union européenne – Proposal of the delegation of the European Union**

##### Article 5 *Fondements de la reconnaissance ou de l’exécution*

1 Un jugement est susceptible d’être reconnu ou exécuté si l’une des exigences suivantes est satisfaite :

[...]

(n) le jugement porte sur la validité, l’interprétation, les effets, l’administration ou la modification d’un trust constitué volontairement et documenté par écrit, et :

[...]

(ii) la loi de l’État d’origine est désignée, de façon expresse ou implicite, dans l’acte constitutif du trust comme étant la loi qui régit l’élément du trust qui fait l’objet du litige à l’origine du jugement ~~[sauf si les activités du défendeur eu égard au trust ne présentaient manifestement pas de lien intentionnel ou substantiel avec cet État]~~ ; ou

L’Union européenne propose de supprimer le texte entre crochets de l’article 5(n)(ii).

\* \* \*

#### Article 5 *Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

[...]

(n) the judgment concerns the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, and –

[...]

(ii) the law of the State of origin is expressly or impliedly designated in the trust instrument as the law governing the aspect of the trust that is the subject of the litigation that gave rise to the judgment, ~~[unless the defendant’s activities in relation to the trust clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State]~~; or

The EU proposes to delete the bracketed text in Article 5(n)(ii).

#### **No 210 – Proposition de la délégation de l’Union européenne – Proposal of the delegation of the European Union**

##### Article 7 *Refus de reconnaissance ou d’exécution*

1 La reconnaissance ou l’exécution peut être refusée si :

[...]

(c) la reconnaissance ou l’exécution est manifestement incompatible avec l’ordre public de l’État requis, notamment dans les cas où la procédure appliquée en l’espèce pour obtenir le jugement était incompatible avec les principes fondamentaux d’équité procédurale de cet État ~~[et dans les cas d’atteintes à la sécurité ou à la souveraineté de cet État]~~ ;

L’Union européenne propose de supprimer le texte entre crochets de l’article 7(1)(c).

\* \* \*



Article 7  
*Refusal of recognition or enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

[...]

- (c) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the public policy of the requested State, including situations where the specific proceedings leading to the judgment were incompatible with fundamental principles of procedural fairness of that State ~~[and situations involving infringements of security or sovereignty of that State];~~

The EU proposes to delete the bracketed text in Article 7(1)(c).

**No 211 – Proposition de la délégation de l'Union européenne – Proposal of the delegation of the European Union**

~~[Article 12  
*Réparations non pécuniaires en matière de propriété intellectuelle*~~

~~Un jugement qui accorde une réparation autre que des dommages et intérêts en matière de propriété intellectuelle n'est pas exécuté en vertu de la présente Convention.]~~

L'Union européenne propose de supprimer l'article 12.

\* \* \*

~~[Article 12  
*Non-monetary remedies in intellectual property matters*~~

~~A judgment granting a remedy other than monetary damages in intellectual property matters shall not be enforced under this Convention.]~~

The EU proposes to delete Article 12.

**No 212 – Proposition de la délégation de l'Union européenne – Proposal of the delegation of the European Union**

Article 13  
*Transactions judiciaires*

Les transactions judiciaires homologuées par un tribunal d'un État contractant, ou qui ont été conclues au cours d'une instance devant un tribunal d'un État contractant, et qui sont exécutoires au même titre qu'un jugement dans l'État d'origine, sont exécutées en vertu de la présente Convention aux mêmes conditions qu'un jugement~~[, à condition que le droit de l'État requis admette de telles transactions].~~

L'Union européenne propose de supprimer le texte entre crochets.

\* \* \*

Article 13  
*Judicial settlements (transactions judiciaires)*

Judicial settlements (*transactions judiciaires*) which a court of a Contracting State has approved, or which have been concluded in the course of proceedings before a court of a Contracting State, and which are enforceable in the same

manner as a judgment in the State of origin, shall be enforced under this Convention in the same manner as a judgment~~[, provided that such settlement is permissible under the law of the requested State].~~

The EU proposes to delete the bracketed text.

**No 213 – Proposition de la délégation de l'Union européenne – Proposal of the delegation of the European Union**

Article 5  
*Fondements de la reconnaissance ou de l'exécution*

1 Un jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté si l'une des exigences suivantes est satisfaite :

[...]

~~[(k) le jugement porte sur la contrefaçon d'un brevet, d'une marque, d'un dessin ou modèle industriel, d'un droit d'obtention végétale, ou de tout autre droit analogue donnant lieu à délivrance, octroi ou enregistrement et a été rendu par un tribunal de l'État dans lequel la délivrance, l'octroi ou l'enregistrement du droit en question a été effectué ou est réputé avoir été effectué en vertu d'un instrument international ou régional], sauf si le défendeur n'a pas agi dans cet État aux fins de contrefaçon ou que son activité ne peut raisonnablement être considérée comme ayant visé spécifiquement cet État];]~~

~~[(l) le jugement porte sur la titularité ou l'existence de droits d'auteur ou de droits voisins, [ou de marques fondées sur l'usage, dénominations commerciales ou dessins et modèles industriels non enregistrés] [ou d'un autre droit de propriété intellectuelle qui n'exige pas d'enregistrement] et ce droit est régi par la loi de l'État d'origine.];]~~

~~[(m) le jugement porte sur la contrefaçon de droits d'auteur ou de droits voisins, [ou de marques fondées sur l'usage, dénominations commerciales ou dessins et modèles industriels non enregistrés] [ou de tout autre droit de propriété intellectuelle qui n'exige pas d'enregistrement] et ce droit est régi par le droit de l'État d'origine], sauf si le défendeur n'a pas agi dans cet État en vue d'initier ou de poursuivre la contrefaçon ou que son activité ne peut raisonnablement être considérée comme ayant visé spécifiquement cet État];]~~

[...]

3 Si la reconnaissance ou l'exécution est requise en matière de propriété intellectuelle, le paragraphe premier ne s'applique pas ; tels jugements sont susceptibles d'être reconnus ou exécutés si l'une des exigences suivantes est satisfaite :

(a) le jugement porte sur la contrefaçon d'un brevet, d'une marque, d'un dessin ou modèle industriel, d'un droit d'obtention végétale, ou de tout autre droit analogue donnant lieu à délivrance, octroi ou enregistrement et a été rendu par un tribunal de l'État dans lequel la délivrance, l'octroi ou l'enregistrement du droit en question a été effectué ou est réputé avoir été effectué en vertu d'un instrument international ou régional], **sauf si à moins que** le défendeur n'ait pas agi dans cet État **aux fins de en vue d'initier ou de poursuivre la contrefaçon** ou que son activité ne **peut puisse** raisonnablement être considérée comme ayant visé spécifiquement cet État];]

blement être considérée comme ayant visé spécifiquement cet État];

(b) le jugement porte sur la titularité ou l'existence de droits d'auteur ou de droits voisins, ou d'une marque ou d'un dessin ou modèle industriel non enregistrés ~~[ou de marques fondées sur l'usage, dénominations commerciales ou dessins et modèles industriels non enregistrés] [ou d'un autre droit de propriété intellectuelle qui n'exige pas d'enregistrement]~~ et ce droit est régi par la loi de l'État d'origine ;

(c) le jugement porte sur la contrefaçon de droits d'auteur ou de droits voisins, ou d'une marque ou d'un dessin ou modèle industriel non enregistrés ~~[ou de marques fondées sur l'usage, dénominations commerciales ou dessins et modèles industriels non enregistrés] [ou de tout autre droit de propriété intellectuelle qui n'exige pas d'enregistrement]~~ et ce droit est régi par la loi le droit de l'État d'origine, sauf si à moins que le défendeur n'ait pas agi dans cet État en vue d'initier ou de poursuivre la contrefaçon ou que son activité ne peut puisse raisonnablement être considérée comme ayant visé spécifiquement cet État.

#### Article 7

##### *Refus de reconnaissance ou d'exécution*

1 La reconnaissance ou l'exécution peut être refusée si :

[...]

~~[(g) le jugement porte sur la contrefaçon d'un droit de propriété intellectuelle et applique à ce droit une loi autre que celle le régissant.]~~

[...]

#### Article 8

##### *Questions préables*

[...]

3— Toutefois, dans le cas d'une décision relative à la validité d'un droit visé à l'article 6(a), la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement ne peut être différée, ou refusée en vertu du paragraphe précédent, que si :

(a) cette décision est incompatible avec un jugement ou une décision rendu(e) sur ce point par l'autorité compétente de l'État mentionné à l'article 6(a) ; ou

(b) une procédure relative à la validité de ce droit est pendante dans cet État.

Le refus en vertu de l'alinéa (b) n'empêche pas une demande ultérieure de reconnaissance ou d'exécution du jugement.

##### *Explication*

À l'article 5, les anciens alinéas (k), (l) et (m) du paragraphe premier ont été déplacés vers un nouveau paragraphe 3. L'alinéa (k) est devenu (a) et est resté inchangé ; les alinéas (l) et (m) sont devenus alinéas (b) et (c). Les deux parties en alternative entre crochets aux alinéas (b) et (c), décrivant les droits de propriété intellectuelle non enregistrés qui sont couverts par ces dispositions, ont été remplacés par les termes « ou d'une marque ou d'un dessin ou modèle industriel non enregistrés », en supprimant donc la référence aux dénominations commerciales et proposant

un changement rédactionnel par rapport aux marques, et dessins et modèles industriels, non enregistrés. À l'alinéa (c), les termes « le droit » ont été remplacés par « la loi » dans la version française, afin d'être cohérent avec l'alinéa (b), et quelques autres modifications linguistiques ont été apportées aux alinéas (a) et (c) de la version française.

À la suite de cette proposition de modification, les filtres généraux visés au paragraphe premier ne s'appliqueraient plus aux jugements en matière de propriété intellectuelle. Seuls les filtres spécifiques à la propriété intellectuelle et déplacés vers un nouveau paragraphe 3 pourraient être utilisés pour ces jugements. Par conséquent, seuls les jugements rendus par une juridiction de l'État selon la loi duquel le droit de propriété intellectuelle est protégé seraient susceptibles d'être reconnus et exécutés en vertu de la Convention. Par conséquent, l'article 7, paragraphe 1, alinéa (g), et l'article 8, paragraphe 3, seraient superflus car ces garanties ont été élaborées pour les cas où le jugement a été rendu dans un État autre que l'État selon la loi duquel le droit de propriété intellectuelle soit protégé.

\* \* \*

#### Article 5

##### *Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

[...]

~~[(k) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, industrial design, plant breeder's right, or similar right required to be granted or registered and it was given by a court in the State of origin in which the grant or registration of the right concerned has taken place, or is deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument], unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];~~

~~[(l) the judgment ruled on the ownership or subsistence of copyright or related rights, [or use-based trademarks, trade names, or unregistered designs] [or other intellectual property rights not required to be registered] and the right is governed by the law of the State of origin];~~

~~[(m) the judgment ruled on an infringement of copyright or related rights, [or use-based trademarks, trade names, or unregistered designs] [or other intellectual property rights not required to be registered] and the right is governed by the law of the State of origin], unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];~~

[...]

3 If recognition or enforcement is sought in matters of intellectual property, paragraph 1 does not apply; those judgments are eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

(a) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, industrial design, plant breeder's right, or similar right required to be granted or registered and it was given by a court in the State of origin in which

the grant or registration of the right concerned has taken place, or is deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument, unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State};

(b) the judgment ruled on the ownership or subsistence of copyright or related rights, or a non-registered trademark or industrial design [for use-based trademarks, trade names, or unregistered designs] [or other intellectual property rights not required to be registered] and the right is governed by the law of the State of origin;

(c) the judgment ruled on an infringement of copyright or related rights, or a non-registered trademark or industrial design [for use-based trademarks, trade names, or unregistered designs] [or other intellectual property rights not required to be registered] and the right is governed by the law of the State of origin, unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State};

#### Article 7

##### *Refusal of recognition or enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

[...]

~~[(g) the judgment ruled on an infringement of an intellectual property right, applying to that right a law other than the law governing that right.]~~

[...]

#### Article 8

##### *Preliminary questions*

[...]

~~3— However, in the case of a ruling on the validity of a right referred to in Article 6, paragraph (a), recognition or enforcement of a judgment may be postponed, or refused under the preceding paragraph, only where—~~

~~(a) that ruling is inconsistent with a judgment or a decision of a competent authority on that matter given in the State referred to in Article 6, paragraph (a); or~~

~~(b) proceedings concerning the validity of that right are pending in that State.~~

~~A refusal under sub-paragraph (b) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.~~

##### *Explanation*

In Article 5, former sub-paragraphs (k), (l) and (m) of paragraph 1 were moved to the new paragraph 3. Sub-paragraph (k) became (a) and its wording remained unchanged; sub-paragraphs (l) and (m) became (b) and (c). The two alternative parts in square brackets in (b) and (c), describing the unregistered intellectual property rights covered by these provisions, were replaced by “or a non-registered trademark or industrial design”, thus deleting the

reference to trade names and suggesting a drafting change with regard to unregistered trademarks and designs. In sub-paragraphs (a) and (c) it is suggested to delete the square brackets around the final parts of these sub-paragraphs and keep the text. In sub-paragraph (c), “*le droit*” was replaced by “*la loi*” in the French version in order to be coherent with sub-paragraph (b), and some other linguistic changes were made in sub-paragraphs (a) and (c) of the French version.

As a result of this proposed change, the general filters in paragraph 1 would no longer apply to judgments in intellectual property matters. Only the IP-specific filters moved to the new paragraph 3 could be used for those judgments. Therefore, only judgments given by a court of the State under the law of which the IP right is protected would be eligible for recognition and enforcement under the Convention. Hence, Article 7(1)(g) and Article 8(3) would be superfluous because these safeguards were drafted for situations where the judgment was given in a State other than the State under the law of which the IP right is protected.

---

## Documents de travail Nos 214 à 225

### Working Documents Nos 214 to 225

*Distribués en novembre 2017*

*Distributed in November 2017*

---

## No 214 – Proposition de la délégation du Canada – Proposal of the delegation of Canada

### *Article 6*

#### *Fondements exclusifs de la reconnaissance ou de l'exécution*

Nonobstant l'article 5 :

[...]

(c) un jugement portant sur un bail immobilier ~~pour une période de plus de six mois~~ ne peut être reconnu ou exécuté si l'immeuble n'est pas situé dans l'État d'origine et les tribunaux de l'État dans lequel se trouve l'immeuble ont une compétence exclusive en vertu du droit de cet État.

##### *Explication*

Le Canada propose de supprimer la référence à une période de temps. En règle générale, au Canada, les tribunaux où l'immeuble est situé ont compétence exclusive sur les locations résidentielles, quelle que soit leur durée.

\* \* \*

*Article 6*  
*Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

[...]

- (c) a judgment that ruled on a tenancy of immovable property ~~for a period of more than six months~~ shall not be recognised and enforced if the property is not situated in the State of origin and the courts of the Contracting State in which it is situated have exclusive jurisdiction under the law of that State.

*Explanation*

Canada is proposing to delete the reference to a period of time. Generally, in Canada, the courts where the immovable is situated have exclusive jurisdiction on residential tenancies whatever their length.

**No 214 REV – Proposition de la délégation du Canada –  
Proposal of the delegation of Canada**

*Article 6*  
*Fondements exclusifs de la reconnaissance  
ou de l'exécution*

Nonobstant l'article 5 :

[...]

- (c) un jugement portant sur un bail immobilier [ à l'exception d'une location de vacances, ] ~~pour une période de plus de six mois~~ ne peut être reconnu ou exécuté si l'immeuble n'est pas situé dans l'État d'origine et les tribunaux de l'État dans lequel se trouve l'immeuble ont une compétence exclusive en vertu du droit de cet État.

*Explication*

Le champ d'application de l'article 6(c) est très limité :

- Il ne s'applique que lorsque les baux d'immeubles ne sont pas considérés comme des droits réels puisque les jugements portant sur des droits réels sont déjà exclus de la Convention par l'effet du paragraphe (b) de l'article 6.
- Il est pris pour acquis que la qualification du bail comme un droit réel serait déterminée par la loi de la situation de l'immeuble.
- Il n'est pertinent que lorsque le jugement relatif au bail d'un immeuble est rendu par un tribunal qui n'est pas celui de l'État où l'immeuble est situé. Il convient de noter que la base juridictionnelle relative aux baux immobiliers (art. 5(1)(h)) n'est rencontrée que lorsque le jugement est rendu par un tribunal de l'État où l'immeuble est situé. Autrement, pour circuler en vertu de la Convention, une autre base juridictionnelle de l'article 5 doit être présente, par exemple, la résidence habituelle du défendeur (art. 5(1)(a)) ou peut-être si le jugement fait droit à une demande reconventionnelle (art. 5(1)(c)).
- Il ne s'applique que si (i) l'immeuble est situé dans un État contractant, et que si (ii) la loi de cet État attribue

une compétence exclusive à ses tribunaux en ce qui concerne le bail immobilier en question.

- Finalement, selon le libellé actuel, l'article 6(c) ne s'applique que si le bail en question est d'une durée de plus de six mois.

Pour certains États, cette dernière condition que le bail soit d'une durée de plus de six mois est source de difficulté parce que leur droit prévoit la compétence exclusive de leurs tribunaux quelle que soit la durée du bail. Il en résulte que selon le libellé actuel de l'article 6(c), les jugements relatifs aux baux immobiliers de moins de six mois rendus dans d'autres États pourraient circuler en vertu de la Convention même si l'État de la situation de l'immeuble considère qu'il est le seul à avoir la compétence pour rendre un tel jugement. La possibilité d'éviter ce résultat mérite de s'y arrêter.

L'article 6(c) reconnaît qu'il est légitime pour un État d'exercer sa compétence exclusive sur les baux immobiliers relatifs aux immeubles situés sur son territoire. La raison d'être de cette disposition est de reconnaître que certains États considèrent que les baux immobiliers sont des droits réels alors que d'autres États les qualifient de droits personnels. Selon le projet de Convention, les droits réels sont protégés par la compétence exclusive de la situation de l'immeuble, sans aucune condition quant à leur durée (selon l'art. 6(b)). L'effet combiné des paragraphes (b) et (c) de l'article 6 est d'éviter toute discrimination fondée sur la qualification des baux immobiliers selon les droits nationaux. Cette égalité de traitement est remise en question cependant par l'inclusion d'une durée minimum de six mois à l'article 6(c). Il est donc nécessaire d'expliquer pourquoi une durée de six mois serait justifiée à l'article 6(c) alors qu'elle n'est pas requise par l'article 6(b) lorsque les baux sont considérés comme étant des droits réels.

- Une justification possible serait que le paragraphe (c) est déjà un compromis pour tenir compte du fait que certains États considèrent les baux immobiliers comme des droits réels et d'autres comme des droits personnels. La durée de six mois pour les baux immobiliers au paragraphe (c) serait donc prévue pour étendre la compétence exclusive aux seuls baux qui sont suffisamment longs pour être similaires à des droits réels.
- Cependant, cette distinction semble arbitraire et n'être fondée sur aucun argument de fond *hormis* qu'elle permettrait la circulation de jugements relatifs à des baux de courte durée pour des vacances (voir Commission spéciale de juin 2016, mardi 7 juin 2016 (après-midi), Rapport de séance No 10, au para. 86).
- Si l'objectif est de permettre la circulation de jugements relatifs à des baux de courte durée conclus pour des vacances, cet objectif pourrait être atteint soit par une référence explicite à l'article 6(c), ou se trouver déjà atteint par le fait que de tels baux peuvent ne pas être visés par la compétence exclusive attribuée par la loi de l'État de la situation de l'immeuble à ses propres tribunaux (comme c'est le cas au Québec, où la compétence exclusive pour les baux résidentiels exclut expressément les baux conclus à des fins de villégiature).
- Supprimer la référence à la durée de six mois éliminerait la différence de traitement des baux immobiliers selon qu'ils sont ou non considérés comme des droits réels, permettrait aux États qui

\* Work. Doc. No 214 REV was distributed on 26 May 2018.

ne traitent pas les baux comme des droits réels d'avoir leur compétence exclusive reconnue même à l'égard de baux de moins de six mois, et n'empêcherait pas la circulation des jugements rendus relativement à des locations à des fins de vacances.

Le Canada propose donc de supprimer la référence à une période de temps et l'ajout d'une exception à la protection de la compétence exclusive pour les locations de vacances.

\* \* \*

#### Article 6

##### *Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

[...]

- (c) a judgment that ruled on a tenancy of immovable property[, ~~other than a holiday rental,~~] ~~for a period of more than six months~~ shall not be recognised and enforced if the property is not situated in the State of origin and the courts of the Contracting State in which it is situated have exclusive jurisdiction under the law of that State.

##### *Explanation*

The scope of application of paragraph 6(c) is very limited:

- It only applies if tenancies of immovable property are not considered to be rights *in rem*, since these benefit from the exclusive jurisdiction of the place of situation of the immovable under Article 6(b);
  - It is assumed that the characterization of the tenancy as a right *in rem* would be determined according to the law of the place of the immovable.
- It is only relevant where the judgment on a tenancy on an immovable comes from a court that is *not* in the State where the immovable is situated. It is worth noting that the jurisdictional filter specifically relating to tenancies (Art. 5(1)(h)) is only satisfied where the judgment is from a court in the State where the immovable is situated. Otherwise, to circulate under the Convention, another filter under Article 5 would have to be present, for example, the habitual residence of the defendant (Art. 5(1)(a)) or perhaps if the judgment arises from a successful counterclaim (Art. 5(1)(c)).
- It applies only where (i) the immovable is situated in a Contracting State, and (ii) the law of that State considers that its courts have exclusive jurisdiction over the tenancy that is the object of the judgment.
- Finally, as currently drafted, Article 6(c) only applies where the tenancy in question is for a period of more than six months.

For some States, this final limitation to tenancies for a period of more than six months is problematic because their law provides for exclusive jurisdiction irrespective of the length of the tenancy. As a result, under the current drafting of Article 6(c), judgments regarding tenancies for less than six months granted by other States could circulate under the Convention even though the State of situation of the immovable considers that it is the only State with jurisdiction

to render such a judgment. Whether this is avoidable deserves consideration.

Article 6(c) recognizes that it is legitimate for a State to exercise exclusive jurisdiction over tenancies of immovable property situated in that State. That provision exists in essence to recognize that certain States consider that tenancies of immovable property are *in rem* rights whereas others view them as *in personam* rights. Under the Draft Convention, *in rem* rights are protected by exclusive jurisdiction at the place of situation of the immovable, without any duration limitation (under Art. 6(b)). The combination of Article 6(b) and 6(c) avoids any discrimination based on the characterization of tenancies of immovable property in national law. This equal treatment is challenged, however, by the inclusion of a 6-month minimum duration in Article 6(c). It is thus necessary to explain why a 6-month limitation would be justified under Article 6(c) whereas it is not imposed under Article 6(b) where tenancies are considered to be rights *in rem*.

- One justification would appear to be the fact that the presence of paragraph (c) is already a compromise to account for the fact that certain States consider that tenancies of immovable property are *in rem* rights whereas others view them as *in personam* rights. The 6-month duration limitation for tenancies of immovable property in paragraph (c) could thus be seen as extending the exclusive jurisdiction only where such tenancies are sufficiently long to be analogous to *in rem* rights.

- This seems, however, to be an arbitrary distinction which is not based on any substantive argument *except* that it will allow circulation of judgments relating to short-term holiday rentals (see June 2016 Special Commission, Tuesday 7 June 2016 (afternoon), Report of Meeting No 10, at para. 85).

- If the objective is to allow circulation of judgments relating to short-term holiday rentals, this may be accomplished either by an explicit carve-out in Article 6(c), or may already be covered since the national law of the place of the immovable may well exclude such rentals from its exclusive jurisdiction over tenancies of immovables (this is precisely the case in Quebec, where the exclusive jurisdiction applies only for residential leases and expressly excludes the lease of a dwelling leased as a vacation resort).

- Removing the 6-month limitation would therefore remove the distinct treatment of tenancies of immovables depending on whether they are considered to involve *in rem* rights, would allow those States that do not treat tenancies as *in rem* rights to have their exclusive jurisdiction recognized even where the tenancy is for less than six months, and would not impede the circulation of judgments regarding holiday rentals.

Canada therefore proposes the deletion of the reference to a period of time and the addition of an exception from the protected exclusive jurisdiction for holiday rentals.

#### **No 215 – Proposal of the delegation of Israel**

##### *Paragraph 303 of the Draft Explanatory Report*

Notwithstanding Article 5 –

“303. **Statute of limitations.** The reference in paragraph 1 to the law of the requested State also covers the statute of limitations for seeking enforcement of the foreign judgment. Thus, if the judgment remains enforceable under the law of the State of origin (see Art. 4(3)), the law of the requested State may nevertheless place an additional and shorter time limit on enforcement of the foreign judgment. For example, if according to the law of the State of origin (State A) the judgment remains enforceable for 15 years but the law of the requested State (State B) establishes a shorter period, the latter will prevail. That is, once this latter period has expired, the judgment given in State A will no longer be enforceable in State B. The law of the requested State also determines the manner of calculating this period. However, an essential principle to ensure the effectiveness of the draft Convention is that judgments given in other States are to be treated in the same manner as domestic judgments. Accordingly, the law of the requested State may not lay down a shorter statute of limitations for foreign judgments than for domestic judgments.”

#### *Explanation*

The issue referred to in paragraph 303 of the Draft Explanatory Report (statute of limitations) was discussed in the 2016 Special Commission meeting first in the context of then Article 12 (current Art. 15). The Chair summed up the discussions as follows (para. 27, Report of Meeting No 12): “The Chair noted that [...] the Explanatory Report would clarify that the law of the requested State, including its private international law rules, would determine this issue. Thus, it is open for the requested State to treat this issue as procedural, and accordingly, refer in its national law to the time limit relating to recognition and enforcement of foreign judgments.”

The issue was again discussed in the context of a proposal, relating to Article 7, to include the following sentence in the explanatory report: “There must be non-discrimination in the application of the limitations period between internal and external judgments” (Work. Doc. No 75).

Following a discussion, where there was no consensus to the proposal, the Chair “suggested to omit the proposal for the time being, while noting that further work is needed on the desirability of a reference to time limits for seeking enforcement of judgments under the law of the requested State within his *Aide Memoire*” (para. 60, Report of Meeting No 13).

As can be discerned from the above the Commission *did not* decide that “States may not lay down a shorter statute of limitation for foreign judgments than for domestic judgments”. Therefore it is suggested to delete this sentence from the Draft Explanatory Report.

#### **No 215 REV – Proposal of the delegation of Israel\***

##### *Paragraph 319 of the draft Explanatory Report*

“319. **Statute of limitations.** The reference in paragraph 1 to the law of the requested State also covers the statute of limitations for seeking enforcement of the foreign judgment.<sup>220</sup> Thus, if the judgment remains enforceable under the law of the State of origin (see Art. 4(3)), the law of the requested State may nevertheless place an additional and shorter time limit on enforcement of the foreign judgment. For example, if according to the law of the State of origin (State A) the judgment remains enforceable for 15 years but the law of the requested State (State B) establishes a shorter

period, the latter will prevail. That is, once this latter period has expired, the judgment given in State A will no longer be enforceable in State B. The law of the requested State also determines the manner of calculating this period.<sup>221</sup> ~~However, an essential principle to ensure the effectiveness of the draft Convention is that judgments given in other States are to be treated in the same manner as domestic judgments. Accordingly, the law of the requested State may not lay down a shorter statute of limitations for foreign judgments than for domestic judgments.<sup>222</sup>~~”

#### *Explanation*

The issue referred to in paragraph 319 of the Draft Explanatory Report (statute of limitations) was discussed in the 2016 Special Commission meeting first in the context of then Article 12 (current Art. 14). The Chair summed up the discussions as follows (para. 27, Report of Meeting 12):

“**The Chair** noted that [...] the Explanatory Report would clarify that the law of the requested State, including its private international law rules, would determine this issue. Thus, it is open for the requested State to treat this issue as procedural, and accordingly, refer in its national law to the time limit relating to recognition and enforcement of foreign judgments.”

The issue was again discussed in the context of a proposal, relating to Article 7, to include the following sentence in the Explanatory Report: “There must be non-discrimination in the application of the limitations period between internal and external judgments” (Work. Doc. No 75).

Following a discussion, where there was no consensus to the proposal, the Chair “suggested to omit the proposal for the time being, while noting that further work is needed on the desirability of a reference to time limits for seeking enforcement of judgments under the law of the requested State within his *Aide Memoire*” (para. 60, Report of Meeting 13).

*As can be discerned from the above the Commission did not decide that* “States may not lay down a shorter statute of limitations for foreign judgments than for domestic judgments”.

Therefore it is suggested to delete this sentence from the Draft Explanatory Report.

#### **No 216 – Proposal of the delegation of the People’s Republic of China**

##### *Choice of court agreement – New Article 2(6)*

6 A judgment is excluded from the scope of this Convention if it was given by a court designated in an agreement concluded or documented in writing or by any other means of communication which renders information accessible so as to be usable for subsequent reference, including an exclusive choice of court agreement.

For the purposes of this sub-paragraph, an “exclusive choice of court agreement” means an agreement concluded by two or more parties that designates, for the purpose of deciding disputes which have arisen or may arise in connection with a particular legal relationship, the courts of one State or one or more specific courts of one State to the exclusion of the jurisdiction of any other courts.

\* Work. Doc. No 215 REV was distributed in May 2018.

*Deleting Article 5(1)(p)*

~~(p) the judgment was given by a court designated in an agreement concluded or documented in writing or by any other means of communication which renders information accessible so as to be usable for subsequent reference, other than an exclusive choice of court agreement.~~

~~For the purposes of this sub-paragraph, an “exclusive choice of court agreement” means an agreement concluded by two or more parties that designates, for the purpose of deciding disputes which have arisen or may arise in connection with a particular legal relationship, the courts of one State or one or more specific courts of one State to the exclusion of the jurisdiction of any other courts.~~

**No 217 – Proposal of the delegation of the People’s Republic of China**

*Settlements – New Article 2(7)*

7 This Convention shall not apply to settlements except judicial settlements as prescribed in Article 13.

**No 218 – Proposal of the delegation of the People’s Republic of China**

*Security or sovereignty of State – Article 7(1)*

(c) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the public policy of the requested State, including situations where the specific proceedings leading to the judgment were incompatible with fundamental principles of procedural fairness of that State ~~and situations involving infringements of security or sovereignty of that State~~;

**No 219 – Proposal of the delegation of the People’s Republic of China**

*Conflicts of judgment with others – Article 7(1)*

- (e) the judgment is inconsistent with a judgment or arbitral award given in the requested State in a dispute between the same parties; or
- (f) the judgment is inconsistent with an earlier judgment or arbitral award given in another State in a dispute between the same parties on the same subject matter, provided that the earlier judgment or arbitral award fulfills the conditions necessary for its recognition in the requested State;

**No 220 – Proposal of the delegation of the People’s Republic of China**

*Party autonomy on dispute settlements – Article 7(1)*

(d) the proceedings in the court of origin were contrary to an exclusive choice of court agreement, or a designation in a trust instrument, under which the dispute in question was to be determined exclusively in another court;

*Proposed new Article 7(1)(h)*

(h) the proceedings in the court of origin were contrary to an arbitration agreement according to which a timely objection to the court’s jurisdiction had been raised,

unless the agreement is null and void, inoperative or incapable of being performed.

**No 221 – Proposal of the delegation of the People’s Republic of China**

*Equivalent effects of foreign judgment – Deleting Article 9*

~~A judgment recognised or enforceable under this Convention shall be given the same effect it has in the State of origin. If the judgment provides for relief that is not available under the law of the requested State, that relief shall, to the extent possible, be adapted to relief with effects equivalent to, but not going beyond, its effects under the law of the State of origin.~~

**No 222 – Proposal of the delegation of the People’s Republic of China**

*Common courts – Proposed new Article 22(5), (6) and (7)*

Article 22

*Declarations with respect to common courts*

[...]

5 The declaration referred to in paragraph 1 shall be furnished with the following details –

- (a) the competence of the State to make the declaration and the supporting documents from other States which establish the common court to accept its competence;
- (b) name, location and relevant contact information of the common court;
- (c) a copy of the legal instruments that establish the common court and a list of parties to those legal instruments;
- (d) jurisdiction and function of the common court;
- (e) recognition and enforcement of the judgments from the common court by States which establish the common court;
- (f) whether the common court could recognise and enforce judgments from States which establish the common court and other States; and
- (g) other necessary information.

6 The declaration referred to in paragraph 1 shall have effect only between the Contracting State that made the declaration and other Contracting States that have declared their acceptance of the declaration. Such declarations shall be deposited at the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands; this Ministry will forward, through diplomatic channels, a certified copy to each of the Contracting States.

7 The declarations made referred to in paragraphs 1 and 6 will enter into force as between the States that made the declarations on the sixtieth day after the deposit of the declaration of acceptance.

**No 223 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea**

Article 9  
*Equivalent effects*

The resolution of a claim by a judgment recognised or enforceable under this Convention shall be given the same effect it has in the State of origin. If the judgment provides for relief that is not available under the law of the requested State, that relief shall, to the extent possible, be adapted to relief with effects equivalent to, but not going beyond, its effects under the law of the State of origin.

*N.B.:* It may create practical difficulties to require the requested State to apply the “doctrine of extension” to “issue preclusion”. Particularly where the issue preclusion is unknown in the requested State, its courts may find it burdensome to ascertain the scope of this effect under the law of the State of origin.

**No 224 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea**

Article 15  
*Procedure*

0 Recognition shall be made without any special procedure being required. However, a State may declare that a certain procedure shall be required for recognition in accordance with its national rules.

1 The procedure for [...] declaration of enforceability or registration for enforcement, and the enforcement of the judgment, are governed by the law of the requested State unless this Convention provides otherwise. The court addressed shall act expeditiously.

*N.B.:* The proposal is intended to enhance transparency and predictability to the parties, which are at stake, particularly when the law of the requested State does not clearly provide whether a special procedure is required or not.

This proposal may be considered in connection with Working Document No 200 on Article 4(1).

**No 225 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea**

{Article 22  
*Declarations with respect to common courts*

- 1 A Contracting State may declare that –
- (a) a court common to two or more States exercises jurisdiction over matters that come within the scope of this Convention other than investment disputes; and
  - (b) such a court –
    - (i) has only an appellate function; or
    - (ii) has first instance and appellate functions.
- 2 Judgments of a Contracting State include –
- (a) judgments given by a court referred to in paragraph 1(b)(i);

- (b) judgments given by a court referred to in paragraph 1(b)(ii) if all States referred to in paragraph 1(a) are Parties to this Convention.

3 If a court referred to in paragraph 1(b)(i) serves as a common court for States some of which are Contracting States and some of which are non-Contracting States to this Convention, judgments given by such a court shall only be considered as judgments of a Contracting State if the proceedings at first instance were instituted in a Contracting State.

~~4 In case of a judgment given by a court referred to in paragraph 1(b)(ii) the reference to the State of origin in Articles 5 and 6 shall be deemed to refer to the entire territory over which that court had jurisdiction in relation to that judgment.]~~

*N.B.:* The proposal is to retain Article 22 with two revisions.

- 1 The additional wording in paragraph 1(a) is intended to exclude investment courts explicitly.
- 2 Paragraph 4 appears to *aggregate* contacts with all States sharing a common court in examining indirect jurisdiction. However, “international” common courts should not be given a preferential treatment as compared to a “federal” court in a non-unified legal system. The Article 23(1) solution, which is borrowed from Article 25(1) of the 2005 Choice of Court Convention, should be consistently adopted in Article 22(4) as well.

---

Document de travail No 226

Working Document No 226

*Distribué le 13 novembre 2017*

*Distributed on 13 November 2017*

---

**No 226 – Proposition de la délégation de l’Union européenne – Proposal of the delegation of the European Union**

*Article 2(1) – Exclusions du champ d’application*

- (k) la diffamation ~~[et le droit à la vie privée]~~ ;
- (k)<sup>1</sup> divulgation non autorisée d’information relative à la vie privée ;

\* \* \*



*Article 2(1) – Exclusions from scope*

(k) defamation ~~[and privacy]~~;

(k)<sup>1</sup> unauthorised disclosure of information relating to private life;

**No 226 REV – Proposal of the delegation of the European Union\***

*Article 2(1) – Exclusions from scope*

(k) defamation ~~[and privacy]~~;

(k)<sup>1</sup> unauthorised public disclosure of information relating to private life;

*Issues to be reflected in the Explanatory Report as far as the exclusion in (k)1 is concerned:*

- The exclusion of unauthorised public disclosure of information relating to private life concerns true information whereas defamation is about the disclosure of false information.
- The exclusion covers the disclosure by means of public communication such as press, radio, television or the internet.
- The exclusion would cover only natural persons (“private life”).
- The exclusion would cover claims to prevent public disclosure of information relating to the private life of an individual or claims for the compensation of an individual for the consequences of an unauthorised public disclosure of information about private life.
- The exclusion would cover claims concerning the protection of personal data, harassment and intrusion claims, and breach of confidence claims in so far as they relate to unauthorised public disclosure of personal information.

Disclosure of information of an individual is authorised to the extent that that person authorises it. It may also be possible that the disclosure may have been authorised by a competent authority but the court of the requested State will have to determine in an individual case whether that constituted an “authorised” disclosure of information.

\* Work. Doc. No 226 REV was distributed on 16 November 2017.

---

Documents de travail Nos 227 à 230

Working Documents Nos 227 to 230

*Distribués le 14 novembre 2017*

*Distributed on 14 November 2017*

---

**No 227 – Proposal of the delegation of Mexico**

*New Article 2(1)(m)*

Article 2  
*Exclusions from scope*

1 This Convention shall not apply to the following matters –

[...]

(m) every matter considered as exclusive jurisdiction of a State within the exercise of its sovereignty.

*Explanation*

The proposal aims to preserve the exclusive jurisdictions of States and its sovereignty, in accordance to Article 2(5) of the Convention and the Mexican proposals to modify Article 2(4) and to remove the square brackets, retaining the text, in Article 7(1)(c).

**No 227 REV – Proposal of the delegation of Mexico\***

*New Article 2(1)(n)*

Article 2  
*Exclusions from scope*

1 This Convention shall not apply to the following matters –

[...]

(n) every matter considered as exclusive jurisdiction of a State within the exercise of its sovereignty.

*Explanation*

The proposal aims to clearly preserve the exclusive jurisdictions of States and their sovereignty, complementing Article 2(5) of the draft Convention and the Mexican proposal to modify Article 2(4), contained in Working Document No 228.

---

\* Work. Doc. No 227 REV was distributed in May 2018.

## No 228 – Proposal of the delegation of Mexico

Modification in Article 2(4)

### Article 2 Exclusions from scope

4 A judgment is ~~not~~ excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State, including a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party to the proceedings.

-or-

*4bis* A judgment is **not** excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State, including a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party to the proceedings, in the understanding that said proceedings had heard matters in which the State (including a government, a governmental agency or any person acting for a State) would had participated in its capacity as subject of private law.

#### Explanation

The inclusion of the word “*not*” could create unnecessary contradictions in terms of State and Diplomatic immunity, leading to erroneous or confusing interpretations of the prerogatives described in Article 2(5) of the Convention and the Mexican proposals for a new Article 2(1)(m) and for the removal of the square brackets, retaining the text, in Article 7(1)(c).

If consensus remains on the inclusion of the word “*not*”, Mexico considers then necessary to specify in the text of the Convention the capacity in which the State was party of the proceedings leading to a judgment, considering that States can enforce public acts based on rights of its own but addressed to its private interests, such as celebrating contracts or promoting proceedings before judicial authorities in defense of its economic rights.

## No 228 REV – Proposal of the delegation of Mexico\*

Modification in Article 2(4)

### Article 2 Exclusions from scope

4 A judgment is ~~not~~ excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State, including a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party to the proceedings.

-or-

*4bis* A judgment is not excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State, including a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party to the proceedings, in the understanding that said proceedings had heard matters in which the State (including a government, a governmental agency or any person acting for a State) would had participated in its capacity as subject of private law.

#### Explanation

The inclusion of the word “*not*” could create unnecessary contradictions in terms of State and Diplomatic immunity, leading to erroneous or confusing interpretations of the

\* Work. Doc. No 228 REV was distributed in May 2018.

prerogatives described in Articles 2(5) and 7(1)(c) of the draft Convention, as well as the Mexican proposals for a new Article 2(1)(n).

If consensus remains on the inclusion of the word “*not*”, Mexico considers then necessary to specify in the text of the Convention the capacity in which the State was party of the proceedings leading to a judgment, considering that States can enforce public acts based on rights of its own but addressed to its private interests, such as celebrating contracts or promoting proceedings before judicial authorities in defense of its economic rights.

## No 229 – Proposal of the delegation of Mexico

*Comments to enquire with the World Intellectual Property Organization about the convenience and consequences of including copyrights and related rights and registered and unregistered trademarks on Article 2(1)(l) of the Convention, considering that said organization recognizes national copyright legislation as part of Intellectual Property Law.*

### Article 2 Exclusions from scope

1 This Convention shall not apply to the following matters –

[...]

[(1) intellectual property rights[, except for copyright and related rights and registered and unregistered trademarks]].

#### Explanation

The proposal to include “copyrights and related rights and registered and unregistered trademarks” would unintentionally introduce administrative matters to the Convention, since the World Intellectual Property Organization (WIPO) has established legal and administrative frameworks in many States to protect patents, trademarks and copyrights. Hence contradicting Article 1(1) of this Convention which establishes: “This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments relating to civil or commercial matters. It shall not extend in particular to revenue, customs or *administrative matters*.”

For example, in Mexico, Article 213 of the Mexican Federal Law on Copyright establishes that: “The Federal courts shall hear disputes arising in connection with the application of this law, but when such disputes affect only private interests, can learn from them, chosen by the actor, the courts of the States and the Federal District.” As well, Article 217 reads: “Persons who believe they are affected by any of the rights protected by this Law may choose to enforce the legal actions available to them or be subject to the procedure of compromise. The administrative procedure of compromise is presented at the Institute (Mexican Institute of Intellectual Property) on the request of either party to settle amicably a conflict arisen in the interpretation or application of this Law.” Moreover, section VI of Article 218 indicates: “Should the agreement not be reached, the Institute will urge the parties to avail themselves of the arbitration provisions of Chapter III of this title.” Additionally, Article 155 of the Mexican Law on Industrial Property states that: “The declaration of invalidity, revocation or cancellation of registration of a trademark shall be done administratively by the Institute, at the request of a party or the Federal Public Prosecutor, where the Federation has any interest.”

As a consequence, the situation above would also create a contradiction for Mexico, in which its judicial resolutions would enter the scope of this convention, but not its arbitral awards which are of administrative nature and excluded from its scope, as established by Article 2(3) of the Convention.

### No 230 – Proposal of the delegation of Mexico

*Removal of square brackets in Article 7(1)(c), retaining the text*

#### Article 7 *Refusal of recognition or enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

[...]

- (c) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the public policy of the requested State, including situations where the specific proceedings leading to the judgment were incompatible with fundamental principles of procedural fairness of that State ~~and situations involving infringements of security or sovereignty of that State~~;

#### *Explanation*

The proposal aims to preserve the exclusive jurisdictions of States and their sovereignty, in accordance to Article 2(5) of the Convention and the Mexican proposals for a new Article 2(1)(m) and to modify Article 2(4).

---

## Documents de travail Nos 231 à 233

## Working Documents Nos 231 to 233

*Distribués le 15 novembre 2017*

*Distributed on 15 November 2017*

---

### No 231 – Proposal of the delegation of Mexico

*Report of the Chair of the informal Intellectual Property Working Group*

*Provisions in relation to intellectual property matters if not wholly excluded from scope*

#### Article 5 *Bases for recognition and enforcement*

[...]

---

*Doc.trav./Work.Docs Nos 231-233*

3 Paragraph 1 does not apply to a judgment that ruled on an intellectual property matter. Such a judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

- (a) the judgment ruled on an infringement in the State of origin of an intellectual property right existing under that State's law[, unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];
- (b) subject to Article 6(a), the judgment ruled on the validity[, subsistence or ownership] in the State of origin of an intellectual property right [existing under the law of the State of origin].

#### Article 6

#### *Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

- (a) a judgment that ruled on the [registration or] validity of an intellectual property right required to be granted or registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which grant or registration has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument; [...]

#### Article 7

#### *Refusal of recognition and enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if – [...]

- [(g) the judgment ruled on an infringement of an intellectual property right, applying to that [right/infringement] a law other than the internal law of the State of origin.]

#### Article 8

#### *Preliminary questions*

1 Where a matter to which this Convention does not apply, or a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled arose as a preliminary question, the ruling on that question shall not be recognised or enforced under this Convention.

2 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter to which this Convention does not apply, or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled.

[3 However, in the case of a ruling on the validity of a right referred to in Article 6, paragraph (a), recognition or enforcement of a judgment may be postponed, or refused under the preceding paragraph, only where –

- (a) that ruling is inconsistent with a judgment or a decision of a competent authority on that matter given in the State referred to in Article 6, paragraph (a); or
- (b) proceedings concerning the validity of that right are pending in that State.

A refusal under sub-paragraph (b) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.]

---

*Doc.trav./Work.Docs Nos 231-233*

233

[Article 12  
*Non-monetary remedies in  
intellectual property matters*

In intellectual property matters a judgment ruling on an infringement shall be recognised and enforced only to the extent that it rules on a monetary remedy in relation to harm suffered in the State of origin.]

*Provisions in relation to exclusion from scope of all or certain intellectual property matters*

Article 2(1)(l)

[(1) intellectual property and analogous matters[, except for copyright and related rights and trademarks [and industrial designs]]].

With consequential amendments to be made in relation to intellectual property provisions.

**No 232 – Proposition des délégations du Canada et d'Israël – Proposal of the delegations of Canada and Israel**

{Article 16  
*Frais de procédure*

~~1— Aucune sûreté, caution ou dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposée en raison, soit de sa seule qualité d'étranger, soit du seul défaut de domicile ou de résidence habituelle dans l'État requis, à la partie qui demande l'exécution dans un État contractant d'une décision rendue dans un autre État contractant.~~

~~2— Toute condamnation aux frais et dépens, rendue dans un État contractant contre toute personne dispensée du versement d'une sûreté, d'une caution ou d'un dépôt en vertu du paragraphe premier est, à la demande du créancier, déclarée exécutoire dans tout autre État contractant.]~~

Toute condamnation aux frais et dépens prononcée à l'occasion de l'octroi ou du refus de la reconnaissance ou de l'exécution dans un État contractant d'une décision rendue dans un autre État contractant est, à la demande du créancier, reconnue et déclarée exécutoire dans tout autre État contractant.

\* \* \*

{Article 16  
*Costs of proceedings*

~~1— No security, bond or deposit, however described, shall be required from a party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgment given in another Contracting State on the sole ground that such party is a foreign national or is not domiciled or resident in the State in which enforcement is sought.~~

~~2— An order for payment of costs and expenses of proceedings, made in a Contracting State against any person exempt from requirements as to security, bond, or deposit by virtue of paragraph 1 shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable in any other Contracting State.~~

An order for payment of costs and expenses made in a Contracting State in connection with the granting or refusal of recognition or enforcement of a judgment given in another Contracting State, shall, on the application of the person

entitled to the benefit of the order, be recognised and rendered enforceable in any other Contracting State.

**No 233 – Proposal of the delegation of Uruguay**

Article 16  
*Costs of proceedings*

1 No security, bond or deposit, however described, shall be required from a party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgment given in another Contracting State on the sole ground that such party is a foreign national or is not domiciled or resident in the State in which enforcement is sought.

2 An order for payment of costs and expenses made in a Contracting State in connection with the granting or refusal of recognition or enforcement of a judgment given in another Contracting State, shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be recognised and rendered enforceable in any other Contracting State.

3 A State may declare that paragraph 1 does not apply when its provisions are in contradiction with procedural national legislation.

Article 32  
*Declarations*

1 Declarations referred to in Articles 16(3), 20, 21, 26(4), 28 and 30 may be made upon signature, ratification, acceptance, approval or accession or at any time thereafter, and may be modified or withdrawn at any time.

---

Documents de travail Nos 234 et 235

Working Documents Nos 234 and 235

*Distribués le 16 novembre 2017*

*Distributed on 16 November 2017*

---

**No 234 – Proposal of the delegation of the European Union**

*Drafting suggestions of the European Union on the Report of the Chair of the Informal Intellectual Property Working Group*

*Provisions in relation to intellectual property matters if not wholly excluded from scope*

Article 5  
*Bases for recognition and enforcement*

[...]

3 Paragraph 1 does not apply to a judgment that ruled on an intellectual property ~~matter~~ right or an analogous right. Such a judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met:

- (a) the judgment ruled on an infringement in the State of origin of an intellectual property right required to be granted or registered and it was given by a court in the State in which the grant or registration of the right concerned has taken place or, under the terms of an international or regional instrument, is deemed to have taken place[, unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];
- (ba) the judgment ruled on an infringement in the State of origin of copyright or related rights, an unregistered trademark or unregistered industrial design an intellectual property right and it was given by a court in the State for which protection was sought existing under that State's law[, unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];
- (cb) ~~subject to Article 6(a), the judgment ruled on the validity[, subsistence or ownership] in the State of origin of copyright or related rights, an unregistered trademark or unregistered industrial design an intellectual property right [existing under the law of the State of origin] and it was given by a court in the State for which protection was sought.~~

#### Article 6

##### *Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

- (a) a judgment that ruled on the [registration or] validity of an intellectual property right required to be granted or registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which grant or registration ~~has been applied for~~, has taken place, or, under the terms of an international or regional instrument, is deemed to have been applied for or to have taken place under the terms of an international or regional instrument; [...]

#### Article 7

##### *Refusal of recognition and enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if – [...]

- [(g) the judgment ruled on an infringement of an intellectual property right, applying to that ~~right~~ infringement] a law other than the internal law of the State of origin.]

#### Article 8

##### *Preliminary questions*

1 Where a matter to which this Convention does not apply, or a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled arose as a preliminary question, the ruling on that question shall not be recognised or enforced under this Convention.

2 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter to which this Convention does not apply,

or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled.

{3 However, in the case of a ruling on the validity of a right referred to in Article 6, paragraph (a), recognition or enforcement of a judgment may be postponed, or refused under the preceding paragraph, only where –

- (a) that ruling is inconsistent with a judgment or a decision of a competent authority on that matter given in the State referred to in Article 6, paragraph (a); or
- (b) proceedings concerning the validity of that right are pending in that State.

A refusal under sub-paragraph (b) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.]

#### [Article 12

##### *Non-monetary remedies in intellectual property matters*

In intellectual property matters a judgment ruling on an infringement shall be ~~recognised and~~ enforced only to the extent that it rules on a monetary remedy in relation to harm suffered in the State of origin.]

##### *Provisions in relation to exclusion from scope of all or certain intellectual property matters*

#### Article 2(1)(l)

- [(l) intellectual property and analogous matters[, except for copyright and related rights and trademarks [and industrial designs]]].

With consequential amendments to be made in relation to intellectual property provisions.

#### **No 235 – Proposal of the delegations of Ecuador and Uruguay**

*Insertion of a new sub-paragraph (c) in Article 3, paragraph 1*

#### Article 3

##### *Definitions*

1 In this Convention – [...]

- (c) “court” means a tribunal exercising jurisdictional functions –
- (i) belonging to the judiciary of a Contracting State at any level, or
- (ii) any other permanent tribunal that, according to the law of a Contracting State, exercises those functions on a particular subject matter, according to pre-established procedural rules, being independent and autonomous, [(or)
- (iii) a common court to two or more States, whose jurisdiction in relation to the relevant matter has been conferred to it by a Contracting State].

---

*Distribué le vendredi 17 novembre 2017*

---

*Distributed on Friday 17 November 2017*

---

**No 236 – Projet de Convention révisé proposé par le Comité de rédaction arrêté au 17 novembre 2017**

---

**No 236 – Revised Draft Convention submitted by the Drafting Committee as of 17 November 2017**

CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION  
ET DÉFINITIONS

CHAPTER I – SCOPE AND DEFINITIONS

Article premier  
*Champ d'application*

Article 1  
*Scope*

1 La présente Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements en matière civile ~~et~~ ou commerciale. Elle ne recouvre notamment pas les matières fiscales, douanières ou administratives.

1 This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments relating to civil or commercial matters. It shall not extend in particular to revenue, customs or administrative matters.

2 La présente Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution, dans un État contractant, d'un jugement rendu par un tribunal d'un autre État contractant.

2 This Convention shall apply to the recognition and enforcement in one Contracting State of a judgment given by a court of another Contracting State.

Article 2  
*Exclusions du champ d'application*

Article 2  
*Exclusions from scope*

1 La présente Convention ne s'applique pas aux matières suivantes :

1 This Convention shall not apply to the following matters –

- (a) l'état et la capacité des personnes physiques ;
- (b) les obligations alimentaires ;
- (c) les autres matières du droit de la famille, y compris les régimes matrimoniaux et les autres droits ou obligations découlant du mariage ou de relations similaires ;
- (d) les testaments et les successions ;
- (e) l'insolvabilité, les concordats, la résolution d'établissements financiers, et les matières analogues ;
- (f) le transport de passagers et de marchandises ;
- (g) la pollution marine, la limitation de responsabilité pour des demandes en matière maritime, les avaries communes, ainsi que le remorquage et le sauvetage d'urgence ;
- (h) la responsabilité pour les dommages nucléaires ;
- (i) la validité, la nullité ou la dissolution des personnes morales ou des associations entre personnes physiques ou personnes morales, ainsi que la validité des décisions de leurs organes ;
- (j) la validité des inscriptions sur les registres publics ;
- (k) la diffamation ~~[et le droit à la vie privée]~~ ;

- (a) the status and legal capacity of natural persons;
- (b) maintenance obligations;
- (c) other family law matters, including matrimonial property regimes and other rights or obligations arising out of marriage or similar relationships;
- (d) wills and succession;
- (e) insolvency, composition, resolution of financial institutions, and analogous matters;
- (f) the carriage of passengers and goods;
- (g) marine pollution, limitation of liability for maritime claims, general average, and emergency towage and salvage;
- (h) liability for nuclear damage;
- (i) the validity, nullity, or dissolution of legal persons or associations of natural or legal persons, and the validity of decisions of their organs;
- (j) the validity of entries in public registers;
- (k) defamation ~~[and privacy]~~;

~~[(l) le droit à la vie privée/la divulgation publique non autorisée d'informations relatives à la vie privée ;]~~

~~[(m) les droits de la propriété intellectuelle [et les matières analogues]] [autres que les droits d'auteur et droits voisins et les marques, soumises ou non à enregistrement]].~~

2 Un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention lorsqu'une question relevant d'une matière à laquelle elle ne s'applique pas est soulevée seulement à titre préalable et non comme un objet du litige. En particulier, le seul fait qu'une telle matière ait été invoquée dans le cadre d'un moyen de défense n'exclut pas le jugement du champ d'application de la Convention, si cette question n'était pas un objet du litige.

3 La présente Convention ne s'applique pas à l'arbitrage et aux procédures y afférentes.

4 Un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention du seul fait qu'un État, y compris un gouvernement, une agence gouvernementale ou toute personne agissant pour le compte d'un État, était partie au litige.

5 La présente Convention n'affecte pas les privilèges et immunités dont jouissent les États ou les organisations internationales, pour eux-mêmes et pour leurs biens.

### Article 3 *Définitions*

1 Au sens de la présente Convention :

- (a) le terme « défendeur » signifie la personne contre laquelle la demande ou la demande reconventionnelle a été introduite dans l'État d'origine ;
- (b) le terme « jugement » signifie toute décision sur le fond rendue par un tribunal, quelle que soit la dénomination donnée à cette décision, telle qu'un arrêt ou une ordonnance, de même que la fixation des frais et dépens du procès par le tribunal (y compris le greffier du tribunal), à condition qu'elle ait trait à une décision sur le fond susceptible d'être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention. Les mesures provisoires et conservatoires ne sont pas des jugements.

2 Une entité ou une personne autre qu'une personne physique est réputée avoir sa résidence habituelle dans l'État :

- (a) de son siège statutaire ;
- (b) selon le droit duquel elle a été constituée ;
- (c) de son administration centrale ; ou
- (d) de son principal établissement.

## CHAPITRE II – RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION

### Article 4 *Dispositions générales*

1 Un jugement rendu par un tribunal d'un État contractant (État d'origine) est reconnu et exécuté dans un autre État contractant (État requis) conformément aux dispositions du présent chapitre. La reconnaissance ou l'exécution ne peut être refusée qu'aux motifs énoncés dans la présente Convention.

~~[(l**bis**) privacy/unauthorised public disclosure of information relating to private life];~~

~~[(m)] intellectual property [and analogous matters]] rights[, except for copyright and related rights and registered and unregistered trademarks]].~~

2 A judgment is not excluded from the scope of this Convention where a matter to which this Convention does not apply arose merely as a preliminary question in the proceedings in which the judgment was given, and not as an object of the proceedings. In particular, the mere fact that such a matter arose by way of defence does not exclude a judgment from the Convention, if that matter was not an object of the proceedings.

3 This Convention shall not apply to arbitration and related proceedings.

4 A judgment is not excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State, including a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party to the proceedings.

5 Nothing in this Convention shall affect privileges and immunities of States or of international organisations, in respect of themselves and of their property.

### Article 3 *Definitions*

1 In this Convention –

- (a) “defendant” means a person against whom the claim or counterclaim was brought in the State of origin;
- (b) “judgment” means any decision on the merits given by a court, whatever that decision may be called, including a decree or order, and a determination of costs or expenses by the court (including an officer of the court), provided that the determination relates to a decision on the merits which may be recognised or enforced under this Convention. An interim measure of protection is not a judgment.

2 An entity or person other than a natural person shall be considered to be habitually resident in the State –

- (a) where it has its statutory seat;
- (b) under whose law it was incorporated or formed;
- (c) where it has its central administration; or
- (d) where it has its principal place of business.

## CHAPTER II – RECOGNITION AND ENFORCEMENT

### Article 4 *General provisions*

1 A judgment given by a court of a Contracting State (State of origin) shall be recognised and enforced in another Contracting State (requested State) in accordance with the provisions of this Chapter. Recognition or enforcement may be refused only on the grounds specified in this Convention.

2 Sans préjudice de ce qui est nécessaire pour l'application des dispositions du présent chapitre, il n'est procédé à aucune révision au fond du jugement rendu par le tribunal d'origine.

3 Un jugement n'est reconnu que s'il produit ses effets dans l'État d'origine et n'est exécuté que s'il est exécutoire dans l'État d'origine.

4 Si le jugement visé au paragraphe 3 fait l'objet d'un recours dans l'État d'origine ou si le délai pour exercer un recours ordinaire n'a pas expiré, le tribunal requis peut :

- (a) accorder la reconnaissance ou l'exécution, voire subordonner cette exécution à la constitution d'une sûreté qu'il détermine ;
- (b) surseoir à statuer sur la reconnaissance ou l'exécution ; ou
- (c) refuser la reconnaissance ou l'exécution.

Le refus visé à l'alinéa (c) n'empêche pas une demande ultérieure de reconnaissance ou d'exécution du jugement.

#### Article 5

##### *Fondements de la reconnaissance ou de l'exécution*

1 Un jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté si l'une des exigences suivantes est satisfaite :

- (a) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée avait sa résidence habituelle dans l'État d'origine lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine ;
- (b) la personne physique contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée avait son établissement professionnel principal dans l'État d'origine lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine et la demande à l'origine du jugement portait sur son activité professionnelle ;
- (c) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée est celle qui a saisi le tribunal de la demande, autre que reconventionnelle, à l'origine du jugement ;
- (d) le défendeur avait une succursale, une agence ou tout autre établissement sans personnalité juridique propre dans l'État d'origine, au moment où il est devenu une partie à la procédure devant le tribunal d'origine, et la demande à l'origine du jugement résultait des activités de cette succursale, de cette agence ou de cet établissement ;
- (e) le défendeur a expressément consenti à la compétence du tribunal d'origine au cours de la procédure dans laquelle le jugement a été rendu ;
- (f) le défendeur a fait valoir ses arguments sur le fond devant le tribunal d'origine sans en contester la compétence dans les délais prescrits par le droit de l'État d'origine, à moins qu'il ne soit évident qu'une contestation de la compétence ou de son exercice aurait échoué en vertu de ce droit ;

2 Without prejudice to such review as is necessary for the application of the provisions of this Chapter, there shall be no review of the merits of the judgment given by the court of origin.

3 A judgment shall be recognised only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin.

4 If a judgment referred to in paragraph 3 is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired, the court addressed may –

- (a) grant recognition or enforcement, which enforcement may be made subject to the provision of such security as it shall determine;
- (b) postpone the decision on recognition or enforcement; or
- (c) refuse recognition or enforcement.

A refusal under sub-paragraph (c) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

#### Article 5

##### *Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

- (a) the person against whom recognition or enforcement is sought was habitually resident in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin;
- (b) the natural person against whom recognition or enforcement is sought had his or her principal place of business in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that business;
- (c) the person against whom recognition or enforcement is sought is the person that brought the claim, other than a counterclaim, on which the judgment is based;
- (d) the defendant maintained a branch, agency, or other establishment without separate legal personality in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin, and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that branch, agency, or establishment;
- (e) the defendant expressly consented to the jurisdiction of the court of origin in the course of the proceedings in which the judgment was given;
- (f) the defendant argued on the merits before the court of origin without contesting jurisdiction within the time-frame provided in the law of the State of origin, unless it is evident that an objection to jurisdiction or to the exercise of jurisdiction would not have succeeded under that law;



- (g) le jugement porte sur une obligation contractuelle et a été rendu dans l'État dans lequel l'obligation a été ou aurait dû être exécutée, conformément :
- (i) à l'accord des parties ou,
- (ii) à la loi applicable au contrat, à défaut d'un accord sur le lieu d'exécution,
- sauf si les activités du défendeur en relation avec la transaction ne présentaient manifestement pas de lien intentionnel et substantiel avec cet État ;
- (h) le jugement porte sur un bail immobilier et a été rendu dans l'État où est situé l'immeuble ;
- (i) le jugement rendu contre le défendeur porte sur une obligation contractuelle garantie par un droit réel relatif à un immeuble situé dans l'État d'origine, à condition qu'une demande contractuelle concernant ce droit réel ait également été dirigée contre ce défendeur ;
- (j) le jugement porte sur une obligation non contractuelle résultant d'un décès, d'un dommage corporel, d'un dommage subi par un bien corporel ou de la perte d'un bien corporel et l'acte ou l'omission directement à l'origine du dommage a été commis dans l'État d'origine, quel que soit le lieu où le dommage est survenu ;
- ~~[(k) le jugement porte sur la contrefaçon d'un brevet, d'une marque, d'un dessin ou modèle industriel, d'un droit d'obtention végétale, ou de tout autre droit analogue donnant lieu à délivrance, octroi ou enregistrement et a été rendu par un tribunal de l'État dans lequel la délivrance, l'octroi ou l'enregistrement du droit en question a été effectué ou est réputé avoir été effectué en vertu d'un instrument international ou régional], sauf si le défendeur n'a pas agi dans cet État aux fins de contrefaçon ou que son activité ne peut raisonnablement être considérée comme ayant visé spécifiquement cet État];~~
- [(l) le jugement porte sur la titularité ou l'existence de droits d'auteur ou de droits voisins, [ou de marques fondées sur l'usage, dénominations commerciales ou dessins et modèles industriels non enregistrés] [ou d'un autre droit de propriété intellectuelle qui n'exige pas d'enregistrement] et ce droit est régi par la loi de l'État d'origine.];
- ~~[(m) Le jugement porte sur la contrefaçon de droits d'auteur ou de droits voisins, [ou de marques fondées sur l'usage, dénominations commerciales ou dessins et modèles industriels non enregistrés] [ou de tout autre droit de propriété intellectuelle qui n'exige pas d'enregistrement] et ce droit est régi par le droit de l'État d'origine], sauf si le défendeur n'a pas agi dans cet État en vue d'initier ou de poursuivre la contrefaçon ou que son activité ne peut raisonnablement être considérée comme ayant visé spécifiquement cet État];~~
- (k) le jugement porte sur la validité, l'interprétation, les effets, l'administration ou la modification d'un trust constitué volontairement et documenté par écrit, et :
- (i) au moment de l'introduction de l'instance, l'État d'origine est celui désigné dans l'acte constitutif du trust comme étant un État dans lequel les litiges relatifs à ces questions doivent être tranchés ;
- (g) the judgment ruled on a contractual obligation and it was given in the State in which performance of that obligation took place, or should have taken place, in accordance with
- (i) the parties' agreement, or
- (ii) the law applicable to the contract, in the absence of an agreed place of performance,
- unless the defendant's activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State;
- (h) the judgment ruled on a tenancy of immovable property and it was given in the State in which the property is situated;
- (i) the judgment ruled against the defendant on a contractual obligation secured by a right *in rem* in immovable property located in the State of origin, if the contractual claim was brought together with a claim against the same defendant relating to that right *in rem*;
- (j) the judgment ruled on a non-contractual obligation arising from death, physical injury, damage to or loss of tangible property, and the act or omission directly causing such harm occurred in the State of origin, irrespective of where that harm occurred;
- ~~[(k) the judgment ruled on an infringement of a patent, trademark, industrial design, plant breeder's right, or similar right required to be granted or registered and it was given by a court in the State of origin in which the grant or registration of the right concerned has taken place, or is deemed to have taken place under the terms of an international or regional instrument], unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];~~
- [(l) the judgment ruled on the ownership or subsistence of copyright or related rights, [or use-based trademarks, trade names, or unregistered designs] [or other intellectual property rights not required to be registered] and the right is governed by the law of the State of origin;]
- ~~[(m) the judgment ruled on an infringement of copyright or related rights, [or use-based trademarks, trade names, or unregistered designs] [or other intellectual property rights not required to be registered] and the right is governed by the law of the State of origin, [unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];]~~
- (~~nk~~) the judgment concerns the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, and –
- (i) at the time the proceedings were instituted, the State of origin was designated in the trust instrument as a State in which disputes about such matters are to be determined;

(ii) ~~la loi de l'État d'origine est désignée, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust comme étant la loi qui régit l'élément du trust qui fait l'objet du litige à l'origine du jugement [sauf si les activités du défendeur eu égard au trust ne présentaient manifestement pas de lien intentionnel ou substantiel avec cet État] ; ou~~

(iii) au moment de l'introduction de l'instance, l'État d'origine était celui désigné, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust, comme étant l'État dans lequel est situé le lieu principal d'administration du trust ;

Cet alinéa ne s'applique qu'aux jugements portant sur des aspects internes d'un trust, entre personnes étant ou ayant été au sein de la relation établie par le trust ;

- (l) le jugement porte sur une demande reconventionnelle :
- (i) dans la mesure où il est rendu en faveur du demandeur reconventionnel, à condition que cette demande porte sur la même transaction ou les mêmes faits que la demande principale ;
  - (ii) dans la mesure où il est rendu contre le demandeur reconventionnel, sauf si le droit de l'État d'origine exigeait une demande reconventionnelle à peine de forclusion ;
- (m) le jugement a été rendu par un tribunal désigné dans un accord conclu ou documenté par écrit ou par tout autre moyen de communication qui rend l'information accessible pour être consultée ultérieurement, autre qu'un accord exclusif d'élection de for.

Aux fins de cet alinéa, un « accord exclusif d'élection de for » est un accord conclu entre deux ou plusieurs parties, pour connaître des litiges nés ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit déterminé, soit les tribunaux d'un État contractant, soit un ou plusieurs tribunaux particuliers d'un État contractant, à l'exclusion de la compétence de tout autre tribunal.

2 Si la reconnaissance ou l'exécution est requise contre une personne physique agissant principalement dans un but personnel, familial ou domestique (un consommateur) en matière de contrat de consommation, ou contre un employé relativement à son contrat de travail :

- (a) le paragraphe 1(e) ne s'applique que si le consentement a été donné devant le tribunal, que ce soit oralement ou par écrit ;
- (b) les paragraphes 1(f), (g) et (pm) ne s'appliquent pas.

[3 Le paragraphe premier ne s'applique pas à un jugement portant sur un droit de propriété intellectuelle ou analogue. Un tel jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté si l'une des exigences suivantes est satisfaite :

- (a) le jugement porte sur la contrefaçon, dans l'État d'origine, d'un droit de propriété intellectuelle nécessitant délivrance, octroi ou enregistrement et a été rendu par un tribunal de l'État dans lequel la délivrance, l'octroi ou l'enregistrement du droit en question a été effectué, ou est réputé avoir été effectué conformément aux dispositions d'un instrument international ou régio-

(ii) ~~the law of the State of origin is expressly or impliedly designated in the trust instrument as the law governing the aspect of the trust that is the subject of the litigation that gave rise to the judgment[, unless the defendant's activities in relation to the trust clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State]; or~~

(iii) at the time the proceedings were instituted, the State of origin was expressly or impliedly designated in the trust instrument as the State in which the principal place of administration of the trust is situated.

This sub-paragraph only applies to judgments regarding internal aspects of a trust between persons who are or were within the trust relationship;

- (le) the judgment ruled on a counterclaim –
- (i) to the extent that it was in favour of the counterclaimant, provided that the counterclaim arose out of the same transaction or occurrence as the claim;
  - (ii) to the extent that it was against the counterclaimant, unless the law of the State of origin required the counterclaim to be filed in order to avoid preclusion;

(mp) the judgment was given by a court designated in an agreement concluded or documented in writing or by any other means of communication which renders information accessible so as to be usable for subsequent reference, other than an exclusive choice of court agreement.

For the purposes of this sub-paragraph, an “exclusive choice of court agreement” means an agreement concluded by two or more parties that designates, for the purpose of deciding disputes which have arisen or may arise in connection with a particular legal relationship, the courts of one State or one or more specific courts of one State to the exclusion of the jurisdiction of any other courts.

2 If recognition or enforcement is sought against a natural person acting primarily for personal, family or household purposes (a consumer) in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters relating to the employee's contract of employment –

- (a) paragraph 1(e) applies only if the consent was addressed to the court, orally or in writing;
- (b) paragraph 1(f), (g) and (mp) do not apply.

[3 Paragraph 1 does not apply to a judgment that ruled on an intellectual property right or an analogous right. Such a judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met:

- (a) the judgment ruled on an infringement in the State of origin of an intellectual property right required to be granted or registered and it was given by a court in the State in which the grant or registration of the right concerned has taken place or, under the terms of an international or regional instrument, is deemed to have

nal], sauf si le défendeur n'a pas agi dans cet État aux fins d'initier ou de poursuivre la contrefaçon ou que son activité ne peut raisonnablement être considérée comme ayant spécifiquement visé cet État] :

- (b) le jugement porte sur la contrefaçon, dans l'État d'origine, d'un droit d'auteur ou droit voisin, d'une marque non enregistrée ou d'un dessin ou modèle industriel non enregistré, et a été rendu par un tribunal de l'État pour lequel la protection était revendiquée], sauf si le défendeur n'a pas agi dans cet État aux fins d'initier ou de poursuivre la contrefaçon ou que son activité ne peut raisonnablement être considérée comme ayant spécifiquement visé cet État] :
- (c) le jugement porte sur la validité], l'existence ou la titularité], dans l'État d'origine, d'un droit d'auteur ou droit voisin, d'une marque non enregistrée ou d'un dessin ou modèle industriel non enregistré, et a été rendu par un tribunal de l'État pour lequel la protection était revendiquée.]

#### Article 6

##### *Fondements exclusifs de la reconnaissance ou de l'exécution*

Nonobstant l'article 5 :

- (a) un jugement portant sur [l'enregistrement ou] la validité d'un brevet, d'une marque, d'un dessin ou modèle industriel, d'un droit d'obtention végétale, ou de tout autre droit analogue droit de propriété intellectuelle nécessitant délivrance, octroi ou enregistrement n'est reconnu ou exécuté que si l'État d'origine est celui dans lequel la délivrance, l'octroi ou l'enregistrement a été demandé ou a été effectué, ou est réputé avoir été demandé ou effectué conformément aux dispositions d'un instrument international ou régional ;]
- (b) un jugement portant sur des droits réels immobiliers n'est reconnu ou exécuté que si l'immeuble est situé dans l'État d'origine ;
- (c) un jugement portant sur un bail immobilier pour une période de plus de six mois ne peut être reconnu ou exécuté si l'immeuble n'est pas situé dans l'État d'origine et les tribunaux de l'État dans lequel se trouve l'immeuble ont compétence exclusive en vertu du droit de cet État.

#### Article 7

##### *Refus de reconnaissance ou d'exécution*

1 La reconnaissance ou l'exécution peut être refusée si :

- (a) l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent contenant les éléments essentiels de la demande :
- (i) n'a pas été notifié au défendeur en temps utile et de telle manière qu'il puisse organiser sa défense, à moins que le défendeur ait comparu et présenté sa défense sans contester la notification devant le tribunal d'origine, à condition que le droit de l'État d'origine permette de contester la notification ; ou
- (ii) a été notifié au défendeur dans l'État requis de manière incompatible avec les principes fondamentaux de l'État requis relatifs à la notification de documents ;

taken place], unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];

- (b) the judgment ruled on an infringement in the State of origin of a copyright or related rights, an unregistered trademark or unregistered industrial design, and it was given by a court in the State for which protection was sought claimed], unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];
- (c) the judgment ruled on the validity], subsistence or ownership] in the State of origin of a copyright or related rights, an unregistered trademark or unregistered industrial design, and it was given by a court in the State for which protection was sought claimed.]

#### Article 6

##### *Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

- (a) a judgment that ruled on the [registration or] validity of an intellectual property patent, trademark, industrial design, plant breeder's right, or similar right required to be granted or registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which grant or registration has been applied for, has taken place, or is deemed to have been applied for or to have taken place, or, under the terms of an international or regional instrument, is deemed to have taken place;]
- (b) a judgment that ruled on rights *in rem* in immovable property shall be recognised and enforced if and only if the property is situated in the State of origin;
- (c) a judgment that ruled on a tenancy of immovable property for a period of more than six months shall not be recognised and enforced if the property is not situated in the State of origin and the courts of the Contracting State in which it is situated have exclusive jurisdiction under the law of that State.

#### Article 7

##### *Refusal of recognition or enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

- (a) the document which instituted the proceedings or an equivalent document, including a statement of the essential elements of the claim –
- (i) was not notified to the defendant in sufficient time and in such a way as to enable him to arrange for his defence, unless the defendant entered an appearance and presented his case without contesting notification in the court of origin, provided that the law of the State of origin permitted notification to be contested; or
- (ii) was notified to the defendant in the requested State in a manner that is incompatible with fundamental principles of the requested State concerning service of documents;

- (b) le jugement résulte d'une fraude ;
- (c) la reconnaissance ou l'exécution est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État requis, notamment dans les cas où la procédure appliquée en l'espèce pour obtenir le jugement était incompatible avec les principes fondamentaux d'équité procédurale de cet État ~~et dans les~~ en cas d'atteintes à la sécurité ou à la souveraineté de cet État ;
- (d) la procédure devant le tribunal d'origine était contraire à un accord, ou à une clause figurant dans l'acte constitutif d'un trust, en vertu duquel le litige en question devait être tranché par un tribunal autre que le tribunal d'origine ;
- (e) le jugement est incompatible avec un jugement rendu dans l'État requis dans un litige entre les mêmes parties ; ou
- (f) le jugement est incompatible avec un jugement rendu antérieurement dans un autre État entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet, lorsque le jugement rendu antérieurement réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État requis ;
- [(g) le jugement porte sur la contrefaçon d'un droit de propriété intellectuelle et applique à [ce droit/cette contrefaçon] une loi autre droit que celle le régissant le droit interne de l'État d'origine.]

- (b) the judgment was obtained by fraud;
- (c) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the public policy of the requested State, including situations where the specific proceedings leading to the judgment were incompatible with fundamental principles of procedural fairness of that State ~~and situations involving infringements of security or sovereignty of that State~~;
- (d) the proceedings in the court of origin were contrary to an agreement, or a designation in a trust instrument, under which the dispute in question was to be determined in a court other than the court of origin;
- (e) the judgment is inconsistent with a judgment given in the requested State in a dispute between the same parties; or
- (f) the judgment is inconsistent with an earlier judgment given in another State between the same parties on the same subject matter, provided that the earlier judgment fulfils the conditions necessary for its recognition in the requested State;
- [(g) the judgment ruled on an infringement of an intellectual property right, applying to that [right/infringement] a law other than the internal law governing that right of the State of origin.]

2 La reconnaissance ou l'exécution peut être différée ou refusée si une procédure ayant le même objet est pendante entre les mêmes parties devant un tribunal de l'État requis lorsque :

2 Recognition or enforcement may be postponed or refused if proceedings between the same parties on the same subject matter are pending before a court of the requested State, where –

- (a) ce dernier a été saisi avant le tribunal de l'État d'origine ; et
- (b) il existe un lien étroit entre le litige et l'État requis.

- (a) the court of the requested State was seised before the court of origin; and
- (b) there is a close connection between the dispute and the requested State.

Le refus visé au présent paragraphe n'empêche pas une demande ultérieure de reconnaissance ou d'exécution du jugement.

A refusal under this paragraph does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

#### Article 8 *Questions préalables*

#### Article 8 *Preliminary questions*

1 Une décision rendue à titre préalable sur une matière à laquelle la présente Convention ne s'applique pas, ou une décision rendue à titre préalable sur une matière visée à l'article 6 par un autre tribunal que celui désigné dans cette disposition, n'est pas reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

1 Where a matter to which this Convention does not apply, or a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled arose as a preliminary question, the ruling on that question shall not be recognised or enforced under this Convention.

2 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement est fondé sur une décision relative à une matière à laquelle la présente Convention ne s'applique pas, ou sur une décision relative à une matière visée à l'article 6 qui a été rendue par un autre tribunal que celui désigné dans cette disposition.

2 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter to which this Convention does not apply, or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled.

[3 Toutefois, dans le cas d'une décision relative à la validité d'un droit visé à l'article 6(a), la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement ne peut être différée, ou refusée en vertu du paragraphe précédent, que si :

[3 However, in the case of a ruling on the validity of a right referred to in Article 6, paragraph (a), recognition or enforcement of a judgment may be postponed, or refused under the preceding paragraph, only where –

- (a) cette décision est incompatible avec un jugement ou une décision rendu(e) sur ce point par l'autorité compétente de l'État mentionné à l'article 6(a) ; ou
- (b) une procédure relative à la validité de ce droit est pendante dans cet État.

Le refus en vertu de l'alinéa (b) n'empêche pas une demande ultérieure de reconnaissance ou d'exécution du jugement.]

~~Article 9~~  
~~Effets équivalents~~

~~Un jugement reconnu ou déclaré exécutoire en vertu de la présente Convention a les mêmes effets que dans l'État d'origine. Si le jugement contient des mesures qui ne sont pas disponibles dans le droit de l'État requis, ces mesures doivent être remplacées, dans la mesure du possible, par des mesures qui ont des effets équivalents à, mais n'exécutant pas, ceux prévus dans le droit de l'État d'origine.~~

Article 10  
*Divisibilité*

La reconnaissance ou l'exécution d'une partie dissociable d'un jugement est accordée si la reconnaissance ou l'exécution de cette partie est demandée ou si seule une partie du jugement peut être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

Article 11  
*Domages et intérêts*

1 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement accorde des dommages et intérêts, y compris des dommages et intérêts exemplaires ou punitifs, qui ne compensent pas une partie pour la perte ou préjudice réellement subis.

2 Le tribunal requis prend en considération, si, et dans quelle mesure, le montant accordé à titre de dommages et intérêts par le tribunal d'origine est destiné à couvrir les frais et dépens du procès.

[Article 12  
*Réparations Mesures non pécuniaires  
en matière de propriété intellectuelle*

~~En matière de propriété intellectuelle, un jugement portant sur une contrefaçon n'est [reconnu ou] exécuté que dans la mesure où il a statué sur des demandes **condamnations** pécuniaires liées au préjudice subi dans l'État d'origine. Un jugement qui accorde une réparation autre que des dommages et intérêts en matière de propriété intellectuelle n'est pas exécuté en vertu de la présente Convention.]~~

Article 13  
*Transactions judiciaires*

Les transactions judiciaires homologuées par un tribunal d'un État contractant, ou qui ont été conclues au cours d'une instance devant un tribunal d'un État contractant, et qui sont exécutoires au même titre qu'un jugement dans l'État d'origine, sont exécutées en vertu de la présente Convention aux mêmes conditions qu'un jugement[~~, à condition que le droit de l'État requis admette de telles transactions~~].

- (a) that ruling is inconsistent with a judgment or a decision of a competent authority on that matter given in the State referred to in Article 6, paragraph (a); or
- (b) proceedings concerning the validity of that right are pending in that State.

A refusal under sub-paragraph (b) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.]

~~Article 9~~  
~~Equivalent effects~~

~~A judgment recognised or enforceable under this Convention shall be given the same effect it has in the State of origin. If the judgment provides for relief that is not available under the law of the requested State, that relief shall, to the extent possible, be adapted to relief with effects equivalent to, but not going beyond, its effects under the law of the State of origin.~~

Article 10  
*Severability*

Recognition or enforcement of a severable part of a judgment shall be granted where recognition or enforcement of that part is applied for, or only part of the judgment is capable of being recognised or enforced under this Convention.

Article 11  
*Damages*

1 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment awards damages, including exemplary or punitive damages, that do not compensate a party for actual loss or harm suffered.

2 The court addressed shall take into account whether and to what extent the damages awarded by the court of origin serve to cover costs and expenses relating to the proceedings.

[Article 12  
*Non-monetary remedies in  
intellectual property matters*

~~In intellectual property matters, aA judgment ruling on an infringement shall be [recognised and] enforced only to the extent that it rules on a granting a remedy other than monetary remedy in relation to harm suffered in the State of origin. damages in intellectual property matters shall not be enforced under this Convention.]~~

Article 13  
*Judicial settlements (transactions judiciaires)*

Judicial settlements (*transactions judiciaires*) which a court of a Contracting State has approved, or which have been concluded in the course of proceedings before a court of a Contracting State, and which are enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin, shall be enforced under this Convention in the same manner as a judgment[~~, provided that such settlement is permissible under the law of the requested State~~].

Article 14  
*Pièces à produire*

1 La partie qui requiert la reconnaissance ou qui demande l'exécution produit :

- (a) une copie complète et certifiée conforme du jugement ;
- (b) si le jugement a été rendu par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document attestant que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été notifié à la partie défaillante ;
- (c) tout document nécessaire pour établir que le jugement produit ses effets dans l'État d'origine ou, le cas échéant, qu'il est exécutoire dans cet État ;
- (d) dans le cas prévu à l'article 13, un certificat délivré par un tribunal de l'État d'origine attestant que la transaction judiciaire est exécutoire, en tout ou en partie, aux mêmes conditions qu'un jugement dans l'État d'origine.

2 Si le contenu du jugement ne permet pas au tribunal requis de vérifier que les conditions du présent chapitre sont remplies, ce tribunal peut exiger tout document nécessaire.

3 Une demande de reconnaissance ou d'exécution peut être accompagnée d'un document relatif au jugement, délivré par un tribunal (y compris par une personne autorisée du tribunal) de l'État d'origine, sous la forme recommandée et publiée par la Conférence de La Haye de droit international privé.

4 Si les documents mentionnés dans le présent article ne sont pas rédigés dans une langue officielle de l'État requis, ils sont accompagnés d'une traduction certifiée dans une langue officielle, sauf si le droit de l'État requis en dispose autrement.

Article 15  
*Procédure*

1 La procédure tendant à obtenir la reconnaissance, l'exequatur ou l'enregistrement aux fins d'exécution, et l'exécution du jugement sont régies par le droit de l'État requis sauf si la présente Convention en dispose autrement. Le tribunal requis agit avec célérité.

2 Le tribunal de l'État requis ne peut refuser de reconnaître ou d'exécuter un jugement en vertu de la présente Convention au motif que la reconnaissance ou l'exécution devrait être requise dans un autre État.

[Article 16  
*Frais de procédure*

1 Aucune sûreté, caution ou dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposée en raison, soit de sa seule qualité d'étranger, soit du seul défaut de domicile ou de résidence habituelle dans l'État requis, à la partie qui demande l'exécution dans un État contractant d'une décision rendue dans un autre État contractant.

2 Toute condamnation aux frais et dépens, rendue dans un État contractant contre toute personne dispensée du versement d'une sûreté, d'une caution ou d'un dépôt en vertu du paragraphe premier est, à la demande du créancier, déclarée exécutoire dans tout autre État contractant.]

Article 14  
*Documents to be produced*

1 The party seeking recognition or applying for enforcement shall produce –

- (a) a complete and certified copy of the judgment;
- (b) if the judgment was given by default, the original or a certified copy of a document establishing that the document which instituted the proceedings or an equivalent document was notified to the defaulting party;
- (c) any documents necessary to establish that the judgment has effect or, where applicable, is enforceable in the State of origin;
- (d) in the case referred to in Article 13, a certificate of a court of the State of origin that the judicial settlement or a part of it is enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin.

2 If the terms of the judgment do not permit the court addressed to verify whether the conditions of this Chapter have been complied with, that court may require any necessary documents.

3 An application for recognition or enforcement may be accompanied by a document relating to the judgment, issued by a court (including an officer of the court) of the State of origin, in the form recommended and published by the Hague Conference on Private International Law.

4 If the documents referred to in this Article are not in an official language of the requested State, they shall be accompanied by a certified translation into an official language, unless the law of the requested State provides otherwise.

Article 15  
*Procedure*

1 The procedure for recognition, declaration of enforceability or registration for enforcement, and the enforcement of the judgment, are governed by the law of the requested State unless this Convention provides otherwise. The court addressed shall act expeditiously.

2 The court of the requested State shall not refuse the recognition or enforcement of a judgment under this Convention on the ground that recognition or enforcement should be sought in another State.

[Article 16  
*Costs of proceedings*

1 No security, bond or deposit, however described, shall be required from a party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgment given in another Contracting State on the sole ground that such party is a foreign national or is not domiciled or resident in the State in which enforcement is sought.

2 An order for payment of costs ~~and~~ or expenses of proceedings, made in a Contracting State against any person exempt from requirements as to security, bond, or deposit by virtue of paragraph 1 shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable in any other Contracting State.]

Article 17  
*Reconnaissance ou exécution en application  
du droit national*

Sous réserve de l'article 6, la présente Convention ne fait pas obstacle à la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement en application du droit national.

CHAPITRE III CLAUSES GÉNÉRALES

Article 18  
*Disposition transitoire*

La Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution de jugements si, au moment de l'introduction de l'instance dans l'État d'origine, la Convention était en vigueur dans cet État et dans l'État requis.

~~Article 19~~  
~~*Dispense de légalisation*~~

~~Les documents transmis ou délivrés en vertu de la présente Convention sont dispensés de toute légalisation ou de toute formalité analogue, y compris une Apostille.]~~

Article 20  
*Déclarations limitant la reconnaissance et l'exécution*

Un État peut déclarer que ses tribunaux peuvent refuser de reconnaître ou d'exécuter un jugement rendu par un tribunal d'un autre État contractant, lorsque les parties avaient leur résidence dans l'État requis et que les relations entre les parties, ainsi que tous les autres éléments pertinents du litige, autres que le lieu du tribunal d'origine, étaient liés uniquement à l'État requis.

Article 21  
*Déclarations relatives à des matières particulières*

1 Lorsqu'un État a un intérêt important à ne pas appliquer la présente Convention à une matière particulière, il peut déclarer qu'il ne l'appliquera pas à cette matière. L'État qui fait une telle déclaration s'assure que la portée de celle-ci n'est pas plus étendue que nécessaire et que la matière particulière exclue est définie de façon claire et précise.

2 À l'égard d'une telle matière, la Convention ne s'applique pas :

- (a) dans l'État contractant ayant fait la déclaration ;
- (b) dans les autres États contractants, lorsque la reconnaissance ~~et~~ ou l'exécution d'un jugement rendu dans un État contractant ayant fait la déclaration ~~sont~~ est demandées.

~~Article 21bis~~  
~~*Déclarations relatives aux jugements  
concernant des gouvernements*~~

1 Un État peut déclarer qu'il n'appliquera la présente Convention à des jugements ~~dévo~~ issus d'une procédure à laquelle il est partie ou à laquelle une de ses agences gouvernementales ou toute personne agissant au nom de ~~elle~~ elle-ci de cette agence est partie, dans les limites prévues par cette ~~de ladite~~ déclaration. L'État qui fait une telle déclaration s'assure que la portée de celle-ci n'est pas plus étendue que nécessaire et que la matière particulière exclue ~~l'exclusion du champ d'application~~ est définie de façon claire et précise.

Article 17  
*Recognition or enforcement under national law*

Subject to Article 6, this Convention does not prevent the recognition or enforcement of judgments under national law.

CHAPTER III – GENERAL CLAUSES

Article 18  
*Transitional provision*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments if, at the time the proceedings were instituted in the State of origin, the Convention was in force in that State and in the requested State.

~~Article 19~~  
~~*No legalisation*~~

~~All documents forwarded or delivered under this Convention shall be exempt from legalisation or any analogous formality, including an Apostille.]~~

Article 20  
*Declarations limiting recognition and enforcement*

A State may declare that its courts may refuse to recognise or enforce a judgment given by a court of another Contracting State if the parties were resident in the requested State, and the relationship of the parties and all other elements relevant to the dispute, other than the location of the court of origin, were connected only with the requested State.

Article 21  
*Declarations with respect to specific matters*

1 Where a State has a strong interest in not applying this Convention to a specific matter, that State may declare that it will not apply the Convention to that matter. The State making such a declaration shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that the specific matter excluded is clearly and precisely defined.

2 With regard to that matter, the Convention shall not apply –

- (a) in the Contracting State that made the declaration;
- (b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought.

~~Article 21bis XX~~  
~~*Declarations with respect to judgments  
pertaining to governments*~~

1 A State may declare that it shall not apply this Convention to judgments which arose from a proceeding to which it is a party, or to which any of its governmental agencies or any person acting on behalf of a such governmental agency is a party, only to the extent specified in the declaration. The State making such a declaration shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that the specific scope excluded ~~exclusion from scope~~ is clearly and precisely defined.

2 En conséquence d'une de la déclaration faite en application du paragraphe premier, la Convention ne s'applique aux procédures exclues telles que prévues et définies dans la déclaration :

- (a) ni dans l'État qui a fait la déclaration ;
- (ab) ni dans les autres États contractants, lorsque la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement rendu dans l'État contractant qui a ayant fait la déclaration est demandée.]

[Article 22

*Déclarations relatives aux tribunaux communs*

- 1 Un État contractant peut déclarer :
- (a) qu'un tribunal commun à deux ou plusieurs États exerce sa compétence sur les matières relevant du champ d'application de la présente Convention ; et
- (b) qu'un tel tribunal :
- (i) ne remplit que les attributions d'une juridiction d'appel ; ou
- (ii) remplit les attributions d'une juridiction de première instance et d'appel.
- 2 Les jugements d'un État contractant comprennent :
- (a) les jugements rendus par un tribunal tel que visé au paragraphe 1(b)(i) ;
- (b) les jugements rendus par un tribunal tel que visé au paragraphe 1(b)(ii) si tous les États visés au paragraphe 1(a) sont Parties à la Convention ;
- 3 Si un tribunal tel que visé au paragraphe 1(b)(i) remplit les fonctions d'un tribunal commun pour des États parties à la Convention et d'autres qui ne sont pas Parties à celle-ci, les jugements rendus par ce tribunal ne sont considérés comme des jugements d'un État contractant que si l'instance a été introduite dans un État contractant.
- 4 Dans le cas d'un jugement rendu par un tribunal tel que visé au paragraphe 1(b)(ii), la notion d'État d'origine mentionnée aux articles 5 et 6 renvoie à l'ensemble du territoire sur lequel ce tribunal exerce sa compétence eu égard au jugement concerné.]

Article 23

*Interprétation uniforme*

Aux fins de l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application.

Article 24

*Examen du fonctionnement de la Convention*

Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé prend périodiquement des dispositions en vue de :

- (a) l'examen du fonctionnement pratique de la présente Convention, y compris de toute déclaration ; et
- (b) l'examen de l'opportunité d'apporter des modifications à la présente Convention.

2 With regard to a declaration made pursuant to paragraph 1, the Convention shall not apply to the excluded proceedings as specified and defined in the declaration –

- (a) in the Contracting State that made the declaration;
- (b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought.]

[Article 22

*Declarations with respect to common courts*

- 1 A Contracting State may declare that –
- (a) a court common to two or more States exercises jurisdiction over matters that come within the scope of this Convention; and
- (b) such a court –
- (i) has only an appellate function; or
- (ii) has first instance and appellate functions.
- 2 Judgments of a Contracting State include –
- (a) judgments given by a court referred to in paragraph 1(b)(i);
- (b) judgments given by a court referred to in paragraph 1(b)(ii) if all States referred to in paragraph 1(a) are parties to this Convention.
- 3 If a court referred to in paragraph 1(b)(i) serves as a common court for States some of which are Contracting States and some of which are non-Contracting States to this Convention, judgments given by such a court shall only be considered as judgments of a Contracting State if the proceedings at first instance were instituted in a Contracting State.
- 4 In case of a judgment given by a court referred to in paragraph 1(b)(ii) the reference to the State of origin in Articles 5 and 6 shall be deemed to refer to the entire territory over which that court had jurisdiction in relation to that judgment.]

Article 23

*Uniform interpretation*

In the interpretation of this Convention, regard shall be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application.

Article 24

*Review of operation of the Convention*

The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at regular intervals make arrangements for –

- (a) review of the operation of this Convention, including any declarations; and
- (b) consideration of whether any amendments to this Convention are desirable.



Article 25  
*Systèmes juridiques non unifiés*

1 Au regard d'un État contractant dans lequel deux ou plusieurs systèmes de droit ayant trait aux questions régies par la présente Convention s'appliquent dans des unités territoriales différentes :

- (a) toute référence à la loi ou à la procédure d'un État vise, le cas échéant, la loi ou la procédure en vigueur dans l'unité territoriale considérée ;
- (b) toute référence à la résidence habituelle dans un État vise, le cas échéant, la résidence habituelle dans l'unité territoriale considérée ;
- (c) toute référence au tribunal ou aux tribunaux d'un État vise, le cas échéant, le tribunal ou les tribunaux de l'unité territoriale considérée ;
- (d) toute référence au lien avec un État vise, le cas échéant, le lien avec l'unité territoriale considérée.

2 Nonobstant le paragraphe précédent, un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu d'appliquer la présente Convention aux situations qui impliquent uniquement ces différentes unités territoriales.

3 Un tribunal d'une unité territoriale d'un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu de reconnaître ou d'exécuter un jugement d'un autre État contractant au seul motif que le jugement a été reconnu ou exécuté dans une autre unité territoriale du même État contractant selon la présente Convention.

4 Cet article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

Article 26  
*Rapport avec d'autres instruments internationaux*

1 La présente Convention doit être interprétée de façon qu'elle soit, autant que possible, compatible avec d'autres traités en vigueur pour les États contractants, conclus avant ou après cette Convention.

2 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité [ou de tout autre instrument international] conclu avant l'entrée en vigueur de cette Convention pour cet État contractant [entre les Parties à cet instrument], si l'application de cette Convention est incompatible avec les obligations de cet État contractant vis-à-vis de tout autre État non contractant. Le présent paragraphe s'applique aussi aux traités qui révisent ou se substituent à un traité conclu avant l'entrée en vigueur de cette Convention pour cet État contractant, sauf dans la mesure où la révision ou la substitution crée de nouvelles incompatibilités avec cette Convention.

3 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité [ou de tout autre instrument international], que ce traité ait été conclu avant ou après l'entrée en vigueur de cette Convention pour cet État contractant, aux fins de reconnaissance ou d'exécution d'un jugement rendu par le tribunal d'un État contractant qui est

Article 25  
*Non-unified legal systems*

1 In relation to a Contracting State in which two or more systems of law apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention –

- (a) any reference to the law or procedure of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the law or procedure in force in the relevant territorial unit;
- (b) any reference to habitual residence in a State shall be construed as referring, where appropriate, to habitual residence in the relevant territorial unit;
- (c) any reference to the court or courts of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the court or courts in the relevant territorial unit;
- (d) any reference to a connection with a State shall be construed as referring, where appropriate, to a connection with the relevant territorial unit.

2 Notwithstanding the preceding paragraph, a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to apply this Convention to situations which involve solely such different territorial units.

3 A court in a territorial unit of a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to recognise or enforce a judgment from another Contracting State solely because the judgment has been recognised or enforced in another territorial unit of the same Contracting State under this Convention.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

Article 26  
*Relationship with other international instruments*

1 This Convention shall be interpreted so far as possible to be compatible with other treaties in force for Contracting States, whether concluded before or after this Convention.

2 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty [or other international instrument] that was concluded before this Convention entered into force for that Contracting State [as between Parties to that instrument], if applying this Convention would be inconsistent with the obligations of that Contracting State to any non-Contracting State. This paragraph shall also apply to treaties that revise or replace a treaty concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, except to the extent that the revision or replacement creates new inconsistencies with this Convention.

3 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty [or other international instrument], whether concluded before or after this Convention entered into force for that Contracting State for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party

~~également Partie à cet instrument. [Aucune disposition de l'autre instrument n'a d'incidence sur les obligations prévues à l'article 6 eu égard aux États contractants qui ne sont pas Parties à cet instrument.] cette Convention, afin d'obtenir la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement rendu par un tribunal d'un État contractant qui est également Partie à ce traité. Toutefois, ce jugement ne doit pas être reconnu ou exécuté à un degré moindre qu'en vertu de cette Convention.~~

~~4— La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité qui, à l'égard d'une matière particulière, prévoit des règles relatives à la reconnaissance ou l'exécution des jugements, même si ce traité a été conclu après cette Convention et que tous les États concernés sont Parties à cette Convention. Ce paragraphe s'applique uniquement si l'État contractant a fait une déclaration à l'égard de ce traité en vertu du présent paragraphe. Dans le cas d'une telle déclaration et en cas d'incompatibilité entre le traité susmentionné et la présente Convention, les autres États contractants ne sont pas tenus d'appliquer cette dernière à un jugement portant sur cette matière particulière et émanant d'un tribunal de l'État contractant ayant fait cette déclaration.~~

54 La présente Convention n'affecte pas l'application des règles d'une Organisation régionale d'intégration économique Partie à cette Convention, que ces règles aient été adoptées avant ou après cette Convention, en ce qui a trait à la reconnaissance ou l'exécution de jugements entre les États membres de l'Organisation régionale d'intégration économique.

[5 Un État contractant peut déclarer que la présente Convention n'affecte pas les instruments internationaux énumérés dans la déclaration.]

#### CHAPITRE IV - CLAUSES FINALES

##### Article 27

##### *Signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion*

- 1 La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États.
- 2 La présente Convention est sujette à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation par les États signataires.
- 3 Tout État pourra adhérer à la présente Convention.
- 4 Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

##### Article 28

##### *Déclarations relatives aux systèmes juridiques non unifiés*

- 1 Un État qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par la présente Convention peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

~~to that instrument. [Nothing in the other instrument shall affect the obligations under Article 6 towards Contracting States that are not Parties to that instrument.] for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that treaty. However, the judgment shall not be recognised or enforced to a lesser extent than under this Convention.~~

~~4— This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty which, in relation to a specific matter, governs the recognition or enforcement of judgments, even if concluded after this Convention and even if all States concerned are Parties to this Convention. This paragraph shall apply only if the Contracting State has made a declaration in respect of the treaty under this paragraph. In the case of such a declaration and to the extent that any inconsistencies exist between the above mentioned treaty and this Convention, other Contracting States shall not be obliged to apply this Convention to a judgment which relates to that specific matter and which was rendered by a court of a Contracting State that made the declaration.~~

45 This Convention shall not affect the application of the rules of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention, whether adopted before or after this Convention as concerns the recognition or enforcement of judgments as between Member States of the Regional Economic Integration Organisation.

[56 A Contracting State may declare that other international instruments listed in the declaration shall remain unaffected by this Convention.]

#### CHAPTER IV – FINAL CLAUSES

##### Article 27

##### *Signature, ratification, acceptance, approval or accession*

- 1 This Convention is open for signature by all States.
- 2 This Convention is subject to ratification, acceptance or approval by the signatory States.
- 3 This Convention is open for accession by all States.
- 4 Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

##### Article 28

##### *Declarations with respect to non-unified legal systems*

- 1 If a State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to matters dealt with in this Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that the Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

2 Toute déclaration est notifiée au dépositaire et indique expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3 Si un État ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'applique à l'ensemble du territoire de cet État.

4 Le présent article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

#### Article 29

##### *Organisations régionales d'intégration économique*

1 Une Organisation régionale d'intégration économique constituée seulement par des États souverains et ayant compétence sur certaines ou toutes les matières régies par la présente Convention peut également signer, accepter ou approuver cette Convention ou y adhérer. En pareil cas, l'Organisation régionale d'intégration économique aura les mêmes droits et obligations qu'un État contractant, dans la mesure où cette Organisation a compétence sur des matières régies par cette Convention.

2 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, l'Organisation régionale d'intégration économique notifie au dépositaire, par écrit, les matières régies par la présente Convention pour lesquelles ses États membres ont transféré leur compétence à cette Organisation. L'Organisation notifie aussitôt au dépositaire, par écrit, toute modification intervenue dans la délégation de compétence précisée dans la notification la plus récente faite en vertu du présent paragraphe.

3 Aux fins de l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout instrument déposé par une Organisation régionale d'intégration économique n'est pas compté, à moins que l'Organisation régionale d'intégration économique déclare, en vertu de l'article 30(1), que ses États membres ne seront pas Parties à cette Convention.

4 Toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, à une Organisation régionale d'intégration économique qui y est Partie.

#### Article 30

##### *Adhésion par une Organisation régionale d'intégration économique sans ses États membres*

1 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, une Organisation régionale d'intégration économique peut déclarer qu'elle a compétence pour toutes les matières régies par la présente Convention et que ses États membres ne seront pas Parties à cette Convention mais seront liés par celle-ci en raison de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion de l'Organisation.

2 Lorsqu'une déclaration est faite par une Organisation régionale d'intégration économique en conformité avec le paragraphe premier, toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, aux États membres de l'Organisation.

2 A declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

3 If a State makes no declaration under this Article, the Convention shall extend to all territorial units of that State.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

#### Article 29

##### *Regional Economic Integration Organisations*

1 A Regional Economic Integration Organisation which is constituted solely by sovereign States and has competence over some or all of the matters governed by this Convention may similarly sign, accept, approve or accede to this Convention. The Regional Economic Integration Organisation shall in that case have the rights and obligations of a Contracting State, to the extent that the Organisation has competence over matters governed by this Convention.

2 The Regional Economic Integration Organisation shall, at the time of signature, acceptance, approval or accession, notify the depositary in writing of the matters governed by this Convention in respect of which competence has been transferred to that Organisation by its Member States. The Organisation shall promptly notify the depositary in writing of any changes to its competence as specified in the most recent notice given under this paragraph.

3 For the purposes of the entry into force of this Convention, any instrument deposited by a Regional Economic Integration Organisation shall not be counted unless the Regional Economic Integration Organisation declares in accordance with Article 30, paragraph 1, that its Member States will not be Parties to this Convention.

4 Any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention shall apply equally, where appropriate, to a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to it.

#### Article 30

##### *Accession by a Regional Economic Integration Organisation without its Member States*

1 At the time of signature, acceptance, approval or accession, a Regional Economic Integration Organisation may declare that it exercises competence over all the matters governed by this Convention and that its Member States will not be Parties to this Convention but shall be bound by virtue of the signature, acceptance, approval or accession of the Organisation.

2 In the event that a declaration is made by a Regional Economic Integration Organisation in accordance with paragraph 1, any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention shall apply equally, where appropriate, to the Member States of the Organisation.

Article 31  
*Entrée en vigueur*

1 La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après le dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion visé à l'article 27.

2 Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur :

- (a) pour chaque État ou Organisation régionale d'intégration économique ratifiant, acceptant, approuvant ou y adhérant postérieurement, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- (b) pour les unités territoriales auxquelles la présente Convention a été étendue conformément à l'article 28, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après la notification de la déclaration visée par ledit article.

Article 32  
*Déclarations*

1 Les déclarations visées aux articles 20, 21, ~~26(4), [21bis,] [22,] [26(5),]~~ 28 et 30 peuvent être faites lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout moment ultérieur et pourront être modifiées ou retirées à tout moment.

2 Les déclarations, modifications et retraits sont notifiés au dépositaire.

3 Une déclaration faite au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation de la Convention ou de l'adhésion à celle-ci prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État concerné.

4 Une déclaration faite ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après la date de réception de la notification par le dépositaire.

5 Une déclaration faite ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, ne produira pas d'effet sur les jugements rendus à l'issue d'instances déjà introduites devant le tribunal d'origine au moment où la déclaration prend effet.

Article 33  
*Dénonciation*

1 La présente Convention pourra être dénoncée par une notification écrite au dépositaire. La dénonciation pourra se limiter à certaines unités territoriales d'un système juridique non unifié auxquelles s'applique la présente Convention.

2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est précisée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification par le dépositaire.

Article 31  
*Entry into force*

1 This Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the deposit of the second instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Article 27.

2 Thereafter this Convention shall enter into force –

- (a) for each State or Regional Economic Integration Organisation subsequently ratifying, accepting, approving or acceding to it, on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;
- (b) for a territorial unit to which this Convention has been extended in accordance with Article 28 on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the notification of the declaration referred to in that Article.

Article 32  
*Declarations*

1 Declarations referred to in Articles 20, 21, ~~[21bis,] [22] 26(4), [26(5),]~~ 28 and 30 may be made upon signature, ratification, acceptance, approval or accession or at any time thereafter, and may be modified or withdrawn at any time.

2 Declarations, modifications and withdrawals shall be notified to the depositary.

3 A declaration made at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession shall take effect simultaneously with the entry into force of this Convention for the State concerned.

4 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall take effect on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months following the date on which the notification is received by the depositary.

5 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall not apply to judgments resulting from proceedings that have already been instituted before the court of origin when the declaration takes effect.

Article 33  
*Denunciation*

1 This Convention may be denounced by notification in writing to the depositary. The denunciation may be limited to certain territorial units of a non-unified legal system to which this Convention applies.

2 The denunciation shall take effect on the first day of the month following the expiration of twelve months after the date on which the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation shall take effect upon the expiration of such longer period after the date on which the notification is received by the depositary.

Article 34  
*Notifications par le dépositaire*

Le dépositaire notifiera aux Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux autres États et aux Organisations régionales d'intégration économique qui ont signé, ratifié, accepté, approuvé ou adhéré conformément aux articles [...] les renseignements suivants :

- (a) les signatures, ratifications, acceptations, approbations et adhésions prévues à l'article 27 ;
- (b) la date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 31 ;
- (c) les notifications, déclarations, modifications ~~ou~~ et retraits des déclarations prévus à l'article 32 ;
- (d) les dénonciations prévues à l'article 33.

Article 34  
*Notifications by the depositary*

The depositary shall notify the Members of the Hague Conference on Private International Law, and other States and Regional Economic Integration Organisations which have signed, ratified, accepted, approved or acceded in accordance with Articles [...] of the following –

- (a) the signatures, ratifications, acceptances, approvals and accessions referred to in Article 27;
- (b) the date on which this Convention enters into force in accordance with Article 31;
- (c) the notifications, declarations, modifications and withdrawals of declarations referred to in Article 32; and
- (d) the denunciations referred to in Article 33.

---

*Distribué le vendredi 17 novembre 2017*

---

*Distributed on Friday 17 November 2017*

---

**No 236 REV – Projet de Convention de novembre 2017  
arrêté au 17 novembre 2017**

---

**No 236 REV – November 2017 Draft Convention as of 17  
November 2017**

CHAPITRE I – CHAMP D’APPLICATION  
ET DÉFINITIONS

CHAPTER I – SCOPE AND DEFINITIONS

Article premier  
*Champ d’application*

Article 1  
*Scope*

1 La présente Convention s’applique à la reconnaissance et à l’exécution des jugements en matière civile ou commerciale. Elle ne recouvre notamment pas les matières fiscales, douanières ou administratives.

1 This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments relating to civil or commercial matters. It shall not extend in particular to revenue, customs or administrative matters.

2 La présente Convention s’applique à la reconnaissance et à l’exécution, dans un État contractant, d’un jugement rendu par un tribunal d’un autre État contractant.

2 This Convention shall apply to the recognition and enforcement in one Contracting State of a judgment given by a court of another Contracting State.

Article 2  
*Exclusions du champ d’application*

Article 2  
*Exclusions from scope*

1 La présente Convention ne s’applique pas aux matières suivantes :

1 This Convention shall not apply to the following matters –

- (a) l’état et la capacité des personnes physiques ;
- (b) les obligations alimentaires ;
- (c) les autres matières du droit de la famille, y compris les régimes matrimoniaux et les autres droits ou obligations découlant du mariage ou de relations similaires ;
- (d) les testaments et les successions ;
- (e) l’insolvabilité, les concordats, la résolution d’établissements financiers, et les matières analogues ;
- (f) le transport de passagers et de marchandises ;
- (g) la pollution marine, la limitation de responsabilité pour des demandes en matière maritime, les avaries communes, ainsi que le remorquage et le sauvetage d’urgence ;
- (h) la responsabilité pour les dommages nucléaires ;
- (i) la validité, la nullité ou la dissolution des personnes morales ou des associations entre personnes physiques ou personnes morales, ainsi que la validité des décisions de leurs organes ;
- (j) la validité des inscriptions sur les registres publics ;
- (k) la diffamation ;

- (a) the status and legal capacity of natural persons;
- (b) maintenance obligations;
- (c) other family law matters, including matrimonial property regimes and other rights or obligations arising out of marriage or similar relationships;
- (d) wills and succession;
- (e) insolvency, composition, resolution of financial institutions, and analogous matters;
- (f) the carriage of passengers and goods;
- (g) marine pollution, limitation of liability for maritime claims, general average, and emergency towage and salvage;
- (h) liability for nuclear damage;
- (i) the validity, nullity, or dissolution of legal persons or associations of natural or legal persons, and the validity of decisions of their organs;
- (j) the validity of entries in public registers;
- (k) defamation;

[(l) le droit à la vie privée/la divulgation publique non autorisée d'informations relatives à la vie privée ;]

[(m) la propriété intellectuelle [et les matières analogues]].

2 Un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention lorsqu'une question relevant d'une matière à laquelle elle ne s'applique pas est soulevée seulement à titre préalable et non comme un objet du litige. En particulier, le seul fait qu'une telle matière ait été invoquée dans le cadre d'un moyen de défense n'exclut pas le jugement du champ d'application de la Convention, si cette question n'était pas un objet du litige.

3 La présente Convention ne s'applique pas à l'arbitrage et aux procédures y afférentes.

4 Un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention du seul fait qu'un État, y compris un gouvernement, une agence gouvernementale ou toute personne agissant pour le compte d'un État, était partie au litige.

5 La présente Convention n'affecte pas les privilèges et immunités dont jouissent les États ou les organisations internationales, pour eux-mêmes et pour leurs biens.

### Article 3 *Définitions*

1 Au sens de la présente Convention :

- (a) le terme « défendeur » signifie la personne contre laquelle la demande ou la demande reconventionnelle a été introduite dans l'État d'origine ;
- (b) le terme « jugement » signifie toute décision sur le fond rendue par un tribunal, quelle que soit la dénomination donnée à cette décision, telle qu'un arrêt ou une ordonnance, de même que la fixation des frais et dépens du procès par le tribunal (y compris le greffier du tribunal), à condition qu'elle ait trait à une décision sur le fond susceptible d'être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention. Les mesures provisoires et conservatoires ne sont pas des jugements.

2 Une entité ou une personne autre qu'une personne physique est réputée avoir sa résidence habituelle dans l'État :

- (a) de son siège statutaire ;
- (b) selon le droit duquel elle a été constituée ;
- (c) de son administration centrale ; ou
- (d) de son principal établissement.

## CHAPITRE II – RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION

### Article 4 *Dispositions générales*

1 Un jugement rendu par un tribunal d'un État contractant (État d'origine) est reconnu et exécuté dans un autre État contractant (État requis) conformément aux dispositions du présent chapitre. La reconnaissance ou l'exécution ne peut être refusée qu'aux motifs énoncés dans la présente Convention.

[(l) privacy/unauthorised public disclosure of information relating to private life;]

[(m) intellectual property [and analogous matters]].

2 A judgment is not excluded from the scope of this Convention where a matter to which this Convention does not apply arose merely as a preliminary question in the proceedings in which the judgment was given, and not as an object of the proceedings. In particular, the mere fact that such a matter arose by way of defence does not exclude a judgment from the Convention, if that matter was not an object of the proceedings.

3 This Convention shall not apply to arbitration and related proceedings.

4 A judgment is not excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State, including a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party to the proceedings.

5 Nothing in this Convention shall affect privileges and immunities of States or of international organisations, in respect of themselves and of their property.

### Article 3 *Définitions*

1 In this Convention –

- (a) “defendant” means a person against whom the claim or counterclaim was brought in the State of origin;
- (b) “judgment” means any decision on the merits given by a court, whatever that decision may be called, including a decree or order, and a determination of costs or expenses by the court (including an officer of the court), provided that the determination relates to a decision on the merits which may be recognised or enforced under this Convention. An interim measure of protection is not a judgment.

2 An entity or person other than a natural person shall be considered to be habitually resident in the State –

- (a) where it has its statutory seat;
- (b) under whose law it was incorporated or formed;
- (c) where it has its central administration; or
- (d) where it has its principal place of business.

## CHAPTER II – RECOGNITION AND ENFORCEMENT

### Article 4 *General provisions*

1 A judgment given by a court of a Contracting State (State of origin) shall be recognised and enforced in another Contracting State (requested State) in accordance with the provisions of this Chapter. Recognition or enforcement may be refused only on the grounds specified in this Convention.

2 Sans préjudice de ce qui est nécessaire pour l'application des dispositions du présent chapitre, il n'est procédé à aucune révision au fond du jugement rendu par le tribunal d'origine.

3 Un jugement n'est reconnu que s'il produit ses effets dans l'État d'origine et n'est exécuté que s'il est exécutoire dans l'État d'origine.

4 Si le jugement visé au paragraphe 3 fait l'objet d'un recours dans l'État d'origine ou si le délai pour exercer un recours ordinaire n'a pas expiré, le tribunal requis peut :

- (a) accorder la reconnaissance ou l'exécution, voire subordonner cette exécution à la constitution d'une sûreté qu'il détermine ;
- (b) surseoir à statuer sur la reconnaissance ou l'exécution ; ou
- (c) refuser la reconnaissance ou l'exécution.

Le refus visé à l'alinéa (c) n'empêche pas une demande ultérieure de reconnaissance ou d'exécution du jugement.

#### Article 5

##### *Fondements de la reconnaissance ou de l'exécution*

1 Un jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté si l'une des exigences suivantes est satisfaite :

- (a) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée avait sa résidence habituelle dans l'État d'origine lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine ;
- (b) la personne physique contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée avait son établissement professionnel principal dans l'État d'origine lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine et la demande à l'origine du jugement portait sur son activité professionnelle ;
- (c) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée est celle qui a saisi le tribunal de la demande, autre que reconventionnelle, à l'origine du jugement ;
- (d) le défendeur avait une succursale, une agence ou tout autre établissement sans personnalité juridique propre dans l'État d'origine, au moment où il est devenu une partie à la procédure devant le tribunal d'origine, et la demande à l'origine du jugement résultait des activités de cette succursale, de cette agence ou de cet établissement ;
- (e) le défendeur a expressément consenti à la compétence du tribunal d'origine au cours de la procédure dans laquelle le jugement a été rendu ;
- (f) le défendeur a fait valoir ses arguments sur le fond devant le tribunal d'origine sans en contester la compétence dans les délais prescrits par le droit de l'État d'origine, à moins qu'il ne soit évident qu'une contestation de la compétence ou de son exercice aurait échoué en vertu de ce droit ;

2 Without prejudice to such review as is necessary for the application of the provisions of this Chapter, there shall be no review of the merits of the judgment given by the court of origin.

3 A judgment shall be recognised only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin.

4 If a judgment referred to in paragraph 3 is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired, the court addressed may –

- (a) grant recognition or enforcement, which enforcement may be made subject to the provision of such security as it shall determine;
- (b) postpone the decision on recognition or enforcement; or
- (c) refuse recognition or enforcement.

A refusal under sub-paragraph (c) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

#### Article 5

##### *Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

- (a) the person against whom recognition or enforcement is sought was habitually resident in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin;
- (b) the natural person against whom recognition or enforcement is sought had his or her principal place of business in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that business;
- (c) the person against whom recognition or enforcement is sought is the person that brought the claim, other than a counterclaim, on which the judgment is based;
- (d) the defendant maintained a branch, agency, or other establishment without separate legal personality in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin, and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that branch, agency, or establishment;
- (e) the defendant expressly consented to the jurisdiction of the court of origin in the course of the proceedings in which the judgment was given;
- (f) the defendant argued on the merits before the court of origin without contesting jurisdiction within the time-frame provided in the law of the State of origin, unless it is evident that an objection to jurisdiction or to the exercise of jurisdiction would not have succeeded under that law;



- (g) le jugement porte sur une obligation contractuelle et a été rendu dans l'État dans lequel l'obligation a été ou aurait dû être exécutée, conformément :
- (i) à l'accord des parties ou,
- (ii) à la loi applicable au contrat, à défaut d'un accord sur le lieu d'exécution,
- sauf si les activités du défendeur en relation avec la transaction ne présentaient manifestement pas de lien intentionnel et substantiel avec cet État ;
- (h) le jugement porte sur un bail immobilier et a été rendu dans l'État où est situé l'immeuble ;
- (i) le jugement rendu contre le défendeur porte sur une obligation contractuelle garantie par un droit réel relatif à un immeuble situé dans l'État d'origine, à condition qu'une demande contractuelle concernant ce droit réel ait également été dirigée contre ce défendeur ;
- (j) le jugement porte sur une obligation non contractuelle résultant d'un décès, d'un dommage corporel, d'un dommage subi par un bien corporel ou de la perte d'un bien corporel et l'acte ou l'omission directement à l'origine du dommage a été commis dans l'État d'origine, quel que soit le lieu où le dommage est survenu ;
- (k) le jugement porte sur la validité, l'interprétation, les effets, l'administration ou la modification d'un trust constitué volontairement et documenté par écrit, et :
- (i) au moment de l'introduction de l'instance, l'État d'origine est celui désigné dans l'acte constitutif du trust comme étant un État dans lequel les litiges relatifs à ces questions doivent être tranchés ; ou
- (ii) au moment de l'introduction de l'instance, l'État d'origine était celui désigné, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust, comme étant l'État dans lequel est situé le lieu principal d'administration du trust.
- Cet alinéa ne s'applique qu'aux jugements portant sur des aspects internes d'un trust, entre personnes étant ou ayant été au sein de la relation établie par le trust ;
- (l) le jugement porte sur une demande reconventionnelle :
- (i) dans la mesure où il est rendu en faveur du demandeur reconventionnel, à condition que cette demande porte sur la même transaction ou les mêmes faits que la demande principale ;
- (ii) dans la mesure où il est rendu contre le demandeur reconventionnel, sauf si le droit de l'État d'origine exigeait une demande reconventionnelle à peine de forclusion ;
- (m) le jugement a été rendu par un tribunal désigné dans un accord conclu ou documenté par écrit ou par tout autre moyen de communication qui rend l'information accessible pour être consultée ultérieurement, autre qu'un accord exclusif d'élection de for.
- (g) the judgment ruled on a contractual obligation and it was given in the State in which performance of that obligation took place, or should have taken place, in accordance with
- (i) the parties' agreement, or
- (ii) the law applicable to the contract, in the absence of an agreed place of performance,
- unless the defendant's activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State;
- (h) the judgment ruled on a tenancy of immovable property and it was given in the State in which the property is situated;
- (i) the judgment ruled against the defendant on a contractual obligation secured by a right *in rem* in immovable property located in the State of origin, if the contractual claim was brought together with a claim against the same defendant relating to that right *in rem*;
- (j) the judgment ruled on a non-contractual obligation arising from death, physical injury, damage to or loss of tangible property, and the act or omission directly causing such harm occurred in the State of origin, irrespective of where that harm occurred;
- (k) the judgment concerns the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, and –
- (i) at the time the proceedings were instituted, the State of origin was designated in the trust instrument as a State in which disputes about such matters are to be determined; or
- (ii) at the time the proceedings were instituted, the State of origin was expressly or impliedly designated in the trust instrument as the State in which the principal place of administration of the trust is situated.
- This sub-paragraph only applies to judgments regarding internal aspects of a trust between persons who are or were within the trust relationship;
- (l) the judgment ruled on a counterclaim –
- (i) to the extent that it was in favour of the counterclaimant, provided that the counterclaim arose out of the same transaction or occurrence as the claim;
- (ii) to the extent that it was against the counterclaimant, unless the law of the State of origin required the counterclaim to be filed in order to avoid preclusion;
- (m) the judgment was given by a court designated in an agreement concluded or documented in writing or by any other means of communication which renders information accessible so as to be usable for subsequent reference, other than an exclusive choice of court agreement.

Aux fins de cet alinéa, un « accord exclusif d'élection de for » est un accord conclu entre deux ou plusieurs parties, pour connaître des litiges nés ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit déterminé, soit les tribunaux d'un État contractant, soit un ou plusieurs tribunaux particuliers d'un État contractant, à l'exclusion de la compétence de tout autre tribunal.

2 Si la reconnaissance ou l'exécution est requise contre une personne physique agissant principalement dans un but personnel, familial ou domestique (un consommateur) en matière de contrat de consommation, ou contre un employé relativement à son contrat de travail :

- (a) le paragraphe 1(e) ne s'applique que si le consentement a été donné devant le tribunal, que ce soit oralement ou par écrit ;
- (b) les paragraphes 1(f), (g) et (m) ne s'appliquent pas.

[3 Le paragraphe premier ne s'applique pas à un jugement portant sur un droit de propriété intellectuelle ou analogue. Un tel jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté si l'une des exigences suivantes est satisfaite :

- (a) le jugement porte sur la contrefaçon, dans l'État d'origine, d'un droit de propriété intellectuelle nécessitant délivrance, octroi ou enregistrement et a été rendu par un tribunal de l'État dans lequel la délivrance, l'octroi ou l'enregistrement du droit en question a été effectué, ou est réputé avoir été effectué conformément aux dispositions d'un instrument international ou régional[, sauf si le défendeur n'a pas agi dans cet État aux fins d'initier ou de poursuivre la contrefaçon ou que son activité ne peut raisonnablement être considérée comme ayant spécifiquement visé cet État] ;
- (b) le jugement porte sur la contrefaçon, dans l'État d'origine, d'un droit d'auteur ou droit voisin, d'une marque non enregistrée ou d'un dessin ou modèle industriel non enregistré, et a été rendu par un tribunal de l'État pour lequel la protection était revendiquée[, sauf si le défendeur n'a pas agi dans cet État aux fins d'initier ou de poursuivre la contrefaçon ou que son activité ne peut raisonnablement être considérée comme ayant spécifiquement visé cet État] ;
- (c) le jugement porte sur la validité[, l'existence ou la titularité], dans l'État d'origine, d'un droit d'auteur ou droit voisin, d'une marque non enregistrée ou d'un dessin ou modèle industriel non enregistré, et a été rendu par un tribunal de l'État pour lequel la protection était revendiquée.]

Article 6  
*Fondements exclusifs de la reconnaissance  
ou de l'exécution*

Nonobstant l'article 5 :

- [(a) un jugement portant sur [l'enregistrement ou] la validité d'un droit de propriété intellectuelle nécessitant délivrance, octroi ou enregistrement n'est reconnu ou exécuté que si l'État d'origine est celui dans lequel la délivrance, l'octroi ou l'enregistrement a été effectué, ou est réputé avoir été effectué conformément aux dispositions d'un instrument international ou régional ;]

For the purposes of this sub-paragraph, an "exclusive choice of court agreement" means an agreement concluded by two or more parties that designates, for the purpose of deciding disputes which have arisen or may arise in connection with a particular legal relationship, the courts of one State or one or more specific courts of one State to the exclusion of the jurisdiction of any other courts.

2 If recognition or enforcement is sought against a natural person acting primarily for personal, family or household purposes (a consumer) in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters relating to the employee's contract of employment –

- (a) paragraph 1(e) applies only if the consent was addressed to the court, orally or in writing;
- (b) paragraph 1(f), (g) and (m) do not apply.

[3 Paragraph 1 does not apply to a judgment that ruled on an intellectual property right or an analogous right. Such a judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

- (a) the judgment ruled on an infringement in the State of origin of an intellectual property right required to be granted or registered and it was given by a court in the State in which the grant or registration of the right concerned has taken place or, under the terms of an international or regional instrument, is deemed to have taken place[, unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];
- (b) the judgment ruled on an infringement in the State of origin of a copyright or related right, an unregistered trademark or unregistered industrial design, and it was given by a court in the State for which protection was claimed[, unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];
- (c) the judgment ruled on the validity[, subsistence or ownership] in the State of origin of a copyright or related right, an unregistered trademark or unregistered industrial design, and it was given by a court in the State for which protection was claimed.]

Article 6  
*Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

- [(a) a judgment that ruled on the [registration or] validity of an intellectual property right required to be granted or registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which grant or registration has taken place, or, under the terms of an international or regional instrument, is deemed to have taken place;]

- (b) un jugement portant sur des droits réels immobiliers n'est reconnu ou exécuté que si l'immeuble est situé dans l'État d'origine ;
- (c) un jugement portant sur un bail immobilier pour une période de plus de six mois ne peut être reconnu ou exécuté si l'immeuble n'est pas situé dans l'État d'origine et les tribunaux de l'État dans lequel se trouve l'immeuble ont compétence exclusive en vertu du droit de cet État.

#### Article 7

##### *Refus de reconnaissance ou d'exécution*

1 La reconnaissance ou l'exécution peut être refusée si :

- (a) l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent contenant les éléments essentiels de la demande :
  - (i) n'a pas été notifié au défendeur en temps utile et de telle manière qu'il puisse organiser sa défense, à moins que le défendeur ait comparu et présenté sa défense sans contester la notification devant le tribunal d'origine, à condition que le droit de l'État d'origine permette de contester la notification ; ou
  - (ii) a été notifié au défendeur dans l'État requis de manière incompatible avec les principes fondamentaux de l'État requis relatifs à la notification de documents ;
- (b) le jugement résulte d'une fraude ;
- (c) la reconnaissance ou l'exécution est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État requis, notamment dans le cas où la procédure appliquée en l'espèce pour obtenir le jugement était incompatible avec les principes fondamentaux d'équité procédurale de cet État et en cas d'atteinte à la sécurité ou à la souveraineté de cet État ;
- (d) la procédure devant le tribunal d'origine était contraire à un accord, ou à une clause figurant dans l'acte constitutif d'un trust, en vertu duquel le litige en question devait être tranché par un tribunal autre que le tribunal d'origine ;
- (e) le jugement est incompatible avec un jugement rendu dans l'État requis dans un litige entre les mêmes parties ; ou
- (f) le jugement est incompatible avec un jugement rendu antérieurement dans un autre État entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet, lorsque le jugement rendu antérieurement réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État requis ;
- [(g) le jugement porte sur la contrefaçon d'un droit de propriété intellectuelle et applique à [ce droit/cette contrefaçon] un autre droit que le droit interne de l'État d'origine.]

2 La reconnaissance ou l'exécution peut être différée ou refusée si une procédure ayant le même objet est pendante entre les mêmes parties devant un tribunal de l'État requis lorsque :

- (b) a judgment that ruled on rights *in rem* in immovable property shall be recognised and enforced if and only if the property is situated in the State of origin;
- (c) a judgment that ruled on a tenancy of immovable property for a period of more than six months shall not be recognised and enforced if the property is not situated in the State of origin and the courts of the Contracting State in which it is situated have exclusive jurisdiction under the law of that State.

#### Article 7

##### *Refusal of recognition or enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

- (a) the document which instituted the proceedings or an equivalent document, including a statement of the essential elements of the claim –
  - (i) was not notified to the defendant in sufficient time and in such a way as to enable him to arrange for his defence, unless the defendant entered an appearance and presented his case without contesting notification in the court of origin, provided that the law of the State of origin permitted notification to be contested; or
  - (ii) was notified to the defendant in the requested State in a manner that is incompatible with fundamental principles of the requested State concerning service of documents;
- (b) the judgment was obtained by fraud;
- (c) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the public policy of the requested State, including situations where the specific proceedings leading to the judgment were incompatible with fundamental principles of procedural fairness of that State and situations involving infringements of security or sovereignty of that State;
- (d) the proceedings in the court of origin were contrary to an agreement, or a designation in a trust instrument, under which the dispute in question was to be determined in a court other than the court of origin;
- (e) the judgment is inconsistent with a judgment given in the requested State in a dispute between the same parties; or
- (f) the judgment is inconsistent with an earlier judgment given in another State between the same parties on the same subject matter, provided that the earlier judgment fulfills the conditions necessary for its recognition in the requested State;
- [(g) the judgment ruled on an infringement of an intellectual property right, applying to that [right/infringement] a law other than the internal law of the State of origin.]

2 Recognition or enforcement may be postponed or refused if proceedings between the same parties on the same subject matter are pending before a court of the requested State, where –

- (a) ce dernier a été saisi avant le tribunal de l'État d'origine ; et
- (b) il existe un lien étroit entre le litige et l'État requis.

Le refus visé au présent paragraphe n'empêche pas une demande ultérieure de reconnaissance ou d'exécution du jugement.

Article 8  
*Questions préalables*

1 Une décision rendue à titre préalable sur une matière à laquelle la présente Convention ne s'applique pas, ou une décision rendue à titre préalable sur une matière visée à l'article 6 par un autre tribunal que celui désigné dans cette disposition, n'est pas reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

2 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement est fondé sur une décision relative à une matière à laquelle la présente Convention ne s'applique pas, ou sur une décision relative à une matière visée à l'article 6 qui a été rendue par un autre tribunal que celui désigné dans cette disposition.

[3 Toutefois, dans le cas d'une décision relative à la validité d'un droit visé à l'article 6(a), la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement ne peut être différée, ou refusée en vertu du paragraphe précédent, que si :

- (a) cette décision est incompatible avec un jugement ou une décision rendu(e) sur ce point par l'autorité compétente de l'État mentionné à l'article 6(a) ; ou
- (b) une procédure relative à la validité de ce droit est pendante dans cet État.

Le refus en vertu de l'alinéa (b) n'empêche pas une demande ultérieure de reconnaissance ou d'exécution du jugement.]

Article 9  
*Divisibilité*

La reconnaissance ou l'exécution d'une partie dissociable d'un jugement est accordée si la reconnaissance ou l'exécution de cette partie est demandée ou si seule une partie du jugement peut être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

Article 10  
*Domages et intérêts*

1 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement accorde des dommages et intérêts, y compris des dommages et intérêts exemplaires ou punitifs, qui ne compensent pas une partie pour la perte ou préjudice réellement subis.

2 Le tribunal requis prend en considération, si, et dans quelle mesure, le montant accordé à titre de dommages et intérêts par le tribunal d'origine est destiné à couvrir les frais et dépens du procès.

- (a) the court of the requested State was seised before the court of origin; and
- (b) there is a close connection between the dispute and the requested State.

A refusal under this paragraph does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

Article 8  
*Preliminary questions*

1 Where a matter to which this Convention does not apply, or a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled arose as a preliminary question, the ruling on that question shall not be recognised or enforced under this Convention.

2 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter to which this Convention does not apply, or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled.

[3 However, in the case of a ruling on the validity of a right referred to in Article 6, paragraph (a), recognition or enforcement of a judgment may be postponed, or refused under the preceding paragraph, only where –

- (a) that ruling is inconsistent with a judgment or a decision of a competent authority on that matter given in the State referred to in Article 6, paragraph (a); or
- (b) proceedings concerning the validity of that right are pending in that State.

A refusal under sub-paragraph (b) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.]

Article 9  
*Severability*

Recognition or enforcement of a severable part of a judgment shall be granted where recognition or enforcement of that part is applied for, or only part of the judgment is capable of being recognised or enforced under this Convention.

Article 10  
*Damages*

1 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment awards damages, including exemplary or punitive damages, that do not compensate a party for actual loss or harm suffered.

2 The court addressed shall take into account whether and to what extent the damages awarded by the court of origin serve to cover costs and expenses relating to the proceedings.

[Article 11  
*Mesures non pécuniaires en matière de  
propriété intellectuelle*

En matière de propriété intellectuelle, un jugement portant sur une contrefaçon n'est [reconnu ou] exécuté que dans la mesure où il a statué sur des condamnations pécuniaires liées au préjudice subi dans l'État d'origine.]

Article 12  
*Transactions judiciaires*

Les transactions judiciaires homologuées par un tribunal d'un État contractant, ou qui ont été conclues au cours d'une instance devant un tribunal d'un État contractant, et qui sont exécutoires au même titre qu'un jugement dans l'État d'origine, sont exécutées en vertu de la présente Convention aux mêmes conditions qu'un jugement.

Article 13  
*Pièces à produire*

1 La partie qui requiert la reconnaissance ou qui demande l'exécution produit :

- (a) une copie complète et certifiée conforme du jugement ;
- (b) si le jugement a été rendu par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document attestant que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été notifié à la partie défaillante ;
- (c) tout document nécessaire pour établir que le jugement produit ses effets dans l'État d'origine ou, le cas échéant, qu'il est exécutoire dans cet État ;
- (d) dans le cas prévu à l'article 12, un certificat délivré par un tribunal de l'État d'origine attestant que la transaction judiciaire est exécutoire, en tout ou en partie, aux mêmes conditions qu'un jugement dans l'État d'origine.

2 Si le contenu du jugement ne permet pas au tribunal requis de vérifier que les conditions du présent chapitre sont remplies, ce tribunal peut exiger tout document nécessaire.

3 Une demande de reconnaissance ou d'exécution peut être accompagnée d'un document relatif au jugement, délivré par un tribunal (y compris par une personne autorisée du tribunal) de l'État d'origine, sous la forme recommandée et publiée par la Conférence de La Haye de droit international privé.

4 Si les documents mentionnés dans le présent article ne sont pas rédigés dans une langue officielle de l'État requis, ils sont accompagnés d'une traduction certifiée dans une langue officielle, sauf si le droit de l'État requis en dispose autrement.

Article 14  
*Procédure*

1 La procédure tendant à obtenir la reconnaissance, l'exequatur ou l'enregistrement aux fins d'exécution, et l'exécution du jugement sont régies par le droit de l'État requis sauf si la présente Convention en dispose autrement. Le tribunal requis agit avec célérité.

[Article 11  
*Non-monetary remedies in  
intellectual property matters*

In intellectual property matters, a judgment ruling on an infringement shall be [recognised and] enforced only to the extent that it rules on a monetary remedy in relation to harm suffered in the State of origin.]

Article 12  
*Judicial settlements (transactions judiciaires)*

Judicial settlements (*transactions judiciaires*) which a court of a Contracting State has approved, or which have been concluded in the course of proceedings before a court of a Contracting State, and which are enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin, shall be enforced under this Convention in the same manner as a judgment.

Article 13  
*Documents to be produced*

1 The party seeking recognition or applying for enforcement shall produce –

- (a) a complete and certified copy of the judgment;
- (b) if the judgment was given by default, the original or a certified copy of a document establishing that the document which instituted the proceedings or an equivalent document was notified to the defaulting party;
- (c) any documents necessary to establish that the judgment has effect or, where applicable, is enforceable in the State of origin;
- (d) in the case referred to in Article 12, a certificate of a court of the State of origin that the judicial settlement or a part of it is enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin.

2 If the terms of the judgment do not permit the court addressed to verify whether the conditions of this Chapter have been complied with, that court may require any necessary documents.

3 An application for recognition or enforcement may be accompanied by a document relating to the judgment, issued by a court (including an officer of the court) of the State of origin, in the form recommended and published by the Hague Conference on Private International Law.

4 If the documents referred to in this Article are not in an official language of the requested State, they shall be accompanied by a certified translation into an official language, unless the law of the requested State provides otherwise.

Article 14  
*Procedure*

1 The procedure for recognition, declaration of enforceability or registration for enforcement, and the enforcement of the judgment, are governed by the law of the requested State unless this Convention provides otherwise. The court addressed shall act expeditiously.

2 Le tribunal de l'État requis ne peut refuser de reconnaître ou d'exécuter un jugement en vertu de la présente Convention au motif que la reconnaissance ou l'exécution devrait être requise dans un autre État.

[Article 15  
*Frais de procédure*

1 Aucune sûreté, caution ou dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposée en raison, soit de sa seule qualité d'étranger, soit du seul défaut de domicile ou de résidence habituelle dans l'État requis, à la partie qui demande l'exécution dans un État contractant d'une décision rendue dans un autre État contractant.

2 Toute condamnation aux frais et dépens, rendue dans un État contractant contre toute personne dispensée du versement d'une sûreté, d'une caution ou d'un dépôt en vertu du paragraphe premier est, à la demande du créancier, déclarée exécutoire dans tout autre État contractant.]

Article 16  
*Reconnaissance ou exécution en application  
du droit national*

Sous réserve de l'article 6, la présente Convention ne fait pas obstacle à la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement en application du droit national.

CHAPITRE III – CLAUSES GÉNÉRALES

Article 17  
*Disposition transitoire*

La Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution de jugements si, au moment de l'introduction de l'instance dans l'État d'origine, la Convention était en vigueur dans cet État et dans l'État requis.

Article 18  
*Déclarations limitant la reconnaissance et l'exécution*

Un État peut déclarer que ses tribunaux peuvent refuser de reconnaître ou d'exécuter un jugement rendu par un tribunal d'un autre État contractant, lorsque les parties avaient leur résidence dans l'État requis et que les relations entre les parties, ainsi que tous les autres éléments pertinents du litige, autres que le lieu du tribunal d'origine, étaient liés uniquement à l'État requis.

Article 19  
*Déclarations relatives à des matières particulières*

1 Lorsqu'un État a un intérêt important à ne pas appliquer la présente Convention à une matière particulière, il peut déclarer qu'il ne l'appliquera pas à cette matière. L'État qui fait une telle déclaration s'assure que la portée de celle-ci n'est pas plus étendue que nécessaire et que la matière particulière exclue est définie de façon claire et précise.

2 À l'égard d'une telle matière, la Convention ne s'applique pas :

- (a) dans l'État contractant ayant fait la déclaration ;
- (b) dans les autres États contractants, lorsque la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement rendu dans un État contractant ayant fait la déclaration est demandée.

2 The court of the requested State shall not refuse the recognition or enforcement of a judgment under this Convention on the ground that recognition or enforcement should be sought in another State.

[Article 15  
*Costs of proceedings*

1 No security, bond or deposit, however described, shall be required from a party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgment given in another Contracting State on the sole ground that such party is a foreign national or is not domiciled or resident in the State in which enforcement is sought.

2 An order for payment of costs or expenses of proceedings, made in a Contracting State against any person exempt from requirements as to security, bond, or deposit by virtue of paragraph 1 shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable in any other Contracting State.]

Article 16  
*Recognition or enforcement under national law*

Subject to Article 6, this Convention does not prevent the recognition or enforcement of judgments under national law.

CHAPTER III – GENERAL CLAUSES

Article 17  
*Transitional provision*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments if, at the time the proceedings were instituted in the State of origin, the Convention was in force in that State and in the requested State.

Article 18  
*Declarations limiting recognition and enforcement*

A State may declare that its courts may refuse to recognise or enforce a judgment given by a court of another Contracting State if the parties were resident in the requested State, and the relationship of the parties and all other elements relevant to the dispute, other than the location of the court of origin, were connected only with the requested State.

Article 19  
*Declarations with respect to specific matters*

1 Where a State has a strong interest in not applying this Convention to a specific matter, that State may declare that it will not apply the Convention to that matter. The State making such a declaration shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that the specific matter excluded is clearly and precisely defined.

2 With regard to that matter, the Convention shall not apply –

- (a) in the Contracting State that made the declaration;
- (b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought.

[Article 20  
*Déclarations relatives aux jugements concernant  
des gouvernements*

1 Un État peut déclarer qu'il n'appliquera pas la présente Convention à des jugements issus d'une procédure à laquelle il est partie ou à laquelle une de ses agences gouvernementales ou toute personne agissant au nom de cette agence est partie, dans les limites prévues par cette déclaration. L'État qui fait une telle déclaration s'assure que la portée de celle-ci n'est pas plus étendue que nécessaire et que l'exclusion du champ d'application est définie de façon claire et précise.

2 En conséquence de la déclaration faite en application du paragraphe premier, la Convention ne s'applique aux procédures exclues telles que prévues et définies dans la déclaration :

- (a) ni dans l'État qui a fait la déclaration ;
- (b) ni dans les autres États contractants, lorsque la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement rendu dans l'État contractant ayant fait la déclaration est demandée.]

[Article 21  
*Déclarations relatives aux tribunaux communs*

1 Un État contractant peut déclarer :

- (a) qu'un tribunal commun à deux ou plusieurs États exerce sa compétence sur les matières relevant du champ d'application de la présente Convention ; et
- (b) qu'un tel tribunal :
  - (i) ne remplit que les attributions d'une juridiction d'appel ; ou
  - (ii) remplit les attributions d'une juridiction de première instance et d'appel.

2 Les jugements d'un État contractant comprennent :

- (a) les jugements rendus par un tribunal tel que visé au paragraphe 1(b)(i) ;
- (b) les jugements rendus par un tribunal tel que visé au paragraphe 1(b)(ii) si tous les États visés au paragraphe 1(a) sont Parties à la Convention.

3 Si un tribunal tel que visé au paragraphe 1(b)(i) remplit les fonctions d'un tribunal commun pour des États parties à la Convention et d'autres qui ne sont pas Parties à celle-ci, les jugements rendus par ce tribunal ne sont considérés comme des jugements d'un État contractant que si l'instance a été introduite dans un État contractant.

4 Dans le cas d'un jugement rendu par un tribunal tel que visé au paragraphe 1(b)(ii), la notion d'État d'origine mentionnée aux articles 5 et 6 renvoie à l'ensemble du territoire sur lequel ce tribunal exerce sa compétence eu égard au jugement concerné.]

Article 22  
*Interprétation uniforme*

Aux fins de l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application.

[Article 20  
*Declarations with respect to judgments  
pertaining to governments*

1 A State may declare that it shall not apply this Convention to judgments which arose from a proceeding to which it is a party, or to which any of its governmental agencies or any person acting on behalf of such governmental agency is a party, only to the extent specified in the declaration. The State making such a declaration shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that the exclusion from scope is clearly and precisely defined.

2 With regard to a declaration made pursuant to paragraph 1, the Convention shall not apply to the excluded proceedings as specified and defined in the declaration –

- (a) in the Contracting State that made the declaration;
- (b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought.]

[Article 21  
*Declarations with respect to common courts*

1 A Contracting State may declare that –

- (a) a court common to two or more States exercises jurisdiction over matters that come within the scope of this Convention; and
- (b) such a court –
  - (i) has only an appellate function; or
  - (ii) has first instance and appellate functions.

2 Judgments of a Contracting State include –

- (a) judgments given by a court referred to in paragraph 1(b)(i);
- (b) judgments given by a court referred to in paragraph 1(b)(ii) if all States referred to in paragraph 1(a) are Parties to this Convention.

3 If a court referred to in paragraph 1(b)(i) serves as a common court for States some of which are Contracting States and some of which are non-Contracting States to this Convention, judgments given by such a court shall only be considered as judgments of a Contracting State if the proceedings at first instance were instituted in a Contracting State.

4 In case of a judgment given by a court referred to in paragraph 1(b)(ii) the reference to the State of origin in Articles 5 and 6 shall be deemed to refer to the entire territory over which that court had jurisdiction in relation to that judgment.]

Article 22  
*Uniform interpretation*

In the interpretation of this Convention, regard shall be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application.

Article 23  
*Examen du fonctionnement de la Convention*

Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé prend périodiquement des dispositions en vue de :

- (a) l'examen du fonctionnement pratique de la présente Convention, y compris de toute déclaration ; et
- (b) l'examen de l'opportunité d'apporter des modifications à la présente Convention.

Article 24  
*Systèmes juridiques non unifiés*

1 Au regard d'un État contractant dans lequel deux ou plusieurs systèmes de droit ayant trait aux questions régies par la présente Convention s'appliquent dans des unités territoriales différentes :

- (a) toute référence à la loi ou à la procédure d'un État vise, le cas échéant, la loi ou la procédure en vigueur dans l'unité territoriale considérée ;
- (b) toute référence à la résidence habituelle dans un État vise, le cas échéant, la résidence habituelle dans l'unité territoriale considérée ;
- (c) toute référence au tribunal ou aux tribunaux d'un État vise, le cas échéant, le tribunal ou les tribunaux de l'unité territoriale considérée ;
- (d) toute référence au lien avec un État vise, le cas échéant, le lien avec l'unité territoriale considérée.

2 Nonobstant le paragraphe précédent, un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu d'appliquer la présente Convention aux situations qui impliquent uniquement ces différentes unités territoriales.

3 Un tribunal d'une unité territoriale d'un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu de reconnaître ou d'exécuter un jugement d'un autre État contractant au seul motif que le jugement a été reconnu ou exécuté dans une autre unité territoriale du même État contractant selon la présente Convention.

4 Cet article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

Article 25  
*Rapport avec d'autres instruments internationaux*

1 La présente Convention doit être interprétée de façon qu'elle soit, autant que possible, compatible avec d'autres traités en vigueur pour les États contractants, conclus avant ou après cette Convention.

2 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité [ou de tout autre instrument international] conclu avant l'entrée en vigueur de cette Convention pour cet État contractant [entre les Parties à cet instrument].

Article 23  
*Review of operation of the Convention*

The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at regular intervals make arrangements for –

- (a) review of the operation of this Convention, including any declarations; and
- (b) consideration of whether any amendments to this Convention are desirable.

Article 24  
*Non-unified legal systems*

1 In relation to a Contracting State in which two or more systems of law apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention –

- (a) any reference to the law or procedure of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the law or procedure in force in the relevant territorial unit;
- (b) any reference to habitual residence in a State shall be construed as referring, where appropriate, to habitual residence in the relevant territorial unit;
- (c) any reference to the court or courts of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the court or courts in the relevant territorial unit;
- (d) any reference to a connection with a State shall be construed as referring, where appropriate, to a connection with the relevant territorial unit.

2 Notwithstanding the preceding paragraph, a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to apply this Convention to situations which involve solely such different territorial units.

3 A court in a territorial unit of a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to recognise or enforce a judgment from another Contracting State solely because the judgment has been recognised or enforced in another territorial unit of the same Contracting State under this Convention.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

Article 25  
*Relationship with other international instruments*

1 This Convention shall be interpreted so far as possible to be compatible with other treaties in force for Contracting States, whether concluded before or after this Convention.

2 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty [or other international instrument] that was concluded before this Convention entered into force for that Contracting State [as between Parties to that instrument].



3 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité [ou de tout autre instrument international] conclu après l'entrée en vigueur de cette Convention pour cet État contractant, aux fins de reconnaissance ou d'exécution d'un jugement rendu par le tribunal d'un État contractant qui est également Partie à cet instrument. [Aucune disposition de l'autre instrument n'a d'incidence sur les obligations prévues à l'article 6 eu égard aux États contractants qui ne sont pas Parties à cet instrument.]

4 La présente Convention n'affecte pas l'application des règles d'une Organisation régionale d'intégration économique Partie à cette Convention, que ces règles aient été adoptées avant ou après cette Convention, en ce qui a trait à la reconnaissance ou l'exécution de jugements entre les États membres de l'Organisation régionale d'intégration économique.

[5 Un État contractant peut déclarer que la présente Convention n'affecte pas les instruments internationaux énumérés dans la déclaration.]

#### CHAPITRE IV – CLAUSES FINALES

##### Article 26

##### *Signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion*

1 La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États.

2 La présente Convention est sujette à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation par les États signataires.

3 Tout État pourra adhérer à la présente Convention.

4 Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

##### Article 27

##### *Déclarations relatives aux systèmes juridiques non unifiés*

1 Un État qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par la présente Convention peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

2 Toute déclaration est notifiée au dépositaire et indique expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3 Si un État ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'applique à l'ensemble du territoire de cet État.

4 Le présent article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

##### Article 28

##### *Organisations régionales d'intégration économique*

1 Une Organisation régionale d'intégration économique constituée seulement par des États souverains et ayant compétence sur certaines ou toutes les matières régies par la

3 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty [or other international instrument] concluded after this Convention entered into force for that Contracting State for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that instrument. [Nothing in the other instrument shall affect the obligations under Article 6 towards Contracting States that are not Parties to that instrument.]

4 This Convention shall not affect the application of the rules of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention, whether adopted before or after this Convention as concerns the recognition or enforcement of judgments as between Member States of the Regional Economic Integration Organisation.

[5 A Contracting State may declare that other international instruments listed in the declaration shall remain unaffected by this Convention.]

#### CHAPTER IV – FINAL CLAUSES

##### Article 26

##### *Signature, ratification, acceptance, approval or accession*

1 This Convention is open for signature by all States.

2 This Convention is subject to ratification, acceptance or approval by the signatory States.

3 This Convention is open for accession by all States.

4 Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

##### Article 27

##### *Declarations with respect to non-unified legal systems*

1 If a State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to matters dealt with in this Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that the Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

2 A declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

3 If a State makes no declaration under this Article, the Convention shall extend to all territorial units of that State.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

##### Article 28

##### *Regional Economic Integration Organisations*

1 A Regional Economic Integration Organisation which is constituted solely by sovereign States and has competence over some or all of the matters governed by this Con-

présente Convention peut également signer, accepter ou approuver cette Convention ou y adhérer. En pareil cas, l'Organisation régionale d'intégration économique aura les mêmes droits et obligations qu'un État contractant, dans la mesure où cette Organisation a compétence sur des matières régies par cette Convention.

2 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, l'Organisation régionale d'intégration économique notifie au depositaire, par écrit, les matières régies par la présente Convention pour lesquelles ses États membres ont transféré leur compétence à cette Organisation. L'Organisation notifie aussitôt au depositaire, par écrit, toute modification intervenue dans la délégation de compétence précisée dans la notification la plus récente faite en vertu du présent paragraphe.

3 Aux fins de l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout instrument déposé par une Organisation régionale d'intégration économique n'est pas compté, à moins que l'Organisation régionale d'intégration économique déclare, en vertu de l'article 29(1), que ses États membres ne seront pas Parties à cette Convention.

4 Toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, à une Organisation régionale d'intégration économique qui y est Partie.

#### Article 29

##### *Adhésion par une Organisation régionale d'intégration économique sans ses États membres*

1 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, une Organisation régionale d'intégration économique peut déclarer qu'elle a compétence pour toutes les matières régies par la présente Convention et que ses États membres ne seront pas Parties à cette Convention mais seront liés par celle-ci en raison de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion de l'Organisation.

2 Lorsqu'une déclaration est faite par une Organisation régionale d'intégration économique en conformité avec le paragraphe premier, toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, aux États membres de l'Organisation.

#### Article 30

##### *Entrée en vigueur*

1 La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après le dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion visé à l'article 26.

2 Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur :

- (a) pour chaque État ou Organisation régionale d'intégration économique ratifiant, acceptant, approuvant ou y adhérant postérieurement, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- (b) pour les unités territoriales auxquelles la présente Convention a été étendue conformément à l'article 27, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après la notification de la déclaration visée par ledit article.

vention may similarly sign, accept, approve or accede to this Convention. The Regional Economic Integration Organisation shall in that case have the rights and obligations of a Contracting State, to the extent that the Organisation has competence over matters governed by this Convention.

2 The Regional Economic Integration Organisation shall, at the time of signature, acceptance, approval or accession, notify the depositary in writing of the matters governed by this Convention in respect of which competence has been transferred to that Organisation by its Member States. The Organisation shall promptly notify the depositary in writing of any changes to its competence as specified in the most recent notice given under this paragraph.

3 For the purposes of the entry into force of this Convention, any instrument deposited by a Regional Economic Integration Organisation shall not be counted unless the Regional Economic Integration Organisation declares in accordance with Article 29, paragraph 1, that its Member States will not be Parties to this Convention.

4 Any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention shall apply equally, where appropriate, to a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to it.

#### Article 29

##### *Accession by a Regional Economic Integration Organisation without its Member States*

1 At the time of signature, acceptance, approval or accession, a Regional Economic Integration Organisation may declare that it exercises competence over all the matters governed by this Convention and that its Member States will not be Parties to this Convention but shall be bound by virtue of the signature, acceptance, approval or accession of the Organisation.

2 In the event that a declaration is made by a Regional Economic Integration Organisation in accordance with paragraph 1, any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention shall apply equally, where appropriate, to the Member States of the Organisation.

#### Article 30

##### *Entry into force*

1 This Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the deposit of the second instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Article 26.

2 Thereafter this Convention shall enter into force –

- (a) for each State or Regional Economic Integration Organisation subsequently ratifying, accepting, approving or acceding to it, on the first day of the month following the expiration of [three][six] months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;
- (b) for a territorial unit to which this Convention has been extended in accordance with Article 27 on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the notification of the declaration referred to in that Article.

Article 31  
*Déclarations*

1 Les déclarations visées aux articles 18, 19, [20,] [21,] [25(5),] 27 et 29 peuvent être faites lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout moment ultérieur et pourront être modifiées ou retirées à tout moment.

2 Les déclarations, modifications et retraits sont notifiés au dépositaire.

3 Une déclaration faite au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation de la Convention ou de l'adhésion à celle-ci prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État concerné.

4 Une déclaration faite ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après la date de réception de la notification par le dépositaire.

5 Une déclaration faite ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, ne produira pas d'effet sur les jugements rendus à l'issue d'instances déjà introduites devant le tribunal d'origine au moment où la déclaration prend effet.

Article 32  
*Dénonciation*

1 La présente Convention pourra être dénoncée par une notification écrite au dépositaire. La dénonciation pourra se limiter à certaines unités territoriales d'un système juridique non unifié auxquelles s'applique la présente Convention.

2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est précisée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification par le dépositaire.

Article 33  
*Notifications par le dépositaire*

Le dépositaire notifiera aux Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux autres États et aux Organisations régionales d'intégration économique qui ont signé, ratifié, accepté, approuvé ou adhéré conformément aux articles [...] les renseignements suivants :

- (a) les signatures, ratifications, acceptations, approbations et adhésions prévues à l'article 26 ;
- (b) la date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 30 ;
- (c) les notifications, déclarations, modifications et retraits des déclarations prévus à l'article 31 ;
- (d) les dénonciations prévues à l'article 32.

Article 31  
*Declarations*

1 Declarations referred to in Articles 18, 19, [20,] [21,] [25(5),] 27 and 29 may be made upon signature, ratification, acceptance, approval or accession or at any time thereafter, and may be modified or withdrawn at any time.

2 Declarations, modifications and withdrawals shall be notified to the depositary.

3 A declaration made at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession shall take effect simultaneously with the entry into force of this Convention for the State concerned.

4 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall take effect on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months following the date on which the notification is received by the depositary.

5 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall not apply to judgments resulting from proceedings that have already been instituted before the court of origin when the declaration takes effect.

Article 32  
*Denunciation*

1 This Convention may be denounced by notification in writing to the depositary. The denunciation may be limited to certain territorial units of a non-unified legal system to which this Convention applies.

2 The denunciation shall take effect on the first day of the month following the expiration of twelve months after the date on which the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation shall take effect upon the expiration of such longer period after the date on which the notification is received by the depositary.

Article 33  
*Notifications by the depositary*

The depositary shall notify the Members of the Hague Conference on Private International Law, and other States and Regional Economic Integration Organisations which have signed, ratified, accepted, approved or acceded in accordance with Articles [...] of the following –

- (a) the signatures, ratifications, acceptances, approvals and accessions referred to in Article 26;
- (b) the date on which this Convention enters into force in accordance with Article 30;
- (c) the notifications, declarations, modifications and withdrawals of declarations referred to in Article 31; and
- (d) the denunciations referred to in Article 32.

---

## Aide-mémoire du Président de la Commission spéciale

TROISIÈME RÉUNION DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR LE PROJET JUGEMENTS – DU 13 AU 17 NOVEMBRE 2017

---

### INTRODUCTION

1 Du 13 au 17 novembre 2017, la Commission spéciale sur le projet sur les Jugements s'est réunie pour une Troisième réunion à La Haye<sup>1</sup>. Cent quatre-vingt participants venus de 57 États et d'une Organisation régionale d'intégration économique (ORIE) représentant les Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi que cinq États non membres et 14 organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales étaient présents.

2 Conformément aux Conclusions et Recommandations du Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence (ci-après, le « Conseil ») de mars 2017, la Commission spéciale a été convoquée une nouvelle fois pour poursuivre ses travaux concernant la préparation d'un projet de Convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements en matière civile ou commerciale<sup>2</sup>.

3 Lors de sa réunion de novembre 2017, la Commission spéciale a évoqué et réexaminé les questions présentées entre crochets aux chapitres I et II du projet de Convention de février 2017 ; la Commission spéciale s'est notamment concentrée sur les questions de propriété intellectuelle et les clauses générales et finales. Sur le fondement de ces discussions, la Commission spéciale a préparé une version révisée du projet de Convention de février 2017, présenté à l'annexe I au présent aide-mémoire (ci-après, le « projet de Convention de novembre 2017 »).

4 Le projet de Convention de novembre 2017 sera présenté au Conseil lors de sa réunion de mars 2018, accompagné d'une recommandation proposant une nouvelle réunion de la Commission spéciale à la mi-2018. La Session diplomatique pourrait ensuite être convoquée à la mi-2019.

---

<sup>1</sup> La Commission spéciale a été convoquée une première fois du premier au 9 juin 2016 (ci-après, la « Première réunion de la Commission spéciale »). La Première réunion de la Commission spéciale s'est fondée, comme point de départ, sur le projet de texte établi par le Groupe de travail relatif au projet sur les Jugements (voir l'annexe II à l'Aide-mémoire du Président de la Commission spéciale de juin 2016, ci-dessus p. 74 du présent Cahier). À l'issue de discussions ayant porté sur l'ensemble des dispositions, ainsi que sur les objectifs et la structure du projet de Convention, la Première réunion de la Commission spéciale a préparé une version révisée du projet (ci-après, l'« avant-projet de Convention », publié comme Doc. trav. No 76, distribué le 9 juin 2016, ci-dessus p. 61 du présent Cahier). La Deuxième réunion de la Commission spéciale s'est tenue du 16 au 24 février 2017 (ci-après, la « Deuxième réunion de la Commission spéciale »). La Deuxième réunion de la Commission spéciale a précisé et peaufiné un certain nombre de dispositions de l'avant-projet de Convention. La Commission spéciale a, en particulier, examiné et ajouté les chapitres III et IV concernant les clauses générales et finales au projet de Convention de février 2017 (publié comme Doc. trav. No 170 REV, distribué le 24 février 2017, ci-dessus p. 173 du présent Cahier).

<sup>2</sup> Voir Conclusions et Recommandations du Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence (du 14 au 16 mars 2017) (disponibles sur le site web de la HCCH à l'adresse <www.hcch.net>, sous la rubrique « Conseil sur les affaires générales et la politique »), C&R No 5.

Ces propositions relatives au calendrier restent néanmoins soumises à des considérations d'ordre budgétaire et logistique.

5 Le présent Aide-mémoire a vocation à accompagner le projet de Convention de novembre 2017 et à faciliter les futurs travaux sur le projet sur les Jugements<sup>3</sup>. Il présente un bref aperçu des progrès réalisés lors de la réunion de la Commission spéciale de novembre 2017, énonce certains points spécifiques ayant fait l'objet de débats et en énumère certains autres qui impliquent un examen plus approfondi. Il n'aborde pas tous les points traités dans le cadre de la Commission spéciale.

### RAPPORT EXPLICATIF PRÉLIMINAIRE

6 La Commission spéciale a exprimé ses sincères remerciements aux co-Rapporteurs pour la préparation d'un Rapport explicatif préliminaire en amont de la réunion<sup>4</sup>. Les co-Rapporteurs ont présenté ce Rapport en termes généraux et fourni un aperçu de certaines questions spécifiques abordées.

### PROJET DE CONVENTION DE NOVEMBRE 2017

7 La Commission spéciale s'est penchée sur i) les questions en suspens incluses entre crochets dans le projet de Convention de février 2017 ; ii) les questions de propriété intellectuelle ; iii) les clauses générales et finales ; et iv) toute autre question prioritaire, sous réserve du temps nécessaire<sup>5</sup>.

#### *Chapitres I et II – Questions en suspens*

##### *Champ d'application – Droit à la vie privée*

8 Par suite de la présentation du Document préliminaire No 8<sup>6</sup> par Mme Cara North, la Commission spéciale a examiné le concept de « droit à la vie privée » et son éventuelle exclusion du champ d'application du projet de Convention de novembre 2017.

9 Une proposition révisée visant à exclure la « divulgation publique non autorisée d'informations relatives à la vie privée » a également été examinée. La Commission spéciale a décidé de placer l'expression « le droit à la vie privée/la divulgation publique non autorisée d'informations relatives à la vie privée » entre crochets à l'article 2(1)(l) en vue d'insister sur la nécessité de plus amples consultations et réflexions. Il a été précisé qu'il convient d'interpréter l'expression « droit à la vie privée » à la lumière des explications présentées dans le Document préliminaire No 8, en particulier son paragraphe 51.

---

<sup>3</sup> Le présent document constitue le troisième Aide-mémoire du Président de la Commission spéciale. Le premier (ci-dessus p. 70 du présent Cahier) et le deuxième (ci-dessus p. 188 du présent Cahier) avaient été préparés en juin 2016 et février 2017 et accompagnaient, respectivement, l'avant-projet de Convention et le projet de Convention de février 2017.

<sup>4</sup> Voir « Convention sur les Jugements : Rapport explicatif préliminaire », établi par les professeurs Francisco J. Garcimartín et Geneviève Saumier, Doc. prélim. No 7 d'octobre 2017 à l'attention de la Troisième réunion de la Commission spéciale sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers (13-17 novembre 2017) (disponible sur le site web de la HCCH sous l'Espace spécialisé « Jugements »).

<sup>5</sup> Les Documents de travail présentés lors de la Commission spéciale et qui, faute de temps, n'ont pas fait l'objet de discussion sont énumérés à l'annexe II du présent Aide-mémoire.

<sup>6</sup> Voir « Note concernant l'éventuelle exclusion du champ d'application de la Convention des questions touchant au respect de la vie privée, tel qu'il en ressort de l'article 2(1)(k) du Projet de Convention de février 2017 », établie par Cara North, avec l'aide du Bureau Permanent, Doc. prélim. No 8 de novembre 2017 à l'attention de la Troisième réunion de la Commission spéciale sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers (13-17 novembre 2017) (disponible sur le site web de la HCCH, voir chemin d'accès indiqué à la note 4).

---

## *Aide memoire* of the Chair of the Special Commission

THIRD MEETING OF THE SPECIAL COMMISSION  
ON THE JUDGMENTS PROJECT –  
13 TO 17 NOVEMBER 2017

---

### INTRODUCTION

1 From 13 to 17 November 2017, the Special Commission on the Judgments Project was reconvened for its third meeting in The Hague.<sup>1</sup> The Special Commission was attended by 180 participants from 57 States and one Regional Economic Integration Organisation (REIO), representing Members of the Hague Conference on Private International Law. Also in attendance were five non-Member States, and 14 international governmental and non-governmental organisations.

2 In accordance with the Conclusions and Recommendations of the March 2017 meeting of the Council on General Affairs and Policy of the Conference (“the Council”), the Special Commission was reconvened to continue its work on preparing a draft Convention on the recognition and enforcement of judgments in civil or commercial matters.<sup>2</sup>

3 At its November 2017 meeting, the Special Commission reviewed and discussed the square-bracketed matters reflected in Chapters I and II of the February 2017 draft Convention, including a detailed discussion on intellectual property related matters, and general and final clauses. Based on those discussions, the Special Commission prepared a revised draft of the Convention which appears as Annex I to this *Aide memoire* (“the November 2017 draft Convention”).

4 The November 2017 draft Convention will be presented to the Council at its March 2018 meeting with a recommendation that the Special Commission meet again in mid-2018, and that a Diplomatic Session be convened in mid-

2019, provided that those timeframes are possible having regard to budgetary and logistical considerations.

5 This *Aide memoire* is intended to accompany the November 2017 draft Convention, and to assist with ongoing work on the Judgments Project.<sup>3</sup> It provides a brief overview of the progress made at the November 2017 Special Commission, sets out some specific issues discussed, and identifies some specific matters that require further consideration. It does not address all the points discussed during the Special Commission.

### PRELIMINARY EXPLANATORY REPORT

6 The meeting expressed gratitude to the *co-Rapporteurs* for the preparation of a preliminary Explanatory Report in advance of the meeting.<sup>4</sup> The *co-Rapporteurs* provided a general introduction to the preliminary Explanatory Report, and an overview of certain specific issues they had been asked to consider.

### THE NOVEMBER 2017 DRAFT CONVENTION

7 The meeting discussed i) the outstanding matters that were included in square brackets in the February 2017 draft Convention; ii) intellectual property related matters; iii) general and final clauses; and iv) some further priority issues, so far as time permitted.<sup>5</sup>

#### *Chapters I and II – Outstanding matters*

##### *Scope – Privacy*

8 Following an introduction by Cara North of Preliminary Document No 8,<sup>6</sup> the meeting discussed the concept and possible exclusion of “privacy” matters from the scope of the November 2017 draft Convention.

9 A revised proposal to exclude the “unauthorised public disclosure of information relating to private life” was also considered. The meeting decided to proceed on the basis that “privacy/unauthorised public disclosure of information relating to private life” should be included in square brackets in Article 2(1)(l) to indicate that further consultation and reflection is required. It was noted that the term “privacy” should be read in light of the explanation provided in Preliminary Document No 8, and in particular paragraph 51.

---

<sup>1</sup> The Special Commission was first convened from 1 to 9 June 2016 (the “First Meeting of the Special Commission”). The First Meeting of the Special Commission used the proposed draft text prepared by the Working Group as its starting point (see Annex II to the June 2016 *Aide memoire* of the Chair of the Special Commission, *supra* p. 75 of this Book). Following a discussion of all provisions, as well as a discussion on the objectives and architecture of the draft Convention, the First Meeting of the Special Commission prepared a revised draft text (the “preliminary draft Convention”, published as Work. Doc. No 76, distributed on 9 June 2016, *supra* p. 61 of this Book). The Second Meeting of the Special Commission was convened from 16 to 24 February 2017 (the “Second Meeting of the Special Commission”). The Second Meeting of the Special Commission clarified and refined a number of provisions in the preliminary draft Convention. In particular, the Special Commission considered and added to the February 2017 draft Convention (published as Work. Doc. No 170 REV, distributed on 24 February 2017, *supra* p. 173 of this Book) Chapters III and IV on general and final clauses.

<sup>2</sup> See Conclusions and Recommendations of the Council on General Affairs and Policy of the Conference (14-16 March 2017) (available on the HCCH website at <www.hcch.net>, under “Council on General Affairs and Policy”), C&R No 5.

<sup>3</sup> This is the third *Aide memoire* of the Chair of the Special Commission. The first (*supra* p. 71 of this Book) and second (*supra* p. 189 of this Book) *Aide memoires* were prepared in June 2016 and February 2017 and accompanied the preliminary draft Convention and the February 2017 draft Convention respectively.

<sup>4</sup> See “Judgments Convention: Preliminary Explanatory Report”, drawn up by Professors Francisco J. Garcimartin and Geneviève Saumier, Prel. Doc. No 7 of October 2017 for the attention of the Third Meeting of the Special Commission on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments (13-17 November 2017) (available on the HCCH website under the “Judgments” Specialised Section).

<sup>5</sup> The Working Documents submitted to the Special Commission that were not discussed due to time constraints are listed in Annex II to this *Aide memoire*.

<sup>6</sup> See “Note on the possible exclusion of privacy matters from the Convention as reflected in Article 2(1)(k) of the February 2017 draft Convention”, drawn up by Cara North, with the assistance of the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 8 of November 2017 for the attention of the Third Meeting of the Special Commission on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments (13-17 November 2017) (available on the HCCH website, see path indicated in note 4).

*Fondements de la reconnaissance et de l'exécution –  
« lien intentionnel et substantiel »*

10 Après la présentation du professeur Ronald A. Brand quant au Document préliminaire No 6<sup>7</sup> sur le concept de « lien intentionnel et substantiel » visé à l'article 5(1)(g) et (n)(ii) du projet de Convention de février 2017, la Commission spéciale s'est intéressée à l'opportunité de conserver la référence au « lien intentionnel et substantiel » présentée entre crochets à l'article 5(1)(n)(ii).

11 La Commission spéciale s'est également interrogée sur l'opportunité de supprimer complètement le point (ii) de l'alinéa (n). Elle a décidé de le supprimer du projet de Convention de novembre 2017.

*Motifs de refus – ordre public*

12 La Commission spéciale a évoqué deux propositions, l'une visant à conserver et l'autre à supprimer la référence suivante : « et dans les cas d'atteintes à la sécurité ou à la souveraineté de cet État », présentée entre crochets à l'article 7(1)(c) du projet de Convention de février 2017. Il est communément admis que l'article 7(1)(c) vise à couvrir les cas d'atteintes à la sécurité et à la souveraineté de l'État. La Commission spéciale a évoqué la possibilité d'inclure cette référence entre crochets soit dans le texte du projet de Convention, soit dans le Rapport explicatif.

13 La Commission spéciale a pris acte du fait qu'il est plus probable que des cas d'atteinte à la sécurité ou à la souveraineté de l'État se manifestent dans le cadre de la présente Convention plutôt que dans celui de la *Convention du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for* (la « Convention Élection de for de 2005 »).

14 La Commission spéciale a estimé qu'il était souhaitable d'inclure la formulation comprise entre crochets dans le projet de Convention de novembre 2017, tout en indiquant clairement dans le Rapport explicatif que le champ d'application de cette disposition n'est en aucun cas différent de celui de l'article 9(e) de la Convention Élection de for de 2005.

*Transactions judiciaires*

15 La Commission spéciale a examiné la proposition visant à supprimer la référence suivante : « à condition que le droit de l'État requis admette de telles transactions », présentée entre crochets à l'article 13 du projet de Convention de février 2017. Dans la lignée de la disposition équivalente de la Convention Élection de for de 2005, la Commission spéciale a décidé de supprimer le texte contenu entre crochets (voir art. 12 du projet de Convention de Novembre 2017).

*Frais de procédure*

16 La Commission spéciale s'est penchée sur des propositions visant à conserver ou supprimer l'article 16 concernant les frais de procédure, présenté entre crochets dans le projet de Convention de février 2017. La Commission spéciale a également envisagé la possibilité de modifier cette disposition.

<sup>7</sup> Voir « Note sur le concept de 'lien intentionnel et substantiel' visé à l'article 5(1)(g) et 5(1)(n)(ii) du projet de Convention de février 2017 », établie par le professeur Ronald A. Brand et Dr Cristina M. Mariottini, Doc. pré-l. No 6 de septembre 2017 à l'attention de la Troisième réunion de la Commission spéciale sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers (13-17 novembre 2017) (disponible sur le site web de la HCCH, voir chemin d'accès indiqué à la note 4).

17 Compte tenu de l'absence de consensus sur l'opportunité d'inclure ou non une telle disposition, la Commission spéciale a décidé de la conserver entre crochets dans l'optique de faciliter de plus amples consultations et réflexions en la matière (voir art. 15 du projet de Convention de novembre 2017).

*Propriété intellectuelle*

18 La Commission spéciale a évoqué de manière circonstanciée les questions relatives à la propriété intellectuelle, à la fois en séances plénières et dans le cadre du Groupe de travail informel, sur la base d'un certain nombre de propositions et de documents d'information.

19 La Commission spéciale s'est interrogée sur le caractère souhaitable d'un éventail de démarches, notamment :

- a) la possibilité d'exclure totalement les questions de propriété intellectuelle du champ d'application du projet de Convention de novembre 2017 et, auquel cas, comment formuler une telle exclusion ; et
- b) la possibilité d'inclure les questions de propriété intellectuelle dans le champ d'application du projet de Convention de novembre 2017 et, auquel cas, dans quelle mesure, et comment formuler les dispositions relatives à la circulation des jugements en la matière et les garanties à cet égard.

20 La Commission spéciale a décidé de conserver entre crochets, dans le projet de Convention de novembre 2017, les dispositions relatives à l'éventuelle inclusion ou exclusion des questions de propriété intellectuelle de son champ d'application afin de faciliter de plus amples consultations et réflexions sur le sujet (voir art. 2(1)(m), 5(3), 6(a), 7(1)(g), 8(3) et 11 du projet de Convention de novembre 2017). La Commission spéciale a insisté sur la nécessité de discuter de manière plus approfondie de la possibilité de modifier certaines dispositions ou d'ajouter des références aux autorités compétentes.

21 La Commission spéciale a expressément pris acte du fait que la nécessité d'une disposition dans la lignée de l'article 8(3) du projet de Convention de novembre 2017 et la rédaction d'une telle disposition exigeront une attention particulière que les questions de propriété intellectuelle soient incluses ou non dans le champ d'application.

*Chapitre III – Clauses générales*

*Dispense de légalisation*

22 La Commission spéciale s'est interrogée sur l'opportunité de conserver ou de supprimer l'article 19 du projet de Convention de février 2017 concernant la dispense de légalisation, présenté entre crochets. La Commission a décidé de supprimer cette disposition.

*Déclarations relatives à la compétence exclusive*

23 La Commission spéciale a examiné une proposition visant à modifier l'article 21 du projet de Convention de février 2017 de sorte à énoncer explicitement la possibilité de faire une déclaration en application de celui-ci concernant les matières relevant de la compétence exclusive en vertu du droit d'un État contractant. Elle a confirmé que ces questions pouvaient faire l'objet d'une déclaration dans le cadre de l'article 21, sans qu'une disposition spécifique ne

*Bases for recognition and enforcement – “purposeful and substantial connection”*

10 Following an introduction by Professor Ronald A. Brand of Preliminary Document No 6<sup>7</sup> on the concept of “purposeful and substantial connection” referred to in Article 5(1)(g) and (n)(ii) of the February 2017 draft Convention, the meeting discussed the desirability of the retention of the square-bracketed reference to “purposeful and substantial connection” in Article 5(1)(n)(ii).

11 The meeting also considered the desirability of the deletion of sub-paragraph (ii) in paragraph (n) entirely. The meeting decided to proceed on the basis that this sub-paragraph should be deleted from the November 2017 draft Convention.

*Grounds for refusal – public policy*

12 The meeting discussed a proposal to retain and a proposal to delete the square-bracketed reference to “situations involving infringements of security or sovereignty of that State” in Article 7(1)(c) of the February 2017 draft Convention. There was consensus that as a matter of policy Article 7(1)(c) is intended to cover situations involving infringements of security or sovereignty of the State. The meeting discussed the desirability of including the language in square brackets in the text of the Convention or in the Explanatory Report.

13 It was noted that situations involving infringements of security or sovereignty of the State arise more acutely in the context of this Convention than under the *Convention of 30 June 2005 on Choice of Court Agreements* (the “2005 Choice of Court Convention”).

14 The meeting considered it desirable to proceed on the basis that the square-bracketed language be included in the November 2017 draft Convention, but that it be made clear in the Explanatory Report that the scope of this provision is in no way different from the scope of the provision in Article 9(e) of the 2005 Choice of Court Convention.

*Judicial settlements (transactions judiciaires)*

15 The meeting discussed a proposal to delete the square-bracketed reference to “provided that such settlement is permissible under the law of the requested State” in Article 13 of the February 2017 draft Convention. The meeting decided to proceed on the basis that the square-bracketed text should be deleted, consistent with the equivalent provision in the 2005 Choice of Court Convention (see Art. 12 of the November 2017 draft Convention).

*Costs of proceedings*

16 The meeting considered proposals to retain or delete the square-bracketed Article 16 on costs of proceedings in the February 2017 draft Convention. The meeting also considered proposals to amend this provision.

---

<sup>7</sup> See “Note on the concept of ‘purposeful and substantial connection’ in Article 5(1)(g) and 5(1)(n)(ii) of the February 2017 draft Convention”, drawn up by Professor Ronald A. Brand and Dr Cristina M. Mariottini, Prel. Doc. No 6 of September 2017 for the attention of the Third Meeting of the Special Commission on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments (13-17 November 2017) (available on the HCCH website, see path indicated in note 4).

17 The meeting decided to proceed on the basis that this provision should be retained in square brackets in order to facilitate further consideration and reflection, in the absence of consensus on whether such a provision should be adopted (see Art. 15 of the November 2017 draft Convention).

*Intellectual property*

18 The meeting discussed issues pertaining to intellectual property matters at length, both in the plenary and in a separate informal working group, with the benefit of a number of proposals and information documents.

19 The meeting considered the desirability of a wide range of approaches, including:

- a) whether intellectual property should be excluded from the scope of the November 2017 draft Convention and, if so, how such an exclusion should be framed; and
- b) whether intellectual property should be included within the scope of the November 2017 draft Convention and, if so, to what extent and how provisions in relation to the circulation of judgments on intellectual property matters and appropriate safeguards should be framed.

20 The meeting decided to proceed on the basis that provisions reflecting the possible inclusion or exclusion from scope of intellectual property matters should be included in the November 2017 draft Convention in square brackets to facilitate consultation and further reflection (see Arts (2)(1)(m), 5(3), 6(a), 7(1)(g), 8(3) and 11 of the November 2017 draft Convention). The need for discussion on whether some of these provisions should be modified to include reference to competent authorities in this field was noted.

21 The meeting expressly noted that the need for a provision along the lines of Article 8(3) of the November 2017 draft Convention, and the drafting of that provision, will require further attention whether or not intellectual property matters are included in scope.

*Chapter III – General clauses*

*No legalisation*

22 The meeting discussed proposals to retain or alternatively delete Article 19 on no legalisation of the February 2017 draft Convention, which appeared in square brackets. The meeting decided to proceed on the basis that this provision should be deleted.

*Declarations with respect to matters of exclusive jurisdiction*

23 The meeting discussed a proposal to amend Article 21 of the February 2017 draft Convention to explicitly state that a declaration can be made under that Article in relation to matters within exclusive jurisdiction under the law of a Contracting State. The meeting confirmed the understanding that such matters can be the subject of Article 21 declarations without the need for express provision to that effect,

soit nécessaire à cet effet ; il reviendra au Rapport explicatif d'en faire mention. Il a également été précisé que ces déclarations ne doivent pas exclure une matière complète. Toutefois, conformément aux exigences selon lesquelles de telles déclarations doivent être définies clairement et précisément, des critères supplémentaires peuvent être mentionnés.

24 La Commission spéciale a pour l'heure décidé de ne pas apporter de changement à cet article (voir art. 19 du projet de Convention de novembre 2017). Plusieurs délégations ont toutefois insisté sur l'importance de rédiger une disposition appropriée concernant la compétence exclusive en vertu du droit interne et se sont prononcées en faveur d'un traitement exprès, d'une quelconque manière, dans le projet de Convention.

#### *Tribunaux communs*

25 Après la présentation du Document préliminaire No 9<sup>8</sup> par le Bureau Permanent, la Commission spéciale a évoqué plusieurs démarches eu égard aux tribunaux communs, notamment :

- a) renvoyer aux tribunaux communs dans la définition du terme « tribunal » visée à l'article 3(1) ;
- b) ajouter un renvoi aux jugements rendus par des tribunaux communs à l'article 4 ;
- c) apporter des modifications à l'article 22 du projet de Convention de février 2017, y compris en prévoyant des déclarations plus précises et une sorte de mécanisme de bilatéralisation ; et
- d) éviter toute référence aux tribunaux communs dans le projet de Convention et, expliquer dans le Rapport explicatif si et sur quels fondements les jugements des tribunaux communs sont susceptibles de circuler en application de la Convention en l'absence de mention expresse de ces tribunaux.

26 De plus amples réflexions sont nécessaires quant à ces différentes options. La Commission spéciale a donc décidé de conserver l'article 22 du projet de Convention de février 2017 entre crochets afin de faciliter les discussions (voir art. 21 du projet de Convention de novembre 2017).

#### *Rapport avec d'autres instruments internationaux*

27 La Commission spéciale s'est intéressée aux propositions relatives à la modification de l'article 26 du projet de Convention de février 2017 portant sur le rapport avec d'autres instruments internationaux. Une version révisée et simplifiée de l'article 26 a été ajoutée au projet de Convention de novembre 2017. Certaines questions ont été placées entre crochets puisqu'elles nécessiteront un examen plus approfondi (voir art. 25 du projet de Convention de novembre 2017).

#### *Déclarations relatives à la confirmation des relations conventionnelles*

28 La Commission spéciale a évoqué une proposition d'inclusion d'un mécanisme de déclaration exigeant des États qu'ils confirment la mise en place de relations conventionnelles en application de la Convention. L'inclusion d'une

<sup>8</sup> Voir « Note concernant les 'tribunaux communs' visés à l'article 22 du projet de Convention de février 2017 », établie par le Bureau Permanent, Doc. pré-l. No 9 d'octobre 2017 à l'attention de la Troisième réunion de la Commission spéciale sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers (13-17 novembre 2017) (disponible sur le site web de la HCCH, voir chemin d'accès indiqué à la note 4).

telle disposition dans le projet de Convention n'a pas recueilli le soutien nécessaire.

#### *Déclarations relatives aux jugements concernant des gouvernements*

29 La Commission spéciale s'est penchée sur une proposition de mécanisme de déclarations portant sur les jugements découlant d'une procédure impliquant un gouvernement, une agence gouvernementale ou toute autre personne agissant au nom de l'État. Cette proposition a été présentée en partant du postulat qu'elle ne visait pas à établir un mécanisme de déclarations relatives à des entreprises publiques engagées dans des activités commerciales ; la Commission spéciale a pris acte de la nécessité de travaux supplémentaires afin de fixer la ligne appropriée.

30 La Commission spéciale a également discuté de propositions visant à exclure du champ d'application les activités des forces armées et des services de répression ou des jugements portant sur des comportements relevant d'un accord entre des États concernant la présence, le statut ou le comportement des forces armées et des agences de répression.

31 La Commission spéciale a décidé d'ajouter l'article 20 entre crochets dans le projet de Convention de novembre 2017 de sorte à faciliter les discussions. Les propositions concernant les exclusions du champ d'application n'ont pas fait l'objet de discussions supplémentaires puisque la Commission spéciale est partie du postulat que l'article 20 fournirait sûrement un mécanisme permettant de prendre ces préoccupations spécifiques en considération.

#### *Discussions sur d'autres questions*

##### *Effets équivalents*

32 La Commission spéciale a réfléchi à des propositions portant sur la modification ou la suppression de l'article 9 du projet de Convention de février 2017 relatif aux effets équivalents. Elle a pris acte du silence de la Convention Élection de for de 2005 sur ce point et précisé que le Rapport Hartley/Dogauchi aborde la question de l'adaptation des mesures en l'absence de toute disposition expresse sur ce point<sup>9</sup>.

33 La Commission spéciale a pris la décision de supprimer l'article 9 du projet de Convention de février 2017, tout en indiquant que le Rapport explicatif devrait i) relever que le concept de reconnaissance d'un jugement prévu par le projet de Convention implique que la même demande (ou un litige ayant le même objet) ne peut être rejugé dans un autre État contractant (*res judicata*) ; et ii) renvoyer à et citer le Rapport Hartley/Dogauchi quant à la question de l'adaptation des mesures<sup>10</sup>.

##### *Arbitrage et accords issus de la médiation*

34 La Commission spéciale a examiné des propositions relatives à des modifications des articles 2 et 7 en matière d'arbitrage et d'accords issus de la médiation.

35 La Commission spéciale s'est interrogée sur l'opportunité d'ajouter une exclusion à l'article 2 du projet de Convention de novembre 2017 eu égard aux accords, autres

<sup>9</sup> T. Hartley et M. Dogauchi, Rapport explicatif sur la Convention Élection de for de 2005, in *Actes et documents de la Vingtième session (2005)*, tome III, *Élection de for*, Anvers – Oxford – Portland, Intersentia, 2010, p. 784 à 862, au para. 89.

<sup>10</sup> *Ibid.*



and it was noted that this should be recorded in the Explanatory Report. It was also noted that such declarations need not exclude an entire subject matter, but that consistent with the requirement that such declarations be clearly and precisely defined, additional criteria may be specified.

24 The meeting decided to proceed on the basis that no changes were needed to that Article at this stage (see Art. 19 of the November 2017 draft Convention). However, a number of delegations emphasised the importance of making appropriate provision in relation to exclusive jurisdictions under national law, and expressed the view that this point should be expressly addressed in the draft Convention in some manner.

#### *Common courts*

25 Following presentation of Preliminary Document No 9 by the Permanent Bureau,<sup>8</sup> the meeting discussed a wide range of approaches in relation to common courts including:

- a) inserting a reference to common courts in a definition of “court” in Article 3(1);
- b) adding a reference to judgments given by common courts in Article 4;
- c) making amendments to Article 22 of the February 2017 draft Convention, including providing for more detailed declarations and some form of bilateralisation mechanism; and
- d) omitting any reference to common courts in the text of the draft Convention, and explaining in the Explanatory Report whether, and on what basis, the judgments of common courts may circulate under the Convention in the absence of any express reference to such courts.

26 These options will all require further consideration. The meeting therefore decided to proceed on the basis that Article 22 of the February 2017 draft Convention should remain in the text in square brackets to facilitate that consideration (see Art. 21 of the November 2017 draft Convention).

#### *Relationship with other international instruments*

27 The meeting considered proposals to amend Article 26 of the February 2017 draft Convention on the relationship with other international instruments. A revised and simplified version of Article 26 was included in the November 2017 draft Convention, with certain issues that require further consideration placed in square brackets (see Art. 25 of the November 2017 draft Convention).

#### *Declarations to confirm treaty relations*

28 The meeting discussed a proposal for the inclusion of a declaration mechanism requiring States to confirm the establishment of treaty relations under the Convention. There

---

<sup>8</sup> See “Note on ‘common courts’ in Article 22 of the February 2017 draft Convention”, drawn up by the Permanent Bureau, Prel. Doc. No 9 of October 2017 for the attention of the Third Meeting of the Special Commission on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments (13-17 November 2017) (available on the HCCH website, see para indicated in note 4).

was insufficient support for the inclusion of such a provision in the draft Convention.

#### *Declarations with respect to judgments pertaining to governments*

29 The meeting discussed proposals concerning declaration mechanisms in relation to judgments arising out of proceedings to which a government, governmental agency or any person acting for a State was a party. The proposal was made on the basis that it was not intended to provide for declarations in respect of State-owned enterprises engaged in commercial activities, and the meeting noted that further work would be needed to ensure that an appropriate line was drawn.

30 The meeting also discussed related proposals concerning exclusion from scope of activities of armed forces and law enforcement activities, and/or exclusion from scope of judgments arising from conduct within the scope of an agreement between States on the presence, status, or conduct of armed forces and law enforcement agencies.

31 The meeting decided to proceed on the basis that Article 20 should be included in square brackets in the November 2017 draft Convention to facilitate further discussion. The proposals in relation to exclusion from scope were not discussed further, on the basis that Article 20 was likely to provide a mechanism for consideration of those more specific concerns.

#### *Discussions of further issues*

##### *Equivalent effects*

32 The meeting discussed proposals regarding the amendment or deletion of Article 9 of the February 2017 draft Convention on equivalent effects. It was noted that the 2005 Choice of Court Convention is silent on this issue, and that the Hartley/Dogauchi Report addresses the adaptation of remedies in the absence of any express provision on that issue.<sup>9</sup>

33 The meeting decided to proceed on the basis that Article 9 in the February 2017 draft Convention should be deleted, but that the Explanatory Report should i) note that the concept of recognition of a judgment required under the draft Convention is that the same claim (or cause of action) cannot be re-litigated in another Contracting State (*res judicata*); and ii) refer to and quote the Hartley/Dogauchi Report in relation to the question of adaptation of remedies.<sup>10</sup>

##### *Arbitration and mediated settlements*

34 The meeting considered proposals for amendment of Articles 2 and 7 in relation to arbitration and mediated settlements.

35 The meeting considered the desirability of including an exclusion from scope in Article 2 of the November 2017 draft Convention in relation to settlements, other than judi-

---

<sup>9</sup> T. Hartley and M. Dogauchi, Explanatory Report on the 2005 Hague Choice of Court Convention, in *Proceedings of the Twentieth Session (2005)*, Tome III, *Choice of Court*, Antwerp – Oxford – Portland, Intersentia, 2010, pp. 785-863, at para. 89.

<sup>10</sup> *Ibid.*

que les transactions judiciaires visées à l'article 12 du même projet de Convention. Elle est arrivée à la conclusion qu'aucune modification n'est nécessaire. Il a été rappelé que le Rapport explicatif préliminaire traite des règlements extrajudiciaires des différends (par ex. la conciliation ou la médiation) et précise (para. 55) que les règlements extrajudiciaires des différends ne sont pas des décisions sur le fond rendues par des tribunaux, et ne sont donc pas susceptibles de circuler en vertu de cet instrument.

36 La Commission spéciale a conclu qu'aucun amendement n'était nécessaire à l'article 7 du projet de Convention de novembre 2017 concernant les accords issus de la médiation. Il a été précisé que les travaux supplémentaires relatifs à l'article 25 devraient prendre en considération d'éventuelles obligations internationales en matière d'accords issus de la médiation et la relation entre cet instrument et ces obligations.

37 L'article 2(3) du projet de Convention de novembre 2017 exclut l'arbitrage de son champ d'application. La Commission spéciale a précisé que le Rapport explicatif préliminaire aborde la relation entre l'arbitrage et le projet de Convention (para. 53 à 55) et déclare expressément (para. 54) que l'État requis peut refuser de reconnaître et d'exécuter un jugement rendu dans un autre État, si la procédure de l'État d'origine s'avère contraire à une convention d'arbitrage.

38 La Commission spéciale a choisi de ne pas apporter de modification à l'article 7 du projet de Convention de novembre 2017 en ce qui concerne les conventions et sentences arbitrales. Elle a indiqué que tout travail supplémentaire eu égard à l'article 25 devrait prendre en considération les obligations internationales en matière d'arbitrage et la relation entre cet instrument et ces obligations.

39 La Commission spéciale a fait sienne l'observation du co-Rapporteur estimant qu'il serait utile d'évoquer de manière plus approfondie dans le Rapport explicatif préliminaire le fonctionnement des articles 2(3) et 8(2) pour tout ce qui a trait à l'arbitrage.

#### *Refus de reconnaissance et d'exécution*

40 La Commission spéciale s'est intéressée à la proposition de modification de l'article 7 afin d'autoriser le refus de la reconnaissance ou de l'exécution dans la mesure où le jugement résulte d'une erreur commise par le tribunal d'origine dans le cadre de l'application du droit matériel de l'État requis. Les motifs d'ordre public pourraient être à l'origine d'un mécanisme permettant de traiter des préoccupations sérieuses de cette nature. La Commission spéciale a conclu qu'aucun amendement n'était nécessaire.

#### PROCHAINES ÉTAPES

41 La Commission spéciale propose au Conseil de mars 2018 la tenue d'une Quatrième réunion de la Commission spéciale à la mi-2018 consacrée à un nombre limité de questions en suspens, sur lesquelles des discussions supplémentaires en séance plénière seraient utiles. Elle propose en outre la tenue d'une Session diplomatique à la mi-2019, sous réserve de considérations d'ordre budgétaire et logistique. Le Président, en consultation avec le Bureau Permanent, établira bien en amont de la réunion les questions qui feront l'objet de discussions supplémentaires.

42 Le Président fait état de l'opportunité de convoquer des groupes de travail informels aux fins d'examen d'un

certain nombre de questions pour lesquelles des discussions supplémentaires et une coordination des propositions avant toute présentation en séance plénière seraient nécessaires. Ces questions ont notamment trait à l'article 15 sur les frais de procédure, à l'article 20 concernant les déclarations relatives aux jugements concernant des gouvernements, à l'article 21 sur les tribunaux communs, à l'article 24 sur les systèmes juridiques non unifiés, et à l'article 25 sur le rapport avec d'autres instruments internationaux. Le Président propose que ces groupes de travail informels soient convoqués bien en amont de la prochaine réunion de la Commission spéciale de manière à faciliter les travaux interessions en préparation de celle-ci. Ces groupes pourraient en outre poursuivre leurs travaux lors de la Commission spéciale le cas échéant.

#### ANNEXE I

##### **Document de travail No 236 Révisé (distribué le 17 novembre 2017)**

*Projet de Convention de novembre 2017 arrêté au 17 novembre 2017*

Voir ci-dessus, à la page 252 du présent Cahier.

#### ANNEXE II

##### **Liste des Documents de travail qui n'ont pas été abordés**

- Document de travail No 175 d'octobre 2017 – Proposition de la délégation de la Fédération de Russie
- Document de travail No 185 A d'octobre 2017 – Proposition de la délégation de l'Uruguay
- Document de travail No 189 d'octobre 2017 – Proposition de la délégation des États-Unis d'Amérique
- Document de travail No 190 d'octobre 2017 – Proposition de la délégation des États-Unis d'Amérique
- Document de travail No 193 d'octobre 2017 – Proposition de la délégation des États-Unis d'Amérique
- Document de travail No 196 d'octobre 2017 – Proposition de la délégation des États-Unis d'Amérique
- Document de travail No 198 d'octobre 2017 – Proposition de la délégation de la République de Corée
- Document de travail No 199 d'octobre 2017 – Proposition de la délégation de la République de Corée
- Document de travail No 200 d'octobre 2017 – Proposition de la délégation de la République de Corée
- Document de travail No 201 d'octobre 2017 – Proposition de la délégation de la République de Corée
- Document de travail No 202 d'octobre 2017 – Proposition de la délégation de la République de Corée
- Document de travail No 203 d'octobre 2017 – Proposition de la délégation de la République de Corée

cial settlements as per Article 12 of the November 2017 draft Convention. The meeting decided to proceed on the basis that no such amendment was needed. It was noted that the preliminary Explanatory Report deals with ADR (e.g., conciliation or mediation) settlements and indicates (at para. 55) that ADR settlements are not judgments as they are not decisions on the merits given by a court, so do not circulate under this instrument.

36 The meeting decided to proceed on the basis that no amendments should be made to Article 7 of the November 2017 draft Convention in relation to mediated settlements. It was noted that further work on Article 25 should take into account the potential for international obligations in relation to mediated settlements, and the interface between this instrument and such obligations.

37 Article 2(3) of the November 2017 draft Convention provides for arbitration to be excluded from scope. It was noted that the preliminary Explanatory Report addresses the interface between arbitration and the draft Convention (at paras 53-55), and that it is expressly stated (at para. 54) that the requested State may refuse recognition and enforcement of a judgment given in another State if the proceedings in the State of origin were contrary to an arbitration agreement.

38 The meeting decided to proceed on the basis that no amendments should be made to Article 7 of the November 2017 draft Convention as concerns arbitration agreements and awards. It was noted that further work on Article 25 should take into account international obligations in relation to arbitration and the interface between this instrument and such obligations.

39 The meeting agreed with the observation of the *co-Rapporteur* that it would be helpful to have a more extensive discussion in the Explanatory Report of the operation of Article 2(3) and Article 8(2) as concerns arbitration.

#### *Refusal of recognition and enforcement*

40 The meeting discussed a proposal to amend Article 7 to permit refusal of recognition or enforcement to the extent that the judgment results from an error made by the court of origin in applying the substantive law of the requested State. It was noted that the public policy ground could provide a mechanism for dealing with serious concerns of this kind. The meeting decided to proceed on the basis that such an amendment was not required.

#### NEXT STEPS

41 The Special Commission will propose to the March 2018 meeting of the Council that it have a further meeting in mid-2018 focused on a limited number of issues that would benefit from further discussion at a plenary meeting, and that a Diplomatic Session be convened in mid-2019, provided that those timeframes are possible having regard to budgetary and logistical considerations. The topics for discussion at the further meeting of the Special Commission would be identified by the Chair in consultation with the Permanent Bureau well in advance of the meeting.

42 The Chair suggested the desirability of establishing informal working groups to consider a number of issues that

would benefit from intensive discussion and coordination of proposals before being considered by a plenary meeting, including in relation to Article 15 on costs of proceeding, Article 20 on declarations with respect to judgments pertaining to governments, Article 21 on common courts, Article 24 on non-unified legal systems and Article 25 on relationship with other international instruments. The Chair proposed that these informal working groups would be organised well in advance of the next meeting to facilitate intersessional work in preparation for that meeting, and that they would continue their work in the course of that meeting as needed.

#### ANNEX I

##### **Working Document No 236 Revised (distributed on 17 November 2017)**

*November 2017 Draft Convention as of 17 November 2017*

See *supra*, at page 252 of this Book.

#### ANNEX II

##### **List of Working Documents that were not discussed**

- Working Document No 175 of October 2017 – Proposal of the delegation of the Russian Federation
- Working Document No 185 A of October 2017 – Proposal of the delegation of Uruguay
- Working Document No 189 of October 2017 – Proposal of the delegation of the United States of America
- Working Document No 190 of October 2017 – Proposal of the delegation of the United States of America
- Working Document No 193 of October 2017 – Proposal of the delegation of the United States of America
- Working Document No 196 of October 2017 – Proposal of the delegation of the United States of America
- Working Document No 198 of October 2017 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea
- Working Document No 199 of October 2017 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea
- Working Document No 200 of October 2017 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea
- Working Document No 201 of October 2017 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea
- Working Document No 202 of October 2017 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea
- Working Document No 203 of October 2017 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea

- Document de travail No 204 d’octobre 2017 – Proposition de la délégation de la République de Corée
- Document de travail No 206 REV de novembre 2017 – Proposition de la délégation de la République de Corée
- Document de travail No 214 de novembre 2017 – Proposition de la délégation du Canada
- Document de travail No 215 de novembre 2017 – Proposition de la délégation d’Israël
- Document de travail No 216 de novembre 2017 – Proposition de la délégation de la République populaire de Chine
- Document de travail No 220 de novembre 2017 – Proposition de la délégation de la République populaire de Chine
- Document de travail No 224 de novembre 2017 – Proposition de la délégation de la République de Corée
- Document de travail No 227 de novembre 2017 – Proposition de la délégation du Mexique
- Document de travail No 228 de novembre 2017 – Proposition de la délégation du Mexique

- Working Document No 204 of October 2017 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea
- Working Document No 206 REV of November 2017 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea
- Working Document No 214 of November 2017 – Proposal of the delegation of Canada
- Working Document No 215 of November 2017 – Proposal of the delegation of Israel
- Working Document No 216 of November 2017 – Proposal of the delegation of the People’s Republic of China
- Working Document No 220 of November 2017 – Proposal of the delegation of the People’s Republic of China
- Working Document No 224 of November 2017 – Proposal of the delegation of the Republic of Korea
- Working Document No 227 of November 2017 – Proposal of the delegation of Mexico
- Working Document No 228 of November 2017 – Proposal of the delegation of Mexico

*Distribués en mai 2018*

*Distributed in May 2018*

---

## **No 237 – Proposal of Informal Working Group IV**

### *Judgments pertaining to governments*

Article 20  
*Declarations with respect to judgments  
pertaining to governments*

#### *Agreed text for paragraph 1*

1 A State may declare that it shall not apply this Convention to judgments arising from a proceeding to which it is a party, or to which any of its governmental agencies, or any person acting on its behalf or on behalf of such governmental agency is a party, to the extent specified in the declaration. However, the declaration shall not exclude from the application of this Convention judgments arising from proceedings to which an enterprise owned by a State is a party. The State making such a declaration shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that the exclusion from scope is clearly and precisely defined.

#### *Three Options for paragraph 2*

##### *Option a*

2 If a State has made a declaration pursuant to paragraph 1, recognition or enforcement of a judgment originating from that State may be refused by another Contracting State if the judgment arose from a proceeding to which that other Contracting State is a party, or to which any of its governmental agencies, or any person acting on its behalf or on behalf of such governmental agency is a party, to the same extent as specified in the declaration.

##### *Option b*

2 With regard to a declaration made pursuant to paragraph 1, the Convention shall not apply to the excluded proceedings as specified and defined in the declaration –

- (a) in the Contracting State that made the declaration;
- (b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought;
- (c) in any other Contracting State, in so far as the declaration concerns military or law enforcement activities.

##### *Option c*

2 With regard to a declaration made pursuant to paragraph 1, the Convention shall not apply to the excluded proceedings as specified and defined in the declaration –

- (a) in the Contracting State that made the declaration;
- (b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought;
- (c) in any other Contracting State, where recognition or enforcement of a judgment is sought concerning –
  - (i) activities of armed forces or law enforcement activities of the Contracting State that made the declaration, including the activities of its personnel in the exercise of their official duties; or
  - (ii) conduct within the scope of an agreement between the Contracting State that made the declaration and any other State on the presence, status, or conduct of armed forces or law enforcement agencies and their personnel.

#### *Notes from the Chair of the Working Group*

There seems to be a consensus in the Group around the policy reflected in the wording of para. 1.

The Explanatory Report will need to give some explanation of what is meant by “an enterprise owned by a State” but the intention of the Working Group is to prevent a declaration being possible when the entity with separate legal status from the State/Government is wholly or partly owned by the State and engages in civil and commercial activities.

A “governmental agency” will also need some explanation in the Explanatory Report. It will certainly include non-privatised agencies engaged in military activity or law enforcement on behalf of the State.

The last sentence of para. 1 has to be read as imposing an obligation on the declaring State to be clear about which governmental agencies in that country are covered by the declaration and in which circumstances individuals acting on behalf of the State are covered by the declaration. In both cases the scope of the declaration should be no broader than necessary.

For para. 2 option a reflects the general view in the Working Group as to the drafting of para. 2 but options b and c are included to reflect the suggestion of one State supported by another.

## **No 238 – Report from the Chair of the Informal Working Group on Non-Unified Legal Systems**

This Informal Working Group (IWG) discussed a range of issues related to Article 24 of the draft Convention. Despite extensive discussions, no consensus has been reached on possible changes to the text. Therefore, this report simply summarizes the deliberations from the perspective of the IWG chair, who is solely responsible for any inaccuracies or omissions in this report. Some of the text proposals made in the discussions, as described below, are provided in an Annex to the report. The IWG chair would like to thank the members of the IWG who actively contributed to a very detailed debate.

*Issue 1: Proposed deletion or limitation of Articles 24(1)(b) and 24(1)(d)*

The IWG discussed whether, with respect to a Contracting State “in which two or more systems of law apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention,” the relevant territorial unit should be identified as a defendant’s habitual residence (per Art. 24(1)(b)), or whether the State itself should be considered the defendant’s habitual residence. This question is particularly relevant for purposes of applying Article 5(1)(a) to such defendants. If a territorial unit were to be considered the defendant’s habitual residence, only judgments from courts in that territorial unit could circulate under Article 5(1)(a), while judgments from other courts in that Contracting State would not be covered by Article 5(1)(a).

One view was that the Contracting State was itself the relevant actor undertaking obligations under the Convention and that thus a defendant should primarily be seen as a habitual resident of that Contracting State. Under this view, a Contracting State’s decisions about its internal organization of its legal system should not be relevant on the international plane; thus, whether and how a Contracting State chooses to allocate jurisdiction among its internal courts (whether based on geography or subject matter, for example) should not affect the circulation of that Contracting State’s judgments under the Convention. It was said that a Contracting State should not have fewer of its judgments eligible to circulate under Article 5(1)(a) simply because its domestic system uses territorial units.

However, in response it was said that HCCH treaties (including the 2005 Convention) have traditionally followed the approach taken in the draft text – *i.e.*, focusing on the territorial unit – and that justification would be needed for taking a different approach in this Convention. It was said that predictability was important, in terms of a defendant being able to foresee where it might be subject to suit, and that it is fair to require a plaintiff to sue in the territorial unit where the defendant is habitually resident in order for the judgment to be eligible for circulation. Similarly, it was said that it might be unfair for judgments from other territorial units where the defendant is not habitually resident to circulate, as a defendant may only expect to be sued in the legal system applicable where it is habitually resident.

Similar arguments were raised regarding Article 24(1)(d) and whether the Convention should take into account a defendant’s connection with each territorial unit on its own, or with the Contracting State as a whole. This question is primarily relevant for Article 5(1)(g). If a defendant’s connection with a territorial unit is analyzed (rather than its connection with the Contracting State as a whole), a judgment would only circulate under Article 5(1)(g) if the defendant’s connection with the relevant territorial unit was purposeful and substantial. Additionally, application of Article 7(2) could also be affected, in terms of a court’s ability to postpone or refuse recognition or enforcement based on pending proceedings; the question is whether a “close connection” between the dispute and the territorial unit must be present, as opposed to a “close connection” between the dispute and the Contracting State as a whole.

As with Article 24(1)(b), differing views were expressed. One view was that only connections to the Contracting State as a whole should matter, as the Contracting State is the relevant international actor, and that the structure of the Contracting State’s domestic system should not affect the circulation of judgments under Article 5(1)(g). In response, it was said that – as under other HCCH treaties – looking at the

territorial unit is appropriate, and that defendants should not have to be subject to jurisdiction in territorial units in which they did not have connections.

An additional factor complicating the discussions with respect to both Article 24(1)(b) and (d) is the question of whether judgments from different types of courts should be viewed differently. For example, some States with non-unified legal systems may have established courts at the national level – some of which could be physically located in particular territorial units – that operate alongside courts established by the territorial units themselves. In such a situation, a question was raised regarding whether a judgment from a national court physically located in one territorial unit where the defendant was habitually resident should be treated the same as a judgment from a court of that territorial unit and differently from judgments of national courts sitting elsewhere, or whether all national courts should be treated alike regardless of where they are physically located.

Various proposals were suggested, including (a) retention of the current text, to remain consistent with the 2005 Convention; (b) deletion of Article 24(1)(b) and (d), to treat judgments from Contracting States with non-unified legal systems the same as judgments from other Contracting States; (c) relying on the “where appropriate” phrasing in Article 24(1)(b) and (d) to allow those clauses to be applied differently to judgments from national courts and territorial unit courts; (d) only applying Article 24(1)(b) and (d) if the Contracting State in question had made a declaration under Article 27 (*i.e.*, a declaration applying the Convention to all its territorial units or to one or more of its territorial units); (e) allowing a Contracting State with a non-unified legal system to submit a declaration regarding whether Article 24(1)(b) and (d) should apply to judgments from its courts (based on that Contracting State’s view of the role that territorial units have in its domestic system, which might vary among States); and (f) not applying Article 24(1) in cases where the court of origin certifies that the facts on which it based its jurisdiction would also have enabled jurisdiction in any other territorial unit of the State of origin.

*Issue 2: Phrasing of Article 24(2) and (3)*

The IWG discussed whether Article 24(2) and (3) should be made consistent with Article 24(1), which refers to “a Contracting State in which two or more systems of law apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention.” By contrast, Article 24(2) and (3) simply refer to “a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply,” without being restricted to instances in which the different systems of law apply “with regard to any matter dealt with in this Convention.”

One view was that the three paragraphs should be made consistent with each other, so that the same legal standard would apply in determining whether a Contracting State qualifies under each of the three paragraphs. However, in response, it was said that Article 24(1) was intended to govern the application of the Convention to individual cases, whereas Article 24(2) and (3) served a different purpose – *i.e.*, governing the relationship between the Convention and the territorial units within a Contracting State. This different purpose was said to justify retaining different wording, consistent with the 2005 Convention. It was also said that the wording from the 2005 Convention had not caused any confusion in practice, and thus did not need to be changed.

The IWG also discussed a proposal to delete Article 24(4), which currently provides that Article 24 does not apply to Regional Economic Integration Organizations (REIOS). Much of the discussion focused on whether Article 24(4) creates problems in its interactions with Article 28(4) (which provides that “Any reference to a ‘Contracting State’ or ‘State’ in this Convention shall apply equally, where appropriate, to a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to it.”). Also relevant to the discussion was Article 29(2) (which provides that “any reference to a ‘Contracting State’ or ‘State’ in this Convention shall apply equally, where appropriate, to the Member States of” an REIO that joins the Convention on behalf of its Member States due to exercising competence over all the matters governed by the Convention).

In support of deleting Article 24(4), it was said that for purposes of the substantive rules of the Convention, States should continue to be treated as States – rather than parts of a single jurisdiction – even if they are members of a REIO. It was argued that, in some scenarios, the interaction between Articles 24(4) and 28(4) might result in certain judgments being eligible for recognition and enforcement under Articles 5 and 6 even if the particular basis for recognition and enforcement was not satisfied by the Member State where the judgment was issued. This effect was said to treat the REIO as one large jurisdiction rather than a set of individual Member States. For example, it was said that Article 28(4) could result in the references to “State” in Article 5(1)(a) and (g) being read as applying to REIOS. If this interpretation was followed, then an entire REIO could be seen as a defendant’s habitual residence under Article 5(1)(a), such that a judgment from any Member State of the REIO might circulate under that provision. Similarly, under Article 5(1)(g), a defendant’s connection to the entire REIO could be analyzed, permitting judgments from any Member State to circulate as long as the connection with the entire REIO qualified as purposeful and substantial (even if the defendant did not have a sufficient connection with any individual Member State).

From this perspective, deletion of Article 24(4) was said to eliminate this concern, as the application of Article 24(1) to REIOS would mean that “habitual residence” and “connection” would be analyzed with respect to a REIO’s territorial units – *i.e.*, its Member States – as if the REIO were a Contracting State with a non-unified legal system. Although it would be a change from the approach taken in the 2005 Convention, deletion of Article 24(4) was said to be appropriate because the draft Convention has a broader scope than the 2005 Convention, in particular, in its application to cases where the parties have not chosen a court of a particular Member State in advance.

In response, it was said that no important changes in the nature of REIOS had occurred since the 2005 Convention, and that altering the approach in the text was not justified. From this perspective, it was noted that Articles 28(4) and 29(2) provide that the terms “State” and “Contracting State” should be read as applying to REIOS only “where appropriate.” Thus, it was said that applying certain references to “States” in Articles 5 and 6 to REIOS would not be “appropriate” if the result would be to allow courts of Member States to exercise jurisdiction on exorbitant grounds and still have their judgments circulate under the Convention, as was suggested in some of the hypothetical examples cited above regarding Article 5(1)(a) and (g). Further, it was said that in other situations, it might be appropriate to analyze parts of Articles 5 and 6 as applying to REIOS (such as if,

under Article 5(1)(g), performance of the contractual obligation in question was to have taken place across the entire REIO), and that the current text thus provided an appropriate standard. Paragraph 17 of the Hartley-Dogauchi Report on the 2005 Convention was cited as an explanation of how the “where appropriate” standard could be applied in the context of REIOS. Thus, it was said that the current text of Article 24(4) should be maintained, with the “where appropriate” standard in Articles 28(4) and 29(2) providing adequate safeguards to avoid the alleged dangers.

Another question was whether similar issues might arise under Article 7(1)(c) and (2), if the references to “State” were read as applying to REIOS – *i.e.*, that refusal of recognition and enforcement of a judgment under Article 7(1)(c) could be based on public policies of the REIO or other Member States rather than the requested State, and that recognition and enforcement could be postponed or refused under Article 7(2) based on connections between the dispute and a Member State other than the requested State. In response, it was said that the “where appropriate” standard also sufficed to ensure that those references to “State” were not inappropriately interpreted as applying to REIOS in ways that would cause problems for the application of Article 7.

Other than deletion of Article 24(4), several alternative approaches were also proposed. One suggestion was to amend Article 28(4) to state that references to “State” or “Contracting State” in Articles 5, 6, and 7 should not be applied to REIOS; it was said that such an approach would avoid the current ambiguity regarding whether it would be “appropriate” to apply those references to REIOS, and would be simpler than applying Article 24(1) to REIOS (which would implicitly treat Member States as territorial units of the REIO). Another suggested approach was to leave the text of the Convention unchanged but to identify more clearly in the Explanatory Report the situations in which it would not be “appropriate” to treat references to a “State” as applying to REIOS under Articles 28(4) and 29(2), such as by giving examples of specific Articles where such treatment would generally not be appropriate (*e.g.*, Arts 5, 6, and 7).

ANNEX – EXAMPLES OF POSSIBLE APPROACHES NOTED ABOVE

Issue 1 – Article 24(1)

Approaches (a) and (c) would involve retaining the current text.

Approach (b) would involve deletion of 24(1)(b) and (d):

1 In relation to a Contracting State in which two or more systems of law apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention –

- (a) any reference to the law or procedure of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the law or procedure in force in the relevant territorial unit;
- (b) any reference to habitual residence in a State shall be construed as referring, where appropriate, to habitual residence in the relevant territorial unit;
- (c) any reference to the court or courts of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the court or courts in the relevant territorial unit;
- (d) any reference to a connection with a State shall be construed as referring, where appropriate, to a connection with the relevant territorial unit.



Approach (d) would involve applying 24(1)(b) and (d) only where an Article 27 declaration is made:

1 In relation to a Contracting State in which two or more systems of law apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention –

- (a) any reference to the law or procedure of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the law or procedure in force in the relevant territorial unit;
- (b) any reference to habitual residence in a State shall be construed as referring, where appropriate and where the State has made a declaration under Article 27, to habitual residence in the relevant territorial unit;
- (c) any reference to the court or courts of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the court or courts in the relevant territorial unit;
- (d) any reference to a connection with a State shall be construed as referring, where appropriate and where the State has made a declaration under Article 27, to a connection with the relevant territorial unit.

Approach (e) would involve retaining the current text and adding a declaration option in 24(1) *bis*:

1 bis A Contracting State in which two or more systems of law apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention may declare that paragraph 1(b) and (d) shall not apply in respect of its territorial units. If such a declaration is made, paragraph 1(b) and (d) shall not apply in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought.

Approach (f) would involve retaining the current text and adding a certification procedure in 24(1) *bis* and 13(1)(e):

1 bis The preceding paragraph does not apply where the facts on which the court of origin based its jurisdiction would also have founded jurisdiction in any other territorial unit of the State of origin, as certified by the court of origin in accordance with Article 13(1)(e).

13(1)(e) in the case referred to in Article 24 (1bis), a certificate of the court of the State of origin confirming that the facts on which that court based its jurisdiction would also have founded jurisdiction in a court in any other territorial unit of the State of origin.

#### *Issue 2 – Article 24(2) and (3)*

The first approach would retain the current text. The other approach would align 24(2) and (3) with 24(1):

2 Notwithstanding the preceding paragraph, such a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to apply this Convention to situations which involve solely such different territorial units.

3 A court in a territorial unit of such a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to recognise or enforce a judgment from another Contracting State solely because the judgment has been recognised or enforced in another territorial unit of the same Contracting State under this Convention.

#### *Issue 3 – Article 24(4)*

One approach would be to retain the current text. A similar approach would be to retain the current text but add language such as the following to the explanatory report:

The phrase ‘where appropriate’ in Article 28(4) indicates that references to ‘Contracting State’ or ‘State’ should only be applied to REIOS in some instances, and that in other instances, the Convention’s references to States should be applied without alteration. For example, in most cases, the bases for recognition and enforcement of judgments in Articles 5 and 6 should be applied with reference to the relevant State rather than reference to a REIO of which the State may be a member. Similarly, the grounds for refusal of recognition or enforcement in Article 7 should in most cases also be applied on the basis of the relevant State rather than a REIO.

It was also suggested that such a clarification could be made in the text of 28(4), although no proposed text was provided.

Another approach would be to delete 24(4) and potentially supplement 28(4) with additional text:

24(4) This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

28(4) Any reference to a “Contracting State” or “State” in this Convention shall apply equally, where appropriate, to a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to it. However, Article 24(1) to (3) shall apply equally, where appropriate, to a Regional Economic Integration Organisation.

#### **No 239 – Proposal of the delegations of Israel and the United States of America**

##### *Article 7 – Grounds for refusal*

We propose adding a new paragraph 3 to Article 7:

3 Enforcement against an insolvent party may be refused to the extent that enforcement would interfere with the administration of insolvency proceedings related to that party, including by conflicting with a stay or other order.

Article 2(1)(e) provides that the draft Convention does not apply to “insolvency, composition, resolution of financial institutions, and analogous matters.” However, as with the other exclusions in Article 2, the insolvency exclusion merely ensures that a judgment on the excluded topic does not have to be recognized or enforced under the Convention. To the extent that recognition or enforcement of a judgment on a matter within the scope of the Convention (such as a judgment on a contract dispute) is sought in the context of an ongoing proceeding related to an excluded subject matter – such as an insolvency proceeding, a family law proceeding, or a proceeding related to arbitration – the Article 2 exclusions do not apply. For example, if recognition or enforcement of a contract judgment is sought in an insolvency proceeding, the Convention applies.

This result is problematic, as the commencement of insolvency proceedings generally results in a stay on enforcement actions against the debtor. While a contract judgment against an insolvent defendant could still be recognized under the Convention in such a situation, enforcement should be limited by the ongoing insolvency proceedings. For example, a judgment recognized in such a situation should be

determinative as to the amount owed to a creditor, with that amount admitted as a claim in the insolvency proceedings, entitled to whatever priority and distribution it may receive. However, the Convention should not permit one creditor to get preferential treatment by claiming a right to full and immediate enforcement of a judgment while other creditors' recoveries may be limited. Rather, recognition of the judgment should merely result in the creditor's claim being accepted in the insolvency proceeding, with eventual enforcement depending on the outcome of that proceeding under the applicable law.

The draft Explanatory Report seeks to reach this result in the last three sentences of paragraph 46. However, the draft Convention does not itself support this approach. Article 2(e) is not drafted differently than other exclusions from scope; thus, if the insolvency exclusion were construed to implicitly affect the enforcement of (e.g.) contract judgments in the context of insolvency proceedings, other exclusions would presumably have the same effect – meaning that the Convention itself would not apply in any proceedings related to an excluded subject matter. Such an effect would be far too broad. The last three sentences in paragraph 46 of the Explanatory Report should therefore be deleted.

We also do not believe that Article 14 suffices to reach the desired result. Although Article 14(1) provides that the procedure for enforcement of a judgment is governed by the law of the requested state, the limitations on enforcement that may occur in the insolvency context seem to go beyond the mere specification of procedures. For example, a contract judgment may be recognized in an insolvency proceeding but the creditor may still receive little to no recovery if, e.g., it receives a lower priority than other creditors receive in the requested state – a result that would effectively amount to a refusal to enforce the recognized judgment. Moreover, even if Article 14(1) were expanded to cover this situation, it would still not enable the requested state to refuse enforcement based on insolvency proceedings that are ongoing in a third state (and that therefore are not based on the requested state's procedures).

Instead, we propose adding a limited exception to Article 7 that would permit the requested State to refuse enforcement (but not recognition) to the extent needed to avoid interference with the administration of insolvency proceedings related to the party against which enforcement is sought. This approach draws on Article 13(e) of the draft UNCITRAL Model Law on Recognition and Enforcement of Insolvency-Related Judgments, and is therefore broad enough to permit refusal of enforcement based on ongoing insolvency proceedings in a third state, in order to facilitate cross-border cooperation in insolvency cases.

#### **No 240 – Proposal of the delegation of the United States of America**

##### *Article 2 Exclusions from scope*

At the November 2017 Special Commission, we submitted Working Document No 194 to propose adding to Article 7 a new paragraph that would permit a refusal to recognize or enforce a judgment that is inconsistent with an agreement to arbitrate, an arbitral award, or a mediated settlement. Our primary concern was that states should not have to recognize or enforce judgments in situations where they may have contrary treaty obligations, such as under the New York Convention, the Panama Convention, or the upcoming UNCITRAL Convention on International Settlement Agreements Resulting from Mediation. The Special Commission

decided not to add such text to Article 7; however, it expanded what is now Article 25(2) to ensure that such earlier-concluded treaties would not be affected by the draft judgments convention.

The effect of this approach is that a judgment issued contrary to an agreement to arbitrate may still have to be recognized and enforced in one narrow situation. If the state of origin issues a judgment on a dispute that the parties had agreed to resolve through arbitration, but the judgment does not address the agreement to arbitrate (such as if it is a default judgment), the judgment may not clearly relate to arbitration (and thus Art. 2(3) may not apply), nor would arbitration necessarily have been raised as a preliminary question (and thus Art. 8(2) may not apply). If the requested state is a party to an earlier-in-time treaty such as the New York Convention, it will be able to rely on Article 25(2) in order to comply with its preexisting treaty obligations to recognize the agreement to arbitrate and therefore refuse recognition of the judgment. However, if the requested State is not a party to such an earlier-in-time treaty, Article 25(2) will not apply, and the requested state will remain obliged to recognize the judgment.

The draft Explanatory Report, however, makes a contrary assertion when discussing Article 2(3) at the end of paragraph 60:

“[...] Since the purpose of this exclusion is to ensure that the draft Convention does not interfere with arbitration, it entails that the court of the requested State might also refuse recognition and enforcement of a judgment contrary to an arbitration agreement even if the validity of this agreement was not addressed by the court of origin, e.g., if it is a default judgment.”

Although we would support expanding Article 2(3) to provide for this result, the current text does not provide a basis for this interpretation. Article 8(2) permits a state to refuse recognition or enforcement of a judgment “if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter to which this Convention does not apply,” but that paragraph does not permit such a refusal based on matters that were not actually ruled on by the court of origin. We believe that Article 8(2) needs to be applied consistently across issues and thus should not apply in a different manner to arbitration unless the text would be amended.

Our preference would be to expand Article 2(3) or Article 7 to permit refusal in this situation. However, if the Special Commission wishes to follow the approach chosen in November 2017, that sentence in the Explanatory Report needs to be revised to explicitly highlight the actual effect of the current text, e.g.:

“The court of the requested state may not refuse recognition and enforcement of a judgment contrary to an arbitration agreement if the validity of this agreement was not addressed by the court of origin, unless it is obliged to recognize the validity of that agreement under an earlier-in-time treaty that prevails over this Convention as provided in Article 25(2).”

#### **No 241 – Proposal of the delegations of Brazil and Uruguay**

##### *Article 15*

To remove square brackets and keep this Article as part of the Convention.

### Explanation

The Article ensures access to justice without discrimination and on an equal footing, and taking into account the human rights involved and the progresses made in this field as well as in other international private law instruments, it should be maintained in the Convention.

### No 242 – Proposal of the delegation of Uruguay

#### Article 2, paragraph 1(c)

- (c) ~~other family law matters, including~~ matrimonial property regimes and other rights or obligations arising out of marriage or similar relationships;

### Explanation

The expression “other family law matters” may lead to misunderstanding and to broaden the exclusions from scope of the Convention (especially taking into account that currently there are two “other” in the same provision). As the aim of the exclusion is related to matrimonial property regimes and other rights or obligations arising out of marriage or similar relationship, the provision would be enough deleting the first part. Otherwise, and as exclusions should be strictly interpreted, the Special Commission should discuss what “other family law matters” are.

### No 243 – Proposal of the delegation of the Russian Federation

#### Article 3 Definitions

- 1 In this Convention –
- (a) “defendant” means a person against whom the claim or counterclaim was brought in the State or origin;
- (b) “applicant” means a person who brought the claim in the State of origin;
- (c) “judgment” means any decision on the merits given by a court, whatever that decision may be called, including a decree or order, and a determination of costs or expenses by the court (including an officer of the court), provided that the determination relates to a decision on the merits which may be recognised or enforced under this Convention. An interim measure of protection is not a judgment;
- (d) “State of origin” means a Contracting State courts of which have rendered a judgment;
- (e) “requested State” means a Contracting State where recognition and enforcement of a judgment is sought.
- 2 An entity or person other than a natural person shall be considered to be habitually resident in the State –
- (a) where it has its statutory seat;
- (b) under whose law it was incorporated or formed;
- (c) where it has its central administration; or
- (d) where it has its principal place of business.

If there is a definition for “defendant” there should be a definition for “applicant”.

The definitions of the “State or origin” and “requested State” should also be given in the Article 3 definitions.

### No 244 – Proposal of the delegation of the Russian Federation

#### Article 20 *{Declarations with respect to judgments pertaining to governments}*

1 A State may declare that it shall not apply this Convention to judgments which arose from a proceeding to which it is a party, or to which any of its governmental agencies or any person acting on behalf of such governmental agency is a party, only to the extent specified in the declaration. The State making such a declaration shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that the exclusion from scope is clearly and precisely defined.

2 With regard to a declaration made pursuant to paragraph 1, the Convention shall not apply to the excluded proceedings as specified and defined in the declaration –

- (a) in the Contracting State that made the declaration and in all other Contracting States;
- ~~(b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought.]~~

### No 245 – Proposal of the delegation of the Russian Federation

#### Article 21 *Declarations with respect to common courts*

- ~~1 A Contracting State may declare that –~~
- ~~(a) a court common to two or more States exercises jurisdiction over matters that come within the scope of this Convention; and~~
- ~~(b) such a court –~~
- ~~(i) has only an appellate function; or~~
- ~~(ii) has first instance and appellate functions.~~
- ~~2 Judgments of a Contracting State include –~~
- ~~(a) judgments given by a court referred to in paragraph 1(b)(i);~~
- ~~(b) judgments given by a court referred to in paragraph 1(b)(ii) if all States referred to in paragraph 1(a) are Parties to this Convention.~~
- ~~3 If a court referred to in paragraph 1(b)(i) serves as a common court for States some of which are Contracting States and some of which are non-Contracting States to this Convention, judgments given by such a court shall only be considered as judgments of a Contracting State if the proceedings at first instance were instituted in a Contracting State.~~
- ~~4 In case of a judgment given by a court referred to in paragraph 1(b)(ii) the reference to the State of origin in Articles 5 and 6 shall be deemed to refer to the entire territory over which that court had jurisdiction in relation to that judgment.]~~

*Article 21 should be deleted in its present form for the sake of transparency.*

## **No 246 – Tentative Report by the Chair of Informal Working Group VII, Keisuke Takeshita (Japan)**

### 1 *Introduction*

The WG VII deals with the issues concerning the relationship with other instruments. Currently, the members are still discussing the issues and does not reach consensus. This is a tentative report from the Chair of the WG to inform the current situation. Nothing in this report shall bind on the members of the WG.

The task of the WG is to consider the issues remained in the Article 25 of the current text of the Draft Convention. For this purpose, the WG specified following five topics that are necessary to discuss to reach consensus on those issues:

Topic 1: Possible scenarios of conflict of the Draft Convention with other international instruments

Topic 2: The bracketed term “[or other international instrument]” in paragraphs 2 and 3

Topic 3: The bracketed phrase “[as between Parties to that instrument]” in paragraph 2

Topic 4: The bracketed sentence “[Nothing in the other instrument shall affect the obligations under Article 6 towards Contracting States that are not Parties to that instrument.]” in paragraph 3

Topic 5: The bracketed paragraph 5

### 2 *Topic 1: Possible scenarios of conflict with other instruments*

To identify whether there are substantive differences of the members’ opinions, the WG VII first confirmed the possible scenarios of conflict of the Draft Convention with other international instruments. The international obligations under the Draft Convention are (i) obligations of a Contracting State (as Requested State (RS)) to recognise (and/or enforce) a judgment rendered by another Contracting State (State of origin (SO)) and (ii) obligations of a Contracting State (as RS) to deny recognition (and/or enforcement) of a judgment rendered by another Contracting State (SO). The WG specified international obligations under other treaties (and other international instruments) that may conflict with those two obligations and found out the eight possible scenarios of conflict which are described in the Annex to this report.

It was not clear whether the two scenarios, Scenario 6-*bis* and Scenario 7, happen or not. In Scenario 6-*bis*, the judgment of SO is not a judgment of a Contracting State which may be out of the scope of the Draft Convention (Art. 1(2) of the current Draft Convention). In Scenario 7, RS may not be prohibited to recognise (and/or enforce) a judgment of SO because State A which seems to have exclusive jurisdiction under Article 6 is not a Contracting State. At the same time, the WG was not sure whether there are other scenarios. With all these points in mind, the WG decided to consider the six scenarios from Scenario 1 to Scenario 6, paying due regard to the possibility of other scenarios which should be analysed if it becomes necessary to consider them.

### 3 *Topic 2: “or other international instrument”*

Concerning the bracketed term “[or other international instrument]”, one member strongly argued for deleting the brackets and including the term. It seems that most of the members do not argue against it as long as the term can solve the problems of some States. However, at least one member argues against the inclusion. The WG will discuss further this issue to reach consensus.

In the discussion of this topic, many members expressed concern about the risk of the broad interpretation of the term “other international instruments”. To avoid this risk, it is proposed that the term should be “or other *[legally-]binding* international instrument” and the proposal has relatively broad support. It was also argued that it should be made sure in the Explanatory Report that the term is added solely for covering other international instruments concluded between a State and an entity which some but not all other Contracting States consider as a State – but which, in any event, is a subject of public international law in the view of all of them – while leaving the other three requirements for a treaty as identified in Article 2(1)(a) of the Vienna Convention on the Law of the Treaties unaffected ((i) international agreement (ii) concluded between States (iii) in written form and (iv) governed by international law, whether embodied in a single instrument or in two or more related instruments and whatever its particular designation).

It was also pointed out in the discussion that adding the term means the departure from the 2005 Choice of Court Convention and might be (mis-)understood as a signal that the term “treaty” in the 2005 Convention does not cover such instruments.

If the WG reach consensus on inclusion of the bracketed term, it may propose that the words should be “or other legally-binding international instrument” and that the meaning of adding those words should be clarified in the Explanatory Report.

### 4 *Topic 3: “as between the Parties to the treaty”*

Although the meaning of the bracketed words “[as between the Parties to the treaty]” is not clear, it is pointed out that the words concern Scenarios 2, 3 and 6 where a relevant State is not a Party to another treaty. The WG is still discussing the policy for Scenarios 2, 3 and 6. One member argues that another treaty should prevail in those scenarios. Some members argue another treaty should not prevail if SO is not a Party to the treaty.

On the other hand, it seems that there is a policy consensus that another treaty should prevail in Scenarios 1, 4 and 5 where all relevant States are parties to both the Draft Convention and the treaty.

### 5 *Topic 4: The bracketed sentence in paragraph 3.*

According to the current text of the paragraph 3, it is reasonable to consider that another treaty prevails in Scenarios 1, 4 and 5 where all relevant States are parties to both the Draft Convention and the treaty. It is also reasonable to consider that the Draft Convention prevails in Scenarios 2 and 3 where the SO is not a Party to another treaty. It seems that there is a policy consensus for those scenarios.

However, the WG does not reach consensus on the issue whether the bracketed sentence should be included. The bracketed sentence is proposed to be provided in order that the Draft Convention should prevail in Scenario 6. The

reason for the non-consensus is not clear. Although it may be a policy difference, it seems that it is the current wording of the sentence. The phrase “Contracting States” in the bracketed sentence is intended to mean only the Contracting States that have exclusive jurisdiction under Article 6 based on the premise that the obligation of RS to deny recognition (and/or enforcement) is only towards those Contracting States. However, one may think that the obligation of RS is towards all the other Contracting States as the obligation under the Draft Convention. If one think so, the bracketed sentence might be understood differently, meaning that the Draft Convention should prevail also in Scenario 4 and Scenario 5 because the obligation of RS is towards not only the Contracting State which has exclusive jurisdiction under Article 6 but also all the other Contracting States. The WG needs to discuss further both the policy concerning Scenario 6 and the wording of the sentence.

#### 6 Topic 5: paragraph 5

In the Working Group, one member expressed the view that the bracketed paragraph 5 is to cover international instruments in the case where the bracketed term “[or other international instrument]” in paragraphs 2 and 3 is deleted. Although the WG does not reach consensus on topic 2, there is currently no support for the inclusion of paragraph 5 to the text of the Draft Convention and some members argued against it.

#### 7 Additional Notes

As stated in the Introduction, the WG found some ambiguities of the Draft Convention which relate to Scenario 6-*bis* and Scenario 7. The WG would be grateful if the Special Commission may make clear

- (i) whether, in Scenario 6, the Draft Convention requires RS to deny a judgment of SO that is not a Contracting State;
- (ii) whether, in Scenario 7, the Draft Convention requires RS to deny recognition (and/or enforcement) of a judgment of SO.

#### ANNEX TO THE REPORT FROM THE CHAIR OF WG VII – POSSIBLE SCENARIOS OF THE CONFLICT OF THE DRAFT CONVENTION WITH OTHER INSTRUMENTS

The international obligations arising from the Draft Convention are (i) obligations of a Contracting State (as Requested State (RS)) to recognise (and/or enforce) a judgment rendered by another Contracting State (State of Origin (SO)) and (ii) obligations of a Contracting State (as RS) to deny recognition (and/or enforcement) of a judgment rendered by another Contracting State (SO). The (i) obligations can conflict with international obligations under other international instruments of RS (of the Draft Convention) to deny recognition and enforcement of the judgment, and the (ii) obligations can conflict with those under other international instruments of RS (of the Draft Convention) to recognise (and/or enforce) the judgment.

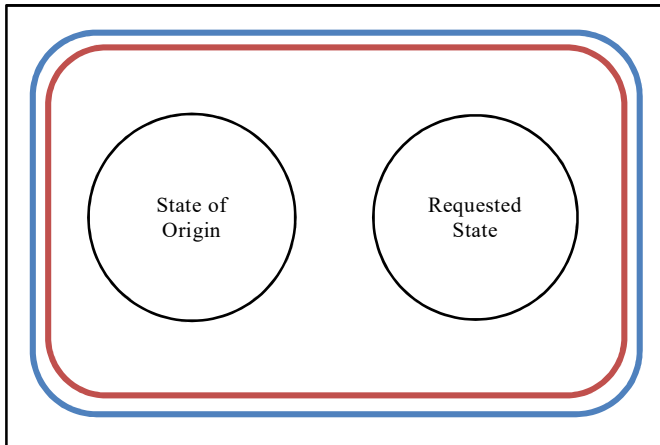
In the case of the conflict of the (i) obligations with international obligations of other international instruments, SO and RS are Contracting States of the Draft Convention and RS is a Party to another treaty (or International Instrument). Scenario 1 illustrates the situation where SO is a Party to the treaty. If SO is not a Party to the treaty, it is necessary to assume there is a third State (State A) towards which the international obligation of RS under the treaty is. There are two possibilities, that is, Scenario 2 and 3 because State A

is either a Contracting State of the Draft Convention or a non-Contracting State.

In the case of the conflict of the (ii) obligation with international obligations of other international Instruments, it is assumed that SO and RS are Parties to another treaty whose obligation conflicts with the obligation under the Draft Convention. Although there may be (at least theoretically) a possibility of a treaty which provide the recognition and enforcement of judgments given by a State that is not a Party to the treaty, the WG decided not to consider such possibility. The obligation of RS under the Draft Convention can be towards RS itself or a third State (State A). Scenario 4 is the case where the obligation of RS is toward RS itself, although one member of the WG correctly pointed out that it is possible to understand that the RS has no obligation under the Draft Convention. Scenario 5 and 6 are the cases where the obligation of RS is toward State A that is also a Contracting State of the Draft Convention. It is necessary to distinguish between Scenario 5 and 6 because State A can be either a Party to the treaty or not.

There may be Scenario 6-*bis* where RS and State A are Contracting States of the Draft Convention and SO and RS are the Parties to the treaty. Scenario 6-*bis* is different from Scenario 6 in that SO is not a Contracting State of the Draft Convention. However, the WG was not sure whether this scenario should be considered because Article 1(2) of the Draft Convention provides that the Draft Convention shall apply to the recognition and enforcement in one Contracting State of a judgment given by a court of another Contracting State. There may also be Scenario 7 where the obligation of RS under the Draft Convention is toward a non-Contracting State of the Draft Convention. However, it seems that the Draft Convention does not prohibit recognition (and/or enforcement) of a judgment given by SO where the State referred to as having exclusive jurisdiction under the Article 6 is a non-Contracting State of the Draft Convention. Therefore, the WG tentatively decided not to consider these two scenarios.

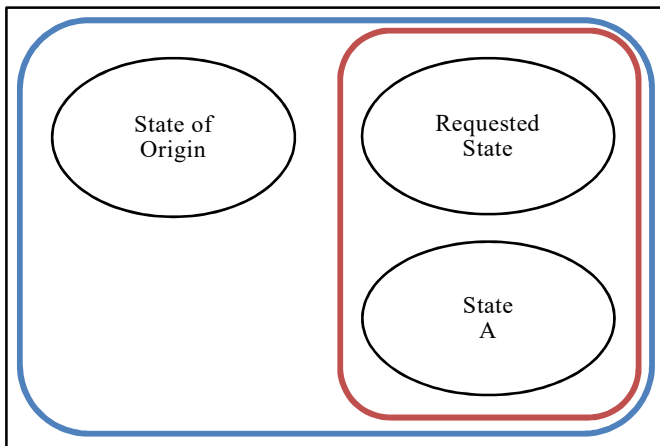
Scenario 1



State of Origin (SO) and Requested State (RS):

- (1) Both States are Contracting States of [the Draft Convention](#).
- (2) The Draft Convention requires RS to recognise and enforce a judgment of SO.
- (3) Both States are Parties to **a treaty** which requires RS to deny recognition and enforcement of the judgment.

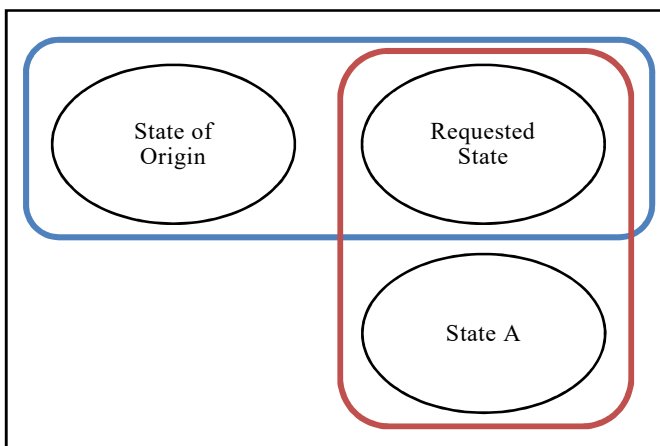
Scenario 2



State of Origin (SO), Requested State (RS) and State A:

- (1) Three States are Contracting States of [the Draft Convention](#).
- (2) The Draft Convention requires RS to recognise and enforce a judgment of SO.
- (3) RS and State A are Parties to **a treaty** which requires RS to deny recognition and enforcement of the judgment.

Scenario 3

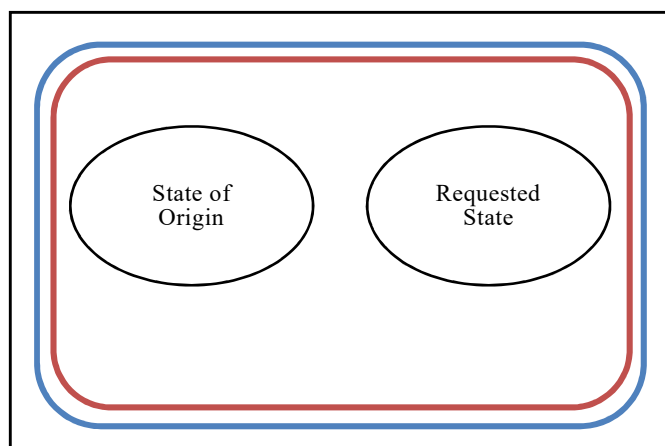


State of Origin (SO), Requested State (RS) and State A:

- (1) Only SO and RS are Contracting States of [the Draft Convention](#).
- (2) The Draft Convention requires RS to recognise and enforce a judgment of SO.
- (3) RS and State A are Parties to **a treaty** which requires RS to deny recognition and enforcement of the judgment.

\* Article 26(3) of the 2005 Convention treats this scenario (which concerns the international obligation of a Contracting State towards a non-Contracting State under a treaty) differently from Scenario 2 when the treaty was concluded before the entry into force of the Convention for that Contracting State.

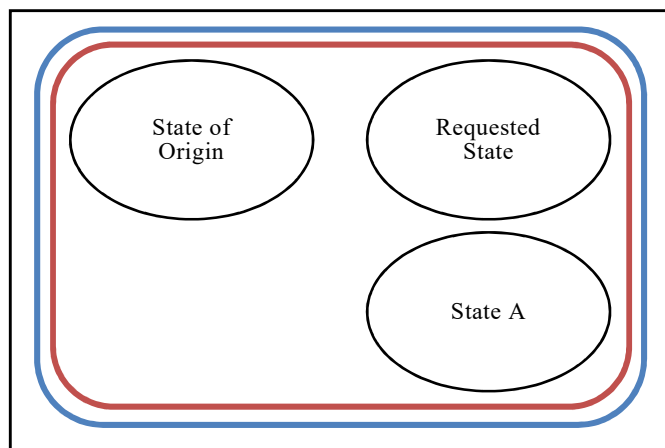
Scenario 4



State of Origin (SO) and Requested State (RS):

- (1) Both States are Contracting States of [the Draft Convention](#).
- (2) The Draft Convention requires RS to deny recognition and enforcement of a judgment of SO, such as a judgment on long term tenancy of immovable property situated in RS (Art. 6(3) of the Draft Convention).
- (3) Both States are Parties to **a treaty** which requires RS to recognise and enforce the judgment.

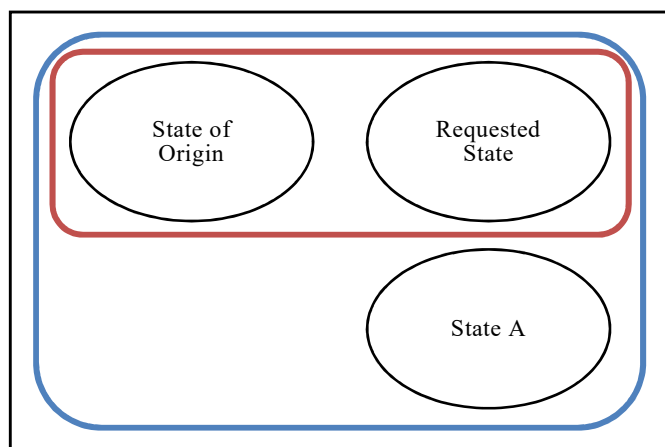
Scenario 5



State of Origin (SO), Requested State (RS) and State A:

- (1) These three States are the Contracting States of [the Draft Convention](#).
- (2) The Draft Convention required RS to deny recognition and enforcement of a judgment of SO, such as a judgment on long term tenancy of immovable property situated in State A (Art. 6(3) of the Draft Convention).
- (3) These three States are Parties to **a treaty** which requires RS to recognise and enforce the judgment.

Scenario 6

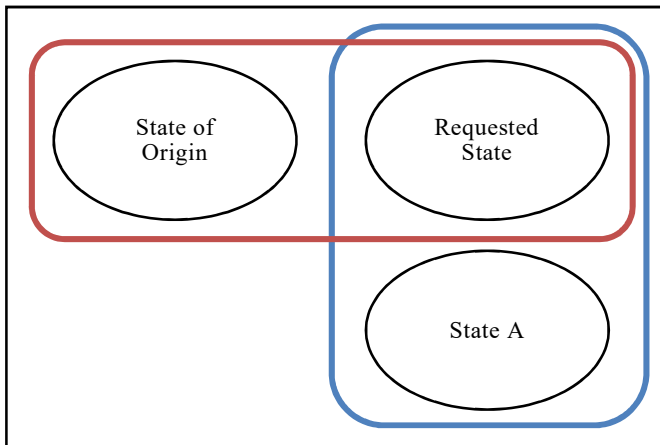


State of Origin (SO), Requested State (RS) and State A:

- (1) These three States are Contracting States of [the Draft Convention](#).
- (2) The Draft Convention required RS to deny recognition and enforcement of a judgment of SO, such as a judgment on long term tenancy of immovable property situated in State A (*cf.* Art. 6(3) of the Draft Convention).
- (3) SO and RS are Parties to **a treaty** which requires RS to recognise and enforce the judgment.

\* This scenario relates to the bracketed words in Art. 25(3) of the current Draft Text.

Scenario 6-bis



State of Origin (SO), Requested State (RS) and State A:

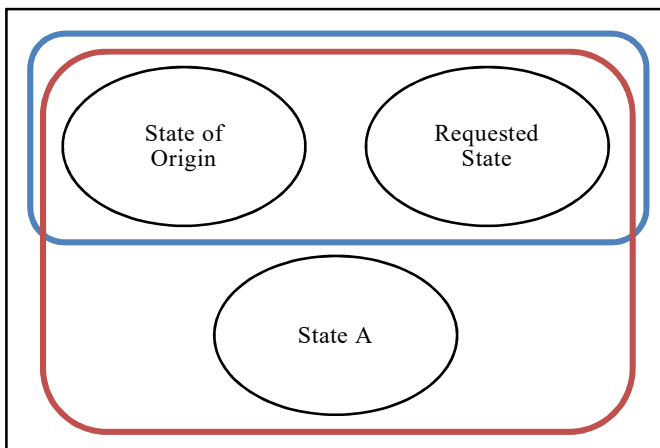
(1) RS and State A are Contracting States of [the Draft Convention](#).

(2) The Draft Convention required RS to deny recognition and enforcement of a judgment of SO, such as a judgment on long term tenancy of immovable property situated in State A (*cf.* Art. 6(3) of the Draft Convention).

(3) SO and RS are Parties to **a treaty** which requires RS to recognise and enforce the judgment.

\* The WG was not sure whether this scenario should be considered because Article 1(2) of the Draft Convention provides that the Draft Convention shall apply to the recognition and enforcement in one Contracting State of a judgment given by a court of another Contracting State.

Scenario 7



State of Origin (SO), Requested State (RS) and State A:

(1) Only SO and RS are Contracting States of [the Draft Convention](#).

(2) The Draft Convention requires RS to deny recognition and enforcement of a judgment of SO, such as a judgment on long term tenancy of immovable property situated in State A.

(3) These three States are Parties to **a treaty** which requires RS to recognise and enforce the judgment.

\* This scenario may not happen because it seems that the Draft Convention does not prohibit recognition and enforcement of SO when the immovable property is situated in a non-Contracting State of the Draft Convention.



## No 246 REV – Report from the Chair of the Informal Working Group (WG) VII, Keisuke Takeshita (Japan)

### 1 Introduction

The WG VII deals with the issues concerning the relationship with other instruments. Although it was not possible to reach consensus, the WG could make a good progress in analyzing the issues. This is a final report from the Chair to explain the discussions in the WG. Nothing in this report shall bind on the members of the WG.

The task of the WG is to consider the issues remaining in Article 25 of the current text of the Draft Convention. For this purpose, the WG specified the following five topics that are necessary to discuss to reach consensus on those issues:

- Topic 1: Possible scenarios of conflict of the Draft Convention with other international instruments
- Topic 2: The bracketed term “[or other international instrument]” in paragraphs 2 and 3
- Topic 3: The bracketed phrase “[as between Parties to that instrument]” in paragraph 2
- Topic 4: The bracketed sentence “[Nothing in the other instrument shall affect the obligations under Article 6 towards Contracting States that are not Parties to that instrument.]” in paragraph 3
- Topic 5: The bracketed paragraph 5

### 2 Topic 1: Possible scenarios of conflict with other instruments

To identify whether there are substantive differences of the members’ opinions, the WG VII first confirmed the possible scenarios of conflict of the Draft Convention with other international instruments. The international obligations under the Draft Convention are (i) obligations of a Contracting State (as requested State (RS)) to recognise (and/or enforce) a judgment rendered by another Contracting State (State of Origin (SO)) and (ii) obligations of a Contracting State (as RS) to deny recognition (and/or enforcement) of a judgment rendered by another Contracting State (SO). The WG specified international obligations under other treaties (and other international instruments) that may conflict with those two obligations and found out the eight possible scenarios of conflict which are described in the Annex to this report.

It was not clear whether the two scenarios, Scenario 6-bis and Scenario 7, happen or not. In Scenario 6-bis, the judgment of SO is not a judgment of a Contracting State which may be out of the scope of the Draft Convention (Art. 1(2) of the current Draft Convention). In Scenario 7, RS may not be prohibited to recognise (and/or enforce) a judgment of SO because State A which seems to have exclusive jurisdiction under Article 6 is not a Contracting State. At the same time, the WG was not sure whether there are other scenarios. With all these points in mind, the WG decided to consider the six scenarios from Scenario 1 to Scenario 6, paying due regard to the possibility of other scenarios which should be analyzed if it becomes necessary to consider them.

### 3 Topic 2: “or other international instrument”

Concerning the bracketed term “[or other international instrument]”, one member strongly argued for deleting the brackets and including the term in order to avoid problems

which may arise in cases where the term “treaty” in paragraphs 2 and 3 is interpreted in a narrow sense. It seemed that most of the members do not argue against it as long as the term can solve the problems of some States. However, at least one member argued against the inclusion. The WG could not reach consensus on this topic.

In the discussion of this topic, many members expressed concern about the risk of the broad interpretation of the term “other international instruments”. To avoid this risk, it was proposed that the term should be “or other [legally-] binding international instrument” and some members of the WG supported the proposal. However, as a member pointed out, if the term “[legally-]binding” is included, it may give rise to an *argumentum e contrario* because the term “international instrument” is used in several provisions of the Draft Convention, for example, Article 5(3)(a). It was also pointed out in the discussion that adding the term means the departure from the 2005 Choice of Court Convention and might be (mis-)understood as a signal that the “treaty” in the 2005 Convention does not cover such instruments. If the term is included in Article 25, the meaning of adding those words should be clarified in the Explanatory Report.

### 4 Topic 3: “as between the Parties to the treaty”

Although the meaning of the bracketed words “[as between the Parties to the treaty]” is not clear, it was pointed out that the words concern Scenarios 2 and 6 where all relevant States are Contracting States of the Draft Convention and one of them is not a Party to another treaty. One member argued that another treaty should prevail in those scenarios. Some members argued another treaty should not prevail if SO is not a Party to the treaty.

On the other hand, it seemed that there was a policy consensus that another treaty should prevail in Scenarios 1, 3, 4 and 5.

As it is mentioned in the WG, if the policy of the relationship with other “earlier” instruments differs from that of the relationship with other “later” instruments, it may be necessary to add to paragraph 2 the following sentence of Article 26(3) of the 2005 Convention: “This paragraph shall also apply to treaties that revise or replace a treaty concluded before this Convention entered into force for that Contracting State, except to the extent that the revision or replacement creates new inconsistencies with this Convention.”

### 5 Topic 4: The bracketed sentence in paragraph 3

According to the current text of paragraph 3, it is reasonable to consider that another treaty prevails in Scenarios 1, 4 and 5 where all relevant States are Parties to both the Draft Convention and the treaty. It is also reasonable to consider that the Draft Convention prevails in Scenarios 2 and 3 where the SO is not a Party to another treaty. It seemed that there was a policy consensus for those scenarios.

However, the WG could not reach consensus on the issue whether the bracketed sentence should be included. The bracketed sentence is proposed to be provided in order that the Draft Convention should prevail in Scenario 6. The reason for the non-consensus is not clear. Although it may be a policy difference, it seems that it is the current wording of the sentence. The phrase “Contracting States” in the bracketed sentence is intended to mean only the Contracting States that have exclusive jurisdiction under Article 6 based on the premise that the obligation of RS to deny rec-

ognition (and/or enforcement) is only towards those Contracting States. However, one may think that the obligation of RS is towards all the other Contracting States as the obligation under the Draft Convention. If one thinks so, the bracketed sentence might be understood differently, meaning that the Draft Convention should prevail also in Scenario 4 and Scenario 5 because the obligation of RS is towards not only the Contracting State which has exclusive jurisdiction under Article 6 but also all the other Contracting States. It would be necessary to discuss further both the policy concerning Scenario 6 and the wording of the sentence.

#### 6 *Topic 5: paragraph 5*

In the Working Group, one member expressed the view that the bracketed paragraph 5 is to cover international instruments in the case where the bracketed term “[or other international instrument]” in paragraphs 2 and 3 is deleted. Although the WG does not reach consensus on topic 2, there was no support for the inclusion of paragraph 5 to the text of the Draft Convention and some members argued against it.

#### 7 *Additional Notes*

As stated in the Introduction, the WG found some ambiguities of the Draft Convention which relate to Scenario 6-*bis* and Scenario 7. The WG would be grateful if the Special Commission would make clear

- (i) whether, in Scenario 6-*bis*, the Draft Convention requires RS to deny a judgment of SO that is not a Contracting State;
- (ii) whether, in Scenario 7, the Draft Convention requires RS to deny recognition (and/or enforcement) of a judgment of SO.

#### ANNEX TO THE REPORT FROM THE CHAIR OF WG VII – POSSIBLE SCENARIOS OF THE CONFLICT OF THE DRAFT CONVENTION WITH OTHER INSTRUMENTS

The international obligations arising from the Draft Convention are (i) obligations of a Contracting State (as Requested State (RS)) to recognise (and/or enforce) a judgment rendered by another Contracting State (State of Origin (SO)) and (ii) obligations of a Contracting State (as RS) to deny recognition (and/or enforcement) of a judgment rendered by another Contracting State (SO). The (i) obligations can conflict with international obligations under other international instruments of RS (of the Draft Convention) to deny recognition and enforcement of the judgment, and the (ii) obligations can conflict with those under other international instruments of RS (of the Draft Convention) to recognise (and/or enforce) the judgment.

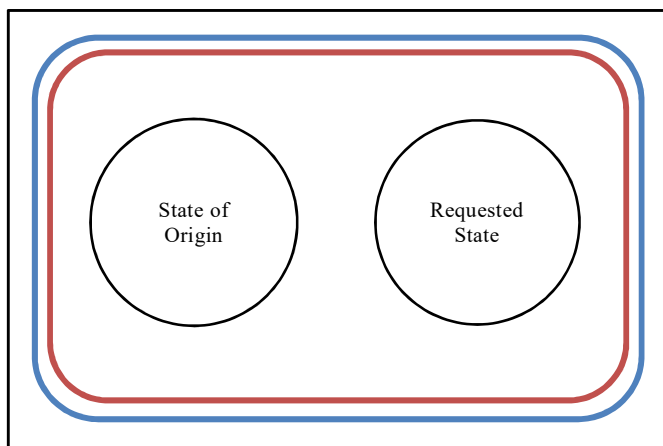
In the case of the conflict of the (i) obligations with international obligations of other international instruments, SO and RS are Contracting States of the Draft Convention and RS is a Party to another treaty (or international instrument). Scenario 1 illustrates the situation where SO is a Party to the treaty. If SO is not a Party to the treaty, it is necessary to assume there is a third State (State A) towards which the international obligation of RS under the treaty is. There are two possibilities, that is, Scenarios 2 and 3 because State A is either a Contracting State of the Draft Convention or a non-Contracting State.

In the case of the conflict of the (ii) obligation with international obligations of other international instruments, it is assumed that SO and RS are Parties to another treaty whose obligation conflicts with the obligation under the Draft Con-

vention. Although there may be (at least theoretically) a possibility of a treaty which provides the recognition and enforcement of judgments given by a State that is not a Party to the treaty, the WG decided not to consider such possibility. The obligation of RS under the Draft Convention can be towards RS itself or a third State (State A). Scenario 4 is the case where the obligation of RS is toward RS itself, although one member of the WG correctly pointed out that it is possible to understand that the RS has no obligation under the Draft Convention. Scenarios 5 and 6 are the cases where the obligation of RS is toward State A that is also a Contracting State of the Draft Convention. It is necessary to distinguish between Scenarios 5 and 6 because State A can be either a Party to the treaty or not.

There may be Scenario 6-*bis* where RS and State A are Contracting States of the Draft Convention and SO and RS are the Parties to the treaty. Scenario 6-*bis* is different from Scenario 6 in that SO is not a Contracting State of the Draft Convention. However, the WG was not sure whether this scenario should be considered because Article 1(2) of the Draft Convention provides that the Draft Convention shall apply to the recognition and enforcement in one Contracting State of a judgment given by a court of another Contracting State. There may also be Scenario 7 where the obligation of RS under the Draft Convention is toward a non-Contracting State of the Draft Convention. However, it seems that the Draft Convention does not prohibit recognition (and/or enforcement) of a judgment given by SO where the State referred to as having exclusive jurisdiction under Article 6 is a non-Contracting State of the Draft Convention. Therefore, the WG tentatively decided not to consider these two scenarios.

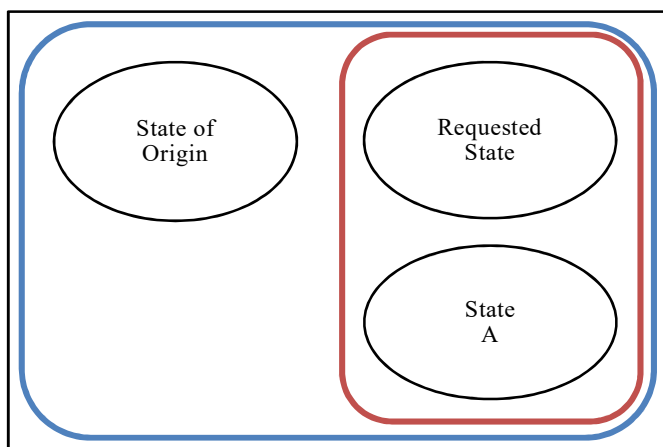
Scenario 1



State of Origin (SO) and Requested State (RS):

- (1) Both States are Contracting States of [the Draft Convention](#).
- (2) The Draft Convention requires RS to recognise and enforce a judgment of SO.
- (3) Both States are Parties to **a treaty** which requires RS to deny recognition and enforcement of the judgment.

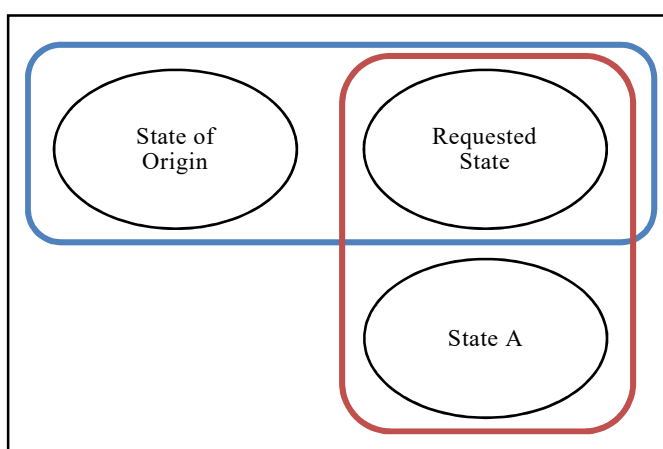
Scenario 2



State of Origin (SO), Requested State (RS) and State A:

- (1) Three States are Contracting States of [the Draft Convention](#).
- (2) The Draft Convention requires RS to recognise and enforce a judgment of SO.
- (3) RS and State A are Parties to **a treaty** which requires RS to deny recognition and enforcement of the judgment.

Scenario 3

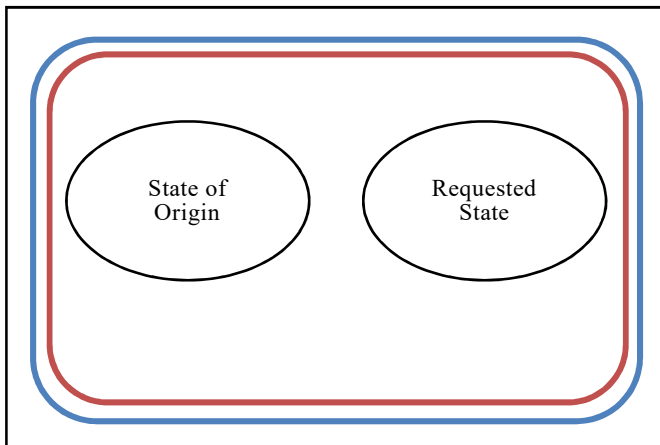


State of Origin (SO), Requested State (RS) and State A:

- (1) Only SO and RS are Contracting States of [the Draft Convention](#).
- (2) The Draft Convention requires RS to recognise and enforce a judgment of SO.
- (3) RS and State A are Parties to **a treaty** which requires RS to deny recognition and enforcement of the judgment.

\* Article 26(3) of the 2005 Convention treats this scenario (which concerns the international obligation of a Contracting State towards a non-Contracting State under a treaty) differently from Scenario 2 when the treaty was concluded before the entry into force of the Convention for that Contracting State.

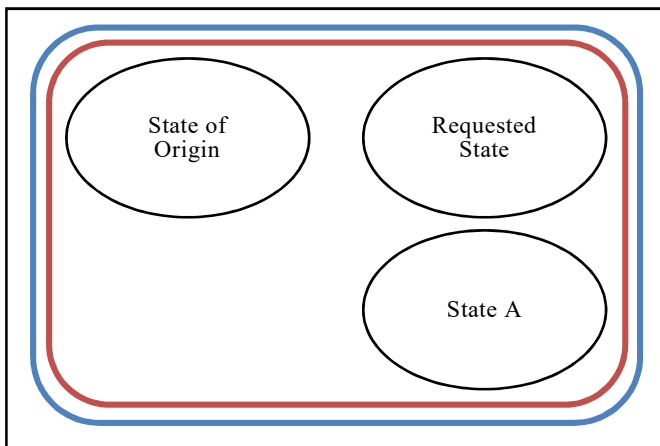
Scenario 4



State of Origin (SO) and Requested State (RS):

- (1) Both States are Contracting States of [the Draft Convention](#).
- (2) The Draft Convention requires RS to deny recognition and enforcement of a judgment of SO, such as a judgment on long term tenancy of immovable property situated in RS (Art. 6(3) of the Draft Convention).
- (3) Both States are Parties to **a treaty** which requires RS to recognise and enforce the judgment.

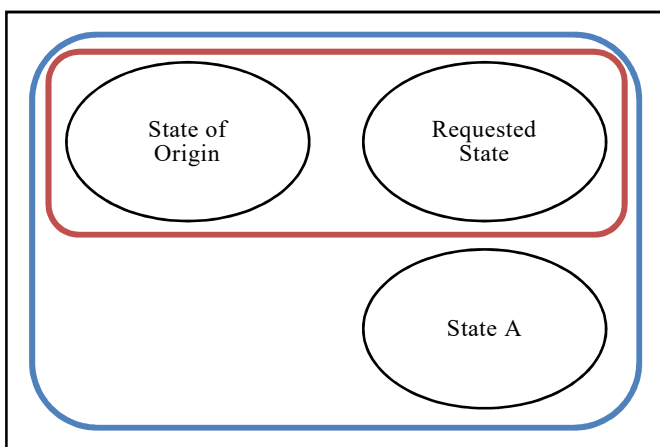
Scenario 5



State of Origin (SO), Requested State (RS) and State A:

- (1) These three States are the Contracting States of [the Draft Convention](#).
- (2) The Draft Convention required RS to deny recognition and enforcement of a judgment of SO, such as a judgment on long term tenancy of immovable property situated in State A (Art. 6(3) of the Draft Convention).
- (3) These three States are Parties to **a treaty** which requires RS to recognise and enforce the judgment.

Scenario 6

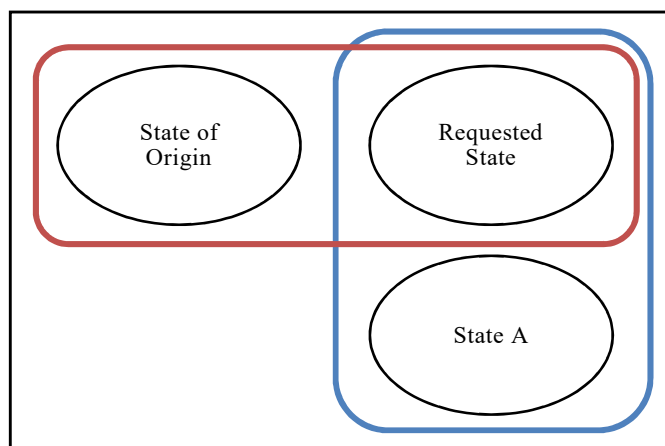


State of Origin (SO), Requested State (RS) and State A:

- (1) These three States are Contracting States of [the Draft Convention](#).
- (2) The Draft Convention required RS to deny recognition and enforcement of a judgment of SO, such as a judgment on long term tenancy of immovable property situated in State A (*cf.* Art. 6(3) of the Draft Convention).
- (3) SO and RS are Parties to **a treaty** which requires RS to recognise and enforce the judgment.

\* This scenario relates to the bracketed words in Art. 25(3) of the current Draft Text.

Scenario 6-bis



State of Origin (SO), Requested State (RS) and State A:

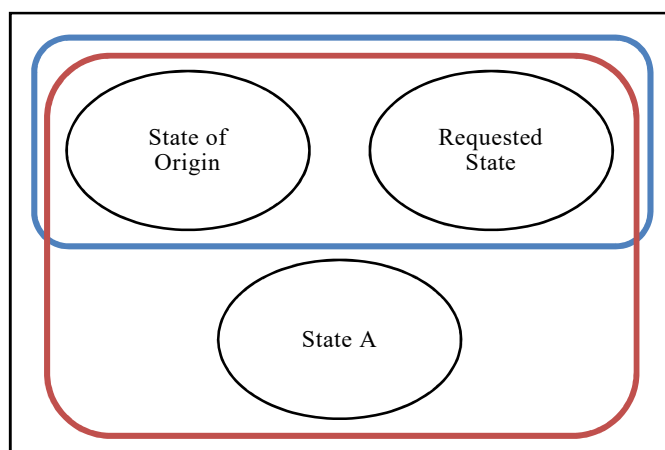
(1) RS and State A are Contracting States of [the Draft Convention](#).

(2) The Draft Convention required RS to deny recognition and enforcement of a judgment of SO, such as a judgment on long term tenancy of immovable property situated in State A (*cf.* Art. 6(3) of the Draft Convention).

(3) SO and RS are Parties to **a treaty** which requires RS to recognise and enforce the judgment.

\* The WG was not sure whether this scenario should be considered because Article 1(2) of the Draft Convention provides that the Draft Convention shall apply to the recognition and enforcement in one Contracting State of a judgment given by a court of another Contracting State.

Scenario 7



State of Origin (SO), Requested State (RS) and State A:

(1) Only SO and RS are Contracting States of [the Draft Convention](#).

(2) The Draft Convention requires RS to deny recognition and enforcement of a judgment of SO, such as a judgment on long term tenancy of immovable property situated in State A.

(3) These three States are Parties to **a treaty** which requires RS to recognise and enforce the judgment.

\* This scenario may not happen because it seems that the Draft Convention does not prohibit recognition and enforcement of SO when the immovable property is situated in a non-Contracting State of the Draft Convention.

## No 247 – Working group “Privacy” – Summary of discussions so far

### *Purpose of WG*

From the perspective of WG members, the purpose of the group is not to make a proposal on the policy issue of whether there should be a “privacy” exclusion but to identify possible ways of drafting such an exclusion. However, to this end it seems to be necessary to identify the policy concerns behind the proposal for an exclusion and the purpose that such an exclusion is meant to serve.

### *Purpose of exclusion*

There is a concern that if there were no exclusion, diverging views on the right balance between the right to privacy and the freedom of expression might lead to systematic relying on the public policy ground for refusal in cases involving violations of privacy rights. Seen from that perspective, the purpose of the exclusion would be to enable States to strike their own balance between privacy and freedom of expression without having to resort to the public policy exception. Heavy reliance on the public policy exception could lead to undesirable spill-over effects. Furthermore, States might be unwilling to join a convention if they had to anticipate frequent use of the public policy clause which is intended for rare and exceptional cases.

### *Scope of the exclusion*

Some WG members would favour an exclusion to be drafted as precisely as possible to avoid uncertainty and to exclude only judgments where there is a real possibility that balancing of privacy rights and freedom of expression might be an issue. To this end, it has been suggested that the area where such policy conflicts are particularly serious should be identified. However, other WG members have expressed a preference for a broadly phrased exclusion, as they are concerned that a precise definition would be very difficult to draft and that a very precise and nuanced exception could create delimitation problems.

It has been suggested that in the light of the divergences between legal systems and the ongoing development in this field, technical terms of art should be avoided if possible. Instead, plain language that would cover the relevant situations as precisely as possible should be used. There has been an initial discussion of some tentative ideas as to how a limited exclusion could be drafted.

(1) Public disclosure: some WG members have stated that cases where there are policy concerns are mostly those involving public disclosures. However, it has also been pointed out that the boundary between public and private disclosure might be blurred or difficult to draw, or that the relevant cases are not necessarily limited to those involving public disclosures.

(2) Only natural persons: It has been suggested by some WG members that only disclosure of information concerning natural persons should be covered by the exclusion, as legal persons do not have a private life. However, there are jurisdictions where legal persons (and not only their members) are also considered to have a right to privacy with respect to confidential information relating to themselves or to their members. It is subject to further discussion whether there is nevertheless a case to be made for limiting the exclusion to natural persons? In particular: are there differences between natural and legal persons with respect to the tension between privacy and freedom of expression.

(3) Types of claims: Some WG members have expressed a sympathy for limiting the exclusion to non-contractual claims. However, other WG members have pointed out that an exclusion should cover a “matter” and not specific types of claims. Furthermore, some members have argued that the tension between privacy and freedom of expression could also arise in contractual cases.

(4) Injury to reputation: It has been suggested by some WG members that the wording of the exclusion should express that only cases involving an injury to the victim’s reputation would be excluded. It is subject to further discussion whether only “defamatory statements of true facts” should be covered or whether the scope of the exclusion should cover a broader concept of “privacy”.

(5) True information: It has been suggested that the wording of the exclusion should express that only disclosure of true information is covered by the “privacy” exclusion. If the “privacy” exclusion were to be drafted in this manner, dissemination of untrue information would be covered (only) by the “defamation” exclusion. It is subject to further discussion whether the “privacy” exclusion should be drafted in this way or whether a degree of potential overlap between the exclusions could be acceptable and perhaps even desirable as far as the disclosure of untrue information is concerned.

(6) Types of communication: it has been suggested that this issue might be addressed in the Explanatory Report but that the text of the exception should not refer to specific types of communication.

(7) Outcome of the case: there seems to be a very broadly shared view that the exclusion should not depend on the outcome of the case. No WG member has suggested so far that it should depend on the outcome. It might be helpful to draft the exclusion in a manner that would make this absolutely clear. However, if this cannot be achieved, in particular if the WG and the Special Commission were to arrive at the conclusion that the use of the term “unauthorised” could be helpful for the precise definition of cases meant to be covered, it might be sufficient to clarify this in the Explanatory Report.

(8) “Authorised”/“unauthorised”: It is subject to further discussion whether it is necessary or helpful to refer to “authorised”/“unauthorised” disclosure.

### *Discretionary ground for refusal as alternative solution?*

Theoretically, it might be possible to reflect on whether a specific discretionary ground for refusal could be an alternative way of accommodating concerns based on the divergence of views with respect to the balancing of privacy and freedom of speech without triggering systematic reliance on the public policy ground for refusal. This would allow “unproblematic” judgments to travel under the Convention. However, among WG members such an idea has not met with much enthusiasm. In this context, it should be considered that such a solution might only seem acceptable if the same model were to be adopted for “defamation” cases. Furthermore, there might be concerns as to whether it would be appropriate or desirable to create a ground for refusal authorising at least a limited review of the merits going beyond the public policy exception. While this is arguably still a more recognition-friendly approach than simply excluding the matter from scope, introducing such a ground for refusal could trigger attempts to allow a review of the merits in certain other fields as well.

## No 248 – Proposal of the delegations of Switzerland and the United States of America

### *General ground of refusal for systemic lack of due process*

The Judgments Project will revolutionize the recognition and enforcement of judgments. Recognition/enforcement may be refused only on the very limited grounds specified in the Convention, and according to the Project, Contracting Parties have no role in determining which other States can join.

This represents a major change from the established practice in many States, which either require bilateral reciprocal agreements where States select their partners, or which know much broader grounds of refusal or much narrower grounds of recognition as compared with the Judgments Project.

While the approach proposed in the Project is very open-minded and commendable, we fear that the Convention, as drafted now, will not pass the reality-check of national legislatures, because of its lack of mechanisms such as an acceptance/refusal mechanism regarding new states that become party to the Convention, or a broad ground of refusal based on systemic lack of due process in a given State.

Therefore, the sponsors of the present paper either request

- a mechanism as suggested in Work. Doc. No 173 REV, or
- a general ground of refusal for systemic lack of due process in the State of origin, which could be worded as a general clause, or as a declaration mechanism, or both together, such as:

### *Article 7, paragraph 1, sub-paragraph c<sup>bis</sup>*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

[...]

(c<sup>bis</sup>) the judgment originates from a judicial system not complying with fundamental principles of procedural fairness in the State addressed.

### *Article 31<sup>bis</sup>*

1 A Contracting State may declare a temporary suspension of the application of the Convention with respect to a specific State, due to a general and systemic incompatibility of judicial proceedings in that State with fundamental principles of procedural fairness in the State addressed.

2 Article 31, paragraphs 1 and 2, apply to declarations according to the present Article.

3 Except as provided for in paragraph 3 of Article 31, the declaration takes effect when the notification is received by the depositary.

4 Unless renewed or withdrawn, the declaration will become ineffective after a period of [...] years.

## No 249 – Proposal of the delegations of Israel and the Republic of Korea

### *Article 4 General provisions*

[...]

5 For purposes of paragraph 1, a judgment given by a court common to two or more States shall be deemed to be a judgment given by a court of a Contracting State if the Contracting State has identified the common court in a declaration to that effect, and either of the following conditions are met:

- (a) all members of the common court are Contracting States whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court, and the judgment is eligible for recognition and enforcement under Article 5(1)(c), (e), (f), (l), or (m); or
- (b) the judgment is eligible for recognition and enforcement under another sub-paragraph of Article 5(1) or under Article 6, and those eligibility requirements are met in a Contracting State whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court.

6 A Contracting State may declare that it shall not recognise or enforce judgments of a common court that are the object of a declaration under paragraph 5 in respect of any or all of the matters covered by that declaration.

*The Explanatory Report will clarify that international courts which do not exercise the jurisdiction of a State, but over a State (like the International Court of Justice, the European Court of Human Rights, etc.) are not covered by these provisions and that judgments of Contracting States will be recognized and enforced by common courts under the Convention.*

## No 250 – Proposal of the delegations of Israel, the Republic of Korea and the United States of America

### *Article 20 Declarations with respect to judgments pertaining to governments*

1 A State may declare that it shall not apply this Convention to judgments arising from a proceeding to which it is a party, or to which any of its governmental agencies, or any person acting on its behalf or on behalf of such governmental agency is a party, to the extent specified in the declaration. However, the declaration shall not exclude from the application of this Convention judgments arising from proceedings to which an enterprise owned by a State is a party. The State making such a declaration shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that the exclusion from scope is clearly and precisely defined.

2 If a State has made a declaration pursuant to paragraph 1:

- (a) recognition or enforcement of a judgment originating from that State may be refused by another Contracting State if the judgment arose from a proceeding to which that other Contracting State is a party, or to which any of its governmental agencies, or any person acting on its behalf or on behalf of such governmental agency is a party, to the same extent as specified in the declaration.

- (b) the Convention shall not apply to the excluded proceedings as specified and defined in the declaration, in any other Contracting State, where recognition or enforcement of a judgment is sought concerning:
- (i) activities of armed forces or law enforcement activities of the Contracting State that made the declaration, including the activities of its personnel in the exercise of their official duties; or
  - (ii) conduct within the scope of an agreement between the Contracting State that made the declaration and any other State on the presence, status, or conduct of armed forces or law enforcement agencies and their personnel.

## No 251 – Proposal of the delegations of Israel and the United States of America

### Article 25

#### *Relationship with other international instruments*

1 This Convention shall be interpreted so far as possible to be compatible with other treaties in force for Contracting States, whether concluded before or after this Convention.

2 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty ~~for other legally-binding international instrument~~ that was concluded before this Convention entered into force for that Contracting State ~~as between Parties to that instrument~~.

3 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty ~~for other legally-binding international instrument~~ concluded after this Convention entered into force for that Contracting State for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that instrument. ~~[Nothing in the other instrument shall affect the obligations under Article 6 towards Contracting States that are not Parties to that instrument.]~~

4 This Convention shall not affect the application of the rules of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention, whether adopted before or after this Convention as concerns the recognition or enforcement of judgments as between Member States of the Regional Economic Integration Organisation.

~~[5 A Contracting State may declare that other international instruments listed in the declaration shall remain unaffected by this Convention.]~~

## No 252 – Proposal of the delegation of Israel

### Article 15

#### *Costs of proceedings*

~~[1 No security, bond or deposit, however described, shall be required from a party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgment given in another Contracting State on the sole ground that such party is a foreign national or is not domiciled or resident in the State in which enforcement is sought.]~~

The suggested Article 15(1) does not reflect language which is included in the 2005 Choice of Court Convention. In the case of the present Convention under discussion, the legal uncertainty for potential defendants, which will incur legal costs for defending an enforcement claim, is substantially higher in comparison. Accordingly, there does not seem to

be justification for diverting from the language of the Choice of Court Convention in this aspect.

## No 253 – Proposal of the delegation of Israel

### Article 32(4)

4 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall take effect on the first day of the month following the expiration of ~~three~~ six months following the date on which the notification is received by the depositary.

*Explanation:* It is important that those affected by a treaty be aware of the current status of the legal regime. Allowing for a longer period for entry into force of the declaration (or withdrawal), bearing in mind that it can be made at any time, will allow more of a chance for parties to plan litigation accordingly. In the case of this Convention, unlike for the 2005 Choice of Court Convention, there is no informed consent to jurisdiction, making the need for a six month period even greater.

## No 254 – Working group 5 on common courts – Final Report

*Marcelo De Nardi, Ph.D., Chairman for Working Group 5 on Common Courts*

### *Introductory remarks*

1) After the Third Meeting of the Special Commission on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments, held at The Hague in November 2017, seven Working Groups were established to discuss certain issues in preparation for the then expected Fourth Meeting of said Special Commission. The issue of *common courts*, dealt with in Article 21 of the draft Convention<sup>1</sup> that resulted from the November 2017 meeting was assigned to the Working Group 5, constituted by fifteen members from Brazil, Canada, China, Republic of Korea, United States of America, Israel, Japan, Russia, and European Union, and followed by four observers from the HCCH's Permanent Bureau.

2) Discussion started via email messages distributed to the group of accredited participants in January 26, 2018, and the last message before the completion of this report was sent to the group on May 4th, 2018. Three documents were prepared to support discussion, trying to consolidate the ideas presented and the discussion, and thirty-six email extracts were collected.

3) The participants did not reach consensus on any of the issues discussed. The main outcome is that the *common courts* phenomenon is a new one, and there is not enough knowledge or experience to perfectly understand it. The outcomes of the discussions will be summarized right after, and at the end some recommendations to the Special Commission will be listed.

### *Starting proposals*

4) Discussions of the WG5 started over the Convention text from November 2017 and the informal proposal resulting of cooperation between European Union and United States of America delegates of December 2017. The current draft text asserts:

<sup>1</sup> Referred to as "Convention" further in this report; the contents was extracted from the revised draft text submitted by the Drafting Committee, as registered in Work. Doc. No 236 E distributed 17 November 2017 by the HCCH's Permanent Bureau.



[Article 22  
*Declarations with respect to common courts*

- 1 A Contracting State may declare that –
- (a) a court common to two or more States exercises jurisdiction over matters that come within the scope of this Convention; and
  - (b) such a court –
    - (i) has only an appellate function; or
    - (ii) has first instance and appellate functions.
- 2 Judgments of a Contracting State include –
- (a) judgments given by a court referred to in paragraph 1(b)(i);
  - (b) judgments given by a court referred to in paragraph 1(b)(ii) if all States referred to in paragraph 1(a) are Parties to this Convention.
- 3 If a court referred to in paragraph 1(b)(i) serves as a common court for States some of which are Contracting States and some of which are non-Contracting States to this Convention, judgments given by such a court shall only be considered as judgments of a Contracting State if the proceedings at first instance were instituted in a Contracting State.
- 4 In case of a judgment given by a court referred to in paragraph 1(b)(ii) the reference to the State of origin in Articles 5 and 6 shall be deemed to refer to the entire territory over which that court had jurisdiction in relation to that judgment.]
- 5) The European Union and United States of America proposal moves common court provisions to the main part of the Convention’s text, departing from the “declaration” mechanism, and read like this:

Article 4  
*General provisions*

[...]

- 5 For purposes of paragraph 1, a judgment given by a court common to two or more States shall be deemed to be a judgment given by a court of a Contracting State if
- (a) all members of the common court are Contracting States and have authorized the common court to exercise jurisdiction with respect to the relevant matter, and the judgment is eligible for recognition and enforcement under Article 5(1)(c), (e), (f), (o), or (p); or
  - (b) the judgment is eligible for recognition and enforcement under another sub-paragraph of Article 5(1) or under Article 6, and those eligibility requirements are met in a Contracting State that has authorized the common court to exercise jurisdiction with respect to the relevant matter.
- 6) Those starting points resulted in some attempts to reach a consensus text and a technically sufficient solution, but none of those goals were achieved.

*Issues discussed, from the Chairman’s view*

7) As an axiom, a *common court* to two or more States is an institution that exercises jurisdiction on behalf of such States, vested either on exclusive or concurrent power in relation to internal jurisdictional courts. For this axiom to be true, that institution’s power does not need to be limited to appellate functions.

8) The first logic outcome from WG5 discussions is that the common court phenomenon shall be understood through a jurisdictional perspective, regarding the coherence with the general objectives of the Judgments Project. The variety of possibilities to construe such institutions demand to focus on their jurisdictional function that renders judgments potentially subject to recognition and enforcement through the system of the future Convention. In a very limited perception, the relevant institution is the one that grants judgments correspondent to the definition provided by Article 3(1)(b) of the current draft text.<sup>2</sup>

9) The main concern among the WG5 participants is how to establish sufficient certainty about the origin of the judgment and consequentially the connection to the State of origin under Articles 5 or 6 premises. This value, inspired by the general objectives of the Judgments Project, is challenged by the Interposition of an international institution on the modelled path of a foreign judgment from the State of origin, better said, from a court within the regular and national internal structure of the State of origin, to the court of the requested State. The problem is expressed through the reciprocity concern, since the institution that shall put in operation the future Convention cannot be directly connected to a Contracting State. This mediation may not be unequivocal, generating uncertainty when establishing treaty relations.

10) There is no difficulty where the members of a common court are all Contracting States to the future Convention. In this scenario the risk of disconnection of a judgment rendered by the common court to a Contracting State of the future Convention does not raise, thus relieving the reciprocity concern.

11) Where the common court generates judgments as a “delegate” of some non-Contracting States to the future Convention, the problem of connecting the judgment through Articles 5 and 6 provisions to a State of origin that is a Contracting State is present. This effect was nicknamed the “free rider problem” by the WG5 participants, that expresses the need to prevent a judgment not connected to a Contracting State to circulate under the Convention’s facilitated system, using the common court as means to access it.

12) There are two sets of phenomena under such standard: the common court to States that are all Contracting States to the Convention, and the common court that holds within its members some States that are not Contracting States to the Convention.<sup>3</sup> This is the first taxonomic statement reached through the discussions, and the difficulty to solve the second set of cases is the one that prevented consensus on the issue.

<sup>2</sup> Article 3 – Definitions

1 In this Convention – [...]

(b) “judgment” means any decision on the merits given by a court, whatever that decision may be called, including a decree or order, and a determination of costs or expenses by the court (including an officer of the court), provided that the determination relates to a decision on the merits which may be recognised or enforced under this Convention. An interim measure of protection is not a judgment.

<sup>3</sup> As a logical statement to close the remaining possibilities, the common court to States which are not part of the convention, any of them, is a phenomenon not relevant to this report.

13) A second set of situations generates a dichotomy. Common court's activity can be considered as rendering substantial judgments on cases that may need to be recognized and enforced out of its jurisdiction, and this may be called the output activity; on the other hand, one can focus on the activity of a common court on recognition or enforcement of foreign judgments, *i.e.*, judgments rendered by a court of a foreign State other than those part of the common court arrangement; this may be called the input activity. The complexity of the phenomenon demands to note that the input activity may include recognition or enforcement of a judgment rendered by a court from a State part of the common court arrangement and not part of the future Convention, or even from a State that is part of neither the Convention or the common court arrangement, thus setting up the "free rider problem".

14) This problem can be solved through the perception that the future Convention is not intending to deal with a judgment that recognizes or enforces a foreign judgment as subject to further circulation, with the exception under discussion by Working Group 3 on Costs of Proceedings (Article 16(2) of the current draft). The issue was not explored to this level by the WG5 members.

15) The European Union and United States of America's joint proposal deals with the issue of common courts in a different manner than that presented by the current Article 22 of the Convention. The current text tries to deal with the issue describing the functions exercised by the common court, without referring to any connection factor provided for in Articles 5 and 6 of the Convention. The joint proposal presented follows the idea of reinforcing the connection factors presented in some of Convention's Articles 5 and 6 provisions, resulting in a limitation effect. The set of judgments allowed to circulate, considered in abstract, is larger in the current proposal than in the joint proposal from the European Union and the United States of America. Some other attempts to write down text over this new approach did not succeeded within the WG5.

16) There was supporting to remove all text referring common courts from the Convention. This proposal is based mainly in the difficulties to understand this little-known issue and to perfect some solution to keep the connection between the State of origin and the judgment, and also the need to prevent the "free rider problem". The outcome of such a decision would be to leave to the requested State the power to recognize and enforce under its own discretion, relying on the evolution of cases considering the "uniform interpretation" principle stated in Article 23.

17) A declaration mechanism was considered in various ways, both positive and negative. Those options are proposed to be kept within the Convention, despite that the WG5 did not reach proposals to write them down.

18) Positive declaration mechanisms range from demanding Contracting States that operate under a common court arrangement to declare such a situation with sufficient detail to allow other Contracting States the understanding of that peculiar jurisdictional system, to demand positive declarations from an acceding State that it will recognize and enforce judgments rendered by a common court.

19) Negative declaration mechanisms orbit over the idea of allowing a Contracting State to declare that it will not recognize or enforce a judgment rendered by a common

court, preserved the effect provided by Article 21(2) of the Convention.<sup>4</sup>

20) It is important to note that the Republic of Korea's proposal presented in the November 2017 meeting, registered in Working Document No 225, the part regarding "investment disputes", was withdrawn for the purposes of discussion within the scope of WG5.

#### *General outcomes*

21) General outcomes from the discussion are:

a) registering the European Union and United States of America's proposal, regarding the evolution it benefited over the discussions and the perception that it needs further work to provide for sufficient clarity and precision to be incorporated to the Convention, as the most technically adequate;

b) the perception that whether a judgment rendered by a common court may be recognized and enforced is to be left to the requested State to determine shall be considered as the safety alternative, since the lack of information and expertise about this phenomenon prevents well informed decisions about accession to the Convention by the future Contracting States;

c) the concern over the reciprocity imbalance is present, since the Contracting State outside the common court arrangement has high difficulty in concluding over the adequate connection that allows for facilitated circulation of a judgment rendered by such common court.

22) None of these assertions reached consensus among members of the WG5.

#### *Recommendations to the Special Commission*

23) The WG5 members recommend the Special Commission to:

a) keep the current text of Article 22 (Declarations with respect to common courts) within square brackets for further consideration;

b) add the final version of the European Union and United States of America's proposal discussed in WG5 within square brackets for further consideration, as it reads below:

#### [Article 4 *General provisions*

[...]

5 For purposes of paragraph 1, a judgment given by a court common to two or more States shall be deemed to be a judgment given by a court of a Contracting State if

(a) all members of the common court are Contracting States whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court, and the judgment is eligible for recognition and enforcement under Article 5(1)(c), (e), (f), (l), or (m); or

---

<sup>4</sup> Article 21 – Declarations with respect to specific matters

[...]

<sup>2</sup> With regard to that matter, the Convention shall not apply –

(a) in the Contracting State that made the declaration;

(b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought.

(b) the judgment is eligible for recognition and enforcement under another sub-paragraph of Article 5(1)[, Article 5(3),] or under Article 6, and those eligibility requirements are met in a Contracting State whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court.]

c) preserve open the options for declarations mechanisms, either positive or negative, with contents to be provided by further work on the relevant issues;

d) consider full removal of any reference to common courts from the Convention, adding to the Explanatory Report a note that the issue was discussed and the outcome was to leave to the requested States courts to determine whether the common court rendered a judgment that is eligible for recognition and enforcement.

#### *Final remarks*

24) The WG5 members note that the issue of common courts in the context of the Convention presents a new and complex challenge, demanding studies on the evolution of the phenomena to gather experience and provide for certainty.

25) The WG5 members note that the common courts are evolving phenomena, and need to be considered by the Special Commission in either way recommended in this report. The option to silence over the issue may cause improper outcomes, the worst of them would be the raising of the “free rider problem” and the imbalance of treaty obligations.

26) This Chairman reporter thanks the Special Commission by its members, by its Chairman and by other authorities involved for the honour to serve as facilitator of the activities of the Working Group 5 on Common Courts. The Chairman reporter also thanks the illustrious and generous members of the Working Group 5 on Common Courts for their invaluable work and collaboration trying to shed light on this not yet well-known issue.

### **No 255 – Report of the Chair of Working Group III – Cost of proceedings**

#### *1 Introduction*

Working Group III was assigned the task of discussing Article 15 in the draft Convention on Recognition and Enforcement of Foreign Judgments after the meeting of the Special Commission held at The Hague in November 2017. The purpose was to prepare for a discussion on this topic in the next meeting in the Special Commission to be held in The Hague in May 2018.

The Working Group has been chaired by Tonje Meinich from Norway and had participants from Brazil, Canada, China, Republic of Korea, United States of America, Israel, Japan, Russia, and the European Union, Uruguay, and Finland. An invited expert and three observers from the HCCH’s Permanent Bureau have followed the discussions.

The discussions have taken place by e-mail as some of the participants did not have access to Samepage.

The discussions in the group have been based on a background note from the chair and the following documents:

- The draft Convention of 17th November 2017 Article 15
- Report of Meeting No 2 pages 3-4

- Preliminary Explanatory Report pages 66-67
- Working Document No 181 from the delegations of Canada and Israel
- Working Document No 185 from the delegation of Uruguay
- Working Document No 232 from the delegations of Canada and Israel
- Working Document No 233 from the delegation of Uruguay

I would like to underline that the report has been elaborated by myself only, and that any faults or misunderstandings are mine alone.

#### *2 The starting point*

Article 15 consists of two elements:

a) The prohibition to require security to guarantee payment for costs incurred in the proceedings for recognition and enforcement of a judgment on the sole ground of nationality, domicile/residence, and

b) The possibility to circulate a cost order related to the recognition and enforcement proceedings.

Although the questions are interrelated, they were partly discussed separately. I will also present them separately in this report.

*3 Draft Article 15(1): The prohibition to require security to guarantee payment for costs incurred in the proceedings for recognition and enforcement of a judgment on the sole ground of nationality, domicile/residence*

Article 15(1) reads:

“No security, bond or deposit, however described, shall be required from a party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgment given in another Contracting State on the sole ground that such party is a foreign national or is not domiciled or resident in the State in which enforcement is sought.”

Similar wording is used in other HCCH Conventions, notably the Convention of 1 March 1954 on civil procedure (Art. 17) and the *Convention of 25 October 1980 on International Access to Justice* (Art. 14).

It has been underlined in the discussions that Article 15(1) relates only to security in the proceedings for *recognition and enforcement*. The possibility for states to require security in the proceedings related to the *judgment on the merits* is not covered by any rule in the draft Convention.

The question of retaining or deleting Article 15(1) is a policy question and there have been no proposals to amend Article 15(1). The discussion in the Working Group shows that there is no consensus neither on retention nor on deletion of Article 15(1). The majority of those who have expressed themselves on this question do however support retention of Article 15(1).

At the meeting of the Special Commission in November 2017 the delegation from Uruguay proposed inserting a new paragraph 3 in Article 15 that could read:

“A State may declare that paragraph 1 does not apply when its provisions are in contradiction with procedural national legislation.”<sup>1</sup>

Many of those supporting retention of Article 15(1) would be willing to consider this compromise solution as a last resort. However, the participants supporting deletion of Article 15(1) have not expressed support for this proposal.

4 *Article 15(2): The possibility to circulate a cost order related to the recognition and enforcement proceedings*

There seems to be consensus in the Working Group that there should be a possibility to circulate a court order for costs incurred in the proceedings for recognition and enforcement of a judgment.

However, some questions have been raised about the understanding of Article 15(2), *inter alia* the relationship between this Article and Articles 3(1)(b) and 4(1). Also, a question has been raised about what the word “costs” covers. In addition, some delegations have raised the question of the relationship with Article 7, *i.e.*, the possibilities to refuse recognition and enforcement of a cost order incurred in the proceedings for recognition and enforcement.

Furthermore, there have been discussions on the scope and the drafting of Article 15(2). I will address these topics separately below.

*The relationship between Article 15(2) and Articles 3(1)(b) and 4(1)*

There have been discussions on whether Article 4(1), *cf.* Article 3(1)(b), allows for circulation of cost orders related to proceedings for recognition and enforcement of a judgment. While some delegations are of the view that cost orders related to proceedings for recognition and enforcement are covered by the main rule in Article 4(4), *cf.* 3(1), other delegations are of the opposite view.

My understanding of the relationship between Article 15(2) and Articles 3(1)(b) and 4(1) is the following:

According to Article 4(1) of the draft Convention a *judgment* given by a court of a Contracting State shall be recognised and enforced in another Contracting State in accordance with the provisions in Chapter II. The definition of “judgment” is found in Article 3(1)(b) and reads:

“[...] any decision on the merits given by a court, whatever that decision may be called, including a decree or order, and a determination of costs or expenses by the court (including an officer of the court), provided that the determination relates to a decision on the merits which may be recognised or enforced under this Convention. [...]”

The cost of proceedings related to the original judgment that is to be recognised and enforced under the Convention is therefore covered by the general provisions of the Convention (Part II), whether or not it is given in the judgment itself or by a separate decision.

As mentioned in the draft Explanatory Report (page 67), Article 4(1) does not cover an order for costs and expenses related to the procedure for recognition and enforcement of a judgment circulated under the Convention, since this procedure does not concern *the merits* of the case. If Article 15(2)

were to be deleted, this would therefore, in my view, mean that the Parties to the Convention were free to decide whether or not to recognise and enforce an order for costs and expenses related to the proceedings for recognition and enforcement of a judgment.

*What is meant by “costs”*

There is no definition of “costs and expenses” in the draft Convention. In my view, it will therefore be national legislation in each Contracting Party that will define which costs and expenses that may be recovered under Article 15(2). However, it will only be costs and expenses ordered by a court (including an officer of the court) that can be recognised and enforced according to Article 15(2).

*The relationship with Article 7*

There has been discussion regarding the relationship between Article 15(2) and Article 7, which sets down the conditions for refusing a request for recognition and enforcement of a judgment.

In the draft Explanatory Report (page 67) it is stated that “[n]aturally, the enforcement of an order for payment of costs or expenses under paragraph 2 may be refused on the grounds contained in Article 7 of the draft Convention”.

The question has been raised whether there should be a reference to Article 7 in Article 15 or whether an explanation in the Explanatory Report is sufficient. It is a common view that refusal of recognition and enforcement of cost orders incurred in the proceedings for recognition and enforcement on the basis of Article 7 would be rare and that some concrete examples should be given in the Explanatory Report. However, whether it is necessary with a reference to Article 7 or whether it is sufficient to elaborate further on this in the Explanatory Report, needs to be further discussed.

*The scope and the drafting of Article 15(2)*

The Working Group has discussed the scope and the drafting of Article 15(2) based on the proposed current drafting and the proposal from the delegations of Israel and Canada and Uruguay in Working Documents Nos 232 and 233.

The current proposal for Article 15(2) reads:

“An order for payment of costs or expenses of proceedings, made in a Contracting State against any person exempt from requirements as to security, bond, or deposit by virtue of paragraph 1 shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable in any other Contracting State.”

The proposal in Working Documents Nos 232 and 233 reads:

“An order for payment of costs and expenses made in a Contracting State in connection with the granting or refusal of recognition or enforcement of a judgment given in another Contracting State, shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be recognised and rendered enforceable in any other Contracting State.”

As pointed out by participants in the Working Group, there are several differences between the two proposals. Firstly, the current Article 15(2) is interlinked with Article 15(1) while the proposal in Working Documents Nos 232 and 233 may stand alone. Also the scope of the current Article 15(2) differs from the proposal in Working Documents Nos 232

<sup>1</sup> See Work. Doc. No 233.

and 233. The current Article 15(2) is limited to the cases where the original judgment debtor gets a cost order in the Contracting State where recognition was sought but refused and then needs to enforce those abroad, most typically in the original creditor's state. The proposal in Working Documents Nos 232 and 233 is broader and covers cost orders also in favour of the original judgment creditor. It also covers cost orders in all recognition and enforcement cases under the Convention, not only orders against foreign nationals or persons not domiciled or resident in the State where enforcement is sought.

It has been pointed out that the current Article 15 with two interlinked paragraphs has a simple and clear logic: the creditor in the original proceedings who applies for the enforcement of a judgment in another Contracting State is relieved from the obligation to provide security but, in return, the debtor in the original proceedings gets easy enforcement of the cost orders if the creditor loses in the enforcement proceedings.

It was also questioned whether broadening the scope would have any practical consequences and pointed out that if the cost order is in favour of the creditor, the jurisdictional filters of the draft Convention may not work.

A delegate suggested that Article 16 of the HCCH *Convention of 1 February 1971 on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters* might provide a basis for a separate article in the Convention on this topic. This Article reads:

“A judgment for costs or expenses given in connection with the granting or refusal of recognition or enforcement of a decision may be enforced under this Convention only if the applicant in the proceedings for recognition or enforcement relied on this Convention.”

#### *Conclusion and recommendations for further process*

We have had fruitful discussions in Working Group III. However, we did not reach consensus on a new text. I therefore recommend that the discussions in the Special Commission meeting in May use the current Article 15 as a starting point for the discussions.

In my view, the main reason for not reaching a consensus on Article 15 is that there still is disagreement on whether Article 15(1) should be retained or deleted. I would therefore recommend that the plenary of the Special Commission in its meeting in May decides whether Article 15(1) is to be retained or deleted in the text presented to the Diplomatic Conference, with or without square brackets, before any further discussions on the scope and drafting of Article 15(2) take place. It might also be preferable to hear the view of the plenary on the scope of Article 15(2) before we continue the drafting exercise.

With this guidance from the Plenary, I think it would be useful to have a meeting of Working Group III during the meeting of the Special Commission in May to discuss and finalise the drafting.

## **No 256 – Proposal of the delegation of the European Union**

### Article 25

#### *Relationship with other international instruments*

1 This Convention shall be interpreted so far as possible to be compatible with other treaties in force for Contracting States, whether concluded before or after this Convention.

2 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty ~~for other international instrument~~ that was concluded before this Convention entered into force for that Contracting State ~~as between Parties to that instrument~~.

3 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty ~~for other international instrument~~ concluded after this Convention entered into force for that Contracting State for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that instrument. ~~[Nothing in the other instrument shall affect the obligations under Article 6 towards Contracting States that are not Parties to that instrument.]~~

4 This Convention shall not affect the application of the rules of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention, whether adopted before or after this Convention as concerns the recognition or enforcement of judgments between Member States of the Regional Economic Integration Organisation.

~~5 A Contracting State may declare that other international instruments listed in the declaration shall remain unaffected by this Convention.]~~

#### *Explanation*

The proposal is based on Article 25 of the November 2017 draft Convention. It is suggested to delete the four sets of square brackets in paragraphs 2 and 3 and to delete paragraph 5.

Working Group VII on the relationship with other international instruments has identified seven scenarios of possible treaty conflicts, as set out in the tentative report of the Chair of that Working Group (Work. Doc. No 246).

a) The EU suggests the deletion of the square brackets around the words “or other international instrument” in paragraphs 2 and 3 as already proposed in Work. Doc. No 184 REV which was submitted jointly by Japan, Switzerland and the EU for the November 2017 Special Commission. The Explanatory Report should make clear that all references to “international instruments” refer to instruments which are legally binding. Moreover, mere administrative agreements should not be covered by the clause, nor agreements concluded between, *e.g.*, municipalities from different States across borders.

b) We further suggest the deletion of the square brackets around the words “as between Parties to that instrument” at the end of paragraph 2. While these words have no effect in Scenarios 1, 4 and 5 set out in the Chair's tentative report, the result we consider appropriate in Scenario 6 can only be achieved if these words are included. In our view, because State A, the State of Origin (SO) and the requested State (RS) are all Parties to the Judgments Convention, A can expect that SO and RS respect their obligations towards A undertaken in the Judgments Convention if the judgment given in

so does indeed affect State A (e.g., because the immovable property concerned is located in State A). In our view, another treaty to which only SO and RS are Party but not A, cannot free RS from any concrete obligation towards A flowing from the Judgments Convention. The words “as between Parties to that instrument” are necessary to express that the Judgments Convention only gives precedence to the other treaty as long as the effect of a judgment remains limited to SO and RS. As soon as it affects a State not Party to the other treaty but also Party to the Judgments Convention, the Judgments Convention should oblige RS to comply with its obligation towards State A to deny recognition and enforcement of that judgment. For the sake of clarity it should be mentioned here that A would not be “affected” by the judgment in question if, e.g., the judgment concerns a long-term tenancy of immovable property which is located in RS but so adjudicated on it. In this situation the Judgments Convention does not create any protected right for A to expect that SO and RS respect their obligations towards each other undertaken under the Judgments Convention if they have bilaterally agreed on something different which only concerns their mutual relations and not also A.

In Scenario 3, the inclusion of the words “as between Parties to that instrument” at the end of paragraph 2 would mean that the Judgments Convention shall not have an impact on RS’s obligation towards other Parties to (only) the other treaty and not to the Judgments Convention – namely towards A in this Scenario. *I.e.*, the Judgments Convention allows the other treaty to prevail if recognition of the judgment from SO by RS would directly affect the relation between RS and A because A is concretely affected by the judgment in question. If that is not the case, the Judgments Convention would and should prevail.

The difference between Scenarios 2 and 3 is that in Scenario 2, both RS and A would have the same treaty conflict if asked to recognise and enforce a judgment from SO under the Judgments Convention because both of them have undertaken the same obligation towards SO to recognise and enforce under the Judgments Convention. So in our view, the question whether the other treaty prevails and RS may thus refuse to recognise and enforce a judgment from SO under the treaty between RS and A even though the Judgments Convention would oblige RS to recognise and enforce it can never be a question between RS and A alone because both have also promised to SO to recognise and enforce such judgments. The inclusion of the words at the end of paragraph 2 would thus lead to different results in Scenarios 2 and 3, and we think this is for good reasons.

c) We further suggest deleting the square brackets around the sentence “Nothing in the other instrument shall affect the obligations under Article 6 towards Contracting States that are not Parties to that instrument.” at the end of paragraph 3. Here again, for Scenarios 1, 4 and 5 it does not make any difference whether the sentence is included or not. The same is true here for Scenarios 2 and 3 because the sentence only has added value if the other treaty would require RS to recognise and enforce, but in these two Scenarios the opposite is the case – the other treaty requires the requested State to deny recognition and enforcement. For Scenario 6, however, it is indispensable to add the bracketed sentence. A can expect that SO and RS respect their obligations undertaken towards A under Articles 6 and 16 of the Judgments Convention to which all three States are Parties – once again this applies only if A is indeed concretely affected by the judgment in question. In Scenario 6 this is the case if, e.g., the judgment concerns a long-term tenancy of immovable property which is located in A. RS cannot free itself from this obligation towards A by agree-

ing with RS alone (and not also with A) to disregard this obligation and recognise and enforce the judgment.

To sum up, we think the addition of the bracketed words at the end of paragraphs 2 and 3 is necessary because for Scenario 6 this is the only way to ensure that RS frees itself from an obligation undertaken in the Judgments Convention towards A by agreeing on a contrary obligation with SO alone, but not with A.

d) We do not see a need for the declaration system proposed in paragraph 5.

## No 257 – Proposal of the delegation of Israel

### *Proposal for Article [XX] – Enforcement of orders for costs resulting from recognition or enforcement proceedings*

Current bracketed Article 15(2) in the November 2017 draft Convention relates to the enforceability of a cost order that results from enforcement proceedings. As such, it should not be linked with Article 15(1), which relates to the preconditions for instituting enforcement proceedings and the separate matter of security for costs. Thus, it is suggested to handle the two topics issues separately.

Regarding the idea reflected in Article 15(2), the drafting proposal below provides that cost orders resulting from recognition or enforcement proceedings should be treated as *de facto* “judgments” pursuant to the Convention (even though they do not fall within the definition of “judgment”). This avoids the question of identifying precisely which provisions of the Convention, within Article 7 or elsewhere, apply.

The proposal is for the following provision to be included as a standalone Article [XX] in the draft Convention (without prejudice to the resolution of the issue currently reflected in the bracketed text of Art. 15(1)).

“An order made in a Contracting State for payment of costs and expenses directly related to an application for the recognition or enforcement of a judgment given in another Contracting State shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be recognised and rendered enforceable in any other Contracting State in accordance with the provisions of the Convention.”

The Explanatory Report could clarify that the enforcement of costs resulting from enforcement proceedings is, *inter alia*, subject to applicable grounds for refusal under Article 7 *mutatis mutandis*.

## No 258 – Proposal of the delegation of Israel

### *Proposal – Paragraph 57 of the draft Explanatory Report*

57 In these circumstances, paragraph 2 sets forth that a judgment is not excluded from the scope of the draft Convention where one of the excluded matters arises merely as a preliminary issue, and in particular where it is raised by way of defence. At the same time, if the court in a requested State accepts a claim, raised as a defence (not as a preliminary incidental issue), that an “object” of the proceedings of the foreign judgment pertains to the list of exclusions from scope in Article 2(1), then it must proceed as if the instrument does not apply to that object. Thus, the application of the draft Convention is determined by the object of the proceedings: if the object of the proceedings in which the judgment was given falls within the scope of the draft Convention, as is the case in the examples mentioned

above, this instrument applies. This provision has to be read in conjunction with Article 8, which deals with the consequences of rulings on preliminary issues (see *infra* paras 279-294).

#### *Explanation*

The issue referred to in this paragraph was also discussed in the context of the exclusions enumerated in Article 2(1)(a) and 2(1)(c) in the June 2016 session and Israel's Working Document No 38. As reflected in the Minutes of that session, Israel's position was the following (Report of Meeting No 9, para. 18):

“An expert from Israel indicated that Israel was flexible on its proposal but requested that the Explanatory Report include this as clarification. He further requested clarification within the Explanatory Report that, if one of the listed exclusions were the main issue before the court, then the exclusion would apply.”

The Chair subsequently confirmed that these matters (including the highlighted part) will be included in the Explanatory Report, as follows (Report of Meeting No 9, para. 19):

“The Chair provided assurance that the Explanatory Report would provide the confirmations sought and some illustrations on the points.”

The suggested amendment to the Report seeks to illustrate how the exclusion will work in practice when raised as a defence (and not as a preliminary incidental issue).

#### **No 259 – Proposal of the delegation of the European Union**

##### {Article 15 *Costs of proceedings*

1 No security, bond or deposit, however described, shall be required from a party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgment given in another Contracting State on the sole ground that such party is a foreign national or is not domiciled or resident in the State in which enforcement is sought.

2 An order for payment of costs or expenses of proceedings, made in a Contracting State against any person exempt from requirements as to security, bond, or deposit by virtue of paragraph 1 shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable in any other Contracting State.}

3 A State may declare that it shall not apply paragraph 1.

#### *Explanation*

The proposal is based on Article 15 of the November 2017 draft Convention. It is suggested to delete the square brackets in this Article and to add a new paragraph 3 on the declaration.

The effects of this would be that if the Contracting State opt out from paragraph 1, it would not be able to benefit from paragraph 2 providing for the circulation of costs orders in connection with recognition or enforcement proceedings. This should be explained in the Explanatory Report.

If paragraph 3 is added to Article 15, reference to Article 15(3) should be made in Article 31, paragraph 1.

#### **No 260 – Current status of discussions on the topic of common courts**

##### Article 4 *General provisions*

[...]

[5 For purposes of paragraph 1, a judgment given by a court common to two or more States shall be deemed to be a judgment given by a court of a Contracting State if the Contracting State has identified the common court in a declaration to that effect, and either of the following conditions are met –

- (a) all members of the common court are Contracting States whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court, and the judgment is eligible for recognition and enforcement under Article 5(1)(c), (e), (f), (l), or (m); or
- (b) the judgment is eligible for recognition and enforcement under another sub-paragraph of Article 5(1)[, Article 5(3),] or under Article 6, and those eligibility requirements are met in a Contracting State whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court.]

OR

[5 For purposes of paragraph 1, a judgment given by a court common to two or more States shall be deemed to be a judgment given by a court of a Contracting State if the Contracting State has identified the common court in a declaration to that effect, and either of the following conditions are met –

- (a) all members of the common court are Contracting States whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court, and the judgment is eligible for recognition and enforcement under Article 5(1)(c), (e), (f), (l), or (m); or
- (b) the judgment is eligible for recognition and enforcement under another sub-paragraph of Article 5(1) or under Article 6, and those eligibility requirements are met in a Contracting State whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court.

6 A Contracting State may declare that it shall not recognise or enforce judgments of a common court that are the object of a declaration under paragraph 5 in respect of any or all of the matters covered by that declaration.

or

6 The declaration referred to in paragraph 5 shall have effect only between the Contracting State that made the declaration and other Contracting States that have declared their acceptance of the declaration. Such declarations shall be deposited at the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands; this Ministry will forward, through diplomatic channels, a certified copy to each of the Contracting States.]

##### ~~[Article 21 *Declarations with respect to common courts*~~

~~1 A Contracting State may declare that –~~

~~(a) a court common to two or more States exercises jurisdiction over matters that come within the scope of this Convention; and~~

~~(b) such a court—~~

~~(i) has only an appellate function; or~~

~~(ii) has first instance and appellate functions.~~

~~2—Judgments of a Contracting State include—~~

~~(a) judgments given by a court referred to in paragraph 1(b)(i);~~

~~(b) judgments given by a court referred to in paragraph 1(b)(ii) if all States referred to in paragraph 1(a) are Parties to this Convention.~~

~~3—If a court referred to in paragraph 1(b)(i) serves as a common court for States some of which are Contracting States and some of which are non-Contracting States to this Convention, judgments given by such a court shall only be considered as judgments of a Contracting State if the proceedings at first instance were instituted in a Contracting State.~~

~~4—In case of a judgment given by a court referred to in paragraph 1(b)(ii) the reference to the State of origin in Articles 5 and 6 shall be deemed to refer to the entire territory over which that court had jurisdiction in relation to that judgment.]~~

---

Document de travail No 261

Working Document No 261

*Distribué le 26 mai 2018*

*Distributed on 26 May 2018*

---

**No 261 – Result from Working Group III on Costs of proceedings**

*Working Group III has agreed on the following proposal:*

New paragraph 3 is added to Article 15:

“A State may declare that it shall not apply paragraph 1 or designate by a declaration which of its courts that shall not apply paragraph 1.”

Article 15 is added to the list of articles in Article 31, paragraph 1.

The square brackets are removed from Article 15.



---

*Distribué le lundi 27 mai 2018*

---

*Distributed on Monday 27 May 2018*

---

**No 262 – Projet de Convention révisé proposé par le Comité de rédaction arrêté au 27 mai 2018**

---

**No 262 – Revised draft Convention submitted by the Drafting Committee as of 27 May 2018**

CHAPITRE I – CHAMP D’APPLICATION  
ET DÉFINITIONS

CHAPTER I – SCOPE AND DEFINITIONS

Article premier  
*Champ d’application*

Article 1  
*Scope*

1 La présente Convention s’applique à la reconnaissance et à l’exécution des jugements en matière civile ou commerciale. Elle ne recouvre notamment pas les matières fiscales, douanières ou administratives.

1 This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments relating to civil or commercial matters. It shall not extend in particular to revenue, customs or administrative matters.

2 La présente Convention s’applique à la reconnaissance et à l’exécution, dans un État contractant, d’un jugement rendu par un tribunal d’un autre État contractant.

2 This Convention shall apply to the recognition and enforcement in one Contracting State of a judgment given by a court of another Contracting State.

Article 2  
*Exclusions du champ d’application*

Article 2  
*Exclusions from scope*

1 La présente Convention ne s’applique pas aux matières suivantes :

1 This Convention shall not apply to the following matters –

- (a) l’état et la capacité des personnes physiques ;
- (b) les obligations alimentaires ;
- (c) les autres matières du droit de la famille, y compris les régimes matrimoniaux et les autres droits ou obligations découlant du mariage ou de relations similaires ;
- (d) les testaments et les successions ;
- (e) l’insolvabilité, les concordats, la résolution d’établissements financiers, et les matières analogues ;
- (f) le transport de passagers et de marchandises ;
- (g) la pollution marine, la limitation de responsabilité pour des demandes en matière maritime, les avaries communes, ainsi que le remorquage et le sauvetage d’urgence ;
- (h) la responsabilité pour les dommages nucléaires ;
- (i) la validité, la nullité ou la dissolution des personnes morales ou des associations entre personnes physiques ou personnes morales, ainsi que la validité des décisions de leurs organes ;
- (j) la validité des inscriptions sur les registres publics ;

- (a) the status and legal capacity of natural persons;
- (b) maintenance obligations;
- (c) other family law matters, including matrimonial property regimes and other rights or obligations arising out of marriage or similar relationships;
- (d) wills and succession;
- (e) insolvency, composition, resolution of financial institutions, and analogous matters;
- (f) the carriage of passengers and goods;
- (g) marine pollution, limitation of liability for maritime claims, general average, and emergency towage and salvage;
- (h) liability for nuclear damage;
- (i) the validity, nullity, or dissolution of legal persons or associations of natural or legal persons, and the validity of decisions of their organs;
- (j) the validity of entries in public registers;

- (k) la diffamation ;
- [(l) le droit à la vie privée[, à l'exception des litiges portant sur la violation d'un contrat entre les parties] ;]
- [(m) la propriété intellectuelle [et les matières analogues] ;]
- [(n) les activités des forces armées, y compris celles de leur personnel dans l'exercice de ses fonctions officielles ;]
- [(o) les activités relatives au maintien de l'ordre, y compris celles du personnel chargé du maintien de l'ordre dans l'exercice de ses fonctions officielles ;]
- [(p) les entraves à la concurrence].

- (k) defamation;
- [(l) privacy[, except where the proceedings were brought for breach of contract between the parties];]
- [(m) intellectual property [and analogous matters];]
- [(n) activities of armed forces, including the activities of their personnel in the exercise of their official duties;]
- [(o) law enforcement activities, including the activities of law enforcement personnel in the exercise of official duties;]
- [(p) anti-trust (competition) matters].

2 Un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention lorsqu'une question relevant d'une matière à laquelle elle ne s'applique pas est soulevée seulement à titre préalable et non comme objet du litige. En particulier, le seul fait qu'une telle matière ait été invoquée dans le cadre d'un moyen de défense n'exclut pas le jugement du champ d'application de la Convention, si cette question n'était pas l'objet du litige.

2 A judgment is not excluded from the scope of this Convention where a matter to which this Convention does not apply arose merely as a preliminary question in the proceedings in which the judgment was given, and not as an object of the proceedings. In particular, the mere fact that such a matter arose by way of defence does not exclude a judgment from the Convention, if that matter was not an object of the proceedings.

3 La présente Convention ne s'applique pas à l'arbitrage et aux procédures y afférentes.

3 This Convention shall not apply to arbitration and related proceedings.

4 Un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention du seul fait qu'un État, y compris un gouvernement, une agence gouvernementale ou toute personne agissant pour le compte d'un État, était partie au litige.

4 A judgment is not excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State, including a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party to the proceedings.

5 La présente Convention n'affecte pas les privilèges et immunités dont jouissent les États ou les organisations internationales, pour eux-mêmes et pour leurs biens.

5 Nothing in this Convention shall affect privileges and immunities of States or of international organisations, in respect of themselves and of their property.

### Article 3 *Définitions*

### Article 3 *Definitions*

- 1 Au sens de la présente Convention :
- (a) le terme « défendeur » signifie la personne contre laquelle la demande ou la demande reconventionnelle a été introduite dans l'État d'origine ;
- (b) le terme « jugement » signifie toute décision sur le fond rendue par un tribunal, quelle que soit la dénomination donnée à cette décision, telle qu'un arrêt ou une ordonnance, de même que la fixation des frais et dépens du procès par le tribunal (y compris le greffier du tribunal), à condition qu'elle ait trait à une décision sur le fond susceptible d'être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention. Les mesures provisoires et conservatoires ne sont pas des jugements.
- 2 Une entité ou une personne autre qu'une personne physique est réputée avoir sa résidence habituelle dans l'État :
- (a) de son siège statutaire ;
- (b) selon le droit duquel elle a été constituée ;
- (c) de son administration centrale ; ou
- (d) de son principal établissement.

- 1 In this Convention –
- (a) “defendant” means a person against whom the claim or counterclaim was brought in the State of origin;
- (b) “judgment” means any decision on the merits given by a court, whatever that decision may be called, including a decree or order, and a determination of costs or expenses by the court (including an officer of the court), provided that the determination relates to a decision on the merits which may be recognised or enforced under this Convention. An interim measure of protection is not a judgment.
- 2 An entity or person other than a natural person shall be considered to be habitually resident in the State –
- (a) where it has its statutory seat;
- (b) under whose law it was incorporated or formed;
- (c) where it has its central administration; or
- (d) where it has its principal place of business.

Article 4  
*Dispositions générales*

1 Un jugement rendu par un tribunal d'un État contractant (État d'origine) est reconnu et exécuté dans un autre État contractant (État requis) conformément aux dispositions du présent chapitre. La reconnaissance ou l'exécution ne peut être refusée qu'aux motifs énoncés dans la présente Convention.

2 Le jugement ne peut pas faire l'objet d'une révision au fond dans l'État requis. [Ceci n'exclut pas l'examen nécessaire à l'application de la présente Convention.]

3 Un jugement n'est reconnu que s'il produit ses effets dans l'État d'origine et n'est exécuté que s'il est exécutoire dans l'État d'origine.

4 Si le jugement visé au paragraphe 3 fait l'objet d'un recours dans l'État d'origine ou si le délai pour exercer un recours ordinaire n'a pas expiré, le tribunal requis peut :

- (a) accorder la reconnaissance ou l'exécution, voire subordonner cette exécution à la constitution d'une sûreté qu'il détermine ;
- (b) surseoir à statuer sur la reconnaissance ou l'exécution ; ou
- (c) refuser la reconnaissance ou l'exécution.

Le refus visé à l'alinéa (c) n'empêche pas une demande ultérieure de reconnaissance ou d'exécution du jugement.

[[5 Aux fins du paragraphe premier, un jugement rendu par un tribunal commun à deux ou plusieurs États est réputé l'avoir été par le tribunal d'un État contractant si cet État a désigné ce tribunal commun dans une déclaration à cet effet, et si l'une des conditions suivantes est remplie :

- (a) tous les membres du tribunal commun sont des États contractants pour lesquels ce tribunal exerce les fonctions judiciaires relatives à la matière concernée et le jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté conformément à l'article 5(1)(c), (e), (f), (l), ou (m) ; ou
- (b) le jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté conformément à un autre sous-paragraphe de l'article 5(1)[, l'article 5(3),] ou conformément à l'article 6, et ces exigences d'admissibilité sont remplies dans l'État contractant pour lequel ce tribunal exerce les fonctions judiciaires relatives à la matière concernée.]

OU

[5 Aux fins du paragraphe premier, un jugement rendu par un tribunal commun à deux ou plusieurs États est réputé l'avoir été par le tribunal d'un État contractant si cet État a désigné ce tribunal commun dans une déclaration à cet effet, et si l'une des conditions suivantes est remplie :

- (a) tous les membres du tribunal commun sont des États contractants pour lesquels ce tribunal exerce les fonctions judiciaires relatives à la matière concernée et le jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté conformément à l'article 5(1)(c), (e), (f), (l), ou (m) ; ou

Article 4  
*General provisions*

1 A judgment given by a court of a Contracting State (State of origin) shall be recognised and enforced in another Contracting State (requested State) in accordance with the provisions of this Chapter. Recognition or enforcement may be refused only on the grounds specified in this Convention.

2 There shall be no review of the merits of the judgment in the requested State. [This does not preclude such examination as is necessary for the application of this Convention.]

3 A judgment shall be recognised only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin.

4 If a judgment referred to in paragraph 3 is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired, the court addressed may –

- (a) grant recognition or enforcement, which enforcement may be made subject to the provision of such security as it shall determine;
- (b) postpone the decision on recognition or enforcement; or
- (c) refuse recognition or enforcement.

A refusal under sub-paragraph (c) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

[[5 For purposes of paragraph 1, a judgment given by a court common to two or more States shall be deemed to be a judgment given by a court of a Contracting State if the Contracting State has identified the common court in a declaration to that effect, and either of the following conditions are met –

- (a) all members of the common court are Contracting States whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court, and the judgment is eligible for recognition and enforcement under Article 5(1)(c), (e), (f), (l), or (m); or
- (b) the judgment is eligible for recognition and enforcement under another sub-paragraph of Article 5(1)[, Article 5(3),] or under Article 6, and those eligibility requirements are met in a Contracting State whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court.]

OR

[5 For purposes of paragraph 1, a judgment given by a court common to two or more States shall be deemed to be a judgment given by a court of a Contracting State if the Contracting State has identified the common court in a declaration to that effect, and either of the following conditions are met –

- (a) all members of the common court are Contracting States whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court, and the judgment is eligible for recognition and enforcement under Article 5(1)(c), (e), (f), (l), or (m); or

(b) le jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté conformément à un autre sous-paragraphe de l'article 5(1)[, l'article 5(3),] ou conformément à l'article 6, et ces exigences d'admissibilité sont remplies dans l'État contractant pour lequel ce tribunal exerce les fonctions judiciaires relatives à la matière concernée.

6 Un État contractant peut déclarer qu'il ne reconnaîtra ou n'exécutera pas les jugements rendus par un tribunal commun qui fait l'objet d'une déclaration en vertu du paragraphe 5 pour les matières couvertes par cette déclaration.

ou

6 La déclaration visée au paragraphe 5 n'aura d'effet qu'entre l'État contractant l'ayant faite et les autres États contractants ayant déclaré l'accepter. Ces déclarations doivent être déposées auprès du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, lequel transmettra, par voie diplomatique, une copie certifiée à chacun des États contractants.]]

#### Article 5

##### *Fondements de la reconnaissance ou de l'exécution*

1 Un jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté si l'une des exigences suivantes est satisfaite :

- (a) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée avait sa résidence habituelle dans l'État d'origine lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine ;
- (b) la personne physique contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée avait son établissement professionnel principal dans l'État d'origine lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine et la demande à l'origine du jugement portait sur son activité professionnelle ;
- (c) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée est celle qui a saisi le tribunal de la demande, autre que reconventionnelle, à l'origine du jugement ;
- (d) le défendeur avait une succursale, une agence ou tout autre établissement sans personnalité juridique propre dans l'État d'origine, au moment où il est devenu une partie à la procédure devant le tribunal d'origine, et la demande à l'origine du jugement résultait des activités de cette succursale, de cette agence ou de cet établissement ;
- (e) le défendeur a expressément consenti à la compétence du tribunal d'origine au cours de la procédure dans laquelle le jugement a été rendu ;
- (f) le défendeur a fait valoir ses arguments sur le fond devant le tribunal d'origine sans en contester la compétence dans les délais prescrits par le droit de l'État d'origine, à moins qu'il ne soit évident qu'une contestation de la compétence ou de son exercice aurait échoué en vertu de ce droit ;
- (g) le jugement porte sur une obligation contractuelle et a été rendu dans l'État dans lequel l'obligation a été ou aurait dû être exécutée, conformément :

(b) the judgment is eligible for recognition and enforcement under another sub-paragraph of Article 5(1)[, Article 5(3),] or under Article 6, and those eligibility requirements are met in a Contracting State whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court.

6 A Contracting State may declare that it shall not recognise or enforce judgments of a common court that is the object of a declaration under paragraph 5 in respect of any of the matters covered by that declaration.

or

6 The declaration referred to in paragraph 5 shall have effect only between the Contracting State that made the declaration and other Contracting States that have declared their acceptance of the declaration. Such declarations shall be deposited at the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, which will forward, through diplomatic channels, a certified copy to each of the Contracting States.]]

#### Article 5

##### *Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

- (a) the person against whom recognition or enforcement is sought was habitually resident in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin;
- (b) the natural person against whom recognition or enforcement is sought had his or her principal place of business in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that business;
- (c) the person against whom recognition or enforcement is sought is the person that brought the claim, other than a counterclaim, on which the judgment is based;
- (d) the defendant maintained a branch, agency, or other establishment without separate legal personality in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin, and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that branch, agency, or establishment;
- (e) the defendant expressly consented to the jurisdiction of the court of origin in the course of the proceedings in which the judgment was given;
- (f) the defendant argued on the merits before the court of origin without contesting jurisdiction within the timeframe provided in the law of the State of origin, unless it is evident that an objection to jurisdiction or to the exercise of jurisdiction would not have succeeded under that law;
- (g) the judgment ruled on a contractual obligation and it was given in the State in which performance of that obligation took place, or should have taken place, in accordance with

- (i) à l'accord des parties ou,
- (ii) à la loi applicable au contrat, à défaut d'un accord sur le lieu d'exécution,

sauf si les activités du défendeur en relation avec la transaction ne présentaient manifestement pas de lien intentionnel et substantiel avec cet État ;

- (h) le jugement porte sur un bail immobilier et a été rendu dans l'État où est situé l'immeuble ;
- (i) le jugement rendu contre le défendeur porte sur une obligation contractuelle garantie par un droit réel relatif à un immeuble situé dans l'État d'origine, à condition qu'une demande contractuelle concernant ce droit réel ait également été dirigée contre ce défendeur ;
- (j) le jugement porte sur une obligation non contractuelle résultant d'un décès, d'un dommage corporel, d'un dommage subi par un bien corporel ou de la perte d'un bien corporel et l'acte ou l'omission directement à l'origine du dommage a été commis dans l'État d'origine, quel que soit le lieu où le dommage est survenu ;
- (k) le jugement porte sur la validité, l'interprétation, les effets, l'administration ou la modification d'un trust constitué volontairement et documenté par écrit, et :
  - (i) au moment de l'introduction de l'instance, l'État d'origine est celui désigné dans l'acte constitutif du trust comme étant un État dans lequel les litiges relatifs à ces questions doivent être tranchés ; ou
  - (ii) au moment de l'introduction de l'instance, l'État d'origine était celui désigné, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust, comme étant l'État dans lequel est situé le lieu principal d'administration du trust.

Cet alinéa ne s'applique qu'aux jugements portant sur des aspects internes d'un trust, entre personnes étant ou ayant été au sein de la relation établie par le trust ;

- (l) le jugement porte sur une demande reconventionnelle :
  - (i) dans la mesure où il est rendu en faveur du demandeur reconventionnel, à condition que cette demande porte sur la même transaction ou les mêmes faits que la demande principale ;
  - (ii) dans la mesure où il est rendu contre le demandeur reconventionnel, sauf si le droit de l'État d'origine exigeait une demande reconventionnelle à peine de forclusion ;
- (m) le jugement a été rendu par un tribunal désigné dans un accord conclu ou documenté par écrit ou par tout autre moyen de communication qui rend l'information accessible pour être consultée ultérieurement, autre qu'un accord exclusif d'élection de for.

Aux fins de cet alinéa, un « accord exclusif d'élection de for » est un accord conclu entre deux ou plusieurs parties, pour connaître des litiges nés ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit déterminé, soit les tribunaux d'un État contractant, soit un ou plusieurs tribunaux particuliers d'un État contractant, à l'exclusion de la compétence de tout autre tribunal.

- (i) the parties' agreement, or
- (ii) the law applicable to the contract, in the absence of an agreed place of performance,

unless the defendant's activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State;

- (h) the judgment ruled on a tenancy of immovable property and it was given in the State in which the property is situated;
- (i) the judgment ruled against the defendant on a contractual obligation secured by a right *in rem* in immovable property located in the State of origin, if the contractual claim was brought together with a claim against the same defendant relating to that right *in rem*;
- (j) the judgment ruled on a non-contractual obligation arising from death, physical injury, damage to or loss of tangible property, and the act or omission directly causing such harm occurred in the State of origin, irrespective of where that harm occurred;
- (k) the judgment concerns the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, and –
  - (i) at the time the proceedings were instituted, the State of origin was designated in the trust instrument as a State in which disputes about such matters are to be determined; or
  - (ii) at the time the proceedings were instituted, the State of origin was expressly or impliedly designated in the trust instrument as the State in which the principal place of administration of the trust is situated.

This sub-paragraph only applies to judgments regarding internal aspects of a trust between persons who are or were within the trust relationship;

- (l) the judgment ruled on a counterclaim –
  - (i) to the extent that it was in favour of the counterclaimant, provided that the counterclaim arose out of the same transaction or occurrence as the claim;
  - (ii) to the extent that it was against the counterclaimant, unless the law of the State of origin required the counterclaim to be filed in order to avoid preclusion;
- (m) the judgment was given by a court designated in an agreement concluded or documented in writing or by any other means of communication which renders information accessible so as to be usable for subsequent reference, other than an exclusive choice of court agreement.

For the purposes of this sub-paragraph, an “exclusive choice of court agreement” means an agreement concluded by two or more parties that designates, for the purpose of deciding disputes which have arisen or may arise in connection with a particular legal relationship, the courts of one State or one or more specific courts of one State to the exclusion of the jurisdiction of any other courts.

2 Si la reconnaissance ou l'exécution est requise contre une personne physique agissant principalement dans un but personnel, familial ou domestique (un consommateur) en matière de contrat de consommation, ou contre un employé relativement à son contrat de travail :

- (a) le paragraphe 1(e) ne s'applique que si le consentement a été donné devant le tribunal, que ce soit oralement ou par écrit ;
- (b) les paragraphes 1(f), (g) et (m) ne s'appliquent pas.

[3 Le paragraphe premier ne s'applique pas à un jugement portant sur un droit de propriété intellectuelle ou analogue. Un tel jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté si l'une des exigences suivantes est satisfaite :

- (a) le jugement porte sur la contrefaçon, dans l'État d'origine, d'un droit de propriété intellectuelle nécessitant délivrance, octroi ou enregistrement et a été rendu par un tribunal de l'État dans lequel la délivrance, l'octroi ou l'enregistrement du droit en question a été effectué, ou est réputé avoir été effectué conformément aux dispositions d'un instrument international ou régional[, sauf si le défendeur n'a pas agi dans cet État aux fins d'initier ou de poursuivre la contrefaçon ou que son activité ne peut raisonnablement être considérée comme ayant spécifiquement visé cet État] ;
- (b) le jugement porte sur la contrefaçon, dans l'État d'origine, d'un droit d'auteur ou droit voisin, d'une marque non enregistrée ou d'un dessin ou modèle industriel non enregistré, et a été rendu par un tribunal de l'État pour lequel la protection était revendiquée[, sauf si le défendeur n'a pas agi dans cet État aux fins d'initier ou de poursuivre la contrefaçon ou que son activité ne peut raisonnablement être considérée comme ayant spécifiquement visé cet État] ;
- (c) le jugement porte sur la validité[, l'existence ou la titularité], dans l'État d'origine, d'un droit d'auteur ou droit voisin, d'une marque non enregistrée ou d'un dessin ou modèle industriel non enregistré, et a été rendu par un tribunal de l'État pour lequel la protection était revendiquée.]

Article 6  
*Fondements exclusifs de la reconnaissance  
ou de l'exécution*

Nonobstant l'article 5 :

- [(a) un jugement portant sur [l'enregistrement ou] la validité d'un droit de propriété intellectuelle nécessitant délivrance, octroi ou enregistrement n'est reconnu ou exécuté que si l'État d'origine est celui dans lequel la délivrance, l'octroi ou l'enregistrement a été effectué, ou est réputé avoir été effectué conformément aux dispositions d'un instrument international ou régional ;]
- (b) un jugement portant sur des droits réels immobiliers n'est reconnu ou exécuté que si l'immeuble est situé dans l'État d'origine ;
- (c) un jugement portant sur un bail immobilier pour une période de plus de six mois ne peut être reconnu ou exécuté si l'immeuble n'est pas situé dans l'État d'origine et les tribunaux de l'État dans lequel se trouve l'immeuble ont compétence exclusive en vertu du droit de cet État.

2 If recognition or enforcement is sought against a natural person acting primarily for personal, family or household purposes (a consumer) in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters relating to the employee's contract of employment –

- (a) paragraph 1(e) applies only if the consent was addressed to the court, orally or in writing;
- (b) paragraph 1(f), (g) and (m) do not apply.

[3 Paragraph 1 does not apply to a judgment that ruled on an intellectual property right or an analogous right. Such a judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

- (a) the judgment ruled on an infringement in the State of origin of an intellectual property right required to be granted or registered and it was given by a court in the State in which the grant or registration of the right concerned has taken place or, under the terms of an international or regional instrument, is deemed to have taken place[, unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];
- (b) the judgment ruled on an infringement in the State of origin of a copyright or related right, an unregistered trademark or unregistered industrial design, and it was given by a court in the State for which protection was claimed[, unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];
- (c) the judgment ruled on the validity[, subsistence or ownership] in the State of origin of a copyright or related right, an unregistered trademark or unregistered industrial design, and it was given by a court in the State for which protection was claimed.]

Article 6  
*Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

- [(a) a judgment that ruled on the [registration or] validity of an intellectual property right required to be granted or registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which grant or registration has taken place, or, under the terms of an international or regional instrument, is deemed to have taken place;]
- (b) a judgment that ruled on rights *in rem* in immovable property shall be recognised and enforced if and only if the property is situated in the State of origin;
- (c) a judgment that ruled on a tenancy of immovable property for a period of more than six months shall not be recognised and enforced if the property is not situated in the State of origin and the courts of the Contracting State in which it is situated have exclusive jurisdiction under the law of that State.

Article 7  
*Refus de reconnaissance ou d'exécution*

1 La reconnaissance ou l'exécution peut être refusée si :

- (a) l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent contenant les éléments essentiels de la demande :
  - (i) n'a pas été notifié au défendeur en temps utile et de telle manière qu'il puisse organiser sa défense, à moins que le défendeur ait comparu et présenté sa défense sans contester la notification devant le tribunal d'origine, à condition que le droit de l'État d'origine permette de contester la notification ; ou
  - (ii) a été notifié au défendeur dans l'État requis de manière incompatible avec les principes fondamentaux de l'État requis relatifs à la notification de documents ;
- (b) le jugement résulte d'une fraude ;
- (c) la reconnaissance ou l'exécution est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État requis, notamment dans le cas où la procédure appliquée en l'espèce pour obtenir le jugement était incompatible avec les principes fondamentaux d'équité procédurale de cet État et en cas d'atteinte à la sécurité ou à la souveraineté de cet État ;
- (d) la procédure devant le tribunal d'origine était contraire à un accord, ou à une clause figurant dans l'acte constitutif d'un trust, en vertu duquel le litige en question devait être tranché par un tribunal autre que le tribunal d'origine ;
- (e) le jugement est incompatible avec un jugement rendu dans l'État requis dans un litige entre les mêmes parties ; ou
- (f) le jugement est incompatible avec un jugement rendu antérieurement dans un autre État entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet, lorsque le jugement rendu antérieurement réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État requis ;
- [(g) le jugement porte sur la contrefaçon d'un droit de propriété intellectuelle et applique à [ce droit/cette contrefaçon] un autre droit que le droit interne de l'État d'origine.]

2 La reconnaissance ou l'exécution peut être différée ou refusée si une procédure ayant le même objet est pendante entre les mêmes parties devant un tribunal de l'État requis lorsque :

- (a) ce dernier a été saisi avant le tribunal de l'État d'origine ; et
- (b) il existe un lien étroit entre le litige et l'État requis.

Le refus visé au présent paragraphe n'empêche pas une demande ultérieure de reconnaissance ou d'exécution du jugement.

Article 7  
*Refusal of recognition or enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

- (a) the document which instituted the proceedings or an equivalent document, including a statement of the essential elements of the claim –
  - (i) was not notified to the defendant in sufficient time and in such a way as to enable him to arrange for his defence, unless the defendant entered an appearance and presented his case without contesting notification in the court of origin, provided that the law of the State of origin permitted notification to be contested; or
  - (ii) was notified to the defendant in the requested State in a manner that is incompatible with fundamental principles of the requested State concerning service of documents;
- (b) the judgment was obtained by fraud;
- (c) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the public policy of the requested State, including situations where the specific proceedings leading to the judgment were incompatible with fundamental principles of procedural fairness of that State and situations involving infringements of security or sovereignty of that State;
- (d) the proceedings in the court of origin were contrary to an agreement, or a designation in a trust instrument, under which the dispute in question was to be determined in a court other than the court of origin;
- (e) the judgment is inconsistent with a judgment given in the requested State in a dispute between the same parties; or
- (f) the judgment is inconsistent with an earlier judgment given in another State between the same parties on the same subject matter, provided that the earlier judgment fulfils the conditions necessary for its recognition in the requested State;
- [(g) the judgment ruled on an infringement of an intellectual property right, applying to that [right/infringement] a law other than the internal law of the State of origin.]

2 Recognition or enforcement may be postponed or refused if proceedings between the same parties on the same subject matter are pending before a court of the requested State, where –

- (a) the court of the requested State was seised before the court of origin; and
- (b) there is a close connection between the dispute and the requested State.

A refusal under this paragraph does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

Article 8  
*Questions préalables*

1 Une décision rendue à titre préalable sur une matière à laquelle la présente Convention ne s'applique pas, ou une décision rendue à titre préalable sur une matière visée à l'article 6 par un autre tribunal que celui désigné dans cette disposition, n'est pas reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

2 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement est fondé sur une décision relative à une matière à laquelle la présente Convention ne s'applique pas, ou sur une décision relative à une matière visée à l'article 6 qui a été rendue par un autre tribunal que celui désigné dans cette disposition.

[3 Toutefois, dans le cas d'une décision relative à la validité d'un droit visé à l'article 6(a), la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement ne peut être différée, ou refusée en vertu du paragraphe précédent, que si :

- (a) cette décision est incompatible avec un jugement ou une décision rendu(e) sur ce point par l'autorité compétente de l'État mentionné à l'article 6(a) ; ou
- (b) une procédure relative à la validité de ce droit est pendante dans cet État.

Le refus en vertu de l'alinéa (b) n'empêche pas une demande ultérieure de reconnaissance ou d'exécution du jugement.]

Article 9  
*Divisibilité*

La reconnaissance ou l'exécution d'une partie dissociable d'un jugement est accordée si la reconnaissance ou l'exécution de cette partie est demandée ou si seule une partie du jugement peut être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

Article 10  
*Domages et intérêts*

1 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement accorde des dommages et intérêts, y compris des dommages et intérêts exemplaires ou punitifs, qui ne compensent pas une partie pour la perte ou préjudice réellement subis.

2 Le tribunal requis prend en considération, si, et dans quelle mesure, le montant accordé à titre de dommages et intérêts par le tribunal d'origine est destiné à couvrir les frais et dépens du procès.

[Article 11  
*Mesures non pécuniaires en matière de propriété intellectuelle*

En matière de propriété intellectuelle, un jugement portant sur une contrefaçon n'est [reconnu ou] exécuté que dans la mesure où il a statué sur des condamnations pécuniaires liées au préjudice subi dans l'État d'origine.]

Article 8  
*Preliminary questions*

1 A ruling on a preliminary question shall not be recognised or enforced under this Convention if the ruling is on a matter to which this Convention does not apply or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled.

2 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter to which this Convention does not apply, or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled.

[3 However, in the case of a ruling on the validity of a right referred to in Article 6, paragraph (a), recognition or enforcement of a judgment may be postponed, or refused under the preceding paragraph, only where –

- (a) that ruling is inconsistent with a judgment or a decision of a competent authority on that matter given in the State referred to in Article 6, paragraph (a); or
- (b) proceedings concerning the validity of that right are pending in that State.

A refusal under sub-paragraph (b) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.]

Article 9  
*Severability*

Recognition or enforcement of a severable part of a judgment shall be granted where recognition or enforcement of that part is applied for, or only part of the judgment is capable of being recognised or enforced under this Convention.

Article 10  
*Damages*

1 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment awards damages, including exemplary or punitive damages, that do not compensate a party for actual loss or harm suffered.

2 The court addressed shall take into account whether and to what extent the damages awarded by the court of origin serve to cover costs and expenses relating to the proceedings.

[Article 11  
*Non-monetary remedies in intellectual property matters*

In intellectual property matters, a judgment ruling on an infringement shall be [recognised and] enforced only to the extent that it rules on a monetary remedy in relation to harm suffered in the State of origin.]



Article 12  
*Transactions judiciaires*

Les transactions judiciaires homologuées par un tribunal d'un État contractant, ou qui ont été conclues au cours d'une instance devant un tribunal d'un État contractant, et qui sont exécutoires au même titre qu'un jugement dans l'État d'origine, sont exécutées en vertu de la présente Convention aux mêmes conditions qu'un jugement.

Article 13  
*Pièces à produire*

1 La partie qui requiert la reconnaissance ou qui demande l'exécution produit :

- (a) une copie complète et certifiée conforme du jugement ;
- (b) si le jugement a été rendu par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document attestant que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été notifié à la partie défaillante ;
- (c) tout document nécessaire pour établir que le jugement produit ses effets dans l'État d'origine ou, le cas échéant, qu'il est exécutoire dans cet État ;
- (d) dans le cas prévu à l'article 12, un certificat délivré par un tribunal de l'État d'origine attestant que la transaction judiciaire est exécutoire, en tout ou en partie, aux mêmes conditions qu'un jugement dans l'État d'origine.

2 Si le contenu du jugement ne permet pas au tribunal requis de vérifier que les conditions du présent chapitre sont remplies, ce tribunal peut exiger tout document nécessaire.

3 Une demande de reconnaissance ou d'exécution peut être accompagnée d'un document relatif au jugement, délivré par un tribunal (y compris par une personne autorisée du tribunal) de l'État d'origine, sous la forme recommandée et publiée par la Conférence de La Haye de droit international privé.

4 Si les documents mentionnés dans le présent article ne sont pas rédigés dans une langue officielle de l'État requis, ils sont accompagnés d'une traduction certifiée dans une langue officielle, sauf si le droit de l'État requis en dispose autrement.

Article 14  
*Procédure*

1 La procédure tendant à obtenir la reconnaissance, l'exequatur ou l'enregistrement aux fins d'exécution, et l'exécution du jugement sont régies par le droit de l'État requis sauf si la présente Convention en dispose autrement. Le tribunal requis agit avec célérité.

2 Le tribunal de l'État requis ne peut refuser de reconnaître ou d'exécuter un jugement en vertu de la présente Convention au motif que la reconnaissance ou l'exécution devrait être requise dans un autre État.

Article 12  
*Judicial settlements (transactions judiciaires)*

Judicial settlements (*transactions judiciaires*) which a court of a Contracting State has approved, or which have been concluded in the course of proceedings before a court of a Contracting State, and which are enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin, shall be enforced under this Convention in the same manner as a judgment.

Article 13  
*Documents to be produced*

1 The party seeking recognition or applying for enforcement shall produce –

- (a) a complete and certified copy of the judgment;
- (b) if the judgment was given by default, the original or a certified copy of a document establishing that the document which instituted the proceedings or an equivalent document was notified to the defaulting party;
- (c) any documents necessary to establish that the judgment has effect or, where applicable, is enforceable in the State of origin;
- (d) in the case referred to in Article 12, a certificate of a court of the State of origin that the judicial settlement or a part of it is enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin.

2 If the terms of the judgment do not permit the court addressed to verify whether the conditions of this Chapter have been complied with, that court may require any necessary documents.

3 An application for recognition or enforcement may be accompanied by a document relating to the judgment, issued by a court (including an officer of the court) of the State of origin, in the form recommended and published by the Hague Conference on Private International Law.

4 If the documents referred to in this Article are not in an official language of the requested State, they shall be accompanied by a certified translation into an official language, unless the law of the requested State provides otherwise.

Article 14  
*Procedure*

1 The procedure for recognition, declaration of enforceability or registration for enforcement, and the enforcement of the judgment, are governed by the law of the requested State unless this Convention provides otherwise. The court addressed shall act expeditiously.

2 The court of the requested State shall not refuse the recognition or enforcement of a judgment under this Convention on the ground that recognition or enforcement should be sought in another State.

Article 15  
*Frais de procédure*

1 Aucune sûreté, caution ou dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposée en raison, soit de sa seule qualité d'étranger, soit du seul défaut de domicile ou de résidence dans l'État requis, à la partie qui demande l'exécution dans un État contractant d'une décision rendue dans un autre État contractant.

2 Toute condamnation aux frais et dépens, rendue dans un État contractant contre toute personne dispensée du versement d'une sûreté, d'une caution ou d'un dépôt en vertu du paragraphe premier est, à la demande du créancier, déclarée exécutoire dans tout autre État contractant.

3 Un État peut déclarer qu'il n'appliquera pas le paragraphe premier ou désigner dans une déclaration lesquels de ses tribunaux ne l'appliqueront pas.

Article 16  
*Reconnaissance ou exécution en application du droit national*

Sous réserve de l'article 6, la présente Convention ne fait pas obstacle à la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement en application du droit national.

CHAPITRE III – CLAUSES GÉNÉRALES

Article 17  
*Disposition transitoire*

La Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution de jugements si, au moment de l'introduction de l'instance dans l'État d'origine, la Convention était en vigueur dans cet État et dans l'État requis.

Article 18  
*Déclarations limitant la reconnaissance et l'exécution*

Un État peut déclarer que ses tribunaux peuvent refuser de reconnaître ou d'exécuter un jugement rendu par un tribunal d'un autre État contractant, lorsque les parties avaient leur résidence dans l'État requis et que les relations entre les parties, ainsi que tous les autres éléments pertinents du litige, autres que le lieu du tribunal d'origine, étaient liés uniquement à l'État requis.

Article 19  
*Déclarations relatives à des matières particulières*

1 Lorsqu'un État a un intérêt important à ne pas appliquer la présente Convention à une matière particulière, il peut déclarer qu'il ne l'appliquera pas à cette matière. L'État qui fait une telle déclaration s'assure que la portée de celle-ci n'est pas plus étendue que nécessaire et que la matière particulière exclue est définie de façon claire et précise.

2 À l'égard d'une telle matière, la Convention ne s'applique pas :

- (a) dans l'État contractant ayant fait la déclaration ;
- (b) dans les autres États contractants, lorsque la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement rendu dans un État contractant ayant fait la déclaration est demandée.

Article 15  
*Costs of proceedings*

1 No security, bond or deposit, however described, shall be required from a party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgment given in another Contracting State on the sole ground that such party is a foreign national or is not domiciled or resident in the State in which enforcement is sought.

2 An order for payment of costs or expenses of proceedings, made in a Contracting State against any person exempt from requirements as to security, bond, or deposit by virtue of paragraph 1 shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable in any other Contracting State.

3 A State may declare that it shall not apply paragraph 1 or designate by a declaration which of its courts shall not apply paragraph 1.

Article 16  
*Recognition or enforcement under national law*

Subject to Article 6, this Convention does not prevent the recognition or enforcement of judgments under national law.

CHAPTER III – GENERAL CLAUSES

Article 17  
*Transitional provision*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments if, at the time the proceedings were instituted in the State of origin, the Convention was in force in that State and in the requested State.

Article 18  
*Declarations limiting recognition and enforcement*

A State may declare that its courts may refuse to recognise or enforce a judgment given by a court of another Contracting State if the parties were resident in the requested State, and the relationship of the parties and all other elements relevant to the dispute, other than the location of the court of origin, were connected only with the requested State.

Article 19  
*Declarations with respect to specific matters*

1 Where a State has a strong interest in not applying this Convention to a specific matter, that State may declare that it will not apply the Convention to that matter. The State making such a declaration shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that the specific matter excluded is clearly and precisely defined.

2 With regard to that matter, the Convention shall not apply –

- (a) in the Contracting State that made the declaration;
- (b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought.

[Article 20  
*Déclarations relatives aux jugements  
concernant des gouvernements*

1 Un État peut déclarer qu'il n'appliquera pas la présente Convention aux jugements issus de procédures auxquelles est partie :

- (a) cet État ou une personne agissant au nom de celui-ci ; ou
- (b) une des agences gouvernementales de cet État ou toute personne agissant au nom de celle-ci.

Cette déclaration n'est pas plus étendue que nécessaire et l'exclusion du champ d'application y est définie de façon claire et précise.

2 Une déclaration faite en application du paragraphe premier ne peut exclure du champ d'application de la présente Convention les jugements issus de procédures auxquelles une entreprise publique est partie.

3 Si un État a fait une déclaration en application du paragraphe premier, la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement rendu dans cet État peut être refusée par un autre État contractant si le jugement est issu d'une procédure à laquelle est partie cet État contractant, ou une de ses agences gouvernementales, ou les personnes assimilées à celles mentionnées au paragraphe premier, dans les limites prévues par cette déclaration.]

Article 21  
*Interprétation uniforme*

Aux fins de l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application.

Article 22  
*Examen du fonctionnement de la Convention*

Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé prend périodiquement des dispositions en vue de :

- (a) l'examen du fonctionnement pratique de la présente Convention, y compris de toute déclaration ; et
- (b) l'examen de l'opportunité d'apporter des modifications à la présente Convention.

Article 23  
*Systèmes juridiques non unifiés*

1 Au regard d'un État contractant dans lequel deux ou plusieurs systèmes de droit ayant trait aux questions régies par la présente Convention s'appliquent dans des unités territoriales différentes :

- (a) toute référence à la loi ou à la procédure d'un État vise, le cas échéant, la loi ou la procédure en vigueur dans l'unité territoriale considérée ;
- (b) toute référence à la résidence habituelle dans un État vise, le cas échéant, la résidence habituelle dans l'unité territoriale considérée ;
- (c) toute référence au tribunal ou aux tribunaux d'un État vise, le cas échéant, le tribunal ou les tribunaux de l'unité territoriale considérée ;

[Article 20  
*Declarations with respect to judgments  
pertaining to governments*

1 A State may declare that it shall not apply this Convention to judgments arising from proceedings to which any of the following is a party –

- (a) that State, or a person acting on behalf of that State, or
- (b) a government agency of that State, or a person acting on behalf of such a government agency.

The declaration shall be no broader than necessary and the exclusion from scope shall be clearly and precisely defined.

2 A declaration pursuant to paragraph 1 shall not exclude from the application of this Convention judgments arising from proceedings to which an enterprise owned by a State is a party.

3 If a State has made a declaration pursuant to paragraph 1, recognition or enforcement of a judgment originating from that State may be refused by another Contracting State if the judgment arose from proceedings to which that other Contracting State, one of its government agencies, or equivalent persons to those referred to in paragraph 1 is a party, to the same extent as specified in the declaration.]

Article 21  
*Uniform interpretation*

In the interpretation of this Convention, regard shall be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application.

Article 22  
*Review of operation of the Convention*

The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at regular intervals make arrangements for –

- (a) review of the operation of this Convention, including any declarations; and
- (b) consideration of whether any amendments to this Convention are desirable.

Article 23  
*Non-unified legal systems*

1 In relation to a Contracting State in which two or more systems of law apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention –

- (a) any reference to the law or procedure of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the law or procedure in force in the relevant territorial unit;
- (b) any reference to habitual residence in a State shall be construed as referring, where appropriate, to habitual residence in the relevant territorial unit;
- (c) any reference to the court or courts of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the court or courts in the relevant territorial unit;

(d) toute référence au lien avec un État vise, le cas échéant, le lien avec l'unité territoriale considérée.

2 Nonobstant le paragraphe précédent, un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu d'appliquer la présente Convention aux situations qui impliquent uniquement ces différentes unités territoriales.

3 Un tribunal d'une unité territoriale d'un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu de reconnaître ou d'exécuter un jugement d'un autre État contractant au seul motif que le jugement a été reconnu ou exécuté dans une autre unité territoriale du même État contractant selon la présente Convention.

4 Cet article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

#### Article 24

##### *Rapport avec d'autres instruments internationaux*

1 La présente Convention doit être interprétée de façon qu'elle soit, autant que possible, compatible avec d'autres traités en vigueur pour les États contractants, conclus avant ou après cette Convention.

2 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité [ou de tout autre instrument international] conclu après l'entrée en vigueur de cette Convention pour cet État contractant [entre les Parties à cet instrument].

3 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité [ou de tout autre instrument international] conclu après l'entrée en vigueur de cette Convention pour cet État contractant, aux fins de reconnaissance ou d'exécution d'un jugement rendu par le tribunal d'un État contractant qui est également Partie à cet instrument. [Aucune disposition de l'autre instrument n'a d'incidence sur les obligations prévues à l'article 6 eu égard aux États contractants qui ne sont pas Parties à cet instrument.]

4 La présente Convention n'affecte pas l'application des règles d'une Organisation régionale d'intégration économique Partie à cette Convention, que ces règles aient été adoptées avant ou après cette Convention, en ce qui a trait à la reconnaissance ou l'exécution de jugements entre les États membres de l'Organisation régionale d'intégration économique.

[5 Un État contractant peut déclarer que la présente Convention n'affecte pas les instruments internationaux énumérés dans la déclaration.]

#### CHAPITRE IV – CLAUSES FINALES

#### Article 25

##### *Signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion*

1 La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États.

2 La présente Convention est sujette à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation par les États signataires.

(d) any reference to a connection with a State shall be construed as referring, where appropriate, to a connection with the relevant territorial unit.

2 Notwithstanding the preceding paragraph, a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to apply this Convention to situations which involve solely such different territorial units.

3 A court in a territorial unit of a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to recognise or enforce a judgment from another Contracting State solely because the judgment has been recognised or enforced in another territorial unit of the same Contracting State under this Convention.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

#### Article 24

##### *Relationship with other international instruments*

1 This Convention shall be interpreted so far as possible to be compatible with other treaties in force for Contracting States, whether concluded before or after this Convention.

2 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty [or other international instrument] that was concluded before this Convention entered into force for that Contracting State [as between Parties to that instrument].

3 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty [or other international instrument] concluded after this Convention entered into force for that Contracting State for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that instrument. [Nothing in the other instrument shall affect the obligations under Article 6 towards Contracting States that are not Parties to that instrument.]

4 This Convention shall not affect the application of the rules of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention, whether adopted before or after this Convention as concerns the recognition or enforcement of judgments as between Member States of the Regional Economic Integration Organisation.

[5 A Contracting State may declare that other international instruments listed in the declaration shall remain unaffected by this Convention.]

#### CHAPTER IV – FINAL CLAUSES

#### Article 25

##### *Signature, ratification, acceptance, approval or accession*

1 This Convention is open for signature by all States.

2 This Convention is subject to ratification, acceptance or approval by the signatory States.

3 Tout État pourra adhérer à la présente Convention.

4 Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

#### Article 26

##### *Déclarations relatives aux systèmes juridiques non unifiés*

1 Un État qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par la présente Convention peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

2 Toute déclaration est notifiée au dépositaire et indique expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3 Si un État ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'applique à l'ensemble du territoire de cet État.

4 Le présent article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

#### Article 27

##### *Organisations régionales d'intégration économique*

1 Une Organisation régionale d'intégration économique constituée seulement par des États souverains et ayant compétence sur certaines ou toutes les matières régies par la présente Convention peut également signer, accepter ou approuver cette Convention ou y adhérer. En pareil cas, l'Organisation régionale d'intégration économique aura les mêmes droits et obligations qu'un État contractant, dans la mesure où cette Organisation a compétence sur des matières régies par cette Convention.

2 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, l'Organisation régionale d'intégration économique notifie au dépositaire, par écrit, les matières régies par la présente Convention pour lesquelles ses États membres ont transféré leur compétence à cette Organisation. L'Organisation notifie aussitôt au dépositaire, par écrit, toute modification intervenue dans la délégation de compétence précisée dans la notification la plus récente faite en vertu du présent paragraphe.

3 Aux fins de l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout instrument déposé par une Organisation régionale d'intégration économique n'est pas compté, à moins que l'Organisation régionale d'intégration économique déclare, en vertu de l'article 28(1), que ses États membres ne seront pas Parties à cette Convention.

4 Toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, à une Organisation régionale d'intégration économique qui y est Partie.

3 This Convention is open for accession by all States.

4 Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

#### Article 26

##### *Declarations with respect to non-unified legal systems*

1 If a State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to matters dealt with in this Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that the Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

2 A declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

3 If a State makes no declaration under this Article, the Convention shall extend to all territorial units of that State.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

#### Article 27

##### *Regional Economic Integration Organisations*

1 A Regional Economic Integration Organisation which is constituted solely by sovereign States and has competence over some or all of the matters governed by this Convention may similarly sign, accept, approve or accede to this Convention. The Regional Economic Integration Organisation shall in that case have the rights and obligations of a Contracting State, to the extent that the Organisation has competence over matters governed by this Convention.

2 The Regional Economic Integration Organisation shall, at the time of signature, acceptance, approval or accession, notify the depositary in writing of the matters governed by this Convention in respect of which competence has been transferred to that Organisation by its Member States. The Organisation shall promptly notify the depositary in writing of any changes to its competence as specified in the most recent notice given under this paragraph.

3 For the purposes of the entry into force of this Convention, any instrument deposited by a Regional Economic Integration Organisation shall not be counted unless the Regional Economic Integration Organisation declares in accordance with Article 28, paragraph 1, that its Member States will not be Parties to this Convention.

4 Any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention shall apply equally, where appropriate, to a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to it.

#### Article 28

##### *Adhésion par une Organisation régionale d'intégration économique sans ses États membres*

1 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, une Organisation régionale d'intégration économique peut déclarer qu'elle a compétence pour toutes les matières régies par la présente Convention et que ses États membres ne seront pas Parties à cette Convention mais seront liés par celle-ci en raison de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion de l'Organisation.

2 Lorsqu'une déclaration est faite par une Organisation régionale d'intégration économique en conformité avec le paragraphe premier, toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, aux États membres de l'Organisation.

#### Article 29

##### *Entrée en vigueur*

1 La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après le dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion visé à l'article 25.

2 Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur :

- (a) pour chaque État ou Organisation régionale d'intégration économique ratifiant, acceptant, approuvant ou y adhérant postérieurement, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- (b) pour les unités territoriales auxquelles la présente Convention a été étendue conformément à l'article 26, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après la notification de la déclaration visée par ledit article.

#### Article 30

##### *Déclarations*

1 Les déclarations visées aux articles [4, ]15, 18, 19, [20,] [24,] 26 et 28 peuvent être faites lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout moment ultérieur et pourront être modifiées ou retirées à tout moment.

2 Les déclarations, modifications et retraits sont notifiés au dépositaire.

3 Une déclaration faite au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation de la Convention ou de l'adhésion à celle-ci prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État concerné.

4 Une déclaration faite ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le dépositaire.

5 Une déclaration faite ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, ne produira pas d'effet sur les jugements rendus à l'issue d'instances déjà introduites devant le tribunal d'origine au moment où la déclaration prend effet.

#### Article 28

##### *Accession by a Regional Economic Integration Organisation without its Member States*

1 At the time of signature, acceptance, approval or accession, a Regional Economic Integration Organisation may declare that it exercises competence over all the matters governed by this Convention and that its Member States will not be Parties to this Convention but shall be bound by virtue of the signature, acceptance, approval or accession of the Organisation.

2 In the event that a declaration is made by a Regional Economic Integration Organisation in accordance with paragraph 1, any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention shall apply equally, where appropriate, to the Member States of the Organisation.

#### Article 29

##### *Entry into force*

1 This Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the deposit of the second instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Article 25.

2 Thereafter this Convention shall enter into force –

- (a) for each State or Regional Economic Integration Organisation subsequently ratifying, accepting, approving or acceding to it, on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;
- (b) for a territorial unit to which this Convention has been extended in accordance with Article 26 on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the notification of the declaration referred to in that Article.

#### Article 30

##### *Declarations*

1 Declarations referred to in Articles [4, ]15, 18, 19, [20,] [24,] 26 and 28 may be made upon signature, ratification, acceptance, approval or accession or at any time thereafter, and may be modified or withdrawn at any time.

2 Declarations, modifications and withdrawals shall be notified to the depositary.

3 A declaration made at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession shall take effect simultaneously with the entry into force of this Convention for the State concerned.

4 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall take effect on the first day of the month following the expiration of six months following the date on which the notification is received by the depositary.

5 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall not apply to judgments resulting from proceedings that have already been instituted before the court of origin when the declaration takes effect.

Article 31  
*Dénonciation*

1 La présente Convention pourra être dénoncée par une notification écrite au depositaire. La dénonciation pourra se limiter à certaines unités territoriales d'un système juridique non unifié auxquelles s'applique la présente Convention.

2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le depositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est précisée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification par le depositaire.

Article 32  
*Notifications par le depositaire*

Le depositaire notifiera aux Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux autres États et aux Organisations régionales d'intégration économique qui ont signé, ratifié, accepté, approuvé ou adhéré conformément aux articles [...] les renseignements suivants :

- (a) les signatures, ratifications, acceptations, approbations et adhésions prévues à l'article 25 ;
- (b) la date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 29 ;
- (c) les notifications, déclarations, modifications et retraits des déclarations prévus à l'article 30 ;
- (d) les dénonciations prévues à l'article 31.

Article 31  
*Denunciation*

1 This Convention may be denounced by notification in writing to the depositary. The denunciation may be limited to certain territorial units of a non-unified legal system to which this Convention applies.

2 The denunciation shall take effect on the first day of the month following the expiration of twelve months after the date on which the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation shall take effect upon the expiration of such longer period after the date on which the notification is received by the depositary.

Article 32  
*Notifications by the depositary*

The depositary shall notify the Members of the Hague Conference on Private International Law, and other States and Regional Economic Integration Organisations which have signed, ratified, accepted, approved or acceded in accordance with Articles [...] of the following –

- (a) the signatures, ratifications, acceptances, approvals and accessions referred to in Article 25;
- (b) the date on which this Convention enters into force in accordance with Article 29;
- (c) the notifications, declarations, modifications and withdrawals of declarations referred to in Article 30; and
- (d) the denunciations referred to in Article 31.

---

*Distribué le lundi 28 mai 2018*

---

*Distributed on Monday 28 May 2018*

---

**No 262 REV – Projet de Convention révisé proposé par le Comité de rédaction arrêté au 28 mai 2018**

---

**No 262 REV – Revised draft Convention submitted by the Drafting Committee as of 28 May 2018**

CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION  
ET DÉFINITIONS

CHAPTER I – SCOPE AND DEFINITIONS

Article premier  
*Champ d'application*

Article 1  
*Scope*

1 La présente Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution des jugements en matière civile ou commerciale. Elle ne recouvre notamment pas les matières fiscales, douanières ou administratives.

1 This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments relating to civil or commercial matters. It shall not extend in particular to revenue, customs or administrative matters.

2 La présente Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution, dans un État contractant, d'un jugement rendu par un tribunal d'un autre État contractant.

2 This Convention shall apply to the recognition and enforcement in one Contracting State of a judgment given by a court of another Contracting State.

Article 2  
*Exclusions du champ d'application*

Article 2  
*Exclusions from scope*

1 La présente Convention ne s'applique pas aux matières suivantes :

1 This Convention shall not apply to the following matters –

- (a) l'état et la capacité des personnes physiques ;
- (b) les obligations alimentaires ;
- (c) les autres matières du droit de la famille, y compris les régimes matrimoniaux et les autres droits ou obligations découlant du mariage ou de relations similaires ;
- (d) les testaments et les successions ;
- (e) l'insolvabilité, les concordats, la résolution d'établissements financiers, et les matières analogues ;
- (f) le transport de passagers et de marchandises ;
- (g) la pollution marine, la limitation de responsabilité pour des demandes en matière maritime, les avaries communes, ainsi que le remorquage et le sauvetage d'urgence ;
- (h) la responsabilité pour les dommages nucléaires ;
- (i) la validité, la nullité ou la dissolution des personnes morales ou des associations entre personnes physiques ou personnes morales, ainsi que la validité des décisions de leurs organes ;
- (j) la validité des inscriptions sur les registres publics ;
- (k) la diffamation ;

- (a) the status and legal capacity of natural persons;
- (b) maintenance obligations;
- (c) other family law matters, including matrimonial property regimes and other rights or obligations arising out of marriage or similar relationships;
- (d) wills and succession;
- (e) insolvency, composition, resolution of financial institutions, and analogous matters;
- (f) the carriage of passengers and goods;
- (g) marine pollution, limitation of liability for maritime claims, general average, and emergency towage and salvage;
- (h) liability for nuclear damage;
- (i) the validity, nullity, or dissolution of legal persons or associations of natural or legal persons, and the validity of decisions of their organs;
- (j) the validity of entries in public registers;
- (k) defamation;



[(l) le droit à la vie privée[, à l'exception des litiges portant sur la violation d'un contrat entre les parties]/[a divulgation publique non autorisée d'informations relatives à la vie privée ;]

[(m) la propriété intellectuelle [et les matières analogues].:]

[(n) les activités des forces armées, y compris celles de leur personnel dans l'exercice de ses leurs fonctions officielles ;]

[(o) les activités relatives au maintien de l'ordre, y compris celles du personnel chargé du maintien de l'ordre dans l'exercice de ses fonctions officielles ;]

[(p) les entraves à la concurrence].

2 Un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention lorsqu'une question relevant d'une matière à laquelle elle ne s'applique pas est soulevée seulement à titre préalable et non comme un objet du litige. En particulier, le seul fait qu'une telle matière ait été invoquée dans le cadre d'un moyen de défense n'exclut pas le jugement du champ d'application de la Convention, si cette question n'était pas un l'objet du litige.

3 La présente Convention ne s'applique pas à l'arbitrage et aux procédures y afférentes.

4 Un jugement n'est pas exclu du champ d'application de la présente Convention du seul fait qu'un État, y compris un gouvernement, une agence gouvernementale ou toute personne agissant pour le compte d'un État, était partie au litige.

5 La présente Convention n'affecte pas les privilèges et immunités dont jouissent les États ou les organisations internationales, pour eux-mêmes et pour leurs biens.

### Article 3 *Définitions*

1 Au sens de la présente Convention :

- (a) le terme « défendeur » signifie la personne contre laquelle la demande ou la demande reconventionnelle a été introduite dans l'État d'origine ;
- (b) le terme « jugement » signifie toute décision sur le fond rendue par un tribunal, quelle que soit la dénomination donnée à cette décision, telle qu'un arrêt ou une ordonnance, de même que la fixation des frais et dépens du procès par le tribunal (y compris le greffier du tribunal), à condition qu'elle ait trait à une décision sur le fond susceptible d'être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention. Les mesures provisoires et conservatoires ne sont pas des jugements.

2 Une entité ou une personne autre qu'une personne physique est réputée avoir sa résidence habituelle dans l'État :

- (a) de son siège statutaire ;
- (b) selon le droit duquel elle a été constituée ;
- (c) de son administration centrale ; ou
- (d) de son principal établissement.

[(l) privacy[, except where the proceedings were brought for breach of contract between the parties]/[unauthorised public disclosure of information relating to private life;]

[(m) intellectual property [and analogous matters];]

[(n) activities of armed forces, including the activities of their personnel in the exercise of their official duties;]

[(o) law enforcement activities, including the activities of law enforcement personnel in the exercise of official duties;]

[(p) anti-trust (competition) matters].

2 A judgment is not excluded from the scope of this Convention where a matter to which this Convention does not apply arose merely as a preliminary question in the proceedings in which the judgment was given, and not as an object of the proceedings. In particular, the mere fact that such a matter arose by way of defence does not exclude a judgment from the Convention, if that matter was not an object of the proceedings.

3 This Convention shall not apply to arbitration and related proceedings.

4 A judgment is not excluded from the scope of this Convention by the mere fact that a State, including a government, a governmental agency or any person acting for a State, was a party to the proceedings.

5 Nothing in this Convention shall affect privileges and immunities of States or of international organisations, in respect of themselves and of their property.

### Article 3 *Definitions*

1 In this Convention –

- (a) “defendant” means a person against whom the claim or counterclaim was brought in the State of origin;
- (b) “judgment” means any decision on the merits given by a court, whatever that decision may be called, including a decree or order, and a determination of costs or expenses by the court (including an officer of the court), provided that the determination relates to a decision on the merits which may be recognised or enforced under this Convention. An interim measure of protection is not a judgment.

2 An entity or person other than a natural person shall be considered to be habitually resident in the State –

- (a) where it has its statutory seat;
- (b) under whose law it was incorporated or formed;
- (c) where it has its central administration; or
- (d) where it has its principal place of business.

Article 4  
*Dispositions générales*

1 Un jugement rendu par un tribunal d'un État contractant (État d'origine) est reconnu et exécuté dans un autre État contractant (État requis) conformément aux dispositions du présent chapitre. La reconnaissance ou l'exécution ne peut être refusée qu'aux motifs énoncés dans la présente Convention.

2 ~~Sans préjudice de ce qui est nécessaire pour l'application des dispositions du présent chapitre, il n'est procédé à aucune révision au fond du jugement rendu par le tribunal d'origine. Le jugement ne peut pas faire l'objet d'une révision au fond dans l'État requis. [Ceci n'exclut pas l'examen nécessaire à l'application de la présente Convention n'est pas exclu.]~~

3 Un jugement n'est reconnu que s'il produit ses effets dans l'État d'origine et n'est exécuté que s'il est exécutoire dans l'État d'origine.

4 Si le jugement visé au paragraphe 3 fait l'objet d'un recours dans l'État d'origine ou si le délai pour exercer un recours ordinaire n'a pas expiré, le tribunal requis peut :

- (a) accorder la reconnaissance ou l'exécution, voire subordonner cette exécution à la constitution d'une sûreté qu'il détermine ;
- (b) surseoir à statuer sur la reconnaissance ou l'exécution ; ou
- (c) refuser la reconnaissance ou l'exécution.

Le refus visé à l'alinéa (c) n'empêche pas une demande ultérieure de reconnaissance ou d'exécution du jugement.

[5 Aux fins du paragraphe premier, un jugement rendu par un tribunal commun à deux ou plusieurs États est réputé l'avoir été être par le tribunal d'un État contractant si cet État a désigné ce tribunal commun dans une déclaration à cet effet, et si l'une des conditions suivantes est remplie :

- (a) tous les membres du tribunal commun sont des États contractants pour lesquels ce tribunal exerce les fonctions judiciaires relatives à la matière concernée aux questions pertinentes et le jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté conformément à l'article 5(1)(c), (e), (f), (l), ou (m) ; ou
- (b) le jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté conformément à un autre sous-paragraphe de l'article 5(1)[, l'article 5(3),] ou conformément à l'article 6, et ces exigences d'admissibilité sont remplies dans l'État contractant pour lequel ce tribunal exerce les fonctions judiciaires relatives à la matière concernée en lien avec les questions pertinentes.]

OU

[5 Aux fins du paragraphe premier, un jugement rendu par un tribunal commun à deux ou plusieurs États est réputé l'avoir été être par le tribunal d'un État contractant si cet État a désigné ce tribunal commun dans une déclaration à cet effet, et si l'une des conditions suivantes est remplie :

Article 4  
*General provisions*

1 A judgment given by a court of a Contracting State (State of origin) shall be recognised and enforced in another Contracting State (requested State) in accordance with the provisions of this Chapter. Recognition or enforcement may be refused only on the grounds specified in this Convention.

2 ~~There shall be no review of the merits of the judgment in the requested State. [Without prejudice This does not preclude such examination to such review as is necessary for the application of the provisions of this Chapter Convention, there shall be no review of the merits of the judgment given by the court of origin.]~~

3 A judgment shall be recognised only if it has effect in the State of origin, and shall be enforced only if it is enforceable in the State of origin.

4 If a judgment referred to in paragraph 3 is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking ordinary review has not expired, the court addressed may –

- (a) grant recognition or enforcement, which enforcement may be made subject to the provision of such security as it shall determine;
- (b) postpone the decision on recognition or enforcement; or
- (c) refuse recognition or enforcement.

A refusal under sub-paragraph (c) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

[5 For purposes of paragraph 1, a judgment given by a court common to two or more States shall be deemed to be a judgment given by a court of a Contracting State if the Contracting State has identified the common court in a declaration to that effect, and either of the following conditions are met –

- (a) all members of the common court are Contracting States whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court, and the judgment is eligible for recognition and enforcement under Article 5(1)(c), (e), (f), (l), or (m); or
- (b) the judgment is eligible for recognition and enforcement under another sub-paragraph of Article 5(1)[, Article 5(3),] or under Article 6, and those eligibility requirements are met in a Contracting State whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court.]

OR

[5 For purposes of paragraph 1, a judgment given by a court common to two or more States shall be deemed to be a judgment given by a court of a Contracting State if the Contracting State has identified the common court in a declaration to that effect, and either of the following conditions are met –

(a) tous les membres du tribunal commun sont des États contractants pour lesquels ce tribunal exerce les fonctions judiciaires relatives à la matière concernée aux questions pertinentes et le jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté conformément à l'article 5(1)(c), (e), (f), (l), ou (m) ; ou

(b) le jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté conformément à un autre sous-paragraphe de l'article 5(1)[, l'article 5(3),] ou conformément à l'article 6, et ces exigences d'admissibilité sont remplies dans l'État contractant pour lequel ce tribunal exerce les fonctions judiciaires relatives à la matière concernée en lien avec les questions pertinentes.

6 Un État contractant peut déclarer qu'il ne reconnaîtra ou n'exécutera pas les jugements rendus par un tribunal commun qui fait l'objet d'une déclaration en vertu du paragraphe 5 pour les matières couvertes par cette déclaration.

ou

6 La déclaration visée au paragraphe 5 n'aura d'effet qu'entre l'État contractant l'ayant faite et les autres États contractants ayant déclaré l'accepter. Ces déclarations doivent être déposées auprès du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, lequel transmettra, par voie diplomatique, une copie certifiée à chacun des États contractants.]]

#### Article 5

##### *Fondements de la reconnaissance ou de l'exécution*

1 Un jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté si l'une des exigences suivantes est satisfaite :

- (a) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée avait sa résidence habituelle dans l'État d'origine lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine ;
- (b) la personne physique contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée avait son établissement professionnel principal dans l'État d'origine lorsqu'elle est devenue partie à la procédure devant le tribunal d'origine et la demande à l'origine du jugement portait sur son activité professionnelle ;
- (c) la personne contre laquelle la reconnaissance ou l'exécution est demandée est celle qui a saisi le tribunal de la demande, autre que reconventionnelle, à l'origine du jugement ;
- (d) le défendeur avait une succursale, une agence ou tout autre établissement sans personnalité juridique propre dans l'État d'origine, au moment où il est devenu une partie à la procédure devant le tribunal d'origine, et la demande à l'origine du jugement résultait des activités de cette succursale, de cette agence ou de cet établissement ;
- (e) le défendeur a expressément consenti à la compétence du tribunal d'origine au cours de la procédure dans laquelle le jugement a été rendu ;
- (f) le défendeur a fait valoir ses arguments sur le fond devant le tribunal d'origine sans en contester la compétence dans les délais prescrits par le droit de l'État d'origine, à moins qu'il ne soit évident qu'une contestation de la compétence ou de son exercice aurait échoué en vertu de ce droit ;

(a) all members of the common court are Contracting States whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court, and the judgment is eligible for recognition and enforcement under Article 5(1)(c), (e), (f), (l), or (m); or

(b) the judgment is eligible for recognition and enforcement under another sub-paragraph of Article 5(1)[, Article 5(3),] or under Article 6, and those eligibility requirements are met in a Contracting State whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court.

6 A Contracting State may declare that it shall not recognise or enforce judgments of a common court that is the object of a declaration under paragraph 5 in respect of any of the matters covered by that declaration.

or

6 The declaration referred to in paragraph 5 shall have effect only between the Contracting State that made the declaration and other Contracting States that have declared their acceptance of the declaration. Such declarations shall be deposited at the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, which will forward, through diplomatic channels, a certified copy to each of the Contracting States.]]

#### Article 5

##### *Bases for recognition and enforcement*

1 A judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

- (a) the person against whom recognition or enforcement is sought was habitually resident in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin;
- (b) the natural person against whom recognition or enforcement is sought had his or her principal place of business in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that business;
- (c) the person against whom recognition or enforcement is sought is the person that brought the claim, other than a counterclaim, on which the judgment is based;
- (d) the defendant maintained a branch, agency, or other establishment without separate legal personality in the State of origin at the time that person became a party to the proceedings in the court of origin, and the claim on which the judgment is based arose out of the activities of that branch, agency, or establishment;
- (e) the defendant expressly consented to the jurisdiction of the court of origin in the course of the proceedings in which the judgment was given;
- (f) the defendant argued on the merits before the court of origin without contesting jurisdiction within the time-frame provided in the law of the State of origin, unless it is evident that an objection to jurisdiction or to the exercise of jurisdiction would not have succeeded under that law;

- (g) le jugement porte sur une obligation contractuelle et a été rendu dans l'État dans lequel l'obligation a été ou aurait dû être exécutée, conformément :
- (i) à l'accord des parties ou,
- (ii) à la loi applicable au contrat, à défaut d'un accord sur le lieu d'exécution,
- sauf si les activités du défendeur en relation avec la transaction ne présentaient manifestement pas de lien intentionnel et substantiel avec cet État ;
- (h) le jugement porte sur un bail immobilier et a été rendu dans l'État où est situé l'immeuble ;
- (i) le jugement rendu contre le défendeur porte sur une obligation contractuelle garantie par un droit réel relatif à un immeuble situé dans l'État d'origine, à condition qu'une demande contractuelle concernant ce droit réel ait également été dirigée contre ce défendeur ;
- (j) le jugement porte sur une obligation non contractuelle résultant d'un décès, d'un dommage corporel, d'un dommage subi par un bien corporel ou de la perte d'un bien corporel et l'acte ou l'omission directement à l'origine du dommage a été commis dans l'État d'origine, quel que soit le lieu où le dommage est survenu ;
- (k) le jugement porte sur la validité, l'interprétation, les effets, l'administration ou la modification d'un trust constitué volontairement et documenté par écrit, et :
- (i) au moment de l'introduction de l'instance, l'État d'origine est celui désigné dans l'acte constitutif du trust comme étant un État dans lequel les litiges relatifs à ces questions doivent être tranchés ; ou
- (ii) au moment de l'introduction de l'instance, l'État d'origine était celui désigné, de façon expresse ou implicite, dans l'acte constitutif du trust, comme étant l'État dans lequel est situé le lieu principal d'administration du trust.
- Cet alinéa ne s'applique qu'aux jugements portant sur des aspects internes d'un trust, entre personnes étant ou ayant été au sein de la relation établie par le trust ;
- (l) le jugement porte sur une demande reconventionnelle :
- (i) dans la mesure où il est rendu en faveur du demandeur reconventionnel, à condition que cette demande porte sur la même transaction ou les mêmes faits que la demande principale ;
- (ii) dans la mesure où il est rendu contre le demandeur reconventionnel, sauf si le droit de l'État d'origine exigeait une demande reconventionnelle à peine de forclusion ;
- (m) le jugement a été rendu par un tribunal désigné dans un accord conclu ou documenté par écrit ou par tout autre moyen de communication qui rende l'information accessible pour être consultée ultérieurement, autre qu'un accord exclusif d'élection de for.
- (g) the judgment ruled on a contractual obligation and it was given in the State in which performance of that obligation took place, or should have taken place, in accordance with
- (i) the parties' agreement, or
- (ii) the law applicable to the contract, in the absence of an agreed place of performance,
- unless the defendant's activities in relation to the transaction clearly did not constitute a purposeful and substantial connection to that State;
- (h) the judgment ruled on a tenancy of immovable property and it was given in the State in which the property is situated;
- (i) the judgment ruled against the defendant on a contractual obligation secured by a right *in rem* in immovable property located in the State of origin, if the contractual claim was brought together with a claim against the same defendant relating to that right *in rem*;
- (j) the judgment ruled on a non-contractual obligation arising from death, physical injury, damage to or loss of tangible property, and the act or omission directly causing such harm occurred in the State of origin, irrespective of where that harm occurred;
- (k) the judgment concerns the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, and –
- (i) at the time the proceedings were instituted, the State of origin was designated in the trust instrument as a State in which disputes about such matters are to be determined; or
- (ii) at the time the proceedings were instituted, the State of origin was expressly or impliedly designated in the trust instrument as the State in which the principal place of administration of the trust is situated.
- This sub-paragraph only applies to judgments regarding internal aspects of a trust between persons who are or were within the trust relationship;
- (l) the judgment ruled on a counterclaim –
- (i) to the extent that it was in favour of the counterclaimant, provided that the counterclaim arose out of the same transaction or occurrence as the claim;
- (ii) to the extent that it was against the counterclaimant, unless the law of the State of origin required the counterclaim to be filed in order to avoid preclusion;
- (m) the judgment was given by a court designated in an agreement concluded or documented in writing or by any other means of communication which renders information accessible so as to be usable for subsequent reference, other than an exclusive choice of court agreement.

Aux fins de cet alinéa, un « accord exclusif d'élection de for » est un accord conclu entre deux ou plusieurs parties, pour connaître des litiges nés ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit déterminé, soit les tribunaux d'un État contractant, soit un ou plusieurs tribunaux particuliers d'un État contractant, à l'exclusion de la compétence de tout autre tribunal.

2 Si la reconnaissance ou l'exécution est requise contre une personne physique agissant principalement dans un but personnel, familial ou domestique (un consommateur) en matière de contrat de consommation, ou contre un employé relativement à son contrat de travail :

- (a) le paragraphe 1(e) ne s'applique que si le consentement a été donné devant le tribunal, que ce soit oralement ou par écrit ;
- (b) les paragraphes 1(f), (g) et (m) ne s'appliquent pas.

[3 Le paragraphe premier ne s'applique pas à un jugement portant sur un droit de propriété intellectuelle ou analogue. Un tel jugement est susceptible d'être reconnu ou exécuté si l'une des exigences suivantes est satisfaite :

- (a) le jugement porte sur la contrefaçon, dans l'État d'origine, d'un droit de propriété intellectuelle nécessitant délivrance, octroi ou enregistrement et a été rendu par un tribunal de l'État dans lequel la délivrance, l'octroi ou l'enregistrement du droit en question a été effectué, ou est réputé avoir été effectué conformément aux dispositions d'un instrument international ou régional, sauf si le défendeur n'a pas agi dans cet État aux fins d'initier ou de poursuivre la contrefaçon ou que son activité ne peut raisonnablement être considérée comme ayant spécifiquement visé cet État] ;
- (b) le jugement porte sur la contrefaçon, dans l'État d'origine, d'un droit d'auteur ou droit voisin, d'une marque non enregistrée ou d'un dessin ou modèle industriel non enregistré, et a été rendu par un tribunal de l'État pour lequel la protection était revendiquée, sauf si le défendeur n'a pas agi dans cet État aux fins d'initier ou de poursuivre la contrefaçon ou que son activité ne peut raisonnablement être considérée comme ayant spécifiquement visé cet État] ;
- (c) le jugement porte sur la validité, l'existence ou la titularité, dans l'État d'origine, d'un droit d'auteur ou droit voisin, d'une marque non enregistrée ou d'un dessin ou modèle industriel non enregistré, et a été rendu par un tribunal de l'État pour lequel la protection était revendiquée.]

Article 6  
*Fondements exclusifs de la reconnaissance  
ou de l'exécution*

Nonobstant l'article 5 :

- [(a) un jugement portant sur [l'enregistrement ou] la validité d'un droit de propriété intellectuelle nécessitant délivrance, octroi ou enregistrement n'est reconnu ou exécuté que si l'État d'origine est celui dans lequel la délivrance, l'octroi ou l'enregistrement a été effectué, ou est réputé avoir été effectué conformément aux dispositions d'un instrument international ou régional ;]

For the purposes of this sub-paragraph, an "exclusive choice of court agreement" means an agreement concluded by two or more parties that designates, for the purpose of deciding disputes which have arisen or may arise in connection with a particular legal relationship, the courts of one State or one or more specific courts of one State to the exclusion of the jurisdiction of any other courts.

2 If recognition or enforcement is sought against a natural person acting primarily for personal, family or household purposes (a consumer) in matters relating to a consumer contract, or against an employee in matters relating to the employee's contract of employment –

- (a) paragraph 1(e) applies only if the consent was addressed to the court, orally or in writing;
- (b) paragraph 1(f), (g) and (m) do not apply.

[3 Paragraph 1 does not apply to a judgment that ruled on an intellectual property right or an analogous right. Such a judgment is eligible for recognition and enforcement if one of the following requirements is met –

- (a) the judgment ruled on an infringement in the State of origin of an intellectual property right required to be granted or registered and it was given by a court in the State in which the grant or registration of the right concerned has taken place or, under the terms of an international or regional instrument, is deemed to have taken place, unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];
- (b) the judgment ruled on an infringement in the State of origin of a copyright or related right, an unregistered trademark or unregistered industrial design, and it was given by a court in the State for which protection was claimed, unless the defendant has not acted in that State to initiate or further the infringement, or their activity cannot reasonably be seen as having been targeted at that State];
- (c) the judgment ruled on the validity, subsistence or ownership in the State of origin of a copyright or related right, an unregistered trademark or unregistered industrial design, and it was given by a court in the State for which protection was claimed.]

Article 6  
*Exclusive bases for recognition and enforcement*

Notwithstanding Article 5 –

- [(a) a judgment that ruled on the [registration or] validity of an intellectual property right required to be granted or registered shall be recognised and enforced if and only if the State of origin is the State in which grant or registration has taken place, or, under the terms of an international or regional instrument, is deemed to have taken place;]

- (b) un jugement portant sur des droits réels immobiliers n'est reconnu ou exécuté que si l'immeuble est situé dans l'État d'origine ;
- (c) un jugement portant sur un bail immobilier pour une période de plus de six mois ne peut être reconnu ou exécuté si l'immeuble n'est pas situé dans l'État d'origine et les tribunaux de l'État dans lequel se trouve l'immeuble ont compétence exclusive en vertu du droit de cet État.

Article 7

*Refus de reconnaissance ou d'exécution*

1 La reconnaissance ou l'exécution peut être refusée si :

- (a) l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent contenant les éléments essentiels de la demande :
  - (i) n'a pas été notifié au défendeur en temps utile et de telle manière qu'il puisse organiser sa défense, à moins que le défendeur ait comparu et présenté sa défense sans contester la notification devant le tribunal d'origine, à condition que le droit de l'État d'origine permette de contester la notification ; ou
  - (ii) a été notifié au défendeur dans l'État requis de manière incompatible avec les principes fondamentaux de l'État requis relatifs à la notification de documents ;
- (b) le jugement résulte d'une fraude ;
- (c) la reconnaissance ou l'exécution est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'État requis, notamment dans le cas où la procédure appliquée en l'espèce pour obtenir le jugement était incompatible avec les principes fondamentaux d'équité procédurale de cet État et en cas d'atteinte à la sécurité ou à la souveraineté de cet État ;
- (d) la procédure devant le tribunal d'origine était contraire à un accord, ou à une clause figurant dans l'acte constitutif d'un trust, en vertu duquel le litige en question devait être tranché par un tribunal autre que le tribunal d'origine ;
- (e) le jugement est incompatible avec un jugement rendu dans l'État requis dans un litige entre les mêmes parties ; ou
- (f) le jugement est incompatible avec un jugement rendu antérieurement dans un autre État entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet, lorsque le jugement rendu antérieurement réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État requis ;
- [(g) le jugement porte sur la contrefaçon d'un droit de propriété intellectuelle et applique à [ce droit/cette contrefaçon] un autre droit que le droit interne de l'État d'origine.]

2 La reconnaissance ou l'exécution peut être différée ou refusée si une procédure ayant le même objet est pendante entre les mêmes parties devant un tribunal de l'État requis lorsque :

- (b) a judgment that ruled on rights *in rem* in immovable property shall be recognised and enforced if and only if the property is situated in the State of origin;
- (c) a judgment that ruled on a tenancy of immovable property for a period of more than six months shall not be recognised and enforced if the property is not situated in the State of origin and the courts of the Contracting State in which it is situated have exclusive jurisdiction under the law of that State.

Article 7

*Refusal of recognition or enforcement*

1 Recognition or enforcement may be refused if –

- (a) the document which instituted the proceedings or an equivalent document, including a statement of the essential elements of the claim –
  - (i) was not notified to the defendant in sufficient time and in such a way as to enable him to arrange for his defence, unless the defendant entered an appearance and presented his case without contesting notification in the court of origin, provided that the law of the State of origin permitted notification to be contested; or
  - (ii) was notified to the defendant in the requested State in a manner that is incompatible with fundamental principles of the requested State concerning service of documents;
- (b) the judgment was obtained by fraud;
- (c) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the public policy of the requested State, including situations where the specific proceedings leading to the judgment were incompatible with fundamental principles of procedural fairness of that State and situations involving infringements of security or sovereignty of that State;
- (d) the proceedings in the court of origin were contrary to an agreement, or a designation in a trust instrument, under which the dispute in question was to be determined in a court other than the court of origin;
- (e) the judgment is inconsistent with a judgment given in the requested State in a dispute between the same parties; or
- (f) the judgment is inconsistent with an earlier judgment given in another State between the same parties on the same subject matter, provided that the earlier judgment fulfills the conditions necessary for its recognition in the requested State;
- [(g) the judgment ruled on an infringement of an intellectual property right, applying to that [right/infringement] a law other than the internal law of the State of origin.]

2 Recognition or enforcement may be postponed or refused if proceedings between the same parties on the same subject matter are pending before a court of the requested State, where –

- (a) ce dernier a été saisi avant le tribunal de l'État d'origine ; et
- (b) il existe un lien étroit entre le litige et l'État requis.

Le refus visé au présent paragraphe n'empêche pas une demande ultérieure de reconnaissance ou d'exécution du jugement.

Article 8  
*Questions préalables*

1 Une décision rendue à titre préalable sur une matière à laquelle la présente Convention ne s'applique pas, ou une décision rendue à titre préalable sur une matière visée à l'article 6 par un autre tribunal que celui désigné dans cette disposition, n'est pas reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

2 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement est fondé sur une décision relative à une matière à laquelle la présente Convention ne s'applique pas, ou sur une décision relative à une matière visée à l'article 6 qui a été rendue par un autre tribunal que celui désigné dans cette disposition.

[3 Toutefois, dans le cas d'une décision relative à la validité d'un droit visé à l'article 6(a), la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement ne peut être différée, ou refusée en vertu du paragraphe précédent, que si :

- (a) cette décision est incompatible avec un jugement ou une décision rendu(e) sur ce point par l'autorité compétente de l'État mentionné à l'article 6(a) ; ou
- (b) une procédure relative à la validité de ce droit est pendante dans cet État.

Le refus en vertu de l'alinéa (b) n'empêche pas une demande ultérieure de reconnaissance ou d'exécution du jugement.]

Article 9  
*Divisibilité*

La reconnaissance ou l'exécution d'une partie dissociable d'un jugement est accordée si la reconnaissance ou l'exécution de cette partie est demandée ou si seule une partie du jugement peut être reconnue ou exécutée en vertu de la présente Convention.

Article 10  
*Dommages et intérêts*

1 La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement peut être refusée si, et dans la mesure où, le jugement accorde des dommages et intérêts, y compris des dommages et intérêts exemplaires ou punitifs, qui ne compensent pas une partie pour la perte ou préjudice réellement subis.

2 Le tribunal requis prend en considération, si, et dans quelle mesure, le montant accordé à titre de dommages et intérêts par le tribunal d'origine est destiné à couvrir les frais et dépens du procès.

- (a) the court of the requested State was seised before the court of origin; and

- (b) there is a close connection between the dispute and the requested State.

A refusal under this paragraph does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.

Article 8  
*Preliminary questions*

1 A ruling on a preliminary question shall not be recognised or enforced under this Convention if the ruling is on ~~Where~~ a matter to which this Convention does not apply, or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled, ~~arose as a preliminary question, the ruling on that question shall not be recognised or enforced under this Convention.~~

2 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment was based on a ruling on a matter to which this Convention does not apply, or on a matter referred to in Article 6 on which a court other than the court referred to in that Article ruled.

[3 However, in the case of a ruling on the validity of a right referred to in Article 6, paragraph (a), recognition or enforcement of a judgment may be postponed, or refused under the preceding paragraph, only where –

- (a) that ruling is inconsistent with a judgment or a decision of a competent authority on that matter given in the State referred to in Article 6, paragraph (a); or
- (b) proceedings concerning the validity of that right are pending in that State.

A refusal under sub-paragraph (b) does not prevent a subsequent application for recognition or enforcement of the judgment.]

Article 9  
*Severability*

Recognition or enforcement of a severable part of a judgment shall be granted where recognition or enforcement of that part is applied for, or only part of the judgment is capable of being recognised or enforced under this Convention.

Article 10  
*Damages*

1 Recognition or enforcement of a judgment may be refused if, and to the extent that, the judgment awards damages, including exemplary or punitive damages, that do not compensate a party for actual loss or harm suffered.

2 The court addressed shall take into account whether and to what extent the damages awarded by the court of origin serve to cover costs and expenses relating to the proceedings.

[Article 11  
*Mesures non pécuniaires en matière de  
propriété intellectuelle*

En matière de propriété intellectuelle, un jugement portant sur une contrefaçon n'est [reconnu ou] exécuté que dans la mesure où il a statué sur des condamnations pécuniaires liées au préjudice subi dans l'État d'origine.]

Article 12  
*Transactions judiciaires*

Les transactions judiciaires homologuées par un tribunal d'un État contractant, ou qui ont été conclues au cours d'une instance devant un tribunal d'un État contractant, et qui sont exécutoires au même titre qu'un jugement dans l'État d'origine, sont exécutées en vertu de la présente Convention aux mêmes conditions qu'un jugement.

Article 13  
*Pièces à produire*

1 La partie qui requiert la reconnaissance ou qui demande l'exécution produit :

- (a) une copie complète et certifiée conforme du jugement ;
- (b) si le jugement a été rendu par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document attestant que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été notifié à la partie défaillante ;
- (c) tout document nécessaire pour établir que le jugement produit ses effets dans l'État d'origine ou, le cas échéant, qu'il est exécutoire dans cet État ;
- (d) dans le cas prévu à l'article 12, un certificat délivré par un tribunal de l'État d'origine attestant que la transaction judiciaire est exécutoire, en tout ou en partie, aux mêmes conditions qu'un jugement dans l'État d'origine.

2 Si le contenu du jugement ne permet pas au tribunal requis de vérifier que les conditions du présent chapitre sont remplies, ce tribunal peut exiger tout document nécessaire.

3 Une demande de reconnaissance ou d'exécution peut être accompagnée d'un document relatif au jugement, délivré par un tribunal (y compris par une personne autorisée du tribunal) de l'État d'origine, sous la forme recommandée et publiée par la Conférence de La Haye de droit international privé.

4 Si les documents mentionnés dans le présent article ne sont pas rédigés dans une langue officielle de l'État requis, ils sont accompagnés d'une traduction certifiée dans une langue officielle, sauf si le droit de l'État requis en dispose autrement.

Article 14  
*Procédure*

1 La procédure tendant à obtenir la reconnaissance, l'exécutur ou l'enregistrement aux fins d'exécution, et l'exécution du jugement sont régies par le droit de l'État requis sauf si la présente Convention en dispose autrement. Le tribunal requis agit avec célérité.

2 Le tribunal de l'État requis ne peut refuser de reconnaître ou d'exécuter un jugement en vertu de la présente Convention au motif que la reconnaissance ou l'exécution devrait être requise dans un autre État.

[Article 11  
*Non-monetary remedies in  
intellectual property matters*

In intellectual property matters, a judgment ruling on an infringement shall be [recognised and] enforced only to the extent that it rules on a monetary remedy in relation to harm suffered in the State of origin.]

Article 12  
*Judicial settlements (transactions judiciaires)*

Judicial settlements (*transactions judiciaires*) which a court of a Contracting State has approved, or which have been concluded in the course of proceedings before a court of a Contracting State, and which are enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin, shall be enforced under this Convention in the same manner as a judgment.

Article 13  
*Documents to be produced*

1 The party seeking recognition or applying for enforcement shall produce –

- (a) a complete and certified copy of the judgment;
- (b) if the judgment was given by default, the original or a certified copy of a document establishing that the document which instituted the proceedings or an equivalent document was notified to the defaulting party;
- (c) any documents necessary to establish that the judgment has effect or, where applicable, is enforceable in the State of origin;
- (d) in the case referred to in Article 12, a certificate of a court of the State of origin that the judicial settlement or a part of it is enforceable in the same manner as a judgment in the State of origin.

2 If the terms of the judgment do not permit the court addressed to verify whether the conditions of this Chapter have been complied with, that court may require any necessary documents.

3 An application for recognition or enforcement may be accompanied by a document relating to the judgment, issued by a court (including an officer of the court) of the State of origin, in the form recommended and published by the Hague Conference on Private International Law.

4 If the documents referred to in this Article are not in an official language of the requested State, they shall be accompanied by a certified translation into an official language, unless the law of the requested State provides otherwise.

Article 14  
*Procedure*

1 The procedure for recognition, declaration of enforceability or registration for enforcement, and the enforcement of the judgment, are governed by the law of the requested State unless this Convention provides otherwise. The court addressed shall act expeditiously.

2 The court of the requested State shall not refuse the recognition or enforcement of a judgment under this Convention on the ground that recognition or enforcement should be sought in another State.



{Article 15  
*Frais de procédure*

1 Aucune sûreté, caution ou dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposée en raison, soit de sa seule qualité d'étranger, soit du seul défaut de domicile ou de résidence habituelle dans l'État requis, à la partie qui demande l'exécution dans un État contractant d'une décision rendue dans un autre État contractant.

2 Toute condamnation aux frais et dépens, rendue dans un État contractant contre toute personne dispensée du versement d'une sûreté, d'une caution ou d'un dépôt en vertu du paragraphe premier est, à la demande du créancier, déclarée exécutoire dans tout autre État contractant.}

3 Un État peut déclarer qu'il n'appliquera pas le paragraphe premier ou désigner dans une déclaration lesquels de ses tribunaux ne l'appliqueront pas.

Article 16  
*Reconnaissance ou exécution en application  
du droit national*

Sous réserve de l'article 6, la présente Convention ne fait pas obstacle à la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement en application du droit national.

CHAPITRE III – CLAUSES GÉNÉRALES

Article 17  
*Disposition transitoire*

La Convention s'applique à la reconnaissance et à l'exécution de jugements si, au moment de l'introduction de l'instance dans l'État d'origine, la Convention était en vigueur dans cet État et dans l'État requis.

Article 18  
*Déclarations limitant la reconnaissance et l'exécution*

Un État peut déclarer que ses tribunaux peuvent refuser de reconnaître ou d'exécuter un jugement rendu par un tribunal d'un autre État contractant, lorsque les parties avaient leur résidence dans l'État requis et que les relations entre les parties, ainsi que tous les autres éléments pertinents du litige, autres que le lieu du tribunal d'origine, étaient liés uniquement à l'État requis.

Article 19  
*Déclarations relatives à des matières particulières*

1 Lorsqu'un État a un intérêt important à ne pas appliquer la présente Convention à une matière particulière, il peut déclarer qu'il ne l'appliquera pas à cette matière. L'État qui fait une telle déclaration s'assure que la portée de celle-ci n'est pas plus étendue que nécessaire et que la matière particulière exclue est définie de façon claire et précise.

2 À l'égard d'une telle matière, la Convention ne s'applique pas :

- (a) dans l'État contractant ayant fait la déclaration ;
- (b) dans les autres États contractants, lorsque la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement rendu dans un État contractant ayant fait la déclaration est demandée.

{Article 15  
*Costs of proceedings*

1 No security, bond or deposit, however described, shall be required from a party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgment given in another Contracting State on the sole ground that such party is a foreign national or is not domiciled or resident in the State in which enforcement is sought.

2 An order for payment of costs or expenses of proceedings, made in a Contracting State against any person exempt from requirements as to security, bond, or deposit by virtue of paragraph 1 shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable in any other Contracting State.}

3 A State may declare that it shall not apply paragraph 1 or designate by a declaration which of its courts shall not apply paragraph 1.

Article 16  
*Recognition or enforcement under national law*

Subject to Article 6, this Convention does not prevent the recognition or enforcement of judgments under national law.

CHAPTER III – GENERAL CLAUSES

Article 17  
*Transitional provision*

This Convention shall apply to the recognition and enforcement of judgments if, at the time the proceedings were instituted in the State of origin, the Convention was in force in that State and in the requested State.

Article 18  
*Declarations limiting recognition and enforcement*

A State may declare that its courts may refuse to recognise or enforce a judgment given by a court of another Contracting State if the parties were resident in the requested State, and the relationship of the parties and all other elements relevant to the dispute, other than the location of the court of origin, were connected only with the requested State.

Article 19  
*Declarations with respect to specific matters*

1 Where a State has a strong interest in not applying this Convention to a specific matter, that State may declare that it will not apply the Convention to that matter. The State making such a declaration shall ensure that the declaration is no broader than necessary and that the specific matter excluded is clearly and precisely defined.

2 With regard to that matter, the Convention shall not apply –

- (a) in the Contracting State that made the declaration;
- (b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought.

[Article 20  
*Déclarations relatives aux jugements  
concernant des gouvernements*

1 Un État peut déclarer qu'il n'appliquera pas la présente Convention aux jugements issus de procédures auxquelles est partie :

- (a) cet État ou une personne agissant au nom de celui-ci ;  
ou
- (b) une des agences gouvernementales de cet État ou toute personne agissant au nom de celle-ci.

Cette déclaration n'est pas plus étendue que nécessaire et l'exclusion du champ d'application y est définie de façon claire et précise.

2 Une déclaration faite en application du paragraphe premier ne peut exclure du champ d'application de la présente Convention les jugements issus de procédures auxquelles une entreprise publique est partie.

3 Si un État a fait une déclaration en application du paragraphe premier, la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement rendu dans cet État peut être refusée par un autre État contractant si le jugement est issu d'une procédure à laquelle est partie cet État contractant, ou une de ses agences gouvernementales, ou les personnes assimilées à celles mentionnées au paragraphe premier, dans les limites prévues par cette déclaration.]

2— En conséquence de la déclaration faite en l'application du paragraphe premier, la Convention ne s'applique aux procédures exclues telles que prévues et définies dans la déclaration :

- (a) ni dans l'État qui a fait la déclaration ;
- (b) ni dans les autres États contractants, lorsque la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement rendu dans l'État contractant ayant fait la déclaration est demandée.]

[Article 21  
*Déclarations relatives aux tribunaux communs*

1— Un État contractant peut déclarer :

- (a) qu'un tribunal commun à deux ou plusieurs États exerce sa compétence sur les matières relevant du champ d'application de la présente Convention ; et
- (b) qu'un tel tribunal :
  - (i) ne remplit que les attributions d'une juridiction d'appel ; ou
  - (ii) remplit les attributions d'une juridiction de première instance et d'appel.

2— Les jugements d'un État contractant comprennent :

- (a) les jugements rendus par un tribunal tel que visé au paragraphe 1(b)(i) ;
- (b) les jugements rendus par un tribunal tel que visé au paragraphe 1(b)(ii) si tous les États visés au paragraphe 1(a) sont Parties à la Convention.

[Article 20  
*Declarations with respect to judgments  
pertaining to governments*

1 A State may declare that it shall not apply this Convention to judgments which arose arising from a proceedings to which any of the following is a party —

- (a) that State, or a person acting on behalf of that State, or
- (b) a government agency of that State, or a person acting on behalf of such a government agency.

The declaration shall be no broader than necessary and the exclusion from scope shall be clearly and precisely defined.

2 A declaration pursuant to paragraph 1 shall not exclude from the application of this Convention judgments arising from proceedings to which an enterprise owned by a State is a party.

3 If a State has made a declaration pursuant to paragraph 1, recognition or enforcement of a judgment originating from that State may be refused by another Contracting State if the judgment arose from proceedings to which that other Contracting State, one of its government agencies, or equivalent persons to those referred to in paragraph 1 is a party, to the same extent as specified in the declaration.]

2— With regard to a declaration made pursuant to paragraph 1, the Convention shall not apply to the excluded proceedings as specified and defined in the declaration —

- (a) in the Contracting State that made the declaration ;—
- (b) in other Contracting States, where recognition or enforcement of a judgment given in a Contracting State that made the declaration is sought.]

[Article 21  
*Declarations with respect to common courts*

1— A Contracting State may declare that —

- (a) a court common to two or more States exercises jurisdiction over matters that come within the scope of this Convention ; and
- (b) such a court —
  - (i) has only an appellate function ; or
  - (ii) has first instance and appellate functions.

2— Judgments of a Contracting State include —

- (a) judgments given by a court referred to in paragraph 1(b)(i) ;
- (b) judgments given by a court referred to in paragraph 1(b)(ii) if all States referred to in paragraph 1(a) are Parties to this Convention.

~~3 — Si un tribunal tel que visé au paragraphe 1(b)(i) remplit les fonctions d'un tribunal commun pour des États parties à la Convention et d'autres qui ne sont pas Parties à celle-ci, les jugements rendus par ce tribunal ne sont considérés comme des jugements d'un État contractant que si l'instance a été introduite dans un État contractant.~~

~~4 — Dans le cas d'un jugement rendu par un tribunal tel que visé au paragraphe 1(b)(ii), la notion d'État d'origine mentionnée aux articles 5 et 6 renvoie à l'ensemble du territoire sur lequel ce tribunal exerce sa compétence eu égard au jugement concerné.]~~

~~Article 212  
Interprétation uniforme~~

~~Aux fins de l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application.~~

~~Article 223  
Examen du fonctionnement de la Convention~~

~~Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé prend périodiquement des dispositions en vue de :~~

- ~~(a) l'examen du fonctionnement pratique de la présente Convention, y compris de toute déclaration ; et~~
- ~~(b) l'examen de l'opportunité d'apporter des modifications à la présente Convention.~~

~~Article 234  
Systèmes juridiques non unifiés~~

~~1 Au regard d'un État contractant dans lequel deux ou plusieurs systèmes de droit ayant trait aux questions régies par la présente Convention s'appliquent dans des unités territoriales différentes :~~

- ~~(a) toute référence à la loi ou à la procédure d'un État vise, le cas échéant, la loi ou la procédure en vigueur dans l'unité territoriale considérée ;~~
- ~~(b) toute référence à la résidence habituelle dans un État vise, le cas échéant, la résidence habituelle dans l'unité territoriale considérée ;~~
- ~~(c) toute référence au tribunal ou aux tribunaux d'un État vise, le cas échéant, le tribunal ou les tribunaux de l'unité territoriale considérée ;~~
- ~~(d) toute référence au lien avec un État vise, le cas échéant, le lien avec l'unité territoriale considérée.~~

~~2 Nonobstant le paragraphe précédent, un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu d'appliquer la présente Convention aux situations qui impliquent uniquement ces différentes unités territoriales.~~

~~3 Un tribunal d'une unité territoriale d'un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu de reconnaître ou d'exécuter un jugement d'un autre État contractant au seul motif que le jugement a été reconnu ou exécuté dans une autre unité territoriale du même État contractant selon la présente Convention.~~

~~3 — If a court referred to in paragraph 1(b)(i) serves as a common court for States some of which are Contracting States and some of which are non-Contracting States to this Convention, judgments given by such a court shall only be considered as judgments of a Contracting State if the proceedings at first instance were instituted in a Contracting State.~~

~~4 — In case of a judgment given by a court referred to in paragraph 1(b)(ii) the reference to the State of origin in Articles 5 and 6 shall be deemed to refer to the entire territory over which that court had jurisdiction in relation to that judgment.]~~

~~Article 212  
Uniform interpretation~~

~~In the interpretation of this Convention, regard shall be had to its international character and to the need to promote uniformity in its application.~~

~~Article 223  
Review of operation of the Convention~~

~~The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at regular intervals make arrangements for –~~

- ~~(a) review of the operation of this Convention, including any declarations; and~~
- ~~(b) consideration of whether any amendments to this Convention are desirable.~~

~~Article 234  
Non-unified legal systems~~

~~1 In relation to a Contracting State in which two or more systems of law apply in different territorial units with regard to any matter dealt with in this Convention –~~

- ~~(a) any reference to the law or procedure of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the law or procedure in force in the relevant territorial unit;~~
- ~~(b) any reference to habitual residence in a State shall be construed as referring, where appropriate, to habitual residence in the relevant territorial unit;~~
- ~~(c) any reference to the court or courts of a State shall be construed as referring, where appropriate, to the court or courts in the relevant territorial unit;~~
- ~~(d) any reference to a connection with a State shall be construed as referring, where appropriate, to a connection with the relevant territorial unit.~~

~~2 Notwithstanding the preceding paragraph, a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to apply this Convention to situations which involve solely such different territorial units.~~

~~3 A court in a territorial unit of a Contracting State with two or more territorial units in which different systems of law apply shall not be bound to recognise or enforce a judgment from another Contracting State solely because the judgment has been recognised or enforced in another territorial unit of the same Contracting State under this Convention.~~

4 Cet article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

Article 245

*Rapport avec d'autres instruments internationaux*

1 La présente Convention doit être interprétée de façon qu'elle soit, autant que possible, compatible avec d'autres traités en vigueur pour les États contractants, conclus avant ou après cette Convention.

2 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité [ou de tout autre instrument international] conclu avant l'entrée en vigueur de cette Convention pour cet État contractant [entre les Parties à cet instrument].

3 La présente Convention n'affecte pas l'application par un État contractant d'un traité [ou de tout autre instrument international] conclu après l'entrée en vigueur de cette Convention pour cet État contractant, aux fins de reconnaissance ou d'exécution d'un jugement rendu par le tribunal d'un État contractant qui est également Partie à cet instrument. [Aucune disposition de l'autre instrument n'a d'incidence sur les obligations prévues à l'article 6 eu égard aux États contractants qui ne sont pas Parties à cet instrument.]

4 La présente Convention n'affecte pas l'application des règles d'une Organisation régionale d'intégration économique Partie à cette Convention, que ces règles aient été adoptées avant ou après cette Convention, en ce qui a trait à la reconnaissance ou l'exécution de jugements entre les États membres de l'Organisation régionale d'intégration économique.

[5 Un État contractant peut déclarer que la présente Convention n'affecte pas les instruments internationaux énumérés dans la déclaration.]

CHAPITRE IV – CLAUSES FINALES

Article 256

*Signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion*

1 La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États.

2 La présente Convention est sujette à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation par les États signataires.

3 Tout État pourra adhérer à la présente Convention.

4 Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

Article 267

*Déclarations relatives aux systèmes juridiques non unifiés*

1 Un État qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par la présente Convention peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

Article 245

*Relationship with other international instruments*

1 This Convention shall be interpreted so far as possible to be compatible with other treaties in force for Contracting States, whether concluded before or after this Convention.

2 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty [or other international instrument] that was concluded before this Convention entered into force for that Contracting State [as between Parties to that instrument].

3 This Convention shall not affect the application by a Contracting State of a treaty [or other international instrument] concluded after this Convention entered into force for that Contracting State for the purposes of obtaining recognition or enforcement of a judgment given by a court of a Contracting State that is also a Party to that instrument. [Nothing in the other instrument shall affect the obligations under Article 6 towards Contracting States that are not Parties to that instrument.]

4 This Convention shall not affect the application of the rules of a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to this Convention, whether adopted before or after this Convention as concerns the recognition or enforcement of judgments as between Member States of the Regional Economic Integration Organisation.

[5 A Contracting State may declare that other international instruments listed in the declaration shall remain unaffected by this Convention.]

CHAPTER IV – FINAL CLAUSES

Article 256

*Signature, ratification, acceptance, approval or accession*

1 This Convention is open for signature by all States.

2 This Convention is subject to ratification, acceptance or approval by the signatory States.

3 This Convention is open for accession by all States.

4 Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

Article 267

*Declarations with respect to non-unified legal systems*

1 If a State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to matters dealt with in this Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that the Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

2 Toute déclaration est notifiée au dépositaire et indique expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3 Si un État ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'applique à l'ensemble du territoire de cet État.

4 Le présent article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.

#### Article 278

##### *Organisations régionales d'intégration économique*

1 Une Organisation régionale d'intégration économique constituée seulement par des États souverains et ayant compétence sur certaines ou toutes les matières régies par la présente Convention peut également signer, accepter ou approuver cette Convention ou y adhérer. En pareil cas, l'Organisation régionale d'intégration économique aura les mêmes droits et obligations qu'un État contractant, dans la mesure où cette Organisation a compétence sur des matières régies par cette Convention.

2 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, l'Organisation régionale d'intégration économique notifie au dépositaire, par écrit, les matières régies par la présente Convention pour lesquelles ses États membres ont transféré leur compétence à cette Organisation. L'Organisation notifie aussitôt au dépositaire, par écrit, toute modification intervenue dans la délégation de compétence précisée dans la notification la plus récente faite en vertu du présent paragraphe.

3 Aux fins de l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout instrument déposé par une Organisation régionale d'intégration économique n'est pas compté, à moins que l'Organisation régionale d'intégration économique déclare, en vertu de l'article 289(1), que ses États membres ne seront pas Parties à cette Convention.

4 Toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, à une Organisation régionale d'intégration économique qui y est Partie.

#### Article 289

##### *Adhésion par une Organisation régionale d'intégration économique sans ses États membres*

1 Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, une Organisation régionale d'intégration économique peut déclarer qu'elle a compétence pour toutes les matières régies par la présente Convention et que ses États membres ne seront pas Parties à cette Convention mais seront liés par celle-ci en raison de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion de l'Organisation.

2 Lorsqu'une déclaration est faite par une Organisation régionale d'intégration économique en conformité avec le paragraphe premier, toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, aux États membres de l'Organisation.

2 A declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

3 If a State makes no declaration under this Article, the Convention shall extend to all territorial units of that State.

4 This Article shall not apply to a Regional Economic Integration Organisation.

#### Article 278

##### *Regional Economic Integration Organisations*

1 A Regional Economic Integration Organisation which is constituted solely by sovereign States and has competence over some or all of the matters governed by this Convention may similarly sign, accept, approve or accede to this Convention. The Regional Economic Integration Organisation shall in that case have the rights and obligations of a Contracting State, to the extent that the Organisation has competence over matters governed by this Convention.

2 The Regional Economic Integration Organisation shall, at the time of signature, acceptance, approval or accession, notify the depositary in writing of the matters governed by this Convention in respect of which competence has been transferred to that Organisation by its Member States. The Organisation shall promptly notify the depositary in writing of any changes to its competence as specified in the most recent notice given under this paragraph.

3 For the purposes of the entry into force of this Convention, any instrument deposited by a Regional Economic Integration Organisation shall not be counted unless the Regional Economic Integration Organisation declares in accordance with Article 289, paragraph 1, that its Member States will not be Parties to this Convention.

4 Any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention shall apply equally, where appropriate, to a Regional Economic Integration Organisation that is a Party to it.

#### Article 289

##### *Accession by a Regional Economic Integration Organisation without its Member States*

1 At the time of signature, acceptance, approval or accession, a Regional Economic Integration Organisation may declare that it exercises competence over all the matters governed by this Convention and that its Member States will not be Parties to this Convention but shall be bound by virtue of the signature, acceptance, approval or accession of the Organisation.

2 In the event that a declaration is made by a Regional Economic Integration Organisation in accordance with paragraph 1, any reference to a "Contracting State" or "State" in this Convention shall apply equally, where appropriate, to the Member States of the Organisation.

Article 2930  
*Entrée en vigueur*

1 La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après le dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion visé à l'article 256.

2 Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur :

- (a) pour chaque État ou Organisation régionale d'intégration économique ratifiant, acceptant, approuvant ou y adhérant postérieurement, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- (b) pour les unités territoriales auxquelles la présente Convention a été étendue conformément à l'article 267, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après la notification de la déclaration visée par ledit article.

Article 30~~+~~  
*Déclarations*

1 Les déclarations visées aux articles [4,] 15, 18, 19, [20,] [21,] [245(5),] 267 et 289 peuvent être faites lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout moment ultérieur et pourront être modifiées ou retirées à tout moment.

2 Les déclarations, modifications et retraits sont notifiés au dépositaire.

3 Une déclaration faite au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation de la Convention ou de l'adhésion à celle-ci prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État concerné.

4 Une déclaration faite ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de [trois] [six] mois après la date de réception de la notification par le dépositaire.

5 Une déclaration faite ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, ne produira pas d'effet sur les jugements rendus à l'issue d'instances déjà introduites devant le tribunal d'origine au moment où la déclaration prend effet.

Article 31~~2~~  
*Dénonciation*

1 La présente Convention pourra être dénoncée par une notification écrite au dépositaire. La dénonciation pourra se limiter à certaines unités territoriales d'un système juridique non unifié auxquelles s'applique la présente Convention.

2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est précisée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification par le dépositaire.

Article 2930  
*Entry into force*

1 This Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the deposit of the second instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Article 256.

2 Thereafter this Convention shall enter into force –

- (a) for each State or Regional Economic Integration Organisation subsequently ratifying, accepting, approving or acceding to it, on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;
- (b) for a territorial unit to which this Convention has been extended in accordance with Article 267 on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months after the notification of the declaration referred to in that Article.

Article 30~~+~~  
*Declarations*

1 Declarations referred to in Articles [4,] 15, 18, 19, [20,] [21,] [245(5),] 267 and 289 may be made upon signature, ratification, acceptance, approval or accession or at any time thereafter, and may be modified or withdrawn at any time.

2 Declarations, modifications and withdrawals shall be notified to the depositary.

3 A declaration made at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession shall take effect simultaneously with the entry into force of this Convention for the State concerned.

4 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall take effect on the first day of the month following the expiration of [three] [six] months following the date on which the notification is received by the depositary.

5 A declaration made at a subsequent time, and any modification or withdrawal of a declaration, shall not apply to judgments resulting from proceedings that have already been instituted before the court of origin when the declaration takes effect.

Article 31~~2~~  
*Denunciation*

1 This Convention may be denounced by notification in writing to the depositary. The denunciation may be limited to certain territorial units of a non-unified legal system to which this Convention applies.

2 The denunciation shall take effect on the first day of the month following the expiration of twelve months after the date on which the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation shall take effect upon the expiration of such longer period after the date on which the notification is received by the depositary.

Article 323  
*Notifications par le dépositaire*

Le dépositaire notifiera aux Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux autres États et aux Organisations régionales d'intégration économique qui ont signé, ratifié, accepté, approuvé ou adhéré conformément aux articles [...] les renseignements suivants :

- (a) les signatures, ratifications, acceptations, approbations et adhésions prévues à l'article 256 ;
- (b) la date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 2930 ;
- (c) les notifications, déclarations, modifications et retraits des déclarations prévus à l'article 304 ;
- (d) les dénonciations prévues à l'article 312.

Article 323  
*Notifications by the depositary*

The depositary shall notify the Members of the Hague Conference on Private International Law, and other States and Regional Economic Integration Organisations which have signed, ratified, accepted, approved or acceded in accordance with Articles [...] of the following –

- (a) the signatures, ratifications, acceptances, approvals and accessions referred to in Article 256;
- (b) the date on which this Convention enters into force in accordance with Article 2930;
- (c) the notifications, declarations, modifications and withdrawals of declarations referred to in Article 304; and
- (d) the denunciations referred to in Article 312.

---

## Document de travail No 263

### Working Document No 263

*Distribué le 27 mai 2018*

*Distributed on 27 May 2018*

---

#### **No 263 – Report of the Convenor of Working Group 2 on “competent authority”**

The Working Group met to discuss whether and how decisions of competent authorities could circulate under the Convention scheme, on the assumption that intellectual property is within scope of the Convention, and on the assumption of the current draft provisions on intellectual property which apply only to judgments from the State where the intellectual property right is registered, or for which protection of copyright or related rights is claimed.

The Group noted a fundamental dilemma. Many agreed that if the objective of the Convention is to protect intellectual property rights, then in principle it should not make any difference whether the legal authority to determine the validity of intellectual property rights in a State is conferred on a court of law or on a competent authority. On the other hand, many were concerned about extending the Convention beyond the basis upon which negotiations have been conducted, *i.e.*, that it applies only to decisions of courts of law in civil and commercial matters excluding administrative matters. One member queried whether we can make the same assumption about the standards of decision-making in administrative standards that we make in relation to courts of law.

The members shared their knowledge of how competent authorities in their own jurisdictions work. Some members noted that there is an issue of scoping as there are bodies such as the International Trade Commission in the United States with broad scope of responsibilities which include issues of intellectual property infringement. Even within a narrower understanding of competent authorities for intellectual property, members noted that they may perform different functions in different jurisdictions. One common feature in many countries appears to be that they determine issues of validity of intellectual property rights within the territory of their own State. Some go further to determine issues of infringement. Some may not be involved directly in infringement cases, but they may rule on the scope of a right (*e.g.*, in disallowing registration of a new right) which may be relevant to the issue of infringement. They can have different degrees of judicial supervision (*e.g.*, in some, their decision may be substituted by a court ruling, while in others the case is remitted for rehearing). Members felt strongly that at this point they did not have enough information about the subject matter under discussion, and further that they needed more time to consult with their IP experts. Some thought that the issue should not be considered in isolation from the other IP issues.

Members felt that creating specific provisions to deal with the recognition and enforcement of decisions of “competent authorities” was too ambitious and detracted from the core

purpose of the Convention. Members noted that Article 8(3) did not lay down a rule for the recognition of the decision of a competent authority, but created an exception to the rule that permitted the recognition and enforcement of a court’s ruling on another matter (*e.g.*, breach of contract) that depended on its ruling on validity as a preliminary question. At the same time, members did not feel comfortable to extend the definition of a “judgment” in the Convention (assuming that is the right approach) to include institutions which are not courts of law, at least not without knowing more about the constitutions and functions of competent authorities, the legal status and effect of such decisions within their own States, the procedural standards applied, and standards of judicial supervision.

Members expressed willingness to continue working on the issue, and the Working Group seeks the direction of the Plenary.

---

## Documents de travail Nos 264 et 265

### Working Documents Nos 264 and 265

*Distribués le 28 mai 2018*

*Distributed on 28 May 2018*

---

#### **No 264 – Proposal of Working Group 1 – The possible exclusion of privacy matters from the scope of the draft Convention (Art. 2(1)(l))**

##### Article 2 *Exclusions from scope*

1 This Convention shall not apply to the following matters –

[...]

[(l) privacy [except where the proceedings were brought for breach of a contract between the parties]~~unauthorised public disclosure of information relating to private life;~~]

#### **No 265 – Proposal of the delegations of Switzerland and the United States of America**

##### Article 16 *Recognition or enforcement under national law*

~~Subject to Article 6,~~† This Convention does not prevent the recognition or enforcement of judgments under national law.





---

## Aide-mémoire du Président de la Commission spéciale

QUATRIÈME RÉUNION DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR LE PROJET JUGEMENTS – DU 24 AU 29 MAI 2018

---

### INTRODUCTION

1 Du 24 au 29 mai 2018, la Commission spéciale sur le projet Jugements s'est réunie pour une Quatrième réunion à La Haye<sup>1</sup> ; 166 participants venus de 55 États et d'une Organisation régionale d'intégration économique (ORIE) membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi que deux États non membres et 11 organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales étaient présents.

2 Conformément aux Conclusions et Recommandations du Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence (ci-après, le « Conseil ») de mars 2018, la Commission spéciale a été convoquée une nouvelle fois pour poursuivre ses travaux concernant la préparation d'un projet de Convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements en matière civile ou commerciale<sup>2</sup>.

3 Lors de sa réunion de mai 2018, la Commission spéciale s'est intéressée aux travaux de plusieurs Groupes de travail informels convoqués pour mener à bien des travaux intersessions en préparation de la Quatrième réunion de la Commission spéciale. Elle s'est également penchée sur quelques questions supplémentaires. Sur le fondement de ces discussions, la Commission spéciale a préparé une version révisée du projet de Convention, présenté à l'annexe I au présent Aide-mémoire (ci-après, le « projet de Convention de 2018 »).

---

<sup>1</sup> La Commission spéciale a été convoquée une première fois du premier au 9 juin 2016 (ci-après, la « Première réunion de la Commission spéciale »). La Première réunion de la Commission spéciale s'est fondée, comme point de départ, sur le projet de texte établi par le Groupe de travail relatif au projet sur les Jugements (voir l'annexe II à l'Aide-mémoire du Président de la Commission spéciale de juin 2016, ci-dessus p. 74 du présent Cahier). À l'issue de discussions ayant porté sur l'ensemble des dispositions, ainsi que sur les objectifs et la structure du projet de Convention, la Première réunion de la Commission spéciale a préparé une version révisée du projet (ci-après, l'« avant-projet de Convention », publié comme Doc. trav. No 76, distribué le 9 juin 2016, ci-dessus p. 61 du présent Cahier). La Deuxième réunion de la Commission spéciale s'est tenue du 16 au 24 février 2017 (ci-après, la « Deuxième réunion de la Commission spéciale »). La Deuxième réunion de la Commission spéciale a précisé et peaufiné un certain nombre de dispositions de l'avant-projet de Convention. La Commission spéciale a, en particulier, examiné et ajouté les chapitres III et IV concernant les clauses générales et finales au projet de Convention de février 2017 (publié comme Doc. trav. No 170 REV, distribué le 24 février 2017, ci-dessus p. 173 du présent Cahier). La Troisième réunion de la Commission spéciale s'est tenue du 13 au 17 novembre 2017 (ci-après, la « Troisième réunion de la Commission spéciale »). Lors de sa Troisième réunion, la Commission spéciale a évoqué et ré-examiné les questions présentées entre crochets aux chapitres I et II du projet de Convention de février 2017 ; la Commission spéciale s'est notamment concentrée sur les questions de propriété intellectuelle et les clauses générales et finales.

<sup>2</sup> Voir Conclusions et Recommandations du Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence (du 13 au 15 mars 2018) (disponibles sur le site web de la HCCH à l'adresse <www.hcch.net>, sous la rubrique « Conseil sur les affaires générales et la politique »), C&R No 3.

4 La Commission spéciale présentera le projet de Convention de 2018 au Conseil lors de sa réunion de mars 2019 et lui indiquera qu'elle estime avoir rempli son mandat. En conséquence, comme envisagé par le Conseil, les travaux sur le projet de Convention sont arrivés à un stade tel qu'ils permettent de convoquer une Session diplomatique à la mi-2019.

5 Le présent Aide-mémoire a vocation à accompagner le projet de Convention de 2018 et à faciliter les futurs travaux sur le projet Jugements<sup>3</sup>. Il présente un aperçu des progrès réalisés lors de la réunion de la Commission spéciale de mai, énonce certains points spécifiques ayant fait l'objet de débats et d'autres qui impliquent un examen plus approfondi. Il n'aborde pas tous les points traités dans le cadre de la Commission spéciale.

### RAPPORT EXPLICATIF PRÉLIMINAIRE RÉVISÉ

6 La Commission spéciale a exprimé ses sincères remerciements aux co-Rapporteurs pour la préparation d'une nouvelle version du Rapport explicatif préliminaire en amont de la réunion<sup>4</sup>. Les co-Rapporteurs ont présenté un aperçu de certaines questions spécifiques abordées et ont demandé des précisions sur d'autres points. Ces questions spécifiques ainsi que plusieurs suggestions concernant le Rapport explicatif préliminaire ont été évoquées lors de la réunion.

### PROJET DE CONVENTION DE 2018

7 La Commission spéciale a abordé i) les questions soumises aux Groupes de travail informels chargés de faciliter les travaux intersessions en amont de la réunion et au cours de celle-ci ; et ii) d'autres questions qui ont fait l'objet de propositions émanant des délégations.

8 La Commission spéciale a fait part de sa gratitude aux Groupes de travail informels quant aux travaux réalisés, tout particulièrement à leurs présidents pour leur contribution significative.

### *Éventuelle exclusion des questions touchant au droit à la vie privée du champ d'application du projet de Convention*

9 Par suite d'une présentation du président du Groupe de travail informel consacré au droit à la vie privée, la Commission spéciale a décidé qu'il convenait d'amender l'article 2(1)(l) du projet de Convention de novembre 2017. Cet amendement consistait à supprimer les termes « divulgation publique non autorisée d'informations relatives à la vie privée » et ajouter, entre crochets, « à l'exception des litiges portant sur la violation d'un contrat entre les parties », de sorte à signifier la nécessité de travaux futurs en préparation de la Session diplomatique.

---

<sup>3</sup> Le présent document constitue le quatrième Aide-mémoire du Président de la Commission spéciale. Les premier (ci-dessus p. 70 du présent Cahier), deuxième (ci-dessus p. 188 du présent Cahier) et troisième (ci-dessus p. 266 du présent Cahier) Aide-mémoires avaient été préparés en juin 2016, février et novembre 2017 et accompagnaient, respectivement, l'avant-projet de Convention, le projet de Convention de février 2017 et le projet de Convention de novembre 2017 (publié comme Doc. trav. No 236 REV, distribué le vendredi 17 novembre 2017, ci-dessus p. 252 du présent Cahier).

<sup>4</sup> Voir « Convention sur les Jugements : Rapport explicatif préliminaire révisé », établi par Francisco J. Garcimartín et Geneviève Saumier, Doc. prélim. No 10 de mai 2018 à l'attention de la Quatrième réunion de la Commission spéciale sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers (du 24 au 29 mai 2018) (disponible sur le site web de la HCCH sous l'Espace spécialisé « Jugements »).

---

## *Aide memoire* of the Chair of the Special Commission

FOURTH MEETING OF THE SPECIAL COMMISSION ON THE JUDGMENTS PROJECT – 24 TO 29 MAY 2018

---

### INTRODUCTION

1 From 24 to 29 May 2018, the Special Commission on the Judgments Project was reconvened for its Fourth Meeting in The Hague.<sup>1</sup> The Special Commission was attended by 166 participants from 55 Member States and one Member Regional Economic Integration Organisation (REIO). Also in attendance, as observers, were two non-Member States, and 11 international governmental and non-governmental organisations.

2 In accordance with the Conclusions and Recommendations of the March 2018 meeting of the Council on General Affairs and Policy of the Conference (“the Council”), the Special Commission continued its work on preparing a draft Convention on the recognition and enforcement of judgments in civil or commercial matters.<sup>2</sup>

3 At its May 2018 meeting, the Special Commission discussed the work of a number of informal working groups established to carry out intersessional work in preparation for the Fourth Meeting of the Special Commission as well as a number of additional issues. Based on those discussions, the Special Commission prepared a revised draft of the Convention which appears as Annex I to this *Aide memoire* (“the 2018 draft Convention”).

---

<sup>1</sup> The Special Commission was first convened from 1 to 9 June 2016 (the “First Special Commission Meeting”). The First Meeting of the Special Commission used the proposed draft text prepared by the Working Group as its starting point (see Annex II to the June 2016 *Aide memoire* of the Chair of the Special Commission, *supra* p. 75 of this Book). Following a discussion of all provisions, as well as a discussion on the objectives and architecture of the draft Convention, the First Meeting of the Special Commission prepared a revised draft text (the “preliminary draft Convention”, published as Work. Doc. No 76, distributed on 9 June 2016, *supra* p. 61 of this Book). The Second Meeting of the Special Commission was convened from 16 to 24 February 2017 (the “Second Special Commission Meeting”). The Second Meeting of the Special Commission clarified and refined a number of provisions in the preliminary draft Convention. In particular, the Special Commission considered and added to the February 2017 draft Convention (published as Work. Doc. No 170 REV, distributed on 24 February 2017, *supra* p. 173 of this Book) Chapters III and IV on general and final clauses. The Third Meeting of the Special Commission was convened from 13 to 17 November 2017 (the “Third Special Commission Meeting”). The Third Meeting of the Special Commission reviewed and discussed the square-bracketed matters reflected in Chapters I and II of the February 2017 draft Convention, including a detailed discussion on intellectual property related matters, and general and final clauses.

<sup>2</sup> See Conclusions and Recommendations of the Council on General Affairs and Policy of the Conference (13-15 March 2018) (available on the HCCH website at <www.hcch.net>, under “Council on General Affairs and Policy”), C&R No 3.

4 The 2018 draft Convention will be presented to the Council at its March 2019 meeting, and the Special Commission will report to the Council that it considers that it has completed its mandate and that as contemplated by the Council, work on the draft Convention has reached the point where a Diplomatic Session can be convened in mid-2019.

5 This *Aide memoire* is intended to accompany the 2018 draft Convention, and to assist with ongoing work on the Judgments Project.<sup>3</sup> It provides a brief overview of the progress made at the May Special Commission, sets out some specific issues discussed, and identifies some specific matters that require further consideration. It does not address all the points discussed during the Special Commission.

### REVISED DRAFT EXPLANATORY REPORT

6 The meeting expressed gratitude to the *co-Rapporteurs* for the preparation of a further draft of the Explanatory Report in advance of the meeting.<sup>4</sup> The *co-Rapporteurs* provided an overview of certain specific issues they had been asked to consider, and sought clarification on some specific issues. Those specific issues, and a number of other suggestions in relation to the draft Explanatory Report, were discussed in the course of the meeting.

### THE 2018 DRAFT CONVENTION

7 The meeting discussed i) the issues that were the subject of informal working groups that were asked to facilitate intersessional work in preparation for and in the course of the meeting; and ii) some further issues that were the subject of proposals by delegations.

8 The Special Commission recorded its gratitude for the work done by the informal working groups, and in particular for the substantial contribution made by the chairs of those groups.

#### *Possible exclusion of privacy matters from the scope of the draft Convention*

9 Following an introduction by the chair of the informal working group on privacy, the meeting decided to proceed on the basis that Article 2(1)(1) of the November 2017 draft Convention should be amended to delete the words “unauthorised public disclosure of information relating to private life” and include in square brackets the words “except where the proceedings were brought for breach of contract between the parties”, as a marker for further work in preparation for the Diplomatic Session.

---

<sup>3</sup> This is the fourth *Aide memoire* of the Chair of the Special Commission. The first (*supra* p. 71 of this Book), second (*supra* p. 189 of this Book) and third (*supra* p. 267 of this Book) *Aide memoires* were prepared in June 2016, February 2017 and November 2017 and accompanied the preliminary draft Convention, the February 2017 draft Convention and the November 2017 draft Convention (published as Work. Doc. No 236 REV, distributed on 17 November 2017, *supra* p. 252 of this Book), respectively.

<sup>4</sup> See “Judgments Convention: Revised Preliminary Explanatory Report”, drawn up by Francisco J. Garcimartin and Geneviève Saumier, Prel. Doc. No 10 of May 2018 for the attention of the Fourth Meeting of the Special Commission on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments (24-29 May 2018) (available on the HCCH website under the “Judgments” Specialised Section).

### *Décisions des autorités compétentes en matière de validité de droits de propriété intellectuelle*

10 Par suite d'une présentation du président du Groupe de travail informel consacré aux décisions émanant d'autorités compétentes, la Commission spéciale s'est penchée sur les questions clés découlant de la possibilité de reconnaître et d'exécuter de telles décisions. La Commission spéciale a pris acte de la nécessité de recueillir de plus amples informations quant au fonctionnement des autorités compétentes. Considérant que la pertinence de cette question dépendra de la position finale adoptée quant à d'autres aspects du projet de Convention, en particulier le traitement, de manière générale, des droits de propriété intellectuelle, il est souhaitable de mener des travaux supplémentaires de sorte à comprendre les potentielles implications de la reconnaissance et de l'exécution des décisions d'autorités compétentes. L'on s'attend à ce qu'un Groupe de travail informel sur la propriété intellectuelle soit convoqué, en préparation de la Session diplomatique, en vue d'examiner cette question ainsi que d'autres points qui ont trait à l'éventuelle inclusion ou exclusion de la propriété intellectuelle.

### *Frais de procédure*

11 Par suite d'une présentation du président du Groupe de travail informel consacré aux frais de procédures, la Commission spéciale a discuté de propositions visant à :

- a) conserver l'article 15 (présenté entre crochets) du projet de Convention de novembre 2017 concernant les frais de procédure ;
- b) supprimer le texte de l'article 15 présenté entre crochets ;
- c) supprimer les crochets autour de l'article 15 et ajouter un mécanisme de déclaration permettant aux États de s'affranchir de l'application de son paragraphe premier ; et
- d) séparer les paragraphes 1 et 2 de l'article 15 et énoncer qu'il convient de traiter les condamnations aux frais et dépens découlant d'une procédure de reconnaissance ou d'exécution comme s'il s'agissait de jugements aux termes du projet de Convention.

12 La Commission spéciale a décidé d'ajouter un mécanisme de déclaration, comme le traduit l'article 15(3) du projet de Convention de 2018. Il convient donc de retirer les crochets.

### *Tribunaux communs*

13 Le président du Groupe de travail informel sur la reconnaissance et l'exécution de jugements rendus par des tribunaux communs en a présenté le rapport. La Commission spéciale a évoqué des propositions visant à<sup>5</sup> :

- a) supprimer l'article 21 (présenté entre crochets) du projet de Convention de novembre 2017 consacré aux tribunaux communs et laisser aux tribunaux nationaux le soin de régler la question de la reconnaissance et de l'exécution de jugements rendus par des tribunaux communs ;
- b) introduire dans le projet de Convention plusieurs formes de déclaration positive concernant les tribu-

naux communs de sorte à renforcer la transparence, y compris l'option d'une déclaration positive détaillée ;

- c) prévoir, dans le projet de Convention, la possibilité pour les États contractants de faire des déclarations de sorte à accepter ou refuser la reconnaissance et l'exécution de jugements rendus par des tribunaux communs ;
- d) régler la question des tribunaux communs au moyen d'une définition à l'article 3 du projet de Convention.

14 La Commission spéciale a décidé :

- a) de supprimer le texte présenté entre crochets de l'article 21 du projet de Convention de novembre 2017 ; et
- b) d'introduire, entre crochets, dans le projet de Convention de 2018 les propositions de textes de l'article 4(5) (et suivant) afin de faciliter les réflexions et discussions futures en la matière, en préparation de la Session diplomatique.

15 Il est prévu qu'un Groupe de travail informel continue à s'intéresser à ces questions concernant les tribunaux communs. À cet égard et en vue de faciliter la réflexion et les discussions au sein du Groupe, les Membres sont invités à lui fournir des informations et des exemples spécifiques sur la nature et le fonctionnement des tribunaux communs ainsi que sur l'application du projet de disposition. Le Bureau Permanent continuera également à fournir des informations générales en la matière.

16 La Commission spéciale a jugé souhaitable que le Rapport explicatif précise :

- a) au moyen d'exemples et de discussions, les divers types de jugements rendus par des tribunaux communs auxquels cette disposition tend à s'appliquer, précisant les différents rôles que ces tribunaux sont susceptibles d'endosser (par ex. juridiction de première instance, d'appel) ;
- b) que les tribunaux internationaux qui n'exercent pas la compétence d'un État, mais qui exercent plutôt leur compétence en matière de droit international public sur les États (par ex. la Cour internationale de justice, la Cour interaméricaine des droits de l'homme et la Cour européenne des droits de l'homme) ne seront pas couverts par une quelconque disposition consacrée aux tribunaux communs ;
- c) qu'il sera rare que des questions d'exécution interviennent devant des tribunaux communs, mais que les questions de reconnaissance restent aussi pertinentes pour ces derniers qu'elles le sont pour les autres tribunaux d'un État contractant.

### *Systèmes juridiques non unifiés*

17 Par suite d'une présentation du président du Groupe de travail informel consacré aux systèmes juridiques non unifiés, la Commission spéciale a estimé qu'aucun changement ne devait, à ce stade, être apporté à l'article 24 du projet de Convention de novembre 2017 (art. 23 du projet de Convention de 2018).

18 La Commission spéciale a pris acte de l'intérêt de fournir, dans le Rapport explicatif, plus de détails sur ce point, en particulier en vue de clarifier qu'il serait, dans la

<sup>5</sup> Ces propositions concernant les tribunaux communs sont présentées en annexe II du présent Aide-mémoire.

*Decisions of competent authorities in relation to validity of intellectual property rights*

10 Following an introduction by the chair of the informal working group on decisions of competent authorities, the meeting discussed the key issues raised by the possibility of providing for the recognition and enforcement of such decisions. The meeting noted the need to gather more information about the workings of competent authorities. Further work to understand the potential implications of this issue is desirable, recognising that its relevance depends on the final position reached on other aspects of the draft Convention, and in particular the treatment of intellectual property rights more generally. It is envisaged that an informal working group on intellectual property will be convened to further consider this issue and other issues pertaining to the possible inclusion or exclusion of intellectual property, in preparation for the Diplomatic Session.

*Costs of proceedings*

11 Following an introduction by the chair of the informal working group on costs of proceedings, the Special Commission discussed proposals to:

- a) retain the square-bracketed Article 15 on costs of proceedings of the November 2017 draft Convention;
- b) delete the square-bracketed text in Article 15;
- c) delete the square brackets around Article 15 and add a declaration mechanism to enable States to opt out of the application of Article 15(1); and
- d) separate paragraphs 1 and 2 of Article 15, and provide that costs orders resulting from recognition or enforcement proceedings should be treated as if they were judgments within the meaning of the draft Convention.

12 The meeting decided to proceed on the basis that a declaration mechanism should be added as reflected in Article 15(3) of the 2018 draft Convention, and that on this basis the square brackets could be removed.

*Common courts*

13 The report of the informal working group on recognition and enforcement of judgments of common courts was presented by its chair. The meeting discussed proposals to:<sup>5</sup>

- a) delete the square-bracketed Article 21 of the November 2017 draft Convention on common courts, and leave the issue of recognition and enforcement of judgments of common courts to national law;
- b) include in the draft Convention various forms of positive declaration in relation to common courts to en-

hance transparency, including the option of a detailed positive declaration;

- c) make provision in the draft Convention for declarations by Contracting States to opt in or opt out in relation to the recognition and enforcement of judgments of common courts; and/or
- d) deal with the issue of common courts by way of definition in Article 3 of the draft Convention.

14 The Special Commission decided to proceed on the basis that:

- a) the square-bracketed text in Article 21 of the November 2017 draft Convention should be deleted; and
- b) the two alternative texts in Article 4(5) (and following) of the 2018 draft Convention should be included in square brackets as a marker to facilitate further reflection and discussion on this issue, in preparation for the Diplomatic Session.

15 It is envisaged that an informal working group will continue to explore issues and possible text in relation to common courts, and that Members will share information and specific examples in relation to the nature and workings of common courts, and the application of the draft provision, to facilitate understanding and discussion of this issue in the informal working group. The Permanent Bureau will also continue to provide relevant background information on this topic.

16 The Special Commission noted the desirability of the Explanatory Report explaining:

- a) by way of examples and discussion, the various types of judgment of a common court which any such provision is intended to cover, identifying the different roles that such courts may perform (e.g., first instance, appellate);
- b) that international courts which do not exercise the jurisdiction of a State, but rather exercise jurisdiction over States on matters of public international law (e.g., the International Court of Justice, the Inter-American Court of Human Rights and the European Court of Human Rights), will not be covered by any provision concerning common courts; and
- c) that it will be rare for questions of enforcement to arise before a common court, but that questions of recognition remain as relevant for common courts as they do for other courts of a Contracting State.

*Non-unified legal systems*

17 Following an introduction by the chair of the informal working group on non-unified legal systems, the Special Commission decided to proceed on the basis that no changes should be made at this stage to Article 24 of the November 2017 draft Convention (Art. 23 of the 2018 draft Convention).

18 The meeting noted the desirability of providing more detail in the Explanatory Report on this issue, particularly in order to make clear that in most cases it would be in-

<sup>5</sup> These proposals concerning common courts are included in Annex II of this *Aide memoire*.

plupart des cas, inapproprié d'appliquer les articles 5, 6 et 7 à l'ensemble du territoire d'une ORIE.

#### *Rapport avec d'autres instruments internationaux*

19 Par suite d'une présentation du président du Groupe de travail informel consacré au rapport avec d'autres instruments internationaux, la Commission spéciale a examiné le texte présenté entre crochets à l'article 25 du projet de Convention de novembre 2017.

20 La Commission spéciale a décidé de conserver, tel quel, le texte présenté entre crochets dans le projet de Convention de novembre 2017 afin de traduire la nécessité d'analyser plus avant cette question, en préparation de la Session diplomatique. L'on s'attend à ce qu'un Groupe de travail informel continue à développer et peaufiner cet article (art. 24 du projet de Convention de 2018).

#### *Déclarations relatives aux jugements concernant des gouvernements*

21 Par suite d'une présentation du président du Groupe de travail informel consacré aux jugements concernant des gouvernements, la Commission spéciale a évoqué plusieurs propositions concernant ces déclarations ainsi que d'autres propositions en faveur de l'exclusion du champ d'application.

22 La Commission spéciale a décidé :

- a) de modifier l'article 20 du projet de Convention de novembre 2017 comme le montre l'article 20 du projet de Convention de 2018 et de le conserver entre crochets ; et
- b) d'ajouter, entre crochets, à l'article 2(1) du projet de Convention de 2018, les nouveaux alinéas (n) et (o).

La Commission spéciale a fait état de la nécessité de poursuivre les travaux portant sur l'article 20 et de prendre en considération le large éventail d'options pour répondre à ces préoccupations, notamment la possibilité de régler la question au moyen d'une clarification à l'article 2(4). La Commission spéciale a notamment pris acte de la nécessité d'examiner plus avant le texte qui apparaît désormais, dans le projet de Convention de 2018, à l'article 20(2) et (3).

23 L'on s'attend à ce qu'un Groupe de travail informel continue à développer et peaufiner le texte proposé en matière de jugements concernant des gouvernements.

#### *Autres questions*

##### *Exclusions du champ d'application*

24 La Commission spéciale s'est penchée sur une proposition visant à supprimer la référence à la pollution marine et au remorquage et sauvetage d'urgence des exclusions du champ d'application en matières maritimes visées à l'article 2(1)(g) du projet de Convention de novembre 2017. Elle a décidé de retenir ces mentions telles qu'elles apparaissent dans le projet de Convention de 2018, mais a insisté sur la nécessité d'examiner plus avant cette question en amont de la Session diplomatique.

25 La Commission spéciale a débattu d'une proposition visant à exclure du champ d'application du projet de Convention toute question liée aux entraves à la concurrence.

Certaines délégations ont fait part de préoccupations quant à l'application du projet de Convention à certains aspects du droit de la concurrence, tout en admettant qu'une exclusion totale puisse s'avérer trop large. La Commission spéciale a décidé d'introduire cette exclusion entre crochets (art. 2(1)(p) du projet de Convention de 2018), à titre indicatif, pour faire état de la nécessité de poursuivre les travaux de sorte à déterminer la meilleure manière d'apaiser les préoccupations exprimées à cet égard.

#### *Absence de réexamen au fond*

26 Les participants ont discuté d'une proposition visant à supprimer de l'article 4(2) du projet de Convention de novembre 2017 les termes « [s]ans préjudice de ce qui est nécessaire pour l'application des dispositions du présent chapitre ». La Commission spéciale a confié au Comité de rédaction le soin de se pencher sur la formulation de l'article 4(2), compte tenu de préoccupations relatives à la structure de la disposition et des différences entre les versions française et anglaise. Le Comité de rédaction a reformulé cette disposition et la Commission spéciale a décidé d'amender le texte de l'article 4(2) du projet de Convention de novembre 2017 tel qu'il figure dans le projet de Convention de 2018. La deuxième phrase de cette disposition a été placée entre crochets afin d'indiquer la nécessité d'établir s'il convient ou non de la conserver. Aucun enjeu politique n'est lié à cette phrase ; il convient plutôt d'établir son utilité aux fins de clarification.

#### *Délai de prescription dans l'État requis*

27 La Commission spéciale s'est intéressée à une proposition aux fins de l'introduction d'un motif de refus à l'article 7 dans les cas où le délai d'exécution d'un jugement dans l'État requis est prescrit. Considérant que la question est réglée de manière appropriée à l'article 14 et suffisamment expliquée au paragraphe 319 du Rapport explicatif préliminaire, aucune modification n'a été apportée au projet de Convention de 2018.

#### *Motif de refus fondé sur l'absence généralisée de procès équitable et propositions y afférentes*

28 La Commission spéciale a discuté d'une proposition en faveur d'un motif de refus ou d'un mécanisme de déclaration concernant la manière dont l'État requis pourrait répondre à des préoccupations d'ordre général quant à l'équité procédurale dans l'État d'origine. Une proposition antérieure concernant un mécanisme de bilatéralisation a également été évoquée. Aucun des textes proposés n'a recueilli le soutien nécessaire à l'introduction dans le projet de Convention.

#### *Motif de refus en lien avec des procédures d'insolvabilité*

29 La Commission spéciale a constaté la nécessité d'expliquer plus en détail, dans le Rapport explicatif, que l'exécution de jugements étrangers en matière d'insolvabilité en application du projet de Convention n'implique pas que ces jugements disposent d'un traitement différent de celui des jugements internes en la matière, en particulier dans le cadre des articles 2 et 14 du projet de Convention de 2018.

#### *Déclarations*

30 La Commission spéciale a conclu que l'article 31(4) du projet de Convention de novembre 2017 (art. 30(4) du projet de Convention de 2018) devrait préciser que les déclarations faites ultérieurement, ainsi que toute modifica-

appropriate to look to the whole territorial scope of an REIO in applying Articles 5, 6 and 7.

#### *Relationship with other international instruments*

19 Following an introduction by the chair of the informal working group on the relationship of the draft Convention with other instruments, the Special Commission discussed the text in square brackets in Article 25 of the November 2017 draft Convention.

20 The meeting decided to proceed on the basis that the square-bracketed text in the November 2017 draft Convention should remain in square brackets to reflect the need for further consideration of this topic, in preparation for the Diplomatic Session. It is envisaged that an informal working group will continue to develop and refine this Article (Art. 24 of the 2018 draft Convention).

#### *Declarations with respect to judgments pertaining to governments*

21 Following an introduction by the chair of the informal working group on declarations with respect to judgments pertaining to governments, the meeting discussed a number of proposals on such declarations, and related proposals for exclusions from scope.

22 The Special Commission decided to proceed on the basis that:

- a) Article 20 of the November 2017 draft Convention should be modified as reflected in Article 20 of the 2018 draft Convention, and should remain in square brackets; and
- b) new sub-paragraphs (n) and (o) should be included in square brackets in Article 2(1) of the 2018 draft Convention.

The meeting noted the need to continue work on Article 20, and to give consideration to the full-range of options for addressing these concerns, including the possibility that this might be achieved by way of clarification in Article 2(4). The meeting noted in particular the need to give further consideration to the text that now appears as paragraphs 2 and 3 of Article 20 of the 2018 draft Convention.

23 It is envisaged that an informal working group will continue to develop and refine the proposed text concerning judgments pertaining to governments.

#### *Discussions of further issues*

##### *Exclusions from scope*

24 The meeting discussed a proposal to delete the reference to marine pollution and emergency towage and salvage from the exclusion concerning maritime matters in Article 2(1)(g) of the November 2017 draft Convention. The meeting decided to proceed on the basis that the text should remain as it is in the 2018 draft Convention, but noted the need to consider these matters further in preparation for the Diplomatic Session.

25 The meeting discussed a proposal to exclude anti-trust (competition) matters from the scope of the draft Conven

tion. Concerns were raised about the application of the draft Convention to certain aspects of anti-trust, while recognising that a complete exclusion may be broader than desirable. The meeting decided to proceed on the basis that this exclusion would be included in the text in square brackets (Art. 2(1)(p) of the 2018 draft Convention) as a marker for the need for further work, to determine how best to take into account the concerns raised in this context.

#### *No review on the merits*

26 A proposal was discussed for the deletion of the words “[w]ithout prejudice to such review as is necessary for the application of the provisions of this Chapter” in Article 4(2) of the November 2017 draft Convention. The drafting of Article 4(2) was referred to the Drafting Committee, having regard to concerns about the structure of the provision and differences between the French and English versions. The Drafting Committee reformulated the provision, and the meeting decided to proceed on the basis that the language in Article 4(2) of the November 2017 draft Convention should be amended as reflected in the 2018 draft Convention, with the second sentence of that provision being included in square brackets to reflect the need for further consideration of whether this sentence should be retained. There was no policy issue in connection with this sentence; rather the issue to be considered is whether it serves a useful explanatory purpose.

#### *Limitation period in the requested State*

27 A proposal was discussed for inclusion of a ground of refusal in Article 7 in circumstances where the limitation period for enforcement of a judgment has expired in the requested State. No amendment was made to the 2018 draft Convention as this issue was seen as adequately addressed by Article 14 and the explanation set out at paragraph 319 of the draft Explanatory Report.

#### *Ground for refusal for systemic lack of due process and related proposals*

28 The meeting discussed a proposal for a ground for refusal or a declaration mechanism concerning the issue of how the requested State would respond to general concerns about procedural fairness in the State of origin, and reference was also made to an earlier proposal for a bilateralisation mechanism. There was insufficient support for the inclusion of any of the various proposed texts on this issue in the draft Convention.

#### *Ground for refusal in connection with insolvency proceedings*

29 The Special Commission noted the desirability of the Explanatory Report further explaining that the enforcement of foreign judgments under the draft Convention would not result in such judgments having any different treatment than domestic judgments in insolvency proceedings, in particular in the context of Articles 2 and 14 of the 2018 draft Convention.

#### *Declarations*

30 The Special Commission decided to proceed on the basis that Article 31(4) of the November 2017 draft Convention (Art. 30(4) of the 2018 draft Convention) should specify that declarations made at a subsequent time, and

tion ou tout retrait d'une déclaration, prennent effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de six mois (plutôt que d'une période de trois mois) à compter de la date de réception de la notification par le dépositaire.

#### TRAVAUX FUTURS EN PRÉPARATION DE LA SESSION DIPLOMATIQUE

31 La Commission spéciale rendra compte au Conseil lors de sa réunion de mars 2019 et lui indiquera qu'elle estime avoir rempli son mandat. En conséquence, comme envisagé par le Conseil, les travaux sur le projet de Convention sont arrivés à un stade tel qu'ils permettent de convoquer une Session diplomatique à la mi-2019. Il semble que le bâtiment de l'Académie serait disponible pour une Session diplomatique du 17 juin au 2 juillet 2019.

32 Aux fins de préparation de la Session diplomatique, la Commission spéciale a insisté sur la nécessité de consultations intensives et d'une collaboration informelle. En particulier, la Commission spéciale a remarqué l'intérêt de convoquer des Groupes de travail informels pour poursuivre les travaux sur les sujets suivants :

- a) la propriété intellectuelle, y compris la reconnaissance et l'exécution éventuelles des décisions d'autorités compétentes ;
- b) les tribunaux communs ;
- c) le rapport avec d'autres instruments internationaux ;
- d) les déclarations relatives aux jugements concernant des gouvernements ; et
- e) l'éventuelle exclusion des questions d'entrave à la concurrence.

33 La méthode de travail de chaque Groupe sera établie par son coordinateur, en consultation avec le Bureau Permanent. Des démarches différentes peuvent s'avérer pertinentes pour différents Groupes. Dans certains cas, la vidéoconférence peut être utile pour s'assurer que des progrès sont faits.

34 La Commission spéciale a pris acte de la nécessité que le Bureau Permanent prépare, en consultation avec les Membres, un projet de formulaire modèle susceptible d'être joint au projet de Convention. Il s'agirait d'un formulaire optionnel, non obligatoire, fournissant des informations sur le tribunal requis. Il s'inspirerait du Formulaire modèle recommandé annexé à la *Convention du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for*.

35 La Commission spéciale estime qu'il serait utile que le Bureau Permanent et les coordinateurs des Groupes de travail informels établissent un calendrier et une structure clairs pour le travail de chaque Groupe. En principe, il est souhaitable que la date limite pour l'achèvement des travaux des Groupes soit fixée plusieurs semaines avant la date limite d'envoi des propositions des Membres.

36 La Commission spéciale a signalé l'importance de disposer d'une nouvelle version du Rapport explicatif préliminaire et des procès-verbaux de sa Quatrième réunion de sorte à faciliter les consultations et la collaboration en amont de la Session diplomatique.

#### ANNEXE I

#### Document de travail No 262 Révisé (distribué le 28 mai 2018)

#### *Projet de Convention de 2018*

Voir ci-dessus, à la page 318 du présent Cahier.

#### ANNEXE II

*[Texte en anglais uniquement.]*



any modifications or withdrawal of a declaration, shall take effect on the first day of the month following the expiration of six months (rather than three months) from the date on which the notification is received by the depositary.

#### FURTHER WORK IN PREPARATION FOR THE DIPLOMATIC SESSION

31 The Special Commission will report to the March 2019 meeting of the Council that it considers that it has completed its mandate and that, as contemplated by the Council, work on the draft Convention has reached the point where a Diplomatic Session can be convened in mid-2019. The Special Commission understands that the Academy Building would be available for a Diplomatic Session from 17 June to 2 July 2019.

32 In preparation for the Diplomatic Session, the Special Commission noted the need for intensive consultation and informal collaboration. In particular, the Special Commission noted the desirability of informal working groups carrying out further work on the following topics:

- a) intellectual property, including the potential recognition and enforcement of decisions of competent authorities;
- b) common courts;
- c) relationship with other instruments;
- d) declarations with respect to judgments pertaining to governments; and
- e) possible exclusion of anti-trust (competition) matters.

33 The working method of each informal working group would be determined by the convener of that group in consultation with the Permanent Bureau. Different approaches may be appropriate for different groups. In some cases, audio or video conferences may be useful to ensure progress can be made.

34 The meeting noted the desirability of the Permanent Bureau, in consultation with Members, preparing a draft model form that could be attached to the draft Convention as an optional, not mandatory, form providing information to the court addressed. It is envisaged that this would be based on the recommended model form annexed to the *Convention of 30 June 2005 on Choice of Court Agreements*.

35 The meeting considers that it would be helpful for the Permanent Bureau and the conveners of the informal working groups to establish a clear timetable and structure for each group's work. In principle it is desirable for the deadline for the completion of the work of working groups to come some weeks before the target date for submission of proposals by Members.

36 The meeting noted the importance of having a further version of the draft Explanatory Report and Minutes of the Fourth Meeting of the Special Commission available to facilitate consultation and collaboration prior to the Diplomatic Session.

#### ANNEX I

##### **Working Document No 262 Revised (distributed on 28 May 2018)**

###### *2018 Draft Convention*

See *supra*, at page 318 of this Book.

#### ANNEXE II

##### **Proposals concerning common courts**

*[available in English only]*

##### **Extract from Working Document No 254 submitted by working group 5 on common courts – Final Report**

*The joint proposal of the European Union and the United States of America is mentioned in paragraph 23(b) of this Working Document.*

###### [Article 4 *General provisions*

[...]

5 For purposes of paragraph 1, a judgment given by a court common to two or more States shall be deemed to be a judgment given by a court of a Contracting State if –

- (a) all members of the common court are Contracting States whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court, and the judgment is eligible for recognition and enforcement under Article 5(1)(c), (e), (f), (l), or (m); or
- (b) the judgment is eligible for recognition and enforcement under another sub-paragraph of Article 5(1)[, Article 5(3),] or under Article 6, and those eligibility requirements are met in a Contracting State whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court.]

##### **Working Document No 249 – Proposal of the delegations of Israel and the Republic of Korea**

###### Article 4 *General provisions*

[...]

5 For purposes of paragraph 1, a judgment given by a court common to two or more States shall be deemed to be a judgment given by a court of a Contracting State if the Contracting State has identified the common court in a declaration to that effect, and either of the following conditions are met –

- (a) all members of the common court are Contracting States whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court, and the judgment is eligible for recognition and enforcement under Article 5(1)(c), (e), (f), (l), or (m); or
- (b) the judgment is eligible for recognition and enforcement under another sub-paragraph of Article 5(1) or under Article 6, and those eligibility requirements are

met in a Contracting State whose judicial functions in relation to the relevant matter are exercised by the common court.

6 A Contracting State may declare that it shall not recognise or enforce judgments of a common court that are the object of a declaration under paragraph 5 in respect of any or all of the matters covered by that declaration.

*The Explanatory Report will clarify that international courts which do not exercise the jurisdiction of a State, but over a State (like the International Court of Justice, the European Court of Human Rights, etc.) are not covered by these provisions and that judgments of Contracting States will be recognised and enforced by common courts under the Convention.*

#### **Working Document No 245 – Proposal of the delegation of the Russian Federation**

*Article 21 [of the November 2017 draft Convention\*] should be deleted in its present form for the sake of transparency.*

#### **Working Document No 222 – Proposal of the delegation of the People’s Republic of China on common courts**

*Proposed new Article 22(5), (6) and (7) [of the February 2017 draft Convention\*]*

##### Article 22

##### *Declarations with respect to common courts*

[...]

5 The declaration referred to in paragraph 1 shall be furnished with the following details:

- (a) the competence of the State to make the declaration and the supporting documents from other States which establish the common court to accept its competence;
- (b) name, location and relevant contact information of the common court;
- (c) a copy of the legal instruments that establish the common court and a list of parties to those legal instruments;
- (d) jurisdiction and function of the common court;
- (e) recognition and enforcement of the judgments from the common court by States which establish the common court;
- (f) whether the common court could recognise and enforce judgments from States which establish the common court and other States; and
- (g) other necessary information.

6 The declaration referred to in paragraph 1 shall have effect only between the Contracting State that made the declaration and other Contracting States that have declared their acceptance of the declaration. Such declarations shall be deposited at the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands; this Ministry will forward, through diplomatic channels, a certified copy to each of the Contracting States.

7 The declarations made referred to in paragraphs 1 and 6 will enter into force as between the States that made the declarations on the sixtieth day after the deposit of the declaration of acceptance.

---

\* Reference added by the Permanent Bureau.

# Table

Table des matières			
		page	
<hr/>			
			<i>Rapport du Groupe de travail informel II – Tribunaux communs</i> 16
			<i>Rapport du Groupe de travail informel III – Rapport avec d'autres instruments internationaux</i> 22
			<i>Rapport du Groupe de travail informel III – Rapport avec d'autres instruments internationaux (REV)</i> 32
			<i>Rapport du Groupe de travail informel III – Rapport avec d'autres instruments internationaux (REV REV)</i> 42
			<i>Rapport du Groupe de travail informel I – Droits de propriété intellectuelle</i> 52
CAHIER 1		CAHIER 3	
<i>Avis au lecteur</i>	5	<i>Avis au lecteur</i>	5
<b>Vingt-deuxième session – Travaux préliminaires</b>	7	<b>Commission spéciale</b>	7
<i>Liste des Documents préliminaires</i>	8	<i>Liste des participants</i>	8
<i>Convention sur les jugements : Rapport explicatif préliminaire révisé</i>	10	<i>Documents de travail de la Commission spéciale de juin 2016</i>	19
<i>Éventuelle exclusion du champ d'application de la Convention des entraves à la concurrence, tel qu'il en ressort de l'article 2(1)(p) du projet de Convention de 2018</i>	126	Documents de travail Nos 1 à 5	19
<i>Régime des condamnations au paiement d'une sanction en cas d'inexécution de jugements non pécuniaires en vertu du projet de Convention de 2018</i>	142	Documents de travail Nos 6 à 22	28
<i>Note concernant l'« ouverture » des Conventions de la HCCH</i>	160	Documents de travail Nos 23 à 35	32
<i>Note concernant les « tribunaux communs » visés à l'article 4(5) et (6) du projet de Convention de 2018</i>	208	Documents de travail Nos 36 à 40	35
<i>Délais de prescription pour l'exécution des jugements étrangers dans le cadre du projet de Convention de 2018</i>	264	Document de travail No 41	38
<i>Note sur le réexamen de l'inclusion de la « pollution marine » ainsi que « remorquage et sauvetage d'urgence » dans le champ d'application du projet de Convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile ou commerciale</i>	288	Documents de travail Nos 42 à 48	46
		Documents de travail Nos 49 à 60	47
		Documents de travail Nos 61 à 69	49
		Document de travail No 70	51
		Documents de travail Nos 71 à 75	60
		Document de travail No 76	61
		<i>Aide-mémoire du Président de la Commission spéciale de juin 2016</i>	70
		<i>Documents de travail de la Commission spéciale de février 2017</i>	86
		Document de travail No 77	86
		Document de travail No 78	90
		Documents de travail Nos 79 à 88	105
		Documents de travail Nos 89 à 107	108
		Documents de travail Nos 108 à 129	112
		Document de travail No 130	117
		Documents de travail Nos 131 à 149	125
CAHIER 2			
<i>Avis au lecteur</i>	5		
<b>Rapports des Groupes de travail</b>	7		
<i>Rapport du Groupe de travail informel IV – Déclarations relatives aux jugements concernant des gouvernements</i>	8		
<i>Rapport du Groupe de travail informel V – Exclusion éventuelle des entraves à la concurrence</i>	12		

Table of contents			
		<i>Report of informal working group II – Common courts</i>	17
		<i>Report of informal working group III – Relationship with other international instruments</i>	23
		<i>Report of informal working group III – Relationship with other international instruments (REV)</i>	33
		<i>Report of informal working group III – Relationship with other international instruments (REV REV)</i>	43
		<i>Report of informal working group I – Intellectual property rights</i>	53
	page		
BOOK 1		BOOK 3	
<i>Notice to the reader</i>	5	<i>Notice to the reader</i>	5
<b>Twenty-Second Session – Preliminary work</b>	7	<b>Special Commission</b>	7
<i>List of Preliminary Documents</i>	9	<i>List of participants</i>	8
<i>Judgments Convention: Revised Draft Explanatory Report</i>	11	<i>Working Documents of the Special Commission of June 2016</i>	19
<i>The possible exclusion of anti-trust matters from the Convention as reflected in Article 2(1)(p) of the 2018 draft Convention</i>	127	Working Documents Nos 1 to 5	19
		Working Documents Nos 6 to 22	28
		Working Documents Nos 23 to 35	32
<i>Treatment of penalty orders that are imposed on the non-compliance with non-monetary judgments under the 2018 draft Convention</i>	143	Working Documents Nos 36 to 40	35
		Working Document No 41	38
<i>Note on the “openness” of HCCH Conventions</i>	161	Working Documents Nos 42 to 48	46
		Working Documents Nos 49 to 60	47
<i>Note on “common courts” in Article 4(5) and (6) of the 2018 draft Convention</i>	209	Working Documents Nos 61 to 69	49
		Working Document No 70	51
<i>Limitation period on the enforcement of foreign judgments in the context of the 2018 draft Convention</i>	265	Working Documents Nos 71 to 75	60
		Working Document No 76	61
<i>Note on reconsidering “marine pollution” and “emergency towage and salvage” within the scope of the draft Convention on the recognition and enforcement of foreign judgments in civil or commercial matters</i>	289	<i>Aide memoire of the Chair of the Special Commission of June 2016</i>	71
		<i>Working Documents of the Special Commission of February 2017</i>	86
		Working Document No 77	86
		Working Document No 78	90
		Working Documents Nos 79 to 88	105
		Working Documents Nos 89 to 107	108
<i>Report of informal working group IV – Declarations with respect to judgments pertaining to governments</i>	9	Working Documents Nos 108 to 129	112
		Working Document No 130	117
<i>Report of informal working group V – Possible exclusion of anti-trust (competition) matters</i>	13	Working Documents Nos 131 to 149	125
<i>Table of contents</i>		<i>Table of contents</i>	347

Documents de travail Nos 150 à 157	138	Document de travail No 28	47
Documents de travail Nos 158 à 164	140	Document de travail No 29	47
Document de travail No 165	142	Document de travail No 30	48
Documents de travail Nos 166 à 169	156	Document de travail No 31	49
Document de travail No 170	157	Documents de travail Nos 32 à 34	49
Document de travail No 170 REV	173	Documents de travail Nos 35 à 39	50
<i>Aide-mémoire du Président de la Commission spéciale de février 2017</i>	188	Documents de travail Nos 40 à 45	54
<i>Documents de travail de la Commission spéciale de novembre 2017</i>	206	Document de travail No 46	55
Document de travail No 171	206	Documents de travail Nos 47 à 49	56
Documents de travail Nos 172 à 213	207	Document de travail No 50	58
Documents de travail Nos 214 à 225	225	Documents de travail Nos 51 à 60	72
Document de travail No 226	230	Documents de travail Nos 61 à 67	75
Documents de travail Nos 227 à 230	231	Documents de travail Nos 68 à 76	78
Documents de travail Nos 231 à 233	233	Documents de travail Nos 77 à 85	82
Documents de travail Nos 234 et 235	234	Documents de travail Nos 86 à 90	86
Document de travail No 236	236	Document de travail No 91	89
Document de travail No 236 REV	252	Document de travail No 92	105
<i>Aide-mémoire du Président de la Commission spéciale de novembre 2017</i>	266	Document de travail No 92 REV	119
<i>Documents de travail de la Commission spéciale de mai 2018</i>	276	Documents de travail Nos 93 et 94	133
Documents de travail Nos 237 à 260	276	Document de travail No 95	137
Document de travail No 261	302	Document de travail No 96	139
Document de travail No 262	303	Document de travail No 97	153
Document de travail No 262 REV	318	<i>Procès-verbaux de la Première commission</i>	167
Document de travail No 263	334	Procès-verbal No 1	168
Documents de travail Nos 264 et 265	334	Procès-verbal No 2	177
<i>Aide-mémoire du Président de la Commission spéciale de mai 2018</i>	336	Procès-verbal No 3	184
CAHIER 4		Procès-verbal No 4	197
<i>Avis au lecteur</i>	5	Procès-verbal No 5	206
<b>Vingt-deuxième session – Actes</b>	7	Procès-verbal No 6	217
<i>Documents de travail de la Première commission</i>	9	Procès-verbal No 7	225
Document de travail No 1	10	Procès-verbal No 8	235
Documents de travail Nos 2 et 3	25	Procès-verbal No 9	246
Documents de travail Nos 4 à 27	30	Procès-verbal No 10	252
		Procès-verbal No 11	261
		Procès-verbal No 12	267
		Procès-verbal No 13	276

Working Documents Nos 150 to 157	138	Working Document No 28	47
Working Documents Nos 158 to 164	140	Working Document No 29	47
Working Document No 165	142	Working Document No 30	48
Working Documents Nos 166 to 169	156	Working Document No 31	49
Working Document No 170	157	Working Documents Nos 32 to 34	49
Working Document No 170 REV	173	Working Documents Nos 35 to 39	50
<i>Aide memoire of the Chair of the Special Commission of February 2017</i>	189	Working Documents Nos 40 to 45	54
<i>Working Documents of the Special Commission of November 2017</i>	206	Working Document No 46	55
Working Document No 171	206	Working Documents Nos 47 to 49	56
Working Documents Nos 172 to 213	207	Working Document No 50	58
Working Documents Nos 214 to 225	225	Working Documents Nos 51 to 60	72
Working Document No 226	230	Working Documents Nos 61 to 67	75
Working Documents Nos 227 to 230	231	Working Documents Nos 68 to 76	78
Working Documents Nos 231 to 233	233	Working Documents Nos 77 to 85	82
Working Documents Nos 234 and 235	234	Working Documents Nos 86 to 90	86
Working Document No 236	236	Working Document No 91	89
Working Document No 236 REV	252	Working Document No 92	105
<i>Aide memoire of the Chair of the Special Commission of November 2017</i>	267	Working Document No 92 REV	119
<i>Working Documents of the Special Commission of May 2018</i>	276	Working Documents Nos 93 and 94	133
Working Documents Nos 237 to 260	276	Working Document No 95	137
Working Document No 261	302	Working Document No 96	139
Working Document No 262	303	Working Document No 97	153
Working Document No 262 REV	318	<i>Minutes of the First Commission</i>	167
Working Document No 263	334	Minutes No 1	168
Working Documents Nos 264 and 265	334	Minutes No 2	177
<i>Aide memoire of the Chair of the Special Commission of May 2018</i>	337	Minutes No 3	184
BOOK 4		Minutes No 4	197
<i>Notice to the reader</i>	5	Minutes No 5	206
<b>Twenty-Second Session – Acts</b>	7	Minutes No 6	217
<i>Working Documents of the First Commission</i>	9	Minutes No 7	225
Working Document No 1	10	Minutes No 8	235
Working Documents Nos 2 and 3	25	Minutes No 9	246
Working Documents Nos 4 to 27	30	Minutes No 10	252
		Minutes No 11	261
		Minutes No 12	267
		Minutes No 13	276

Procès-verbal No 14	291
Procès-verbal No 15	301
Procès-verbal No 16	313
Procès-verbal No 17	323
Procès-verbal No 18	329
Procès-verbal No 19	337
Procès-verbal No 20	347
<i>Séances plénières</i>	349
Procès-verbal No 2	350
Extrait du Procès-verbal de la Séance de clôture	350
CAHIER 5	
<i>Avis au lecteur</i>	5
<i>Convention adoptée</i>	8
Formulaire recommandé	22
<i>Rapport explicatif de Francisco Garcimartín et Geneviève Saumier</i>	32



Minutes No 14	291
Minutes No 15	301
Minutes No 16	313
Minutes No 17	323
Minutes No 18	329
Minutes No 19	337
Minutes No 20	347
<i>Plenary Sessions</i>	349
Minutes No 2	350
Extract from the Minutes of the Closing Session	350
BOOK 5	
<i>Notice to the reader</i>	5
<i>Convention adopted</i>	9
Recommended form	23
<i>Explanatory Report by Francisco Garcimartín and Geneviève Saumier</i>	33

